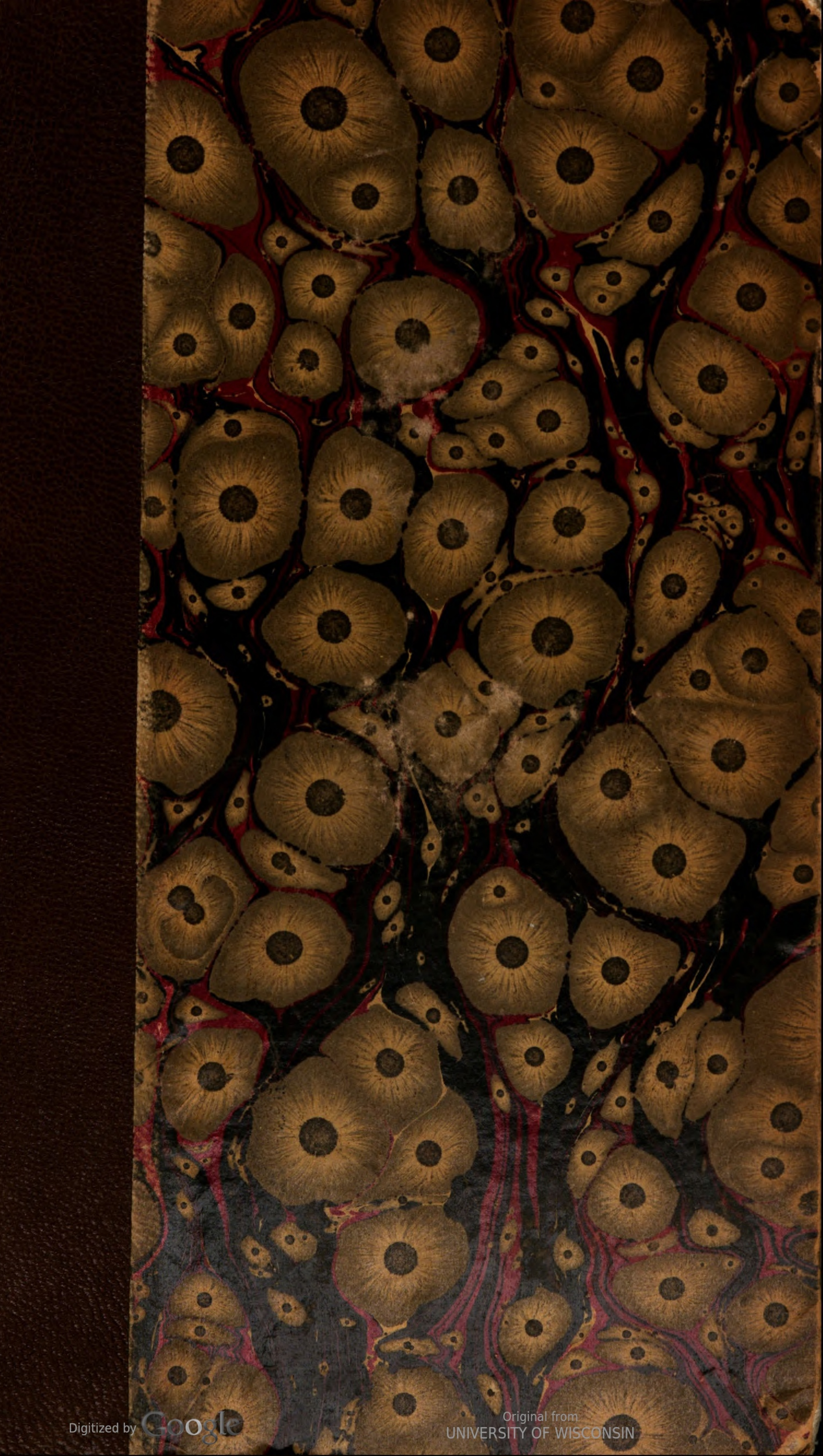
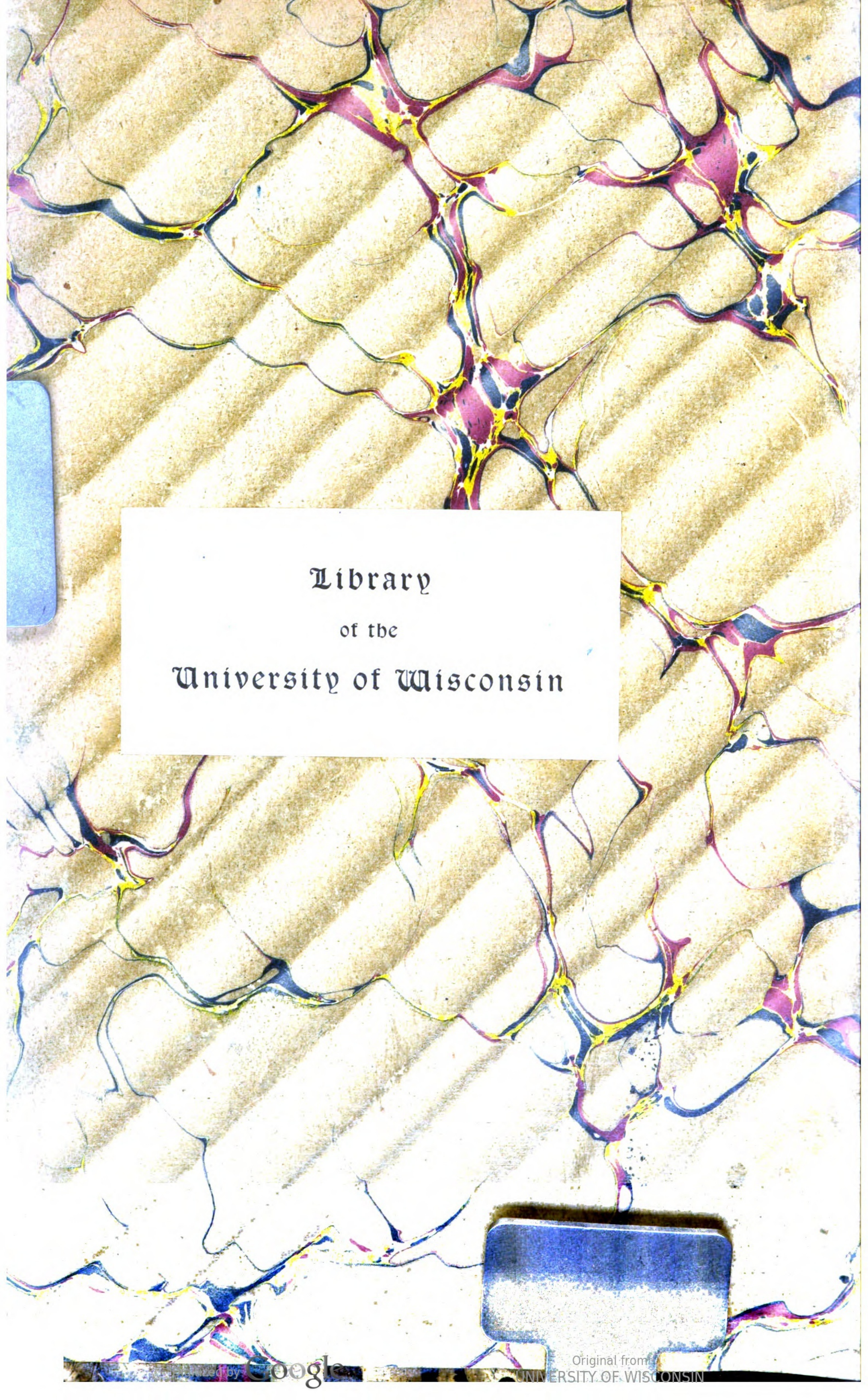
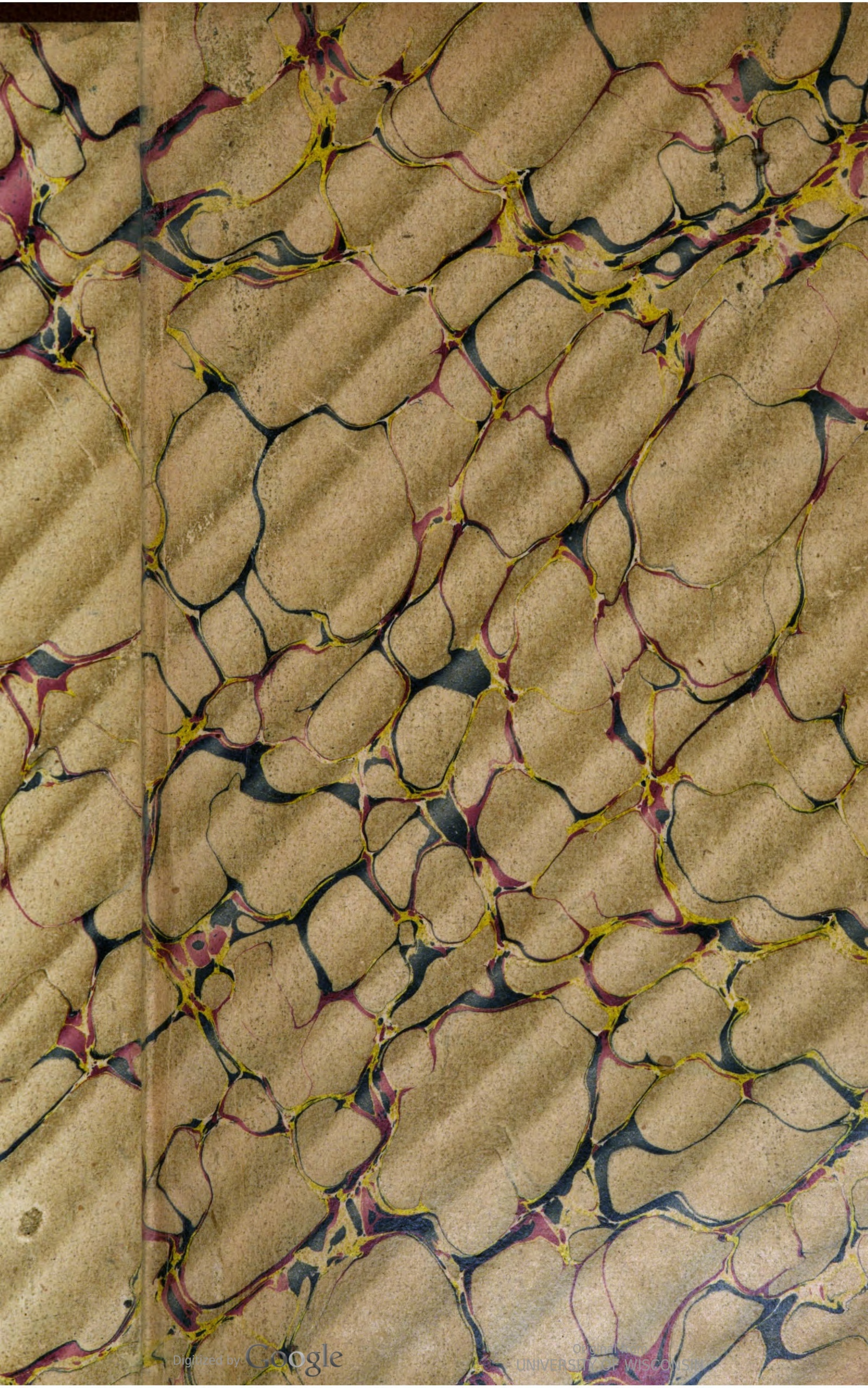






GUILLAUME DU BREUIL

STILUS CURIE PARLAMENTI

MACON, PROTAT FRÈRES, IMPRIMEURS

COLLECTION DE TEXTES
POUR SERVIR A L'ÉTUDE ET A L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE

GUILLAUME DU BREUIL

STILUS CURIE PARLAMENTI

NOUVELLE ÉDITION CRITIQUE
PUBLIÉE AVEC UNE INTRODUCTION ET DES NOTES

PAR

FÉLIX AUBERT
AVOCAT, ARCHIVISTE-PALÉOGRAPHE



PARIS
LIBRAIRIE ALPHONSE PICARD ET FILS
Libraire des Archives nationales et de la Société de l'École des Chartes
82, RUE BONAPARTE, 82

1909

INTRODUCTION

I. VIE DE GUILLAUME DU BREUIL[1].

Guillaume Du Breuil (ou Du Brueil, en latin *De Brolio*) naquit à Figeac, en Quercy, dans la seconde moitié du XIII[e] siècle.

On sait peu de choses de sa famille ; un de ses parents était gardien des Cordeliers en Rouergue. On ignore également où il fit ses études et quand il entra au barreau ; mais dès les premières années du XIV[e] siècle, ses connaissances juridiques et son talent de praticien l'avaient rendu célèbre. En 1314, il eut l'honneur d'être choisi par Édouard II, roi d'Angleterre, comme avocat et procureur devant le Parle-

1. Les éléments de cette notice sont empruntés à H. Bordier, *Notice sur Guillaume du Brueil, auteur du Style du Parlement* (*Bibliothèque de l'École des chartes*, t. III, 1841, p. 47) ; — H. Lot, *Additions aux renseignements recueillis sur l'avocat du Brueil* (*ibid.*, 5[e] série, t. IV, 1862, p. 119) ; — R. Delachenal, *Note pour servir à la biographie de Guillaume du Breuil* (*Bulletin de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France*, 1883, p. 174) ; — F. Aubert, *Nouveaux textes concernant du Breuil* (*ibid.*, 1884, p. 137 ; 1885, p. 26). — Le même, *Note sur la date du Stilus Parlamenti de Guillaume du Breuil* (*Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, 1884, p. 355) ; — R. Delachenal, *Histoire des avocats au Parlement de Paris*, p. 340 ; — H. Moranvillé, *Guillaume du Breuil et Robert d'Artois* (*Bibliothèque de l'École des chartes*, t. XLVIII, 1887, p. 641) ; — J. Tardif, *Un mémoire de Guillaume du Breuil* (*Nouvelle revue historique de droit français et étranger* ; 1888, p. 278) ; — E. Déprez, *Clément VI et Guillaume du Breuil* (*École française de Rome. Mélanges d'archéologie et d'histoire*, 1899, p. 549).

ment de Paris[1], et quatre ans plus tard[2] il exerçait encore cette importante fonction.

L'année suivante (1319), sa renommée grandissante lui permit d'épouser Bel-Regard ou Belesgarde[3], fille d'un seigneur du Quercy, Gualhard de Béral, chevalier, qui avait en singulière estime les hommes de loi, car il avait marié sa fille aînée à Bernard Saumada, docteur ès lois de grande réputation[4]. Il est vrai que les légistes pouvaient alors aspirer aux plus hautes charges de l'État.

Dans une requête au roi de France, rédigée en même temps que le contrat de mariage (28 juillet 1319), à Toulonjac, on voit que Du Breuil manifestait le désir de résider « en France », sans être cependant soumis aux coutumes de cette région[5]. Il entendait, en effet, ainsi que sa femme, observer les règles du droit écrit quant à l'administration des biens.

La requête était adressée à Philippe V ; ce prince mourut avant d'avoir répondu, mais après avoir anobli (novembre 1320) le requérant, sur la recommandation du comte de Comminges. Enfin l'autorisation fut accordée, en

---

1. « Magistris Guillelmo de Casis, Guillelmo de Broillio...... procuratoribus et defensoribus causarum et negociorum nostrorum in curia Francie ». Ch.-V. Langlois. *Rouleaux d'arrêts de la Cour du Roi au XIIIe siècle* (*Bibliothèque de l'Ecole des chartes*, t. L, 1889, p. 64). — C'est peut être Guillaume Du Breuil qui est désigné, dès 1305, au t. III des *Rôles Gascons* (éd. Ch. Bémont), p. 520, n° 4967, par la mention suivante : « Guillelmus de Broyl de novem L., sexdecim S. et uno D... vacat quia restituta fuit et cancellata. »

2. 1318 (30 mars). *Record office*, *Vascon Rolls*, cité par Lehugeur, *Histoire de Philippe le Long*, t. I, p. 250, note 4.

3. Arch. Nat. X¹a 12, f° 132 v° « Belesgardis » ; X¹a 13, f° 87. 23 décembre.

4. Arch. Nat. X¹c, f° 41, n° 2. — Sur ce personnage, v. Boutaric, *Actes du Parlement*, n°s 6315, 6774, 7132. — Arch. nat. X¹a 8844, f° 296.

5. Au XIIIe et au XIVe siècle, le mot « *France* », dans le sens étroit, désignait la plus ancienne partie du domaine royal, par opposition aux provinces réunies postérieurement à 1203. Cf. l'art. de Guérard, dans l'*Annuaire de la Société de l'histoire de France*, 1849, p. 160 et ss., et celui d'A. Longnon, dans les *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France*, t. I, p. 1 et ss.

juin 1322, par Charles IV et, la même année, Du Breuil fixé à Paris se faisait recevoir avocat au Parlement. Désormais il figure parmi les maîtres du barreau ; le roi d'Angleterre le nomme membre du conseil qu'il entretenait à Paris[1], et quand le prince de Galles (le futur Édouard III) vint à Vincennes faire hommage à Charles IV (14 septembre 1325), il choisit Du Breuil pour l'assister.

Malheureusement, avide de gain et sans scrupule, l'habile avocat n'hésita pas à prêter son concours à Robert d'Artois (juin 1329) ; il fut donc impliqué dans le procès intenté à ce prince, comme complice des faux imaginés et produits en justice, puis suspendu de ses fonctions. On a conjecturé[2] qu'il était alors avocat du Roi et qu'il le demeura jusqu'à la fin de 1331, mais la chose semble impossible. Quand Philippe VI confirme en juillet (1329) le don de 100 livres de rente à percevoir chaque année sur le trésor royal accordé par le comte d'Armagnac à Guillaume Du Breuil, celui-ci ne porte que le titre d'avocat au Parlement[3], comme aussi dans un accord du 15 juin 1330[4].

Pour occuper ces loisirs forcés, l'éminent praticien composa le *Stilus Curie Parlamenti* qui devait rendre son nom célèbre.

Enfin le 23 avril 1332, à la suite du mémoire justificatif qu'il avait rédigé, mais surtout grâce à l'intervention de Philippe d'Évreux, roi de Navarre, Du Breuil put,

---

1. Ch.-V. Langlois, *De monumentis ad priorem Curiæ regis judiciariæ historiam pertinentibus,* 1887, p. 61.
2. H. Bordier, et surtout J. Tardif, suivant qui Du Breuil aurait été avocat du Roi dans l'intervalle de temps qui s'écoula du 28 mai 1329 au 23 décembre 1331.
3. « Magister Guillelmus de Brolio, advocatus in parlamento parisiensi, « pro medietate Ascensionis, in redditu comitis Armeniaci, de domo ejus- « dem comitis, 40 l. p.... » V. *Journaux du trésor de Philippe VI de Valois*, publiés par J. Viard : Ordinarium Thesauri, nos 5249. 5540, 5826.
4. Arch. Nat. X1a C1a, no 138.

sinon rentrer en faveur auprés du Roi, du moins reprendre sa charge d'avocat.

Avec le succès il retrouva les occasions d'augmenter sa fortune déjà considérable. Il possédait des rentes à Paris, à Toulouse et aux environs (Peyrusse et Colomiers), à Figeac et dans d'autres localités du midi ; des propriétés foncières nombreuses : terres de Malleville, châteaux d'Espeyrac et d'Albiac en Rouergue, grange de Masereil [1] ; des terres au Val-Saint-Germain, en la châtellenie de Rochefort [2], à Beauvais, à Arcueil près de Paris. On lui attribuait 10000 livres de rente, et H. Lot évalue à plusieurs millions de nos jours l'ensemble de cette fortune énorme.

La cupidité, le manque absolu de délicatesse, le soin de préférer les plaideurs riches aux plaideurs pauvres, sans égard pour la bonne ou la mauvaise cause [3], lui enlevèrent l'estime du Parlement et celle de ses confrères, bien qu'il fût leur doyen. Ce mépris des lois de l'honneur et des devoirs de sa profession, les violences de langage auxquelles il se laissait aller [4], l'avaient exposé à de nombreux procès. Ses biens furent confisqués, et lui-même était emprisonné dans les cachots du Châtelet [5] peu de temps avant sa mort, qui survint en 1344 ou 1345 [6].

1. Arch. Nat. X¹a 6, f° 286 : 23 janvier 1333.
2. Arch. Nat. X¹a 6, f° 204 v°, 23 décembre 1331, et f° 313 v° 19 avril 1333.
3. *Stilus*, I, §1.
4. Pour avoir en plaidant, adressé à la partie adverse des paroles injurieuses il fut condamné, après que son client l'eût désavoué, à payer 3000 livres tournois d'amende, plus 50 livres tournois de dommages intérêts. H. Lot, *loc. cit.*, p. 128.
5. Déjà en 1341, il avait été déclaré prisonnier sur parole, dans l'enceinte de Paris. Cf. Arch. Nat. X¹a 8847, f° 154 «... non contrestant qu'il soit « prisonnier entre les IIII portes de Paris... » (avril 1341).
6. La date de la mort de Du Breuil doit être placée après le mois d'octobre 1344 et avant le 12 décembre 1345. En 1338, notre avocat avait été sérieusement malade, il avait même fait son testament (13 septembre) ; les capitouls de Toulouse qui le pensionnaient avaient dû le remplacer par Pierre de Maucreux (Delachenal, *Histoire des avocats*, p. 270).

Les bulles du Pape Clément VI, publiées et commentées par M. E. Déprez, sans faire la lumière complète, ont jeté quelque lueur sur la fin obscure du grand avocat. Celui-ci avait-il rendu service au Pape, son compatriote ? on ne sait, mais il est certain que Clément VI avait intercédé une première fois, et sans succès, en sa faveur. Le 25 octobre 1343 Clément écrit de nouveau à Philippe VI, et aussi à la reine Jeanne et au duc de Normandie. pour obtenir que Du Breuil fût mis en liberté et que son procès fût confié à l'officialité de Paris, puisqu'il était clerc. En blâmant les attaques passionnées des ennemis et des rivaux de l'accusé, le Pape a sans doute raison, mais faut-il croire avec lui que le Parlement, acharné à la ruine de Du Breuil, aurait violé les règles de la justice ?

Cette fois l'intervention du pontife eut un bon résultat : le roi confia le procès à la justice ecclésiastique. Nous ignorons encore quel fut l'arrêt rendu, mais Du Breuil mourut sans avoir recouvré la faveur du Roi, qui ne lui avait pas pardonné sa complicité avec Robert d'Artois. En effet, le 12 décembre 1345, Clément VI dut écrire à son légat, le cardinal Étienne Aubert, pour qu'il intercédât auprès du souverain au nom des enfants et de la veuve de l'ancien doyen [1] des avocats au Parlement de Paris. Enfin cinq ans plus tard, grâce aux démarches actives d'amis zélés, la mémoire de Du Breuil fut solennellement réhabilitée par un arrêt du Parlement, prononcé le 23 décembre 1350.

---

1. Du Breuil laissait deux fils mineurs : Bertrand et Pierre (Arch. Nat. X¹a 12, f° 132 v°) et une fille Marguerite mariée en 1334 à Bertrand de Castelpers et en secondes noces à Alzie de Séverac en 1353. Elle mourut à la fin de 1360. (Le P. Anselme , *Histoire chronologique et généalogique*, t. VII p. 70 ; D. Vaissete, *Histoire générale de Languedoc*, nouv. édition, t. X, preuves, p. 1409, n° 553). La veuve de Du Breuil vécut sans doute de longues années ; le 18 mai 1375 le Parlement s'occupait encore de son exécution testamentaire (Arch. Nat. X¹a 24, f° 57 v°, 64).

II. L'ŒUVRE DE DU BREUIL

Le *Stilus* [1] *Curie Parlamenti*, recueil méthodique [2] des règles de la procédure judiciaire du Parlement de Paris, telles que l'usage les avait alors établies, a été composé, comme on l'a vu, par Guillaume Du Breuil pendant la disgrâce qu'il avait méritée en 1329, pour avoir aidé Robert d'Artois dans son œuvre de faussaire.

Dumoulin [3], Loisel [4] et Brodeau [5], échos de la tradition, fixaient à l'année 1330 la date de la rédaction de cet ouvrage célèbre. Cette opinion a été généralement adoptée, mais on peut préciser davantage à l'aide du texte et des arrêts qui y sont cités.

Sans m'arrêter aux nombreux arrêts de 1323 [6], 1324 [7], 1325 [8], 1326 [9] et 1327 [10], je relève dix arrêts datés de

---

1. Pierre de Maucreux, avocat contemporain de Du Breuil, définit le style : *Stile est une chose fréquentée et ordonnée en ces cours, tenue et gardée lonc temps, come : par le stile de la court de céans on ne donne deffault devant midy* » (Bibl. Nat. mss. fr. 19832, f. 2). — Peu près d'Ableiges dira : « *Stil est usaige, in curia vel curiis regulariter observatus, circa modum et ordinem procedendi in litibus et dependentiis earumdem* » (*Grand Coutumier*, éd. Laboulaye-Dareste, liv. II, chap. III, p. 193).

2. L'ordre des chapitres suffit à l'indiquer, et aussi les renvois faits d'un chapitre à l'autre. Cf. ch. IV, § 8, et XIV, § 13, renvoi au ch. XXXI, § 1-2. — XII, § 5, renvoi au § 15 du même chapitre. — XVIII, § 18, renvoi au ch. XII. — XIX, § 2, renvoi au ch. XIII. — XX, § 1, 2, renvois aux ch. IV et VI. — XXX. § 1, renvois aux ch. II, § 7, III, § 1, — XXI, § 3. — XXII, § 1 et 2.

3. Dans la préface de son édition du *Stilus*. Cf. *infra*, p. XIII.

4. *Dialogue des avocats*, inséré dans les « *Divers opuscules tirés des mémoires de M. A. Loisel* », par Claude Joly. Paris, 1651, in-4° (p. 179).

5. *Commentaire de la coustume de la prévosté de Paris*, 1669. t. II, p. 84.

6. *Stilus* IV, § 2, 4, 5, 6. — VI, § 7, — XII. § 17. — XIII, § 12. — XXIX, § 4.

7. *Stilus*, IV, § 6. — XV, § 1 et 2.

8. *Stilus*, II, § 5. — IV, § 6, 9. — V, § 1, 8, 10. — VIII, § 5. — X. § 4. — XIII, § 1, 8, 10, 16, 18. Cinq arrêts sur six sont datés de 1325. — XIV, § 10 : cet arrêt semble plutôt de 1327. — XVII, § 8, 13. — XVIII, § 4, 14. — XX, § 15. — XXI, § 3, 5. — XXII, § 1, 2, — XXIV, § 6. — XXVI, § 10. — XXVII, § 13. — XXVIII, § 4, 12. — XXX, § 6. — XXXI. § 8, 9. — XXXIII, § 2.

9. *Stilus*, V, § 5. — XV, § 1. — XXVIII, § 15, 16.

10. *Stilus*, II, § 1, 4, 9, 10. — IV, § 2, 6, 7. — V, § 9. — VIII, § 1 : 28 novembre, § 2 : 5 décembre. — IX, § 4. — XIV, § 1, 6, 9. — XVII, § 2. — XXII, § 3. — XXIII, § 1. — XXIV, § 5. — XXVI, § 11. — XXVII, § 20. — XXIX, § 10, 11. — XXXI, § 3. — XXXII, § 4.

1328, dont un du 25 novembre [1]. Le *Stilus* a donc été terminé après le 25 novembre 1328. Au chapitre « *De duello* », Du Breuil cite et commente le fameux procès de Renaud de Pons contre Bernard de Comminges, procès dans lequel il a sans doute plaidé, et qui durait encore, dit-il, quatorze ans après la mort de Louis X (5 juin 1316), c'est-à-dire en 1330 [2]. La date de la rédaction du *Stilus* doit donc être reculée jusqu'au milieu de l'année 1330. La même conclusion ressort du § 1 du chap. XXXI « *De minoribus* », où est cité un arrêt du Parlement qui ne peut avoir été rendu qu'à la suite et en vertu des prescriptions de l'ordonnance de 1330 (v. st.), abrogeant l'ancienne jurisprudence en vertu de laquelle le jugement des procès en matière réelle et de propriété demeurait suspendu jusqu'à ce que les mineurs, qui s'y trouvaient engagés, fussent devenus majeurs [3]. D'autre part, au chapitre IV « *De adjornamentis* », Du Breuil n'a pas tenu compte de l'ordonnance du 9 mai 1332 sur les délais d'appel [4]. On peut donc conclure que la rédaction du *Stilus* a été terminée après le mois de juin 1330, mais avant l'ordonnance du 9 mai 1332. Nous avons donc un recueil des règles de la procédure suivie au Parlement de Paris dans le premier tiers du XIVe siècle, avant les grandes ordonnances de Philippe VI.

Cette procédure avait déjà pris un tel développement

---

1. *Stilus*, II, § 16. — X, § 5. — XIV, § 8 : mais 12 mss. ont 1327. — § 14. — XVIII, § 28. — XXVI, § 13 : 25 novembre 1328. — XXIX, § 6 : 2 arrêts. — XXXII, § 5. — XXXIII, § 5. A noter, XXV, § 6, un arrêt de 1319 qui peut être de 1329.
2. *Stilus*, XVI, § 36 (p. 119). Sur ce procès, l'arrêt du 25 janvier 1329 et la sentence arbitrale du 2 mars 1333, v. le P. Anselme, *op. cit.* t. II, p. 639.
3. Arch. Nat. X¹a 8602, f° 5. *Ordonnances*, t. II, p. 67. Cf. *Stilus*, XVII, § 2 et 3 (p. 124 et 125) et XXXI, § 1, p. 214, note 1.
4. *Stilus*, IV, § 4 (p. 23, note 1) ; cf. Arch. Nat. X¹a 8602, f° 6 r° et *Ordonnances*, t. II, p. 51.

qu'il fallait en avoir fait l'étude approfondie pour engager et soutenir un procès ; en outre, sous l'influence du droit romain et du droit canonique, cette procédure était en voie de transformation [1]. La publicité des débats est restreinte, les écritures se multiplient, le rôle des avocats, procureurs, greffiers, devient chaque jour plus considérable. La preuve par enquête se substitue à la preuve par gage de bataille. C'est donc une procédure nouvelle qui, grâce à l'action décisive des cours royales et surtout du Parlement, combat et refoule sans cesse la vieille pratique, de plus en plus confinée dans les justices seigneuriales. En même temps l'appel à la justice du Roi s'est généralisé, et tout plaideur peut user de ce recours au Parlement. La procédure royale pénètre partout.

On comprend quel service Du Breuil rendit aux plaideurs, aux gens de lois et même aux magistrats de tout le royaume en codifiant ces règles encore peu connues, et en les justifiant par la citation de nombreux arrêts. Aussi le succès fut-il grand et durable [2], comme on peut en juger par le nombre des manuscrits qui nous sont parvenus.

Ce succès s'explique non seulement par la valeur juridique du fond, mais aussi par la précision et la logique de l'exposition [3]. Guillaume du Breuil commence par exposer

---

1. A. Tardif. *La procédure civile et criminelle aux XIIIe et XIVe siècles ou procédure de transition.* Paris, 1885, in-8°. P. Guilhiermoz, *De la persistance du caractère oral dans la procédure civile française* (*Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, janvier-février 1889).

2. Les membres du Parlement, les avocats, procureurs et les greffiers avaient dans leur bibliothèque le *Stilus.* Nicolas de Lespoisse, greffier des présentations au Parlement de Paris, mort en décembre 1420, légua « à Perrin Pichon cent solz parisis, et Boèce de consolacion, avec son livre du *Stile du Parlement* ». V. Tuetey, *Testaments enregistrés au Parlement de Paris sous le règne de Charles VI*, n° XLV.

3. Quant à la langue, il faut reconnaître qu'elle mérite bien la critique de Dumoulin : *barbaries nimia.* « L'obscurité du latin provient des maladresses de la diction, de la multiplicité des propositions incidentes, de l'oubli du point de départ. La principale difficulté réside dans les brusques

les principes: *Sciendum est...*[1] *oportet quod...* [2], ou même entre de suite dans le vif du sujet [3], puis il énumère les exceptions : *hoc autem fallit* [4]... *premissa vero fallunt... secus autem...* [5] *objicitur, opponitur exceptio* [6]..., il met en garde contre les difficultés: *sed cautela est* [7]... *caveat reus* [8]... ou s'évertue à faire saisir les différences des cas visés [9]. Souvent il cite les opinions différentes la sienne: *dicunt quidam...*[10], émet des hypothèses: *si... numquid valet?... ponas, dicas autem..., pone... sed quod.., queritur si... verum intelligas...*[11] ou discute les opinions contraires à la sienne et les cas exceptionnels [12]. Il sait attirer l'attention sur les points intéressants et les solutions remarquables : *nota quod... est notandum... nota dignum... est valde insistendum* [13], il fournit les explications nécessaires: *est racio... bona, optima racio... duplex racio...*[14] *quare... quia...*, n'hésite pas à donner son avis personnel: *videtur quod non...*[15] *respondeo*,

---

changements de sujet et de régime d'une même phrase » (H. Lot, Préface à son édition du *Stilus*, p. VII).

1. ***Stilus***, II, § 11. — XII, § 1, 4, 6. — XIII, § 1. — XVI, § 7, 33. — XVII, § 1. — XVIII 10. — XIX, § 1, 2. — XXIII, § 5. — XXVI, § 1, 7, 11.
2. ***Stilus***, V, § 3. — XVI, § 5.
3. ***Stilus***, II, § 1. Adjornamentum habet impetrari... III, § 1. Pares Francie adjornantur. — IV, § 1, etc., etc.
4. ***Stilus***, II, § 2. 12. 15. — III, § 1.
5. ***Stilus***, II, § 13. — XXIV, § 1.
6. ***Stilus***, XIII, § 2, 3. 17.
7. ***Stilus***, XIII, 14. — XXVII, § 5.
8. ***Stilus***, XIII, § 22. — XIV, § 5. — XVI, § 8.
9. ***Stilus***, XIV, § 11 : Estne aliqua differencia ? Dico, quod sit duplex. Prima est quod...
10. ***Stilus***, XII, § 7. — XIII, § 14. — XVI, § 26. — XVIII, § 4. — XXVI, § 7. — XXXII, § 2.
11. ***Stilus***, IV, § 6. — VI, § 6, 8 et 9. — XVIII, § 11. 18. — XXVII, § 10. 15, 16, 23.
12. ***Stilus***, VI, § 6, 8, 9. — VII, § 2. — IX, § 4. — XIV, § 4, 11, 12. — XVIII, § 11, 17, 18, 19, 21. — XXVI, § 10: et si quis dicat.... dico quod... — XXVII, § 47. et hoc ideo forte quia... Cf. VI, § 8 : Et hoc est oppinionis multorum sed credo quod tucius est quod... — XII, § 7. — XIII, § 9 : sed magister Guillelmus de Brolio tenet contra...
13. ***Stilus***, IV, § 66. — V, § 9. — XI, § 1. — XII, § 20. — XXVIII, § 2.
14. ***Stilus***, V, § 2. — VI, § 8. — XII, § 7, 12. — XIX, §. 8 — XXVII, § 22.
14. ***Stilus***, II, § 6. — V, § 10, etc., etc.

respondendo dico, dico quod[1]... *quod verum intelligo si*...[2] Enfin il termine presque toujours, en confirmant la doctrine par des arrêts du Parlement : *ita dictum fuit... pronunciatum fuit... per arrestum curie*..., parfois il les commente, les explique...[3] souvent il choisit de préférence ceux qu'il a entendu prononcer, soit qu'il fut présent à l'audience, soit qu'il eut été un des avocats : *ita vidi... audivi... dictum fuit michi*[4]... ; en passant il ose blâmer la sévérité de la jurisprudence du Parlement[5], signaler son opposition ou son accord avec le droit romain[6] auquel d'ailleurs il renvoie peu — il renvoie encore moins au droit canonique[7]. S'il n'a pas de certitude, il en fait la remarque[8]; les autorités qu'il invoque sont le style[9] et la coutume du Châtelet de Paris[10], la coutume générale de France[11], les ordonnances royales[12], le style ordinaire du Parlement[13].

J'ai dit que Du Breuil confirme l'exposé de la jurispru-

---

1. *Stilus*, vi, § 4, 6, 8. — vii, § 2. — xiv, § 4. — xviii, 11. — xxvi, § 5.
2. *Stilus*, xviii, § 4, 18. — xxv, § 5.
3. *Stilus*, vi, § 6, 8, 9. — ix, § 4. — xi, § 1. — xiii, § 17, 18. — xiv, § 11, 12. — xviii, § 11, 21. — xix, § 8. — xx, § 9 à 15. — xxx, § 5. — xxxi, § 1, 4 et surtout xvi, § 34 à 49.
4. Ita vidi : Stilus ii, § 10, 12. — iv, § 2, 3, 4, 5, 6 (3 fois), 8. — v, § 5. — ix., § 4. — x, § 4, 8. — xii, § 19. — xiv, § 5, 8, 9. — xvi, § 30. — xviii, § 24. — xxii, § 2, 3. — xxviii. § 4, — xxxi, § 7. — xxxii, § 3. — Audivi, xiii, § 3. — Non vidi nec audivi : xvi, § 30. — Dictum fuit michi : xv, § 1. — xvii, § 12.
5. *Stilus*, xxvi, § 8 : nimis crude proponitur secundum magistrum Guillelmum.
6. *Stilus*, xix, § 11.
7. Il faut aussi noter qu'il fait une fois allusion au *Speculum juris* de Guillaume Durand, cf. vii, § 1.
8. *Stilus*, xiv, § 8 : nescio si fuit registratum vel non. — xviii, § 24, sed non recordor de casu. — xxii, § 4 : non vidi causam accidere, sed hoc consonat legi.
9. *Stilus*, xii, § 4. — xx, § 11. — xxvii, § 49.
10. *Stilus*, vii, § 10.
11. *Stilus*, vii, § 1, 8, 9. — xvi, § 29. — xix, § 10. — xxiv, § 2. — xxv, § 3. — xxviii, § 7.
12. *Stilus*, v, § 4.
13. *Stilus*, ii, § 11. — v, § 1, 4. — vi, § 6. — vii, § 1. — xvi, § 48. — xvii, § 1, — xviii, § 4. — xix, § 11. — xxiv, § 2. — xxv, § 3. — xxvi, § 7, 9. — xxvii, § 9, 41, 44, 45, 51. — xxxi, § 4.

dence du Parlement par des arrêts. Il en cite environ 130 : quelques-uns sont mentionnés deux fois ; les uns sont rapportés d'une façon trop vague [1], les autres sans date [2] ; en outre, les erreurs au sujet des présidents [3], les noms des plaideurs trop souvent dénaturés et les lacunes qui existent dans la collection des registres du Parlement [4] rendent très difficile l'exacte identification de ces arrêts ; cependant j'ai cru en retrouver plus du quart. Il faut noter que six arrêts ont été rendus en faveur des clients de Du Breuil [5] : le duc d'Aquitaine, la ville de Narbonne, les évêques de Laon et de Pamiers, le recteur de l'Isle, en Limousin ; deux contre eux [6] ; d'autres, par exemple ceux qui concernent la comtesse d'Artois, Mahaut, les comtes de Comminges, d'Armagnac, ont probablement été rendus dans des procès où Du Breuil avait plaidé ; cependant on ne pourrait rigoureusement l'affirmer [7]. Il y a aussi des arrêts

1. *Stilus*, II, § 9 : contra episcopum Laudunensem pro quodam suo adversario. — v. § 5, 9. — VII, § 7. — XVIII, § 14 : pro episcopo Laudunensi contra quemdam de Laon. — XXIII, § 1 : contra procuratorem regium pro quodam alio. — XXX, § 7 : contra episcopum Lugdunensem pro quolibet homine suo. —XXXII, § 1 : in facto domine de Bellavilla.

2. Il y en a 41 ; dans les chapitres VII, XII, XIX, aucun arrêt n'est daté.

3. *Stilus*, XIX, § 3. — XXXI, § 1.

4. Le registre X^1 a 5 mentionne à la table 179 arrêts ou jugés pour la session 1327-1328, or, 9 seulenent ont été reproduits ; il y a aussi des lacunes pour les sessions de 1324-1325 et, au criminel, de 1323 à 1325. Cf. Grün, *Notice sur les archives du Parlement*, au t. I des *Actes du Parlement* de Boutaric, pp. CXXIX, CCLXXIII, CCLXXIV.

5. *Stilus*, XII, § 5 : « pro magistro Guillelmo de Brolio in causa episcopi Appamiarum. »— XV, § 1 : « ita dictum fuit michi pro appellantibus de ducatu Aquitanie contra ducem. » — XVII, § 6 : « hoc dictum fuit magistro Guillelmo de Brolio in facto rectoris Insule in Lemovicinio. » — XVII, § 12 : « ita dictum fuit michi pro episcopo Laudunensi. » — XXVII, § 13 : « Ita fuit obtentum per magistrum Guillelmum de Brolio pro duce Acquitanie. »— XXVII, § 47 : « Ita obtinuit magister Guillelmus de Brolio pro consulibus Narbone. »

6. *Stilus* v, § 2 (var. *n.*) : « Ita dictum fuit contra magistrum Guillelmum pro heredibus predictis. » — XVII, § 12 « Ita dictum fuit... contra me... in causa Galteri... » — Au chap. VII, § 6 est cité un procès dans lequel Guillaume du Breuil plaida contre les capitouls de Toulouse, sans qu'il soit spécifié si l'arrêt a été rendu pour ou contre lui.

7. Pour le comte de Comminges, cf. II, § 6 et XVI, § 34 à 49. — Pour le comte

de règlement et des ordonnances du Parlement [1], qui sont intéressants à relever.

De tout ce qui précède on peut conclure que le *Stilus* de Du Breuil était, pour les étudiants, un excellent manuel [2], pour les praticiens et les magistrats un très bon guide de procédure. Aussi constate-t-on, d'une part qu'il faisait autorité dans les procès débattus devant le Parlement [3], d'autre part qu'il a été, dès la seconde moitié du XIV[e] siècle, largement mis à profit par les auteurs de compilations juridiques.

Parmi ces derniers, les uns, comme le célèbre avocat et arrêtiste Jean Le Coq, ont la loyauté d'avertir quand ils font des emprunts au *Stilus* de Du Breuil [4] ; les autres se gardent de le dire : ainsi Jacques d'Ableiges, qui l'a pillé sans vergogne pour son *Grand Coutumier* [5], et Boutillier qui, lui du moins s'en est servi avec discrétion dans la *Somme rurale* [6], sans le copier servilement. Papon en a

---

d'Armagnac, IV, § 6. — XXVIII, § 12, 13, 14. — Pour Mahaut, comtesse d'Artois, XIV, § 10, 14. — XVIII, § 19. — XI, § 3, 4. — XXII, § 1. — XXVI, § 4. Les détails donnés sur certains procès indiquent peut-être aussi qu'il y a plaidé. Cf. XIII, § 17, 18. — XX, § 9 à 15 — XXIX, § 2.

1 *Stilus.* : VIII, § 2, 5 décembre 1327. (arrêt de règlement). — V, § 10, an. 1325. — VI, § 3, 23 février 1320. — VIII, § 1, 4 décembre 1327. — XII, § 17, an 1323. — XXVI *bis.*, § 13, 25 novembre 1328 (ordonnance du Parlement).

2. « Librum hunc cupide comparant et utraque manu versant », dit Dumoulin.

3. En 1470, dans le cours d'un procès, le Parlement se réfère, sur la requête d'un plaideur, à un article du « *Registrum Stilli Curie Parlamenti* » et en fait délivrer un extrait par le greffier civil. Cf. *Stilus*, chap. XXVII, § 3 (*infra* p. 175, note 1).

4. Questio 90: «... non caveturin Stylo... » (Cf. *Stilus*, XIV, § 14). — Questio 97: « Sic servabatur antiquitus per arrestum ut fine tituli de presentationibus in Stylo Parlamenti. » (Cf. *Stilus*, V.). — Questio 233 : « Multa allegavi in hac parte tam de Stylo Parlamenti qui habetur in titulo de provisione... » (Cf. *Stilus* XXXII.) Je cite l'édition donnée par Dumoulin à la suite du *Stilus* (*Œuvres*, 1681, t. II, p. 551-632).

5. Ces nombreux emprunts ont été signalés par M. André Giffard dans ses *Études sur les sources du droit coutumier aux XIV[e] et XV[e] siècles* (*Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, 1906, pp. 441, 442) et par M. Olivier Martin dans son article : *le Ms. Vatican 4790 et le Grand Coutumier de Jacques d'Ableiges* (même revue, 1906, p. 635).

6. Ed. Charondas le Caron, Paris, Cramoisy, 1621, in-4°. Livre I, titre 3, pp. 14 et 15 : arrêts de 1324 et 1326 (Cf. *Stilus*, IV, § 5, 6) ; titre 5, p. 26, arrêt de 1322 (Cf. *Stilus*, VIII, § 5 ; titre 6, p. 34, arrêt de 1337 (pour 1327) Cf. *Stilus*, V, § 1. A la page 879 l'éditeur insère des articles trouvés par

aussi tiré parti[1]. En 1495, Étienne Aufrèri, président de la chambre des enquêtes du Parlement de Toulouse, consacre au *Stilus* une glose pédante et inutile [2].

Au XVI[e] siècle l'autorité de Du Breuil se maintient ; l'avocat Antoine Mornac, dans son commentaire sur le premier titre du premier livre du Code, constate qu'il est encore très consulté [3]. Guy Pape, aux numéros 617et 618 de ses *Questions Delphinales*, s'inspire des §§ 3 et 7 du du chapitre « *de duello* » [4] ; ailleurs il y fait encore allusion et rappelle les arrêts rendus en faveur de Roger d'Anduse de A. de Montaigu et le procès de Guillaume de Bois-Boissel [5]. Enfin Dumoulin qui fait grand cas de l'œuvre de Du Breuil, en donne, en 1551, une édition annotée [6].

Antoine Loisel dans son *Dialogue des avocats au Parlement de Paris* [7] et dans ses *Institutes Coutumières* [8] ; Étienne Pasquier, dans plusieurs de ses œuvres, connaissent le *Stilus* sous le nom de « vieux style de Parle-

---

lui dans des mss. de la *Somme rurale* et qui sont, en partie, empruntés au chapitre XVI (*de duello*) du *Stilus*.

1. *Recueil d'arrests notables des cours souveraines de France*. Lyon, 1562, in-fol. Livre VIII, titre 13, n° 3 (cf. *Stilus*, XXII, § 5) et livre XVIII, titre 7, n[os] 1, 3, 4 (cf. *Stilus*, XXXII, § 3, 5).

2. Cette glose est mêlée au *Stilus* dans le ms. 4644 du fonds latin de la Bibliothèque Nationale. Dumoulin l'a publiée à la suite du *Stilus* (*Œuvres* 1681, t. II, p. 445-486). Sur cette glose, v. Schwalbach, *Der Civilprocess der pariser Parlements nach dem Stylus Du Brueils*, 1881, in-8°, ch. I, p. 4.

3. «... Libello apud nos frequentissimo qui Stylus Curiæ inscribitur », citation insérée dans les *Divers opuscules tirez des Mémoires de M. Antoine Loisel... le tout recueilly par Claude Joly*. Paris, 1651, in-4°, p. 642.

4. Cf. Dumoulin, note 4 du chapitre XVI de son édition du *Stilus*.

5. *Jurisprudence du célèbre conseiller et juriconsulte Guy Pape dans ses décisions, édité par M[re] Nicolas Chorier*, 2[e] éd. Grenoble et Paris, 1769, in-4°, article VII, pp. 357 à 359.,

6. Voir *infra*, III (Édition du *Stilus*), section 4.

7. *Divers opuscules...*; p. 471, le chapitre du duel est cité ; pp. 478, 479, 642, 651 note, Du Breuil est mentionné.

8. Edit. Laurière, revue par Dupin et Laboulaye. Paris, 1846, in-12, n[os] 879, 881, 886 ; mais ici Loisel ne cite pas son auteur, les premières éditions (1607, 1637) n'ayant pas de notes ; les citations des n[os] 276, 700, 808 à 810, 814, 816 semblent le fait des annotateurs des éditions subséquentes.

ment [1] » et y renvoient ; La Roche Flavin en fait mention et vise le chapitre XXIII [2] ; Imbert et son annotateur Guénois [3], Charondas Le Caron, dans ses notes à la suite des divers titres de la *Somme rurale* de Boutillier [4], Loyseau [5], dans son *Traité du droit des offices*, et, à des époques plus rapprochées, Claude Fleury, dans son *Institution du droit français* [6], Brodeau, dans son *Commentaire de la coutume de la prévosté de Paris* [7], Philippe Bornier, dans ses *Conférences des nouvelles ordonnances de Louis XIV* [8], renvoient au *Stilus* de Du Breuil comme à un livre ancien, mais faisant toujours autorité. Dumoulin avait donc raison de proclamer, dans la préface de son édition, que cet ouvrage serait d'un usage quotidien pour tous ceux qui se consacraient à l'étude et à la pratique du droit.

Pour nous, il n'a plus qu'un intérêt historique ; mais il conserve encore une importance capitale pour la connaissance de notre vieux droit et pour l'intelligence de l'ancienne procédure du Parlement de Paris.

Dès les premières lignes de l'ouvrage, le lecteur se trouve au courant des anciens usages du palais ; il

---

1. *Œuvres*, Amsterdam. 1723, in-f°, t. I, liv. IV, chap. 1, p. 366, à propos du gage de bataille, et même tome, p. 1088, dans son plaidoyer pour le duc de Lorraine.
2. *Treize livres des Parlemens de France*. Bordeaux, 1617, in-f°. Livre XIII, chap. LXV, p. 830.
3. *La practique judiciaire tant civile que criminelle...* Paris, 1606, in-4°. On lit au l. I, chap. XVI, p. 91 : « ainsi qu'il est escrit au Stile de Parlement composé en latin, au titre des fiefs, » c'est-à-dire au chap. XXVIII du *Stilus*.
4. Edition citée, *passim*.
5. Au liv. I, chap, VIII, n° 24 de son *Traité des cinq livres du droict des offices* (Œuvres, Paris, 1640, in-f°), Loyseau parle comme Pasquier, du « vieil stile deParlement ».
6. Ed. Laboulaye-Dareste. Paris, 1858, in-8°, t. II, pp. 107, 296, 303.
7. 1669, in-f° T. II, pp. 84, 85, 89 [article XCVI] ; 94 [article XCVII] allusion au § 26 du chapitre XVIII du *Stilus* (éd. Dumoulin).
8. 1686, in-4°. T. I, p. 16, article 9 du titre II : des ajournements ; autre allusion au titre XIX, article 5.

apprend quelles étaient les précautions indispensables, les ruses de profession nécessaires à tout avocat désireux de gagner sa cause, l'attitude, le ton et le geste qui pouvaient plaire aux juges, les rendre favorables et attentifs. Du Breuil rappelle aussi avec quel soin on devait éviter tout ce qui pouvait sembler injurieux à la partie adverse et surtout aux magistrats. On sait en effet avec quelle sévérité le Parlement réprimandait et avec quelle rigueur il punissait l'avocat qui lui manquait de respect [1]. On devine aisément que les débats étaient souvent animés, que plaideurs et avocats ne demeuraient pas toujours maîtres d'eux-mêmes et se laissaient aller à des vivacités de langage, à des mouvements de colère regrettables. Une petite phrase, un mot, nous révèlent le formalisme rigoureux de la procédure, et aussi la mauvaise foi de certains avocats, leur manque de loyauté dans les rapports avec leurs confrères. On a un tableau exact de l'avocat à l'audience dans le premier tiers du xive siècle.

Du Breuil recommande de chercher avant tout des clients riches, influents, solvables, sans se préoccuper de la qualité de leur cause. C'était manquer au serment solennel, par lequel tout avocat promettait de ne jamais se charger d'une cause suspecte ; et le cynisme tranquille avec lequel il donne ce conseil — qu'il mettait lui-même trop souvent en pratique — prouve que cet oubli du devoir professionnel n'était pas une exception. A vrai dire le Parlement veillait et interdisait à l'avocat pris en faute de plaider, pendant un temps plus ou moins long ; Du Breuil en sut quelque chose. Malgré ces défaillances, la célèbre cour avait pour

1. Delachenal, *Histoire des avocats au Parlement de Paris*, chap. IX, XII.

le barreau une réelle estime, et recourait fréquemment à l'expérience des plus anciens maîtres [1]. N'était-ce pas d'ailleurs comme avocats que la plupart des conseillers avaient débuté ?

La brièveté avec laquelle Du Breuil rapporte les procès et les arrêts qui confirment ses dires, le défaut de précision dans les noms et dans les dates, empêchent le plus souvent qu'on puisse en faire état, même pour l'histoire locale. Bien rarement a-t-on la satisfaction de les compléter à l'aide des registres du Parlement et d'en tirer alors d'utiles indications.

Quelques procès cités permettent cependant d'éclaircir un peu certains points de l'histoire des institutions et des mœurs de cette époque. Par exemple, au chapitre du duel judiciaire [2], les textes et les conseils d'expérience que fournit Du Breuil sont d'une grande importance pour la connaissance de cette procédure barbare; en outre, on voit combien le duel de Renaud de Pons avec le comte de Comminges avait passionné les esprits. La chevauchée armée du sire de Pinon sur les terres du comte de Roucy [3] nous révèle une de ces guerres privées qui furent si désastreuses au moyen âge. Plusieurs cas cités évoquent les contestations de propriété, de droits féodaux et de juridiction, alors si fréquentes entre évêques et abbayes [4] ou chapitres [5], entre seigneurs laïques [6], entre seigneurs laïques et ecclésiastiques [7], entre seigneurs et puissantes

1. *Stilus*, VI, § 2. Cf. Arch. Nat. X¹a 7, f. 130.
2. XVI.
3. XXIX, § 2.
4. VIII, § 5. — XVIII, § 4, 10.
5. XXIX, § 10.
6. II, § 6. — XIX, § 1. — XXII, § 3. — XXVIII, § 4. — XXXI, § 3.
7. II, § 10. — IV, § 4, 6. — XIII, § 17. — XIV, § 5, 6, 9. — XVII, § 2. — XVIII, § 15, 19, 28. — XXVI, § 11. — XXVII, § 7. — XXXIII, § 5.

cités du midi [1]. Nous assistons aux conflits de juridiction qui s'élevaient entre les cours d'église [2], celles des seigneurs [3], des villes [4] et les tribunaux royaux, de même qu'entre les villes et les seigneurs ecclésiastiques [5]. Les privilèges des pairs de France, en matière judiciaire, sont énumérés avec une grande précision et d'après la jurisprudence même du Parlement [6]; les questions de sauvegarde, d'assûrement, sources de tant de procès, sont exposées dans toutes leurs conséquences, conformément à cette jurisprudence [7].

Les arrêts mentionnés nous montrent l'action souveraine du Parlement s'étendant sur tout le royaume, depuis Narbonne, Pamiers ou Mont-de-Marsan [8] jusqu'à Tournai [9]; les appels venant du duché de Guyenne [10], des comtés de Comminges [11], d'Armagnac [12], de Lomagne et d'Albret [13], aussi bien que de l'Artois [14], de la Flandre [15] et de la Bretagne [16]; les sujets du Roi soutenus dans leurs querelles avec les États voisins [17].

Il n'est pas jusqu'à l'histoire générale qui ne puisse glaner d'utiles renseignements dans le *Stilus*. Ainsi, au chapitre déjà cité du duel, Du Breuil rappelle, en termes discrets, les espérances des nobles après la mort de Louis X,

1. *Stilus*, VII, § 6. — XIII, § 8. — XXVII, § 47.
2. XVII, § 5, 8, 12. — XXVIII, § 14, 19. — XXIX, *passim*.
3. XIII, § 16.
4. IV. § 6. — XIII, § 18. — XXVI, § 13.
5. XXVII, § 20. — XXIX, § 10.
6. III et XXX.
7. XXIX et XXXIII.
8. XII, § 5. — XIII, § 12. — XXVII, § 13. — XXIX, § 9.
9. XV, § 2.
10. XV, § 1. — XXVII, § 13.
11. XVI, § 34.
12. IV, § 6. — XXVIII, § 12, 13.
13. XXVII, § 13. — XXVIII, § 12.
14. XXI, § 3. — XXVI, § 4. — XXX, § 6.
15. XXI, § 5. — XXVI, § 11. — XXVIII, § 4.
16. XXII, § 3.
17. XXVII, § 45.

en attendant l'accouchement de sa veuve, Clémence de Hongrie. Beaucoup comptaient, à la faveur d'une minorité orageuse et des dissensions entre les princes, pêcher en eau trouble : « quod bonum est piscari in aqua turbida, et « quod dissensio esset inter fratres ejus (Ludovici) » [1]. On trouve encore dans ce chapitre des allusions aux ligues provinciales de Normandie et de Champagne et à la réaction féodale qui suivit la mort de Philippe le Bel [2]. Ailleurs, des arrêts prouvent que le règlement des frais de couronnement des rois Louis X et Philippe V, à Reims, donnèrent lieu à d'importants procès [3].

III. DESCRIPTION ET CLASSEMENT DES MANUSCRITS.

On connaît actuellement vingt-deux manuscrits [4] du *Stilus Parlamenti* de Guillaume Du Breuil : quatorze sont à la Bibliothèque nationale, un aux Archives nationales, six en province (bibliothèques municipales de Bordeaux, Grenoble, Reims, Rouen, Saint-Omer et Tours), un à Rome (Bibliothèque Vaticane). Parmi ces manuscrits, six remontent au XIVe siècle ; il y en a quinze qui sont du XVe siècle (dont deux de la première moitié de ce siècle), et un du commencement du XVIe siècle.

Mais aucun ne nous donne le texte original, la forme première de l'œuvre composée par Du Breuil. Tous, même les plus anciens, sont des copies, dans lesquelles l'original

1. *Stilus*, XVI, § 34, 35. Cf. Lehugeur, *Histoire de Philippe le Long*, t. I, chap. I.
2. XVI, § 44.
3. XII, § 7. — XVIII § 15. 27.
4. Voir les ADDENDA. à la fin de ce volume.

a subi des retouches ou reçu des additions plus ou moins importantes, dont il est facile d'apercevoir la raison.

Dès son apparition, le *Stilus*, œuvre d'un avocat célèbre, qui résumait avec autorité et méthode toute la pratique judiciaire du Parlement, devint le manuel en vogue : quiconque voulait apprendre ou avait mission d'appliquer le droit en vigueur dans cette Cour de justice, copiait ou faisait copier ce précieux livre. Mais comme, à chaque session de la Cour, de nouvelles décisions venaient confirmer, compléter ou quelquefois modifier les règles tirées de sa jurisprudence, il arrivait souvent que le copiste annotait ou corrigeait l'exemplaire transcrit par lui, afin de le mettre au courant de la pratique la plus récente. Il pouvait aussi ajouter des observations personnelles ou noter des cas particuliers, en vue d'expliquer ou de critiquer les règles posées dans le manuel. Ces notes, additions ou corrections, recopiées ensuite par d'autres, passèrent fréquemment de la marge dans le texte, qui, ainsi amplifié ou revisé, s'éloigna de plus en plus de la rédaction primitive. Outre ces changements dans le fond même de l'œuvre, il y en eut d'autres introduits dans la forme : vers la fin du xv[e] siècle, aux approches de la Renaissance, des copistes lettrés amendèrent le latin si médiocre de Du Breuil et donnèrent aux phrases une tournure plus correcte, quelquefois au détriment de l'exactitude juridique.

Il résulte de là qu'il y a entre les manuscrits du *Stilus* des divergences profondes et qu'il est souvent difficile de retrouver, sous les retouches et les additions successives, le texte primitif de Du Breuil. Pour y arriver, un double travail est nécessaire : d'abord étudier et décrire soigneusement chaque manuscrit, pour en fixer la date probable et déterminer la part d'additions ou de modifications qu'il contient ; en second lieu, les comparer entre eux,

pour les grouper en familles et les classer, selon qu'ils paraissent se rapprocher plus ou moins du texte primitif, et pour choisir enfin celui ou ceux qui doivent, de préférence aux autres, servir à l'établissement d'un texte critique.

§ I. *Description des manuscrits.*

A. = Bibliothèque nationale, ms. 4641ᴬ du fonds latin[1]. Parchemin. Hauteur : 0 m 310; largeur : 0m 226. 92 feuillets ; le *Stilus* occupe les f°s 1 à 46. Écriture de la *fin du XIVe siècle.* — Dans ce ms., au texte proprement dit a été ajouté un petit nombre seulement de corrections, d'additions faites en interligne et de notes marginales très courtes, qui sont vraisemblablement de la même main que le texte, mais d'une encre moins noire. Les unes sont certainement dues à des erreurs du copiste, qui s'est aperçu après coup du bourdon ou du lapsus qu'il avait commis ; les autres[2], qui ne peuvent s'expliquer ainsi, ont été ajoutées dans l'intervalle blanc qui séparait les alinéas, soit d'après la leçon d'un autre ms., soit d'après les renseignements personnels du copiste. Le texte a été transcrit d'après un manuscrit *antérieur à l'Ordonnance de décembre 1344* : car au chap. XII, § 2 (p. 71), par une addition inscrite en marge, le copiste fait remarquer que la règle posée dans le texte a été abrogée par cette Ordonnance. Mais la copie et les notes contemporaines du texte sont *postérieures à 1366 :* car le copiste, non seulement note en marge du fº 11 vº (chap. X, § 3 et 6, p. 64) l'Ordonnance de décembre 1363, mais au chapitre XIX, § 3 (p. 142), il cite un arrêt

1. Ce ms. a été décrit par P. Viollet, *Établissements de saint Louis*, t. IV, p. 327, et par P. Guilhiermoz, *Enquêtes et procès*, 2e partie, pp. 167, 179, 612.
2. Ce sont les passages mis en italiques dans la présente édition (v. *infra*, p. 34, 51, 64 et 65).

prononcé en 1366 par le président Simon de Bucy, en faisant remarquer que c'est une addition (*adde*) au manuscrit qu'il copiait ; cette date est la plus récente qui y soit mentionnée. On peut donc dater avec vraisemblance le ms. *A* du règne de Charles V, après 1366. Les erreurs de transcription sont assez fréquentes, notamment pour les noms de lieux et de personnes.

B. = Bibliothèque nationale, ms. 5359 du fonds français [1]. Parchemin. Hauteur : 0 m 260 ; largeur : 0 m 210. 117 feuillets ; le *Stilus* occupe les f°s 25 à 56. Écriture de la *fin du XIVe siècle ;* deux mains différentes, la seconde à partir du f° 36. — Ce ms. appartint, au XVIe siècle, à Guillaume de Chaillé et, au XVIIe, au jurisconsulte Julien Brodeau. Il contient de nombreuses additions et rectifications, en surcharge et en interligne, et des modifications dans l'ordre des chapitres ou des paragraphes [2], qui prouvent que le texte a été l'objet d'une revision sérieuse. Il a d'ailleurs été copié avec peu de soin. Des remarques telles que : *et hoc vidi, nota quod audivi*, permettent de croire que le rédacteur appartenait au monde du Parlement. Il cite un arrêt de 1343 [3] et l'Ordonnance de novembre 1364, modifiant celle de 1332 [4] ; mais il ne mentionne pas, au chapitre XIX, § 3, l'arrêt rendu en 1366 par Simon de Bucy, ni au chapitre XXXI, § 1, le procès du comte de Dammartin. Le dernier feuillet du ms. porte en note la date d'avril 1384 (n. st.), qui paraît être la date de la rédaction [5].

1. Il a été décrit par Beautemps-Beaupré, *Coutumes et institutions de l'Anjou et du Maine*, t. I, 1re partie, pp. 66-67 ; P. Viollet, *op. cit.*, t. I, pp. 425-427 ; P. Guilhiermoz, *op. cit.*, pp. 168-169.

2. Par exemple : (omissions) II, § 1, 5, 6. — VII, § 1. — XIII, § 3. — XIV, § 4. — XVI, § 14, 20, 23. — XIX, § 9. — XXVI, § 9. — XXVII, § 12 et 37 — XXIX, § 6. — (additions) IV, § 4. — V, § 5. — X, § 6. — XVI, § 25, 37. — XXII, § 1, 2. — (variantes, XX, § 9. — XXVI, § 1, 2. — XXXIII, § 4). Les chap. XXII et XXV sont classés autrement que dans *A*.

3. F° 27 (cf. IV, § 5, p. 25, note *z*).

4. F° 26 (cf. IV, § 4, p. 25, note *p*).

5. Beautemps-Beaupré croit le ms. antérieur à 1388 ; tandis que A. Giffard (*op. cit.*, p. 616) ne le croit pas postérieur à 1383.

C. = Bibliothèque nationale, ms. 4642 du fonds latin (anciennement De la Mare 397, Regius 9619[A]). Hauteur : 0 m 267; largeur : 0 m 212. 42 feuillets. Parchemin et, à partir du f° 20, papier. Le *Stilus* occupe les f[os] 14 à 42 v°. Écriture de la *fin du XIV[e] siècle.* — Ce ms. présente un caractère particulier : le texte qu'il donne est, dans un grand nombre de paragraphes, un abrégé du texte primitif[1] ; quantité de phrases ont été modifiées, pour arriver à une rédaction plus courte[2], mais parfois moins claire ; dans son désir d'abréger, le copiste a même terminé le *Stilus* au milieu du § 3 du chapitre XXXII et omis le chapitre XVIII : *De causa novitatis*[3]. Par contre, les additions que le copiste a faites au texte primitif, sont nombreuses et ordinairement indiquées par le mot : *addicio ;* quelques-unes sont assez longues[4], la plupart sont, ainsi que les notes[5], d'un réel intérêt. — La citation dans le texte d'arrêts de 1339 et de décembre 1345, ainsi que de l'Ordonnance de décembre 1344[6], permet de supposer avec vraisemblance que, soit pour faire son abrégé, soit pour y insérer les additions, le rédacteur de *C* a eu sous les yeux un manuscrit datant du milieu du XIV[e] siècle, peut-être des dernières années du règne de Philippe VI. Comme dans *B*, ni l'arrêt de 1366, ni celui qui fut rendu dans le procès du comte de Dammartin, ne sont mentionnés ; les chapitres XXII et XXV sont placés dans un ordre qui diffère de celui du ms. *A.* — Le rédacteur appartenait probablement au Parlement, au

1. *Stilus*, V, § 3. — VI, § 3, 6, 8. — VII, § 1, 3, 7, 8. — VIII, § 2 à 7 — XI, § 4. — XII, § 17, 19, 21. — XIII, § 3, 15, 16, 18, 21.— XIV, § 7, 10, 14 — XVII, § 4 et 5. — XIX, § 8. — XXVII, § 7. — XXIX § 2.

2. V, § 4. — VI, § 10. — VIII, § 7. — XII, § 10. — XIII, § 13. — XIV, § 4.

3. Autres omissions : VIII, § 6. — XVI, § 43. — XXI, § 2, 5. — XXV, § 4. — XXVII, § 35.

4. II, § 3(arrêt du 3 déc. 1345), 4, 6, 7, 11 (arrêt de 1339). — IV, § 4. — XII, § 22. — XIII, § 2. — XIV, § 6 « addicio nova » (citant un arrêt de 1329).

5. II, § 1, 3. — V, § 8.

6. II, § 3, 6, 7. — IV, § 4 « hodie per alias novas ordinaciones. »

moins comme avocat ou procureur ; car dans ses additions et ses notes, il fait souvent remarquer que, lui présent, le Parlement a rendu telle décision [1], tels avocats fameux ont plaidé [2] ; il donne enfin des détails précis sur l'ouverture des sessions et sur les présentations [3]. On peut aussi remarquer que ce ms. fait des renvois au droit canonique [4] et au droit romain qui ne sont pas dans *A* [5].

D. = Bibliothèque nationale, ms. 9846 du fonds latin. Parchemin. Hauteur : 0 m 320 ; largeur : 0 m 275. 44 feuillets ; le *Stilus* occupe les f°s 1 à 33. Écriture de la *première moitié du XVe siècle*. Reliure aux armes de Charles IX [6]. — Le texte de ce ms., rédigé avec soin (malgré quelques bourdons et quelques noms propres défigurés), se rapproche beaucoup de celui du ms. *A*. Les corrections et les additions faites par le copiste ont été presque toutes soulignées et sont faciles à reconnaître ; quelques-unes ont été incorporées au texte même [7] ; six d'entre elles, qui font allusion aux coutumes du Poitou [8] et de la Saintonge [9], peuvent être attribuées à un juriste poitevin, possesseur d'un ms. antérieur auquel le copiste de *D* aurait fait quelques emprunts. Des notes ont été ajoutées en marge [10], quelques-unes, de date récente (xvie siècle), sont en français — Les particularités du texte sont les suivantes : aux chap. iv, § 4, et xii, § 3, l'Ordonnance de déc. 1344 est mentionnée ; au cha-

1. *Stilus*, v, § 4. xiv, § 6 « addicio nova... vidi judicari. »
2. ii, § 6 (Pierre de La Forêt et Jean Durant, 1339). — xiv, § 6 (Pierre de La Forêt, Jean Du Mont, Jean de Châlons, en 1329). — xviii, § 2 (G. de Tournai).
3. ii, § 1, 3. — iv, § 4. — v, § 4.
4. ii, § 4, 12, 18.
5. Par exemple : ii, § 4, 12, 18. — xii, § 12.
6. Ce ms. a été décrit par P. Guilhiermoz, *op. cit.*, p. 612.
7. v, § 1. — xii, § 2, 7. — xiii, § 6, 11. — xiv, § 7, 14. — xvi, § 28. — xviii, § 19. — xix, § 3. — xxii, § 6. — xxviii, § 15.
8. vii, § 8. — viii, § 1. — xiii, § 13. — xix, § 5. — xxviii, § 9.
9. viii, § 1.
10. ii, § 1. — iii, § 2. — v, § 2. — vii, § 2. — x, § 5, 6. — xii, § 3. — xiv, § 11. — xvii, § 1. — xviii, § 2, 7, 14, 16. — xx, § 5. — xxii, § 2.

pitre XXVII, § 32 [1], une addition vise l'art. 15 de l'Ordonnance de décembre 1363, déjà citée aux chapitres VII, § 5 et X, § 3 ; au chapitre IV. § 6 (p. 26, var. *m*), une note du copiste fait allusion à l'arrêt de 1370 rendu en cas d'assurement pour l'évêque de Verdun contre Henri de Bar ; le § 51 du chapitre XXVII, est omis [2]. Si le rédacteur du ms. ne faisait point partie du Parlement, il devait le fréquenter assidûment : une longue note où il invoque l'autorité de Guillaume de Tournai et d'autres anciens maîtres de la Cour [3], la précision avec laquelle il date un arrêt de 1367 rendu contre le comte de Dammartin [4], les formules dont il se sert pour citer divers autres arrêts [5], autorisent cette conjecture. Enfin le ms. a quelques renvois au droit romain et au droit canonique qui lui sont propres [6].

E. = Bibliothèque nationale, ms. 12,812 du fonds latin. Parchemin. Hauteur : 0 m 282 ; largeur : 0m 217. 113 feuillets ; fol. 1 à 43 v° : *Stilus Parlamenti*. Écriture de la *première moitié du XVe siècle* [7]. — Ce ms. est fort soigné, du moins dans la partie qui comprend le texte du *Stilus*. Les notes et additions sont peu nombreuses. Certaines notes [8] ont une réelle valeur, surtout si on adopte l'opinion très vraisemblable de M. P. Guilhiermoz qui les attribue à Jean de Longueil, conseiller, puis président au Parlement, mort le 23 mars 1431. Il en est une qui mentionne l'arrêt du 9 juillet 1370

1. P. 187, var. *r* « per ordinationem noviter factam. »
2. Autres omissions : proemium. — XI, § 6. — XVI, § 5. — XXVI, § 9. — XXIX, § 6.
3. XVIII, § 2 (p. 131, var. *m*).
4. XXXI, § 1, var. *q*.
5. III, § 2 « ita vidi per arrestum ». — XVI, § 18 « vidi quod ». — XIX, § 3. « ita vidi fieri » et § 11 « vidi bene ». Cf. chap. VII, § 8 et XII, § 2, où il invoque la jurisprudence des Requêtes du Palais, et chap. VIII, § 1, où il critique la sévérité d'une règle de procédure « hoc videtur multum durum » (var. *w*).
6. II, § 1. — XXVII, § 7. — XXVIII, § 5. — XXIII, § 1.
7. Ce ms. a été décrit par P. Guilhiermoz, *op. cit.*, pp. 169-171.
8. V, § 6, 7. — VI, § 2[3]. § 5, 6, 10. — VII, § 3, 9 : « sed communiter curia Parlamenti mitius agit ». — X, § 6 : « hoc vidi ». — XII, § 12. — XXII, § 1. — XXIV, § 5. — XXVI, § 5 (addition au texte). — XXVII, § 22, 47.

contre Henri de Bar [1]. Elles sont très courtes, à part celle qui rapporte le prétendu *Statutum beati Ludovici* [2] et celle du chapitre XXVII, § 22 [3]. Les omissions sont rares [4].

F. = Bibliothèque nationale, ms. 4643 du fonds latin (anciennement Colbertinus 3081, Regius 9821 [5].) Papier. Hauteur : 0 m 296. largeur : 0 m 215. 73 feuillets ; fol. 1 à 27 : *Stilus Parlamenti* [6]. Écriture du *XVe siècle.* — Le texte est peu soigné ; les notes et additions, abondantes, souvent très longues [7], sont de deux copistes différents, dont l'un était orléanais [8], et l'autre semble poitevin [9]. Il faut signaler celle qui vise l'article 5 de l'Ordonnance de décembre 1363 [10] et celles qui citent des arrêts du 7 août 1390 [11], du 4 février 1391 et de 1392 [12]. A partir du f° 16, l'annotation diminue sensiblement. Notons aussi que dans ce ms. le chapitre XVIII (*De causa novitatis*) fait défaut, le chapitre XXVII (*De commissariis*) est reporté à la suite du chapitre XXXIII (*De assecuramento*) et c'est le chapitre XVI (*De materia duelli*) qui termine le *Stilus*. Les citations de droit romain et de droit canonique sont

1. *Stilus*, IV, § 6 (p. 26, var. *m*).
2. Ch. XVIII, § 12, p. 135 (var. *p*) et note 2).
3. Ont encore une certaine longueur celles des chap. VI, § 5 et VII, § 3.
4. V, § 8. — XII, § 20 (omission de ce §.)
5. Ce ms. connu par Bordier (*Bibliothèque de l'Ecole des chartes*, 2e sér., t. I, p. 397), a été utilisé par P. Guilhiermoz dans les passages du *Stilus* qu'il a publiés.
6. Aux fos 46-50, lit de justice tenu à Vendôme (26 août 1458) contre le duc d'Alençon (cf. de Beaucourt, *Histoire de Charles VII*, t. VI, ch. X).
7. II, § 4, § 11. — III, § 2, avec arrêt de 1339. — IV, § 4. — V. § 5, 8, 10. — VI, § 4, 10. — VII, § 5. — VIII, § 1. — IX, § 4, avec arrêt de 4 fév. 1391. — XII, § 2, 12, 20. — XIII, § 13. — XVII, § 3. — XXII, § 1. — XXIII, § 3, 5. — XXIV, § 2.
8. Allusions au droit orléanais : VII, § 4 (châtelet d'Orléans). 8. — XII, § 14.
9. Allusions au droit poitevin : XIX, § 5. — Au § 4 du ch. IV on trouve aussi une note dont la fin n'est pas de la main qui a écrit le début.
10. IX, § 1. — XII, § 2, il renvoie à l'Ordonnance de décembre 1344.
11. XXIV, § 4 ; et mention de l'Ordonnance de septembre 1368 au § 2.
12. IX, § 4. Cf. Arch. Nat. X1a 38, f° 149 v°. — IV, § 4. Le copiste a mis 1322 pour 1392.

nombreuses [1]; les omissions [2] ou les suppressions assez importantes. De la phrase : *ita vidi*, rencontrée dans deux notes [3], on peut conclure que celui qui a fait copier le ms. avait ses entrées au Parlement.

G. = Bibliothèque nationale, ms. 14669 du fonds latin. Papier. Hauteur : 0 m 280 ; largeur : 0 m 220. 275 feuillets ; fol. 194 à 238 v° : *Stilus Parlamenti*. Écriture du *XVe siècle* [4]. — Dans ce ms. le texte du *Stilus* offre des particularités remarquables. Au chapitre XVI (*De materia duelli*), le célèbre duel de Jean de Carrouges contre Jacques Le Gris, en l'an 1385, est rappelé [5]. A la fin du ms. ont été ajoutés : 1° un chapitre nouveau intitulé : *De alta, media et bassa jurisdictione* [6] ; 2° un abrégé, en huit paragraphes, de la matière précédemment traitée au chapitre XVIII (*De causa novitatis*) ; et, à la suite de cet abrégé, un petit texte nouveau intitulé : *De statuto tempore nove desaisine et de exceptionibus contra eam* [7]; 3° un abrégé, en un seul paragraphe et sous la rubrique : *De cognicione portationis armorum*, de la matière traitée précédemment dans les §§ 1 et 2 du chapitre XXIX [8]. Les notes et les additions [9] sont nombreuses et souvent fort longues ; certaines présentent un réel intérêt [10]. On constate aussi que des paragraphes

1. *Stilus*, II, § 3. — VI, § 4, 10 (10 citations). — VIII, § 1. — X, § 6. — XII, § 12. 14, 18, 20 (4 citations). — XIII, § 3. — XXVII, § 44. — XXIX, § 5.
2. IV, § 6 : le passage : « Et nota circa hoc unum notabile » a été omis. — V, § 10. — VI, § 4, tout le § est omis. — VII, § 5. — XVI, § 25. — XVII, § 9. — XX, § 13. — XXVI, § 7. — XXVII, § 7. — XXVIII, § 13.
3. IV, § 4. — XXIV, § 4.
4. Ce ms. a été décrit par P. Guilhiermoz, *op. cit.*, pp. 167, 168.
5. Cf. *Stilus*, XVI, § 5 et 16 et p. 104, note 4.
6. Cf. Appendice III, p. 231.
7. Cf. Appendice I, p. 225. Ce dernier texte se termine par la citation d'un arrêt de 1347.
8. Cf. p. 206, variante *r*.
9. I in fine. — II, § 3, 4, 7, 14 (additions). — IV, § 4, 6 (addition). — V, § 1, 5, 8 (add). 10. — VI, § 2, 11 (add.). — VIII, § 7 (add.). — X, § 7, (add.). — XVII, § 7 (add.). — XIX, § 5. — XX, § 4, 6 (add.). — XXIX, § 1.
10. IV, § 9 (f° 198 v°) arrêt du 26 novembre 1372. Cf. Arch. Nat., X¹a 1469, f° 34. — II, § 6: arrêt du 3 juin 1339, comme *C*, mais avec une variante.

sont écourtés ou supprimés [1], surtout au chapitre XXVII (*De commissariis*).

H. = Bibliothèque nationale, ms. 4641^B du fonds latin. Parchemin. Hauteur : 0^m 290 ; largeur 0^m 215. 202 feuillets ; fol. 1 à 55 v° : *Stilus Parlamenti*. Paraît dater de la *seconde moitié du XVe siècle* [2]. — Sauf quelques variantes, d'ailleurs peu importantes, ce ms. reproduit le texte de *A* ; les notes [3] et les additions [4] sont rares, fort courtes et sans grande valeur. Jusqu'au f° 5, les arrêts cités sont soulignés et les paragraphes ne sont pas séparés ; à partir du f° 53, l'écriture change. Le chapitre XXII est omis et le copiste en fait la remarque [5].

I. = Bibliothèque nationale, ms. 18110 du fonds français (anciennement Harlay 416). Papier. Hauteur : 0^m295 ; largeur 0^m 207. 200 feuillets numérotés ; fol. 99 v° à 164 v° : [*Stilus Parlamenti*]. Écriture de la *fin du XVe siècle* [6]. — Le texte de ce ms. n'est pas soigné : des mots ont été omis, et leur place est restée en blanc [7], probablement parce que le copiste n'a pu les déchiffrer. Les citations du Code et du Digeste ont presque toutes été supprimées ; les notes, peu nombreuses, sont le plus souvent insérées dans le texte même ; les additions, rares [8], sont courtes, les variantes peu notables [9].

1. *Stilus*, IV, § 7. — XVI, § 22, 32. — XVII, § 5 la fin seulement. — XXV, § 4, — XXVII, § 13, la fin seulement, § 17, § 20 en grande partie, § 26 en partie et § 27, 28, 29 en entier, § 31 la fin, § 39 en entier, § 51 en entier. — XXX, § 3.

2. Le ms. contient, f° 197, un extrait de l'Ordonnance dite de Montils-lès-Tours (1454) ; f°s 200-202, un calendrier de l'an 1432 à l'an 1479.

3. VIII, § 1. — XXIV, § 5, simple renvoi à l'Ordonnance de 1344.

4. IV, 4, avec citation de l'Ordonnance de déc. 1344. — V, § 2, 3, 7. — VII, § 2, 10. — XVI, § 45. — XXVIII, § 6, 7, 17.

5. F° 39 : « Hic deest ista rubrica, scilicet : an appellans ad curiam, omisso medio, remittatur. » Comme D, il omet aussi une phrase au chap. II, § 7. Au chap. XVIII, le § 51 est mis avant le § 50.

6. Ce ms. a été signalé par G. d'Espinay dans la *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, mars-avril 1891, pp. 145-146.

7. Ainsi, II, § 18. — IV, § 6. — XVIII, § 16.

8. IV, § 1, 4, 6. — XII, § 3. Renvoi à l'Ordonnance de décembre 1344. — XIV, 11, note de *D* et *E* que *I* a mise dans le texte. — XVIII, § 3.

9. VIII, § 2. arrêt changé. — XVI, § 23 texte du § modifié comme dans *B* et *F*.

Au chapitre XVIII, § 1, les premiers mots du mandement royal sont reproduits en français.

K. = Bibliothèque nationale, ms. 9844 du fonds latin. Parchemin. Hauteur : 0m 295; largeur, 0m 215. 70 feuillets; fol. 1 à 68 v° : *Stilus Parlamenti.* Écriture du *XVe siècle* — Ce ms., généralement soigné, a incorporé au texte plusieurs citations de droit romain et plusieurs gloses. Les notes, assez nombreuses, sont ordinairement courtes [1], quelques-unes ont été ajoutées au XVIe s. [2]. Comme *D* et *E*, *K* cite l'arrêt de 1370 [3]; au chapitre VIII, § 1, il rappelle un arrêt de février 1385 [4]. Mais ce qui le distingue, c'est le changement dans l'ordre des chapitres à partir du XVIe, auquel il ajoute un long paragraphe [5] et qu'il fait suivre des chapitres qui portent, dans la présente édition, les nos 20,21, 25, 22, 23, 24, 26, 17, 18 et 19. Enfin, au chapitre XXVII (*De commissariis*), il reprend le classement ordinaire. Comme *C*, il supprime le § 5 du chapitre XXI [6] et le § 4 du chapitre XXV [7]. Au f° 43 [8], il donne un texte qui ne se trouve pas dans les autres mss : le *Libellus appellacionis secundum patriam juris scripti*, suivi d'un Adjournement en cause d'appel *secundum patriam consuetudinariam.* — Le rédacteur devait être un praticien, un jurisconsulte ou un magistrat [9], et peut-être appartenait-il au bailliage de Senlis [10].

1. *Stilus*, I, *in fine.* — II, § 1 (note d'une certaine étendue). §, 3, 4, 6, 10. — IV, § 2 simple renvoi au Digeste. 4, 6, arrêt du 9 juillet 1370. — VIII, § 1, visant un arrêt de février 1385.— XII, § 1, avec renvoi au Code et à l'Ordonnance de décembre 1363. § 19, 22. — XVI, § 3. — XV, § 2. — XVI, § 2. (en français). — XVIII. § 11, 15, 28. — XIX, § 1. — XX, § 8. — XXI, § 1. — XXVI, §, 1, 3, 5. — XXVI, § 1, 2, 4, 8.

2. II, § 3.

3. IV, § 6.

4. Cf. Arch. Nat., X1a, 1472, f° 358 v°.

5. XVI, § 18 : « Intendit pro reo in causa duelli » (en français).

6. XVIII dans *K*.

7. XIX dans *K*. Autres suppressions : XIII, § 13, 22 seulement in fine. — XVI, § 14, 30, en partie 49, in fine.

8. ch. XXIII dans K et XXVI de la présente éd. (p. 173). Cf. Appendice II, p. 229.

9. VIII, § 1 : « vidi interpretari » (arrêt de février 1385, n. st.)

10. Dans son appendice : Adjournement en cause d'appel « *secundum*

L. = Bibliothèque nationale, ms. 9845 du fonds latin. Papier. Hauteur : 0m 209 ; largeur, 0m 201. 104 feuillets; fol. 5 v° à 55 v° : *Stilus curie Parlamenti.* Porte la date de 1478 [1]. — Les caractéristiques de ce manuscrit sont les suivantes : la citation d'un arrêt du 2 décembre 1424 [2], l'adjonction du chapitre : *De alta, media et bassa jurisdictione* [3] et du texte : *De statuto tempore nove desaisine et de exceptionibus contra eam* [4], et la mention du duel de Jean de Carrouges contre Jacques le Gris [5]. On y remarque aussi des additions et des notes souvent fort longues [6], des renvois au droit romain et surtout au droit canonique [7] plus nombreux que dans les autres mss. Mais à partir du chapitre XXVI, il devient très sobre de notes. A l'inverse, *L* omet parfois des paragraphes [8] ou les abrège [9] ; il écourte aussi le chapitre XVI [10]. Dans les chapitres XXII et XXV, il suit le classement spécial à *B* et *C*, et il met le chapitre *De provisione* (XXXII) avant celui *De minoribus* (XXXI). — A plusieurs reprises, le copiste (ou celui qui l'a employé) parle comme un homme

patriam consuetudinariam », il vise le bailli de Senlis et les « hommes jugans » du château royal de Pierrefonds.

1. F° 55 v° « Explicit stillus curie Parlamenti, anno Domini millesimo quadragesimo (*sic*) septuagesimo octavo, die prima mensis Augusti ».
2. XXIV, § 5. — F° 44, v° (cf. Arch. Nat., X1 a 64, f° 172, v° et X1 a 1480, f° 310, v°). Il cite aussi un arrêt de 1397.
3. Chapitre XXXIII. On a vu que *G* a aussi ce chapitre.
4. F° 52, v°; c'est le chapitre XXXI de ce ms.
5. XVI, § 5 et 16 : comme dans *G*.
6. II, § 6, 9, 10. (add.), 12, 14 (add.), 16 — III, § 2, avec l'arrêt de 1339. — IV, § 1 avec arrêt de juillet 1396, 4. — V, § 2 (add.), 5, 8 (add.), 10. — VI, § 4, 6, 10. — VII, § 1, 7 (add.), 10 (add.), — VIII, § 1, 5. — IX, § 1. 4. — X, § 9 (add.), — XII, § 2, 20 (add.), 22 (add.), — XIII, § 3 (add.), 13 (add. et arrêt de 1343) 14, 15, 18. — XIV, § 6, 11. — XV, § 1, 2. — XVII, § 3. — XVIII, § 26 (add.), — XIX, § 1, 2, (notes et add.), 3, 4, 5, (add.). 11. — XX. § 4 (add.). — XXIII, § 5. — XXIV, § 2. — XXXI, § 3 (add.). — Aux chap. XVIII, § 18, 19 et XXIX, § 11, ce ms. ajoute des paragraphes.
7. II, § 7, 12, 14. — IX, § 14. — V, § 1, 7. — VI, 2, 3, 6. — VII, § 1. — VIII, § 1. — X, § 2, 6. — XI. § 7. — XII, § 2, 10, 12, 18, 20. — XIII, § 3, 18. — XV, § 1 2. — XVI, § 5. — XVIII, § 11. — XIX, § 6, 11. — XXVII § 44. — XXIX, § 1, 11 (3 renvois).
8. XXVII, § 51. — II, § 16 en partie. — XXXII, § 2, 3 (arrêts omis).
9. XII, § 7.
10. Il le termine au § 33.

qui fréquente les audiences du Parlement[1]. Peut-être était-il du Poitou, car il renvoie dans un paragraphe au droit poitevin[2] et donne l'épithète de poitevin[3] au président Jean de Cherchemont. L'avertissement plusieurs fois répété au lecteur que tel passage est une glose : *quod non est de textu, sed de glosa*, et une petite correction qu'il apporte au *Stilus*[4] montrent le soin avec lequel il a rédigé sa copie.

M. = Bibliothèque nationale, ms. 18348 du fonds latin. Parchemin. Hauteur : 0 m 214 ; largeur : 0 m 160. 112 feuillets numérotés[5] ; fol. 1 à 67 : *Stilus curie Parlamenti*, Écriture du *XVe siècle*. — Ce ms. a subi des mutilations[6]; ce qui subsiste est d'une écriture soignée, mais la division des paragraphes est défectueuse. — Courtes et rares, les notes ne font guère que signaler des exceptions ou des arrêts intéressants. Quant au texte il n'offre rien de bien caractéristique : dans le classement des chapitres XXII et XXV, le ms. suit *B* et *C*.

N. = Bibliothèque nationale, ms. 198 des nouvelles acquisitions latines. Papier. Hauteur : 0 m 210 ; largeur : 0 m 146. 208 feuillets ; fol. 13 à 90 v° : *Stilus curie Parlamenti*. Paraît dater de la *seconde moitié du XVe siècle*[7]. — Ce ms. remarquable par l'absence de notes, l'est aussi par les fautes du copiste[8] qui croit échapper aux diffi-

1. *Stilus*, IV, § 1. « Ita vidi pronunciari in Parlamento per dominum Guillelmum de Senonis... » juillet 1346 (pour 1396). — V, § 5 « ita vidi ». — VI, § 4, « quampluries vidi in Parlamento... » — XIX, § 8, « vidi tamen quod magister Johannes Fournier in causa beneficiali... »

2. VIII, § 1.

3. XXVIII, § 15.

4. XIII, § 18. « Non debet hic esse articulus, quia est alia excepcio. »

5. Les f°s 64, 65 ont été omis et il y a un f° 89 *bis*.

6. Par suite, manquent la fin du § 5 et le § 6 du chapitre XXX, tout le chapitre XXXI et le commencement du § 1 du chapitre XXXII.

7. On trouve à la suite du *Stilus* (f°s 91 et 92) une Ordonnance du 7 septembre 1472, et plus loin (f°s 126-178) la grande Ordonnance d'avril 1454 (cf. *Ordonn.*, t. XIV, p. 284).

8. Par exemple : VIII, § 2. (var. *n*) — XV, § 1, (var. *s*) — XVI, § 45, (var. *k*). — La ponctuation est aussi mauvaise.

cultés, soit en laissant les mots en blanc, soit en donnant ensemble les deux lectures qu'il a pu faire [1]. Quand il cite les arrêts il indique les différentes dates fournies par les mss.[2] ou bien il omet la date [3]. N offre des additions parfois longues [4] et quelques variantes qui lui sont particulières [5]. Inversement, il supprime ou écourte [6] certains paragraphes. — Au chapitre XXII, il adopte le classement de *B* et *C*, et au chapitre XXVI, § 13, il ajoute la mention d'une ordonnance rendue par le Parlement, dans un procès où l'appelant était de la ville de Senlis, et contrairement à la doctrine d'un célèbre avocat du XIVe siècle, Renaud Filleul [7] Il semble donc permis de conclure que ce ms. incorrect provient d'un ms. annoté dans la seconde moitié du XIVe siècle par quelqu'un qui fréquentait le Parlement [8].

O. = Bibliothèque nationale, ms. 4644 du fonds latin. Papier. Hauteur: 0m284; largeur: 0m207. 250 feuillets; fol. 18 à 145: *Stilus curie Parlementi* (avec la glose d'Étienne Aufréri). *Commencement du XVIe siècle* [9]. — Si on laisse de côté la glose volumineuse et pédante d'Aufréri, on constate que ce ms. du *Stilus* ne présente que de rares et brèves annotations. La phrase qui semblait au scribe la plus importante a généralement été soulignée par lui.

1. Par exemple: II, § 16 : « Gilbertum de Castraco, alias Gombertum de Masraco. —IV, § 4, — VI, § 2 « possit, alias posset ». — XII, § 5, « certus, alias stultus ». — XVIII, § 17, « suo marthe, alias suo more. »
2. IV, § 2, 5. — VIII, § 1, etc...
3. II, § 9.
4. II, § 6, avec arrêt de 1339. — III, § 2. — VI, § 6. — XII, § 19, très longue addition. — XIV, § 14. — XVI, § 49. — XVII, § 13. — XX, § 16. « Forma commissionis: Philippus... » — XXIV, § 5.
5. II, § 4.
6. V, § 4 — VI, § 10, XVII § 6, supprime « magistro Guillelmo de Brolio ». — XXVI, § 9, in fine.
7. XXVI, § 13 « Ita vidi contre magistrum R. de Compendio pro Pe. de M. » p. 173, note 4.
8. XVI, § 49 : « Vidi in casu simili allegare quod... » — XVII, § 13. « Vidi per arrestum datum... per magistrum P. de Meinville [de Semeville]. »
9. Décrit par P. Guilhiermoz, *op. cit.*, p. 174 ; ce ms. est des premières années du XVIe siècle, puisque Descousu l'a utilisé pour son édition de 1513.

De fréquents emprunts [1] prouvent que celui qui rédigea ce texte eut plusieurs mss. sous les yeux et y a puisé arbitrairement. Pour abréger, il a supprimé plusieurs arrêts et même un mandement royal [2]; en revanche on trouve des additions notables [3] formées parfois de la variante d'un ms. ajoutée à celle d'un autre [4]. Il faut encore signaler des transpositions de membres de phrases [5], des modifications dans les paragraphes [6], le rejet en notes de l'Ordonnance de 1306 sur le duel et des paroles à prononcer en demandant le duel [7]. L'ordre des chapitres XXII et XXV est le même que dans *BCLN*... — Le copiste était du Languedoc, comme l'indique la persistance des formes *baylivius*, *baylivia*, *bajulus*, et il est fort probable qu'il a écrit sous la surveillance d'Aufréri [8], dont la glose accompagne chaque article du *Stilus*.

P. = Archives nationales, ms. *U*, 940. Parchemin. Hauteur : 0 m 400 ; largeur : 0 m 305. 44 feuillets ; *seconde moitié du XIVe siècle.* — Ce ms. écrit sur une colonne, avec de nombreuses gloses et notes marginales, est celui qui a été publié par H. Lot, dans l'édition in-f° de 1877, dont nous parlerons ultérieurement [9]. L'arrêt de 1366 (XIX,

1. *Stilus*, II, § 1, *in fine*: il met dans le texte une note qui se trouve dans *D*; — IV, § 9 : note de *E*, mise dans le texte ; — XVI, § 18. « Sequitur defensio rei... » : reproduction de l'« intendit in causa duelli » de *K*.

2. IV, § 2. — XVII, § 6. — XVIII, § 14, 28. — XXVII, § 13, 20. — XXIX, § 6. — XXXI, § 1. — Au chapitre XVIII § 1, de tout le mandement royal seul le mot *Karolus* (au lieu de *Philippus*) est cité.

3. Prooemium. — IV, § 6, 8, allusion à l'Ordonnance de 1330, sur les mineurs. — V, § 8, 9. — XII, § 3, renvois aux Ordonnances de 1344, 1364, 1454. § 9, addition d'un alinéa avec renvois au droit romain. — XIV, § 4. — XVIII, § 10, 11, 12, 3 paragraphes spéciaux à *O* remplacent ceux de *A* et des autres mss. — XXVII, § 47. « Adde quod... ita vidi ».

4. V, § 2, addition d'un paragraphe pris à *I*, combiné avec *K* et une addition de K.

5. VIII, § 2. — XXXII, § 1.

6. VI, § 10. — XI, § 5, mis après le § 6. — XIV, § 5, terminé par l'arrêt final du § 6, et suivi du § 8 ; § 6 supprimé. — XXXI, § 10 omis.

7. XVI, § 1. Cette Ordonnance n'avait plus d'intérêt pratique au commencement du XVIe siècle. Les paroles à prononcer sont traduites en latin.

8. Peut-être est-ce Aufréri qui a fait mettre au XXVII, § 7 : « adde quod... ita vidi ».

9. V. *infra*, chapitre V de l'introduction.

§ 3) n'y est pas cité, mais celui de 1370 contre Henri de Bar est mentionné (IV, § 6). Il a donc été écrit dans les trente dernières années du XIVe siècle et représente l'une des premières révisions du texte original. Les notes [1] et additions [2] en marge, qu'elles soient brèves ou étendues, offrent un réel intérêt. — Les chapitres XXII et XXV sont placés dans le même ordre que dans les mss. *BCLNO.* Le chapitre XVIII (*De causa novitatis*) est totalement omis [3]. — Quant aux incorrections et aux fautes qui sont nombreuses, H. Lot les a signalées dans son introduction et dans les notes qu'il a jointes au texte.

Q. = Bibliothèque de Bordeaux, ms. n° 362. Papier. Hauteur : 0 m 295 ; largeur : 0 m 205. 95 feuillets ; fol. 1 à 52 : *Stilus Parlamenti.* Ecriture du *XVe siècle* [4]. — Ce ms., sans rature ni surcharge, n'offre que trois notes très courtes [5] et une petite correction au texte, cachée en partie par la reliure [6]. Aucun titre, aucun signe ne distinguent les chapitres les uns des autres. Pour les chapitres XXIIe et XXVe, le classement suivi est celui de *BCP* ; comme dans ces mss., l'arrêt de 1366, (XIX, § 3) et celui qui concerne le comte de Dammartin (XXXI, § 1) sont omis. Notons encore qu'il supprime entièrement le § 39 et la pre-

1. *Stilus*, II. §3, 13, 15. — IV, § 4, allusion à l'Ordonnance de 1364 (pour 1344) — V, § 1, avec renvoi au droit romain ; § 2, très longue note, énumérant beaucoup d'exceptions ; § 3, 5, 8. — X, 16. — XI, au titre et § 3, 7. — XII, § 5 14. — XIII, § 1, 3, 15. — XIV, § 1, 3, 7, 10, 13, 14. — XV, § 3. — XVII, § 1, 6. — XIX, § 1. — XX, § 4, 7, 8. — XXI, § 3. — XXIII, § 2. — XXIV, § 1, 2, 5. — XXV, § 2, 3. — XXVI, § 5. — XXVII, § 1, 3, 22. — XXIX, § 2, 6. — XXX, § 6, liste des pairs. — XXXI, § 2. — XXXII, § 1, 3.

2. II, § 5. — III, § 2. — IV, § 1, 8. — V, § 2. — VIII, § 1. — X, § 9, addition de 2 paragraphes. — XII, § 7. — XIII, § 13, add. de 3 alinéas. — XIX, § 4, add. de 3 alinéas. — XXV, § 1 add. de 2 alinéas. — XXVII, § 3, 32. — XXVIII, § 4.

3. Le § 13 du chap. XIII, est remplacé par 3 alinéas différents. — XX, § 13, et XXI, § 2, 5 sont également omis.

4. Ce ms. a été décrit par C. Couderc, au t. XXIII du *Catalogue général des mss. des bibliothèques publiques de France* (*Départements*) p. 193.

5. IV, § 4. — XII, § 12, comme *E.* — XXXI, § 7.

6. F° 5.

mière phrase du § 46 du chapitre XXVII (*De commissariis*[1]). — Quant aux additions, elles sont rares et peu originales[2]. Les citations de droit romain ou canonique abondent par endroits[3].

R. = Archives de l'Isère, à Grenoble. Fonds du parlement, ms. n°5[B]. Papier. Hauteur : 0 m 296 ; largeur : 0 m 223. 81 feuillets numérotés, plus deux feuillets pour la table, *XVe siècle*[4]. — Ce ms. renferme peu de notes marginales[5], car le copiste a mis dans le texte même les nombreuses notes et les additions qu'il a empruntées le plus souvent à *F* et à *L*[6]. Comme dans *F*, le chapitre *De commissariis* est l'avant-dernier et le chapitre *De materia duelli* le dernier. Les chapitres XXII et XXV sont intervertis, comme dans *B*, *C*, etc... Après le chapitre sur le duel, et sans que rien indique que les seize alinéas qui suivent ne font point partie du *Stilus*, le copiste a placé un chapitre qui comprend en réalité des *Notables de droit* du XIVe siècle, dont les dix premiers sont aussi dans *F*, où le copiste les a distingués du *Stilus* et classés dans un ordre différent[7]. C'est encore à l'influence de *F* qu'il faut attribuer une allusion faite au

1. Les autres suppressions notables sont : XII, § 2. — XVII, § 4, 12. — XX, § 13. — XXVII, § 3. — XXVIII, § 9 *in fine* et § 10 presque entier.

2. V, § 5, même addition que *B*. — VI, § 2[3] addition commune à d'autres mss. — VII, § 2. — XII, § 3. — XXII, § 2. — XXIV, § 3 add. communes à d'autres mss. — XXVIII, § 9, ici *Q* semble original.

3. II, § 3. — V. § 10. Toutes n'ont pas été reproduites dans les variantes de la présente édition qu'elles auraient encombrée sans utilité.

4. Ce ms. a été décrit par Aug. Prudhomme dans le *Catalogue des manuscrits conservés dans les dépôts d'archives départementales, communales et hospitalières*, 1886, in-8, p. 157.

5. V. cependant XVII, § 7.

6. Additions originales : II, § 6. — IV, § 6, — V, § 4. — VIII, § 3, 4. — XII, § 2. — XIII § 21. — XXXI, § 3.

7. Les notables de droit du ms. *F* (4643) ont été publiés par H. Bordier, sous le titre de *Commentaires sur un document relatif à quelques points de la coutume de Paris et de la jurisprudence du Parlement au XIVe siècle* (*Bibliothèque de l'École des chartes*, 2e série, t. I, pp. 396 à 435). Il est difficile de dire d'où proviennent les six derniers notables de *R* qui ne reproduit aucun de ceux qui se trouvent dans *L* (9845) ou, en français, dans *G* (14669,).

droit orléanais [1]. Comme dans la plupart des autres mss., des paragraphes ou des phrases ont été omis par le scribe [2].

S. = Bibliothèque de Saint-Omer [3], ms. M. 583 (liber bibliothecæ Bertinianæ, 1607-352). Papier. Hauteur : 0m212 ; largeur : 0 m 140. 157 feuillets numérotés, plus 7 en blanc non numérotés. F^os 1 à 80 v°, *Stilus Curiæ Gallicæ*. Écriture de la *seconde moitié du XVe siècle*. — Le texte du *Stilus* n'est accompagné d'aucune note marginale ; dans le texte, les additions très rares et très courtes [4] rappellent le plus souvent celles de *H*, quelquefois celles de *D*. Les négligences du copiste [5], les omissions de mots qu'il n'a pu déchiffrer [6], les suppressions de phrases et de paragraphes [7] sont nombreuses.

T. = Bibliothèque de Tours ms. n° 663. Papier. Hauteur : 0 m 300 ; largeur : 0 m 215. 240 feuillets ; fol. 201 à 236 v° : *Stilus curie Parlamenti* : Écriture de la *fin du XIVe siècle*. Ce ms. rédigé avec soin, bien divisé, a été signalé en 1872 par M. Léopold Delisle [8] et décrit par M. A. Coulon [9]. Il est postérieur au 8 janvier 1373 (n. st.), comme le prouve la citation d'un arrêt au § 47 du chapitre XVI [10]. Le texte reproduit le plus souvent celui de *A* ; les renvois au droit romain et au droit canonique sont fréquents. Les

1. *Stilus*, VII, § 8, 10. — XII, § 14.
2. IV, § 6. — XIII, § 6 et 7. — XXVI, § 32, 37.
3. *Catalogue général des manuscrits des bibliothèques publiques des départements*, in 4° t. III, 1861, p. 254, n° 583.
4. IV, 4. — Cependant au chapitre *De materia duelli* (§ 18), il y a un renvoi au droit romain, long de 8 lignes, que j'ai cru inutile de reproduire.
5. Notamment ch. I. — II, § 1 — IV, § 6, — XI — XVII, § 4, 6. — XXII, § 5, confusion de ce § avec le § 1 du chapitre XXV. — XXV, § 2 revient au § 3 du chap. XXII. — XXVII, § 20, 33. — XXVIII, § 10. — XXXI, § 4.
6. VIII, § 5. — XV, § 1. — XVII, § 2, 3, 4, 6, 7. — XVIII, § 22. — XIX. § 4. — XX, § 1, 3, 7. — XXVI, § 3, 13. — XXVII, § 35. — XXVIII, § 12, 13, 16. — XXXIII, § 3, 4.
7. II, § 15, in fine. — XXII, § 1, 4.
8. *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. XXXIII (1872), p. 319.
9. *Catalogue général des mss. des bibliothèques publiques de France (Départements)*, t. XXVII. 1900, n° 663, p. 532
10. Cf. Arch. Nat. X 2A 8, f°s 319 à 322.

notes et les additions[1] sont rares et de peu d'étendue. Au chapitre XXXI, § 1, l'arrêt de 1367 est rapporté avec les mêmes précisions que dans *D*.

U. = Ms. de Rome, Bibliothèque Vatic., Reg. 1065. Parchemin [f°s 1-45, 54-74, 91] et papier (autres folios). Hauteur : 0 ^m 370 ; largeur : 0 ^m 271. 91 feuillets ; fol. 58 à 77 : *Stilus Parlamenti*. Écriture du *XVe siècle*[2]. — Ce texte offre les particularités suivantes : le chapitre *De causa novitatis* a été renvoyé à la fin du *Stilus* (f°s 75 à 77) ; pour les chapitres XXII-XXV, l'ordre suivi est celui de *BCP* ; le chapitre *De commissariis* se subdivise en plusieurs, dont les deux derniers sont répétés aux f°s 70 v° et 71 r° ; le chapitre XXVIII, *De feudis*, fait défaut. Les notes marginales, du XVe siècle et de mains différentes, sont en général assez courtes ; deux renvoient au droit poitevin[3]. C'est en note que sont cités les arrêts de 1366 et de 1367[4].

V. = Bibliothèque municipale de Reims. Ms. n° 834. Parchemin. Hauteur : 0 ^m 227 ; largeur : 0 ^m 170. 80 feuillets, plus 14 feuillets de garde ; f°s 1 à 62 r° et 77 r° à 80 v° : *Tractatus de stillo Parlamenti regni Francie*. Écriture du *XVe siècle*[5]. — Ce ms., correctement établi, porte peu de notes : beaucoup de chapitres n'en ont même aucune[6] et celles qui se rencontrent sont des citations de droit romain

1. *Stilus*, IV, § 2 (add.), § 4 note visant l'Ordonn. du 9 mai 1332 sur l'appel. — V. § 1 (add.), 7, 8. — VI, § 2^3, 2^2. — VII, § 10. — IX, § 4, — XII, § 3 (allusion à l'Ordonn. de déc. 1344), § 6. — XVI, § 45. — XXIV. § 5. — XXVI, § 4.

2. Signalé en 1864 par E. de Rozière (*Revue de droit français et étranger* t. X, p. 253). Ce ms. provient de Petau, dont il porte le nom au bas du f° 1 et des f°s 30 et 75, r^o. — Des indications précises sur le texte du *Stilus* qu'il contient m'ont été fournies par mon confrère M. Poupardin, alors élève de l'École Française de Rome, et je lui en exprime ici mes bien vifs remerciments.

3. VII, § 8. — XIX, § 5, comme *D*.

4. XIX, § 3. — XXXI, § 1, comme *D*.

5. Ce ms. a été décrit par H. Loriquet, au tome XXXIX du *Catalogue général des mss. des bibliothèques publiques de France* (*Départements*), p. 161, n° 834. N'ayant eu que tardivement connaissance de ce ms., je n'ai pu faire état de ses variantes qu'à partir du chapitre XXVII.

6. Ainsi les chapitres III, VII à XII, XIII, XVI à XXXIII inclus.

ou des renvois aux Ordonnances de 1343 et de décembre 1363, avec indication des articles visés [1]. Les additions sont très rares [2]. Quelques passages omis ont été rétablis dans les marges [3]. Comme dans le ms. du Vatican (*U*) le chapitre *De causa novitatis* a été rejeté tout à la fin, formant le XXXIIIe et dernier chapitre, mais séparé du précédent par des textes de procédure étrangers au *Stilus* et intercalés par erreur. L'addition du chapitre *De alta, media et bassa jurisdictione* (qui ne se trouve que dans G et L), l'interversion des chapitres XXII et XXV, l'absence de l'arrêt rendu par Simon de Bucy en 1366 [4], sont encore à signaler.

X. = Bibliothèque municipale de Rouen, collection Leber, n° 3385 (5866). Papier. 53 feuillets. Hauteur : 0 m 252 largeur : 0 m 185. *XIVe siècle* [5]. Les particularités qui distinguent ce ms. sont : l'omission du chapitre *De causa novitatis*, l'interversion des chapitres XXII et XXV ; l'insertion d'une rubrique spéciale dans le § 6 du chapitre IV [6] ; l'omission du § 8 au chapitre IV [7], du § 11 au chapitre XVII ; au chapitre XIII § 3, la variante intéressante qui cite une Ordonnance de 1344 — vers la fête de Saint-André (30 novembre) — révoquant les grâces à plaider accordées aux évêques et aux grands seigneurs [8]; au chapitre XVII, § 5, l'omission de l'abbé de Montolieu et le remplacement de *per curiam* par *per presidentem* [9]. — Les additions sont rares [10] ;

1. *Stilus*, XII, § 1, 3, 12, — XIV, § 2. — XXIV, § 3.
2. XIV, § 10.
3. II, § 5. — XII, § 13. — XV, § 1.
4. XIX, § 3.
5. *Catalogue général des mss. des bibliothèques publiques de France* (*Départements*), t. II, p. 144, n° 3385. Ce ms. m'ayant été signalé en cours d'impression, je n'ai pu en donner les variantes qu'à partir du chapitre XXIX.
6. Après l'arrêt rendu contre Pierre de Ferrières (cf. *infra*. p. 28, ligne 10) « Quando est adjornare procuratorem Regis generalem in Parlamento ».
7. Comme dans *G* et *R* qui sont postérieurs.
8. Autres variantes à noter : § VI, 5. — XXIII, § 5. — XXIX, § 2. Au chap. XVI. § 4, petite note propre à *X*.
9. Comme dans le ms. de Reims (*V*).
10. Additions originales, II, § 1. — XII, § 5 et XX, § 5, 6. — XXVIII, § 9, 10, 11.

les notes marginales, également rares[1], ne peuvent guère être utilisées, parce que les marges ont été rognées par le relieur[2].

§ 2. *Classement des manuscrits.*

Les notices qui précèdent, en signalant, soit les ressemblances constantes, soit les affinités partielles, soit les divergences plus ou moins nombreuses, que révèle l'étude attentive des divers manuscrits du *Stilus*, ont déjà permis de discerner, parmi ces mss., plusieurs groupes ou familles, qu'il est impossible de confondre, mais qui cependant ne se distinguent pas toujours les uns des autres avec une entière netteté. Ce qui en rend le classement difficile, c'est que les copistes de la fin du XIVe siècle et ceux du XVe, préoccupés avant tout de l'utilité pratique, non seulement ont fréquemment rapproché et confondu dans leur rédaction le texte original et les additions ou annotations postérieures du ms. qu'ils copiaient, mais souvent aussi se sont servis de plusieurs manuscrits, qui différaient déjà les uns des autres et dont ils ont entremêlé les leçons par un choix plus ou moins arbitraire. « Il en est résulté, suivant la remarque de M. P. Guilhiermoz[3], que le texte original et les textes révisés ont réagi et contre-réagi entre eux d'une façon incroyable. » Malgré cette complication, il nous a semblé que les ressemblances et les différences caractéris-

— XIII, § 12. — XIX, § 4. — XXVII, § 30. — XXX, § 5. — XXXII, § 3. Les autres additions sont communes avec *C*.

1. A la suite du *Stilus*, et de la même écriture, ont été reproduites deux Ordonnances datées de mai 1302, qui sont en réalité de 1332 : l'une sur la proposition d'erreur, l'autre sur l'appel (*Ordonn.*, t. II, p. 80 et 51 ; et Arch. Nat., X1 à 8602, f° 6 v°, 9 mai 1332), et une troisième datée de 1346.

2. On trouvera, aux ADDENDA placés à la fin de ce volume, la description de deux autres manuscrits du *Stilus*, dont je n'ai eu connaissance qu'après la mise en pages de la présente feuille.

3. *Op. cit.*, p. 611.

tiques, constatées après une comparaison minutieuse des mss., étaient assez nombreuses pour nous permettre de démêler avec vraisemblance les influences diverses subies ou exercées par chacun d'eux, et que nous pouvions, sous la réserve des modifications que pourrait amener la découverte ultérieure de nouveaux mss., grouper ceux qui sont actuellement connus en quatre familles principales, dont voici les traits essentiels.

Première famille.

Dans cette famille rentrent tous les mss. du *Stilus* dont le texte, ayant subi le moins d'altérations, se rapproche le plus de ce que devait être le ms. original que nous ne possédons plus. Le principal est le ms. de la Bibliothèque nationale nº 4641[A], désigné par *A* ; mais, malgré les différences constatées plus haut, le ms. *D* (B. n. 9846) peut aussi être considéré comme un type de cette famille, à laquelle se rattachent également H, S et T.

Le ms. *A*, le moins retouché, est postérieur à 1366, mais dérive, comme on l'a vu, d'un ms. antérieur à l'Ordonnance de décembre 1344 et par conséquent contemporain de Guillaume Du Breuil, qui mourut en 1344 ou 1345.

Le ms. *D*, bien qu'étant de date plus récente (première moitié du XVᵉ siècle), suit de si près le texte de *A*, que si l'un ne dérive pas de l'autre, tous deux doivent certainement dériver d'un même texte antérieur que l'on peut avec vraisemblance considérer comme étant l'original du *Stilus*.

Les corrections mises en marge ou insérées dans le texte sont, dans l'un et l'autre ms., peu nombreuses, et la plupart de celles de *A* se retrouvent identiques dans *D* ; lorsqu'elles diffèrent, la leçon de *D* est presque toujours moins bonne que celle de *A*. Quant aux additions, il y en a peu dans *A*, et elles sont fort courtes ; elles sont plus fréquentes et plus

longues dans *D*, où quelques-unes ont passé dans le texte : ce qui dénote déjà une tentative de revision. A noter aussi, dans *D*, des omissions de phrases et de paragraphes, qui semblent voulues. Pour ces diverses raisons, malgré l'étroite parenté de *A* et de *D*, c'est le premier de ces mss. que nous avons, comme on le verra plus loin, pris pour base du texte de cette édition ; mais les leçons de *D* nous ont été extrêmement précieuses pour vérifier et au besoin rectifier celles de *A*.

Le ms. *H* (B. n. 4641ᴮ), qui est vraisemblablement de la seconde moitié du xvᵉ siècle, reproduit presque toujours fidèlement le texte de *A*, quelquefois celui de *D* [1]. — Des rares ressemblances que l'on constate entre *H* et *C* [2], *B* [3] *E* [4], *G* ou *F* [5], on ne peut tirer aucune objection sérieuse, pas plus que de l'omission du chapitre xxii, — signalée d'ailleurs par le copiste, — ou de quelques variantes sans grande importance [6].

Le ms. de Saint-Omer désigné par *S*, se rapproche étroitement des mss. précédents. Sans doute, il offre quelques affinités avec des mss. de la seconde famille comme *P*, *F*, *M* [7], mais dans l'ensemble il procède de *A*, — comme *H*, dont il est contemporain [8], — avec quelques traces de *D* [9].

Le ms. de Tours, désigné par *T*, reproduit aussi presque toujours le texte de *A*; cependant au chapitre xxxi, § 1, il se rapproche de *D*. Il a aussi quelques points communs

1. *Stilus*, iv, § 4. — v, § 2. — xi, § 4. — xiii, § 14. — xv, § 3 et l'arrêt rendu par le chancelier de Cherchemont. — xxxiii,, § 1.
2. ii, § 15. — v, § 1. — xxviii, § 17.
3. v, § 1. — vi, § 10, — vii, § 1. — xxiii, § 4. — xxvi, § 5. — xxxi, § 1.
4. Avec *E* : v, § 7. — vi, § 2, (arrêt exactement daté).
5. ii, § 4. — v, § 1. — xiii, § 2. — xxviii, § 6.
6. v, § 2. — vii, § 1. — xxvi, § 51 mis avant le § 50.
7. Avec *P* : ii, § 6. — iv. § 2. — Avec *F* : ii, § 4. — Avec *M* : vi, 10.
8. v. § 9. — vi, § 2 (date exactement l'arrêt). — xii, § 10. — xiii, § 13. — xv, § 3. — xxvii, § 25, 29. — xxviii, § 17. — Au chapitre xxvii, comme *H*, il met le § 51 avant le § 50.
9. v, § 1. — x, § 3. — xvi, § 1. — xvi, § 6. — xxviii, § 5.

avec *B*[1], *P*[2] et *C*[3], qui sont de la deuxième famille et ses contemporains.

Deuxième famille.

Cette famille est constituée par les mss. qui portent des traces manifestes d'une première revision sérieuse, caractérisée par des suppressions et des variantes notables, comme par l'interversion des chapitres XXII et XXV. Les types sont *B* et *P*, tous deux de la fin du XIVe siècle. Comme on va le voir, *B* a grandement influencé les mss. *E*, *Q* ; *P* plus spécialement *I* et *V* ; à son tour *E* a réagi sur *M*. Enfin *C*, qui occupe une place à part, et *X* ont, dans les premiers chapitres, des ressemblances significatives avec *B* et *P*.

Le ms. B. n. 5359, désigné par *B*, contient des additions[4] caractéristiques, des passages volontairement écourtés[5], des rectifications[6] et des omissions bien voulues[7]. Il offre de nombreuses différences avec *A*, — plus de 120 variantes ; — cependant il en a subi souvent l'influence, plus que du ms. *D*[8]. Il procède probablement d'un ms. inconnu, proche parent de *A*.

Le passage de *B* à *E* s'effectue tout naturellement, car ils ont plus de 150 leçons communes, dont 27 ont de l'importance[9] ; et elles ont été empruntées à *B* par *E* qui lui est sensiblement postérieur. *P*[10] et, dans la première

1. *Stilus*, IV, § 4 (var. *p*). — XVI, § 25.
2. II, § 5. — V, § 2.
3. II, § 3. — IV, § 4 (var. *o*).
4. V. *supra*, p. XXI, note 2.
5. XIX, § 9. — XXVII, § 8. — XXIX, § 6.
6. Ainsi : IV, § 4 — l'Ordonnance de 1363 rectifiant celle de 1332.
7. V. *supra*, p. XXI, note 2.
8. Je n'ai relevé que 43 leçons communes.
9. Par exemple : II, § 5, 6, 7. — IV, § 4. — IX, § 2. — XVI, § 25, 38. — XVII, § 12. — XVIII, § 2. — XIX, § 9. — XXII, § 2. — XXIII, § 4. — XXIV, § 3. — XXVI, § 8, 9. — XXVII, § 25, 34. — XXVIII, § 17.
10. Au chap. I, il débute comme *P* par la 2e personne, et 53 variantes de *P* se retrouvent dans *E*.

famille, *D* ont réagi sur lui[1] dans une faible mesure. Quelques autres affinités sont difficiles à préciser[2].

Le ms. *M* (B. n. 18,348) a été influencé par le précédent : ils ont plus de 60 leçons communes, et tous deux datent exactement l'arrêt célèbre du chapitre VI, § 2. Mais on trouve aussi dans *M* des traces de *B* et de *P*[3], de *T*[4] et de *D*[5].

Le ms. *P*, publié par H. Lot, se rapproche beaucoup de *B* (145 leçons sont communes[6]), et constitue avec lui l'un des types caractéristiques de cette famille. Il s'en distingue cependant par quelques différences notables[7] et a des points de contact avec *C*[8].

Le ms. *I* (B. n. 18,110) a subi l'influence commune de *B* et de *P*[9] ou de chacun d'eux séparément[10] ; celle de *C* seul et de *C* et *P*, sans qu'on puisse préciser davantage[11]. Mais, dans le classement des chapitres XXII à XXV, il suit les mss. de la première famille. On peut encore y signaler des traces de *E*[12] et de T[13].

Le ms. de Reims, désigné par *V*, se rapproche beaucoup

1. *Stilus*, IV, § 6 : allusion à l'arrêt du 19 juillet 1370. — XIV, § 11 même remarque que *D*.
2. XIII, § 14 : variante qu'il a pu prendre à *C*, ou à *D*, ou à *P*. — V, § 1 : addition qu'il trouvait dans *C* et dans *P*.
3. De *P* : IV, § 4. — V, § 1, 4. — VI, § 6.—XI, § 4. — XII, § 1.—De *B* : II, § 8. — IV, § 4. — VI, § 10. — VII, § 1. — IX, § 5. — XVI, § 45.
4. II, § 16. — XII, § 1. — XIII, § 14. — XXVIII, § 17.
5. V, § 1, 2, 10. — XXXIII, § 1.
6. On peut citer entre autres : VI, § 10. — XIII, § 3. — XVI, § 25, 35, 38, — XXIV, § 5. — XXVI, § 1, 2. Comme *B*, il omet la plus grande partie du § 39, au chap. XXVII, et les arrêts cités aux XIX, § 3 et XXXI, § 1.
7. Par exemple : XII, § 13. — XVI, § 23,—XXV, § 4, —XXVIII, § 5, reproduits par *B*, manquent dans *P*. — Le chap. XVIII, *De causa novitatis*, reproduit par *B*, manque dans *P*.
8. XIII, § 13. — XIV, § 4. — XVII, § 4. — XXI, § 2, 5. — XXV, § 4.
9. II, § 5. — XIII, § 3. — XVI, § 23. — XVII, § 5. — XIX, § 3. — XXV, § 5. — XXVII, § 34, 46. — XXXI. § 1.
10. De *B* : VI, § 10. — VII, § 2 — XVI, § 23. — XIX, § 5. — XXII, § 2. — XXVI, § 1. — XXXI, § 1. — XXXII, § 3. — De *P* : V, §6. — XIV, § 4. — XVII, § 13.
11. De *C* seul : VII, § 2. — XXV, § 2. — De *C* et *P* : X, § 3. — XI, § 4. — XII § 1. — XIII, § 14. — XIV, § 4. — XXIX, § 2.
12. VI, § 2[3]. — XIV, § 11. — XVIII, § 17.
13. V, § 9. — VI au titre. On peut aussi signaler des ressemblances avec *D* et *P* : V, § 10. — VI, § 10.

de *P* seul[1], de *P* et *B* dans leurs parties communes[2], un peu de *S* et de *H*[3], de *C*[4], de *X*[5].

Le ms. de Bordeaux, désigné par *Q*, omet comme *B* et *P*, la plus grande partie du § 39 au chapitre *De commissariis*, ainsi que les arrêts cités aux chapitres XIX, § 3 et XXXI, § 1. En outre il reproduit 174 leçons ou additions de *B*[6], 68 de *P*[7]. Il en emprunte encore à *C*[8], à *E*[9], à *X*[10]. Il offre aussi des ressemblances avec *I*, sans qu'on puisse décider lequel des deux a copié l'autre[11].

On peut encore rattacher à la deuxième famille le ms. de Rome désigné par *U*. Comme *P*, il débute par la deuxième personne au chapitre I, et, comme *V*, il rejette à la fin du *Stilus* le chapitre *De causa novitatis*. Cependant il a été aussi influencé par *D*[12] dont il reproduit même les allusions au droit poitevin.

Hors rang, il faut placer le ms. *C*, qui a bien des affinités avec *B*[13] et surtout avec *P*[14], mais que le parti pris d'abréger phrases et paragraphes oblige à mettre à part.

Le ms. de Rouen, *X*, dans les six premiers chapitres, se rapproche sensiblement de *C*[15], bien qu'il se sépare de lui

1. *Stilus*, II, § 4. — V, § 1. — VII, § 6. — X, § 3, 6, 10. — XI, § 4. — XIII, § 1, 9, 13, 14. — XIV, § 4. — XX, § 9. — XXI, § 5. — XXVII, § 13. — XXVIII, § 1, 4, 15, 16. — XXIX, § 3. — XXXI, § 1.
2. XII, § 1. — XVI, § 4, 25. — XIX, § 3. — XXVI, § 1, 2, 8. — XXVII, § 13. — XXVIII, § 4. — XXX, § 6.
3. II, § 4 *in fine*.
4. Prooemium. — XII, § 20.
5. IX, § 4. — De *E* et *X* : XXXIII § 1.
6. Ainsi : I. — II, § 5. — IX, § 2. — X, § 3. — XIII, § 3. — XVI, § 19, 20, 23, 25, 33, 35, 37, 38, 45. — XVII, § 6, 12. — XIX, § 9. — XXII, § 2. — XXIV, § 5. — XXVI, § 1, 8. — XXVII, § 19, 46. — XXVIII, § 17. — XXIX, § 6. — XXXI, § 1.
7. Par exemple : XI, § 3. — XVI, § 20. — XVII, § 4, 6.
8. XVI, § 14.
9. X, § 6. — XII, § 12. — Avec *D* : XXIX, § 6.
10. XVI, § 35, 36.
11. IV, § 1. — VII, § 2[3]. — XII, § 3.
12. Cf. VII, § 8. — XIX, § 5. — XXXI, § 1.
13. XIX, § 3. — XXXI, § 1. — interversion des chap. XXII et XXV ; suppression du § 39 au chap. XXVII.
14. Comme *P*, il supprime le chap. *De causa novitatis* (XVIII).
15. II, § 2, 3, 4, 12, 13, 16, 17. — IV, § 3, 4, 6. — V, § 4. — VI, § 3, 5.

dans quatre passages intéressants [1]. Ensuite c'est avec *P* que la ressemblance est le plus fréquente [2]. En trois endroits il se rapproche de *S* [3] et de *T* [4].

Troisième famille.

Ces manuscrits dérivent de ceux de la précédente famille : on y constate le même classement des chapitres et les mêmes omissions notables; mais ils ont subi, en outre, des changements, et reçu des additions qui permettent de les grouper en une famille distincte.

Le ms. G (B. n. 14669) offre le meilleur type de ce groupe nouveau. Dans l'ensemble, il dérive de *B* et de *P* [5], avec des traces de *C* [6], de *E* [7] et de *X* [8]; on y aperçoit aussi certaines influences de *D* [9] et de *T* [10] ; mais, en outre, comme on l'a vu dans la description précédemment donnée (*supra*, p. XXVI), il porte la trace de retouches plus profondes : additions, retranchements et notes qui lui sont propres, adjonction d'un nouveau chapitre et de deux abrégés résumant des chapitres antérieurs. Par là *G* se distingue nettement des autres mss. déjà étudiés.

L (B. n. 9845) doit être placé à côté de *G*. Cependant il ne le suit pas servilement : en plus d'un endroit il s'en sépare [11] par de longues notes, d'importantes additions

1. *Stilus*, II, § 6, 7, 11. — V, § 5.
2. V, § 1. — VI, § 10. — VII, § 1, 7. — XIII, § 1, 9. — XVI, § 9 *bis*, 14, 35. — XVII, § 4. — XX, § 23. — XXV, § 6. — XXVI, § 8. Comme dans *CPU*, le chap. *De causa novitatis* est omis.
3. II, § 4. — XV, § 3.
4. VI, § 3.
5. Influence de *P* seul, VI, § 6, et surtout V, § 5.
6. II, § 7. — IV, § 6. — V, § 1. — XIII, § 8.
7. VI, § 2 (date exacte de l'arrêt).
8. XXVII, § 25.
9. I Avec *D* : I in fine. — V § 2. — in fine, V, § 3. — VII, § 10. — VIII, § 1. — XIII, § 6. — XIV § 13. — XVI, § 5. — XIX, § 3. — XXVII, § 51 : suppression du §. — XXVIII, §. 5 — XXIX titre.
10. II, § 15. — IV, § 2. — XXXI, § 1.
11. II, § 16. — XXXII, § 2, 3. — Il termine le chapitre XVI (*De materia duelli*) au § 33.

qui lui sont propres[1], et renvoie plus souvent que les autres mss. au droit canonique.

Le ms. *F* (B. n. 4643) a de nombreux points de contact avec *G*[2], et surtout avec *L*[3], qu'il a peut-être influencé, car il parait être d'une date un peu antérieure. On relève aussi des traces de mss. de la seconde famille : de *C*[4], de *I*[5], de *B* et *P*[6]. Comme *C* et *P*, il supprime le chapitre *De causa novitatis*[7].

Le ms. *K* (B. n. 9844) présente des analogies avec *G*[8], *F*[9], et *L*[10], sans qu'on puisse établir entre eux une filiation précise. Il a subi dans un certain nombre de passages l'influence de mss. de la seconde famille, *B* et *P*[11], *C*[12], *E*[13], *I*[14], et d'un ms. de la première, *D*[15].

Le ms. de Grenoble, *R*, dérive manifestement de *F* et de *L*. *L* d'abord[16] domine dans les cinq premiers chapitres, puis son influence va en diminuant jusqu'au chapitre xv, et ensuite s'efface devant celle de *F*[17]. Mais dans bien des

1. *Stilus*, II, § 6, 9, 10, 12, 14, 16. — III, § 2. — IV, § 1, etc. Elles ont été signalées dans la description du ms.
2. I. — III. § 2. — IV, § 4. — XII, § 1. — XIII. § 2, 14. — XXVIII, § 5,
3. Proemium. — I (emploi continu de la 3e personne). — II, § 5, 7. — III, § 2. — IV. § 4. — V, § 1, 5, 10. — VI, § 6. — VII, § 10. — VIII, § 1. — IX, § 1, 4 (note et arrêt du 4 février 1391). — X. § 3, 6, 9. — XI, § 2. — XII, 2, 7, 12, 20. — XIII, § 1, 3, 5, 13, 14, 16, 17. — XV, § 3. — XVII, § 3. — XIX, § 1, 2, 5. — XXVII, § 44, 46.
4. V, § 4 et 8. — VIII, § 2. — XII, § 9.
5. IX, § 2. — XXVII, § 3, 5.
6. V, § 2. — VI § 10. — XIII, § 9. — XVI, § 23. — XIX, § 3. — XX, § 13. — XXIV, § 5. — XXV, § 4. — XXVI, § 1, 2, 9. — XXVII, § 46. — XXXII, § 1.
7. Notons aussi que dans III, § 2. et V, § 1. *F* reproduit des notes de *D*.
8. I. II, § 12, 15. — XVI, § 22, 49. — XIX, § 2.
9. VI, § 10. — X, § 2.
10. XII, § 20.
11. VI, § 24. — VII, § 6. — XI, § 3. — XII, § 17. — XIII, § 1, 3, 14. — XIV, § 4. — XVI, § 1, 14, 35. — XIX, § 4. — XX, § 9, 13. — XXIV, § 5. — XXV, § 1, 4. — XXVII, § 34, 36. — XXVIII, § 17. — XXXI, § 1.
12. VIII, § 2. — XIII. § 13. — XIX, § 8. — XX, § 15. — XXI, § 5.
13. V, § 9. — IX, § 5. — XXVII, § 52.
14. IV, § 1.
15. V, § 2. — XIV, § 11. — XIX, § 3.
16. Influence de *L* seul : II, § 7, 10, 14, 16, 18. — IV, § 4. — V. § 8. — VI, § 10. — VII, § 5, 6. — XI, § 3, 4. — XII, § 7, 20. — XIII, § 14. — — XVII, § 7. — XXIII, § 5. — XXVI, § 8. — XXVII, § 10, 19, 34, 36, 47.
17. Influence de F seul: II, § 2, 12. — V, § 1. — VI, § 5, 9. — XI, § 4. — XII, § 14. — XIII, § 1, 3, 4. — XVI, § 18, 23, 25, 28, 29, 40, 42, 49. —

paragraphes[1] *F* et *L* s'unissent pour l'influencer. *R* provient donc de la combinaison de ces deux mss. ou d'un ms. antérieur, de la seconde famille, dans lequel *F* et *L* auraient aussi largement puisé. Dans ses emprunts à *F* et à *L*, il conserve une certaine originalité : tantôt il s'arrête avant eux[2] ou bien débute et continue autrement[3]. Ici il prend une note, mais laisse les voisines[4], ou garde la note et dédaigne l'addition[5] ; là il prend la variante sans les notes et les continuations qui les accompagnent[6]; dans un chapitre (XXVIII), il prend tout ce que *F* ajoute sans tenir compte des notes, dans un autre (XXX), il n'emprunte que les variantes. A un endroit il modifie la date d'un arrêt cité par *F* et *L*[7] et dans un autre il néglige l'Ordonnance qu'ils ont citée[8]. — On peut encore signaler, dans *R*, quelques traces de *K*[9] et de *G*[10], et çà et là l'influence de mss. de la seconde famille, *P*[11], *C*[12], *I*[13] et *Q*[14].

Le ms. *N* (B. n. Nouv. acq. lat., 198) appartient à la troisième famille par ses ressemblances avec G[15]. Mais il a été influencé par des mss. de la seconde famille, *B* et *P*[16], *C*[17],

XIX, §, 2, 3, 11. — XX, § 7, 9, 13, 15. — XXIII, § 2. — XXIV, § 1. 4, 5. — XXVI, § 2, 5, 7, 8. — XXVII, § 4, 7, 9, 12, 22, 33, 39, 40, 52. — XXVIII, § 6, 8, 11, 17. — XXIX, § 2. — XXXI, § 1 2, 7.

1. *Stilus*, II, § 3, 4, 5. — IV, § 4. — V, § 5, 10. — IX, § 4. — X, § 9. — XII, § 12. — XIII, § 1, 14, 16. — XIV, § 4. — XVII, § 3. — XIX, § 5. — XXIV, § 2. — XXV, § 4. — XXVI, § 9. — XXVIII, § 5. — XXXIII, § 1.

2. II, § 5.

3. IV, § 4.

4. Chap. XV.

5. XIII, § 13. 14.

6. II, § 4. — VI, § 10. — XII, § 2.

7. XIX, § 5 : 1389 au lieu de 1326.

8. XXIV, § 2 : l'Ordonnance de 1368.

9. XXVI, § 11.

10. IV, § 8., omission du §. — XIX, § 6.

11. IV, § 7. — V, § 2. — XIV. § 11. — XVI, § 38. — XXVII, § 16, 23, 25.

12. IV, § 9. — X, § 2. — XXVII, § 46.

13. XVI, § 35.

14. XXVII, § 30.

15. II, § 6, 11, 15. — III, § 2. — IV, § 4. — V, § 2. — XXXI, § 1.

16. II, § 4. — VII, § 6. — XII, § 1. — XIII, § 3. — XVI, § 25, 31. 33, 35, 45. — XX, § 6; 9, 13. — XXV, § 4. — XXVII. — § 36, 46. — XXVIII, § 17. — XXXIII, § 1.

17. XIV, § 6.

X[1]. On peut signaler aussi des traces d'un ms. de la première famille, H[2].

Quatrième famille.

Transcrit au commencement du xvie s. et par conséquent le dernier en date, le ms. *O* (B. n. 4644) a subi l'influence de la plupart des mss. qui précèdent. Dans la première famille il emprunte à *D*[3] et à *H*[4], dans la seconde surtout à *B* et *P*[5], puis à *E*[6], *I*[7], *Q*[8], et dans la troisième à *L*[9], *K*[10] et *N*[11]. Dans le classement des chapitres xxii-xxv, il suit les mss. de la seconde famille. Cependant quelques notes[12], variantes[13] et suppressions intéressantes sont bien à lui. — L'omission de certains détails de procédure et les modifications purement verbales que l'on constate dans nombre de phrases (cf. *supra* p. XXXI) dénotent une nouvelle révision du texte, la dernière, sans doute, puisque les éditions imprimées font déjà leur apparition. On peut donc constituer avec *O* une quatrième famille, qui a son importance, car les éditions de Descousu et de Dumoulin lui doivent beaucoup[14].

1. *Stilus,* xix, § 11. — Avec *Q* : xvi, § 21.
2. v, § 9.
3. ii, § 1, 4. — iii, § 2. — xxxiii, § 1.
4. ii, § 4. — v, § 7. — xv, § 3.
5. ii, § 4. — vii, § 1, 6. — xi, § 3, 4. — xii, § 1. — xiii, § 1, 3. — xvi § 38, 45. — xxii, § 2. — xxvi, § 8. — xxvii § 10, 25, 36, 46. — xxxi, § 1.
6. iv, § 9 : note de *E* passée dans le texte de *O*.
7. iv, § 1. — xii, § 3.
8. vi, § 2²-2³.
9. ii, § 9.
10. vi, § 2⁴. — xv, § 2. — xvi, § 18 : « Sequitur defensio rei in causa duelli ».
11. xviii. § 15. — xxvii, § 31.
12. iv, § 7. — v, § 7. — x, § 3. — xiv, § 4.
13. xi, § 7. — xxvi, § 10 : l'arrêt est omis. — xxvii, § 13.
14. v. P. Guilhiermoz, *op. cit.*, p. 174.

§ 3. *Traductions françaises manuscrites du Stilus.*

Indépendamment du texte latin du *Stilus Parlamenti*, conservé par les manuscrits que je viens de décrire, on en possède une ancienne traduction française, qui date de la fin du XIVe ou de la première moitié du XVe siècle, et où l'on peut voir une nouvelle preuve du succès obtenu par l'œuvre de Du Breuil. Cette traduction française fut insérée dans la compilation connue sous le nom de *Grand Coutumier de France*, qui a été composée entre 1387 et 1389 par Jacques d'Ableiges [1]. Elle figure notamment dans les trois mss. suivants du *Grand Coutumier*: Bibl. nat. fr. 10816 (XVe siècle), Bibl. nat. fr. 5277 (daté de 1477), Bibl. Vaticane, 4790 (daté de 1445) [2]. Dans le premier, elle se trouve placée au milieu du livre I du Grand Coutumier [3], à la suite d'Ordonnances royaux, du Style de la Chambre des Enquêtes et du Style des Commissaires du Parlement; dans les deux autres, elle a été rejetée à la fin de la compilation, après le quatrième livre [4].

1. V. sur cette compilation : L. Delisle, *L'auteur du Grand Coutumier*, dans *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile de France* t. VIII, 1881, p. 140 et ss. — F. Aubert, *Les sources de la procédure au Parlement*, 1890, p. 29-34 (extr. de la *Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. LI). J'ai fait remarquer plus haut que l'on trouve dans le *Grand Coutumier*, indépendamment de cette traduction intégrale du *Stilus*, un grand nombre de passages, latins et français, littéralement empruntés à l'œuvre de Du Breuil (Cf. *supra*, p. XII).

2. Consulter sur le ms. B. nat., 10816, L. Delisle (*op. cit*,); — sur le ms. B. nat., 5277, l'introd. placée par Laboulaye et Dareste en tête de leur édition du *Grand Coutumier*, p. XXIV et XXXV; — sur le ms. Vatican 4790, E. de Rozières, *Revue hist. de droit français*, t. X, 1864, p. 251 et ss., E. Langlois, *Notices et extraits des mss.*, t. XXXIII, 2e partie, p. 267, et Ol. Martin, *Le ms. Vatican 4790 et le Grand Coutumier de Jacques d'Ableiges*, dans *Nouv. revue hist. de droit français*, 1906, p. 630 et suiv.

3. F° 88 à 141 : « Item le traictié maistre Guillaume du Brueil *super eodem.* » Cf. *Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. LXVI, 1905, p. 675.

4. B. nat. 5277, f° 184 à 243 : « Ci commence le stille de la noble court de Parlement à Paris. » — Vatican 4790, f° 123 à 154 : « Traictié maistre Guillaume du Breuil sur le Stille de Parlement. »

A la suite de son édition du *Stilus Parlamenti*[1], H. Lot a publié intégralement cette traduction d'après le ms. Bibl. nat. fr. 5277; il fait remarquer, dans son introduction, combien elle est incorrecte : les contresens et les non-sens y abondent, les omissions et les erreurs de noms y sont fréquentes[2].

La plus ancienne édition imprimée du *Grand Coutumier*, celle de 1514 (Paris, Galliot Dupré, in-4°), dont l'édition publiée en 1868 par Ed. Laboulaye et R. Dareste n'est que la reproduction textuelle, ne contient pas la traduction complète du *Stilus*, mais seulement celle d'une vingtaine de chapitres[3], sous le titre de « Aucuns notables moult practicables extraits du Stille de la Court de Parlement[4] ».

Je n'insisterai pas davantage sur ces anciennes traductions : inexactes et incomplètes, elles sont d'un faible secours pour l'éclaircissement du texte latin. Il eût été cependant intéressant de savoir sur quels manuscrits latins du *Stilus* elles ont été faites. Mais après un examen approfondi, il a fallu reconnaître que dans l'état actuel de nos connaissances, ce petit problème était insoluble. Les versions données par les mss. Bn. 10816 et 5277 et Vat. 4790 ont entre elles un certain nombre de ressemblances[5];

1. V. *infra*, p. LXVII.
2. Le ms. du British Museum, coté Harley 4426 et désigné dans le Catalogue de 1759 (t. II), sous le titre de « Stile de la court de Parlement... » est probablement aussi une traduction française du *Stilus*. C'est un point que je n'ai pu vérifier.
3. Ce sont ceux qui correspondent aux chap. II à XVII et XXI de la présente édition; la traduction s'arrête donc au milieu de la matière de l'appel. Le chapitre du duel (XVI de notre éd.) qui n'avait plus d'intérêt pratique au XVe, ni au XVIe s., manque dans toutes les anciennes traductions.
4. V. éd. Laboulaye-Dareste, p. 673 à 766. L'édition du *Grand Coutumier* publiée en 1536 par Galliot Dupré, reproduit la même traduction écourtée (f°s 261-299).
5. Au chap. II, § 4, tous ajoutent un arrêt rendu pour l'abbé de Lagny « *contra Marguaritam de Remis* » et dont la provenance ne peut être précisée; au § 5, avant l'arrêt de 1325, ils font allusion à un arrêt rendu contre la comtesse d'Artois et visé au paragraphe précédent par les mss. B E I Q;

mais les différences qui les séparent sont encore plus nombreuses et plus graves [1], et aucune de ces versions ne correspond exactement à l'un ou à l'autre des manuscrits latins précédemment décrits. Elles ont été faites d'après des manuscrits qui n'ont pas été retrouvés, mais qui paraissent se rattacher à la seconde famille.

IV. — ÉDITIONS IMPRIMÉES DU STILUS

1. Édition incunable.

Pendant les dernières années du xve siècle, l'œuvre de Guillaume Du Breuil, qui était d'une si grande utilité pour les praticiens, commença à être multipliée et propagée par l'imprimerie. La Bibliothèque nationale (Rés. F. 2291) et la Bibliothèque municipale de Toulouse (Inc. n° 168) possèdent chacune un exemplaire d'une édition imprimée du *Stilus*, qui offre tous les caractères des incunables [2]. Elle ne

tous omettent l'arrêt cité au chap. xxxi, § 1, suppriment le chapitre *De duello* et dans l'ordre des chapitres xxii-xxv s'écartent des mss. de la première famille. Dans tous, les noms des personnes citées par Du Breuil sont étrangement défigurés, cependant le ms. 10816 est plus soigné et moins incorrect.

1. Le ms. Vat. 4790 est incomplet, il ne renferme ni le chapitre i ni les douze derniers chapitres ; en outre, il omet les cinq premiers paragraphes du chap. xvii, et le § 1 du chap. xxi ; au chap. v, il offre une variante, et au chap. xii, § 19, une addition qu'on ne trouve dans aucun des mss. du *Stilus* décrits précédemment. — De son côté, le ms. 5277 qui semble s'inspirer, ici de K (ii, § 1), là de L (x, § 3), de F (xvii, § 5), de G R ou X (iv, § 8) contient aussi des additions (ii, § 4, 8. — v, § 1, 9. — xii, § 5, 14), des variantes (ii, § 15. — iv, § 6. — v, § 9. — etc.), des suppressions (xxiii, § 6) et des changements de paragraphes (xxviii, § 12 à 17) dont on ne peut dire l'origine. Au chap. xxxiii, § 1, il cite l'arrêt rendu en 1370 contre Henri de Bar, que les mss. D, E, K mentionnent au chap iv, § 6. — Le ms. 10816, le meilleur des trois, reporte aussi au xxxiii, § 1, l'arrêt de 1370, mais dans l'ensemble il diffère du ms. 5277 et du Vat. 4790, il cite en français les arrêts du *Stilus*, mais du f° 108 v° au f° 112, v°, il les transcrit en latin.

2. Un autre exemplaire de cette édition a été récemment mis en vente dans le *Bulletin de la librairie Damascène-Morgand* (nouv. série, n° 3, avril 1905, n° 568).

porte ni date, ni lieu de publication, ni nom d'imprimeur; mais en la comparant à l'un des premiers livres imprimés à Toulouse par le typographe allemand Henri Mayer, l'« Ymitacion Jhesu Christ », qui est datée du 28 mai 1488, les bibliographes ont constaté qu'elle était imprimée avec les mêmes caractères gothiques, la même justification, le même papier [1]. On peut donc, avec une extrême vraisemblance, l'attribuer au même typographe, et comme Henri Mayer a exercé l'imprimerie à Toulouse depuis 1484 jusqu'en 1498 [2], c'est pendant cette période, probablement aux environs de 1488, que le *Stilus* aurait été imprimé par lui, dans cette ville [3].

Voici la description bibliographique de cet incunable :

Fol. 1 (*titre de départ*). Stilus curie parlamenti domini nostri || regis, per quem stilum omnes curie supreme || parlamenti tocius regni francie regun || tur et gubernantur ac domini officiarii et || curiales eiusdem, Editus a magistro || Guillermo de brolio, feliciter incipit.

Fol. 96 (*à la fin*). Opus stili parlamenti curie finit feliciter.

— S. l. n. d. [Toulouse, Henri Mayer, 1484-1498], in-4, goth., 98 ff dont 96 ch., 1 f. de table et 1 f. blanc, 26 l., sign. a- l^{8} m^{10}.

D'après quel manuscrit a été faite cette édition, dont le

1. Desbarreaux-Bernard. *L'imprimerie à Toulouse aux XV*

1. Desbarreaux-Bernard. *L'imprimerie à Toulouse aux XVe, XVIe et XVIIe siècles*, 2e éd., 1868, p. 97, et *Catalogue des Incunables de la bibliothèque de Toulouse*, t. I, p. 149, n° 168. — M. Pellechet. *Alphabets des imprimeurs du XVe siècle*; dans la *Revue des Bibliothèques*, 3e année, 1893, p. 314.

2. Macarez. *Étude sur l'origine et la propagation de l'imprimerie à Toulouse au XVe siècle* dans le *Bulletin hist. et philol. du Comité des travaux hist.*, 1898, p. 242-251.

3. Ce qui vient encore à l'appui de cette attribution, c'est que Toulouse, d'une part avait dans son Université une Faculté de droit jouissant d'un grand renom, et d'autre part était devenue définitivement, depuis 1443, le siège d'un Parlement qui avait pour origine l'Auditoire de droit écrit, institué au Parlement de Paris sous Philippe le Hardi, pour les appels des procédures méridionales; la procédure et la jurisprudence de la Cour Toulousaine étaient par conséquent calquées sur celle de ce dernier Parlement. Il est même remarquable que c'est à un président de la Chambre des Enquêtes du Parlement de Toulouse, Étienne Aufréri, qu'est due la première glose complète du *Stilus Parlamenti*, vers 1495.

texte est d'ailleurs déparé par de nombreuses fautes d'impression? Il est possible que l'éditeur ait utilisé plusieurs manuscrits; peut-être n'en reproduit-il qu'un seul, mais on ne peut présentement rien préciser. Généralement le texte est conforme à celui des manuscrits de la première famille; les additions sont rares et les plus remarquables se trouvent dans le ms G (B n. 14.669) [1]. Mais il ne reproduit pas d'autres passages de G, et ne mentionne pas, comme lui, le duel de Jacques Legris (ch. XVI). Au chap. IV, § 4, il termine comme I et K, et au ch. V, § 10, il a l'addition de Q. Au chap. VII, § 1, il reproduit la variante des mss. de la deuxième famille, variante qui se retrouve aussi dans Q; au § 11, il termine comme H et S; enfin au chap. XXVIII, § 17, il a l'addition de B, E, K L, Q.

Dans le classement des chapitres, l'ordre suivi est celui des mss. de la première famille, mais l'éditeur subdivise en trois le long chapitre *De commissariis*, et à la fin ajoute deux chapitres: l'un, intitulé *Quorum appellationes non recipiuntur*, est augmenté d'une liste des bailliages et sénéchaussées dont les causes étaient inscrites au rôle du Parlement; l'autre, *De cautelis advocatorum*, est un recueil d'avis et de conseils à l'usage des avocats. Il y a donc en tout trente-cinq chapitres.

On constate l'addition de quelques mots sans importance, de renvois au droit romain et au droit canonique, celle d'un paragraphe et de deux phrases dont je n'ai trouvé trace dans aucun des mss. examinés jusqu'ici [2].

1. Les voici: ch. I: *subdole adverte et truffando repelle*. — II, § 6, in fine: *sed pone quod*..., § 7: in fine. § 11: *vidi tamen*.. § 14: in fine. § 16: date de l'arrêt. — Il fond ensemble les chap. II et III par l'addition: *Nota quod Pares*, et termine par: *Item nota quod servientes*... comme G. — IV, § 4: *Hoc die infra tres menses*. — § 6: *de isto assecuramento*. — V, § 2: *Item si vellet*. — VI, § 2, 9, 10 in fine. — VIII, § 7, in fine. — X, § 7, in fine.

2. Au chap. I, pour ménager une transition entre le début qui est à la troisième personne et le reste du chapitre qui est à la deuxième, l'éditeur

De cet examen on peut conclure que l'incunable de Toulouse s'est inspiré d'un ms. de la première famille qui n'est pas encore retrouvé, qui a lui-même influencé G et Q et qui aurait servi de transition avec la deuxième famille ; ou bien, que l'éditeur a eu sous les yeux plusieurs mss. Mais, à mon sens, la première hypothèse serait la plus vraisemblable.

2. Éditions d'Antoine Robert.

A. Édition de 1512.

Moins rare que la précédente est l'édition parue en 1512, chez Guillaume Eustace, libraire juré de l'Université de Paris, en vertu d'un privilège en date du 6 septembre 1512, et préparée sous la direction du greffier criminel au Parlement, Antoine Robert[1]. En voici le titre :

Fol. 1 (*En rouge*) Stilus parlamenti Curie domini nostri Regis || Francie, per quem stilum omnes curie supreme par || lamentorum totius regni reguntur et gubernantur || et ipso advocati et procuratores in prefata supre || ma curia practicantes utuntur[,] quondam editus a || perito viro domino Guillermo de Brolio, olim pre || dicte curie advocato. [*Marque de Guillaume Eustace*]. Venumdantur Parisius in vico Judaico apud int || ersignium duorum Sagittariorum aut in palatio || Regio tertio pilari.

a mis : *O tu qui cupis advocatus esse*. Au chap. II, § 2, il y a un mot ajouté : *premissa* VOCABULA *fallunt*. A la fin du ch. III, l'incunable ajoute un paragraphe que j'ai reproduit dans la présente édition. Au chap. VI, § 6, il ajoute aussi un membre de phrase, et au ch. XX, § 9, un nom propre, que j'ai recueillis. Au chap. XXXI, § 1, il fait allusion à l'arrêt prononcé le 22 nov. 1367 par les présidents « *de Seméville et P. de Ordeomonte*, comme les mss. D, X, U. Au chap. VI, il date l'ordonnance du Parlement de l'année 1300 : *m° ccc° die sabbati.*

1. Mentionnée par P. Guilhiermoz, *op. cit.*, p. 611. L'exemplaire décrit ici se trouve à la Bibl. Nat. (Réserve F. 2281). Un autre exemplaire à la Bibliothèque mun. de Toulouse, est signalé par Desbarreaux-Bernard (*op. cit.*, p. 99, n° 113).

Fol. 65 v°, à la fin:

Finit Stilus || parlamenti domini nostri Regis || Francie editus a Magistro Guillermo de Brolio || tempore suo advocato et antiquiore ejusdem parla || menti, Impressus Parisius procurante et auctore no || bili viro Magistro Anthonio Robert no || tario et || secretario Regio ac graphario criminali supreme || curie parlamenti ipsius; impensis honesti viri Guil || lermi Eustace, universitatis Parisien. librarii jurati || commorantis in vico Judaico in intersignio duor || um sagittariorum. Anno domini Millesimo quin || gentesimo duodecimo. Quod quidem opus dictus || grapharius corrigendum et prefato Eustace impri || mendum ipsius supreme curie nutu tradere curavit.

In-8°; car. goth.; 68 ff. dont 65 ch., 3 n. ch. (contenant la table des matières, le privilège et une seconde marque du libraire, différente de la première); 33 et 34 l.; sign. A—J.

Dans cette édition, le texte de Du Breuil a subi plusieurs modifications, surtout pour l'ordre et la composition des chapitres[1]: à partir du chapitre *De materia duelli*, il suit les mss. de la deuxième famille, surtout de B et P[2]; puis, du ch. XXVI à la fin, il adopte un ordre particulier: ajoutant le chapitre *de alta, media et bassa justicia*, emprunté, avec des variantes insignifiantes, à G et L, mss. de la troisième famille, et rejetant à la fin le chapitre *De commissariis*, subdivisé en cinq parties[3], il arrive à un total de trente-neuf chapitres. Çà et là, des citations de droit romain ou canonique et des notes ont été incorporées au texte.

1. Les chapitres II et III sont fondus ensemble, et pour faire un ch. III, on a pris les trois premiers §§ du ch. IV. Celui-ci a reçu ce titre, emprunté à une rubrique de B et E : *Infra quod tempus adjornamentum appellationis debet impetrari et sequi*. Le chap. XVI (*De materia duelli*) est subdivisé en quatre chapitres.

2. Comme dans ces mss., les arrêts de 1366 et 1367 sont omis.

3. La première (chap. 35) porte une rubrique imaginée par Robert : *Incipit littera commissariorum per curiam parlamenti datorum pro inquesta facienda*.

B. Édition de 1515.

Trois ans plus tard, un autre libraire parisien, Gllio Dupré, publia une nouvelle édition du *Stilus*[1], avec des additions et des remaniements :

Titre : ℭ Stilus supreme curie parlamenti per quem || omnes curie reguntur et gubernantur, noviter corre || ctus et emendatus. ℭ Ordinationes Philippi regis super. XIII. punctis || stili curie parlamenti. ℭ Textus pragmatice sanctionis cum summariis et || divisionibus [magistri Cosme Guymier]. ℭ Regule cancellarie Romane Curie Julii secundi || pontificis. ℭ Pragmatica sancti Ludovici nunquam usque huc in lu || cem emissa || . ℭ Cum singulorum tabulis. || ℭ Cum privilegio[2] regio invictissimo. || 1515. || ℭ Venundantur Parisius, apud Galiotum du || pre, in aula regia Palatii, sub secundo pilari, cu || jus ere impressi sunt.

A la fin du Stilus (*f*° *35*) : Finit Stilus parlamenti domini nostri Regis Francie editus a Ma || gistro Guillermo de Brolio tempore suo advocato et antiquiore || ejusdem parlamenti. Impressus parisius procurante et auctore no || bili viro Magistro Anthonio Robert notario et secretario Re || gio, ac graphario criminali supreme curie parlamenti ipsius.

A la fin du recueil, f° *75 v*° : ... Impressa Par || isius sumptibus et ex || pensis Galioti du || pre bibliopole. Anno domini || Millesimo quingentesimo XV. XX || Aprilis.

In-4° ; car. goth. ; 46 l. ; 3 ff. n. ch., 75 ff. ch. et 1 bl., portant au v° la marque de Galliot Dupré. Sign. A-N.

Cette seconde édition de Robert diffère de la première par de nouveaux et plus graves défauts de numérotation[3], une nouvelle confusion de chapitres[4] et surtout par la

1. J'ai consulté l'exemplaire conservé à la Bibl. Sainte-Geneviève que M. Ch. Mortet a bien voulu m'indiquer et qui porte la cote : F. 4° 726 Rés. Cet exemplaire a quelques corections à la main, par ex. chap. I : *magis acute et solito loquaris*, corrigé ainsi : *vivaciter et acucius solito*, variante empruntée à O (4ᵉ famille).
2. Le texte du privilège annoncé ne figure pas dans le volume.
3. Le ch. IV est marqué V ; le ch. XIII est suivi du chapitre XVIII.
4. IX et X confondus ensemble.

suppression du chapitre *De materia duelli*, qui depuis longtemps n'avait plus d'intérêt pratique.

3. Éditions de Descousu.

Les éditions qui eurent le plus de succès pendant la première moitié du XVIe s. furent celles du savant jurisconsulte et helléniste, Celse Hugues Descousu [1].

A. *1e édition, Lyon, 1513.*

Cette édition, publiée à Lyon chez le libraire Simon Vincent, a été signalée par M. P. Guilhiermoz [2], d'après un très rare exemplaire, qui est à la Bibliothèque de la ville de Lyon (nº 126613). Elle est dédiée à Nicolas Boyer, qui professa, ainsi que Descousu, à Montpellier, et mourut en 1538, président au Parlement de Bordeaux.

Le texte de Du Breuil y est accompagné de la glose du président Aufréri [3], et suivi de six autres parties : le Style des Requêtes du Palais, les Instructions abrégées sur la procédure du Parlement, divers arrêts des Parlements de Paris et de Toulouse, le texte intitulé « *De forma arrestorum* », le Style des Commissaires, et enfin un recueil d'Or-

1. Né vers 1480 à Chalon-sur-Saône, docteur *in utroque*, professeur à Montpellier. On lui doit des éd. annotées des Commentaires de Du Cuing sur le Code et les œuvres de plusieurs autres romanistes, ainsi que deux éditions des Coutumes de Bourgogne (Lyon, 1513, 1516) ; cf. A. Tardif, *Histoire des sources du droit français : origines romaines*, p. 432. Il fut aussi un remarquable helléniste ; cf. l'abbé Paquier, *L'Université de Paris et l'humanisme au début du XVIe siècle : Jérôme Aléandre*, dans *Revue des questions historiques*, janv. 1899, pp. 152-153, 175-176.

2. *Op. cit.*, pp. 174 et 175. Une obligeante communication de M. R. Cantinelli, conservateur de la Bibliothèque de la Ville de Lyon, m'a permis d'en donner une description plus précise et plus complète.

3. Aufréri est désigné ici comme ancien président des Requêtes. Il mourut en 1512. E. Cabié, *Quelques corrections et additions à la biographie Toulousaine*, dans les *Mémoires de l'Académie des sciences, inscriptions et belles-lettres de Toulouse*, 8e série, t. IX, p. 393 à 397.

donnances royaux concernant le Parlement. En voici le titre :

Stilus parlamenti, arrestorum, processuum et ordinationum. || Celebre et excellens admodum || volumen quo judex nullus, advocatus aut practicus || quisquam, illius propter singulares materias || et ingens quod reddit fenus, carere de || beat, septem infra descriptas || complectens partes. || Prima pars parlamenti stilum continet, cum magnifici domini Ste || phani Aufrerii, in suprema tholose curia, dum viveret, reque || starum presidis, apostillis ac additionibus. || Secunda... [*Suit le titre des six autres parties*]... Cum Privilegio || ut per litteras regias infrascriptas patet [1] [*marque de Simon Vincent* [2]].

A la fin du volume : Finis hujus septipartiti ope || ris, que in preambulo continentur || complectentis, impressi anno post vir || gineum partum decimo tertio post || mille et quingentos [1513], die vero pri || ma aprilis.

In-4°, car. goth., 2 col. de 58 ll. ; 4 ff. n. chiff., 135 ff. chiff. (avec foliotation distincte pour chaque partie du recueil; *Stilus*: 1 à 46) ; signat+^{1}-^{3}, A-G, a, Aa, AA-BB, aaa-bbb, AAA, aa-hh ; tit. r. et n. avec encadr. gravé, répété à la première page de chaque partie. Au début, à la fin et sur les marges, notes mss. du XVIe siècle.

Si l'on compare cette édition avec les mss. du *Stilus*, on constate que c'est la quatrième famille, dont le type est le ms. O (Bn. 4644), qui a été principalement utilisé [3]. Cependant le texte donné par Descousu complète ou modifie parfois celui de O d'après divers autres mss [4].

1. Le privilège royal, dont le texte français est reproduit au f° 2 v°, est daté de Blois, le 12 janvier 1512 (v. st.). Il est accordé pour trois ans à « nostre bien amé Symon Vincent, libraire demeurant en nostre ville de Lyon. »
2. Silvestre, *Marques*, n° 267.
3. V. notamment les variantes des chapitres XVI (*De duello*) et XVIII (*De causa novitatis*).
4. Ainsi ch. XIV, § 5 et 6 ; XXIX, § 9. — Le chapitre *De commissariis* est rejeté à la fin ; le chapitre *De causis parum Francie* se termine par une liste de pairs du royaume (f° 45 r°) qui manque dans les mss.

B. 2e *édition, Lyon* [*entre 1513 et 1516?*]

La Bibliothèque Sainte-Geneviève possède, sous la cote F 8° 268 *bis* (Rés.), un exemplaire sans date de l'édition de Descousu, imprimé également à Lyon par Simon Vincent, et qui est postérieure à la précédente : car le titre et la préface spécifient qu'elle a été corrigée avec soin par l'éditeur et augmentée de plusieurs additions. Voici d'ailleurs les parties essentielles du titre [1] :

Stilus parlamenti, arrestorum, || processuum et ordinationum regiarum. || ℂ Singularissimum et practicis omnibus non modo utile im || mo et perquam necessarium volumen, infrascripta septem in || quas dividitur partes complectens || . ℂ Prima pars parlamentum stilum enodat, cum magnifici || domini Stephani Auferii, in suprema Tholosana curia, dum || viveret, requestarum presidis, additionibus. || Secunda... [*suit le titre des six autres parties*]. Addita autem sunt, post novam et emendatissimam castigationem, || Ultra additiones Celsi Hugonis dissuti Cavilloni celte, Juris utriusque do || ctoris, in omnes partes, tum Titulus statuti querele de novis dissaysinis per Ce || leberrimum quondam Dominum Johannem de balagnerio, Juris utriusque doctoris, editus, post || titulum de causa novitatis positus, cum titulo de alta media et bassa justicia qui || titulum de causis parium francie sequitur. Cum repertorio in fine libri. || Cum privilegio regio, ut per litteras || regias in fine libri positas patet [*marque de Simon Vincent* (Silvestre, n° 1105)].

In-8°., car. goth. 2 col. 266 ff. ch. et 2 n. ch., sign. a-z, A-F. Tit. rouge et noir. A la fin du volume, une seconde marque de Simon Vincent [2] (Silvestre, n° 267).

1. Cf. la préface (f° 2 v°) où Descousu s'exprime ainsi : *Sculpsimus tandem castigatissime solemne illud et utilissimum cunctis praxim exercentibus septipartitum volumen, quod priori impressione non modo mendosum, imo et pro magna ejus parte* (*exemplaris ad nos transmissi vitio*) *transpositum fuerat et defectuosum. In quo emendando et castigando quantum insudaverimus laborisque sumpserimus liber his antiquis collatus edocebit.*

2. Il est de plus expressément nommé dans la dédicace de l'édition (f° 2 v°) *Imposuit tandem optatis nostris terminum et finem honestus vir, Symon Vincentius, lugdunensis bibliopola... cum solenne et qùod practicis omnibus... utile dicere non erubescam nobis commisit volumen.*

Quant à la date de cette 2e édition, on ne peut rien affirmer de précis. Cependant il y a des raisons de croire qu'elle fut imprimée avant l'expiration du privilège de trois ans octroyé par le roi en janvier 1513, par conséquent avant le mois de janvier 1516 [1].

Comme dans la 1re édition, le texte du *Stilus* est généralement conforme à la leçon du ms. O. Toutefois, ainsi que l'annonce le titre du volume transcrit plus haut, Descousu y a ajouté : 1° des notes personnelles, qui sont rapprochées, sous chaque paragraphe, de la glose d'Aufréri [2] ; 2° le chapitre *De alta, media et bassa justicia*, qui manque dans O, et qu'il a emprunté, soit à d'autres mss. [3], soit à l'édition donnée en 1512 par Ant. Robert ; 3° un opuscule de Jean de Balagny (*Johannes de Balagnerio*) [4], *Titulus statuti querele de novis dissaysinis*, où ce jurisconsulte commente l'art. 27 de l'ordonnance de Philippe III du 7 janvier 1278 [5], que quelques mss. du *Stilus* (E G L) citent en note, au chapitre *De causa novitatis*, sous le titre inexact de *Statutum beati Ludovici*.

1. La chose n'est que probable ; car le privilège annoncé dans le titre de la deuxième édition manque dans l'exemplaire de la Bibl. Sainte-Geneviève, et je n'ai pu vérifier si les lettres royaux auxquelles il est fait allusion sont celles de 1513 ou des lettres postérieures. Simon Vincent exerça la profession d'imprimeur à Lyon jusqu'en 1534 environ.
2. Elles sont distinguées de la glose d'Aufréri par le mot : *Adde*, ou par une main gravée, précédant la note.
3. Cf. la préface (f° 2 v°) : *necnon et eadem parte titulus de alta, media et bassa justicia post titulum de causis parum francie subjungitur, qui in aliis exemplariorum fuerat omissus errore*.
4. L'opuscule de Jean de Balagny avait été imprimé à part et sans nom d'auteur, quelques années auparavant, sous le titre de : *Arrestum querele de novis dissaisinis*. Toulouse, 7 décembre 1496, in-4° de 12 ff. n. ch., car. goth. Il existe un exemplaire de cette édition à la Bibliothèque nationale, sous la cote Rés. F 2290 (relié avec l'édition incunable du *Stilus* qui a été décrite plus haut).
5. Cf. *infra*, p. 135, note 2.

C. *3e édition, Paris, 1526.*

Le 25 mars 1525 (v. st.) = 1526 [1], une 3e édition de Descousu fut imprimée à Paris, par Pierre Vidoue, aux frais du célèbre libraire Galliot Dupré. En voici le titre, d'après l'exemplaire de la Bibl. nat. (F 8° 1849, Rés.) :

Stillus || superincliti Parlamen || ti ac requestarum arrestis quam plurimis || fulcitus, ac ordinacionibus regiis nunc || primum impressis, et ad unguem ca || stigatis ac revisis. Cum scholiis claris || simi ac illustris domini Stephani Auf || frerii præsidis Tholosani, opus certe || divinum et pragticis necessarium ne || dum utile fœlicibus auspiciis. Cui junctæ sunt decisiones parlamenti parisien || sis ac pleraque alia senatus || consulta a magnifico jureconsulto D. || Jo. Gallo regio in ipso amplissimo se || natu advocato.... Cum privilegio. ||
Apud Galiotum a prato, auleæ regiæ || Parisiensis, sub primo pillari || 1525.

A la fin : Parisiis, typis ac caracteribus Petri Vidovei excussum. Anno domini sesquimilesimo vigesimoquinto; octavo Kalendas April. Ad calculum Romanum.

In-8°, goth. 2 col. ; le titre en car. rom. r. et n., dans un encadrement gravé; 12 ff. n. ch., 188 ff. ch. ; sign. a, e, a-x, aa-cc.

Cette édition, dédiée comme les autres à Nicolas Boyer, se distingue de celles de Lyon, d'une part par la suppression du chapitre *De materia duelli* et du *Titulus statuti querele de novis dissaysinis*, d'autre part par l'addition des *Quæstiones* de Jean Le Coq (*Joannes Gallus*), recueil de près de 400 arrêts du Parlement, antérieurs à 1399, que rassembla et commenta le célèbre avocat [2].

1. Pâques était, en 1526, le 1er avril.
2. V. F. Aubert, *Les sources de la procédure au Parlement de Paris*, p. 17 à 25.

D. *4e édition, Paris, 1530* [1].

Cinq ans plus tard, Galliot Dupré fit réimprimer par le même typographe l'édition de Descousu, en modifiant légèrement le titre et en ajoutant deux opuscules, l'un de Jean Férault [2], sur les droits et prérogatives du roi, l'autre, anonyme, sur l'autorité du Grand Conseil et des Parlements [3] :

Stilus supremæ curie parlamenti Pari || siensis atque Tholosani : cum arrestis quam pluri || mis et regiis ordinationibus, scholiis præte || rea... Stephani Aufrerii, præsidis Tholosani || ... Parlamenti etiam Parisiensis decisiones... || Quibus adjunximus duos tractatus, unum || de juribus et privilegiis specialibus christianis || simi regis Francorum, Alterum de auctoritate et || præeminentia magni concilii, et Parlamentorum. || Cum privilegio. Apud Galiotum a prato, aulæ regiæ Parisiensis, || sub primo pillari. || 1530.

A la fin : Parisiis, typis ac caracteribus Petri Vidovei... ... expensis vero honesti viri Galeoti a pratis..., anno tricesimo supra mille quingentos, mense julio.

In-4° 224 ff et 2 cah. prélimin.; car. goth., 2 col., tit. r. et. n., dans un encadrement gravé.

E. *5e édition, Paris, 1542* [4].

Cette nouvelle édition fut encore imprimée aux frais du même libraire, mais par le typographe Louis Grandin, en vertu de l'autorisation et du privilège octroyés par le Parlement, le 27 octobre 1542. Elle se distingue de l'édition précédente par le rétablissement du chapitre *De materia duelli* [5],

1. Bib. nat. F 8° 1287. Rés.
2. Procureur du roi au Mans, sous Louis XII.
3. Du Moulin, qui n'inséra pas ce traité dans son édition, le qualifie avec mépris : « ineptus et sordidus indocti tractatus. »
4. J'ai consulté l'ex. de la Bibl. Sainte-Geneviève : F 4° 728, Rés.
5. F° 30 à 36, une glose nouvelle, ajoutée au dernier alinéa de ce chapitre, renvoie au traité du duel, par A. Alciat, imprimé à Paris par Jacques Kerver, en 1541.

qui reparaît dans le *Stilus* à la place qu'il occupait dans les éd. antérieures, mais sans la *defensio rei*, et par l'adjonction de quelques arrêts nouveaux, dans le plus récent est de 1531. Voici les parties essentielles du titre :

Stilus supreme curie parlamenti Parisiensis, cum additionibus domini Stephani Aufrerii, juris utriusque doctoris et parlamenti Tholosani inquestarum presidis. Cui addita est in duello procedendi forma... Stilus curie parlamenti Tholosani,.. [*suit le titre des six autres parties du recueil*]. ¶ Arresta tam Parisius quam Tholose in parlamento prolata per antea impressa... ¶ Adduntur postremo plurima alia arresta nostris temporibus in suprema Parisiorum curia prolata... Cum gratia et privilegio. — Veneunt Parisius a Gallioto Pratensi, bibliopola universitatis, in regii palatii columna prima. 1542.

(*A la fin*, f° 236 v°) : ¶ Excudebat Ludovicus Grandinus in sua officina... expensis viri honesti Gallioti a pratis, Parisiensis Academiae librarii jurati. Anno D. Millesimo quingentesimo quadragesimo secundo in mense Novembris. [*Marque de Galliot Du Pré*].

In-4°, car. rom., 2 col., 236 ff.

4. Éditions de Dumoulin.

Le succès des éditions de Descousu cessa, lorsque parut l'édition de Dumoulin, qui leur était supérieure.

A. *Édition de 1551.*

C'est en 1551 que le grand jurisconsulte livra au public sa première édition du *Stilus*. La dédicace au premier président du parlement de Paris, Jean Bertrand, est datée du 1er août 1550. Dumoulin, que la modestie ne gêna jamais, fait un grand éloge de son œuvre et déclare détestable le travail de ses devanciers. Dans son long avertissement au lecteur (1er novembre 1549), il y revient avec une insistance déplaisante, accablant d'épithètes injurieuses les

éditions antérieures. A vrai dire plusieurs de ses critiques sont justes, et cependant lui-même, malgré d'incontestables progrès, n'a pas toujours échappé à celles qu'il formulait contre les premiers éditeurs. Il annonce que son œuvre est un travail de critique, qu'il a comparé les éditions aux manuscrits et aux registres du Parlement, qu'il a mis de la clarté dans le texte en le divisant en paragraphes distingués par des numéros, qu'il a fait un choix judicieux dans les extraits des Ordonnances et les arrêts ajoutés au *Stilus*. Il a, de plus, ajouté des notes marginales indiquées par les initiales C. M.

Le privilège royal fut accordé le 19 janvier 1551 (n. st.) à Galliot Dupré qui faisait les frais de l'édition nouvelle, et le typographe René Avril termina l'impression le 1er mai.

Le titre de la première édition de Dumoulin, est ainsi conçu :

Stilus supremæ Curiæ Parlamenti Parisiensis, nuper e suo prototypo et antiquis regestis ejusdem Curiæ de verbo ad verbum transsumptus, cum novis annotationibus do. Caroli Molinei, juris. Paris. in eadem Curia advocati solertissimi, margini adjectis, et antiquis additionibus do. Stephani Auffrerii, juris utriusque doctoris et in Parlamento Tholosano inquisitionum præsidis, tractatibus et appendicibus suis. Omnia novæ (*sic*) recognita, repurgata, redintegrata et locupletata, et in septem partes distincta, studio subcisivo præfati Caroli Molinœi...

Parisiis, apud Galeotum a Prato, ad primam regii palatii columnam. Anno Domini M. D. LI. mense maii. Cum privilegio Regis.

A la fin du volume: Parisiis, ex calcographia Renati Aprilis, sumptibus Galeoti a Prato, bibliopolæ Parisiensis, anno Domini M. D.LI. Calend. Maii.

In-4°, car. rom.

Quant au *Stilus*, il est annoncé ainsi (p. 1) :

Stilus antiquus Curiæ Parlamenti Parisiensis, suæ nativæ

integritate ad contextum registri veteris ejusdem Curiæ nunc demum restitutus, per triginta quatuor capita et paragraphos apte distinctus, et a mendis infinitis perversionibusque, tum veteris et nativæ suæ litteræ, tum sensus, quibus priores impressiones scatebant, repurgatus, detractis quæ falso e glossa in textum desultaverant, et fideliter redintegratis quæ perperam a textu truncata erant: opera studioque Caroli Mollendinæi, J. P. et in eadem Curia advocati solertissimi, cum brevibus et descisivis annotationibus ejusdem Molendinæi margini adpositis.

Quels sont les manuscrits, et en particulier ce *registrum vetus Curiae*, que Dumoulin a consultés et au moyen desquels il a corrigé le texte du *Stilus* ? Il est impossible de répondre avec certitude. Cependant il est visible que le texte adopté par Dumoulin diffère du texte des mss. de la première famille et se rapproche de B et de P [1]. Il est aussi évident — bien que l'éditeur le taise — que l'édition de Descousu, celle de 1542, établie principalement avec le ms. O (B. n. 4644), a été très utilisée et, malgré des différences [2], a servi en réalité de base à celle de Dumoulin. L'ordre adopté est meilleur, les corrections sont généralement bonnes, mais il eût été préférable de faire suivre chaque alinéa de la glose correspondante d'Aufréri [3], au lieu de mettre à part, après le *Stilus*, cette glose volumineuse ; en cela Descousu se montre plus méthodique.

En définitive, Dumoulin a fait œuvre utile, et son édition est supérieure à toutes celles qui ont précédé.

B. *Édition de 1558.*

Sept ans plus tard, Galliot Dupré rééditait l'ouvrage de

1. Cf. pour B : xvi, § 28, xxxi, § 1 ; pour P : xxv, § 5; pour B et P : classement des chapitres xxii-xxv.
2. Au chapitre *De Duello*, Dumoulin donne en français le texte de l'Ordonnance de 1306, tandis que O la cite en latin.
3. Ce qui a lieu dans le ms. O.

Dumoulin, dans le même format in-4°, et sans aucun changement dans le texte. Le titre était à peine modifié :

Stilus antiquus supremæ Curiæ amplissimi ordinis Parlamenti Parisiensis... Parisiis, apud Galeotum a Prato, 1558, mense septembris.

Cette édition a passé dans les œuvres complètes du célèbre jurisconsulte, au tome III de l'édition in-f° de 1612 et au tome II des éditions in-f° de 1658 et de 1681.

V. LA PRÉSENTE ÉDITION
SA RAISON D'ÊTRE ET SON PLAN

L'édition du *Stilus* que donna Dumoulin était, comme les précédentes, destinée à l'usage des gens de loi, et répondait encore, lorsqu'elle parut, aux besoins de la pratique judiciaire. Ce fut la dernière qui eût ce caractère. Les grandes Ordonnances de la seconde moitié du XVIe siècle introduisirent de profondes modifications dans la procédure des tribunaux royaux, et dès lors le manuel de Du Breuil, œuvre vieillie et démodée, fut négligée des praticiens. S'il continua, comme on l'a vu, à faire autorité au XVIIe siècle, ce fut seulement auprès des jurisconsultes érudits, qui se plaisaient à le citer pour justifier par une antique tradition certains points de doctrine ou de pratique.

De nos jours, l'importance qu'a prise, dans les études juridiques, l'histoire de l'ancien droit français a donné au *Stilus parlamenti* un intérêt d'un autre ordre. L'œuvre du vieux praticien du XIVe siècle a été remise en lumière et étudiée de près, comme un des documents historiques les plus précieux pour la connaissance de l'ancienne procédure royale. Mais en même temps, à tous ceux qui ont voulu s'en servir pour ce nouvel usage, s'est manifestée l'insuffi-

sance des éditions du XVIe siècle. Défigurées par les retouches et les additions successives que les besoins de la pratique avaient introduites dans le texte original, elles ne reproduisaient plus avec fidélité les règles de jurisprudence que Du Breuil avait voulu fixer pour l'usage de ses contemporains. Il importait donc de recourir aux divers manuscrits anciens du *Stilus* qui avaient subsisté, pour donner de ce texte une édition critique, faisant le départ de ce qui était vraisemblablement l'œuvre primitive et de ce qu'avaient pu y ajouter les remaniements successifs.

Un de nos savants confrères, préparé par ses travaux antérieurs sur l'organisation judiciaire de l'ancienne France, H. Lot, avait entrepris de rassembler les éléments de cette nouvelle édition. Il commença par publier, en 1877, le ms. du *Stilus* déposé aux Archives nationales sous la cote U 940 et désigné ci-dessus par la lettre P (v. la description, p. XXXII). Il l'avait jugé intéressant, parce qu'il remontait au XIVe siècle et avait appartenu au Greffe du Parlement. Mais il ne se faisait pas illusion sur les fautes et les négligences du copiste, et les signalait dans sa préface. Il ajouta au texte latin une traduction française, empruntée au ms. 5277 du fonds fr. de la Bibliothèque nationale. L'édition, qui ne fut pas mise dans le commerce [1], parut sous le titre suivant :

GUILLAUME DU BREUIL. Style du Parlement de Paris. Nogent-le-Rotrou, Daupeley-Gouverneur, 1877, in-fol., 123 pp. (*La préface est signée* : H. L).

H. Lot se proposait d'étudier de même d'autres mss. en vue d'établir un texte critique, quand la mort le surprit avant qu'il pût mettre à exécution un projet qu'il eût su, mieux que tout autre, mener à bonne fin.

1. La Bibliothèque de l'École des Chartes en possède un exemplaire sous la cote K, f° 26.

Amené par mes études sur le Parlement de Paris à apprécier l'importance du *Stilus*, j'ai essayé à mon tour de donner l'édition souhaitée. Il convient d'expliquer brièvement de quelle manière j'ai établi le *texte*, et quelles règles j'ai suivies pour les *variantes* et les *notes* qui l'accompagnent.

1° Après avoir vu et comparé tous les mss. actuellement connus et les avoir classés en familles, j'ai pris pour base du texte le type principal de la première famille, le ms. A, que je considère comme se rapprochant le plus de l'original perdu [1]. Toutefois j'ai été amené à y faire deux sortes de corrections : d'abord, quand il y avait eu de la part du copiste, une erreur de graphie évidente, j'ai rétabli de moi-même la forme correcte ; puis, lorsque en comparant les leçons de A avec celles de D, qui est de la même famille, et de quelques autres bons ms., j'ai reconnu que celles-ci offraient un sens plus satisfaisant que celles-là, je les ai substituées dans le texte. Mais, dans un cas comme dans l'autre, j'ai eu soin d'avertir le lecteur, par un renvoi, qu'une correction avait été faite, dont il peut toujours vérifier l'opportunité, attendu que la leçon fautive de A est reproduite en variante. — Quant aux corrections et additions en petit nombre que le copiste de A a faites dans son propre manuscrit, soit en interligne, soit en marge, je les ai reproduites dans le texte à leur place respective ; mais j'ai imprimé en *italiques* toutes celles qui, ne pouvant s'expliquer par une simple erreur du copiste, ont été après coup volontairement ajoutées par lui. — Les rubriques de certains chapitres, rédigées de la même main que le texte, mais d'une encre plus pâle, et placées en interligne, m'ont paru avoir été aussi ajoutées après coup : je les ai indiquées par un astérisque (*). D'autres enfin,

1. V. ci-dessus, p. xx.

pour lesquelles le copiste avait réservé une place blanche, ont été omises par lui, et j'ai dû les emprunter à d'autres mss., principalement à ceux de la première famille : on les reconnaîtra à ce qu'elles sont placées entre crochets carrés ([ ]). — Les renvois aux lois romaines et au droit canonique, que Du Breuil ou ses annotateurs citent souvent à l'appui des règles de procédure tirées de la jurisprudence du Parlement, ont tous été vérifiés, et à la suite de chacun d'eux j'ai indiqué, entre crochets, le nº d'ordre donné à la loi, au paragraphe et au titre dans les éditions modernes du *Corpus juris civilis* et du *Corpus juris canonici*. — Je dois enfin faire remarquer que les chapitres additionnels que l'on trouve dans le ms. G (*De causa novitatis*, *De statuto tempore nove desaisine*...), dans les mss. G, L et V (*De alta, media et bassa jurisdictione*) et dans le ms. K (*Libellus appellationis secundum patriam juris scripti, seu intendit*...), mais qui ne se rencontrent pas encore dans les mss. de la première famille, ne devaient pas figurer, dans la présente édition, parmi les chapitres proprement dits du *Stilus* ; cependant à cause de l'intérêt qu'ils présentent, ils ont été reproduits à la suite du XXXIIIe et dernier chapitre, en forme d'Appendices et en plus petits caractères(p. 225-233).

2º Une première série de notes, imprimée au-dessous du texte, en plus petits caractères, contient les *variantes* des mss. autres que A. Celles que j'ai données, si nombreuses qu'elles paraissent, sont loin cependant de signaler toutes les différences que l'on peut constater entre ces mss. et celui que j'ai adopté pour base du texte. Beaucoup de variantes, en effet, étaient purement verbales et changeaient l'ordre des mots ou variaient le style, sans modifier les idées exprimées : j'en ai supprimé une grande partie, mais j'ai conservé celles qui présentaient sous une autre

forme les noms de lieu et de personne, et celles qui pouvaient donner au sens général de la phrase une nuance particulière[1]. Quant aux autres variantes, qui intéressaient le fond même du *Stilus*, — corrections, remaniements, additions plus ou moins longues, insérées dans le texte ou mises en note, — je les ai toutes soigneusement reproduites (sauf quelques renvois sans intérêt au droit romain et au droit canonique), et l'on verra combien elles sont souvent précieuses par les faits nouveaux qu'elles révèlent et par les transformations qu'elles accusent dans la pratique judiciaire. — A l'exception de l'incunable de Toulouse, qui représente peut-être un manuscrit perdu, je n'ai utilisé pour les variantes aucune des éditions imprimées, dans lesquelles l'arbitraire des éditeurs semble avoir eu une trop grande part.

3° La seconde série de notes, placée après les variantes, au bas des pages, contient sous une forme très brève un certain nombre d'*explications* et d'*observations*, qui étaient nécessaires pour rendre le *Stilus* plus intelligible et en faire ressortir tout l'intérêt historique. J'ai cherché d'abord, sans toujours y réussir (v. *supra*, p. XI), à identifier les noms de lieu et de personne et les arrêts du Parlement cités dans le texte ou dans les variantes. Puis j'ai fait quelques rapprochements entre les règles posées par le *Stilus* et celles qui sont formulées dans d'autres documents juridiques de la même époque. Mais je me suis interdit de faire, à propos de ces règles, aucun exposé doctrinal. La table alphabétique qui sera placée à la fin du volume et qui contiendra, outre les noms de lieu et de personne,

1. Peut-être trouvera-t-on que j'en conserve un trop grand nombre. Je reconnais volontiers que le choix aurait pu être plus sévère ; mais on estimera sans doute que, suivant le vieux brocard juridique : *quod abundat non vitiat.*

l'indication analytique des principales matières traitées dans le *Stilus* suffira, je l'espère, pour signaler aux chercheurs qui feront usage de cette édition les renseignements abondants qu'ils en peuvent tirer sur l'ancienne procédure et, plus généralement, sur l'ancien droit français pendant la période du moyen âge.

En terminant, j'adresse le témoignage de ma bien sincère reconnaissance et mes plus vifs remerciements à mon excellent et savant confrère, Charles Mortet, conservateur à la Bibliothèque Sainte-Geneviève, chargé de cours à l'École des Chartes, pour les précieux conseils qu'il m'a prodigués et pour le soin qu'il a mis, à titre de commissaire responsable, à surveiller mon travail.

NOTE ADDITIONNELLE

SUR DEUX MANUSCRITS OMIS DANS LES NOTICES QUI PRÉCÈDENT (p. XVIII à XXXVIII)

L'impression du *Stilus Parlamenti* et de la majeure partie de l'Introduction était terminée, quand parut dans le *Bulletin des séances de la Société royale d'histoire de Belgique* (janvier 1908) une note de M. A. Giffard sur un manuscrit du « Style du Parlement » conservé à la Bibliothèque royale de Bruxelles et ayant appartenu aux Pithou. Ce ms., de la première moitié du xve siècle, est inscrit à l'inventaire sous les n°s 14777-14781. Le *Stilus* y occupe les folios 1 à 45 et porte quelques notes marginales. Le savant conservateur des mss. à la Bibliothèque royale de Bruxelles, le P. J. Van den Gheyn, a bien voulu, — et je lui exprime

mes très vifs remerciements, — me fournir des renseignements qui permettent de classer ce ms. du *Stilus* dans la première famille. Il se rapproche beaucoup de A, mais il s'en distingue, ainsi que de D et de T, en ce qu'il ne mentionne pas au chapitre XXXI, § 1, le procès du comte de Dammartin : par là il se rapproche, dans la première famille, de S et de H.

Dans cette même note, M. Giffard signalait un ms. de la Bibliothèque Vaticane, fonds Ottoboni lat. 1589 (olim Paul Petau B. 35) qui renferme, lui aussi, un texte du *Stilus*. Grâce à Mgr Stanislas Le Grelle, sous-bibliothécaire à la Bibliothèque Vaticane, — que je remercie de sa grande obligeance, — j'ai pu rassembler sur ce ms. les renseignements suivants. Il est sur parchemin, date du XVe siècle, mesure 0^m^ 287 sur 0^m^ 212 et comprend 107 folios. Le texte du *Stilus* va du f° 1 au f° 45 r°, porte comme titre « *Stilus curie Parlamenti editus a magistro Guillelmo de Brolio* » et à la fin « *Explicit stilus curie Parlamenti* ». Les notes sont rares ; les chapitres comportent de nombreuses subdivisions distinguées par l'encre rouge. Le texte, par l'ordre des chapitres et les affinités qu'il présente avec D, rentre dans la première famille, mais il se rapproche aussi de E, qui est de la seconde. Il diffère de ces deux mss. en ce qu'il ne mentionne pas au chapitre IV, § 6, l'arrêt rendu pour l'évêque de Verdun contre Henri de Bar. Il faut aussi noter qu'au chapitre XIX, § 3, il cite l'arrêt de 1366 rendu par Simon du Bucy comme A et E, et non comme D, et qu'au chapitre XXXI, § 1, il passe sous silence (comme E) l'arrêt rendu dans le procès du comte de Dammartin.

TABLE DES CHAPITRES

Les crochets carrés ([ ]) indiquent les chapitres ou rubriques qui ne se trouvent pas dans le ms. A, mais qui, pour la commodité et la clarté du texte, ont été empruntés à d'autres manuscrits.

L'astérisque (*) indique les chapitres ou rubriques ajoutés après coup dans A, mais de la même main que le texte.

TABLE DE CONCORDANCE

DES PARAGRAPHES DE L'ÉDITION DE DUMOULIN AVEC CEUX DE LA PRÉSENTE ÉDITION

Édition de Dumoulin	Présente édition	
Proemium	Proem...	p. 1
I	I	» 2
II § 1	II § 1	» 5
2	2	» 6
3 4	3	» 7
5	4	» 8
6	5	» 9
7	6	» 10
8 9	7	» 11
10	8	» 12
11	9	» 13
12	10	» »
13 14	11	» 14
15	12	» 15
16 17	13	» »
18	14	» 16
19	15	» 17
20 21 22	16	» »
23	17 18	» 18 » »
III § 1	III § 1	» 19
2 3	2	» »
IV § 1	IV § 1	» 20
2	2	» 21
3	3	» 22
4	4	» »
5	5	» 25

Édition de Dumoulin	Présente édition	
IV § 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15	IV 6	p. 26
16	7	» 29
	8[1]	» »
17	9	» »
V § 1	V § 1	» 31
2[2]		
3 4	2	» 32
5	3	» 33
6	4	» 34
7	5	» 35
8	6	» 36
9	7	» »
10	8	» »
11	9	» 38
12 13	10	» »
VI § 1	VI § 1	» 40
2	2	» 41
3	3	» 44
4	4	» »
5	5	» »
6 7 8	6	» 45

1. Ce § 8 manque dans l'édition de Dumoulin.
2. Ce § 2 de l'édition de Dumoulin ne se trouve pas dans le ms. A.

Édition de Dumoulin	Présente édition	
VI § 9	VI § 7	p. 46
10	8	» 47
11	9	» 48
12, 13	10	» 49
14	11	» 50
VII § 1, 2	VII § 1	» 51
3	2	» 52
4	3	» 53
5	4	» »
6	5	» 54
7	6	» 55
8	7	» »
9	8	» 56
10	9	» »
11	10	» »
VIII § 1	VIII § 1	» 57
2, 3	2	» 58
4	3	» 59
5	4	» 60
6	5	» »
7	6	» »
8	7	» 61
IX § 1	IX § 1	» »
2	2	» 62
	3	» »
3	4	» »
4, 5	5	» 63
X § 1	X § 1	» »
2	2	» 64
3, 4	3	» »
5	4	» »
6	5	» 65
7	6	» »
8	7	» »
9	8	» 66
10	9, 10	» »
XI § 1	XI 1	» 67
	2	» 68
2, 3	3	» »
4, 5	4	» »
6	5	» 69
7	6	» »
8	7	» 70
XII § 1	XII § 1	» »
2	2	» 71
3	3	» 72
4	4	» »
5	5	» »
6	6	» 73
7	7	» »

Édition de Dumoulin	Présente édition	
XII § 8	XII § 8	p. 74
9	9	» »
10	10	» »
11	11	» 75
12	12	» »
13	13	» 76
14	14	» »
15	15	» »
16	16	» »
17	17	» »
18	18	» 77
19	19	» »
20, 21	20	» 78
22	21	» 79
23	22	» »
XIII § 1	XIII § 1	» 80
2	2	» 81
3	3	» »
4	4	» 82
	5	» 83
	6	» »
	7	» »
	8	» »
5	9	» 83
6	10	» 84
7	11	» »
8	12	» »
9	13	» »
10	14	» 85
11, 12	15	» 86
13	16	» »
14	17	» 87
15	18	» 88
16	19	» 90
17	20	» »
18	21	» »
19, 20	22	» »
XIV § 1	XIV § 1	» 91
2	2	» 92
3	3	» »
4	4	» 93
5, 6	5	» »
7	6	» 94
8	7	» »
9	8	» 95
10	9	» »
11	10	» »
12	11	» 96
	12	» 97
13	13	» »
14	14	» »
XV § 1	XV § 1	» 98
2	2	» 99
3	3	» 100

Édition de Dumoulin	Présente édition	
XVI § 1	XVI § 1	p. 101
2	2	» 102
3	3	» 103
4	4	» »
5	5	» »
6	6	» 104
7	XVI *bis* § 7	» 105
8	8	» »
9	9	» »
10	9 *bis*	» 106
11	XVI *ter* § 10	» »
	11	» 107
	12	» »
12	13	» 108
13	14	» »
..	15	» »
14	16	» 109
15	17	» »
16	18	» 110
17	XVI *quater* § 19	» 111
	20	» »
	21	» 112
18	22	» 113
19[1]		
20	23	» »
21	24	» »
	25	» »
22	26	» 114
	27	» »
23	28	» »
24	29	» 115
25	30	» »
26	31	» »
27	32	» 116
28	33	» »
29	34	» »
	35	» 117
30	36	» 118
	37	» 119
	38	» »
	39	» 120
	40	» »
	41	» »
	42	» 121
	43	» »
	44	» »
	45	» 122
31	46	» »
	47	» »
32	48	» 123
	49	» »
XVII § 1	XVII § 1	» 124
2	2	» »

Édition de Dumoulin	Présente édition	
XVII § 3	XVII 3	p. 125
	4	» »
4	5	» 126
5	6	» »
6	7	» 127
7	8	» »
8, 9	9	» »
	10[2]	» 128
	11	» »
10	12	» »
11	13	» 129
XVIII § 1	XVIII § 1	» 130
2	2	» 131
3	3	» »
4	4	» »
5	5	» 132
6	6	» »
7	7	» 133
8	8	» »
9	9	» »
10[3]		
11		
12		
13	10	» 134
14	11	» »
15	12	» 135
	13	» »
16	14	» »
17	15	» 136
18	16	» »
19	17	» »
20	18	» 137
21	19	» »
	20[4]	» 138
22	21	» »
	22	» »
23	23	» »
24	24	» 139
25	25	» »
26	26	» »
27	27	» »
	28	» 140
XIX § 1	XIX § 1	» »
2	2	» 141
3	3	» 142
4	4	» »
5	5	» »
6	6	» 143
7	7	» »
8	8	» »
9	9	» 145

1. Le § 19 de l'édition de Dumoulin n'est pas dans A.
2. Les § 10 et 11 de A font défaut dans l'édition de Dumoulin.
3. Les § 10, 11 et 12 de l'éd. de Dumoulin manquent dans A.
4. Le § 20 de A ne se trouve pas dans l'édition de Dumoulin.

Édition de Dumoulin	Présente édition	
XIX § 10.	XIX § 10	p. 145
	11	» »
XX § 1.	XX § 1	» 146
	2	» »
	3	» »
2	4	» 147
3	5	» »
4	6	» »
5	7	» 148
6	8	» »
7	9	» »
	à	
	15	» 150
8	16	» 151
XXI § 1	XXI § 1	» 152
2	2	» »
3	3	» »
4	4	» 153
5	5	» »
XXII § 1	XXV § 1	» 163
2	2	» »
3, 4	3	» »
....	4[1]	» 164
5	5	» »
6	6	» 165
	7	» »
	8	» »
XXIII § 1	XXII § 1	» 154
	2	» »
	3	» 155
2	4	» »
3	5	» »
4	6	» »
XXIV § 1	XXIII § 1	» 156
2	2	» »
3	3	» 157
4	4	» »
5	5	» »
6	6	» 158
XXV § 1	XXIV § 1	» »
2	2	» 159
3	3	» 160
	4	» »
4	5	» 161
»	6[2]	» 162
XXVI § 1	XXVI § 1	» 165
2	2	» 166
3	3	» 167
4	4	» 168
5	5	» »
6	6	» 169
7	7	» »
	8	» 170

Édition de Dumoulin	Présente édition	
XXVI § 8	XXVI § 9	p. 170
9, 10	10	» »
11	11	» 171
12	12	» 172
13	XXVI *bis*	» »
XXVII § 1	XXVII § 1	» 173
2	2	» »
3	3	» 174
4	4	» 175
5	5	» »
6	6	» »
7	7	» 176
6	8	» »
9	9	» »
10	10	» 177
11	11	» 178
12	12	» »
13	13	» »
14	14	» 179
	15	» 180
15	16	» »
16	17	» 181
	18	» »
17	19	» »
18	20	» »
19	21	» 182
20	XXVII *bis* § 22	» »
21	23	» 183
22	24	» »
23	25	» 184
24	26	» 185
25	27	» »
26	28	» 186
	29	» »
27	30	» »
28	31	» »
29	32	» 187
30	XXVII *ter* § 33	» »
31	34	» 188
32	35	» »
33	36	» 189
34	37	» »
35	38	» 190
	39	» »
36	40	» 191
37	41	» »
	42	» 192
	43	» »
38	44	» »
39	45	» »
40	XXVII *quater* § 46	» 193
41	47	» »
»	48[3]	» 194

1. Ce § 4 de A n'est pas dans l'édition de Dumoulin.
2. Le § 6 manque dans l'éd. de Dumoulin.
3. Ce § 48 ne se trouve pas dans l'éd. de Dumoulin.

Édition de Dumoulin	Présente édition	
XXVII § 42	XXVII 49	p. 194
42 *bis*	50	» 195
43	51	» »
45[1]	52	» »
45 *bis*	53	» »
XXVIII § 1	XXVIII § 1	» 196
2	2	» 197
	3	» »
3	4	» 198
4	5	» »
5	6	» 199
6	7	» »
7	8	» »
8	9	» 200
9	10	» »
10	11	» »
11	12	» 201
12	13	» »
13	14	» 202
14	15	» 203
15	16	» »
16	17	» »
XXIX § 1	XXIX § 1	» 204
2	2	» 205
3	3	» 206
4	4	» 207
5	5	» »
6	6	» 208
7	7	» »
	8	» 209
8	9	» »
9	10	» 210
10	11	» »
XXX § 1	XXX § 1	» 211
	2	» »

Édition de Dumoulin	Présente édition	
XXX § 2	XXX § 3	p. 211
3	4	» 212
4	5	» »
	6	» »
5	7	» 214
XXXI § 1[2]		
2		
3		
4		
XXXII § 1	XXXI § 1	» »
2	2	» 215
	3	» »
3	4	» 217
	5	» »
4	6	» 218
	7	» »
	8	» »
	9	» »
	10[3]	» 219
»	11	» »
5	12	» »
	13	» »
6	14	» »
	15	» 220
XXXIII § 1	XXXII 1	» »
	2	» »
	3	» »
2	3 *in fine*	221
3	4	» »
4	5	» 222
XXXIV § 1	XXXIII § 1	» »
2	2	» 223
3	3	» »
4	4	» »
	5	» »

1. Dumoulin passe de 43 à 45.
2. Ce chapitre tout entier manque dans A ; on le trouvera reproduit dans l'appendice III de la présente édition (p. 231-233) : *De alta, media et bassa jurisdictione*.
3. Le § 10 de A manque dans l'éd. de Dumoulin.

INCIPIT
STILUS CURIE PARLAMENTI FRANCIE
EDITUS
A MAGISTRO GUILLELMO DE BROLIO [a]

PROŒMIUM.

Quoniam hominum memoria [b] labilis est [c], et [d] de stillo curie Francie [e] pauca reperiuntur [f], et [g] dictus stilus quandoque diversificatus fuit [h], ideo pauca de ipso in hoc [libello] [i] maximo labore ad me cum subtili cautella [j] applicavi [k], et ipsa per exempla [l] tradam [m]; ut sic non opporteat, si aliquid [n] in dubium revocetur, nisi [o] ad registrum curie recurrere [p]. Fol. 1 r°.

a. *Ce titre est celui que donne H. Dans A B E F H P, l'incipit manque. C en marge:* Doctrina magistri Guillelmi de Breu, tunc majoris advocati parlamenti parisiensis. *D L en marge :* Incipit stilus nobilis curie Parlamenti. *R* Stilus Curie Parlamenti regii Parisius — *b. Ces trois premiers mots, qui manquent en A, sont dans tous les autres mss.* — *c. F L ajoutent :* L. peregre concordat ff de acquirenda vel amittenda possessione [*44 Dig. XLI, 2*]. *D I K Q citent, avec ce texte, les suivants :* De condictione indebiti L. sed si me putem [*22 Dig. XII, 6*], et De veteri jure enucleando L 2 § 14 [*2 § 14 Cod. I, 17*]. — *d. D omet :* et de stillo curie... *jusqu'à* in hoc libello *inclus. P* et secunda racio quia. — *e. C* Parlamenti. — *f. Après* reperiuntur *O renferme une glose d'Aufreri qui est passée dans le texte; puis il continue :* et ideo quandoque diversifficetur, idcirco de ipso pauca subjiciuntur cum exemplis, ut si quid in dubium revocetur, ad curie registrum recurratur. — *g. P* et tercia [racio]. — *h. L* extitit. — *i. Restitué d'après H. Les mss. autres que A et O, ajoutent la phrase suivante, qui comporte quelques variantes :* in scriptis [*F K L M omettent ces deux mots*] compilavi et cum maxima diversificacione expertorum [*C F K R ajoutent* vere] in curia et diversificatorum maximo labore. *E omet ces trois derniers mots.* — *j. B omet* cum subtili cautella. *R* materia. — *k. E omet les six derniers mots.* — *l. G* alias tradita. — *m. D* tradere curavi. *S* tradere. — *n. H omet* si aliquid. — *o. S omet* nisi. — *p. G* recurreretur.

I[1]

DE MODO ET GESTU QUEM[a] DEBET HABERE ADVOCATUS[b].

Habeat[c] advocatus modum et gestum maturos[d] cum vultu leto[e] moderate; sit humilis et curialis secundum statum suum[f], retenta tamen[g] auctoritate status sui[h], refrenans[i] motum[j] animi sui ab ira. Cum[k] partes tediabunt te prenimio[l] eloquio[m] vel alias[n], instrue partes ne te onerent supervacuis[o] et quod inspiciant locum et tempus loquendi tibi[p]. Preferas in expediendo[q] solventes non solventibus, vel maxime autorisabiles[2]; non aperias intencionem

a. *F H K N* quos. *L* alias quos. — *b. B C I L M R ajoutent* curie Parlamenti. — *c. A B C G H I M N O Q S T débutent par* habeat, *mais adoptent bientôt la seconde personne. E P U prennent dès le début la seconde personne, tandis que F K L R conservent la troisième qu'ils ont adoptée dès le commencement.* — *d. P R S T* maturum. — *e. F L* leto, maturo et moderato incedat, sit humilis, et revereri enim debet judicem, L. 1 ff. de postulando [*1 Dig. III, 1*]. *R* leto et moderato. — *f. A.* statuum suum, *corrigé* : statum tuum. — *g. Les autres mss., sauf T, suppriment* tamen. — *h. F* status sui, « ut auctoritatem dignitatis suo ingenio augeat. » L observandum § sed, de officio presidis [*19 Dig. I, 18*] ; nimia familiaritas parit contemptum. — *i. C M N O P T* refrena. *R* refrenet. *C en note :* omnibus adde modum, modus est pulcherrima virtus. — *j. G* modum. *R* animum suum seu motum animi sui ad iram. *S* metum — *k. L* et hoc cum. — *l. R* nimio. — *m. N S* labore. — *n. K S* alias quoquo modo. *F N* alias est prenimio eloquio vel quoquo modo. *O* prenimio eloquio tedio tibi fuerunt aut alias quoquo modo, ne te supervacuis onerent, instrue. — *o. C en note :* ff. de officio presidis, L. observandum [*19 Dig. I, 18*]. *F et C ajoutent à ce renvoi le texte même de la L. :* quia « non est constantis [*dans L et F :* et recti judicis, alias] hominis, cujus animi motum vultus detegit. » — *p B C Q* tecum. *F K R* cum eo. *O* scilicet quod tecum loquendi tempus et locum inspiciant. — *q. O* maxime auctorizabiles vel bene solventes preferas.

---

1. Une traduction de ce chapitre a été donnée dans le *Grand Coutumier*, éd. Laboulaye-Dareste, l. III, ch. II.

2. L'annotateur du ms. *E*, Jean de Longueil, atténue cette phrase qui pèse sur la mémoire de du Breuil : « *Et hoc intellige de divitibus et avaris, non de pauperibus non valentibus solvere, nam clientibus consuevit curia providere de consilio* (distribution de conseil, c'est-à-dire désignation d'un avocat d'office) ; *gratis et pro Deo etiam pauperibus tamen teneris quemadmodum et solventibus, et ad hoc te compellet curia, ut patet in ordinacionibus Requestarum, cap. VII.* » Dumoulin s'écrie : « *Hujus stili compilator sui hujus* [lire *usus*] *sæculi, non æternum Deum præ oculis habebat.* »

tuam clientulis [r], nec libenter videas arramenta, quousque sis solutus [s] vel securus de salario tuo diligencius soluto [t]. Videas puncta arramentorum [u], ne loquendo nimis, vel alias, fallaris [v]; materiam causarum tuarum per membra divide, ut melius commendes memorie [w], et artificiose prosequere; que [x] per adversam partem dici debebunt verisimiliter provideas [y], ut [z] minus [a] feriaris; peremptorie [b] facit L. II C. de judiciis [2 Cod. III, 1]..... quod jacula previsa minus feriunt [c], ut ibi notat J.[oannes Andreæ ?] In omnibus causis tuis magis acute [d] loquaris solito et in tono decenti; appunctationem [e] curie de causis tuis commendes [f] memorie, et instrue partem ut recordetur [g]. Cum [h] eris pro actore, caveas ne advocatus partis adverse te ponat in novo litigio, nec [i] sibi [j] respondeas, donec ipse responderit tibi [k]. Cum [l] eris pro reo, respice adjornamentum diligenter et impugna illud [m] totis viribus tuis [n]; et, si non valeas impugnare,

r. *C G L P Q* clientibus. *N* clientibus seu clientulis. — *s*. *C N O Q R omettent* solutus — *t*. *O omet* soluto. — *u*. *B L* diligencius videas [*L* videat] arramenta solita, puncta arramentorum... *Q et R comme B et L, mais omettent* arramenta. — *v*. *Q* falleris. *D F K O Q en note :* pro hoc Instit. de legatis § sed non usque [3 *Inst. II, 20*] ff. de excepcione doli L. 1 [*1 Dig. XLIV, 4*], cum nota in prohemio Instit. § igitur, super verbo Instituciones. — *w*. *F L ajoutent :* quia per divisiones res melius cognoscitur. — *x*. *C* et considera que. — *y*. *D et Q* pro hoc, cum nota, glosa Institutionum super verbo prudencia, et Jo. Andree [1] super verbo prudencia : nam tela previsa minus feriunt. — *z*. *I s'arrête à* provideas.

a. *B C D E F G H I L N Q R T ajoutent* crociter. — *b*. *A* perhomptorie(?), *corrigé :* peremptorie. *H s'arrête à* feriaris. — *c*. *P* ferire solent. *O* c. 1 de re judi[cata] L. VI [*1 Sext. II, 14*], verbo « prudenter » ; nam ledere minus solent jacula que previdentur. *F* juxta illud Cathonis [2] : « nam levius ledit quicquid previderis ante » et alibi : jacula previsa minus ferire solent. *L* juxta illius racionem : nam levius ledit quidquid previdimus, et alibi : jacula previsa minus ferire solent. *Entre la citation du Code et la phrase qui suit* (quod jacula), *A contient quatre mots abrégés* (li Xi ijp nor) *dont le sens est obscur*. — *d*. *B M R* acute et vivaciter. *C* astute et vivaciter. *D I* accute solito. *P* acute et veraciter. *F G L Q S T* accute et vivaciter solito loquatur. *O* vivaciter et acutius. *A* locaris ; *corrigé :* loquaris. — *e*. *F N S* ad presentacionem. *O* appunctamento. — *f*. *N* sis diligens et commendes memorie et instruas.. — *g*. *H* partem te recordaturam. — *h*. *O* cum pro actore fueris advocatus, caveas ne te diversse (*sic*) partis advocatus. — *i*. *S* ut. — *j*. *O* illi. — *k*. *O omet* tibi. *R omet* ipse. — *l*. *E N S* quando. *O* cum autem pro reo fueris. — *m*. *I Q* id. *R* ipsum. — *n*. *C omet* tuis. *O* tuis pro viribus impugna, et si facere non poteris, bene ad arguendum vel respondere non tenearis, vel ponas.

---

1. Jean André, célèbre canoniste du XIVe siècle (1270-1348).
2. La citation est empruntée aux Distiques moraux que l'on attribue à Dionysius Cato (lib. II, nº 24).

caveas ad bene arguendum quod non tenearis [o] respondere, vel [p] ponas adversarium extra [q] propositum, si possis [r]. Si contra adjornamentum nichil possit opponi [s], et oporteat te [t] respondere, et facta sit peticio [u] per actorem, que propter excepciones vel dilaciones fuerit dilatata, fac repetere peticionem, et caveas si advocatus partis adverse aliquid in ea mutabit [v] in substancialibus, addendo vel diminuendo : quod si faciat, potes dicere quod ad hoc non es [w] adjornatus [1]. Opprobriis contra curiales Regis nullo modo utaris [2], nec contra partem [x], nisi quatinus [y] necessario faciat ad querelam ; advocatum [z] vel partem subdole [a] transferendo repelle [b], ut [c] curialiter et sine indignacione [d] curie [e] et reprehensione assistencium [f] vindiceris [g] ; si vero aperte [h] et clare vituperium diceret et [i] alto modo loquatur [j], racionabiliter tamen [k] te defendas [l], nec movearis ad iram, ne [m] perdas propositum [n] aut modum excedas [o] [3].

o. *B* teneas. — *p*. *H* ut *au lieu de* vel. *Q* vel quod. — *q*. *Q* extra ejus. — *r*. *O* Et opporteat tue peticioni facte per actorem responderi, illam repeti facias, et si advocatus partis adverse aliqua de substancialibus addendo vel diminuendo mutaverit, dicas ad hoc non fuisse adjornatum. — *s*. *C F L R* proponi. *Q* potest. — *t*. *R omet le pronom*. — *u*. *R* et si causa sit alias peticio. — *v*. *B C D H I K L M N P Q T* immutabit. *E* immutaverit. *R* immembrabit. — *w*. *A* est, *corrigé* es. — *x*. *D F G K L Q T ajoutent* nec contra alios, juxta L. quisquis C. de postulando [*6. Code II, 6*]. *R* contra alios. — *y*. *N* quantum. — *z*. *L*. advocatum aliquid subdole. *R omet* vel partem.
a. *B C D G I K M N P Q* subdole dicentem. *F* aliquid subdole loquentem. *L* aliquid subdole. *O omet* subdole. — *b*. *C D N R* subdole truffando. *H I M S* subdole diverte et truffando. *G T* subdole adverte et truffando. *L* truffando subdole et transcundo repellat. *P* subdole accusando. — *c*. *I M omettent* ut. — *d*. *E* offensione curie et indignacione. — *e*. *A et plusieurs autres mss. ajoutent ici, sans raison*, decenter subdole, *qui ne figurent pas dans C G I M O R T*. — *f*. *O* a parte. — *g*. *O* dixerint et a parte loquaris et alto modo. — *h*. *B E* loqueris. *C D I L M* aperte et alto modo loquaris. — *i*. *C L* et cum honore curie te defendas. *R omet* tamen. — *j*. *O* ne. — *k*. *N* vel tuum propositum a te departitum extirpetur. *Q T* vel. — *l*. *F cesse ici*.— *m*. *H S* exeas. *C en note :* Nam Cato dicit [impedit ira animum] : tu quoque fac simile. *K en note :* nam ira propositum turbat juxta illud Cathonis « ira impedit animum ne possit cernere verum ». — *n*. *F L R ajoutent dans le texte :* juxta illud Cathonis « impedit ira animum ne possit cernere verum », super [*L* unde super] illo versu Cathonis « iratus de re incerta... » — *o*. *G ajoute :* Reus poterit sic dicere : virtute adjorna-

---

1. Cf. Guilhiermoz, *De la persistance du caractère oral dans la procédure civile française* (*Nouv. revue histor. de droit français et étranger*. t. XIII, 1889, p 21-65).

2. Ceux qui oubliaient le respect dû aux membres du Parlement étaient sévèrement punis. Cf. Aubert, *Le Parlement de Paris de Philippe le Bel à Charles VII : organisation*, p. 137 à 141 et p. 241.

3. Sur les obligations des avocats, v. Delachenal, *Histoire des avocats au Parlement de Paris*, ch. I, VI, VII, IX, X.

II

DE IMPETRACIONE ADJORNAMENTI ET EJUS MATERIA [p]

Fol. 1 v°.

1. Adjornamentum habet [q] impetrari ante parlamentum in quacumque causa, alias non teneret [r], nec pars rea teneretur [s] procedere in dicta causa : ymo [t] haberet congedium, si impetratum esset durante parlamento [u], ad aliquam diem dicti parlamenti. Et idem esset ubi ob [v] aliquam causam aliqua causa procedens [w] coram aliquo judice vel commissario per Regem [dato] [x] remitteretur, parlamento durante, ad aliquam certam diem illius parlamenti ad quam partes adjornate essent, quia nec remissio nec adjornamentum valeret, ymo partes remitterentur per curiam ad priorem judicem vel commissarium. Et ita dictum fuit per arrestum [y] in parlamento anni XXVII pro Alamanda [z] de Gontaudo contra Petrum de Gontaudo [1]. Et hec vera [a] eciam si partes sint de patria [b] juris scripti; et est racio quia ista [c] concernunt

menti per quod fecit me vocari, hic facit aliam peticionem et diversam ab ista ; quare ad istam non habeo dicere, vel sic non teneor respondere, quia alias virtute adjornamenti per quod hoc me fecit vocari aliam peticionem fecit, et per consequens non respondere ultra debeo in ista nec in alia : in ista quia ad istam non habeo dicere; in alia non quia eam non prosequitur. *H* exeas. — *p. E H* de adjornamento et per quem fieri debeat et infra quod tempus impetrari oporteat. *G* de adjornamento impetrando. *I K L O R* de adjornamentis. *F O ajoutent* per quem modum. *R* debeant impetrari. *C comme E H, mais omet* impetrari oporteat. — *q. B I O Q* debet. — *r. C N O R* tenet. — *s. C N O* tenetur. — *t. L* immo. — *u. R* impetraretur. *C en note :* Parlamentum incipit communiter in crastino festi Martini hyemalis, et eciam quod ita proclamatum sit per ordinacionem curie Parlamenti, dictaque die post dictam impetracionem domini de Parlamento prolongant pendente die crastina; quidem dicunt quod sic, alii contrarium : quod credo verius ut scripsi. — *v. O* ad. *R* et idem est. — *w. A* precedens; *corrigé :* procedens. *C L N O P R T* pendens. — *x. R* a Rege. *Les mss. autres que A D Q ajoutent* dato.— *y. C E H P* per judicium curie Parlamenti. *R* per curiam parlamenti. *T* curie.— *z. B* Armendo. *C* Almanda. *D M* Alamada de Gontendo. *I Q* Armando. *L* Alardo. *N omet :* pro Alamanda de Gontaudo. *O* Arnaldo. *P* Almianda.

a. *C H R* sunt. — *b. R* que regatur jure scripto. *S* que utitur jure scripto. — *c. C E R* quia ille stillus respicit ordinacionem.

---

1. Il s'agit de Pierre de Gontaut, fils de Gaston III de Gontaut. Le 15 mai 1330, il plaidait encore contre les héritiers d'Alemande de Gontaut, femme de Guillaume Raymond de Fages (Le P. Anselme, *Histoire généalogique*, t. VII, p. 299, 300).

ordinacionem litis, non decisionem, et ideo in hiis stilus curie servari habet[d]; et pro hoc ff. de inst[itoria actione] L. sed et si pupillus palam [II § 3 Dig. XIV, 3], et nota C. de Summa Trinitate et fide catholica L. 1 [1 Cod. I, 1][e], in quadam glosa addicionali[f].

2. Item premissa[g] vero fallunt cum dicitur in littera adjornamenti « quod volumus fieri, non obstante quod nostrum tunc sedeat parlamentum[h], de gracia speciali vel ex causa[i]. » Et idem esset si per verba equipollentia diceretur.

3. Item licet adjornamentum debeat[j] impetrari ante parlamentum[k], sufficit ipsum exequi postquam inceperit parlamentum, dum tamen competenti tempore ante diem prefixam in adjornamento exequatur[l]. Et est[m] tempus competens dicere quod[n] reus poterit parasse[o] sarcinolas[p] suas

d. *H* reservari. *I* debet *et s'arrête là*. *K* nota, decisio litis debet fieri. sed secundum locum conventi vel contractus; *une note postérieure ajoute :* Hic articulus hodie non habet locum, quia Rex per litteras suas semper apponere solitus est certam derogatoriam, que in Cancellaria numquam omittitur, scilicet : « non obstant que le présent parlement siet et que les parties ne soient pas des jours dont l'en plaidera lors », *etc*. et hoc dicit sequens articulus. *B en marge :* Hoc est dictum quia impetrari debet sedente et durante parlamento, et dies ad sequens parlamentum assignati. *G* Racio autem potest esse quod alias si posset, parlamentum multitudine causarum posset onerari, ita quod expediri non posset; et sic eciam fieret prejudicium illis qui causas suas haberent in parlamento introductas per adjornamentum ante parlamentum, et debito tempore impetratum. Et idem esset ubi...— *e*. *D ajoute en note et O dans le texte :* Et vide in nota rubrica de consuetudine et C. de episcopis et clericis, L. cum clericis (*25. Code I, 1*.) nam decisio litis debet fieri secundum locum conventi vel contractus. — *f*. *N* addicionali in epistola « inter claras » (*8. Code I, 1*) *Le même ms. ajoute ici le § 5 du présent chapitre*. *O* glosa addita. *S* condicionali (*sic*). — *g*. *C F R* premissa vero simpliciter vera sunt, sed fallunt quando in littera adjornamenti continetur : quod volumus... *H* fallunt autem ubi in littera. — *h*. *I* Curie. *K* et ista clausula hodie ponitur contraria communiter in impetracionibus adjornamentorum. — *i*. *O omet* vel ex causa. — *j*. *L* habeat. — *k*. *C* ut est dictum. — *l*. *P en note :* scilicet VIII dierum, non computata die qua fit execucio adjornamenti. *Q ajoute :* per hoc ff. L. ab hostibus (*Dig. XLIX, 15*). — *m*. *P E* dicere tempus competens. — *n*. *E* infra quod. *I P R* quo. — *o*. *E I O P* parare. — *p*. *I L Q* sarcinulas. *N* sarcinulas alias sarcinolas. *F G K O R* ad hoc ff. ab hostibus (*Dig. XLIX, 15*). *En note C L :* quod presumitur in bailliviis Viromandensi, Ambianensi (*manque dans L*) vel Vitriaci, et similium locorum si per octo dies ante diem presentacionis illius baillivie fuerit executum, in quibus octo diebus computatur eciam prima dies presentacionum illius baillivie (*L* sed non presenti ad diem contra exequitur adjornamentum comparenti in illis octo diebus); in baillivia Viromandensi necesse est adjornamentum impetrari ante parlamentum per tantum tempus quod, eo executo, adjornatus habeat octo dies, ut dictum est, quia baillivie istius dies presentacionis sunt in principio Parlamenti et cause ipsius primo per consequens expediuntur.

ad veniendum ad curiam ad diem sibi prefixam, et scripturas, pecunias et alia sibi necessaria ad defensionem cause sue[q], et specialiter in casu ubi reo [non] debent dari[r] dilaciones pretextu consilii, ut in casibus infra notatis[s] in titulo de dilacionibus. Et alia pars posset dicere contra adjornamentum[t], quod nimis arctum tempus[u]. Et ideo[v] dicet se non teneri procedere cum actore, et peteret congedium et partem sibi condampnari in expensis. Et hoc verum, ubi reus se presentasset[w] ad diem sibi assignatam in curia[x], loco et tempore congruis[y]. Et[z], si non se presentasset[a], et ideo actor contra ipsum obtinuisset adjornamentum ad sequens parlamentum ad videndum judicari[b] utilitatem defectus, reus premissa posset opponere[c], et actor nullam utilitatem deberet habere ex primo adjornamento[d] propter jam dictam racionem[e]. Nisi[f] in casibus ubi esset

Sed in aliis bailliviis sufficeret quod impetraretur per unam diem tantum ante parlamentum, non puto tantum in his octo diebus diem in quo exequitur adjornamentum contineri. *T débute comme C, ajoute* Silvanectensi *et après* habeat octo dies, *passe à la dernière phrase :* sed in aliis bailliviis. — *q. L* afferat et facit L. ab hostibus (*Dig. XLIX, 15*). *O* querere possit. — *r. B Q* non est danda. *D T* non deberet dari. *E H P R* non est concedenda. *M* non debet. — *s. H* causis. *R* in casibus novitatis. *I omet la phrase* ut in casibus. *Q ajoute* dilacionibus que dantur pro consiliis. — *t. D* quod nimis arctum tempus peteret. — *u. C* et ita fuit dictum per curiam anno XLV, sabbato post festum Andream contra dominum Johannem de la Fère pro fratribus suis[1]. *D* adjornamentum, quod nimis arctum tempus, peteret. *F L R* facit Extra de dilacionibus C. 1 (*c. 1. Decret. Greg. IX, II, 8*) et debet judex moderare secundum loci distanciam et negocii qualitatem, Extra de appellacionibus C. cum sit romana [*c. 5, Decret. Greg. IX, II, 28*]; debet eciam judex considerare cause, persone et temporis, juxta L. nonnunquam ff. de judiciis [*72 Dig. V, 1*] scilicet qualitatem, si sit minor, et ita favorabilis vel non ; persone : si sit vidua, pupillus vel senex; temporis : si sint ferie vel appropinquantes. *G* indebitum et minus artum. *H* minus aptum. *Q* dicere contra adjornamentum quia nimis artum. — *v. Q omet ce qui suit jusqu'à :* et ideo actor. — *w. P* imo. — *x. C omet* in Curia. — *y. F* ad videndum judicari utilitatem deffectus. — *z. O R* sed.

a. K citatus. *S* et si se bene presentasset et non actor contra. — *b. D* adjudicari. — *c. I* proponere alias opponere *K* (*note du XVIe s.*) nota : pour rabatre ung deffaut, pretextu nimis arcte dilacionis. *L* Idem esset si statim vellet impugnare quia posset, et redditur racio in titulo de presentacione facienda : item quo dixi. *N* item alias esset. — *d. E P* ex primo deffectu. — *e E* vel causam jam dictam. — *f. D* nam si. *C H I* item ubi esset. *L R* Item ubi predicta dilacio, scilicet consilii, esset danda, tunc, si pars adjornata modo predicto se presentasset... *Q S* Item nisi.

---

1. Est-ce le procès de décembre 1345 « *inter magistrum de Fera et Johannem Days fratres* » ? Arch. Nat. X^1a 9, f° 320.

danda dilacio predicta, ubi pars se presentasset, posset ad procedendum [g] compelli.

4. Item si adjornamentum [h] contra aliquem impetretur Fol. 2 r°. proprio nomine [i], vel sub || nomine dignitatis [j], ut verbi gracia, ut si mandetur per Regem alicui sicut : « Mandamus tibi ut ad instanciam talis adjornes [k] talem abbatem » et reus moriatur antequam adjornetur, et postea adjornamentum exequatur [l] contra successores [m], successor non tenetur respondere [n] in dicta causa : nam ita dictum fuit [o],

g. G L Et est racio quia cum predictam dilacionem habet petere vel facere nisi peteret predictam dilacionem, et ideo, ipso vivente, res est facta certa, et sic non potest adjornamentum dicere arctum. Secus tamen forte esset ubi habeat respondere et alia facere, quia licet res facta esset certa per ejus adventum et sic adjornamentum non posset dici arctum quoad hoc, nichilominus posset dici arctum quoad alias preparaciones necessarias ad deffensionem cause, ut puta pecunie, et esset pro quibus esse debet haberi racio temporis secundum quod per adventum, ut dictum est. *L termine par :* esset pro qua debet haberi. — *h. R* Item si impetretur adjornamentum sub. — *i. I omet* sub nomine proprio. *R* nomine adjornandi. — *j. R.* ut si sic mandetur alicui mandetur per Regem : mandamus. — *k. F* Petrum de Senonis vel talem abbatem. *R* adjornes talem vel adjornes talem abbatem. — *l. C G H L* execucioni demandetur. — *m. C* contra successorem vel heredem, scilicet quia adjornetur virtute illius, successor vel heres ipse non tenetur procedere in dicta causa virtute talis adjournamenti (*sic*), ymo dicet novus heres vel abbas : readjornasti me simpliciter et debebas me readjornare resumpturum arramenta, quare, *etc.*, pro hoc facit Extra de rescriptis C. significavit [*c. 36. Decr. Greg. IX, I, 3*]. Reo enim mortuo, heres ejus non debet simpliciter adjornari ad procedendum in causa, sed tamen resumpturus arramenta, qua die potest petere diem appensamenti et sibi dabitur ne precipitetur; ff. de interrogacionibus L. qui interrogatur [*5 Dig. XI, 11*]. Sed secus in actore mortuo, quia sine readjornamento debent successores processum continuare, alias cadunt ab instancia illius cause, quia non continuaverunt arramenta sua, sed fecerunt interrupcionem sui processus, si sit alia causa quam appellacionis. Sed si esset causa appellacionis, caderent a tota causa. Et idem esset si successor causam predecessoris sui male prosequeretur, puta quia forte male impetravit suum adjornamentum vel non bene fuit executus, aut quia per judicem non competentem vel non infra tempus debitum; nam actor, si sit causa alia quam appellacionis vel novitatis, appellans cadit a tota causa, ut dictum est. Quod dic plenius : item de readjornamento heredis deffuncti. Item dictum fuit per arrestum quod, ubi mandatur alicui baillivo quod aliquem adjournet ad diem sue baillivie futuri proximi parlamenti, si adjornandus moratur extra bailliviam suam et talem ille baillivius adjournaverit personaliter, quod non valet adjornamentum cum non sit de jurisdictione sua. Et ita fuit dictum per arrestum curie contra dominum de Mailli pro comitissa Attrebatensi [1]. Item pro domina de Mare contra Galterium de Villiers [2]. — *n. B E G R* procedere. *I* procedere alias respondere. *Note de B :* Nota hic quod successor non est legitime adjornatus per adjornamentum contra suum predecessorem. *Note de K :* Hoc est quando predecessor fuit citatus et preventus, nam de stilo curie parlamenti successor semper citari debet ad resumendum processum et arramenta. — *o. F G H L N O P R S* per arrestum curie contra dominum

1. Mahaut, fille de Robert II, mariée à Otton, comte de Bourgogne.
2. Arch. Nat. X¹a 8844, f. 71, 20 janvier 1321.

sub nomine proprio [p], per curiam in parlamento anni XXVII [q] contra Matheum Pergameni [r] de Monte Pessulano, et heredes Petri Benedicti dicti loci [1]; in secundo [s] casu, pro abbate Latinhiaci [2] [t].

5 [u]. Item adjornamentum impetratum contra aliquem alibi [v] quam ordinario non valet per verbum « mandamus », licet ille cui dirigitur inveniat adjornandum in baillivia sua seu senescallia personaliter, et eum adjornet in jurisdictione sua, cum adjornandus habeat domicilium extra [x] bailliviam [y] suam. Et est racio quod hoc verbum « mandamus » est solum excitativum jurisdictionis [z], et ille non est [a] de

de Mailli pro comitissa Atrebatensi. *N O P citent de plus l'arrêt* contra Matheum Pergameni... *L après* Atrebatensi *ajoute :* item nec virtute alterius adjornamenti simpliciter : immo diceret novus heres *et la suite, jusqu'à* Reo enim, *comme C* (*v. supra, note m*). *F G H S, après* Atrebatensi, *ajoutent :* Secus esset si per verbum « committimus », quia tunc virtute commissionis valet eciam si ipsum non in loco domicilii sui sit, sed eciam extra jurisdictionem suam personaliter inventum adjornasset. *G ajoute* quia morte rei perit adjornamentum. — *p. I omet* sub nomine proprio. — *q. H* XXVIII. *K* XVIII. — *r. A* Perigameni; *corrigé:* Pergameni. *O* Pergan. — *s. D O T* pro hoc Extra de rescriptis C significavit (*c. 36. Decret. Greg. IX, I, 3*), ff. de regulis juris L. Neracius (*191 Dig. L. I, 17*). *D ajoute :* nota Extra de judiciis (*Decret. Greg. IX, II, 1*) et c. quamvis de officio delegati (*c. 6. Decr. Greg. IX, I, 29*). — *t. K* Laavaci. — *u. Entre le* § *4 et le* § *5, F L R placent un* § *additionnel dont le texte suit :* Hoc verum, quando adjornamentum impetratur contra aliquem sub nomine proprio, si non citetur in vita, quia tunc heres non tenetur procedere cum actore, si citetur virtute illius adjornamenti : Extra de rescriptis C. significavit (*c. 36. Decr. Greg. IX, I, 3*) cum ibi notatis, quia rescripta personalia sunt, nec trahuntur ad alias personas vel res que in eis non continentur. Secus tamen de jure quando impetratur sub nomine dignitatis, quia successor poterit conveniri quicquid hic dicatur, C. dilecti de foro competenti (*c. 17. Decr. Greg. IX. II, 2*); et est racio quia dignitas non moritur, C. quoniam abbas Extra de officio et potestate judicis delegati (*c. 14. Decr. Greg. IX, I, 29*) [*R s'arrête ici*]; cum notis : ita intellige C. dilecti, quia ibi mutuum fuerat contractum nomine ecclesie, sicut glosa docet et satis invitat textus. Secus si pro facto suo singulari conventus esset predecessor, quia tunc forte rescriptum non transiret ad successorem. — *v. D E G K I M P Q* alii. *F R* quod dirigitur alteri quam. — *x. L* in. *R* in illa baillivia sed extra. — *y. O* bayliviam. *D Q T* pro hoc Extra de officio juris ordinarii C. licet. [*c. 12, Decret. Greg. IX, I, 31*]. — *z. A* existativum; *corrigé :* excitativum. *B* et non dat aliquam jurisdictionem.

a. L adjornandus.

---

1. Cf. Boutaric, *Actes du Parlement*, n° 6410, mai 1321, et Arch. Nat. X[1]a 5, f. 104 v°.

2 Lagny (Seine-et-Marne, ch.-l. de canton de l'arrond. de Meaux). L'abbé de Lagny était Jean III de Caurelles (1321 à 1336 ? *Gallia Christ.*, t. VII, col. 491).

jurisdictione sua [b]. Et ita dictum fuit per curiam, in parlamento anni XXV [c], contra dominum Petrum de Galardo et pro Roberto de Monte Mauri [d], quem dictum Petrum prepositus parisiensis inventum Parisius adjornaverat [1] [e].

6. Item, si quid per verba « mandamus » et « comittimus » scribatur [f] per Regem alicui non ordinario [g] vel ordinario, ut adjornet non sibi subditum, et ille cui sic scribatur requirat in juris subsidium illum cui subest, et [h] roget ut illum adjornet; qui rogatus et requisitus facit adjornamentum; numquid [i] valebit adjornamentum ? Videtur quod non, quia hec requisicio solum [j] ordinario jure habet fieri, et ideo [k] per ordinarium factum videtur adjornamentum; ita non videtur valere cum per ordinem fiat quod commissario est commissum [l]. Quod tamen falsum [m]; ipse autem ut commissarius propria auctoritate sine requisitione [n] hoc poterat fecisse per verbum « committimus », cum esset major omni ordinario [o] : Extra de officio delegati C. sane Le[ge] II et C. pastoralis [c. 2 et 28 Decret. Gregor. IX, I, 29], et ff.

b. B E I Q mettent ici l'arrêt contre le seigneur de Mailly (*v. supra* § *4, note o*), *puis avec L O P R T continuent :* secus esset si per verbum *et la suite comme supra* § *4, note m. C'est seulement après que vient :* Et ita dictum fuit... — *c. B* XXVII. *E H I* XXV. — *d. K* pro Petro Monte Mori. *L* Monte Moro. *N Q* Monte majori. — *e. N* adjornavit. — *f. M met ici une rubrique :* de virtute verbi « committimus ». *L* Quid si isti non ordinario mandatum sit simpliciter et non commissum, et iste non ordinarius requirat judicem ordinarium ut adjornet, et de facto adjornaverit, numquid valeat ? Videtur, quia ex illa equitate : si non valet ut ago... ; videtur contra (et forte est verum), quia ex quo non est sibi commissum, nullum jus habet, nec requirendi, nec citandi. Sed quid [si] sibi, scilicet non ordinario, negocium est commissum per verbum « committimus » et iste, cui scribitur, requirat ? — *g. C* si scriberetur alicui non ordinario ut adjornaret subjectum cum littera committimus, et ille cui... *K en note :* solitum est cum illo verbo « mandamus » apponere istud « committimus », per quod fit expressa delegacio cause. *P S* Item si scribatur alicui non ordinario ut adjornet non sibi subjectum, et iste cui... *R comme P, sauf :* ordinario per verbum. « committimus », ut... — *h. C* ille. — *i. Q* numquid habebit ? videtur quod non. — *j. B* soli ordinario. — *k. K* ut. *P* nec. — *l. B C D E G H I K L Q R omettent :* ita non videtur... commissum. — *m. N* factum *au lieu de* falsum. — *n. Q* aliqua. — *o. D* ut. *I omet les citations qui suivent.*

1. Ce procès était commencé depuis longtemps. Cf. : *Olim*, t. III, p. 1437, n° LXXI. Arch. Nat. X¹a 5, f° 2, 27 v°, 16 mars 1320, 243 v°, 20 nov. 1322. — Guilhiermoz, *Enquêtes et Procès*. Appendice II : « vangiles » extraits des listes de Pierre de Bourges, p. 368, n° 2. On peut comparer avec les § 37 et 38 du Style des commissaires. Cf. Guilhiermoz, *op. cit.*, p. 246.

de officio ejus cui mandata est jurisdictio in L. et si pretor [3 Dig. I, 21]; ut sic possit dici pro prima oppinione que non est vera [p], « quod potui volui, et quod volui adimplere nequivi »; juxta L. C. si quis alteri vel sibi. L. multum interest [6 Cod. IV, 50]; ff. de jure docium L. si generalis [61 Dig. XXIII, 3]. Dictum [q] fuit contra [r] per curiam contra dominam [s] Montisfortis pro comite Convenarum et domino Guidone ejus fratre [1], ex illa [t] equitate « si non valet ut ago, valeat ut valere poterit » [u].

7. Nullus [v] senescallus vel baillivus [w], vel serviens, potest aliquas partes adjornare ad parlamentum super aliqua causa, nisi de mandato vel commissione Regis hoc faciat [x]; et si hoc secus fecerit, non tenet adjornamentum, nec pars ut [y] adjornata tenetur procedere cum actore, et hoc super quacumque causa principali [z] servatur per curiam, et eciam in

p. Pro prima... vera *manque dans D L*. — *q*. *L* tamen contrarium dictum. — *r*. *O* contrarium contra. — *s*. *H* dominum. — *t*. *L* et hoc ex illa. — *u*. *N ajoute :* Per verbum « committimus » potest non subditus optime adjornari, sed per verbum « mandamus » solummodo subditus; *puis avec C et G :* sed pone quod in presencia parcium, in judicio, non subditus baillivie per suum servientem fuit adjornatus ad parlamentum per verbum « mandamus », nil tunc opposuit, post vero in parlamento vult dicere se non subditum et adjornamentum non tenere, numquid audietur? Curie visum fuit quod non, in parlamento anni XXXIX, die Veneris post Eucaristiam Domini, licet P. de Foresta [2] [Petrus de Foresta contra Johannem Durant] allegaret contrarium. *Variante de N G après* opposuit : sed cum venit ad parlamentum voluit se esse subditum baillivi, et sic non valere adjornamentum, sed curie visum fuit dicere quod non audiretur. Et hoc fuit in parlamento anno domini M° CCC° (*sic*) die Veneris post Eucharistiam, licet magister Petrus de Foresta diceret contrarium juxta illud. — *v*. *T met ici une rubrique :* Qui possit dare adjornamentum. — *w*. *B C E K M N P Q R* vel commissarius. *O* baylivius. — *x*. *F L ajoutent :* et potest esse quod cum partes habent judicem ordinarium coram alio trahi non debent nisi per impetracionem, et si secus faciat, non tenet adjornamentum, nec pars.... — *y*. *K omet* ut. — *z*. *Q* ubi ordinarius per modum consultacionis remittit partes ad curiam.

---

1. Les procès entre Bernard VII, comte de Comminges, son frère Gui et leur tante Aliénor de Montfort, comtesse de Vendôme, durèrent longtemps; v. Arch. Nat. X¹a 8844, 5 mai 1321; X¹a 5, f° 201, 265, 3 avril 1322 et 15 janvier 1323 et X²a, f° 56, 14 mai, 1321; X¹a 6, f°s 48, 125, 126; 13 mai 1329 et 22 juin 1330. — Viard, *Lettres d'état enregistrées au Parlement sous le règne de Philippe VI de Valois* (1328-1350), n° 36; P. Anselme, t. II, p. 634. Accord conclu vers 1329.

2. Pierre de la Forêt était-il déjà avocat du roi? (Delachenal, *op. cit.*, p. 353). Quant à Durant, ne serait-ce pas Me Jean Durand, avocat, dont parle M. Delachenal, *op. cit.*, p. 349?

Fol. 2 v°. causa appellacionis [a]. Fallit tamen [b] in causa principali || ubi ordinarius [c] remittit partes ad curiam, et cum hoc consonat racio [d] : C. de relacionibus L. I et II [1 et 2 Cod. VII, 61], [Extra] de offic. ordinar. tit. licet [e] [12 Decr. Greg. IX, I, 31].

8. Item [fallit] ubi [f] partes consenserunt, et tunc curia remittere partes non debet ad judicem primum [g], potissime [h] ubi apparet racio evidens et quod judex hoc non fecit ad se exonerandum [i] de causa ; alias ubi appareret quod judex sine causa et ad se exonerandum, fecisset [j], consuevit [k] curia partes [l] eidem remittere et negocium [m].

a. *C* et hoc si ad peticionem alterius partis hoc fiat, alias secus si judex proprio motu faciat. Et ita dictum fuit de quibusdam commissariis qui non habebant potestatem remittendi et auctoritate propria ad parlamentum remiserunt, pars citata congedium habuit, non expensas, die benedictionis Landiti anno XXXIX [*9 juin 1339*]. *D* sic dictum fuit per curiam inter certas partes quarum actori in causa appellacionis dux Aurelianensis, filius regis Philippi, et ejus locum tenens in Picardia, concesserat litteras adjornamenti (*en marge* ad curiam) per modum consultacionis. *G comme C jusqu'à* faciat, *puis :* unde vidi cum per quosdam commissarios causa fuisset remissa ad parlamentum, qui super hoc non habebant potestatem, pars rea petebat congedium et expensas. Et fuit dictum per arrestum curie quod quando reperitur quoad peticionem alterius, ut puta partis, illa causa esset remissa ab illis commissariis et tunc pars potest petere congedium et expensas quia tamen non inveniebatur quod per illos commissarios causa fuisset remissa ad parlamentum ad peticionem ipsius partis, sed pocius hoc fecerant propria auctoritate vel ex suo officio, pars rea congedium solum haberet et non expensas. Actum die mercurii anno XXXIX. *Cet arrêt doit être celui du 9 juin* (*qui est précisément le 2ᵉ mercredi du mois*), *indiqué par C. L* servatur per curiam. *N* et si pars adjornata venerit, habebit congedium et expensas et hoc si ad peticionem... *comme C, et après* motu faciat : unde vidi... *comme G, avec la variante :* quantumcumque reperiretur causam dictis commissariis esse commissam ad peticionem alterius partis causa, per dictos commissarios fuisset remissa, sed pocius hoc fecerat anno XXIX pro magistro Hugone [1]. — *b. O* tantum. — *c. B C K M P T* per modum consultacionis. — *d. P* et hoc consonat racioni. — *e. I omet ce renvoi au Code. L R ajoutent* alias remittere non posset ut in Authenticis ut judices non expectent sacras jussiones (*Novell. 125, c. 1*). — *f. E* nisi. *P* in secundo fallit ubi. — *g. B M* partes ipsas potissime in casu ubi. *Q* remittere non potest. — *h. Q* in casu ubi. — *i. L N* exhonerandum. — *j. G* tunc. — *k. O* negocium eidem remittere consuevit. *Q* partes remittere et eciam negocium. — *l. D* pro hoc Extra de appellacionibus C. interposita appellacione [§] ille et C. accepta (*c. 70 § 2 et c. 35. Decr. Greg. IX, II, 28*). — *m. G* negocium totum ; pro hoc L. que ex relacionibus C. (*Code lib. VII, tit. LXI*) et ibi per Chynum [2] ad hoc de officio delegati C. pastoralis [*c. 28, Decret. Greg. IX, I, 29*]. *P note :* nunc eciam ordinarius nunquam potest absque mandato remittere partes nec debet, nec in isto, nec in secundo casu, nisi in tercio casu in quo eciam quod dicunt quod remissio per litteram habet fieri.

---

1. Peut-être l'avocat Hugues de Fabrefort (Delachenal, *op. cit.*, p. 350).
2. Cino da Pistoia, célèbre romaniste du commencement du XIVᵉ siècle (1270-1337).

9. Item fallit in baillivis [n] et senescallis qui propria auctoritate pares Francie, in causa novitatis, et partes conquerentes de dictis partibus possunt audire in eorum requestis; in casu quo pares [o] se opponere volunt ad easdem [p], ipsos possunt adjornare coram dominis futuri proximi parlamenti tunc tenentibus parlamentum [q], ad dies bailliviarum [r] vel senescalliarum suarum dicti parlamenti [s]. Ita dictum fuit per curiam in parlamento anni XXVII [t] contra episcopum Laudunensem [1] pro quodam suo adversario.

10. Item [u] fallit in gardiatoribus ecclesiarum [v] qui in causis novitatis, propter adversariorum opposicionem illorum quos habent in gardia speciali, adjornant [w] partes modo premisso [x] et propria auctoritate, et partes tenentur procedere in dictis causis ac si factum esset adjornamentum auctoritate [y] regia. Ita vidi fieri contra comitem Autissiodorensem, [alias] Sanserre [z] [2], pro abbate et conventu sancti Saturnini [3] in parlamento anni XXVII [a] et etiam in pluribus aliis causis [b].

n. *O* Bayliviis.— o. *G* partes. — p. *K M P R* volunt eisdem. *note de L :* hoc sane intelligas quod in hoc casu speciali baillivi vel senescalli possunt cognoscere, et si pars petat remitti, tenet et valet remissio ; non autem intelligas quod directe possint adjornare partes ad parlamentum propria auctoritate. — q. *C L O omettent :* tunc tenentibus parlamentum. — r. *O* Bayliviarum. — s. *B* et audire. *E* remittere debent. *Q* remittere debent et audire. — t. *L* XXV. *N omet la date.* — u. *R* Item similiter. — v. *F en marge :* quia cause ipsarum alibi quam in parlamento tractari non debent. *L R ajoutent :* si earum personarum gardiam habeant, quia privilegium habent quod cause ipsarum alibi quam in parlamento tractari non debent, alias non esset verum quod hic dicitur de adjornamento faciendo ad parlamentum. *Cette addition est signalée par une parenthèse.* — w. *C* possunt adjornare et partes. — x. *P* scilicet post opposicionem et de rebus contentis in gardia duntaxat et secundum formam ejusdem. — y. *note de K :* ista fallencia non valent, quia tales gardiatores possunt omnia hic dicta facere virtute gardiarum suarum a superiore obtentarum. — z. *C* Sansone. *E* Sacri Cesaris. *G* comitem Sacrocesare. *H N S* Suessionensem. *I K T omettent* Autissiodorensem alias. *O* Sainct-Serre. *P* de Sacro Cesare. *Q* Sancti Saturini.

a. *B* XXVIII. — b. *L R* et negociis.

---

1. Albert de Roye, évêque de Laon 1324-1336, 25 avril 1336; cf. Le P. Anselme, t. II, p. 102, 103; cf. *Stilus*, XXX § 6.
2. Il s'agit de Jean II de Chalon, comte d'Auxerre ou de Louis Ier de Sancerre; cf. Le P. Anselme, t. II, p. 851.
3. Ne serait-ce pas pour *Saturi?* On sait que l'abbaye de Saint-Satur, au diocèse de Bourges, était près de Sancerre (*Gallia Christiana*, t. II, col. 188).

11. [c] Item sciendum est quod in [d] personalibus et realibus actionibus est faciendum adjornamentum in loco domicilii vel personaliter [e] persone, secundum stilum curie [f]. Sed hoc fallit in casibus qui sequuntur : primo in realibus actionibus [g], ubi res que petitur esset talis nature quod requireret ibi dominum presentem, vel alium qui ejus personam representat, ut baillivum aut senescallum [h]; ut puta si peteretur ab aliquo castrum cum omnimoda jurisdictione : et tunc sufficeret fieri ad locum contenciosum [i].

c. *Rubrique de L :* Ad quem et ubi debeat fieri adjornamentum, *de P* Ubi adjornamentum debet fieri. — *d. L* in omnibus actionibus sive realibus sive personalibus de stillo hujus curie est faciendum adjornamentum. — *e. B C P T* in presencia persone. *F* vel ad personam citandum *et en marge:* hoc verum nisi forte in rescripto continetur : « mandamus ut adjornes talem ad ejus personam », non faciendo mencionem de domicilio quia forte hoc casu non sufficeret adjornamentum facere ad domicilium. *L* vel ad personam citandi, et sufficit ad domum fieri ubi persona non reperitur ; per L. ait pretor ff. de dampno infecto, L. ac si naturaliter c. 1. ff. quod vi aut clam, L. 11 (*7 Dig. XXXIX, 2; 1, Dig. XLIII, 24*) et Extra de dolo et contumacia C. ecclesiarum(?). C. si Extra de eo qui mittitur in possessionem causa rei servande (*c. 4 Decr. Greg. IX, II, 15*) *et termine comme F :* hoc verum..... *R* vel ad personam citandi. — *f. B* hujus presentis curie. *M P* presentis. — *g. R* si res sit talis nature. — *h. L* vel alium, nam tunc sufficeret ire ad locum contenciosum et ibi fieri adjornamentum, ut puta si peto castrum cum... *R comme L sauf :* si petatur castrum. — *i. C ajoute :* Hoc verum si ibi reperiant senescallum vel baillivum ; alias execucio non teneret, nisi prius illos reperiret aut ipsorum domicilia adiret et suum expletum faciendum intimaret; et si prius expletum suum fecerit, licet eisdem vel ad ipsorum domicilia post intimaverit, expletum nullum erit et revocabitur omnis. Sic fuit actum inter quosdam religiosos et Marescallum de Tria [1] anno XXXIX, die jovis post Eucharistiam Domini. (*Jeudi après la fête du Saint Sacrement ou Fête-Dieu ; en 1339, le jeudi après la Fête-Dieu fut le 3 juin.*) *G et N font aussi allusion à cet arrêt :* Vidi tamen quod in causa novitatis pendente inter quosdam religiosos et marescallum de Tria, dicti religiosi impetraverunt litteras justicie seu commissionem in causa novitatis a baillivo regio ; et quia serviens virtute commissionis primo ivit ad locum contenciosum et posuit in manu Regis antequam citaret baillivium ipsius marescalli ad personam vel ad domicilium, et cum venit ad dictum baillivium solum legit commissionem et dicit quod baillivus se vellet opponere quod veniret ad quemdam locum quem jam sibi nominaverat, et non dixit ad locum contenciosum, licet dictus serviens ex post facto totum posuisset ad manum Regis et religiosis tradidisset ad recredenciam, revocatum fuit quicquid ante et post per ipsum servientem fuit factum. Ex quo notatur quod serviens non debet aliquod expletum facere ante adjornamentum. Et notatur eciam quod non sufficit eciam adjornare ad locum contenciosum ejus rei que requirit presenciam domini, vel alicujus baillivi nomine domini sui, vel senescalli, nisi denuncietur presencialiter baillivo aut senescallo vel ad

1. Mathieu de Trie, mort le 26 nov. 1344 ; cf. Le P. Anselme, t. VI, pp. 678-687.

12. Item fallit in[j] illo qui actione reali convenitur et moraretur[k] extra regnum Francie, vel esset vagabundus, ita quod nesciretur ubi haberet domicilium suum[l]. Ita vidi pronunciari[m] per arrestum curie contra magistrum[n] Johannem de Belmonte[1], in causa novitatis pro quibusdam[o] domibus suis sitis Parisius, qui dicebatur habere domicilium apud Carnotensem[2][p] in canonia[q] sua; et pars adversa dicebat ipsum esse vagabundum; et hoc consonat racioni[r].

13. In aliis[s] autem secus, quia iniquum esset si adjornamentum teneret, nisi[t] constaret ipsum ad noticiam citati pervenisse. Unde circa hoc, quando absens[u] citatur ad domicilium, respice diligenter execucionem[v] adjornamenti, quia si contineat « cito[w] talem « vel » citavit talis talem ad ejus domicilum, licet absentem », valet adjor- Fol. 3 r°.

eorum domicilium. Actum anno XXXIX [N die jovis post Eucharistian] contra magistrum de Maucre[3] pro magistro Guillelmo de Monte Acuto [N magistro Guillelmo de Monte Acuto existente et obtinente pro domino marescallo contra magistrum de Maucre]. — *j. L* Item fallit si citandus in actione reali moraretur extra regnum. *P* secundo fallit. — *k. F R* idem esset si citandus moraretur extra regnum vel esset... — *l. C* et sufficit talem adjornari in loco contencioso. *G K* pro hoc L. quod nisi ff. operis libertorum (*20 Dig. XXXVIII, 1*). — *m. R* Ita fuit dictum. — *n. B* dominum — *o. S* suis pro quibus dicebatur apud Carnotum habere domicilium. — *p. G* alias Tornacum. *H* Carnotum.— *q. L* in canonicatu.— *r. C* racioni scripte : C. ubi in rem actio L. si (*2. Code, III, 19*); videtur tamen de jure necesse quod in loco dicte canonie fuerit adjornatus juxta quod videtur et Extra de Clericis non residentibus C. ex tue devocionis (*11 Decret. Greg. IX, III, 4*). *L ajoute :* Quia tunc sufficeret quod fieret adjornamentum ad locum contenciosum; forte in illo casu non fuit racio arresti, *fait comme C les renvois au Code et aux Décrétales et termine ainsi :* Extra de dolo et contumacia (*Decr. Greg. IX, II, 14*), et ideo dic quod ita non fuit racio arresti ut supra ad litteram. Et id est in ecclesia quod, si supra jure ecclesie esset questio, videtur quod ibi adjornamentum debet fieri. *F R :* forte in casu presenti non fuit racio arresti quod ille est vagabundus, sed quia in causis novitatis communiter adjornamentum datur supra locum contenciosum. — *s. N* in alia. — *t. D* licet. — *u. C M R* absens aliquis. *P* quis. — *v. F L S* executoriam. — *w. L omet* cito.

1. Cf. *Olim*, t. III, p. 706, n° LXVIII, 8 octobre 1315 : « domino Johanni de Bello Monte, militi et magistro hospitii domini Regis... »
2. Chartres, ch.-l. du dép. d'Eure-et-Loir.
3. Il s'agit d'un célèbre avocat contemporain de Du Breuil, Guillaume de Maucreux, frère de l'avocat Pierre de Maucreux; les deux frères, originaires de Montagu, composèrent les « ordonnances de plaidoier de bouche et par escript ». Cf. mon article : *Les sources de la procédure au Parlement* (*Bibliothèque de l'École des Chartes*, 1890, pp. 477 à 515, n° III).

namentum [x]. Si aliud [y] contineat, videlicet « citavi [z] talem, procuratorem talis, in absencia [a] dicti talis etc... » non valet adjornamentum [b], quia citans excedit [c] finem mandati sui, cum dominus mandaretur adjornari [d]. Ita dictum fuit pro domino [e] Castri Ayraudi [f] [1] contra Atanetum de Sancto Floro [g] [2]; et pro hoc concordat l. vulgata ff. mandati L. diligenter [h] [5 Dig. XVII, 1].

14. Item [i] si dominus citatus fuerit, et ipsius procurator in parlamento se presentet ad [j] omnia que agenda incumbunt in parlamento in dicta causa, durante dicto parlamento sufficit procuratorem citari, si presens [k] sit procurator, alias non; sed, parlamento transacto, super [l] agendis in dicta causa procuratorem citari [m], licet presens esset procurator, non sufficeret; sed requiritur dominum citari [n], ut circa [o]

x. note de P : quis debet adjornari ? ille scilicet de quo mandatur, sive ejus procurator ut hic. — *y. B I L O P Q* autem. *R* si contineat. — *z. C G L N* citavit. *I* cito.

a. N P in presencia. *En marge F :* videtur tamen quod de jure procurator possit citari. — *b. C* vel citacio. *G* nec citacio. *H L* non valet citacio. — *c. I* talis excedit fines. *L* excessit. — *d. P* citari vel adjornari *et en note :* et si non potest fieri citacio propter vacacionem vel aliam justam causam, nec habet domicilium, dabitur una citacio iterate, ut publice citetur ubi morari consueverit. — *e. B D E I* vicario. *L P* vicecomite. — *f. A* Arnaudi, *corrigé* Ayraudi, *d'après D. C* Castrogardi. *G* Leraudi. *H* Heraudi. *K* Artaudi. *L H R S* Castrimargi. *N* Castri Regnardi. *P* Cafferardi. — *g. C* Atonetum, alias Aldenetum. *D K M T* Athanetum. *H* Athonetum. *I* Atonetum. — *h. C ajoute :* Extra de r[escriptis], cum dilecta in Christo filia (*c. 22 Decr. Greg. IX, I, 3*) et de officio delegati, cum olim abbas (*c. 32 Décr. Grég. IX, I, 29*). — *i. B en marge :* Utrum et quando sufficiat procuratorem adjornari. *G* De adjornamento facto in presenciam procuratoris, utrum valeat vel non ? *S* Item si dictus talis fuit citatus. — *j. R* ante. — *k. N* si ipsius sit. — *l. C* in. — *m. D E M* procuratoris citacio. *L ajoute :* non sufficeret citari procuratorem, licet sit presens. Hoc videtur esse contra jus si procurator fuerit litem contestatus, quia post litem contestatam effectus est dominus et posset usque ad finem deducere : immo et alium procuratorem constituere juxta L. nulla dubitacio C. de procuratoribus (*23. Code, II, 12*) ; immo et contra talem facienda esset sentencia, L. 1 C. de sentenciis et interlocucionibus omnium judicum (*1. Code, VII, 45*), sed requireretur citari dominum. — *n. C* sed opporteret dominum citari principaliter circa productionem. — *o. N* contra.

---

1. Jean d'Harcourt, vicomte de Châtellerault, cf. : Arch. Nat. X[1]a 5, f° 265 v°, 19 fév. 1323 (n. st.).

2. S'agit-il d'Athon de Saint-Flour, chevalier, dont il est fait mention en 1346 (Arch. Nat. X[1]a 7, f° 127 v°), ou d'Adenet, sergent royal dans la justice de Saint-Flour (Cantal), que Jean d'Harcourt avait fait pendre (v. l'arrêt cité note 1) ?

productionem testium et causarum que, coram commissariis curie in dicta causa datis, habent explicari [p]. Ita dictum fuit per curiam pro domina Narbone [q] [1] et ejus sororibus [r] contra dominum Montisfortis [s].

15. Hoc tamen fallit in casu [t] qui sequitur, videlicet [v] ubi procurator qui se presentavit pro aliquo, clauso parlamento, presens inventus [x] Parisius, super concordancia articulorum [y] citatur : nam citacio [z] sufficit ut procedi possit eo presente, vel absente contumaciter [a], super premissis. Et ita [b] observat curia ; credo quod [c] sit racio [d] quia illud celeritatem desiderat, nec patitur temporis brevitas [e] ire ad partes [f] illius qui citatur [g], maxime quia illud est de dependencia [h] actoris in preterito proximo parlamento [i].

16. Item [k], in causa appellacionis, adjornamentum habet fieri ad locum ubi pars vel judex habent domicilium et sunt cubantes et levantes. In personali actione [l] fieri debet indis-

p. *L R ajoutent :* videtur quod de jure procurator possit citari quum dominus absens tenetur dimittere, alias procederetur contra ejus admissionem : C. si cum notatis Extra de eo qui mittitur in possessionem causa rei servande (*c. 4. Decr. Greg. IX, II. 15*), et L. IIIIa § ait pretor ff. de damno infecto (*4* § 5 *Dig. XXXIX, 2*). — *q. B Q* Arbore. — *r. D E* sorore. — *s. H I P* dominam. *O* de Monte Forti. *G continue :* ex quibus notatur quod in quolibet parlamento oportet quod procurator habeat novum procuratorium. — *t. P* in casu ubi procurator. — *v. R* si. *S omet* videlicet. — *x. L* invenitur. — *y. C F H L* super articulis concordandis, et ita notorie curia hoc observat. *P de même, sauf* pro *pour* super. *C F s'arrêtent après* observat. — *z. L R* quia valet citacio ut...

a. K M omettent contumaciter super premissis. *L omet* contumaciter *et la suite jusqu'à* quia illud. — *b. B E H P Q S* notorie. — *c. N* Et credo quod fuit quia illud celeritatem. *S s'arrête ici.* — *d. L* racio est. — *e. A* tempus brevitatis *corrigé* temporis brevitas, *d'après B E M P Q R T. G* pro hoc ff. de novi operis nunciacione. L. de pupillo § preterea [*5* § 12, *Dig. XXXIX, 1*]. — *f. I* ad patriam. — *g. L* citandus. — *h. N* dependens actoris. — *i. G K L M N R T ajoutent :* et ita notorie curia hoc observat. *Note de P :* ex quo nota... *puis, comme G* (*note s, supra*), quod in quolibet parlamento... — *k. L R* Hodie, per ordinacionem Regis Philippi, sufficit quod fiat adjornamentum ubi fuit lata sentencia, et hoc judice presente, vel vicinis, vel ad domicilium judicis, sive sint pares Francie, sive non. Et hoc lacius continetur in dicta ordinacione que incipit : item cum transactis temporibus [2]. *R omet la phrase :* et hoc lacius... — *l. Ce* § *manque dans L R.*

1. Jeanne de Narbonne, qui avait épousé Déodat de Séverac (Le P. Anselme, t. VII, p. 70).
2. Ordonnance de décembre 1344, article 5. Cf. *Ordonn.*, t. II, p. 210, et Arch. Nat. X1a 8602, f° 32 (*Ordinacio tangens agenda in parlamento*).

tincte, ut supra dictum extitit [m]. Et [n] idem est super prosecutione [o] defectus obtenti in curia in causa appellacionis ; et est racio quia prosecutus [p] cause appellacionis vel ejus defectus est [q] quid personale. Ita dictum fuit per curiam in parlamento anni XXVIII [r] pro domino de Calvomonte [s] contra Gobertum [t] de Maraco [u].

17. Item, si per defectum [v] illius qui debebat [x] facere, adjornamentum factum fuerit alibi quam ad locum domicilii, et citandus principaliter [y] non fuerit repertus illuc [z] ubi factum extitit (et potes dare [a] exemplum in causa appellacionis, vel simili) [b], adjornatus pro non adjornato debet reputari et actor [c] cecidisse a causa sua, cum [d] satis habuisset de tempore ante parlamenti diem [e] ad quam citacio debebat fieri, ut faceret fieri adjornamentum competenter.

18. Aliquando [f] restituitur [g] pars ad tempus, ut [h] de novo adversarium [i] suum possit adjornare [j] ad sequens parlamentum. Ita dictum fuit [k] inter dictas partes in dicto parlamento, licet forte graciose [l].

m. *C continue :* vel in loco domicilii vel in presencia persone.— *n*. *L* Item si fiat adjornamentum in prosecucione, fieri debet ut supra dictum est de personalibus : scilicet ad personam vel ad domicilium, licet causa principalis sit realis. Racio est... *R* Item si fiat adjornamentum super prosecucione... — *o*. *P* prosecutionem. — *p*. *Cette phrase est mise en marge dans O*. — *q*. *L* personalis et eciam ejus defectus. — *r*. *B D E I O* XXIII. *C F H P R S* XXVII. *G K M T* XXIIII. *N* XXVII alias XXVIII. *P en marge* alias XXIIII. *Q* XXVII alias XXIII. — *s*. *C P* pro decano Mante. *F L R* de Claromonte. *P en marge :* alias de Calvo Monte. — *t*. *B* Guillelmum. *C* Gilbertum de Tassiaco. *G M* de Mareco. *H* Gillebertum de Casciaco. *I* de Mauraco. *K* Moroco. *L* Robertum Gossiaco. *N* Gilbertum de Castraco, alias Gombertum de Masraco. *O* de Marraco. *P* Gibeltum de Gasiaco *et en marge* alias Guiotum de Maneto. *R S* de Castiaco. *T* Maroco. — *u*. *Note de F:* Hodie, per ordinaciones Regis Philippi, sufficit quod faciat adjornamentum in loco ubi sentencia fuit lata et judice presente, vel ad domicilium judicis, sive sint pares, sive alii. — *v*. *C N* per factum illius. — *x*. *D* item fieri debebat. — *y*. *G I O R* personaliter. — *z*. *P* ibi.

a. *B C E H P* potest dari. *R passe à :* tunc adjornatus pro non adjornato. — *b*. *G* et ideo. — *c*. *L* et debet actor cadere. — *d*. *C L* si. *L R* sit causa appellacionis vel similis. Hoc tamen verum ubi actor satis habebat de tempore... — *e*. *K L R* ante parlamentum seu diem. *Q* dies ad quos. — *f*. *I K N R* alias. — *g*. *G* potest tamen restitui. — *L* restitueretur. — *h*. *L R* faceret. — *i*. *I laisse en blanc la place du mot* adversarium. — *j*. *L* citari seu adjornari *et passe à l'arrêt*. — *k*. *R* in dicto parlamento contra predictas. — *l*. *C* circa hoc vide C. de temporibus appellacionum (*Code*, *VII*, *63*) et § item si appellacionem Extra de appellacionibus et relacionibus (*Decr. Greg. IX*, *II*, *28*). Ista tamen gracia videtur absorbere jus partis.

III

[DE ADJORNAMENTIS PARIUM FRANCIE [m]]. Fol. 3 v°.

1. Item, pares Francie adjornantur solum per Regem, et non per alium judicem regium [n], et scribit eis [o] Rex : « Adjornamus vos, etc. » et postea fit commissio [p] alicui baillivo [q] ad partem in quibusdam aliis litteris [r], quod ipse litteras adjornamenti que diriguntur pari presentet [s] et intimet quod ad diem [t] sit [u] in parlamento, quod de hiis rescribat curie. Et est racio quare non possunt per alios judices adjornari, quia ipsi [v] non sunt subjecti [x] nec de eorum ressorto [1]. Et hoc verbum fallit [y] in casibus qui sequuntur.

2. Primo, in casu novitatis, ut superius dictum est [2]. Item [z] quoad inhibicionem ipsis faciendam [a] ne aliquid attemptent contra appellantem [b] ab ipsis. Et[enim judices] intimant eis appellantes [c] fore in salva gardia Regis speciali, quos [d] ipsi possunt recipere in eadem et eis dare specialem gardiatorem [e]; quod [f] est contra legem C. de erogacione mili[t]aris [annonæ] L. si [16 § 1, C. XII, 37],

m. A C N R réunissent ce chapitre au précédent. La rubrique, qui manque dans A, est empruntée à H. — *n. H P omettent* regium. — *o. C* sic. — *p. I* littera commissionis. — *q. O* bajulo. — *r. C M T* in quibus mandatur quod. *L R* in quibus continetur quod ille baillivus litteras adjornamenti presentet per se vel per alium. — *O* in quibus continetur vel mandatur quod litteras. — *s. C G M N P Q S* per se vel per alium presentet. *S* eis. — *t. M* termini. — *u. C L* interfuerit. *O* intersit. — *v. K* ipsis. — *x. I* pares subjecti. *N ajoute :* Hoc verum est. — *y. N* tamen. *R* regulariter. — *z. O* fallit in senescaliis secundo quod. *R* quando ad.

a. L per judices regios ne. — *b. K* appellantem et quod attemptata ab ipsis revocent, et ut intiment eis illos appellantes. — *c. H* appellatos. — *d. L* in qua ipsi judices possunt illos appellantes recipere. — *e. Note de L :* Nota quod per episcopum non debet mandari fieri intimacionem, quod forsan non faceret, et causa contra partem esset amissa : bene baillivo debet mandari, ut hoc dicitur. — *f. N* nam licet hoc sit contra.

---

1. Un arrêt du 18 février 1335 confirme la doctrine du Stilus : *secundum stillum curie nostre ac eciam consuetudinem generalem pares Francie per litteras nostras eisdem directas debeant adjornari* (Arch. Nat. X¹a 7, f° 28).
2. V. *supra*, II, 9.

sed curia[g] punit tales facientes contra tales gardiatores vel ipsorum inhibiciones; et, quoad premissa, pares sunt de ressorto baillivi vel senescalli, et est racio quia premissa celeritate[h] indigent, et ita celeriter in hoc per Regem provideri non posset[i].

IV

[RUBRICA[j] DE ADJORNAMENTIS IN CAUSIS APPELLACIONUM, ET IN QUO TEMPORE IMPETRARI DEBEANT SIVE POSSINT ET EXEQUI[k]].

1. Item, ubi appellatur ab aliquo judice terre consuetudi-

g. S omet curia. — *h. C* scelerita[te]m desiderant seu celeritate indigent. *L R ajoutent :* sicut per judices vicinos. — *i. P continue :* Item fallit in causis jam inceptis. Item ubi adjornatur tanquam tutor vel administrator alterius. *D en note :* Nota quod pares Francie adjornantur per duas litteras, ut patet in proxima rubrica, tamen si successor paris Francie adjornati per duas litteras ad requestam alicujus actoris iterum adjornetur ad capiendum vel dimittendum arramenta, sufficit una littera, sicut in privata persona. Ita vidi per arrestum in quadam causa archiepiscopi Remensis in persona existentis. Et potuit esse racio quia postquam in principio illius cause fuerat illa solemnitas observata de duabus litteris in persona predecessoris, cum illa causa adhuc durabat, non requirebatur tanta solemnitas. *Cette note de D est reproduite par F, avec la variante :* in titulo predicto, *par G et I, avec la variante :* in principio hujus tituli *et à la fin* in secundo adjornamento, *par H qui ajoute :* et hoc nota dignum, *par O qui débute ainsi :* unde circa hunc titulum est notandum quod, *par Q, avec les variantes :* Unde notandum est quod... ut patet in principio hujus tituli... in illo adjornamento secundo tanta solemnitas. *F G L* Item nota quod servienti curie creditur referenti quod aliquis noluit sibi obedire in precepto curie, ad hoc eciam ut ille trahatur ad emendam Regi, nec aliter audietur in contrarium. Ita fuit dictum, licet dure, in parlamento anni XXXIX pro procuratore regio contra abbatem. *F et L s'arrêtent ici, G continue :* pluribus dicentibus quod est contra stillum curie. *En marge de L :* accipe hic : ita fuit dictum... usque ad finem, et relinque clausulam : hoc videtur esse contra jus, quia pocius est de glosa quam de textu. *N s'inspire de F G :* Item nota quod servienti curie creditur, si retulerit aliquem noluisse sibi obedire, vel quid simile in preceptis curie, et in tantum quod ille qui dicitur fuisse inobediens trahatur Regi ad emendam, nec auditur in contrarium. Ita dictum fuit, licet dure, ut quibusdam visum fuit, in parlamento anni XXXIX pro procuratore Regis contra dominum Jo. de Chariox, domino Jo. Dorbi (?) pro eo debatante[1] : quod erat contra stillum curie. *L'éd. incunable de Toulouse ajoute ici :* Item in loco in quo fuit lata sentencia, vel in domo judicantis, coram vicinis vocatis, sufficit adjornari eum qui tulit sententiam, et de ista littere presententur ; nec fit committimus nec adjornamentum parti, sed judici. — *j. Cette rubrique, qui manque dans A, est empruntée à H. I* habeant sive possint. *K* in quo habeant cum possint. — *k. C F L N R omettent* et exequi.

1. S'agit-il de l'avocat Jean Dol (*Johannes Doli*), cité par Delachenal, *op. cit.*, p. 347 ?

narie, adjornatur judex qui tulit sentenciam principaliter, et non pars [l]; et fit intimacio illi [m] pro quo lata fuit sentencia, ut ad diem, ad quem judex citatus est, intersit, si sua crediderit interesse [n].

2. Item, e contrario fit in patria [o] que regitur jure scripto, quia adjornatur ille pro quo lata fuit sentencia principaliter [p], et fit intimacio judici [q]. Si autem contrarium fieret quod

l. C omet pars. *F L N O P R* et ut pars. *P continue :* et si sunt plures, omnes debent adjornari, non solum major pars : quare omnes tenentur ad emendam, si succumbant. Est tamen advertendum an homines dicantur judicantes : quo casu debent citari. Idem si prebent assensum ; secus si consilium datur. — *m. L* Quantum est de isto, vidi determinare in parlamento quod nunciacio facienda judici non est de substancia adjornamenti, sed est quedam solemnitas, que tamen si omissa fuerit, nichilominus valet adjornamentum. Idem forte posset dici de primo, nichil tamen dico, quia nichil vidi determinare. — *n. I K O Q* De jure enim ille a quo appellatur terminum prefigit parti appellate, alias appellanti, et sic citatur pars et non judex, et tenentur appellatus et appellans ire ad terminum. *L* Hoc verum in sentenciis, si tamen appellatum est a defectu vel denegacione juris in terra consuetudinaria : tunc sufficeret appellacionem prosequi contra judicem tantum : racio est quia ad judicem spectat dicere et ostendere se non defecisse in justicia, et ideo male appellatum fuisse. Et circa hoc adverte quod ista intimacio seu nunciacio, de qua hic fit mencio, habetur pro certa, adeo quod si ad diem, ad quem fit intimacio, non compareat pars intimata, condempnabitur in expensis partis comparentis, nisi expresse appareat per relacionem execucionis in scriptis factam partem intimatam dixisse (cum fieret intimacio) nolle sustinere sentenciam a qua est appellatum, et hoc cliens [1] non retulit. Pars intimata, non comparens pretextu renunciacionis facte coram cliente expensas quibus parti adverse condempnabitur, ut dictum est, poterit coram clientem recuperare. Item nec obstabit ad evitandum predictas expensas et condempnacionem, si pars intimata veniat postquam fuit in defectu, et dicat in judicio nolle sustinere sentenciam a qua est appellatum, quia tarde venit, et racione defectus solvet expensas. Ita vidi pronunciari in parlamento per dominum Guillelmum de Senonis, tunc presidentem, anno CCC° XLVI° mense jullii, de consensu dominorum ibi tunc assistencium [2]. *P* sive appellans impetret adjornamentum, sive appellatus qui fecit appellantem adjornari ad prosequendum suam appellacionem vel desistendum, dum tamen judex sit talis quod in eventu teneatur ad emendam : quia tunc sua interest.— *o. L* juris scripti, quia ille pro quo est lata... — *p. B* ut pars. — *q. F L* parti in terra consuetudinaria, non valeret adjornamentum, ymo... *G T ajoutent :* de jure enim judex a quo appellatur terminum infigit parti appellanti, vel ipsa pars appellans, et sic citatur pars, non judex. *T continue :* et tenentur appellatus et appellans ire ad terminum sic prefixum.

---

1. Cliens = sergent.
2. Guillaume de Sens, avocat au Parlement, puis avocat du roi, ne devint président que le 3 février 1380 et premier président en 1389 (v. Delachenal, *Histoire des avocats du Parlement de Paris*, p. 381. Aubert, *Le Parlement de Paris, de Philippe le Bel à Charles VII : Organisation*, pp. 86-87). Le scribe aura mis XLVI (1346) au lieu de XCVI (1396).

judex juris scripti [r] adjornaretur et fieret intimacio [s] illi [t] pro quo lata est sentencia, adjornamentum non valeret, ymo appellans caderet ab appellacione sua [u]. Ita vidi pronunciari in parlamento anni XXIII [v].

3. Item, quod dixi [x], quod appellans, qui [y] sic impetrasset adjornamentum, cecidisset ab appellacione sua, verum est, nisi in casu in quo esset minor [z] : quo casu restitueretur per parlamentum, ut [a] adjornamentum posset impetrare contra partem adversam ad aliud [b] parlamentum et causam suam tunc proponere. Ita vidi pronunciare [c] per arrestum in parlamento anni XXVII [d] pro Benigno [e] Calcinelli [f] [1] appellante [g] contra partem adversam.

Fol. 4 r°. 4. Item, [h], ubi [i] aliquis appellavit ab aliqua sentencia, sive [j] sit de patria consuetudinaria sive juris scripti, ad presentem curiam [k], vel sit talis [l] causa que alibi agitari non possit, opportebat olim [m] quod impetraret adjornamentum

r. *D* jure scripto. *M* patrie juris scripti. *N* vel per consuetudinem adjornaretur ille pro quo lata... — *s. C F R* principaliter. — *t. R* parti. — *u. F* nisi esset minor, quo casu restitueretur *et la fin du § 3*. — *v. G I K M T* XXIV. *C H L P R S* XXVII. *N* XVII vel XXIII. *O omet cet arrêt.* — *x. C D omettent* quod dixi. *H N* quod dicitur. *O* cum quod dictum est. *P* quod dixi verum est. — *y. C* quod appellans caderet a sua appellacione. *L R* Et hoc verum est quod impetrans adjornamentum caderet ab... — *z. K en note :* pro hoc ff. De integ. restit. [*Dig. IV, 6*]. *L* nisi esset minor.

a. *C* causam suam postea proponeret. *P* et causam suam tunc proponeret. — *b. L R* ad sequens. — *c. L R* Ita fuit pronunciatum. *F R ne citent aucun nom.* — *d. K* XXVI. — *e. C G L N* Retino. *K O* Beguino. *P* Reatino. — *f. B E I Q* Calcurelli. *C L N* Catinelli. *H* Cacinelli. *K* Calmelli. *O* Calcarelli. *S* Caturelli. — *g. C L N* minore appellato. — *h. B E K T en marge, la rubrique :* Infra quod tempus adjornamentum appellacionis debet impetrari et exequi, *adoptée par Ant. Robert, dans son édition de 1512, pour constituer un nouveau chapitre.* — *i. F L R* quis de terra consuetudinaria seu de terra juris scripti ab aliqua sentencia appellaverit. *N* appellatur. *S* ubi aliquid. — *j. C* qui. — *k. I* in presenti curia. — *l. C* si talis causa sit. *F L omettent ces mots.* — *m. F L en note :* Hodie autem debet impetrari eciam infra tres menses. *I ajoute :* Hodie eciam est necessarium, si habeat tempus sufficiens, ut exequatur adjornamentum, sed oportet quod ante tres menses a tempore sentencie late, si satis habeat de tempore. *Q* Hodie autem tres menses numerandos et exequandos infra tres menses a tempore sentencie late.

1. Il s'agit du fils de Betin Caussinel, originaire de Lucques et maître des monnaies de Philippe le Bel; lui-même fut un célèbre financier; cf. : Piton, *Les Lombards en France et à Paris*, p. 114. Sous le règne de Philippe VI, il fit un rapport sur le fait des monnaies; cf. : J. Petit, Gavrilovitch, Maury et Téodoru, *Essai de restitution des plus anciens mémoriaux de la Chambre des Comptes de Paris* (*Bibliothèque de la Faculté des Lettres de Paris*, fasc. 7, 1899).

ante principium parlamenti proximo futuri [n], si satis habebat de tempore ad impetrandum [o], alias reputaretur non

n. *BEM* infra tres menses a tempore dicte sentencie, si satis habeat *F de même, mais après* sentencie : numerandos, alias reputaretur non appellans, quod est verum si satis habeat de tempore, scilicet ante inicium parlamenti; ad impetrandum autem habeat satis vel non erit arbitrium curie. *D M P S* hodie autem tres menses et exequitur adjornamentum infra tres menses a tempore dicte sentencie si satis habeat. *O* hodie autem infra tres menses a tempore sentencie numerandos debet impetrare et exequi adjornamentum, si satis habeat...— o. *C, qui ordinairement abrège le texte de Du Breuil, l'allonge ici par cette addition intéressante :* Et hoc sufficiebat quantumcumque longe a principio parlamenti sequentis appellasset, prout appellaverit durante parlamento II[a] vel III[a] die parlamenti, et ita secundum hoc appellans habebat tunc fere unum annum pro impetrando suo adjornamento ; quod hoc corrigitur, et est tempus ut hodie in tres menses teneatur impetrare et exequi, ut sequitur. Sed et hodie, per alias novas ordinaciones appellans infra octo dies, a die appellacionis numerandos, sue appellacioni renunciari potest, sed ulterius non potest, ymo necesse habet eam prosequi; alioquin punitur in emenda LX librarum parisiensium, sicut puniretur si pronunciaretur male appellatum et bene judicatum. Item per dictas novas ordinaciones, appellans in bailliva Viromandensi tenetur adjornamentum impetrare et exequi ante inicium parlamenti, licet minus sit tribus mensibus, dum tamen tempus competens fuerit infra quod potuerit impetrare et exequi :.quod arbitrio curie reliquitur. In aliis vero baillivis vel senescallis, teneatur impetrare ante inicium parlamenti et potest exequi infra tempus competens, durante tempore dictorum trium mensium. Et dictas novas ordinaciones reperies in alio quaternio, in principio. Hodie autem oportet quod infra tres menses impetretur et exequatur; qui tres menses currunt a die appellacionis in patria juris scripti, sed in patria consuetudinaria a tempore date sentencie numerandos (*sic*). Item quod infra tres menses exequatur, tunc si satis habeat de tempore ad impetrandum, alias reputaretur non appellans et tempus esset arbitrarium in curia. *T comme C. F (en note) L R ajoutent :* Hodie secundum ordinaciones regis Philippi [1], qui appellat sedente parlamento, habet illud impetrare adjornamentum et tunc exequi in tribus mensibus a tempore sentencie late et ad dies futuri proximo parlamenti, ut hic (*L omet* ut hic). Si autem appellet clauso parlamento, vel circa finem ipsius, et habeat tempus sufficiens ad impetrandum adjornamentum ante principium futuri proximo parlamenti, tunc reffert utrum appellans sit de Viromandia, quo casu tenetur impetrare et exequi adjornamentum ante principium futuri proximi parlamenti. Est racio quia dies Viromandie sunt in principio parlamenti [2]. Si autem sit aliunde, sufficit impetrare ante principium dicti futuri parlamenti et poterit execucioni mandari, ipso inchoato, ante tamen dies baillivie partis ipsius tunc sedentis parlamenti, et hoc eciam fiat infra tres menses. Si vero tempus non sit sufficiens ad impetrandum ante principium parlamenti, semper habet tres menses, ut dictum est; sed, hoc casu, adjornamentum impetrabitur ad dies proximi sequentis parlamenti, nisi appellans vellet festinare causam suam appellacionis, quia tunc posset impetrari adjornamentum ad dies sue baillivie vel senescallie, tunc sedente parlamento, dum tamen in

1. Les ordonnances visées ci-dessus sont celles du 9 mai 1332, et non 1330, comme quelques auteurs l'ont cru. (Cf. *Ordonn.* t. II, p. 51, et Arch. Nat. X[1]a, 8602, f° 6); de décembre 1344, articles 3, 4. (Cf. *Ordonn.*, t. II, p. 210 et Arch. Nat. X[1]a 8602, f° 32); et de novembre 1364. (Cf. *Ordonn.* t. IV, p. 506 et Arch. Nat. X[1]a 8602, f° 207 v°).
2. Cf. Aubert, *op. cit.* (p. 176, 180, et pièce justificative, n° XI).

appellans; sed nunc tempus est arbitrarium in curia [p]. Ita vidi pronunciari in parlamento anni XXIII contra Guillel-

adjornamento diceretur : ad dies talis presentis parlamenti, non obstante quod sedeat et ex causa (*L s'arrête ici*). Utrum autem tempus sit sufficiens vel non, hoc arbitrio curie remittitur et ita remitto. Racio hujus fuit quia si impetraretur in sequenti parlamento, opporteret ad sequens aliud parlamentum adjornamentum impetrare, et ita volens fugere et malus debitor habet biennium; ista racio autem cessat quando appellans impetrat infra tempus trium mensium in sequenti parlamento, si contineatur in adjornamento : « ad dies talis baillivie et presentis parlamenti, non obstante quod sedeat et ex causa »; et ideo, licet hoc casu non impetretur ante parlamentum sequens adjornamentum, tamen videtur bene relevatum, quia cessat racio supradicta. Et ita vidi de forte pronunciari in parlamento anni XXII per dominum Guillelmum de Senonis et magistrum Symonem Forsii (?)[1] presidentes. Hodie autem debet impetrari et eciam exequi infra tres menses a tempore late sentencie numerandos. *L R se sont inspirés de P qui n'en diffère que par quelques variantes insignifiantes; cependant après* sedentis parlamenti, *P dit:* Verum autem sit sufficiens ad impetrandum arbitracionem aliquam. *G ajoute :* Hodie infra tres menses exequitur adjornamentum in causa appellacionis; qui tres menses currunt in terra que regitur jure scripto a die appellacionis, que fit intra decem dies; sed in patria juris non scripti, seu consuetudinaria, currunt a die sentencie : quia eciam tunc incontinenti et judice sedente pro tribunali opportet appellare, et infra octo dies oportet renunciare appellacioni sue, et si non faciat, presumitur velle prosequi; et si optineat in causa appellacionis, non solvit emendam; si autem succumbat, debet LX libras parisiensium, nec post illos octo dies potet renunciare, ymo si desistat vel forisfaciat parti adverse, nichilominus appellans debet emendam : et hoc verum est nisi obtinuerit a Rege congedium concordandi. Et est hic stilus verus et notorie observatur. Ubi tamen haberet finiri parlamentum, tempus esset arbitrarium, et curie arbitraretur an satis habuisset de tempore pro impetrando suum adjornamentum appellacionis ante proximum futurum parlamentum, quia tunc reputaretur non appellans. Ita dictum fuit contra Guillelmum de Burgiaco (= Bergognano) [pro capitulo] de Negetolio (= Nogarolio), diocesis occitanensis, in qua [causa] tunc infra tres menses a tempore dicte sentencie, si satis habeat de tempore de sentencia usque ad proximum parlamentum ad impetrandum, alias reputaretur non appellans et tempus es[se]t arbitrarium in curia. *F comme G* (*dans F cette suite est d'une autre main*), *avec quelques variantes* (pacificet cum parte *au lieu de* forisfaciat), *et à la fin :* nisi prius impetraverit congedium a Rege ad concordandum et hic stilus est verus; in patria juris scripti a die appellacionis currunt tres menses predicti, si tamen pars haberet ante parlamentum, tempus esse arbitrium curie. *K ajoute :* Hodie infra tres menses debet impetrari adjornamentum in causa appellacionis, et eciam exequi debet dictum adjornamentum infra dictos tres menses a tempore date sentencie, si satis habeat de tempore, *et en note :* Hoc est dicere si parlamentum debeat tamen sedere, alias si appellacio esset facta circa finem parlamenti, ita quod non restarent nisi forte unus vel duo menses tunc tempus esset arbitrarium. — *p. K ajoute:* si satis non habeat de tempore ad impetrandum. *N, qui semble s'inspirer de G, ajoute :* Hodie autem infra tres menses, et exequatur adjornamentum infra tres menses; qui tres menses currunt in patria que regitur

1. Simon Foison, qui fut président à la fin de l'année 1388, en même temps que Guillaume de Sens. L'arrêt est probablement de 1392, le copiste ayant écrit par erreur XXII au lieu de XCII.

mum de Bourgoignaco pro capitulo de Naugarolio [q] diocesis auxitanensis [1]; in qua causa curia in ducatu Acquitanie tempus sufficiens decem septimanas reputavit.

5. Item, si satis sit [r] de tempore ad impetrandum, adjornamentum infra proximum parlamentum, et non curaverit impetrare adjornamentum, sed pendente [s] proximo parlamento ipsum [t] impetraverit ad aliud [u] parlamentum, licet nondum lapsus sit annus a tempore late predicte sentencie [v], reputatur per curiam non appellans. Ita vidi pronunciari per curiam in parlamento anni XXIII [x] pro Bertrando de Podio [y] et contra Bertrandum de Marescanniis [z].

jure scripto a die appellacionis interposite que habet fieri infra decem dies; sed in patria consuetudinis a tempore dicte sentencie late, quia tunc incontinenti est appellandum, ubi tamen satis prope parlamentum haberet fieri incipiens, tempus esset arbitrarium, quod arbitraretur curia, scilicet an satis esset tempus pro adjornamento impetrando ad proximum futurum parlamentum, quia, si sit et non fecisset diligenciam, reputaretur non appellans. Ita vidi pronunciari in parlamento anni XXXIII (alias XXIII) contra Guillelmum de Bragerado (alias Vergenado) pro capitulo de Notogatolio (alias Burgameno) diocesis Auxitanensis; in qua causa curia... Nunc mutatur per ordinaciones factas anno XLV. *Note de P, identique au texte de G, cité dans la note o.* Qui tres menses currunt in patria juris scripti a die appellacionis... *mais P n'a pas* pro tribunali, *et dit* congedium ad concordandum; *au lieu de* notarie, *P a :* de novo observatur. *S a la date :* XXXIII. *F dit :* sex septimanas. *L omet* reputavit, *B I K R ajoutent :* Nunc mutatur per ordinaciones factas anno domini LXIII (*I K :* LXIV) per quas corrigitur ordinacio facta per regem Philippum anno domini XXXII [2]. *D E H ont cette addition et citent l'ordonnance de déc. 1344; P l'a en note et date de 1364. Q date de 1360. S ajoute :* Nunc mutatur per ordinaciones factas anno XLV°. *T se rapproche de B et vise l'ordonnance de 1332.* — *q. A* Verngarollio, *corrigé* Naugarolio. — *r. C P* sumpserit. *M N* supersit. — *s. C G H L N O R* sedente. — *t. F* impetrare adjornamentum, licet nondum lapsus. *K* ipsum. — *u. K* illud. — *v. L ajoute :* quod indultum a jure ad prosequendum et terminandum appellacionis causam juxta C. quum sit Romana Extra de appellacionibus. [*c. 5, Decret. Greg. IX, II, 28*]. — *x. F P S* XXXIII. *I* XXIV. *L* XXXIX. *N* XXXIII *alias* XXIII. — *y. C F O R Q R S* Stephano de Podio. — *z. B* de Marescallo, et in parlamento anni XLIII contra Jacobum de Insula pro quodam adversario suo. *I Q comme B sauf :* Marescannis *et* XLIV. *C S* Marestannis. *E* Marestriano. *F O P R* Matescannis. *K M Q* de Marescanno. *L* Marescariis.

---

1. Il s'agit du chapitre de Nogaro (Gers, ch.-l. de canton de l'arrond. de Condom) et de Guillaume de Bergognan qui avait laissé passer le délai de dix semaines; cf. Arch. Nat. X[1]a 8844, f° 220, 20 mars 1324 (n. st.) : Alnaudus Guillelmi de Bergonhano, capitulum de Naugarolio...

2. Cf. Arch. Nat., X[1]a 7, f° 21, 18 février 1335 : *Considerata ordinacione* (celle de 1332) *per nos facta super impetrando et exequendo adjornamento in causa appellacionis infra tres menses continuatos.*

6. An autem ille qui non est adjornatus ad ejus domicilium litteratorie vel sufficienter [a], si repertus Parisius, vel in palacio [b], vel alibi [c] de mandato, curie adjornatur, habeat jus revocandi domum? Videtur quod non, cum ad curiam superiorem [d] et in loco communi omnibus regnicolis venerit, juxta L. Roma ff. ad mu[nicipalem] [33 Dig. L. 1] et Extra qui filii sunt legitimi C. per venerabilem [e] [C. 13 Decr. Greg. IX, IV, 17]. Dicas contrarium de stilo presentis curie. Hoc fallit in casibus qui sequuntur [f] : ubi aliquis pretenderet causam specialem contra sic inventum, puta contractum Parisius initum [g], vel aliam [h] de contentis; ff. de judiciis L. 2, C. legatis [2 § 3 Dig. V 1]. Item [i] fallit, ubi aliquis petit [k] assecuramentum ab aliquo sibi dari in presenti curia [l] : et est racio quia ad hoc prestandum compellitur [m] omnibus exclusis excepcionibus. Ita vidi pronunciari per curiam contra comitem Armaniaci pro archiepiscopo [n] Auxit[an]ensi [1] in parlamento anni XXVII [o]. Item [p] fallit in omnibus causis criminalibus, sive ex officio, sive ad denun-

a. *C* vel alias sufficienter vel nullo modo. *I* vel alias sufficienter si. — *b*. *B C N O* parlamento. — *c*. *C* ab aliquo mandato. *L passe de* palacio *à :* habeat jus. *R* alicubi vel in parlamento super aliquo de mandato. — *d*. *C* ad curiam talem venerit, quod est locus communis juxta ..... *F* ad curiam superioris et in loco. *H* in casu quo ad curiam superiorem. — *e*. *G ajoute :* quod verum est et regulariter. — *f*. *B E F L P Q* primo. *D a mis en marge cette phrase qu'il avait omise.* — *g*. *C*. fuisse — *h*. *K O* vel ad aliud. *L* vel aliquid. — *i*. *R* fallit similiter ubi — *k*. *N* primo. — *l*. *C* in presencia curie. *L* ab illo qui illic invenitur quia... — *m*. *K* Ita fuit dictum per curiam in parlamento anni LXX pro episcopo Verdunensi contra dominum Henricum de Bar, qui non erat de regno [2]; et cum hoc habebat salvum conductum a Rege, hiis non obstantibus dedit assecuramentum. *E D font en note allusion à cet arrêt.* — *n*. *C L P* pro episcopo Carliloci. *G* pro quodam episcopo. *N* Claclioc. *S* contra Arma (*sic*) pro episcopo Clastlieri. — *o*. *G ajoute :* De isto assecuramento tu habes de restitucione spoliatorum, C. ex transmissa et C. litteras [*8*, *13*, *Decret. Greg. IX*, *II*, *13*]. — *p*. *R* similiter.

1. Il est question de Jean I, comte d'Armagnac, et de Guillaume de Flavacourt, archevêque d'Auch. L'assurement est du 30 avril 1327, Arch. Nat., X[1]a 8844, f° 309, Boutaric, *Actes du Parlement*, n° 7974.
2. Arrêt du mardi 9 juillet 1370 rendu pour Jean de Bourbon, évêque de Verdun, contre Henri de Bar. Cf. Arch. Nat. X[1]a 1469 f° 409 v°.

ciacionem alicujus partis [q] insequeretur, vel simul [r]. Ita vidi fieri [s] contra consules burgi Narbone pro procuratore regio et abbate Montis Fridi [= Fontis Fridi] [1], in parlamento anni XXIII [t]. Et nota [u] circa hoc unum notabile, quod dicti consules reperti Parisius non de facto proprio, sed universitatis [v], et non de tempore suo et de facto quorumdam singulorum dicte ville insequebantur, et tamen curia voluit quod super impositis dicte universitati et singularibus [x] hic litigarent; sed tamen [y] prefixit eis || terminum infra dictum parlamentum infra quem cum supra dictis potuissent se advisasse, et quod certa die [z] responderent. Ita vidi [a] contra dominam de Belloforti [2] et pro quodam homine domini Henrici de Enclanstra [= Lancastria], in parlamento anni XXV [b]. Item [c] fallit, ubi [d] ad solam denunciacionem alicujus aliquis [e] super aliquo crimine [f] in curiam sequitur [g] : ita vidi pronunciari contra dominum Robertum de Castro-Villani [h] [3]. Item fallit, ubi quis [i] aliquem inventum Parisius [j] Fol. 4 v°.

q. *B E M O P* alicujus ministri aliquis. *L* partis adverse aliquis. — *r. C G* partis mixtim quis esset executus sive ex officio tantum. *D.* ex officio. *I K P T* ex officio tantum. *I ajoute :* interest enim reipublice ut maleficia talium puniantur. *L omet :* vel simul. *O ajoute :* mixtim et crimina non remaneant impunita; *et en note :* reus criminis non potest puniri nisi in loco domicilii vel delicti nisi per Papam et Imperatorem. — *s. C F* pronunciari. — *t. H S* XXVIII. *K* XXVI. *C continue :* Licet circa hoc vivo vocabulo seu viva voce a parte adversa fuisset oppositum quod dicti consules *et la suite du* § 7. *R ajoute :* Iddem dictum fuit contra dominum Robertum de Castri villa *et met ici l'arrêt qui est plus bas.* — *u. F R omettent ce* §. *S* et contra hoc...— *v. B E* universali. *I* universitate. *Q* proprio scilicet de tempore suo, eciam de facto quorumdam. — *x. C* singularium. *D* et singulis. — *y. C K P* curia. — *z. B E Q T* premissa in parlamento. *D M P* premissis. *C L* in parlamento.

a. Q Pronunciatum. — *b. B* XXVI. — *c. R omet ce* §. — *d. B E* si aliquis. — *e. C omet* aliquis. *D* aliquis supetit aliquod crimen. — *f. Q* aliquod crimen in curia. — *g. O Q* insequeretur. — *h. H* de Castrovilla. *O ajoute :* adde et nota in § precedenti. — *i. R* Item similiter ubi aliquis. — *j. K* pars. *L R omettent* inventum Parisius.

---

1. Fontfroide (Aude, arrond. et canton de Narbonne, com. de Bizanet), abbaye de Cisterciens... L'abbé s'appelait alors Géraud (*Gallia Christiana*, t. VI, col. 198). Sur ce long procès, v. Arch. Nat. X¹a 5, f° 522, X²a 3, f° 47, X¹a 8844, f° 239 v°, 23 déc. 1323 et 2 juillet 1325.

2. Alix, fille de Jean de Joinville et d'Alix de Regnel, veuve de Jean d'Arcis; elle épousa Henri de Lancastre, seigneur de Beaufort. Cf. Arch. Nat. X¹a 8844 f° 228, 1er septembre 1323.

3. Robert de Châteauvillain (Haute-Marne, ch.-l. de canton et arrond. de Chaumont). Sur les seigneurs de Chateauvillain, v. Le P. Anselme, *op. cit.*, t. II, pp. 342, 345.

vult provocare ad duellum : quia, velit aut nolit, compelletur respondere. Ita vidi in pluribus[k], videlicet in Aymerico[l] de Duroforti provocato per Armandum[m] de Monte[n] Acuto in parlamento anni XXVII[o][1] sed in hoc daretur dilacio propter absenciam[p] amicorum : quod reputo notabile[q]. Item fallit in officiali[r] regio, puta[s] senescallo vel baillivo[t], qui super commissis in officio[u] poterit prosequi in presenti curia[v], in eadem[x] repertus. Ita vidi[y] in parlamento anni XXIV[z] pro domino de Tiranno[a] contra dominum Petrum de Ferreriis[b][2], tunc senescallum Xantonensem. Item, si quis causam proprietatis contra Regem movere velit, opportet quod faciat adjornare procuratorem regium[c] ad procedendum in eadem[d], videlicet majorem procuratorem per Regem[e] in parlamento constitutum, quia, si procuratorem[f] patrie in qua res est sita faceret adjornari, non sufficeret[g], ymo esset insufficiens adjornamentum. Ita fuit dictum per arrestum in parlamento anni XXV pro procuratore Regis et Guidone le Chambelant[h][3] contra majorem[i] et juratos Sancti Quintini in Viromandia. Sed in causa appellacionis a sentencia lata pro Rege, in causa novitatis et saisine, vel[j]

k. C G P causis. *F R* Ita vidi pronunciari pro. — *l. I laisse la place de ce nom. F L R* Armando. — *m. O* Arnaldum. — *n. I omet* Monte. — *o. B* XXVIII. *B P Q mettent ici* et in pluribus (*B* causis) aliis (*B* in parlamento ejusdem anni). *P Q :* licet in hiis daretur. — *p. Q R* pretextu absencie. — *q. A* notabilem, *corrigé* notabile. — *r. G* in officialibus officio regis. *L O* officiario. *N* officiis. *Q* in officio. — *s. L* scilicet. *G R mettent la phrase au pluriel.* — *t. C* et similibus. — *u. L M P* suo. — *v C G* in presencia curie. — *x. C* ibidem. — *y. B I* pronunciari. — *z. B C D E G H I L O P Q* XXIII. *F K M R* XXVII. *S* XXVIII.

a. C G Trionno. *F M* Turanno. *N* Trano. *P* Cranno. — *b. L* de Feritate. *N* de Fluriis (*sic*). *F L R S omettent* Xantonensem. *E en note :* Istud sepe contingit. — *c. C G L R* generalem *et passent à :* in parlamento, quia si...— *d. D* in ea. *K L M P* in parlamento. — *e. N* regis generalem. *P* regium generalem. — *f. O* regium. — *g. P* adjornamentum.— *h. C G P* de Cubrabranc. *F L R* de Cubra contra *H* Cubabant. *N* Cubabunt, alias le Chambellant. *O* la Chambellerie, *S* Coubabant. — *i.* majores. — *j. I* ut.

---

1. Cf. Arch. Nat., X^{2}a 3, f° 95, 5 mai 1328.
2. Pierre de Ferrières qui fut dans la suite préposé à la garde du Mas d'Agenais (v. Viard, *Lettres d'état...*, n° 6). En 1323, Guillaume de Tirent était mort laissant une héritière, sa fille Aude. Cf. Boutaric, n° 7251, 6 juin.
3. V. Arch. Nat., X^{2}a 3, f° 100 v°, 27 février 1326 (n. st.), et aussi X^{1}a 6, f° 275, 19 décembre 1332 (le Chamberlenc et « le Chambelanc »).

alia simili, puta amocionis manus regie, sufficeret procuratorem patrie adjornare; ita fuit ibi tunc dictum [k].

7. Item, ubi [l] aliquis agere vult in parlamento contra minorem viginti quinque annis, opportet dictum minorem cum curatoris [m] auctoritate, vel ipsius curatorem adjornari; et si [n] simpliciter minor adjornatur, esset insufficiens adjornamentum de stilo curie [o]; ita vidi in parlamento anni XXVII [p] contra dominam Margaretam de Relengis [q] et liberos pro Johanne Calcinelli, domino Gal[ar]nicarum [r] [1].

8. Item, cave cum aliquis vult agere actione reali, quoniam non potest minor in judicio deducere, eciam cum tutoris auctoritate, ut patet infra, De minoribus, c[ap]. 1 et 2 et sequenti [s] [2].

9. Item, ubi aliqui [t] litigant in parlamento super saisina

k. G ajoute : Racio diversitatis potest esse sic : in causis proprietatis, ubi quis vult agere contra Regem, non sufficit procuratorem patrie adjornari, ideo oportet procuratorem generalem adjornari ; et tamen in causis appellacionum secus, quia sufficit procuratorem loci adjornari propter brevitatem temporis quod datur condempnato ad appellandum, ut fuit dictum supra; que racio cessat in causis proprietatis, quia in potestate actoris est quando vult agere. — *l. S* si. — *m. B C E M P* tutoris vel curatoris. — *n. D M P* alias si. — *o. P et R ajoutent :* De stilo aliarum curiarum, *R seul continue :* dum tamen ipse minor curatorem non habeat ; dicitur secundum aliquos : si solus curator adjornatur, non minor cum auctoritate. Et ita vidi fieri...— *p. C F L R S* XXVI.— *q. A* Relengius, *corrigé* Relengis (Cf. *infra* XXXI, 13). — *r. E* Cacinelli Galarnicarum. *C* Quartinelli. *F H L S* de Religiis... Cassinelli *et s'arrêtent ici. G* de Lengiis. *H N* Relongiis. *O* de Solangus. *I Q* Calemelli Gabanitarum. *K* Galnitorum. *L* Camelli. *N* Catinelli. *O* Catonelli. *R* Cacurelli. *Note de O :* tutor vel curator minorum debent vocari, quando agitatur contra minores, si non habeant procuracionem. — *s. G R omettent ce §. G ajoute au § précédent :* racio hujus dicti est quod minor non est persona habilis ad standum in judicio, quia minores lesi possunt petere in integrum restitui, et sic judicium esset dilusorium, quia dum esset condempnatus peteret in integrum restitui. *O en note :* per ordinacionem Philippi [3] agitur contra minores in actione reali sive personali. *R renvoie au chap. XXXI du Stilus. P met ce § en note et ajoute :* de stilo aliarum curiarum major XIIII annis potest licite vocari, et valet adjornamenfactum sine tutoris auctoritate, dum tamen minor curatorem non habeat, et tum valet processus contra eum habitus. — *t. Q* ubi aliquis litigat. *S* ubi aliquis litigatur.

---

1. Il s'agit probablement de Jean Caussinel, fils de Betin Caussinel, seigneur de Gallargues (dép. du Gard, arrond. de Nîmes, canton de Vauvert). Cf. Boutaric, *op. cit.*, n° 4298, et Olim, t. III, 2e partie, p. 899, n° LXIII.
2. V. *infrà*, XXXI, 1, 2 et ss.
3. 1330 ou 1331 : *Ordinacio super modo procedendi in causis minorum.* Cf. Arch. Nat. X¹a 8602, f° 5 r° et v°, et *Ordonn.*, t. II, p. 63.

alicujus rei, et saisina uni [u] adjudicatur, hoc retento per curiam quod alii [v], qui devictus fuit super saisina, fiet jus per curiam et in [x] curia super proprietate [y], et hoc dictum fuit per arrestum curie [z]; tunc ille qui obtinuit super saisina in, eodem
Fol. 5 r°. parlamento per || dictum arrestum videtur [a] esse adjornatus in causa proprietatis [b], et hoc si duret parlamentum; si non duret, ad sequens parlamentum est adjornatus per dictum arrestum, et tenetur [c] comparere, alias dabitur actori deffectus vel reo congedium [d]. Ita dictum fuit per arrestum in parlamento anni XXV [e], pro Bertrando de Mota contra Alnardum [f] Guillelmi de Barta [g] [1].

u. *R* sibi. — *v*. *L M* illi. *R* alteri. — *x*. *C O R* et hoc dicatur per arrestum curie quod tunc ille qui obtinuit... — *y*. *H I n'ont pas* et in curia super proprietate. — *z*. *Q* si autem non fuerit dictum sed simpliciter reservatum jus super proprietate, tunc opportet quod illud reservetur super proprietate infra annum, vel cadit a jure suo, ita quod tunc ille qui obtinuit...

a. *D F Q* videtur et est adjornatus. *C G L N* tenetur comparere alias... — *b*. *ce qui suit jusqu'à* ita dictum fuit *est en note dans P*. — *c*. *R* tenebitur. — *d*. *C L P R* alias dabitur illi devicto congedium. *L* convicto. *E en note :* si autem non fuerit dictum sed simpliciter reservaretur jus super proprietate infra annum, vel cadit a jure suo (*note passée dans le texte de O*). — *e*. *C F G H I L N R* XXVII. — *f*. *Q* Arnoldum. — *g*. *A* Barra, *corrigé* Barta, d'après *P*. *E* de Bayco alias de Barro. *G ajoute :* Melius judicio meo diceretur defectus : quia devictus in saisina est actor in proprietate. Vidi contra hoc per aliquos teneri quod si aliquis succubuerit in casu novitatis, nisi intentaverit questionem proprietatis et egerit petitorium infra annum a tempore dicti arresti lati contra eum, amplius non audietur super proprietate, nec in hoc casu excipiatur prescripcio X vel XX annorum. Ista tamen opinio est contra jus commune, et fuit dictum contra eam per arrestum anno domini M°CCC°LXXII°, xxvi° novembris inter episcopum Cabilonensem et vicedominum Cabilonensem [2]. Et fuit admissus post annum, ymo post annos, dictus episcopus. Ita dictum fuit per arrestum curie in parlamento anni XXVII pro.....

---

1. Cf. Arrêts des 7 juin 1325, 30 mai 1326. Arch. Nat., X¹a 8444, f° 238 v°, 300 v°. *Adde* : X¹a 6, f° 18 v°, 7 janvier 1328. Il s'agit d'Arnaud Guillaume de la Barte.

2. Il y a erreur. Il s'agit de l'évêque non de Chalon-sur-Saône, mais de Châlons-sur-Marne (Archambaud de Lautrec), qui avait appelé d'une sentence rendue contre lui en faveur du vidame de Châlons, après plaidoiries du 11 décembre 1370 et du 26 novembre 1372. Le 24 novembre 1372, l'affaire avait été au conseil (Arch. Nat. X¹a 1469, f° 34).

V

*RUBRICA [1] DE PRESENTACIONE FACIENDA [h] IN PARLAMENTO, ET DE PARTE [i] VOCATA [j], NON INVENTA AD HOSTIUM CAMERE [k], NEC EJUS PROCURATORE [l].

1. De stilo [m] curie Francie [n] est quod partes, que habent agere [o] in parlamento ad dies senescalliarum vel bailliviarum, se presentant coram deputato super recipiendis presentatis [p], vel in crastinum antequam domini tenentes parlamentum recedant [q] [2]; alias [r] parti que se presentasset, si esset actor, concederetur defectus, vel reus [s] haberet congedium [t]; et pars [u] que se non presentasset non audiretur in aliquo [v], ut patet per exempla [x] que sequuntur. Nam si judex faciens contra aliquem aliquam injuriosam execucionem, a quo ideo appellatum esset, et adjornatus [y] in parlamento, et [z], parti intimacione facta, se ad diem ad quam adjornatus est non

h. I de presentacionibus faciendis. — *i. O* persona. — *j. C R s'arrêtent ici.* — *k. F omet* ad hostium camere. — *l. F L* vel ejus procuratore. — *m. K M* de stillo et eciam ordinacione curie. — *n. C P omettent* Francie. — *o. C* facere. — *p. I P* super presentacionibus. *C F G H* presentacionibus recipiendis per curiam vel in crastinum. *L* presentacionibus recipiendis die presentacionum vel in crastinum. — *q. G ajoute :* sufficeret tempus infra solis occasum, alias parti que se presentasset subvenitur, quia, si sit actor... *F R note :* sufficeret tamen hodie si veniret in solem occubentem eciam et secunda die, ut patet per ordinaciones. *D L M R ont cette addition dans le texte.* — *r. P en note :* primus effectus : sive deffectus, vel congedii concessio. *Note de L :* pro hoc C. consuluit Extra de officio et potestate judicis delegati, [*c. 24, Decret. Greg. IX, I, 29*] cum ibi nota, § sedebunt in Aut. de judicibus coll. VI et Novel. sive Authenticarum lib. Const. LXXXIII, C 3, sed contra per auctenticam predictam dicitur, quia praetores non cognoscunt illa hora qua fuerunt inventi. — *s. K S* vel si reus. *T* contra reum. *C* si reus, congedium, altera vero pars in aliquo non audiretur, ut patet... — *t. P* (*addition dans le texte*) secundus effectus : audiencie exclusio. — *u. L* opportet tamen quod pars vocetur visura judicari utilitatem defectus, nisi in causa officii, item execucionis litterarum et in causa novitatis, ut patet. — *v. N* representasset non audiretur contra aliquem aliquam injuriam. — *x. C* per plurima *F R* per plura. — *y. L* est judex. — *z Ces mots :* et parti *jusqu'à* adjornatus est *sont en marge dans F. L* et parti obtinenti intimacio facta sit si ad diem. *T ajoute :* judex a quo fuit appellatum.

---

1. Cette rubrique a été ajoutée après coup dans le ms. *A*, mais paraît être de la même main que le texte. Il en est de même des rubriques des chapitres VIII, XI, etc., qui sont, comme celle-ci, marquées d'un astérisque.
2. Cf. Ordonnance du 17 novembre 1318 dans *Ordonn.*, t. I, p. 673, article 1.

[se]presentavit, nec pars eciam [a], licet, dum postea leguntur presentaciones in camera [b], voluerit partem dicere non potuisse appellasse [c] et eam voluerit arguere [d] de perjurio quia venit contra execucionem, non audiretur nec [e] requestam partis impediret, quia potuisset se presentasse et tunc ea proponere, et quia se non presentavit, non [f] audietur. Ita dictum fuit in parlamento anni XXV [g] contra magistrum Guillelmum de Neuffle [h] et pro heredibus cujusdam mulieris vocate la Hairaude [i] [1].

2. Item quia dixi [j] quod qui se non presentaverit non audiretur, fallit ubi [k] vellet dicere adjornamentum non valere

a. *C omet :* nec pars eciam. — *b. B* in rotulo. — *c. C* appellari. *Q* appellare. — *d. O* redarguere. — *e. D G P* nec potest requestam partis impedire. *L* non audiretur judex nec pars nec potest requestam partis impedire. — *f. G I K* ideo. — *g B C F G H I N O P Q R* XXVII. — *h. E* Neaufle. *L P Q* de Meffla. *N* Moffla alias Neufle. — *i B C F G P R* la Baude. *D* alias la Harraude. *D Q R S ajoutent :* item si vellet proponere. *P K* la Houande. *N Q* la Baude alias la Harraude. *C E M P le reportent au § suivant.* — *j. G N P* et quod dicitur qui se. *En note P :* Item fallit si in eodem parlamento dies fuerit assignata. Item fallit si dies fuerit feriata : quo casu propter absenciam recipientis sufficit se presentare coram statua [2]. Item fallit si partes sunt in arresto. Item fallit propter impedimentum illius qui debet se presentare. Item fallit propter relevacionem Regis per litteras suas, que licet prosint quoad hoc ut non presentans non tenetur ad expensas vel ad aliam penam, non tamen potest petere expensas ab adversa parte que se non presentavit. Item fallit ubi pars adversa se non presentavit. Item si petitor fuerit mortuus lite pendente, defensor non tenetur se presentare, quare non habet partem quousque heres resumpserit arramenta ; nichilominus tamen potest impedire defectum heredis, si resumat et petat defectum remotum. Quis debet se presentare ? Partes ; item procurator, vel eorum substitutus, cum procuratorio tamen originali ; quare littera de vidimus pro fundando procuratorem vel substitutum non sufficit aliquando sine procuratorio ; puta quare alias fuit exhibitum et est apud curiam ; quo casu debet dicere et se presentare virtute procuratorii tali die exhibiti super hoc expresso. Et procuratorium renovatur de parlamento in parlamentum, ut appareat de continuacione vel constitucione. Item debent se presentare eo nomine quo agunt vel deffendunt ; alias non valet presentacio et contra suos adversarios eo nomine, etc... Alias non valet : verbi gracia dominus duarum villarum qui agit pro una se presentat sub nomine et appellacione alterius, — ar[gue]... ff. de in jus vocando. L. quartam [*4 Dig. II, 4*] ; — vel contra talem ut tutorem vel contra talem judicem ut commissarium specialem, non ut ordinarium..... — *k. K* quia.

---

1. Cf. *infra*, XVII, 14.
2. S'agit-il de l'une des statues des rois de France qui étaient placées autour de la Grande Salle du Palais ? Cf. Jean de Jandun, *Traité des louanges de Paris*, liv. II, chap. II, p. 49 (dans *Paris et ses historiens*, par Leroux de Lincy et Tisserand, 1867).

vel non tenere et quod ideo non oportebat quod se presentaret, quia tunc audiri debet ; alia potest esse racio quia non tenetur quis se presentare nisi quia adjornatus [l], et cum inutile adjornamentum pro non adjornamento [m] habeatur, non potuit imponere necessitatem presentandi parti adverse [n] ; ar[gue] ff. qui satisdare cogantur L. quocies [6 Dig. II, 8] et de jure patro[natus] L. adigere c. quamvis [6 § 2 Dig. XXXVII, 14] ; C. de episcopo et clericis L. generaliter [51 Code I, 3]. Et est racio quia interest curie scire [o] an valeat vel non, quia, nisi valeret, non concederet curia defectum [p], cum ubi non teneret adjornamentum habetur pro non facto [q]. Sed si curia dicat adjornamentum teneri, propter hoc non videbitur amisisse causam ad hoc ut ulterius [non] audiatur [r], sed habebit pars deffectum contra eum qui se non presentaverit, et utilitatem deffectus in sequenti parlamento per novum adjornamentum quod [s] [super] hoc habebit impetrare.

3. Item, oportet [t] quod partes presentent se ad dies senescallie sue contra omnes contra quos habent facere [u] specialiter et nominatim [v], nam si haberet quis facere contra

l. H quia adjornamenta sint bona et ideo cum inutile adjornamentum... — *m. K* pro non adjornato. — *n. D E F G H I K L M N O ajoutent ce passage que P R T mettent à la fin du § 1 :* Item est si vellet proponere contra appellantem quod appellacioni renunciasse videtur (*G D :* ideo, *P* imo quare) quia dicat super eisdem causis pro quibus appellaverit processum pendere coram certis commissariis a Rege datis non audiretur eadem racione ; ita dictum fuit contra magistrum Guillelmum pro heredibus predictis [1]. *C* ita fuit ibi dictum inter easdem partes et eadem racione. *I N omettent les renvois au droit romain.* — *o. C* inquirere. *O* et adde, nam cessante causa cessat effectus : C. cum cessante de appellacionibus [*c. 60, Decret. Greg. IX, II, 28*]. — *p. L* contra non presentatum. — *q. F G L P R placent cette dernière phrase plus haut, avant* alia potest esse ratio... *L ajoute :* quia quis non tenetur se presentare nisi quia adjornatus cum ergo pro non adjornato habeatur quia inutiliter non potuit necessitas imponi se presentandi. — *r. A* cum ad hoc ut ulterius audiatur, *corrigé d'après P :* ad hoc ut ulterius non audiatur. — *s. E.* de novo. *C G I K L O* super hoc. — *t. H* in ordinacione. *S* de ordinacione. *T a la rubrique :* qualiter sit presentacio facienda. — *u. I* agere. — *v. P en note :* Qualiter nominatim et specialiter. Item esset effectum comparendo ad vocem preconis, ut infra proxime. Item permanendo seu residendo, ut infra. Item si quis in causa non criminali qualibet in sua persona debet se presentare, nisi per arrestum vel ordinacionem curie super hoc fuerit relevatus. Infra...

1. Cf. *supra*, V, 1, arrêt de 1325.

plures, non sufficeret si contra unum [se] presentaret, licet causa esset || connexa, nec sufficeret si diceret[w] : « talis se presentat contra omnes adversarios suos » ; ymo diceretur per reum[x], si esset actor[y] : « non presentasti te specialiter et nominatim contra me, et ideo peto congedium » ; sed si[z] reus non debite [se] presentasset, peteretur ab actore deffectus contra ipsum reum[a].

Fol. 5 v°.

4. Item, secundum ordinaciones regias et stilum curie, si pars presentata, vocata ad partem[b] alias ad portam[c] camere secundum ordinacionem, non inventa fuerit[1], nec postea, dum litigatur[d], contra actorem concederetur congedium et contra reum deffectus, et posset esse magnum periculum, ut infra in[e] titulo de contumacia et defectu lacius[f] apparebit[2], nec talis in dicta causa in qua presentatus est de toto illo parlamento audiretur[g]. *Idem[h] si actor et reus non inveniantur[i], quia de illo parlamento non audirentur[j] ; sed si veniant ad aliud[k] parlamentum, ambo audientur[l] ; quam si defficerent amplius[m], non audirentur, nisi curia videret quod hoc fecissent[n] in fraudem*

w. nec sufficeret si diceret *ont été ajoutés après coup dans D. L* non sufficeret se contra unum presentare, licet ejus causa... — *x. L omet* per reum. — *y. C* « peto deffectum (si reus, congedium), quia te specialiter et nominatim contra me non presentasti », *et là se termine le paragraphe.* — *z. G Q S* esset. *K L* et sit reus, peteretur ab actore defectum contra ipsum reum. *F* si vero peteretur contra eum deffectus.

a. I P Q omettent reum. *H K ajoutent :* idem secundum ordinaciones Regis Philippi, ut patet ibi in primo §. — *b. E omet* ad partem ; *ces mots ont été ajoutés après coup dans D.* — *c. C L* hostium. — *d. M* dum leguntur. — *e. D* de. — *f. L omet* lacius. — *g. C E G P Q* et hoc verum ubi pars se presentavit (*P* presentaret) in propria persona. *Ce membre de phrase avait été transcrit aussi dans Ā, mais a été effacé et remplacé par la phrase qui suit dans le texte :* Idem si actor... *et qui se termine par les mêmes mots. Y a-t-il là simplement correction d'une erreur du copiste de A ? Nous inclinons à croire qu'il y a plutôt addition postérieure ; c'est pourquoi la phrase est imprimée en italiques. Q omet* audiretur. — *h. Ce qui suit est en note marginale dans P, omis dans Q.* — *i. N passe ici à* nisi curia videret... — *j. L omet ce qui suit jusqu'à :* nisi curia videret... — *k. K* secundum. — *l. M* audirentur. — *m. B D I K M O P* in perpetuum. — *n. M* hec fuissent in fraudem.

---

1. Cf. Ordonnance du 17 novembre 1318, *loc. cit.* et Arch. Nat., X¹a 7, f° 93 v°, 2 décembre 1335 ; X¹a 8848, f° 197 v°, 2 mai 1345 : « *prout constitit per dicti hostiarii rescriptionem, non presentavit se ad dictam diem... fuit positus in defectu.* » Sur la présentation à l'audience, v. Aubert, *Histoire du Parlement de Paris, de l'origine à François Ier*, 1894, t. II, p. 43-45.

2. Cf. *infra*, chap. VIII.

alterius rei que Regem tangeret[o], *et hoc verum ubi pars presentavit se in propria persona*[p].

5. Item, hoc quod proximo dictum est fallit ubi procurator presentavit se, quia tunc, licet procurator non inventus fuerit ad portam nec in camera[q], ut supra dictum est, dum tamen veniret in crastinum, nichilominus audiretur[r] : quia malum esset si propter negligenciam unius procuratoris dominus tantum incommodum reportaret[s]; ita vidi pronunciari in curia pro quodam homine baillivie Ambianensis[t] in parlamento anni XXVI, domino Matheo de Tornaco[u] in contrarium debatante[v].

o. P s'arrête ici. L R remettent ici la phrase : sed si veniant *omise plus haut.* — *p. C F* quia si procurator se presentavit, licet idem procurator non fuerit ad portam nec in camera, ut dictum est, dum tamen veniret in crastinum, audiretur. Ita vidi pronunciari... *L* sed si per procuratorem se presentaverit, tunc, licet procuratore non comparente ad portam nec in camera et vocato ut dictum est *et la suite du* § 5. *R* Nam ubi procurator se pro aliquo presentavit, licet ipso vocato et non comparente, ad portam camere, nec in camera... — *q. P* et vocato. — *r. M ajoute* hoc non obtinet hodie de stillo curie. — *s. F G P* pateretur. *F L R en note :* Hoc est satis equum, tamen qui facit hoc, est in periculo amissionis cause. *F omet l'arrêt.* — *t. L* Aurelianensis in parlamento premisso *et termine ici.* — *u. C G H L P S* XXVII. *C L* N. de Gervaco. *H K* Nicolao de Torneto. *I* de Turnaco. *N R* Nicolao de Logris alias de Ternaco. *O* de Lotris. *P* Nicholas de Sepe. *Q S* Nicolas de Tornaco[1]. — *v. L* allegante. *B Q continuent :* et alia racio potest esse quia non tenetur quis se presentare nisi quia adjornatus... *comme au* § *2. Q seul poursuit:* et ideo cum inutile sit adjornamentum... *G P en note :* Item nota quod, licet quis habeat statum pro omnibus causis suis, tamen ejus procurator valet se presentare in parlamento. *P seul:* tamen hodie est in periculo amissionis cause, et quod dictum est quod pars audiretur, si fuerit inventum, dum litigatur, dico quod forte non sufficeret, sed si fuerit per hostiarium, esset relevatum (*lacune*) quod pars inventa (*lacune*) per presidentem deffectus esset datus, vel congedium. *F L ajoutent :* Item si pars sit presentata, et eciam presens in camera (*L* quando litigatur) quando vocatur, sed non possit litigare propter deffectum advocati sui, qui non est presens, nec recessit cum licencia curie, vel, si sit presens, non esse memorem vel recordari de causa se dicit, vel aliam excusacionem pretendat non legitimam, postea poterit pars audiri, cum hoc non proveniat ex sua culpa. Sed advocatus propter talem deffectum debet solvere X libras pro emenda, antequam in aliqua causa de cetero audiatur[2]. Si tamen pars se excusaret propter absenciam advocati sui, qui non est de parlamento sed de partibus suis vel aliunde, non excusaretur, quia curia nunquam tales expectaret, ut ista habent in ordinacionibus regis[3]. Ita vidi pronunciari in curia pro quodam homine baillivie Ambianensis.

---

1. Boutaric, *op. cit.*, n° 7783, cite un avocat au Parlement appelé Nicolas de Tournai.
2. Ordonnances du 17 nov. 1318, art. 4 et du 11 mars 1345, art. 4, *loc. cit.* Cf. Delachenal, *op. cit.*, p. 93.
3. Ordonnance du 17 nov. 1318 et Delachenal, *op. cit.*, p. 61.

6. Item, fallunt [w] premissa in non presentato et non invento ad portam, si possint probare casum fortuitum propter quem fuerunt [x] circa premissa impediti [y] nam hoc probato audiuntur ut [z] presentati et inventi; et hoc servat notorie curia et concordat cum L. ff. si[quis] caucio[nibus] L. II, c. si quis judicio [2 § 1 Dig. II, 11] [a].

7. Item [b], si quis presentaverit [c] se in parlamento [d] in propria persona et sine licencia curie recedat [e] non dimisso procuratore [f], perinde est ac si se non presentasset [g] : et ideo cautela [h] est ut recedat cum licencia curie, et quod hoc faciat registrari [i] et procuratorem ibi faciat [j].

8. Item, si aliquis subjectus alicui domino temporali habenti [k] altam et bassam jurisdictionem, et sub eo cubans et levans, citatus fuerit coram aliquo judice regio, super aliqua actione personali, ad instanciam alicujus fuerit adjornatus [l], et citatus una cum domino pecierit causam predictam ad dominum remitti predictum, et [m] quia judex pronunciavit dictam remissionem non faciendam, predicti dominus et subjectus appellaverint ad parlamentum, et adjornamentum in dicta causa legitime impetraverint, si ad dictam

w. C abrège : ubi quis potest approbare casum.— *x. au singulier dans E I N O P.* — *y. P* : occupatus. — *z. C* licet nec presentati, nec ad hostium camere inventi, et istud notorie observatur in curia.

a. E en note : curia tamen servat quod non auditur nisi per litteras regias fuerit relevatus, et auditur similiter pars adversa super impugnacione litterarum. — *b. Rubrique de T :* De pena presentati recedentis sine licencia curie. — *c. T en note :* actor non habens gratiam, et idem in reo qui evocatus est ut compareat personaliter. — *d. C* in palacio. — *e. N* recedat, quod hoc faciat registrari. *Q omet* curie. — *f. D* in secundum non est verum, ymo presentatus in persona qualibet die admitti per procuratorem, perinde ac si... *en marge un annotateur a mis :* hodie non est servatum hoc. — *g. L R* Hoc videtur contra jus scriptum. L, VIII c. fi[lius] *ff.* de procuratoribus, nisi esset adjornatus ad comparendum personaliter (*8 Dig. III, 3*). — *h. O Q* et ideo olim; *et O en note:* istud non observatur nisi in causa criminali. — *i. I s'arrête ici.* — *j. E H M O Q ajoutent :* sed oportet hodie quod habeat graciam a Rege quod litigare possit per procuratorem. *K* hoc non servatur hodie. *L* et hoc non tenetur hodie, immo presentatus in propria persona auditur per procuratorem. *T* sufficit et tamen hodie quod actor habeat gratiam, in reo hoc non servatur [1].— *k. I N* habeat (*sic*).— *l. B D G H L M O P Q R omettent* fuerit adjornatus. — *m. I M P Q R* ideo quia.

1. En marge de *E*, Jean de Longueil a mis : *hoc hodie non servat curia nisi in illis qui personaliter tenentur comparere.*

diem presentacionis dominus se in dicta causa [n] non presentaverit, sed subjectus [o] presentavit se, subjectus reputabitur [p] || per curiam non appellans sine emenda, adeo [q] quod Fol. 6 r°. dicta causa principalis remanebit in curia, defectu domini hoc operante. Ita dictum fuit in parlamento anni XXV pro matriculariis [r] Sancte Crucis Aurelianensis contra quemdam militem et dominum de Valesio [s] [1]; et est racio [t] quia nunquam remissio est facienda ad postulacionem subjecti, nisi dominus hoc petat fieri una cum subjecto [u]; racio potest esse quia remissio fit ad utilitatem domini principaliter, scilicet pro conservacione jurisdictionis sue : ideo si non petat [v] eam, sibi imputetur [w]; non autem ad utilitatem subjecti, principaliter quia [x] presumitur quod ubicumque justiciam inveniet [y], quia ex diversitate locorum [z] etc. Ar[gue] C. de tempore in integrum restitucionis [C.] petende l. si[n] [6 procem., Code II, 53]. Ideo [a] non fit ad requestam subjecti solum [b], si ergo dominus in dicta causa non se presentasset, audiri non debeat [c], ut supra dictum fuit, ergo per consequens nec subjectus [d].

n. B I Q appellacionis. — *o. R* sed subjectus sic, subjectus reputabitur... — *p. Q* reputatur. — *q. C* ideo causa. *G* racio est. *Q R* ideo quod causa appellacionis. — *r. N* Malcellariis alias matriculariis. — *s. P* de Balesio. — *F L* de Blesis. *G* Valesie. *N* de Blesio alias de Valesio. *O* de Blesio. *R* de Blesia. — *t.* Et est racio *jusqu'à* subjecto, *manque dans E I. C* et credo quod nunquam remissio. *G* nota quod nunquam. *Q* racio potest esse. — ***u. P en note :*** Scilicet coram superiori, secus si petatur ab aliquo litigante coram inferiori vel... Item secus si tantum proponitur declaracio non procedendo ad peticionem remissionis. — *v. C L R* ex quo ergo dominus non se presentavit, audiri non debet, ergo per consequens nec subjectus. *L continue :* nec subjectus audietur, racio potest esse quia interest principaliter dominum petere remissionem sibi fieri ad conservacionem. *Q* et quod principaliter fit, debet attendi ff. de au[ctoritate] tu[torum] L. 1a et de hiis quibus ut indignis. L. Qui Ticii (*1 Dig. XXVI, 8 et 7 Dig. XXXIV, 9*). *L* si ergo non peciit, non fiet, vel si pecierit et non prosequatur idem erit et sibi imputetur. — *w. K M P Q S* sibi imputet. — *x. G* racio est quia. — *y. L* vel reperietur cum... — *z. L complète la citation de cet adage:* non debeat oriri diversitas jurium.

a. L Ideo sua peticio vel postulacio non sufficit, sed si dominus se presentet, subjectus non, dominus eum relevat propter racionem jam dictam. *O* et quod principaliter, sicut attendi debet L. 1 ff. de auctoritate tutorum et L. post legatum c. qui principale ff. de his que ut indignis (*1 Dig. XXVI, 8 et 5 §14 Dig. XXXIV, 9*) — *b. A ajoute ici* quia, *qui paraît superflu.* — *c. P* debebat. — *d. G ajoute :* sed si dominus se presentet,

---

1. S'agit-il de Charles de Valois (1270-16 novembre 1325) ? Sur ce personnage, v. J. Petit : *Charles de Valois,* 1900, in-8.

9. Item, nota quod si presentacio rei primo veniat [e] et legatur in camera [prius] quam [f] actoris, actor non potest compelli ad litigandum, donec presentacio sua veniat, nec ob hoc defectus contra ipsum conceditur [g]; ita dictum fuit in parlamento anni XXVII.

10.[h] Item, si quis de patria consuetudinaria a sentencia contra ipsum lata ad presentem curiam appellaverit, et judicem fecerit adjornari ad proximum parlamentum suum judicatum defensurum, et intimari parti juxta [i] stillum curie, et ad diem presentacionis baillivie vel senescallie [j] sue presentaverit [se] contra judicem solum, et non contra illum pro quo lata fuerit sentencia, queritur numquid sufficiens sit presentacio [k]? Videtur [l] quod non, quoad partem [m], ymo

subjectus autem non, non relevat eos dominus eciam si eos adducet. *K comme G, sauf* non dominus eum relevabit. *F L R :* quod est verum si pars existens in parlamento vel alibi coram aliquo judice regio peteret se remitti ad curiam alicujus domini subjecti, quia non fiet remissio ad sui requestam, tantum ut hic, sed si subjectus regis existens in parlamento vel coram aliquo judice regio petat se remitti ad alium judicem regium qui est ordinarius suus, coram quo secundum jus et ordinaciones regias debet conveniri, tunc non est necesse quod procurator regius vel ille judex ad quem petit se remitti veniat ad petendam illam remissionem una cum subjecto, sed potest ipse solus hoc petere; et ita de facto servatur in parlamento et alibi. *L* Tamen hodie servatur contrarium ejus quod dixi propter consuetudinem et assignacionem, quod hoc dicunt et assignant racionem diversitatis. *T en marge :* Casus brevis : si appellatum sit super remissione facienda et presentacio solius subjecti non sufficit. — *e. B L P* veniat quam actori et legatur. *C G* prius veniat quam actori, actor non potest. *O* prius. — *f. O* contra actorem. — *g. D E* concedi. *P ajoute :* per curiam. *E K ajoutent:* hec corriguntur per ordinaciones Regis Philippi, ut prius patet (*K seul*) in secundo et in tertio titulo « des ordenances touchans tous ceux qui ont à fere en parlement ». *H N S* fallit per ordinaciones regis Philippi. *I Q T* sed hoc corrigitur per ordinaciones regis Philippi, ut patet in § 1 °. *O* per ordinaciones edictas per Philippum de Valesio anno domini M° CCC° XLIII, quibus cavetur ut stillus talis seu ordo in litigando de cetero non servetur, sed secundum quod partes vocabuntur per presentacionem litigare teneantur. *R* contrarium hodie servatur in curia ex ordinacione Regis Philippi que hoc expresse dicit [1]. *P termine par* per curiam. — *h. T en marge :* sufficit in terra consuetudinaria se presentare contra judicem a quo est appellatum, tamen licet non contra partem. — *i. L* secundum. — *j. C omet* senescallie. — *k. G P* prosecucio. — *l. D E F G I M P Q T* videtur quod ymo pars adversa nullam utilitatem debeat habere ex tali... — *m. C* quoad partem, cum ipsa principaliter debeat habere commodum, ex sentencia communi non videtur, quia se presentavit contra judicem qui est adversarius principaliter, quia licet parti non fuisset intimatum, non pars, citata potuisset se conjungere. *L* in contrarium videtur, quia pars nullam debeat habere utilitatem ex illa presentacione.

---

1. Cf. Ordonnance de décembre 1344. art. 2 (*Ordonnances*, t. II, p. 240; Arch. Nat. X¹a 8602, f° 32).

sentencia debebit mandari execucioni [n], cum ipsa pars commodum principaliter debeat habere [o] ex tali presentacione, pars adversa nullam utilitatem debeat habere ex tali presentacione quam impugnat, — sed quod nichilominus causa debeat agitari, cum se presentaverit contra judicem qui est adversarius suus principalis, et eciam quia, licet parti nichil fuisset intimatum [p], pars posset se conjungere cum judice, de stilo, curie si timeat collusionem [q]. Ita dictum fuit per arrestum curie pro domino Regnaldo Leschan [r], milite, contra Nicolaum Mirete [s], quod dictus miles in casu proposito se presentasset contra judicem qui contra ipsum et pro dicto Nicolao tulerat sentenciam, licet contra dictum Nicolaum non se presentasset, quod dicta presentacio erat sufficiens, et quod dictus Nicolaus non haberet congedium contra dictum militem nec utilitatem predictam, sed nichillominus dicta causa agitaretur et processus habitus in causa principali [t] ad instanciam dicti militis [u] receptus fuit [v] ad finem judicandi vel videndi

n. *B* execucioni, cum ipsa pars adversa nullam utilitatem debeat habere ex tali... — o. *F supprime ce qui suit et continue par* nichilominus causa debeat agitari. — p. *L* tamen. — q. *G ajoute :* que est racio, diversificatur; et tamen, ubi appello a judice et contra ipsum me presentavi, licet non contra meam partem presentaverim, valet presentacio contra judicem, parte remissa. Ita fuit dictum... *B O Q renvoient au droit romain :* pro hoc Auth. nunc si heres de litigiosis (*Novell. CXII, c. 1*) et L. si suspecta ff. de in officioso testamento (*29 Dig. V, 2*). *R* de collusione timeat. Et hoc verum est, et ita fuit dictum...— r. *B* Lescan. *P* Letan. *C* Le Tou. *F R* Reginaldo de Camillete. *G* pro quodam domino. *L* de Cambe. *N* de Han. — s. *B* Amete. *F G I P* Miete. *C* Meta. *H K N* Minette. *L* Mete. *T* Mirete [1]. *G en note :* Hic notatur qualiter sibi appellavit : non sufficit adjornare judicem qui tulit sentenciam, sed oportet intimare parti; et tamen secus in presentacione, quia ubi appellans solum se presentat contra judicem, et non contra illum pro quo fuit lata sentencia, valet presentacio. Racio istorum potest esse quia pars pro qua fuit sentencia lata habet commodum ex illa, ideo evocanda est cum sua interest; sed ista racio cessat in presentacione cum jam sentencia fuerit evocata. — t. *C* receptus fuerit ad finem videndi utrum... — u. *G* domini. — v. *L* ad videndum utrum esset bene vel non.

---

1. Le 22 avril 1325 il y eut un arrêt prononçant défaut contre Nicolas Miete, assigné à la requête d'Amaury de Craon; cet arrêt est *in extenso* dans Boutaric, *op. cit.*, n° 7694, cf. Arch. Nat. X¹a 8844, f° 234 et X¹a 6, f° 92 v°, 1er mars 1330. — Quant à Renaud Leschans, seigneur de Sorvillier, il est question de lui dans *Olim* t. III, p. 1072, n° XII (an. 1316) et p. 1442, n° LXXIII (an. 1319), Boutaric, *op. cit.*, n° 7847, 19 avril 1326.

utrum bene judicatum vel non ; et per dictum arrestum deinceps fuit dictum in similibus casibus ut [w] in futurum
Fol. 6 v°. ordinacio curie observaretur [x] : ita fuit || per curiam registratum. Actum fuit in parlamento anni XXV juxta festum Purificacionis beate Marie [y].

VI [1]

DE MATERIA NOVITATIS, COMMISSIONIS RENOVANDE, ET DE CONTUMACIA APPELLANTIS AUT APPELLATI, SUPER ARTICULIS QUATUOR DUBIIS A REGISTRO CURIE PARLAMENTI [z].

1. Primo [a] vide copiam registri regii super quatuor casibus qui sequuntur [b], qui sunt valde dubii : et primus [est] in causa novitatis ; secundus super renovanda commissionne in contumacia ; tercius de contumacia contra appellantem et ejus utilitate [b'] concedenda ; quartus contra appellatum [c].

w *D omet* ut. *B E M P Q le mettent après* dictum. *P ajoute :* deinceps.— *x. P* ordinacio per curiam in similibus casibus futuris perpetuo observaretur. *C* in futuris. — *y. E* Virginis cui dicamus : Ave Maria gracia plena. *C G I P* Virginis. *N O* gloriose. *F L R ajoutent :* credo quod hodie in hoc casu curia reciperet processum ad videndum utrum esset bene vel male judicatum, propter emendam dumtaxat, nichilominus tamen sentencia demandaretur execucioni quoad partem; vel sibi daretur deffectus et appellantem faceret adjornari ad sequens parlamentum ad videndum judicari utilitatem deffectus, et haberet utilitatem, ut dictum est ; et ita hoc servatur, scilicet quod si appellans non fecerit appellatum adjornari, vel minus sufficienter fecerit, et ita sit appellacio deserta quoad partem, pars appellata habet talem utilitatem quod sentencia quoad ipsam demandatur execucioni et habet expensas. Sed ad hanc denunciacionem appellacionis cognoscitur an bene vel male sit judicatum, propter emendam Regi debitam per partem vel judicem, si sit talis quoad emendam teneatur. — *z. C E G H L P R.* de contumacia et deffectu et utilitate ipsorum. *D* de contumacia, *I N O T de même, plus :* sive incommodo. *R comme I, plus :* et primo in causa appellacionis.

a. F L Circa hanc materiam primo. — *b. T omet* qui sequntur. — *b'. A* utilitatem, *corrigé :* utilitate. — *c. Q T ajoutent :* sequitur tenor registri.

1. Ce chapitre a été publié par Guilhiermoz : *Enquêtes et procès*, p. 613 à 618, qui l'a collationné avec l'ordonnance du registre du Parlement. Arch. Nat. X[1]a 7, 23 fév. 1320, n. st. ; voir aussi Aubert, dans la *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, 1884, t. VIII, p. 357, 358. — Pour tout ce qui concerne les commissions, les faits, articles, etc., voir Guilhiermoz, *op. cit.* — Sur la procédure en cas de nouvelleté, v. A. Tardif, *op. cit.*, p. 35 à 45, et Aubert, *Histoire du Parlement*, t. II, appendice I, p. 192-199.

2. « Anno domini millesimo CCC^{mo} XIX° [d], die sabbati in crastinum [e] cathedre Sancti Petri [f], de consensu omnium magistrorum existencium in parlamento, et ad hoc vocatis [g] advocatis omnibus parlamenti antiquis et provectis [h], deliberacione prius habita super hiis inter ipsos [i] et postea deliberato [j] cum ipsis per dictos dominos super quatuor articulis infra scriptis, curia parlamenti [k] declaravit in parlamento [l] Parisius longis temporibus observatum [m] fuisse prout sequitur, ordinando decrevit sic deinceps observari debere.

« § 1 Primo [n], quod in causa novitatis concessa littera justicie [o], et per ejus executorem [p] propter opposicionem partis adverse debato hujusmodi posito ad manum [q] Regis tanquam superiorem, et assignata certa die partibus in parlamento ad procedendum ulterius super dicto debato, si ad dictam diem, parte conquerente comparente [r], pars que se opposuit non compareat nec excusatorem mittat, dictus opponens [s] ponetur in defectu, et statim absque deliberacione [t] res contenciosa, que erat in manu regia, ponetur in manu dicti conquerentis, et in ejus saisina deffendetur [u], salva questione proprietatis parti [v] adverse.

d. *A* XXIX° *corrigé* XIX° *d'après E G H M S ; la date de 1319 (vieux style) est la seule bonne, car le lendemain de la Chaire de saint Pierre (23 février) tombait un samedi en 1319* (*v. st.*), *tandis qu'en 1329* (*v. st.*), *il tombait le vendredi. Au f° 45, E reproduit cette ordonnance et la date de 1309, ce qui est un lapsus.* — *e.* $X^{1}a$ *7, B D M ajoutent* festi. — *f.* $X^{1}a$ *7 ajoute* apostoli.— *g.* $X^{1}a$ *7 L* et vocatis ad hoc, *omettent* omnibus.— *h.* $X^{1}a$ *7:* antiquioribus et provectioribus. — *i.* $X^{1}a$ *7 :* inter ipsos et cum eis habita diligenti super. — *j. A* deliberacio, *corrigé d'après N O* : deliberato. — *k.* $X^{1}a$ *7 :* dicta parlamenti nostri curia. — *l.* $X^{1}a$ *7 :* parlamentis. — *m. A* observatis ; *corrigé:* observatum. — *n.* $X^{1}a$ *7 :* videlicet. *L omet* quod. *T en marge résume :* In causa novitatis, si pars opponens non compareat, ponetur in deffectu, ac res super qua erat facta opposicio, posita in manu Regis ut superioris, ponetur in manu partis adverse et in ejus saisina defendetur. — *o.* $X^{1}a$ *7:* novitatis indebite parti conquerenti littera domini Regis concessa de justicia in forma consueta per... —*p. D ajoute :* partibus advocatis super loco contencioso. —*q.* $X^{1}a$ *7 :* domini Regis. — *r.* $X^{1}a$ *7 :* comparente dicto conquerenti. — *s.* $X^{1}a$ *7 :* dictus non comparens. *T ajoute* vero. — *t.* $X^{1}a$ *7 :* absque nova dilacione. — *O* absque alia dilacione. *P Q* absque dilacione. —*u. D* et ejus saisina deffendetur. *L* Hoc videtur contra jus : L. properandum § si quidem et § sin C. de judiciis, Extra de dolo et contumacia c. prout nobis (*13*, § 2 et 3 *Code III, 1 et c. 4 Decret. Greg. IX, II, 14*) ; cura notam, et dicitur contrarium infra de causa novitatis § sciendum [1]. — *v.* $X^{1}a$ *7 :* super hoc parti. *G ajoute :* et iste stillus est verus et ita dictum fuit pro uxore magistri Roberti La Leon.

1. Cf. *infra* XVIII, 10.

§ 2. « Item, si, super articulis [w] per curiam facta commissio[ne], ad sequens [x] parlamentum pro renovanda dicta commissione una pars compareat, alia vero non, nec excusatorem mittat [y], ad requisicionem partis comparentis [z] pars non comparens ponetur in defectu, vel statim renovabitur dicta commissio ad utilitatem tantummodo [a] dicte partis comparentis, si hoc maluerit [b]; et, si pars non comparens excusatorem miserit, et ad proximum parlamentum suum fecerit adversarium adjornare [c] ad videndum purgare suum defectum, ipsa super purgacione [d] dicti defectus audietur; quod si non fecerit, super eadem purgacione amplius non audietur [e], et deinceps renovabitur [f] commissio ad utilitatem [g] pre-
Fol. 7 r°. dicte partis que, ut premissum est, dictam || commissionem ad utilitatem suam tantummodo [h] obtinuit renovari. Si vero, super purgacione dicti defectus [i] adjornata parte adversa competenter, ut premissum est, purgatus fuerit sufficienter dictus defectus, dicta commissio ex tunc absque alia deliberacione [j] renovabitur [k] pro utraque parte [l].

§ 3. « Item, si a judicato contra se lato pars appellaverit ad parlamentum [m] et adversarium suum ad procedendum [n] in

w. *X¹a 7 :* Item in causa pendente Parisius in parlamento, facta commissione super articulis parcium *C N P Q T* parcium. *I omet* si. — *x*. *X¹a 7 :* subsequens. — *y*. *X¹a 7 :* altera non comparente nec excusatorem mittente. *O Q T* juxta C. querelam de procura[toribus] (*c. 2. Decret. Greg. IX. I, 38*). — *z*. *C N* que comparuit. *T en marge :* Innovatur commissio lite non contestata, tunc ad utilitatem partis comparentis, tamen in contumacia non comparentis; vel datur deffectus contra eum, si maluerit comparens, nisi miserit excusationem et purgaverit contumaciam, ad quod audietur.

a. *C* tantum. — *b*. *X¹a 7* maluerit dicta pars comparens. — *c*. *X¹a 7 :* comparens pro se mittat excusatorem, si ipsa suum adversarium adjornari ad proximum subsequens parlamentum. — *d*. *C* super dicta purgacione audietur, et deinceps reus; renovabitur dicta commissio ad utilitatem illius, ut dictum est, qui obtinuit deffectum. Si vero super purgacione. — *e*. *L* in perpetuum. *f*. *P* dicta. — *g*. *L P* illius qui, ut dictum est, ipsam obtinuit renovari. — *h*. Ad utilitatem suam tantummodo *manque dans K*. — *i*. *C P* auditus fuerit et eumdem sufficienter purgaverit, dicta commissio... *L comme C et P, plus :* adnullabitur dictus deffectus et dicta commissio absque dilacione. — *j*. *X¹a 7* dilacione. — *k*. *L N P* ex tunc. — *l*. *L* racio potest esse quod purgata contumacia pro presente habetur, ut dictum est, quare eciam ad utilitatem ipsius debet renovari. — *m*. *X¹a 7 ajoute :* Parisius. *T en marge :* appellante non comparente ad diem ad quem fecerat adjornari adversarium ad procedendum in causa appellacionis nec excusatorem miserit, datur appellato comparenti deffectus et littera, ut sentencia pro se lata execucioni mandetur, si hoc petat, sed appellanti comparenti datur tamen deffectus et littera pro adjornando appellatum ad videndum judicari utilitatem dicti deffectus. — *n*. *D omet* ad procedendum.

dicta causa [o] ad certam diem ad parlamentum fecerit adjornare, et dicta die adveniente [p], pars [q], que pro se judicatum obtinuit, comparuit [r], parte appellante [s] non comparente nec excusatorem mittente [t], ipsa pars appellans, si hoc dicta pars appellata que comparuit requirat [u], ponetur in defectu, et statim dabitur parti ipsi [v] appellate [w] littera ut [x] judicatum predictum pro se factum execucioni demandetur [y]. Presumendum enim est pro ipso dicto judicato [z], ex quo non comparet, nec excusatorem mittit ad diem ad hoc sibi assignatam, pars que dictum judicatum per suam [a] appellacionem impugnare videbatur [b].

§ 4. « Si vero pars [c] que appellavit ad dictam diem compareat, parte que pro se judicatum habuit non comparente nec excusatorem mittente [d], ipsa pars non comparens ponetur in defectu et readjornabitur [e] super utilitate defectus ad sequens [f] parlamentum. Non tamen [g] ita de facili procedendum [h] ad adnullandum judicatum [i] sicut ad exequendum judicatum [j], cum pro dicto judicato prima facie presumendum sit, si ipsum racionabiliter non [k] impugnetur judicatum, vel a[p]pel-

o. X¹a 7 : appellacionis. — *p. C N P* et dicta venerit, et pars que.. — *q. C* pars appellata, appellans non. — *r. P* apparuerit, pars autem appellans non. — *s. N* appellatus non, nec excusatorem misit. — *t. P* miserit, si pars appellata hoc requirit. *L* si pars appellata requirat. — *u. C* si pars appellata hoc pecierit, ponetur appellans in deffectu, et statim...— *v. N omet* ipsi. — *w. X¹a 7 P* appellanti. — *x. N* quod. — *y. D* et quod emenda levetur in patria consuetudinaria. *E I O Q ajoutent :* et levabitur emenda pro Rege, scilicet LX librarum. *O ajoute :* nisi sit de patria juris scripti. *Dans E, note de J. de Longueil :* subaudi si appellatum est in patria consuetudinaria, alias non est consuetum solvi dictam emendam. *C ajoute :* quia ab appellacione recessisse videtur *et passe à la phrase suivante. L* hoc videtur satis secundum jus, juxta notata in C. per tuas Extra de appellacionibus (*c. 58, Decret. Greg. IX, II, 28*) et L. fi[n.] § illud C. de temporibus appellacionum (*5 § 4 Code VII, 63*). Audietur tamen, si vellet se dicere impeditum, ut supra allegatum est, sed secundum stillum credo quod nunquam audietur. — *z. P* pro dicto judicio, et quare appellans non comparuit nec excusatorem misit, quod judicatum per ejus appellacionem non videbitur impugnare.

a. G O ejus. — *b. O Q* non videtur. *T* debebat. — *c. C* pars appellata non comparens ponetur in deffectu. *K* item si vero. *L* item si pars. *O* pars appellans. — *d. P n'a pas* excusatorem mittente. — *e. C I L N P* ad requestam partis comparentis, ad tunc futurum parlamentum proximum visurum judicari utilitatem defectus. *K comme C P, sauf* visura judicari. *O comme K, sauf* ad requestam appellantis. — *f. C O* non enim. — *g. X¹a 7 :* ad subsequens. — *h. C* est. *i. X¹a 7 et P* aliquod judicatum. *Q* ad exequendum judicatum. — *j. C P* cum appellacio a dicto judicato interposita non fuerit diligenter. — *k. D omet* non.

lacio contra dictum judicatum interposita diligenter non fuerit prosecuta. Datum ut supra [l] ».

3. Item, extra registrum sciendum est quod in casu proximo dicto erit utilitas dicti defectus [m], veniat pars aut non veniat, quia [n] pronunciabitur male judicatum et bene appellatum [o]; quod verum intelligo, nisi justas causas possit pretendere ad excusandum contumaciam supradictam [p], et in eis audiri debebit, ut patet per tenorem dicti registri, cum readjornari debeat visura, etc... Et in vanum adjornaretur, nisi causas pretendere [q] quare dicta utilitas concedi non debeat et [r] judicari proponere posset [s], et si aliquas meliores excusaciones ad impediendum [t] premissa proponere non possit [u].

4. Item, credo quod, in tercio [v] dictorum casuum, si non comparens excusatorem misisset et [w] ad sequens parlamentum adversarium suum ad videndum purgari dictum defectum suum adjornari fecisset, quod super purgacione [x] audiretur [y].

Fol. 7 v°. 5. Item, circa [z] hunc excusatorem nota quod non admitte-

l. Ces derniers mots ne sont pas dans X[1a] 7. *P en note :* Iterum supersedebit causa appellacionis, quoad judicatum et quoad emendam. *G continue :* Et extra registrum est sciendum quod sic redditur et concluditur arrestum, quod teneatur possidens in sua possessione et quod non turbetur, et adverte hic quod hoc non discontinuat impedimentum et quod pars impediens condempnetur in expensis. Item nota quod quis non auditur in curia nec admittitur ad presentandum excusacionem suam, nisi habeat procuratorem ad hoc. — *m. P* quod, veniat pars vel non, pronunciabitur. *N* quod. — *n. L N* quod. — *o. P en note :* appellatus tamen veniens non tenetur ad expensas, relevatur propter senteneiam. Secus si esset contumax, et si pars appellata fuerit negligens sed judex diligens, adhuc disputandum est utrum bene vel male fuerit appellatum propter emendam. *C* quod verum est nisi justas causas pretendat. *G* bene appellatum quantum ad partem intimatam non quantum ad judicem quia requireretur pro emenda, quod verum intelligo nisi... — *p. L C* de temporibus et reparacionibus appellacionum L. in fine § illud ff. si quis cautionibus L. II, si quis ff. de judiciis L. si pretor § Marcellus [5, *Code VII, 63 ; 2. Dig. II, 11 ; 75, Dig. V, 1*]. — *q. A* pretenderet ; *corrigé :* pretendere. — *r. I R* nec. — *s. C s'arrête ici. N* posset pro quavis et si aliquis... — *t. P* ad implenda. *R* ad implendum suam intencionem. — *u. R omet la négation.* — *v. G* utroque casu. *L.* casu tercio supra posito. — *w. P* et alias. — *x. C P* sua. — *y. F omet ce paragraphe et porte en marge :* De stillo aliarum curiarum non opportet quod nuncius habeat litteras procuratorias, sed sufficit quod juret essoniam ; idem videtur de jure : C. querelam Extra : de procuratoribus (c. 2. *Decret Greg.* IX, I, 38) cum ibi non, et ff. de diversis et temporalibus prescripcionibus (*Dig. XLIV, 3*). *L* non est necessarium in parlamento, et quampluries vidi in parlamento recipere sine litteris et sine procuratorio ad essoniandum. — *z. D R* contra.

retur, nisi procuratorium [a] defferret [b] in quo haberet potestatem ipsum excusandi [c], et bonum est quod defferat litteras super essoniam ab aliquo, si potest [d].

6. Hec que [e] dicta sunt habent locum in contumacia [f] ante litis contestacionem super causa appellacionis [g]. Sed quid [h] si pars appellans et appellata, lite contestata, fueri[n]t in factis contrariis et in commissione, et in sequenti parlamento unus vel alter non compareret, adversario [i] comparente [j] ? Non est dubium quod presentato dabitur defectus contra non presentatum, et quod commissio ad utilitatem suam renovabitur, vel quod utilitas aliqua non adjudicabitur ei pro dicto defectu, sed [k] concedetur ei adjornamentum ad aliud parlamentum contra adversarium suum [l], ad videndum judicari utilitatem dicti defectus [m]. Pone [n] igitur quod factum est adjornamentum, quam utilitatem petet sibi dari et adjudicari [o] ? Dico quod, si appellans sit ille qui defecit, talem utilitatem poterit habere appellatus et obtinere [p] quod appellans amisit causam suam, nisi possit justas causas essonie [q] pretendere et probare [r];

a. *N* procuracionem, in qua... — *b. R met ici, comme F plus haut :* de stillo aliarum curiarum. *Remarque de Jean de Longueil dans E* : Secus esset in simplici exoniatore, quia non est necesse quod sit procurator, sed sufficit quod juret quod missus est ad exoniandum et quod testificetur per litteras curati vel alias quod dimisit partem, quam exoniare vult, tali infirmitate detentam quod non posset pedester nec equester venire, et tunc datur parti comparenti petenti deffectus, salva exonia.— *c. C* seu eusoniandi. *L* seu essoniandi. *Q* et essoignandi. — *d. C n'a pas* si potest. — *e. Q* et hoc que. — *f. P* in contumace.— *g. I* ante litem contestatam in causa appellacionis. *L met ici la note F:* de stillo aliarum curiarum *admise déjà par R et ajoute*, et videre meo, non est necesse in parlamento, et quampluries vidi recipere sine factis et procuratorio ad essoniandum. *L'incunable de Toulouse ajoute :* vel non audiretur, ut vidi de Nicolao Grosse qui voluit excusare magistrum Nicolaum de Maltractie. — *h. M omet* quid. *C P* si appellans et appellatus. — *i. N O T* suo. — *j. P* quod utilitas aliqua non judicabitur et pro dicto deffectu alia, nisi illa quod concederetur ei pro dicto deffectu adjornamentum contra adversarium suum ad sequens parlamentum. — *k. C* nisi quod dabitur ei adjornamentum. *L* alias nisi illa videlicet *comme P.* — *l. C n'a pas* contra adversarium suum. — *m. C G O* judicari quod commissio ad utilitatem suam renovetur. *L de même, sauf :* scilicet quod *et* tantum ad suam. — *n. P* ponas. — *o. Note de E :* subaudi si adjornatus suo die non veniat. *Après* adjudicari, *G H M P ajoutent* : et debet habere. *C* sibi concedi seu debet habere comparens. *Q* et judicari. — *p. C omet* obtinere. — *q. B I O* seu absencie pretendere et probare et est racio nam. — *r. C F G H L N P Q T* et est racio, nam de stilo...

nam, de stilo hujus presentis curie [s], actor tenetur continuare arramenta cause sue de parlamento in parlamentum, et, nisi faciat, propter interrupcionem processus cadit ab instancia cause, et perinde habetur ac si processus non fuisset in ea, ergo et hic [t]; sed, si nullo modo processisset [u] in primo parlamento, perdidisset causam [v], ut superius dictum fuit in titulo « de adjornamento » [w] et in titulo proximo [1], ergo et nunc [x]. Sed quid erit in [y] appellato qui deficit juxta casum proxime dictum? Dico [z] quod appellatus qui non comparuit perdit [a], quod commissio non renovabitur ad utilitatem ipsius [b] et appellans hoc lucratur quod statim [c] renovetur ad ejus utilitatem, vel [d] incontinenti, habito defectu, readjornabitur [e] super utilitatem defectus predicti, quod obtinere debet juxta [f] secundum capitulum dicti registri [g].

7. Idem [h] esset ubi pars appellans, post litis contestacionem [i] et postquam in factis essent contrariis, in sequenti vel in secundo vel in tercio parlamento se non presentaverit ad diem sue presentacionis, sed ad sequentem [j], vel [k] procuratorem minus ydoneum miserit, vel nullo modo se presentaverit. Ita dictum fuit per arrestum curie pro domino Regnaldo de Choisel et contra domicellam Ricardam de Sammes anno XXIII [l] [2].

s. *C* est quod actor. — *t.* *C L n'ont pas* ergo et hic. — *u.* *B G* in eà. *I n'a pas* modo.— *v.* *M* suam.— *w.* *M* in causis appellacionum; item vidi aliàs in titulo isto. Item si a judicato, ergo et nunc *H comme M, après avoir biffé la leçon de A.* — *x.* *N ajoute :* et in illo ubi lis fuit contestata, cum erat in factis contrariis sive commissionibus. — *y.* *C H* de. — *z.* *C F* Dic.

a. *H I K P* tantum quod. — *b.* *B* àd utilitatem ipsius *a été effacé.* *C* sed ad utilitatem appellati et incontinenti habito deffectu. *H* ipsius vel incontinenti habito... — *c.* *I n'a pas* statim. — *d.* *Q* et. — *e.* *G* vel rehabebit adjornamentum. — *f.* *L* juxta dicta supra in registro; quod dicetur male judicatum et bene appellatum, quod intellige sane scilicet in prejudicium pàrtis appellate non comparentis et racio potest esse per L. pure in fine ff. de excepcione doli et L. Arrianus ff. de actionibus et obligationibus *5 Dig. XLIV, 4; et 47, XLIV, 7*). — *g.* *B* suppositi. *I Q* supradicti. *O* supra positi. *N* capitulum in principio hujus tituli dicti registri. — *h.* *C F L N O P R* Item dico idem esse ubi. *R* ubi appellatus. — *i.* *I* litem contestatàm. — *j.* *I* sed subsequentem. — *k.* *C* vel per. — *l.* *B G H I M N O Q S T* XXV

---

1. Cf. *supra* II, 3 et V, 1.
2. Cf. *infra* XXXIII, 3.

8. Sed quid erit, juxta predicta, si partes sint in causa appellacionis in factis contrariis, et dati fuerint commissarii [m] super eis, et auditi testes, || et [n] pars appellans in sequenti parlamento se presentaverit ad diem presentacionis [o] senescallie sue vel baillivie [p], sed minus ydonee, puta altera die vel per procuratorem minus ydonee fundatum, vel nullo modo se presentavit, appellatus autem non [q] credat intencionem suam probasse sufficienter et credat alium suam probasse et dubitat modo an appellans [r] possit purgare suam contumaciam, quid faciet [s]? Dico quod potest [t] petere defectum contra appellantem et adjornamentum ad habendam [u] utilitatem dicti defectus, et fiet sibi, et dictam utilitatem, de qua supra dictum est [v], in sequenti parlamento haberet ubi appellans dictum defectum purgare non posset; sed utilius est ut petat ad utilitatem suam commissionem renovari, et statim fiet sibi. Et hoc est oppinionis [w] multorum, sed credo [x] quod tucius est quod accipiat defectum et adjornamentum [y] et quod in sequenti parlamento petat dictam [z] utilitatem sibi adjudicari et quod alter [a] amiserit [b] causam sub [c] protestacione quod, si eam habere non deberet, ut [d] talis utilitas eidem adjudicaretur qualis curie videretur. Et est duplex racio : primo quia, ubi pro dicto defectu dictam utilitatem peciisset, videlicet ut commissio ad ejus utilitatem renovaretur, nunquam ad aliam utilitatem petendam amodo admittere- Fol. 8 r°.

alias XXVIII. *P et T* de Cloisel anno XXV vel XXVIII. *C* de Casel. *C F L R* anno XXV. *N* Cloizel, Sammes. *O* Clasel. *C P* de Sauves. *F L R* de Sennes. *G* de Saugnes. *I* Sammiers. *K* de Sammies XXVII. *O* de Sancumes. *T* de Samines. — *m. C* et testibus auditis, nullo modo vel minus legitime se presentat appellatus non credens intencionem suam fundasse sufficienter. — *n. I O* si. — *o. H omet* presentacionis. — *p. L* in quo agere debet. — *q. F L* credit se nullo modo intencionem suam. *I* non credit. *N* aut credit. — *r.* A appellatus, *corrigé:* appellans. *O* nunc dubitatur an appellans possit. — *s. Q* appellatus. — *t. G* peteret. — *u. P* ad habendum in sequenti parlamento utilitatem de qua. — *v. F L en note :* scilicet quod actor amiserit causam suam. — *w. B C G M R* opinio. — *I N O P Q* hec est opinio. — *x. F L* sed credere tucius est. *Q* quod utilius et tucius quod capiat. *R* credemus — *y. D M O T* readjornamentum. — *z. O* talem.

*a. C au lieu d'*alter *porte* appellans. — *b. A* admiserit, *corrigé :* amiserit. *B omet* causam. — *c. C* cum. — *d. P omet* ut *et* a sibi. *C* nisi hoc consequi possit, talis utilitas... *I* quod.

tur [e]. Item, [f] quia si dictos defectum et adjornamentum accepit in sequenti parlamento [g], et utilitatem, scilicet illam quod judicaretur adversarium amisisse causam, petat, si adversarius suus non possit purgare defectum suum, lucraretur [h] causam suam sine labore et sine expensis, quod non esset [i] in alio casu quia opporteret quod inquestam faceret perfici [j] et partem adjornari ad videndum [k] ipsam recepi et judicari.

9. Item, queritur [l] : si juxta casum proxime dictum, dictus appellatus pro [m] utilitate dicti defectus pecierit et obtinuerit dictam commissionem renovari [n] et inquestam perfici et adversarium ad sequens [o] parlamentum adjornari [p] dictam inquestam recipi et judicari visurum, et [in] dicto parlamento dictis partibus presentatis, appellatus petit dictam [q] inquestam recipi, videri [r] et judicari, et appellans petit commissionem renovari, paratus se [s] purgare contumaciam precedentis parlamenti [t] et justas causas pretendens [u] que sufficientes essent [v] ad dictam purgacionem, numquid super dicta purgacione audietur ? Videtur quod non, quia ad illud [x] diem habere non videbatur, et potissime quia adversarium suum super hoc non fecerat adjornari, et hoc videtur fundari per secundum punctum dicti registri [y]. Dicitur [z] contra [a] quia hec videtur causa quare dicta inquesta recipi non debeat [b] nec judicari, et quod per modum cujusdam excepcionis ad hoc admitti [c] debeat [d], ad hoc saltem ut [e] reprobare possit testes per alium productos, non super principali.

e. *C* audiretur. — *f.* *B L* secundo quod. *O Q* secundo. — *g.* *C* et petàt utilitatem quod appellans amiserit càusam suam, si àppellans non possit purgare. *G* et utilitatem haberet scilicet quod. — *h.* *L R* lucrabitur. — *i.* *I* est. — *j.* *C* recipi et judicari et ad hoc partem adjornàri. *A* adjornamentum; *corrigé :* adjornari. — *k.* *D* testes recipi coram commissariis. — *l.* *F P omettent* queritur. *C* sed quid si appellatus pro utilitate. *I L O Q* Item quid si. — *m.* *P* per utlitatem. — *n.* *C* et ad videndum ipsàm judicari ad sequens. — *o.* *D omet* ad sequens. — *p.* *C passe à :* et partibus tunc presentatis, appellatus... — *q.* *S* competit. — *r.* *C* commissionem judicari, àppellans vult purgare . *P omet* videri. — *s.* *F R* se offerat purgàturum. *G* paratus offerens. *I N Q* se purgare paratum offerens. *K n'a pas* se. — *t.* *C* numquid audietur ? Videtur quod non quia ad illud, *etc.* — *u.* *O* prethendere *P Q* pretendere. — *v.* *B I* que si vere essent sufficientes essent. *H M* sufficientes essent si vere essent ad dictam... *P* sufficerent si vere essent. *S omet ces mots.* — *x.* *M* aliud. — *y.* *D ajoute* primabiur (*sic*) verior. *M* dicitur ergo quia hoc videtur causa quare. — *z.* *Fr* credo.

a. *F R O Q* contràrium. — *b.* *C* admitti non debeat ad hoc solacii ut testes per alium... — *c.* *B K* amitti. — *d.* *Les autres mss. excepté N, portent :* non debeat. — *e.* *D* non *au lieu de* ut.

10. Item si plurium causa appellacionis esset connexa, et quidam se presentarent et quidam non [f], non presentati per presentatos non relevarentur ab eorum contumacia [g], licet causa omnino esset connexa. Sed [h] si appelletur a sentencia lata per homines judicantes in alicujus domini curia, sicut est in pluribus locis, ut in Picardia, et homines adjornati fuerint in parlamento [i] [et] presentaverint se ad diem presentacionis sue contra appellantem, pars autem pro qua lata fuerit sentencia [j] non, pars autem que appellavit sic, dico quod appellans habebit defectum contra appellatum et quod [k] utilitatem habebit, quod supra dictum est in registro [l], si ante Fol. 8 v°.

f. C non relevantur a contumacia per presentatos, sed quid si appellatur a sentencia lata... — *g. F et L :* Videtur quod ymo, quia appellacio unius alteri prodest, L. 1. C. si unus ex pluribus appellaverit [*1. Code VII, 68*]; primo facit quod causa est connexa, ut in L. loci corpus § si fundus ff. si servitus vendicetur, L. qui aliena § si. ff. de negociis gestis [*4, § 8 Dig. VIII, 5; 31 § 3 Dig. III, 5*], et racio est in causa appellacionis, quia appellacio continet iniquitatem : L. prefecti ff. de minoribus [*17. Dig. IV, 4*]; si ergo unus appellaverit et obtinuerit, sentencia iniqua [est], et ita contra alios exequi non debet; et si dicas : qui non appellat vel non prosequitur, videtur acquiescere, L. qui ad munera C. de appel. [*7 Code VII, 62*], dic[o] quod quantum in se est, videtur acquiescere contra ipsum, tamen non debet sentencia exequi, quia iniqua et prava, et tunc alteri invito quis prodesse potest, L. non tantum ff. de peculio [*49. Dig. XV, 1*]; non sequitur quia acquiescat, cum forte metu expensarum vel aliter non prosequatur; aliud tamen est in causa principali, juxta tit. C. res inter alios acta [*Code VII, 60*]. L. sepe ff. de re judicata [*63. Dig. XLII, 1*]. Ita notant doctores in L. 1ª C. si unus ex pluribus appellaverit [*1, Code VII, 68*]. *G I K O R ajoutent :* Istud tamen quod sequitur usque in finem tituli est contra illum titulum, C. si unus ex pluribus, cum suis concordanciis, ff. de appellacionibus L. scio quesitum [*1 Code VII, 68; 3 Dig. XLIX, 1*]. *L ajoute encore :* L. si pretor ff. de judiciis [*75 Dig. V, 1*]. — *h. L O P R* quid. *Q* eciam si. — *i. B D H I M P Q* defensuri judicatum suum, et parti intimacione facta, pro qua lata fuerit sentencia, et homines judicantes fuerint in parlamento. *C* homines sufficienter se presentaverunt, parte appellata non se presentata, sed appellante, sic habebit appellans deffectum contra appellatum, et pro utilitate habebit quod supra dictum est. *N* judicatum suum perfici facta nunciacione eciam pro quà fuit lata sentencia et homines judicantes presentaverint se. *R* defensuri judicatum suum, intimacione parti facta, et homines judicantes se presentaverint. — *j. M S* non presentavit se. *N P R* parte appellata se non presentante, sed appellante sic. — *k. F P* pro utilitate. — *l. F K N P omettent* registro *et ce qui suit jusqu'à :* nichilominus appellans. *F L en note :* scilicet quod sentencia lata pro contumace non mandabitur execucioni, sed in quantum ipsum contigerit singulariter male judicatum et bene appellatum, et quod ista contumacia sibi nocere debeat, posito quod adjornatus non fuerit, sed solum intimacio sibi facta fuit, facit L. sancimus C. de judiciis, quando habet littera « licet non citati, sed requisiti » (*15, Code III, 1*). *G de* registro *passe à* nichiminus. *L reproduit la note de F, puis arrive à :* sed nichilominus appellans. *O après* registro : sive defecit ante. *R comme L, sauf* secundum *au lieu de* scilicet.

litem contestatam defecerit, vel si post litem contestatam, secundum quod supra dictum est; sed nichilominus appellans tenebitur procedere in dicta causa cum judicibus [m] predictis, propter emendam Regi debitam [n] et dictis judicibus in casu ubi apparet [o] ipsum male appellasse, et, licet per curiam postea pronunciaretur in dicta causa bene judicatum, in casu [p] ubi pars pro qua lata esset sentencia non purgaverit contumaciam suam; et si [q] appellans ad emendam Regi et judicibus fuerit condempnatus, nichilominus [r] contra eum pro quo lata fuit sentencia utilitatem defectus habebit, et [s] sentencia contra ipsum pro contumace lata non [t] mandabitur execucioni, ymo pronunciabitur contra partem [u] non venientem bene appellatum et quod dicta sentencia non mandabitur [v] execucioni, hoc operante contumacia ipsius [w].

11. Item si pars pro qua lata fuerit sentencia comparuerit, et [x] pars appellans, homines autem qui bonum [y] tenebantur [z] facere suum judicatum non, et, non obstante ipsorum contumacia, in dicta causa processum fuerit, et per curiam pronuncietur male appellatum et bene judicatum, relevabitur [a] appellans ab emenda predicta debita hominibus [b]; et idem est si aliqui [c] de dictis hominibus comparuerunt, aliqui non, quia relevatur [d] ab emenda debita non comparenti [e].

m. *C* hominibus. — *n.* *E en note :* quia in isto casu non potest esse quin Rex habeat emendam, vel a judicantibus, si male judicaverint, vel a parte, si male appellaverit. — *o.* *P* ut appareret. — *p.* *C P* in causa ubi appellatus non purgavit. — *q.* *A* sic, *corrigé* si. — *r.* *C* utilitatem dicti defectus habebit, quod sentencia contra ipsum non mandabitur execucioni, contumacia appellati hoc operante. *R* in quo casu tamen quo appellatus non purgaverit contumaciam suam, contra eum habebit appellans utilitatem deffectus, talem scilicet quod sentencia contra ipsum et pro contumace lata non mandabitur. — *s.* *P* quare. *I* quia. *K* quia et sic. *L* habebit talem. *O* quod. — *t.* *G supprime la négation.* *N* licet ipsum contumacia ipsius operante. *O passe à :* hoc operante contumacia ipsius. — *u.* *P omet* partem. — *v.* *G D I* ymo pronunciabitur *et omettent* non. — *w.* *L ajoute :* § si quidem in fine L. properandum C. de judiciis *13*, *Code III*, *1*). — *x.* *C* et appellans, sed homines judicantes non, et non obstante eorum contumacia, pronunciatum sit per curiam male appellatum. — *y.* *D omet* bonum. — *z.* *I Q R* debebant.

a. *C omet* appellans. — *b.* *R* judicibus. — *c.* *L P* aliquis comparuerit. — *d.* *K* hec relevantur. *Q R* relevabitur. *R ajoute* appellans. *T* relevantur. — *e.* *G ajoute :* Item nota quod quot sunt homines condempnati vel contumaces de istis judicantibus..., debetur emenda Regi scilicet LX librarum parisiensium..., in casu contrario cuilibet ipsorum debetur emenda...

VII[1]

*RUBRICA DE DEFECTU SUPER REALI ACTIONE VEL POSSESSORIO ALIO QUAM NOVITATIS, ET EJUS UTILITATE[f].

1. Super proprietatis judicio vel possessorio [g] alio quam novitatis [h], si causa in Parlamento agitetur, si reus non comparet, non sufficeret una contumacia, ymo requiruntur tres in tribus parlamentis [i] per tria adjornamenta obtenta, et opporteret [j] quod in secundo [k] et tercio adjornamento adjornaretur ad videndum judicare utilitatem dicti defectus, et super certa peticione et specificata [l], et ad procedendum in causa ut erit racionis; unde [m] ex prima vel secunda vel ambabus contumaciis nullam utilitatem haberet actor contra reum, nisi [n] solum ut, juxta L. sancimus [o] C. de judiciis [15. Cod. III, 1], *solum* [p] *condempnaretur in expensis factis racione dictarum contumaciarum : et hoc est per ordinacionem super expensis per Regem factam* [q] [2]. Sed si

f. C F G K L N O R T De deffectu super actione reali et utilitate ipsius. *I S omettent* et ejus utilitate. *T ajoute :* vel possessorio. — *g. C P* vel processu. — *h. B ajoute :* vel actione reali. — *i. C omet* in tribus parlamentis. — *j. C omet* oportet. — *k. C* secundo adjornamento, *puis omet jusqu'à* procedendum. — *l. G L P R omettent* et super peticione specificata. *N omet* ad procedendum *jusqu'à* racionis.— *m. N* verum. — *n. C* nisi quod reus in expensis condempnaretur juxta ordinaciones regias, sed si tres contumacie... — *o. A* sanctimus; *corrigé :* sancimus. — *p. Les mots qui suivent* (*depuis* solum *jusqu'à* factam), *qu'ils aient été oubliés par le copiste, ou qu'ils soient une addition postérieure, ont été mis en note dans A avec un renvoi indiquant qu'ils doivent être intercalés dans le texte après le mot* contumaciis; *mais il semble qu'en les plaçant à la fin de la phrase comme font B G H M O P Q T, on obtienne un sens plus satisfaisant.* — *q. L R:* facit C. querelam cum notis in fine glose Extra de procurationibus (*c. 2, Decr. Greg. IX, I, 38*). Et hoc per ordinacionem super resumendis expensis per Regem factam.

---

1. Comme le précédent, ce chapitre a été publié par P. Guilhiermoz (*op. cit.*, pp. 618 à 621). Dans son *Grand Coutumier*, Jacques d'Ableiges a reproduit en français les trois premiers paragraphes de ce chapitre. Cf. édit. Laboulaye-Dareste, L. III, chap. 11.
2. Ordonnance de janvier 1325 n. st. (*Ordonn.*, t. I, p. 784, et Boutaric, *op. cit.*, n° 7668, d'après Arch. Nat. X¹a 8844, f° 421 v°).

tres contumacie fuerint, auferetur reo possessio et tradetur actori, juxta l[egem] : C. ubi in rem actio L. II [2 Cod. III, 19] ; C. de prescripcione XXX vel XL annorum L. si quis empcionis § penultimo [8 Cod. VII, 39][r], et in ‖
Fol. 9 r°. Speculo[1] in titulo de primo et secundo decreto, c. nunc de defectu[s] : et hoc si[t] non veniat ; si[u] veniat et offerat se paratum procedere, amittet pro qualibet contumacia dilacionem quam habere potuisset[v]. Quod autem[w] dictum est, quod tres[x] contumacie requiruntur ad hoc quod aufferatur reo possessio rei petite, fallit in casu qui sequitur : videlicet quod, si commissarius partibus fuerit datus in partibus[y] super facienda veuta, et ipsa facta fuerit, et in parlamento immediate sequenti post[z] veutam actor sufficienter se presentaverit, reus non, actori datur defectus contra reum et ipso solo defectu aufferetur possessio[a] reo ; et hoc observat stilus presentis curie et eciam consuetudo generalis regni Francie in locis que consuetudine reguntur, licet sit contra legem superius allegatam, et ita fuit obtentum[b] in utroque casuum, ante veutam et post veutam[c], per arrestum curie inter procuratorem abbatis et conventus Sancti Dionisii[2] et dominos Galterum et Philippum de Arnaio[d] in causa possessionis de capiendo grossum animal[e] in quodam nemore.

2. Item[f], si actor esset contumax, que utilitas judicaretur[g] contra eum ? Dico quod pro una contumacia, vel duabus,

r. *P en note :* Pena contumacie. — s. *K* nunc tractemus de defectu. — t. *P omet* et hoc. — u. *G* nam si. — v. *L R* et refundet expensas, ut juris est in illis, et postea audietur. — w. *O* Ad proponendum excepciones declinatorias vel dilatorias, quod ante dictum est. — x. *Q omet* tres. — y. *C omet* in partibus. *H* si partibus fuerint commissarii dati in partibus super facienda veuta. — z. *P omet* post.

a. *L ajoute :* Quod verum intelligo nisi possit suam contumaciam purgare in sequenti adjornamento, quod faciendum puto ad videndum judicari utilitatem dicti defectus, licet secus sit in causa novitatis, ut notatur supra de contumacia et defectu § 1. *P* in consuetudine. *C* et hic est stillus curie et consuetudo generalis Francie, et ita fuit obtentum... — b. *S* optentum. — c. *N omet* veutam. *R ajoute :* in parlamento. — d. *P* de Aurane. *C* de Amave. *F L R* de Bordis. *N* de Bordis aliàs de Avais. *O* Avaco. — e. *S* grossa animalia. — f. *R* sed. — g. *L* daretur.

1. Il s'agit du *Speculum juris* de Guillaume Durant (Livre II, part. I, § 5).

2. Probablement Gille de Pontoise, dit de Chambly, abbé de Saint-Denis, de 1304 à janvier 1326 (*Gallia Christ.*, VII, col. 397).

condempnaretur in expensis [h], dampnis et interesse [i]; pro tercia [j] vero amitteret causam suam [k].

3. Item, premissa sunt vera si ante litis contestacionem [l] vel post veutam immediate reus deficeret : secus si post litem contestacionem et traditis articulis et commissariis super eis datis reus [m] deficiat; nam si defficiat in curia tunc, amittit pretextu ejus contumacie illum articulum super quo habebat diem solum [n]; nam si sit [o] contumax coram aliquo [p] judice ordinario, et habebat diem coram ipso [q] ad producendum testes, illam productionem amittet. Sed hoc non haberet locum coram [r] commissariis curie, si pars haberet diem ad producendum testes coram ipsis, quia coram talibus commissariis non est nisi una productio, de uno parlamento ad aliud [s] et, tociens quociens partes volunt, possunt producere testes coram dictis commissariis inter duo parlamenta.

4. Sed ubi altera parcium, casu jam dicto, habens [t] causam coram commissariis, esset in defectu, teneret quod factum esset ad instanciam partis presentis per dictos commissarios in dicta causa, et pars contumax non a[d]mitteretur ad reprobandum testes in dicta causa contra ipsam [u] productos in absencia sua, et in nullo alio punietur [v]; ymo [w] postea coram dictis commissariis in dicta causa procedentibus [x] posset

h. Q et instanciam cause amitteret per solam interrupcionem.— *i. C omet* et interesse. — *j. C I Q* pro tribus. *I Q ajoutent :* autem credo quod.— *k. D ajoute :* ymo videtur quod instanciam duntaxat et expensas ante veutam ; *D en note et B E I Q* ex habundanti solet adhuc quarta vice, juxta L. ad peremptorium ff. de judiciis, cum duabus legibus sequentibus (*68-70, Dig. V, 1*). *H K T ajoutent :* contrarium tamen videtur per L. properandum C. de judiciis (*13, Code III, 1*). *I omet le renvoi au droit romain.* — *l. G Q R* et traditis articulis, et commissariis super eis datis, reus defficiat in curia, tunc amittit... — *m. F* ipse *au lieu de* reus. — *n. G* solis (*sic*). — *o. C L N P* si autem. — *p. C R omettent* judice. — *q. CI* coram ipsis, quia coram talibus commissariis non est nisi una productio. — *r. P* in. — *s. A* illud; *corrigé :* aliud. *E, note de Jean de Longueil :* Nec est in dicta curia nisi una productio, que cum summa diligencia perfici debet uno contextu, si possibile est partibus et commissariis, propter graves sumptus. Unde, si contingat eam inquestam non perfici prima vice, non solet commissio renovari, nisi de consensu parcium vel ex magna causa, secundum arbitrium curie et relacionem commissariorum quibus solet et debet adhiberi magna fides. — *t. P Q* haberet. — *u. F en note:* Id quod hic pronunciavit prepositus servatur in curia Castelleti aurelianensis, dum tamen ambe partes habeant diem ad jurandum assignatam. *L R* l. si quando C. de testibus (*19. Code IV, 20*). — *v. C* In sui absencia ; in hoc solum punietur, verum postea coram... *G* preter hoc punietur. — *w. R* Ideo. — *x. D I Q S* procedentibus veniens. *P* ad hoc procedentibus. *G* adhuc procedentibus veniret.

procedere et producere testes; et, si qui per ejus adversarium producerentur, ex nunc in ejus presencia recipiendi essent [y] ex quo ipse ad procedendum [z] se obtulisset, et illos Fol. 9 v°. || quos postea ejus adversarius produceret [a] reprobare posset. Et est racio quare non posset reprobare testes productos in sui [b] absencia et ob ejus contumaciam receptos, quia nullus potest reprobare testes contra ipsum productos, nisi hoc faciat in ipso actu dum producuntur [c], nisi in casu ubi [d] judex hoc sibi reservasset [e], et iste fuit absens [f] dum fuerunt producti et contumax, ergo super hoc amodo [g] audiri non debet.

5. Item, si testes [h] modo predicto fuerint producti coram dictis commissariis in ejus contumacia, et postea [i] coram dictis commissariis non comparuerit, et postea in sequenti parlamento veniet et se sufficienter presentaverit et petat commissionem [j] renovari, et pars adversa super hoc impugnet [k] pretextu contumacie in qua fuit positus coram dictis commissariis, nichilominus dicta commissio renovabitur ad utilitatem utriusque [l]. Sic pronunciatum fuit per curiam pro Johanne de Silvaneto et Matheo de Machis [m] [1] contra abbatem et conventum [n] sancti Cornellii de Compendio [o] [2]; et hoc verum, nisi in casu quo [p] inquesta esset perfecta et

y. P ajoute testes. — *z. D* producendum.
a. *I* producet. — *b. B* contra ipsum. — *c. C* reprobari debent nisi judex hoc reservaverit *et s'arrête là.* — *d. R omet* ubi et sibi. — *e. K en note :* et hoc petunt partes coram commissariis.— *f. R* et contumax.— *g. G* modo. — *h. L emploie le singulier.* — *i. D* quia. *R* qui. — *j. I* commissarios. — *k. G L M N O P Q R S* repugnet. — *l. B Q* partis. *D ajoute :* intellige sane : sed si diligenciam fecerit pro parte sua producendo testes coram (*pour* contra) adversarium suum. — *m.* A Johanne de Marchis *corrigé d'après F K L P R* Matheo de Machis. *B Q* Matheo de Marchis. *C* Matheo de Mathis. — *n. L omet* et conventum. — *L R. citent l'arrêt à la fin du paragraphe.* — *o. F termine ici.* — *p. F en note :* Vel eciam nisi in casu ubi pars que processit peteret suam inquestam tunc recipi in statu in quo esset tunc, quia tunc non audietur pars que fuit contumax, ut sequitur, nisi suam contumaciam purgare posset, sed illud quod hic supra dicitur, si quis audietur contumax ad petendum commissionem renovari, habet locum quando alia pars que processit non contentatur de illo quod fecit, sed adhuc vult commissionem revocari, quia tunc pro utraque renovabitur non obstante precedenti contumacia.

1. Il s'agit du célèbre lombard Mathieu ou Mâche des Mâches, exécuté le 26 août 1331; cf. A. de Boislisle : *Annuaire-bulletin de la Société de l'Histoire de France*, 1875, p. 200.
2. L'abbé était, ou Gassion d'Estrées (1304-nov. 1327) ou, depuis 1327, son successeur Jean III de Rouvilliers; v. *Gallia Christ.*, t. IX, col. 434 et 439.

completa pro parte presente, et quia qui fuit contumax ex tunc super predictis non audiretur [q].

6. Item, si post veutam die assignata ad garandum reus non compareat [r], solum amittit garandiam. Et idem [s] esset si super alium [t] articulum cause haberet in curia diem, quia [u] illum solum amitteret. Ita pronunciatum fuit per curiam in causa quam habebant in eadem capitularii [v] Tholose contra dominum Geraldum Balene [w] [1] super jurisdictione de Blanaco [x] et Johannem de Turre et dominum Petrum [y] de Bordis; quas causas dominus Celo [2] pro dictis capitulariis et magister Guillelmus de Brolio pro aliis [placitaverunt] [z].

7. Item, qui adjornatur coram aliquo [zz] judice terre consuetudinarie super aliqua causa ad jurandum de veritate et non venit, amittit causam : sed secus est in illo qui super hoc fecisset eum adjornari [a], quia, si ille deficeret dicta die [b], non [c] amitteret causam suam [d]. Ita pronunciatum fuit in

q. *D supprime* non *et ajoute :* Hodie ante [*pour* autem] facta ordinacio [3] quod nisi ter commissio renovatur, eciam si partes diligentes extiterint, credo, tamen semper salva justa essonia impediunt (*sic*). *L continue :* Et hoc verum, nisi in casu quo commissio vel inquesta esset facta et completa pro parte presente, vel eciam nisi pars que processit petat statim inquestam recipi in casu in quo tunc esset, quia tunc non audiretur pars, quia tunc esset contumax, ut sequitur, nisi suam contumaciam purgare posset *et termine comme F :* sed illud quod hic supra dicitur, etc... — *r. L* veniat. — *s. H* et ita. *Q* et idem dico. — *t. M* ad illum. — *u. P* dico. — *v. B* capitulares. *K R* cappellani. *L* capicerii. — *w. F* Gerard Varena. *H* Gerbalene. *G K L N O P R* Balena alias Balene. *U* Parvanoie. — *x. B Q* de Blegniaco. *C* de Blamaco. *F L* de Blaigneto. *K* de Blagaco. *G O P R N* Blaneto alias Blanlato. *U* Blancheto. *G K L O P R N U s'arrêtent après ce mot.* — *y. A* Johanne... domino Petro; *corrigé :* Johannem... dominum Petrum — *z. A B D ont omis* placitaverunt *que donnent la plupart des mss.Q* et ego pro aliis deduximus. *S* placitavit. — *zz. C* qui adjornatur super aliqua causa ad jurandum de veritate, si sit contumax, amittit causam, de consuetudine, secus...

a. *C passe à l'arrêt.*— *b. L omet* dicta die.— *c. L P R* ideo.— *d. L ajoute :* quia non habebat diem ad jurandum, sed ad videndum jurare adversarium.

---

1. Cf. Arch. Nat. X[1]a 5, f° 521 « *Judicata prolata... inter consules tholosanos et Geraldum Baleine militem* » (an. 1327-1328). C.-V. Langlois : *Inventaire d'anciens comptes royaux dressé par Robert Mignon sous le règne de Philippe de Valois*, in-4°, pp. 31, 33, etc., cite Gérard de Baleine, receveur de la sénéchaussée de Cahors, de Périgord, etc.

2. Probablement M[re] Sello de Beauvoir, clerc et avocat, dont il est fait mention dans Arch. Nat. X[1]a 8844, f° 270, le 2 avril 1326.

3. *D* vise l'ordonnance de décembre 1363, article 15; cf. *Ordonn.*, t. III, p. 654 et Arch. Nat. X[1]a 8602, f° 54 r°.

quadam causa per curiam, licet prepositus parisiensis contrarium judicasset [e].

8. Item, de consuetudine, in quacumque causa et in quacumque parte litis actor recedit a judicio et diem non acceptat super aliquo, videtur deseruisse litem et ideo cadit ab instancia cause [f], non tamen a causa [g].

9. Item, de consuetudine, quecumque [h] pars deficiat ad diem assignatam ad tradendum facta sua in scriptis alicui
Fol. 10 r°. curie coram aliquo judice, inpatria || consuetudinaria, cadit a propositis [i] per ipsam, et [j] super factis traditis per partem adversam [k] ad dictam diem inquiretur veritas et fiet jus [l].

10. Item, de consuetudine Castelleti parisiensis, si aliqua parcium sit absens dum prepositus vult proferre sentenciam pro vel contra ipsam, amittit causam suam [m].

e. *C joint ici la fin du § 8 :* aliquo non acceptat, videtur litem deseruisse et ideo cadit... *F R en note :* id quod hic pronunciavit prepositus servatur in curia Castelleti aurelianensis, dum tamen ambe partes habeant diem ad jurandum assignatam. — *f. F et R en note :* Aurelianis non periret instancia propter hoc, sed reus haberet deffectum et faceret actorem adjornari ad procedendum in causa. — *g. D ajoute :* Hoc non servatur in Parlamenti curia, quia omnes cause que non fuerunt expedite in eodem parlamento continuantur in eodem statu inter partes presentatas, et de die in diem, eciam in Requestis Palacii, si una parcium contra alteram non accipiat explectum; nec hoc eciam servatur in Pictavia, quia ibi non fit interrupcio processus et faciat quociens valuerit readjornari partes suas. *U reproduit la fin :* nec hoc etiam servatur in Pictavia. — *h. N* quandocumque. — *i. F R en note :* tradendis in scriptis de cetero, sed alias faciat processum suum, si possit, secundum plures. — *j. O* si. — *k. P* aliam. — *l. E en note :* sed communiter curia Parlamenti micius agit. — *m. D G ajoutent :* In Parlamento, partibus absentibus, arresta proferuntur. *F L ajoutent :* Quod intellige verum, si ad audiendum jus esset partibus dies assignata. Quod eciam intellige in interlocutoria, non in deffinitiva sentencia, quia cum partes sint appunctate ad audiendum super aliquo articulo, tunc pro presente fertur sentencia contra absentem, posito eciam quod pro ipso ferri debuisset si fuisset presens, et hoc obtinet de stillo curie Castelleti parisiensis, secus et aliter est in Parlamento Francie (*R* secus in Parlamento). *H S ajoutent :* contra omnia jura mundi : C. de judiciis L. properandum [*13*, *Cod. III*, *1*]. *R ajoute :* Hoc servatur Aurelianis contra L. properandum *et continue comme F L. T ajoute :* dum tamen super hoc sit dies assignata.

VIII[1]

* RUBRICA DE CONTUMACIA ET DEFECTU ET UTILITATE IPSARUM SUPER[n] ACTIONE PERSONALI.

1. Item, si aliquis adversarium suum fecerit super actione mere personali adjornari in parlamento[o], causa expressa in dicto adjornamento ex qua contra ipsum concludere intendit[p], et die in adjornamento contenta citatus non comparuit[q], conceditur actori defectus contra ipsum adjornatum, et adjornatur ad videndum utilitatem dicti defectus judicari ad sequens parlamentum[r]. Et, si dictus[s] adjornatus in sequenti parlamento ad diem statutam[t] se non presentaverit, vel[u] non possit dictum defectum excusare[v], talem utilitatem actor ex dicto defectu habebit quod reus cadet a defensionibus suis[w], et quod curia super hiis que actor pro jure suo proponere voluerit, dum tamen dependeant[x] vel pertineant ad dictam causam et alia media in adjorna-

n. C I K L N O R De contumacia et defectu super actione personali et utilitate ipsius (*N* ejus). — *o. C F I omettent* in parlamento. — *p. C* intendebat, et illa die non compareat, conceditur defectus et adjornamentum ad videndum... — *q. K L N O P R* die in adjornamento contento non compareat adjornatus. — *r. P ajoute* : Et si reus ad illam diem se presentaverit, petat exhiberi commissionem adjornamenti et deffectum et diem sibi assignari, actor vero illa die petat utilitatem que sequitur vel eam que videbitur curie, cum protestacione de procedendo ulterius per aliam viam, prout fuerit racionis. — *s. C* et si reus se presentaverit et non possit dictum defectum accusare. *N omet* dictus. — *t. Q* in secundo. — *u. D ajoute* comparens. *L* vel presentavit, sed non possit. *T* vel si se presentaverit.— *v. G* purgare.— *w. D en note :* Hoc videtur multum durum. *I laisse en blanc la place de* defensionibus. *K en note :* vidi interpretari verum esse, si adjornamentum fuerit citato significatum, et quod dictus citatus non potuerit seu non debuerit ignorare tenorem et causam expressam in dicto adjornamento, vel si relacio servientis contineret simpliciter reum esse adjornatum, posset reus purgare deffectum per testes seu juramentum. Ita vidi in causa pendente inter Reginaldum de Stulta Villa actorem, et Galiffre de Jumelles, reum, anno IIII^{xx} et IV mense februarii[2]. — *x. L* a dicta causa et alia media in...

---

1. Cf. Guilhiermoz, *op. cit.*, p. 621 à 623.
2. 1385, n. st. : v. Arch. nat., X^{1}a 1472, f° 358 v°, au conseil, 3 février 1385. Le profit du défaut est accordé au seigneur de Folleville contre Guillaume de Jumelles, dit Galife ; l'arrêt fut prononcé le 10, par le président de La Grange.

mento expressata, faciet curia inquirere [y] veritatem, quo facto [z] faciet jus dictis partibus [a]. Et ita premissa ordinata fuerunt in parlamento per curiam in omnibus causis personalibus [b] sive criminalibus [c], dum tamen civiliter introitur [d], et decretum deinceps in futurum per modum edicti observandum : actum in parlamento anno Domini M° CCC° XXVII [e] die sabbati ante festum Beati Andree [1], et in curia registratum [f].

2. Item, si reo [g] super aliqua de dictis actionibus [h], sive civilibus vel criminalibus civiliter intentis, causa expres-

y. L. omet curia.— *z. C* et tunc.
a. H en note : juncta per curiam litis contestacione defensoris, si dictus defensor litem contestando negat facta actoris et requirit actorem condempnari in expensis, scribitur in fine articulorum actoris vel in una cedula, que jungitur cum articulis actoris, et nisi actor probaverit intencionem suam, condempnabitur in expensis defensoris. — *b. C omet* personalibus. — *c. D G L ajoutent :* Si criminaliter, quatuor deffectus requiruntur, quibus mediantibus bannitorum omnia bona subjugantur fisco, in patria in qua locus confiscacioni immobilium, veluti in Francia, non (*L* secus) in Pictavia neque Xantonia, quia mobilia dumtaxat confiscantur, preterquam in crimine heresis et majestatis et in casu illorum qui mortem sibi consciverunt, in quibus mobilia et immobilia confiscantur et specialiter in Pictavia. — *d. L* intentatis. — *e. N* XXXVII vel XXVII. — *f. F L R en note :* Hoc est contra L. ad peremptoriam ff. de judiciis [*68. Dig. V, 1*] et L. properandum § si quidem et § fi. C. de judiciis [*13. Code III, 1*]; et contra L. contumacia cum ibi notatis ff. de re judicata (*53, Dig. XLII, 1*), unde debet admitti refundendo expensas prime diete, et credo quod tantum hodie faceret de equitate. Hoc verum esse potest quando adjornatus venit ad secundam dietam, quia licet contumaciam prime diete purgare non possit, tamen equum esset ipsum admitti refundendo expensas prime diete; si vero in dieta continue sit contumax, non veniendo nec pro se mittendo, tunc sine dubio obtinet stillus hic positus, nisi illas contumacias postea ex racionabili causa purgare posset, propter quod tamen sibi providetur ; quod tamen valde difficile esset propter jus partis adverse. — *g. C F* citato. — *h. C K omettent ce qui suit jusqu'à* causa expressata.

---

1. 28 novembre. L'ordonnance ne fut prononcée que le 4 déc. par le chancelier de Cherchemont. Cf. Guilhiermoz, *op. cit.*, p 26, note 2, d'après le ms. 4641ᵃ, f° 81 v° : *Die veneris ante festum beati Nicholay yemalis, anno XX VII, fuit hec constitucio edita in Parlamento et promulgata in eodem per dominum J. de Cerchemont, [cancellarium] Regis, scilicet quod, si actor fecerit adjornari reum ad parlamentum et in citatorio exprimatur peticio actoris seu factum, si reus die assignata non comparuerit, actor habebit defectum contra reum : et tunc poterit actor facere adjornari iterum reum ad aliud parlamentum ad videndum judicari commodum defectus, quod commodum tale erit quod reus non admittetur ad proponendum aliquod factum sue excepcionis contra peticionem actoris, sed procedetur et inquiretur veritas super facto actoris tantummodo.*

sata ut supra, citato in parlamento [i], et in contumacia posito [j] bis per curiam et in duplici parlamento, prima die sibi statuta ad respondendum, secunda die statuta ad videndum adjudicari utilitatem dicti defectus, iterato citabitur ad certam diem et brevem infra secundum parlamentum ad videndum utilitatem dictorum defectuum judicari, ad quam, veniat reus vel non [k], in dicto parlamento et die superius expressata per curiam, actor habebit utilitatem predictam. Et ita dictum fuit [l] pro procuratore [m] Sancti Quintini juxta Belvacum [1] contra quemdam vocatum Johannem Hurer [n].

3. Item, si, post peticionem [o] in dicto parlamento per actorem contra reum super actione mere personali [p] appertam et factam [q] in presencia dicti rei vel ejus procuratoris, reus se paciatur poni [r] in defectu, puta ad diem petitam [s] per ipsum [t] pro consilio [u] eidem [v] procuratori concessam, datur defectus contra ipsum et pro defectu || utilitas quod [w] habebitur petticio actoris [x] pro confessata. Ita dictum extitit et Fol. 10 v°.

i. *C F omettent* citato in parlamento. — *j. C* positus fuerit in contumacia duplici parlamento, iterato citabitur ad diem.— *k. C L passent à* actor habebit. — *l. C* per arrestum die quo supra. *I O* per arrestum curie in dicto parlamento die superius expresse et la *fin de l'ordonnance du 4 décembre 1327* citée au § 1, note 1. — *m. K N* per procuratorem (*sic*). — *n. B P Q R* Mire. *C* Mie. *F L* le Mire. *H I S* Huret. *K* le Mire. *N* Hure. *O* Marre. — *o. L* in judicio factam. — *p. C* Item si peticio actoris super actione personali fiat in presencia rei. — *q. P en note :* tacita confessio. — *r. C* et pecietur se poni. — *s. P* petit. — *t. C* petitam pro consilio et per curiam sibi concessam, utilitatem istius deffectus habebit actor quod... — *u. N* concilio. — *v. K* vel. — *w. G* utilitas est quod habetur peticio per actorem pro confessata. — *x. C* sua.

---

1. St-Quentin-lès-Beauvais, abbaye de l'ordre de St-Augustin. Cf. *Gallia Christ.*, t. IX, col. 819. Voici l'ordonnance — ou mieux, l'arrêt de règlement — dont il est question : *Ordinacio super utilitate defectuum factorum in actione personali. Cum in casu in quo aliquis super actione personali ad instanciam alterius ad certam diem ajornatus est et non presentat se, ac ponitur in defectu et ad videndum judicari utilitatem predicti defectus adjornatus est ad aliam diem, dubitatur a multis que utilitas ex defectu predicto debeat sibi dari. Ad tollendum omne dubium super hoc, nostra curia ordinavit quod in casu in quo dicta peticio personalis, seu factum actoris, in primo adjornamento fuerit declarata, adjornatus predictus, si ad diem ad quam adjornatus est ad videndum judicari utilitatem dicti defectus non venerit, vel si venerit et defectum predictum non purgaverit, cadit omnino ab omnibus defensionibus suis contra predictam peticionem, et super contentis in peticione actoris et ad utilitatem ejusdem solummodo veritas inquiretur. Die V^a^ decembris. Hec ordinacio registrata est inter arresta anni M^i^ CCC^i^ XXVII.* (Samedi 5 déc. 1327.) Arch. Nat. X[1]a 8602, f° 4.

pronunciatum[y] per dominum Johannem de Sercomonte][z] [1], tunc cancellarium Francie, in dicto parlamento et anno superius expressis[a].

4. Item, de stillo curie[b], actor qui non prosequitur[c] arramentum suum de parlamento in parlamentum, cadit ab instancia cause[d], et multociens per quandam consequenciam a causa, ut in causis appellacionis et novitatis, ut apparet per superius[e] dicta.

5. Item[f], in quacunque causa una pars contra aliam defectum habuerit in parlamento[g], pars que eum obtinuit debet impetrare adjornamentum ad videndum sibi judicari utilitatem dicti defectus in dicto primo parlamento, et proximo parlamento[h] eam petere, et diligenciam suam fecisse; alias cadit ab utilitate dicti defectus. Et ita dictum fuit in parlamento[i] anni XXV pro episcopo[j] Noviomensi[2] contra abbatem[3] et conventum Sancti Eligii, in causa novitatis[k] per dictos religiosos mota in parlamento contra dictum episcopum super jurisdictione ville de Boles[l].

6. Item[ll], in quacumque causa pars obtinuerit defectum contra aliam, si postea[m], antequam sibi utilitatem pro dicto

y. R ajoute : et maxime de jure per jura superius allegata per dominum. — *z. C* Serchemont. *K* de Cerchemonte, pro tempore tunc...

a. C M P die et anno. *R* expressatis. *P en note :* pronunciacio facta in parlamento. — *b. N R* hujus. *O* est quod. — *c. H M* adjornamentum vel. — *d. R ajoute :* Iste stilus est contra L. properandum C. de judiciis [*13. Code III. 1*]. — *e. C G K L N R* per jam. — *f. H N O* quandocumque in. *L R* quociescumque una pars. — *g. C* contra partem habuerit defectum in parlamento, debet impetrare... *L* in sequens parlamentum proximum postquam eum. — *h. C* ad sequens parlamentum et ad hoc diligenter prosequi, alias cadit... — *i. F* Iste stillus est contra L properandum C. de judiciis [*13, Code III, 1*] et C. venerabilis Extra de judiciis (*c. 20 Decr. Greg. IX, II, 1*). *L* quia interrumpit processum suum quem continuare tenetur de parlamento in parlamentum. — *j. F T* XXVI. *G* episcopo Autissiodorensi. — *k. C* Mota per procuratorem regium contra... — *l. C* Boelles, *G* Boules. *H* Bobes. *K* de Vallis. *L* de Velles. *N* Bolles. *R* Rolles[4]. *S omet le nom. D ajoute :* quia actoris partem sustinet in utilitate defectus prosequenda, eciam si actor alias esset reus. — *ll. Ce paragraphe manque dans C.* — *m. L* simpliciter in dicta causa procedat, quod est infra, antequam utilitatem...

---

1. Jean de Cherchemont, chancelier (1321-1328). Cf. Le P. Anselme, t. VI, p. 309.
2. Foucaud de Rochechouart, évêque de Noyon de 1318 à 1330. Cf. Le P. Anselme, t. II, pp. 395 et 396.
3. Gobert ou Jobert (*Gallia Christ.*, t. IX, col. 1070).
4. Cf. *infra*, XVIII, 4, où on lit Vales.

defectu competenter pecierit adjudicari, simpliciter et absque omni protestacione in dicta causa procedat cum parte contraria contra quam ipsum defectum obtinuit, renunciavit defectui per ipsam [n] impetrato [o].

7. Item [p], si pars que defectum contra aliam obtinuerit [q], ad diem ad quem adversarium fecit adjornarì visurum utilitatem dicti defectus sibi adjudicari, aliam [r] utilitatem sibi adjudicari petit per curiam, et non illam quam debet habere [s] de stilo curie vel consuetudine, et hoc facit simpliciter et absque ulla [t] protestacione, perdit eam quam [u] debebat habere nec habebit petitam : racio est quia eam quam petit non habebit, cum stilus repugnet, nec aliam, quia ipsam non peciit ; et ideo cauti advocati dicunt : « Peto talem utilitatem michi adjudicari, vel illam que de usu, jure, consuetudine et stilo presentis curie michi debet adjudicari [v]. »

IX

RUBRICA DE DILACIONIBUS ET QUO ORDINE PETENTUR. Fol. 11 r°.

1. Circa hanc materiam diligenter [w] insistendum est, nam in parlamento hec dilaciones annuales [1] [x] regulariter consueverunt dari [y] seu concedi : scilicet dilacio consilii que aliquociens appensamenti [2] appellatur [z], item dilacio pro

n. N pro ipsis.— *o. R* obtento. *K* optento. *S* impetratam. — *p. FKL ORS* ubi. — *q. C* Item si pars que obtinuit deffectum... — *r. C* et pecierit aliam utilitatem quam... — *s. L omet* et non illam quam debet habere. — *t. C* sine aliqua. *K P* absque omni.—*u. C* quia non peciit, cum stilus repugnet, et ideo cauti... — *v. C* de stilo seu consuetudine adjudicari debet, vel qualem curia inspiciet. *F L R* possum et debeo habere. *G ajoute :* sed quid, si actor petat congedium et debet petere defectum, vel ejus reus petit defectum qui debet petere congedium, quam utilitatem habebit pars sic presentata vel non ? — *w. C* plenius.— *x. E G T omettent* annuales. *FL en note :* Hodie vero solemnitas hec non servatur, sed eciam infra idem parlamentum conceduntur una vel plures, quod arbitrio curie reliquitur juxta locorum personarum et negociorum qualitatem, et hoc eciam cavetur in ordinacionibus regis Johannis § actore [3]. — *y. C G omettent* dari. — *z. D en note :* hodie dantur infra parlamentum, ut per ordinaciones Johannis regis patet.

---

1. Cf. Ordonn. de décembre 1363, art. 5 (*Ordonn.*, t. III, p. 649).
2. Le Parlement considérait ces expressions comme synonymes ; cf. Arch. Nat. X[1]a 7, f[os] 85, 91, 145, 205 v°, etc. Quelques auteurs distinguèrent cependant au XIV[e] siècle, les délais ou jours d'appensement ou d'avisement des délais ou jours de conseil.
3. Ordonn. de décembre 1363, art. 5 : *Actore si quidem*, etc.

veuta, item dilacio pro garendo, et est quedam extraordinaria de qua infra videbitur. Et ideo de unaquacumque istarum, et in quo casu competant, discuciamus singulariter [a] et sigilatim ad partem.

2. Item, sciendum est per ordinem que [b] petuntur : primo consilii, secundo veute, tercio pro garando ; et si quis petat alio ordine, prejudicat sibi [c] : nam petendo dilacionem veute seu garandi, aliis renunciat [d].

3. Item eciam, plus reprobat aut prejudicat specialiter ubi petit dilacionem pro garando ubi debet petere dilacionem pro veuta ; [sed ubi petit dilacionem pro veuta], non propter [hoc] renunciat declinatoriis [e] suis, quia veuta ostendit [f] quem judicem debeat sibi habere.

4. Item, hec dilaciones competunt in omni actione reali [g]; fallit in peticione hereditatis, ubi [h] competunt pro consilio et pro garando, sed dilacio veute non. Et est racio quia, cum sit universale judicium, et in ea veniant nondum possessa per reum tempore litis contestate, sed eciam ea que post incepit

a. *C omet* singulariter. *G* determinabitur. *Q* singula et singulariter. — b. *BEQ* quod dilaciones petuntur hoc ordine. *CD* quod. *L* quod primo petitur dilacio consilii. — c. *C* in obmissis, nam... — d. *P* renunciat declinatoriis suis, quia veuta ostendit sibi quem judicem habere debeat. *G* renunciat, et eciam ubi quis petit dilacionem pro garando, approbat judicem, ita quod non potest amplius recusare, nisi alia nova causa de novo emergat. Sed ubi post dilacionem pro veuta... *C toujours plus bref* et plus, ubi petit dilacionem pro garando, non propter... *H K* plus renunciat. *I L R* et specialiter ubi petit dilacionem pro garando, sed ubi petit dilacionem pro veuta. *Q omet* prejudicat. — e. *C* dilatoriis quia. — f. *G* et demonstrat. — g. *L* regulariter. — h. *C* ubi non habet locum dilacio vehute, et est racio quia, cum sit universale judicium, nedum veniunt que reus possidet temporis litis contestate, sed eciam... *F L R en note :* Fallit eciam si petatur aliquis redditus vel aliqua servitus super aliquem locum generaliter cum suis pertinenciis, ut puta : peto X libras redditus quas dico me habere super tale castrum cum suis pertinenciis; tunc enim propter difficultatem ostendendi pertinencia sigillatim, si petatur veuta, non fiet [*R omet* non]; sed sufficit per declaracionem tradere castrum tale cum pertinenciis suis, aliquas pertinencias declarando, et postea generaliter super omnes. Idem si non petatur redditus sed eciam si petatur castrum cum pertinenciis : ita dictum fuit per arrestum die IV februarii anno CCC° nonagesimo pro comitissa Barrensi, domina de Cassel, contra ducem Burgundie comitemque Flandrie [1]. *L passe de* pertinenciis *à* tunc curia *et après* super omnes *ajoute :* ut quidam dicunt.

1. V. Arch. Nat. X¹a 38, f° 149 v°, 4 février 1391. Yolande de Flandre, comtesse de Bar, contre Philippe le Hardi, duc de Bourgogne et comte de Flandre.

possidere[i], ut ff. de peticione hereditatis L. IIII et L. si quo tempore [4 et 44, Dig. V, 3], ideo non conceditur. Et ita vidi pronunciari in parlamento anni XXVII[j] pro Beatrice de Sabrano[k] contra dominum Petrum de Fredoli et alios suos adversarios[1]; et ibi fuit alia racio, quia adversarii[l] jam confessi fuerant se ceteras res de hereditate[m] possidere.

5. Item, dantur et competunt in omni causa ordinaria que[n] competit pro possessione recuperanda vel retinenda. Et ita fuit dictum in causa episcopi Lingonensis[2] et ducis Burgundie, et hoc verum[o] ubi esset generale adjornamentum. Et incertum, alias diem consilii non haberet, sed alias dilaciones[p]; sic item fallit in causa novitatis, et in hoc inferius apparebit[q] que sit racio ; *nunc autem de singulis per ordinem est videndum*[r].

X

*RUBRICA DE DILACIONE[s] PRO CONSILIO.

1. Item, hec dilacio in omnibus causis[t] realibus et personalibus petitur post peticionem factam[u], vel in scriptis traditam vel verbothenus apertam in judicio, secundum quod fieri debet[v] juxta naturam[w] actionis que intentatur de stilo curie.

i. I idem non conceditur. *C* ut pluribus legibus. Ita fuit dictum in... *T en marge :* Dic verum est si post veutam immediate proponetur et peteret, alias non. — *j. C* XXV pro Beatrice de feodo Sabrano. *H* XXVIII. *L* Regis Gavelini, Petrum Fedroli. — *k. O* filia domini Reginaldi. *Q* R. Gaucelini. — *l. K* jam. — *m. K* dicti domini *L* domini Regis — *n. C* jure. — *o. F omet* verum. — *p. C omet* alias dilaciones. *L ajoute :* sic vide c. preterea Extra de dilacionibus (*c. 2, Decr. Greg. IX, II, 8*). *O* habebit. Item illud. *Q* sed alias sic. Item istud fallit. — *q. Q* et que sit racio inferius lacius apparebit. *C D E K s'arrêtent ici. B M omettent* que sit racio. *I* lacius. *K rattache au § 1 du chapitre suivant la phrase :* nunc autem, *etc.* — *r. F omet* est videndum. *N* et primo. *T omet ce membre de phrase.* — *s. B D E O* que datur. — *t. C F L P Q* actionibus. — *u. C* peticione in scriptis vel verbothenus facta. *N* apparentem in... — *v. F L* de stilo curie. — *w. Q* materiam.

---

1. Cf. Arch. Nat., X[1]a 8844, f° 288, 4 juin 1326, et Stilus, *infra*, xxxi, 5.

2. Pierre de Rochefort ou Jean II de Chalon (faute de date, on ne peut préciser). Le duc de Bourgogne est Eudes IV, 1315 à 1349. Sur ce duc v. E. Petit : *Histoire des ducs de Bourgogne de la race capétienne*, t. VII et VIII.

2. Item, datur et habet locum[x] in omnibus actionibus, et est racio ut reus deliberet an sibi expediat cedere vel con-
Fol. 11 v°. tendere, juxta Authent. offeratur [Nov. LIII, 3, § 1], C. || de litis contestacione [Cod. III, 9]. Et specialiter[y] ubi reus est adjornatus generaliter incerte[z] : cujus racio est tunc[a] quia non potuit previdere jus suum, cum non possit divinare quid actor ab ipso petere intendebat ; et specialiter daretur ubi pro facto alieno insequeretur[b], et est tunc racio quia in alieno facto ignorancia[c] est tollerabilis, juxta L. si ff.[d] pro suo[e] [4 Dig. XLI, 10].

3. Hoc quod supra dictum est quod in omnibus actionibus detur[f], fallit in casibus qui secuntur : primo in causa novitatis fallit et in interdicto unde vi : et est racio quia in causa novitatis[g] et unde vi[h] esset lapsus annus, nam hec dilaciones dantur de[i] parlamento in parlamentum, et sic actor amisisset causam suam[j]. Itaque[k] tunc in causis de saisinis summarie et celeriter procedebit[l] : quod fundatur in l[egem] : C. de agri[colis] etc... L. si coloni [14 Cod. XI 47] et C. de naufra[giis] L. de submersis[m] [5 Cod. XI 5]. *Ista racio non videtur valere, quia hodie sunt dilaciones arbitrarie neque excedunt parlamentum, per ordinacionem Johannis regis*[n] [1].

4. Item, vidi semel[o] per curiam in causa novitatis cujusdam maladarie de Veilliaco[p] [2] movenda in curia per sindi-

x. *C R omettent* habet locum.— y. *C* datur.— z. *E Q* juste. *L R ajoutent :* juxta. c. preterea Extra de dilacionibus (*c. 3, Decr. Greg. IX, II, 8*). *L abrège :* cujus est racio, quia in facto alieno esset insequitus et est.

a. *L renvoie cette phrase :* tunc quia *à la fin du paragraphe.* — b. *L N* esset insequtus. — c. *F* error. — d. *F et K ne citent pas le Digeste.* — e. *L* pro socio (*Dig. XVII, 2*). — f. *P* debetur. — g. *C F L* in talibus esset lapsus annus. *F L ajoutent :* non daretur seu non competeret actio, nam hec dilaciones competunt et dantur. *G* et in interdicto unde vi esset lapsus. — h. A ubi, *corrigé :* unde vi. — i. *O* et hujusmodi ordinaciones (*sic*) dantur. — j. *G ajoute :* nam causa novitatis et interdictum unde vi debent intentari infra annum ; itaque curia in talibus dessaisinis summarie... *O en note :* in materia possessionis non datur dilacio consilii.— k. *B Q* ita quod in curia. *D E I M S* Itaque curia. *C F I O P Q R S T* in talibus dessaisinis summatim. *L* Item in casibus. — l. *C F* est procedendum. — m. A subdiversis *corrigé* submersis. — n. *D en note :* Hodie non, ymo sunt arbitrarie et eciam dies appensamenti. — o. *K* Item in causa. *R* tamen semel vidi. — p. *F* de Wailliaco.

1. Cette remarque, mise en marge dans A et H, vise l'ordonnance de décembre 1363, art. 5. Cf. Arch. Nat., X[1]a 8602, f° 54 et *Ordonn.*, t. III, p. 649.
2. Léproserie de Vailly (Aisne, ch.-l. de canton, arrond. de Soissons).

cum[q] hominem dicti loci contra magistrum Radulphum de Praelis [1]; concessit dilacionem consilii, ideo quod adjornamentum erat generale et incertum, et forte graciose, et fuit in parlamento anni XXV[r].

5. Item, fallit ubicumque[s] in adjornamento actio continetur quam movere intendit, vel modus seu causa propter quam quis[t] concludit[u] contra partem; et hoc pronunciatum fuit per curiam et arrestum in parlamento anni XXVIII[v], et concordat cum Decretali preterea Extra de dilacionibus. [2, Decr. Greg. IX, II, 8][w].

6. Item, fallit ubicumque[x] aliquis super excessibus[y] vel super crimine ad curiam vocatur, quia non daretur sibi hec dilacio; et est racio quia de facto proprio insequitur[z], et in illo[a] quicumque debet esse advisatus[b] quia non daretur talis dilacio de parlamento in parlamentum, *nec eciam in anno, tamen hodie dari debet, ut supra visum est* [2], sed bene daretur unius diei vel alia brevis, secundum[c] formam factorum contra ipsum propositorum[d].

7. Item, in causa[e] duelli bene daretur ei dilacio infra parlamentum, que talis esset quod potuisset habere[f] amicos suos[g].

q. *H* judicium. — *r*. *F K P R* XXVI. L XXVII. N XXVI alias XXV. — *s*. *N R* ubi. — *t*. *C omet* quis. — *u*. *F I P* concluditur. — *v*. *B C E F G I K L O P K R* XXVII. *N* XXVII alias XXVIII. — *w*. *D ajoute :* Hoc jure non utimur. — *x*. *R* Item similiter. *F K P Q R* in casibus ubicunque. — *y*. *C* veneficiis vel excessibus quis est insecutus, quia de facto ipso ad curiam est vocatus, in quo debet esse advisatus, et intelligas quod non daretur dilacio. Verum est talis de parlamento in parlamentum. *F P* super crimine, veneficiis vel excessibus, quis... — *z*. *I* inquisitus. *N* est insecutus.

a. *F I N P Q R* in quo quilibet. — *b*. *F L en note :* Quasi in facto proprio non est tollerabilis error : ff. ad Velleyanum (*Dig. XVI, 1*) et L. plurimum ff. de juris et facti ignorancia (*3 Dig. XXII, 6*). *G O* et intelligas quod non daretur. *L* instructus et advisatus. — *c*. *C K L N O P* juxta qualitatem. *R* exigenciam. — *d*. *B* et hoc vidi. *D en note :* nec eciam in alio casu; hodie dari debent, ut supra visum est. *E Q* hoc vidi de facto. *P en note :* in hiis tribus casibus non datur dilacio de parlamento ad parlamentum. — *e*. *N* in casibus. — *f*. *C* consulere. — *g*. *G ajoute :* Item nota quod ubi litigantes fuerunt in causis Palacii domini, et habuit reus plures de advisando super actione reali aut personali, et causa devolvatur ad

---

1. Raoul de Presles (1269 ? à 1325 ou 1331 ?); cf. Delachenal, *op. cit.*, p. 376.
2. Cette remarque est mise en marge et renvoie à la précédente (*supra*, § 3).

8. Item, ubi aliquis, ut consul vel administrator alicujus loci, super criminibus per ipsum et aliquos[h] administra-
Fol. 12 r°. tores et alios[i] de universitate[j] commissis || insequeretur in curia[k], daretur sibi dilacio[l] infra parlamentum, infra quam poterit cum aliis consociis[m] suis super eorum defensionibus deliberasse, et specialiter si super facto predecessorum suorum in officio suo[n] sequeretur[o]. Ita vidi pronunciari[p] in curia pro procuratore Regis et abbate Fontis Frigidi[q] [1] contra consules burgi Narbone.

9. Item, fallit ubicumque officialis[r] Regis super[s] commissis in officio vel pretextu officii est insequtus in curia[t].

10. Item, cum quis, facta execucione alicujus arresti lati[u] super quibusdam rebus immobilibus, conqueritur in curia, dicens exequcionem factam in pluri quam debuit[v], reffert an fecerit adjornari exequtorem principaliter et partem accessorie, scilicet sub illis verbis : « si sua crediderit[w] interesse », et contra[x] executorem dirigat peticionem suam, vel e converso : primo casu celeriter[y] proceditur, nec datur dilacio pro die consilii, nec pro veuta[z]; si autem partem

parlamentum, nichilominus habebit reus diem consilii, licet in adjornamento contineatur actio. Ita dicunt domini Ra... (?), [et] R. de Compendio[2], contra magistrum G. de la Cloche[3]. — *h*. *I* alios. — *i*. *M P Q R* aliquos. — *j*. *D* de civitate. — *k*. *C omet* in curia. — *l*. *L* tamen et talis. — *m*. *C K L R* sociis. — *n*. *Les autres mss. excepté S, omettent* suo. — *o*. *N* esset extortus alias insequtus. — *p*. *C* ita pronunciatum fuit. — *q*. *H* Sancti Gaufridi. — *r*. *F I L Q* officiarius. — *s*. *C omet* super commissis in officio. — *t*. *F L R ajoutent :* quia tunc non daretur hec dilacio, sed compelleretur ore proprio respondere. *P en note :* Item, ubi agitur per viam execucionis vel aliquis citatur ad recognoscendum sigillum suum, quia preparatoria est execucio ; sed contra, quare eodem modo preparat ad actionem; si sigillum negetur, datur tamen modica dies ad avisandum se et, sive sit preparatoria ad actionem sive ad execucionem, summarie tamen est ibi procedendum, sicut patet in actione exhibendi. Item, ubi reus se opposuit allegando excepcionem peremptoriam, quia, ex quo opposicio est formalis continens peremptoriam, videtur recessisse, et dilatoria secundum quosdam, sed contra, quare allegat peremptorie sibi ut eas deducat loco et tempore competentibus. — *u*. *C* conqueritur in curia. — *v*. *F* fieri. *O* fuisse. — *w*. *R* putaverit. — *x*. *C L* e contrario. — *y*. *C omet* celeriter proceditur. — *z*. *C omet ce qui suit et passe à :* secundo

1. Cf. *supra*, IV, 6.
2. Regnaut Filleul, appelé aussi Regnaut de Compiègne, célèbre avocat (Delachenal, *op. cit.*, pp. 351-352).
3. Probablement celui qui fut l'avocat pensionnaire de Charles le Mauvais et que M. Delachenal (*op. cit.*, p. 344) appelle Guillaume de la Clote.

principaliter [fecerit adjornari] et contra ipsam dirigat peticionem suam [a], exequtorem autem accessorie, via ordinaria agendum erit, et dantur omnes dilaciones [b]. Et est racio hoc secundo casu quia ex quo concludit contra partem, causa sapit [c] naturam [d] proprietatis, cum pars sit saisita, et [e] peticio jus [f] proprietatis importat. Judicatum [g] fuit in hac curia contra episcopum de Terogne [h] [1] pro domina de Gressages [i] et ejus filio.

XI

*RUBRICA DE DILACIONE VEUTE [j]

1. Circa hanc veutam [k] est valde insistendum, et cavendum est circa modum faciendi eam; et fieri debet, ut infra videbitur. Unde, cum curia dat [l] hanc dilacionem, partes ille debent in curia [m] concordare de loco ubi convenire [n] habeant pro [o] ipsa facienda, et [p] de commissario coram quo habeat fieri et qui habeat super hoc rescribere curie; et, si

casu, quia ex quo... *L* et non datur hec dilacio veute; secundo agendum erit via ordinaria et dabuntur omnes dilaciones.

a. *H K* contra executorem. — *b*. *P en note :* Veuta sit autem peremptoria, non post, nisi ex officio, puta peremptorie sunt nimis generales nec possunt per verba specificari. — *c*. *P* capit. — *d*. *C* materiam. — *e*. *N* alias. — *f*. *C omet* jus. *B E M* jus in proprietate. *D* jus seu vim. — *g*. *L* pronunciatum. — *h*. *B* de Toreana vel Cathalensem. *C* contrahere? *I* Cathalaunensem. *P* de Quatholica. *L* Morinensem alias Cathalaunensem. *N* Thereona alias Morinensi. *O* Morinensem. *F R* contra episcopum nescio de quo loco. *K* episcopum de Conholita. *T* de Torqua. — *i*. *D E H M N S* de Gressaches et ejus filio. *C K L P* de Gres. *O* Igaches. *T* de Fressaches. *R ajoute :* vide lacius de hac materia in aliquo stilo superiori et titulo. *C Q omettent* et ejus filia. *T* ejus filio. — *j*. *C K L R T* de veuta. *O* de dilacione que datur pro vehuta (*corrigé par* veuta). *P* venta *pour* veuta. *P en note :* Effectus veute est quod artat reum ad litem contestatam. Ita dicitur communiter; proceditur in causa secundum quosdam post veutam factam. Habet locum hec dilacio si dominus agit contra vassalum super abusu in certis locis ad hoc quod amittat feudum vel emendet. — *k*. *G* circa hanc materiam de veuta. — *l*. *C* parti. — *m*. *C omet* in curia. — *n*. *C F P Q* congregari. *N O* se congregare. — *o*. *C* de et pro. — *p*. *I* non.

---

1. Il s'agit d'Ingelram de Créquy, évêque de Thérouanne (1301-1330), et peut-être de la dame de Creseques qui eut un procès avec lui en 1307; cf. : Olim, t. II, p. 486, nº 1.

concordent, curia concedet [q] et locum predictum et commissarium.

2. Item, de die et hora qua [r] convenire in dicto loco habeant, alias [s] curia ordinabit ad votum [t], et super hiis fiet littera justicie dupplicata et in forma consueta, quam infra videbitis [u].

3. Item, cum venerint ad locum predictum, deinde debebunt [v] ire ad singula loca ubi site sunt res predicte que petuntur, et ibi [w] actor debebit reo ostendere res quas petit, vel intendit petere, singulariter et ad oculum, et designare
Fol. 12 v°. metas, nomen et cognomen rei, videlicet [x] || : « ego peto illum pratum ab ista meta lapidea et alba [y] usque ad illam arborem », puta ficum [z]; et debet illam ostendere « et ab illa [a] usque ad illum locum » etc... et sic de omnibus debet facere, et omnia ista [b] in rescripcione commissarii, quam super hiis faciet curie, debebunt contineri, scilicet qualiter [c], tali die ad hoc statuta [d], tales convenerunt coram eo, tali hora, et exinde, etc [1]...

4. Item, si [e] quasdam [res] designaverit et ostenderit modo premisso, quasdam non [f], ut puta quia dixit actor post primam designacionem et ostensionem : « secundum quod istam [g] designavi in libello [h], ita paratus sum alias designare et

q. *Q* concordet (*sic*). — *r*. *C* quibus. — *s*. *F omet* alias. — *t*. *L* ad *puis d'une autre écriture :* ventum. — *u*. *D H I M S T* videbis. *F L* forma inferius declarata *et terminent ici*. — *v*. *F* debent inde. *R* debet judex ire. — *w*. *P omet* ibi *et en note :* vel ejus procurator sufficienter fundatus vel eciam minus sufficiens; dum tamen coram commissario non opponatur, maxime si dominus ratum habet. Secus autem si per relacionem commissarii apparet de opposicione contra procuratorem. — *x*. *N omet* videlicet. — *y*. *C* ab alia usque ad alium locum. *F omet* alba. *T* et herba. — *z*. *A* fiscum, *corrigé* ficum. *G K L O P Q R s'arrêtent après* arborem.

a. *C* ab alia. — *b*. *C* debet commissariis curie rescribere, scilicet quod tali die. — *c*. *I N P* quod. *R* secundum quod. — *d*. *C* et tali hora partes convenerunt *et s'arrête là*. — *e*. *C R* actor. — *f*. *C* scilicet post primam designacionem dicat : secundum quod ostendi istam, sic paratus sum... — *g*. *B Q* antea ista. — *h*. *G* ante libellum. *H I M* quod ostendi et designavi. *L R* quod ostendi istam petiam et quod designavi, ita sum paratus alias res in libello contentas designare et.....

1. « Veue doit estre faite aux quatre engles de l'éritage, de bout en bout, de lonc en lonc, à l'ueil et au doit... » (*Ordonnances de plaidoier... abbrégies par Pierre et Guill. Maucreux*, Bibl. Nat., Ms. 19832, fonds franç., f° 4).

ostendere, si vult »[i], sed sufficit designacio facta in libello. Si reus nichil[j] dixerit vel hiis non consenserit[k], super hoc[l] veuta est facienda, et aliam dilacionem haberet, donec esset sufficienter facta[m]. Si autem reus sit hiis consenciens[n] que proxime dicta sunt, et dixerit super aliis non ostensis : « sufficit michi designacio facta in libello, dum tamen hec in scriptis commissarii contineantur », veuta reputabitur sufficienter facta.

5. Item, si pars actor[o] vel commissarius ad diem assignatam vel conventam ad[p] locum non compareant, sed reus[q] sit, sic faciat reus diligenciam suam ponere in scriptis sub[r] instrumento publico vel sub sigillo duorum testium fide dignorum, eamdem ferat curie ad subsequens parlamentum et habebit aliam[s] dilacionem.

6. Item, si actor[t] et commissarius die statuta et loco convento et hora convenerint, et reus sufficienter et decenter[u]

i. *C* reus; si reus nichil dicat vel expresse non consenserit, non est sufficienter facta. *G* sufficit designacio facta in libello de aliis? Dico quod si reus nichil dicit vel hiis non consenserit expresse, veuta non est sufficienter facta, et ideo reus haberet aliam dilacionem pro veuta facienda, donec esset sufficienter facta. — *j. P omet* nichil. — *k. L* expresse. *O* consentiat et dixerit. — *l. C D H I L M O P R* veuta non est sufficienter facta, et ideo reus haberet aliam dilacionem (pro veuta facienda), et aliam, donec esset sufficienter facta. *C. omet* pro veuta facienda. *E* super hoc expresse, veuta non est sufficienter facta. Si autem reus... *K* veuta minus sufficienter est facta, et ideo reus habet aliam dilacionem pro veuta facienda et donec fuerit sufficienter facta. — *m. F R ajoutent :* et solvet actor expensas reo factas racione retar- dati processus. — *n. C abrège :* Si autem reus expresse consempserit, reputabitur vehuta sufficienter facta, *et passe au* § 5. *K* consenciat. *P* reus consenciat, vel procurator sufficienter fundatus. — *o. C G I N P* commissarii. *K* pars actor. *O place le* § 6 *avant le* § 5. — *p. P et au lieu de* ad. — *q. G* si reus sit, faciat. — *r. C omet* sub instrumento publico. — *s. P en note :* si reus habet litteram status[1], non debet fierit veuta. *F L R* iterato. — *t. C* Si autem reus non compareat, actore et commissario comparentibus, debebunt attendere ad loca ubi sunt res quas petit et dictam veutam facere in contumacia rei et dicta contumacia rei et modus expectacionis et tempus et omnia supra dicta debebunt, *etc. F intervertit ici l'ordre des mots :* si die statuta et loco convento et hora actor et commissarius compareant. *N* et commissarii. — *u. L omet* sufficienter et decenter.

1. Sur les lettres d'état, v. Aubert, *Histoire du Parlement*, t. II, appendice III, et J. Viard, *Lettres d'état enregistrées au Parlement de Paris sous le règne de Philippe VI de Valois*, dans l'*Annuaire-bulletin de la Société de l'histoire de France*, 1897 et 1898.

expectatus non veniat, illi[v] debebunt exinde accedere ad loca ubi sunt res quas petit, et dictam veutam dictus actor dicto commissario in contumacia dicti rei debet facere, ut superius est expressum. Et premissa[w], videlicet contumacia rei et expectacio et modus expectacionis et tempus et omnia supradicta debebunt contineri in rescripcione commissarii[x]; alias[y] si eam sibi premisso modo faciat, et omnia in dicta rescripcione non[z] continerentur, veuta non reputabitur sufficienter facta et reus haberet aliam dilacionem.

7. Item ista dilacio[a] fallit[b] in universalibus judiciis, ut est peticio hereditatis et similes, non haberet locum[c] et per raciones jam dictas[d].

XII

*RUBRICA DE DILACIONE PRO GARANDO[e]

1. Circa hanc dilacionem sciendum est quod garandus, sive garandisator[f], est ille qui tenetur de evictione[g]; et ideo hec dilacio non potest peti[h] nisi in realibus actionibus[i], vel in re[m] scriptis[j] sive mixtis[k]. Fallit in causa novitatis, nisi fiat aut petatur infra[l] annum.

v. *A* ibi, *corrigé* illi. — *w.* *L* Et predicta expectacio rei, modus et tempus expectacionis. *N* semper dicta. — *x.* *D omet* in rescripcione commissarii. *M* in rescripcione non contineantur, veuta non reputabitur. — *y.* *L* nisi. *R* alias nisi. — *z.* *L supprime* non.

a. *L* veuta *puis comme C* non habet locum. — *b.* *C* dilacio non habet locum in universalibus judiciis per raciones jam dictas. *D E H I P omettent* fallit. — *c.* *O* ista dilacio, per raciones jam dictas in cap. de dilacionibus et quo ordine petuntur § item hee dilaciones[1]. — *d.* *P ajoute :* nec in causa novitatis, si opposicio facta est super locum, alias secus. *K ajoute :* supra de dilacionibus in § sciendum[2] : et est racio. *L* ista autem dilacio fundatur per C. significantibus de libelli oblacione et de appellacionibus (*c. 2 Decr. Greg. IX, II, 3; id. II, 28*). *N* supra titulo generali de dilacionibus et alia racione quia non bene totum posset designari, cum sit judicium universale et illud universale esset amplissimum. — *e.* *N* secundum quod de rebus heredis posset reperiri. — *f.* *C K* garanditor. *N* garandisator vel garenditor. *Q* guarendus, guaranditor. — *g.* *Q* empcione. — *h.* *G* fieri. — *i.* *P* et in beneficialibus eciam, si is cum quo quis permutavit est mortuus, contra illum qui tenet beneficium affectum. — *j.* *M R* in rem scriptam. — *k.* *P en note :* item in causa dotalicii, tamen ob favorem debet abreviari dilacio. — *l.* *B C D E F G I L M N O P Q S T s'arrêtent après* novitatis. *K ajoute :* et ad istam materiam facit

1. Cf. *supra*, IX, 4.
2. Cf. *supra*, IX, 2.

2. Item, reus potest habere tres dilaciones[m 1] pro garando, si semper garandisator defficiat[n]. Sed caveat reus quod, dum primam dilacionem pro garando petet, faciat protestacionem de defendendo eam ubi garandisator nollet comparere, vel, si compareret, tamen nollet in se [garandiam] suscipere et defendere[o]; alias, si hanc protestacionem[p] non fecerit et garandisator in aliqua de tribus dilacionibus non compareat, vel comparens recusaverit garandiam[q] suscipere, reus amittit causam, quia, ex quo petendo garandum non fecerit retenuam de defendendo, ut supra dictum est, in nullo videtur confidere de jure suo, nisi in eo quod garandisator sibi diceret[r], et sic confiteretur intencionem actoris[s], si garans[t] nollit defendere causam[u]. *Hic articulus sublatus est per ordinationes Philippi regis quoad tres dilaciones*[2]. Fol. 13 r°

C ubi in rem ac[tio] (*Cod. III, 19*). Item non habet locum in possessoriis, nec in personalibus actionibus... sed caveat reus quia istud est immutatum per ordinacionem regis Johannis. *L ajoute :* an autem donator de evictione teneatur, dic ut notatur Instit. de donacionibus (*Instit. II*, 7). — *m. D note passée dans le texte :* hodie non, ymo unam dilacionem pro omnibus; verum est in Parlamento, sed in Requestis Palacii omnes requiruntur. — *n. D en note :* Istud est hodie immutatum per ordinem regis Johannis. *K* hodie unam, ut in constitucione Johannis que incipit : Item, cum a magnis. — *o. C Q n'ont pas* vel defendere. *Q omet ce qui suit jusqu'à :* reus amittit causam.— *p. C* alias si sine protestacione seu retenua simpliciter garandum pecierit, et garandus non deffendet; amittit causam suam, quia non de jure suo sed solum garando confidere videtur. — *q. F L* vel compareat sed refutet in se garandiam suscipere. — *r. R* ministraret. — *s. H a la note de A :* Hic articulus etc... — *t. G HI N P R* garendus. — *u. B F N P Q R* agentis. *K* suam. *R ajoute :* Dic quod ymo in hoc casu admittetur ad deffendendum, et hoc de jure, et eciam hoc est expressum in ordinacionibus regis Johannis[3]. *F L ajoutent :* Hodie, per ordinaciones regis Philippi, reus habet unam solam dilacionem pro garando in parlamento et per unam solam denunciacionem factam ei qui teneri debet de evictione contra eum propter jus denunciantis; de hoc, quando fieri possit de jure, dic usque ad conclusionem cause, ut L. si rem quam § si et L. si dictum ff. de evictionibus § si presente (*29 et 56, Dig. XXI, 2*), sed de consuetudine usque ad litis contestacionem tantum (*R s'arrête ici*); et

1. Cf. Arch. Nat. X[1]a 6, f° 371, 5 mars 1334.
2. Cette addition, en marge du ms. A, se réfère à l'article XI de l'Ordonn. rendue par Philippe VI en déc. 1344 (cf. *supra*, p. 38, note 1), article qui commence par les mots : *Item, cum a magnis retroactis temporibus*. C'est par erreur que les variantes de *D* et de *K* citées dans les notes *l*, *n* et *y* attribuent à Jean le Bon la suppression des trois délais successifs en cas d'appel en garantie.
3. La variante de *R*, et plus bas celles de *I* et de *Q* (note *v*) se réfèrent à l'art. 5 de l'Ordonn. de déc. 1363 (*Ord.* III, 649), par laquelle Jean le Bon compléta et modifia en quelques points l'ordonn. de 1344. Cf. *supra*, IX, 1, note 3.

3. Item, si plures erant garandisatores [v] citati, et quidam compareant, quidam non, pretextu non comparentis habebit secundam vel terciam dilacionem pro garando, vel ambas [x], nec ante tenetur [y] respondere, nisi velit [z]; quod est contra l[egem]: ff. de evictionibus L. si rem [29, Dig., XXI, 2]. *Hic articulus abolitus est per easdem ordinationes quoad dilaciones* [1].

4. Item, sciendum est quod nemini [a] conceditur [b] dilacio pro garando, nisi certum nominet quem sibi pro dicta re teneri dicat ad portandum [c] garandiam, velut quia ipsam ab ipso [d] emit, vel alio titulo acceperit sub hoc pacto, ut sibi de evictione [e] teneretur [f]; et hoc est de stilo curie Castelleti parisiensis quod aliquem non teneretur nominare.

5. Item, ad garandisandum vocatus [g] potest diem consilii et veute petere, si velit, et dictas dilaciones habebit, si eas petat antequam [h] garandiam recipiat [i]; et reus qui ipsum

hoc eciam videtur de jure, considerata materia presenti, hic enim tractatur de garendo, prout est quedam dilacio quam certum ante litem contestatam proponi debere ad instar aliarum dilatoriarum; in juribus autem supra allegatis tractatur de ipsa, prout est quoddam subsidium seu recursus ad finem peremptorium et non causa deffendendi litem; quare et hodie eciam supposito quod garandisator non comparuerit, autem in se causam non susciperit, licet reus retenuam de defendendo se non fecerit, nichilominus ad se defendendum admittetur : hoc de jure et est expressum in ordinacionibus predictis regis Philippi. — *v. FNP* garandi. *Q omet* citati. *A ce paragraphe, I Q ajoutent :* Quicquid dicatur hic per totum titulum de tribus dilacionibus totum correctum est per constitucionem decimam que incipit « Cum a magnis », quia per illam constitucionem pro omnibus garandis non datur nisi una dilacio, et quod in dicta immediate precedenti dicitur de potestacione de defendendo facienda, immutatum est per ordinacionem regis Johannis. *O comme I sauf :* constitucionem Philippi de Valesio de anno domini M° CCC° XLIV que incipit : cum a magnis, et per ordinacionem Karoli VII de anno domini M°CCCC°LIII° [2] que incipit : « Item, et que durant les guerres » *et termine comme I :* quia per illam... — *x. F omet* vel ambas. *Q omet* vel terciam. — *y. K* nec ante tunc responderet. *T* ante. — *z. D K* istud non servatur, quia pro omnibus garandis non habet nisi unam dilacionem, ut dictum est per constitucionem Philippi (*K* Johannis). *T* Hodie non datur nisi una dilacio pro garando, qua vocatur in garandum pro illa sola, secundum quod antiquitus per tres : quod dictum est infra in ordinacionibus factis anno XLV° § Item, cum a magnis.

a. C nemo habebit istam dilacionem. — *b. N* debeat concedi. — *c. P* ad petendum. *S* reportandum. — *d. F* alio. — *e. G* de empcione. — *f. D* in parlamenti curia, sed... — *g. F K N P* nominatus. — *h. R* in se. *P en note :* effectus suscepcionis : dilacionis exclusio. — *i. P en note :* Vocatur

---

1. Addition en marge de *A*, se référant, comme la précédente, à l'ord. de décembre 1344, art. 11.

2. V. Ordonn. de déc. 1344, art. 11 (*loc. cit.*) et d'avril 1454, art. 19, *Ordonn.*, t. XIV, p. 284). Cf. Arch. Nat. X¹a 8605, f° 152.

vocavit [j] faciet sibi veutam infra diem consilii, ut quidam dicunt. Sed, si postquam garandiam suscepisset, dictas dilaciones peteret, non audiretur. Et ita fuit dictum pro [k] magistro Guillelmo de Brolio in causa episcopi Appamiarum [1], qui garandum susceperat Poncii Fabri, in causa contra ipsum mota in curia per abbatem Narbone [l]. Et est racio quia [m] stultus videtur eam suscipiendo [n] ultro, nisi sciret merita cause et causam ipsam et ejus defensionem, et ideo, cum presumitur certus, dictas dilaciones non habebit [o]. — Contra vide : « Item, ubi facta fuerit [p] » in eodem titulo [2], quia videtur quod possit garans post garandiam susceptam petere dilacionem veute [q], si reo facta non fuerit, alias non.

6. Item [r], sciendum quod licet in casu [s] proxime dicto Fol. 13 v°.
garando denegentur dicte dilaciones, nichilominus causas ineptitudinis poterit proponere contra peticionem. Item, hoc concederetur reo qui peciisset hanc dilacionem, non facta retenua [t], si defficeret [u] in habendo garandum [v].

7. Item, ad garandisandum adjornatus [x] potest proponere quidquid velit contra [y] adjornamentum factum contra illum qui ipsum ad garandisandum vocavit. Ita dictum fuit per curiam pro archiepiscopo remensi [3], qui garandiam susceperat

autem quilibet qui alienavit et promisit de evictione, eciam si magister esset nundinarum Campanie secundum quosdam [4]. — *j.* *O* si post. — *k.* *C R omettent* pro. *K omet l'arrêt et passe à* et est racio. — *l.* *C O* Borbone. *P* de Bollone. *F* de Barboize. *N* Bellone alias Narbone. *Q* Narbonensem. *R* de Bellono. — *m.* *C* quia non presumitur quod garandiam sumpserat, nisi sciret causam et ejus deffensionem, et ideo... *D N* alias certus stultus. *F H M P* certus *pour* stultus. — *n.* *F* et quia presumitur certus, dictas dilaciones... *H* ultro et scire. — *o.* *D* ymo statim debet pretendere. — *p.* *G* ubi reo. — *q.* *Q omet* veute. — *r.* *Q en marge :* Istud est valde notabile. — *s.* *C* causa. — *t.* *O* retenuta. — *u.* *F L R* si defficiat ad garandum. — *v.* *L continue par l'arrêt qui se trouve au paragraphe suivant.* *T ajoute en note :* scilicet quando ultro in se suscepit garandiam antequam illas dilaciones peciisset. — *x.* *C* garandisum. *L n'a pas la première phrase du paragraphe et rattache l'arrêt au* § *6.* — *y.* *D* (*note passée dans le texte*) contrarium dubito quod servatur.

---

1. Le défaut de date ne permet pas de dire s'il est question de Jacques Fournier, évêque de Pamiers, de 1317 à 1326, ou de son successeur, Dominique Grenier (1326-1347). Cf. *Gallia Christ.*, t. XIII, col. 160-161.
2. Cf. *infra*, ibid., § 15.
3. Robert I[er] de Courtenai (1299-1324). Cf. le P. Anselme, t. II, p. 9-10, qui rectifie le *Gallia Christiana*. Sur l'antique abbaye de Saint-Rémi de Reims, *Gallia Christ.*, t. IX, col. 225.
4. Maître ou garde des foires de Champagne. Cf. Bourquelot : *Étude sur les foires de Champagne*, t. II, p. 211.

cause mote contra quosdam officiales[z] regios per decanum et capitulum remense et homines banni sui et banni sancti Remigii, in causa novitatis super compulsione[a] solucionis expensarum coronacionum regum Ludovici et Philippi[1], contra libertates quas dicebant se habere de non solvendo ipsas. Et est racio quia, si[b] garandisator ab inicio venisset[c] cum eo qui ipsum vocari fecit contra dictum adjornamentum, proponere potuisset quidquid vellet[d], et ille qui eum vocavit hoc idem potuisset facere[e] in habendum garendum; et idem dicunt quidam post veutam, vel alium processum habitum ante litis contestacionem, sed quidam contrarium dicunt[f], quod non credo; sed novam veutam non poterit petere sibi fieri, ut infra sequitur.

8. Item, ubi[g] vocatus pro garando dicit se velle accipere[h] garandiam, habet causam defendere suo periculo et expensis suis.

9. Item[i], suscepta garandia, si condempnetur, fiet execucio sentencie contra illum qui eum peciit in garandum; ad hoc[j] concordat l[ex] : C. ubi in rem actio[k] L. I [1, Cod. III, 19].

10. Item, ubi garandus[l] condempnatus fuerit ad rem res-

z. *O* officiarios

a. *N* conclusione. — b. *C* hic. — c. *C passe à* proponere potuisset. — d. *C* contra adjornamentum. — e. *G O R* si defecisset in habendo garendum. — f. *C* licet contradicant. *F en note :* scilicet quod garandus tunc vocatus poterit eciam adjornamentum factum contra illum qui eum vocavit in garandum improbare. *Cette note de F a passé dans le texte de L et R.* — g. *Q omet* ubi. — h. *P* habere. *L* habere et suscipere. — i. *K L R T* si. — j. *C omet* ad hoc. — k. *C et L renvoient à la loi II. O ajoute :* Hoc intelligendum est ubi ille qui vocatus est pro guarendo non est pro solvendo. Ita per Instit. de satisdacionibus (*Instit. lib. IV, tit. XI*), pro quo facit Authent. qua in provincia (*Novell. LXIX, c. 1; 2 Cod. III. 15*). Item nota quod in donacione non est locus guarendie, nisi fuerit in donaciones promissum L. 2 C. de evictionibus (*2 Cod. VIII, 45*). — l. *B D E I M P Q T* aut garans. *H S* garans alias garandus.

---

1. Louis X et Philippe V. Cf. Varin, *Archives administratives de la ville de Reims*, t. I et II, passim; Boutaric, *op. cit.*, n° 4484 : 16 octobre 1316, 4968, 4996, 4997 ; 1er et 30 août, 1er septembre 1317 ; 6125; 28 juin 1320 ; 6164, sans date, 6239, 27 janvier 1321 ; J. Viard, *op. cit.*, 1897, p. 213.

tituendam actori, eo ipso quod [m] condempnatus est ad rem restituendam, videtur condempnatus ipse garans [n] ad interesse illius qui rem possidebat et ipsum vocavit in garandum, et est condempnatus in eadem sentencia, et virtute ipsius mandabitur inquiri summarie de interesse possidentis, si dubitetur ad hoc, ut sciatur in quantum contra ipsum garandum [o] et condempnatum fiat execucio pro premissis ; et ea facta, fiet in eo quod reperietur per eamdem, et ad hoc concordat ff. de fidejussoribus L. grece c. 1 [p] [8 § 1 Dig. XLVI, 1].

11. Item, si garans [q] citatus ad suscipiendam garandiam compareat [r] et dicat se nolle garandiam suscipere, vel ter [s] citatus non comparuerit, non habet reus causam defendere nisi velit, sed ex hiis solum competit actio contra garandum pro evictione.

12. Item, reus non potest compelli ad contestandam litem Fol. 14 r°. antequam tres dilaciones predictas pro garando habuerit [t], et est optima racio quia ipse ex hiis firmus est pro recuperando suum contra illum qui sibi de evictione pro re illa tenebatur, et tunc [v] sibi non imputabitur si causam deserat, cum ille quem principaliter tangebat videbatur deffidere [x] de jure suo, ex quo causam voluit suscipere, vel ter [y] citatus noluit comparere, et ideo sibi [z] in tali casu licitum est agnoscere bonam fidem [a].

m. C eo ipso et ex eadem sentencia videtur condempnatus ad interesse illius qui eum vocavit in garandum, et de hoc necesse, si dubitetur, summarie mandabitur inquiri, et in eo quod reperietur fiet execucio ; *P* eo ipso condempnatus videtur ipse garandus ad interesse. — *n. K P R* garandus. — *o. D E Q* garantem. *P* garantisantem. *S* garantem alias garandum. — *p. L ajoute :* et L. auctore C. de evictionibus (7, *Cod. VIII*, 45). — *q. C F R* garandus. *O* guarens. — *r. C* non comparuit, non habet reus causam defendere nisi velit, sed solum petet sibi actionem cedi contra garandum pro evictione. — *s. D omet* ter. *I* vel eciam. *P* vel cum. — *t. C* et tres defectus. *B D F G H I M P Q R* et tres citaciones (*G n'a pas* tres. *I P* dilaciones. *Q* citaciones alias denunciaciones) fieri fecerit contra ipsum et tres deffectus habuerit. — *v. C* per consequenti. *F en note :* quia habet rem et habet facultatem rei restituende. — *x. C* diffidere ex quo causam voluit... *D N M* defficere. — *y. C omet* ter. *P* vel eciam. — *z. C* petenti garandum.

a. E et Q en note : istud est hodie correctum per constitucionem, ut supra dictum est. *R en note :* hodie non habet reus nisi unam, ut supra dictum est. *F et L R continuent :* pro hoc ff. de actione emti et ven-

13. Item, si garans[b] compareat et petat diem appensamenti, si quidem pro facto suo insequitur[c], non habebit eum; si pro alieno, sic. Hoc verum si[d] post garandiam acceptam[e] petat.

14. Item, si garans[f] petat alium garandum, et ob hoc dilacionem petat pro garando, non debet audiri; et ita fuit pronunciatum in causa domini de Coziaco[g], alias de Couciaco[1].

15. Item, ubi facta fuit veuta reo, et garans[h] adjornatus super garandiam petat eam sibi fieri, non fiet sibi[i]; sed ubi facta non fuisset, fiet ei. Et est racio de primo, quia ex quo in se suscepit garandiam, videtur super re que petitur advisatus[j], et hoc locum habet ubi petit eam sibi fieri post garandiam susceptam; sed ubi ante, dictum fuit supra contrarium.

16. Item, garans, petendo[k] diem consilii[l] vel dilacionem pro veuta, non propter hoc videtur garandiam suscipere[m].

17. Item, si adjornatus ad garandisandum[n] non compareat,

diti L. ex emto (*11*, *Dig. XIX*, *1*) et ff. de administracione tutorum L. quociens c. sicut autem et c. nec utique (*9 § 5 et 6 Dig. XXVI*, *7*]. *H ajoute :* ad hoc ff. de mandati L. si fidejussor c. quedam (*29* § 4 *Dig. XVII*, *1*). *K ajoute un renvoi :* « Item habere potest » hoc titulo (Cf. *supra* § *2*). — *b. D omet* garans. *F G L O R* garendus. — *c. C omet* insequitur. — *d. C* nisi. — *e. E G M omettent* acceptam. *E G M Q ajoutent* hoc. *I N O Q* susceptam. — *f. K L R* garandus. *P en note :* Maxime antequam susceperat guarandum, quia nondum est pars. — *g. L* contrarium tamen servatur. *O* quod intellige, nisi prius guarendiam suscepisset, et ita fuit dictum per arrestum, ut patet infra. *F R en note :* De stillo curie Aurelianensis servatur contrarium, et de jure videtur danda dilacio in hoc casu: ff. de evictionibus L. si rem quam (*29 Dig. XXI*, *2*), ut sic habeat recursum de evictione contra reum. — *h. F G K R T* garendus. — *i. C abrège :* et hoc verum post garandiam susceptam, quia tunc videtur avisatus, secus si ante. *R* Racio est... et hoc si petat post garendiam susceptam. *T* et hoc antequam garandiam suscipiat, secus si post, quia non fiet ei veuta. — *j. F R* advisatus satis, sed ubi eam fieri sibi peteret antequam suscepisset garendiam, audiretur ut supra dictum est, maxime si adhuc reo non esset facta. — *k. C* Si petat. *F R* Scias quod garendus non videtur in se garandiam suscipere petendo diem consilii vel appensamenti vel dilacionem pro veuta. *B G K L O Q* garandus. — *l. K P* vel appensamenti. — *m. P en note :* quod habebit, si propter alienum factum petatur, aliter non. — *n. C* si garans non compareat. *K P* si garandus. *F R* si garandus per procuratorem compareat, requiritur quod ei dederit mandatum speciale et expresse suscipiendi pro ipso vel recusandi garandiam. *L* Item si garandus in persona non veniat, sed...

1. L'arrêt est peut-être du 15 juin 1325 (v. Boutaric, *op. cit.*, n° 7714) et il s'agit probablement de Guillaume de Coucy (1322-1346).

sed ad hoc procuratorem mittat, requiritur[o] ad hoc quod dederit potestatem in procuratorio expressam ad garandisandum vel ad refutandum garandiam. Et sunt verba ad hoc apta in gal[l]ico : «Donnans et octroians[p] audict procureur plain povoir et auctorité[q] de faire adveu ou desadveu sur garandise », et alias[r] mandatum[s] non teneret. Et ideo curia in parlamento anni XXIII[t] hoc ordinavit[1] et injunxit omnibus in parlamento existentibus ut certificarent super hoc adjornandos[u] quod talem potestatem procuratoribus suis concederent, et, sicut premissum est, procuratoria sua ordinarent, et quod nullus amodo haberetur excusatus, sed pro contumace alias reputaretur[v].

18. Item, in delictis vel excessibus non habet locum dilacio pro garando. Et est racio quia[x], licet ille quem pro garando nominaret esset dominus vel pater suus; et quod esset presens et vellet suscipere garandiam, eum non excusaret, cum eidem in talibus non teneretur obedire[y].

19. Sed hoc, quod dixi, fallit[z] : nam si baillivus vel serviens adjornatus in curia super delicto vel excessu qui possit cadere in speciem delicti, dicat hoc[a] de mandato superioris et justiciando fecisse, et super illum de cujus mandato hoc se Fol. 14 v°.

o. *C* quod habet speciale mandatum ad garandiam suscipiendam vel refutandam, et sunt verba ad hoc. *H* quod habeat sufficiens mandatum per quod dederit ei potestatem. *K P* ad hoc quod procurator recipiatur, quod habeat sufficiens mandatum quod dederit ei potestatem in procuracione expressam ad... *L* ad hoc quod procurator recipiatur ad hoc quod dederit ei mandatum speciale et expressam potestatem suscipiendi pro ipso vel refutandi. — *p. B I Q* donnons et ottroyons. *K N O* donnant et octroyant. *L* donnent et octroyent.— *q. L* et mandement.— *r. C N* aliud. — *s. D omet* mandatum. — *t. C F G K L P R* XXIV. *N* XXIV alias XXIII. *G* jussit.— *u. C* garandisatores ut hoc modo procuratoria sua ordinarent, alias pro contumacibus haberentur. — *v. O* reputare. — *x. C résume :* quia in talibus quis non tenetur obedire, et si esset pater vel dominus. — *y F* pareri vel domino obedire. *L* domino vel patri obedire ff. de regulis juris ad ea que et L. nam videtur, cum nota (*135*, *145 Dig. L*, *17*). — *z. C* fallit quod dictum est, nam... *L R omettent* quod dixi.

a. *C abrège :* fecisse... et justificando super hoc petat superiorem in garandum, debet sibi concedi, et si superior ad hoc adjornatus venit et alias sibi subjectum advoet, primus citatus erit dimittendus. Ita vidi pronunciari.

1. On voit qu'il est question d'un arrêt de règlement.

asserit fecisse et superiorem ipsius petat in garandiam, et indubitanter [b] sit ipse superior, et hujus pretextu dilacionem sibi concedi et adjornamentum petat, hec sibi debent concedi [c]. Et si talis superior ad garandisandum citatus advoet [d] illum sibi subjectum, dictus citatus primus, licet premissa cadant prima facie [e] in speciem delicti vel quasi, ex tunc [f] pro sibi impositis non erit molestandus, ymo erit pocius dimittendus. Ita vidi pronunciari pro quodam servienti baillivie de Viromendia et prepositure Perone contra [g] locumtenentem prepositi Perone et Johannem de Maconis [h] [1] et quemdam valetum suum, cui dictus serviens dicebatur pedes in questionibus combussisse [i].

20. Item, in aliquo casu [j] ubi quis [k] conqueritur de baillivo [l] cujusdam domini, vel serviente, dicens quod ipse inju-

b. *L* sine dubio. — c. *K* concedére presidentes. — d. *N* advouat *P* advertet. *K en note, d'une autre main :* nota « superior » ; et sic domini requirunt videlicet quod sit superior et quod fecerit de mandato superioris, et justiciendo advoet illum sibi ; et sic videtur quod judex non debet dare garandum, sed dilacionem pro garando : racio est quia forte citatus pro garando non advoet illum. — e. *I K n'ont pas* prima facie. — f. *L* de. — g. *C* Johannem de Mancors et quemdam valetum suum. — h. *F L R* de Maceriis. *G* de Mauconis. *K* de Marconis. — i. *I* combuxisse. *L ajoute :* in isto casu non proprie dicitur cadere garandia, sed adveu. *N ajoute :* Item istud potest poni exemplum de serviente qui quemdam probum hominem de precepto baillivi sui (et clarum fuerat improbum furtive amisisse) volebat arripere, et eum vulneravit vel saltem ei injuriatus est, et ideo dictus serviens dicit de mandato baillivi hoc fecisse, et eum querit in garendum, et ob hoc dilacionem sibi concedi et adjornamentum petit, quod sibi denegari non debet, ut supra dictum est. Quod intelligendum est si non super hoc fuerit litem contestatus : quod est nota dignum. Item si aliquis de mandato alicujus non dicit se fecisse, sed justicia utendo que sibi commissa est, ut sic dicendo : « Domini mei, non nego quia illi fecerim illud vulnus, nec de mandato alicujus, sed quod a tali domino michi commissum est exercicium justicie sue talis loci, in qua justicia erat iste de me conquerens, et cum insecutus esset propter hoc quod dicebatur furtum commisisse, volui eum apprehendere, et quia se deffendebat, eum vulneravi ; et credo esse certus me advoari per dictum dominum meum ; ejus justiciam colui, et ideo peto dilacionem garandi » ; cui debet concedi. Item, de eo quod judex exercendo justiciam facit, aliquem in garendum petere non potest, nisi suum superiorem. — j. *M* fallit. *E omet ce paragraphe.* — k. *C I L O R* in alio... aliquis. — l. *C* vel de serviente alicujus.

1. Cf. Olim, t. III, p. 1435, n° 70 ; 10 juillet 1319. On y lit : Jean de Marquais (de Marcaisio).

riatus est ei, dictus baillivus vel serviens dicit hoc fecisse [m] pro jure domini et de ejus mandato, hoc fecisse justiciando [n] parti pro jure suo [o], et ob hoc petit dominum in garandum, ut puta dixit illum se invenisse subripientem [p] aliquam rem sibi, et cum eumdem capere vellet et ipse ei resisteret vellet [q], de mandato domini vel propter potestatem sibi at[t]ributam ipsum cepisse [r] et vulnerasse, dicat si petat dictum dominum suum in quantum ipsum tangit in garandiam et ob hoc dilacionem sibi concedi, et adjornamentum ei [s] concederetur. Quod verum intelligas [t], dum tamen prius super hoc non fuerit litem contestatus [u]; et idem esset in similibus casibus, quod reputo nota dignum [v].

21. Item, ubi pro garando citatus refutat expresse suscipere [x] garandiam, et reus, qui protestacionem fecit de defendendo causam, ipsam [y] suscipiet, debet protestari [z] contra garandum de dampnis, expensis et interesse.

22. Item, si homines judicantes in aliqua curia dicant se non peritos pro aliqua causa judicanda, etiam medio juramento, habent causam pro judicando remittere superiori suo, qui,

m. *A* fecit, *corrigé :* fecisse. *S* parti. — *n.* *C* et justiciando fecerunt, ut puta quia.— *o.* *F P omettent* parti pro jure suo. *K L R abrègent :* partim pro jure suo, partim pro jure domini et ejus mandato. *O omet* pro. — *p.* *G* suscipientem. *H* subrapiantem. — *q.* *C* resistebat. unde de mandato domini. — *r.* *C F R ont omis* ipsum cepisse. — *s.* *I K L O Q* sibi. *F L ajoutent :* Hoc forte verum est ubi iste officiarius est nudus executor, hoc enim casu parere debet judici, esto quod injuste precipiat, maxime cum justiciando hoc facit, hoc est ut judex; racio quia non habet iste executor discutere utrum juste precipiat vel non, si pretor ff. de judiciis (*75, Dig. V, 1*). Secus forte esset in alio officiali qui forte datus esset ad consulem judicem, quia parere non deberet, et ita posset intelligi lex judicibus C. de appellacionibus (*24, Code VII, 62*). Scias tamen quod si judex injuste precipiat aliquem puniri, tenetur actione injuriarum juxta L. nec magistratibus ff. de injuriis (*32, Dig. XLVII, 10*). Illud autem quod dictum est, scilicet quod officiarius parere debet justiciando, posset eodem modo intelligi in quolibet alio non officiario : cuilibet enim judici parere debet, dum tamen judex justiciando hoc faciat ; pro hoc L. si quis in hoc genus C. episcopis et clericis (*10, Code I, 3*).— *t.* *F* quod est verum dum... *E omet ce paragraphe.* — *u.* *C met ici :* quod est nota dignum. — *v.* *L remet encore ici la note :* Hoc forte verum *qu'il a déjà placée à la fin du § 20, puis ajoute en note :* Adverte tamen quod dominus tenetur baillivum suum advocare, non tamen alium officiarium, nisi causam susbtineat, quia tunc videtur eum advocare ; pro hoc ff. de in officioso testamento (*Dig V, 2*). Et ita dictum fuit contra episcopum belvacensem. — *x.* *C abrège :* refutat expresse garandiam et reus suscepit litem, protestari contra garandum. *G* refutat expresse garandiam, et reus. — *y.* *F* suam. — *z.* *L* Hodie protestacio ipsa non est necessaria quia sine hac admitteretur, ut supra dictum est.

ipsis penitus exclusis, habebit judicare, et ut vellet; et ipsi de necessitate [a] habebunt illud pronunciare; et si a dicto judicato [b] appelletur et ipsi propter hoc trahentur in causam, possunt superiorem suum in garandum vocare, nisi opponeretur eis de falso reporto [c] facto superiori, quia tunc ipsum in garandum vocare non possent, quia tunc tanquam pro facto proprio tenerentur [d].

XIII

Fol. 15 r°. RUBRICA DE EXCEPTIONIBUS ET QUO ORDINE PROPONANTUR IN CURIA [e]

1. Ad evidenciam [f] hujus materie sciendum est quod, si actor [non] se presentaverit, quia tunc dilatoria [g] hec excepcio, que vim habet peremptorie, ut supra dictum fuit [1], primitus proponi [h] consuevit in curia: que si proposita non fuerit per reum antequam se posuerit in defensione, dilaciones [i] vel aliquas proposuerit, videtur ipsum ut presentatum admi-

a. *C F O* necessario. — b. *C* a dicta sentencia. — c. *B* de facto reperto. *C* de falso relato superiori, quia tunc tanquam... *M* de falso reportato. *P* de falso reperto facto. — d. *C ajoute :* Item judex de eo quod justificando facit aliquem in garandum petere non potest, nisi suum superiorem. *F* facto proprio in curia sequerentur. *K en note :* ut dicitur supra in § Item habere potest, isto titulo [2]. Sed non servatur, ut ibidem notatur in margina. *L ajoute :* Item plures garandi nominati et adjornati pro prima dilacione garandi ad aliud proximum parlamentum, si unus garandorum mortuus fuerit, reus quoad heredes vel successores mortui garandi habebit iterum pro prima dilacione et quoad ceteros vivos pro secunda dilacione, sic fuit dictum per arrestum curie in parlamento anni XL. — e. *C H O n'ont pas* in curia. *G* in parlamento. *T* petantur. *P en note:* Excepcio non presentacionis, non procuratoris, non gracie principis, non adjournamenti, nullius vel minus apti, remissionis que sequitur, quia nullus remittitur nisi adjournatus. — f. *C* de evidencia. *F L R* Sciendum quod hec dilatoria excepcio, scilicet quod actor non se presentaverit, que quidem quandoque habet vim peremptorie... — g. *K P A* dilatorum *corrigé* dilatoria. *G* dilaçio. *D ajoute :* aliquociens. — h. *C* debet. — i. *P* defensiones.

1. Cf. *supra* XII, 2.
2. Cf. *supra*, V, 1.

sisse[j] et ideo amodo ipsam proponere non potest. Ita dictum fuit [pro] domino Johanne de Sancto Germano[1] in parlamento anni XXV[k].

2. Item[l], ob[j]icitur excepcio procuratorii[m] vel fundacionis, et in hoc curia frequenter dicit[n] ut pars procedat sub protestacione « si sit fundatus »[o]; et postea [pars] facit sibi ostendi procuratorium; quo viso, proponit[p] que vult, vel non procedet, nisi velit, donec viderit, ac eciam si constaret[q] quod [procurator] non esset fundatus; et ista ante litem contestatam[r] et post litem contestatam posset proponere reus[s], cum nemo sine actione experiatur[t], ff. de negociis gestis L. si pupilli c. fi[n.] [6 § 12, Dig. III, 5], et quia interest curie ut judicium[u] non sit dilusorium.

3. Tercio, opponitur[v] excepcio gracie, ubi actor non est presens[x] in judicio, sed ejus procurator; dicitur enim ei : « non habetis graciam, quare recipi[y] non debetis », et super[z] hoc insistendum est[a] quod actor, qui est de patria consuetudinaria, non potest per procuratorem agere, nisi super hoc[b] habeat graciam Regis[c][2]; et fuit racio quia, si principalis sit

j. C misisse. — *k. C F K N O P R T ajoutent ici :* quod verum est, nisi in casu ubi curia injungeret ut procederet ultra sub protestacione, si sit presentatus, quod valeat quod dicet, alias non. *C a la variante :* si adversarius esset presentatus. *S* XXVI. — *l. B C I L O P R* secundo. — *m. G* procuracionis. — *n. G* ordinatur. — *o. Sauf A C R les mss. ont* fundata. —*p. C* opponit. *K* opponit, donec viderit procuratorium, et istam excepcionem ante litem contestatam, scilicet quod non est fundatus et eciam post litem contestatam. — *q. C* et ita si protestaret.— *r. C omet :* et ista ante litem contestatam. *F G H L M* et istam scilicet excepcionem, quod non esset fundatus procurator actoris, ante litem contestatam et post... *P omet* non. *I* procurator non esset fundatus et istam excepcionem... *B* et istam excepcionem ante litem contestatam potest proponere reus vel actor, cum nemo... — *s. L* opponere, si tamen fuerit opposita post litem contestatam, non haberet expensas, cum ab inicio potuit opponere et non fecit, et ideo sibi debet imputari, cum nemo... — *t. N* excipiatur— *u. B E* ne ipsius judicium.— *v. R* proponitur. — *x. D* verbi gracia actor. *F* gracie non habite, ubi actor... *P en note :* actor absens non potest agere sine littera gracie, et que est racio vide. — *y. C* admitti. — *z. Q* circa.

a. C verum sciendum est qui sunt illi qui gracia indigent et qui non *Ce ms. termine ici le § 3. F L* advertendum *au lieu d'*insistendum. — *b. L omet* super hoc. — *c. K N R* graciam a Rege.

---

1. Jean de Saint-Germain, avocat célèbre, cité par A. Loisel dans son *Dialogue des avocats* (*Opuscules... rec. par Cl. Joly*, 1652, p. 480).

2. Lettres de grâces à plaider par procureur. V. Aubert, *Le Parlement de Paris... organisation*, p. 249 à 252.

bonus homo, erubescet pravam causam sustinere [d], sed procuratores, cum non sic constituuntur [e] de melioribus hominibus, ut in pluribus, magis de facili laxant consciencias suas [f] [1]. Et ideo sciendum qui sint illi procuratores qui non indigent gracia, et per consequens sciemus [g] qui sunt illi qui indigent gracia. — Audivi [h] quod illa non est racio [i], quod procuratores non constituuntur de melioribus, etc..., sed ista quia, quando persone principales sunt presentes, magis honorantur sedes judicum, maxime ex presencia comitum, baronum et aliorum magnatum [j]; et hoc racio concludit, maxime in sede Parlamenti, que est sedes regni capitalis, principalis et omni digna honore [k].

4. Et [l] primo actor potest se presentare sine gracia per procuratorem, dum tamen ipsam [m] habeat in judicio, quando [n]

d. *F R* non presumitur malam causam fovere, et eciam, si esset presens erubescet frivola et mendacia vel falsa proponere, cum ipsum principaliter tangat negocium; sed procuratores, cum non constituantur de melioribus et in pluribus magis laxant consciencias suas, nec erubescunt omnia proponere, cum periculum vel detrimentum ad eos principaliter non spectet. *F seul ajoute* Alii dicunt quod alia fuit racio, quia magis honoratur curia quando principales persone sunt presentes, et maxime ex presencia... *R seul ajoute:* Racio vera fuit concupiscencia habendi, secundum quosdam; ex qua omnia mala oriuntur. Credo primam racionem ibi propositam. . Alii dicunt... *L* et si presens esset, erubesceret frivola et inaudita vel falsa proponere, cum ipsum principaliter... *la suite comme F.* — *e. B I K N P* procuratores, cum non constituantur. *G O Q* cum non constituatur. — *f. B I K N O P Q R finissent ici et passent à :* audivi illa. — *g. F en note:* alia racio potuit esse propter pecunias habendas ex sigillo dicte gracie. — *h. Cette observation, qui logiquement devrait venir avant la phrase précédente, est probablement une note ajoutée en marge du ms. original, et que le copiste du ms. A. aura insérée d'une façon maladroite dans le texte même. Cf. supra, note f.* — *i. B P* Non est racio, sed quare quando persone principales... *I Q* sed ista quia quando persone... *K* audivi tamen alias quod illa non est racio, sed quia quando sunt principales persone presentes... — *j. B* magistrorum. — *k. M* capitalis et principalis. *E* sedes regni capitanea. *F L continuent :* Secus in reis qui non indigent gracia, quia non est in sua potestate quando conveniantur ff. de excepcione doli L. pure (*5 Dig. XLIV, 4*). De hoc non est dubitatum. *R* Primo certum est quod reus non indiget gracia quia non est in sua potestate quando conveniatur. De hoc non est dubium. — *l. F R* Sed in actore sciendum est quod presentare se potest sine gracia procuratoris dum tamen graciam in judicio habeat, dum incipit litigare. — *m. E* dum tamen graciam illam... — *n. B E M* dum.

1. Il est piquant de voir Du Breuil, si peu scrupuleux lui-même, critiquer les procureurs indélicats.

suam incipit litigare causam [o], vel [p] actor sit tunc presens in judicio, et sufficit [q].

5. Item, gracia generalis [r] « in Parlamento et extra » semper bona [s]; et sufficiens est « in [t] Parlamento », vel « si sit in Parlamento » etc... ; secus si « extra » [u].

6. Item, procurator rei [v] nunquam indiget gracia [x].

7. Item, nec procurator actoris indiget gracia, si sit de patria que regitur jure scripto. Fol. 15 v°.

8. Item, procurator prioris [y] et conventus prioratus conventualis recipitur sine gracia [z]; si autem esset prioratus non conventualis, indiget gracia [1]. Ita dictum fuit in Parlamento, anno XXV, pro Guillelmo Roberti de Angolisma, alias Gagolio [a], et contra quemdam priorem.

9. Item, procurator actoris a[d]mittetur in curia sine gracia ad petendum utilitatem deffectus, cum reus prius defecerit et fuerit adjornatus ad parlamentum subsequens ad videndum [b] dictam utilitatem [c] judicari. Sed magister Guillelmus de Brolio tenet contra etc. [d], et de stilo curie, et actor ex hoc potest causam lucrari [e].

o. *L* vel si tunc non habeat, non est vis, dum tamen tunc actor sit... — p. *F* quod. *G* dum tamen. — q. *F R ajoutent :* Racio potest esse quod, cum hoc sit contra jus commune, ut supra dictum est, debemus illud restringere quantum possimus. Item nec procurator actoris indiget gracia, si ... — r. *G* litigandi. *K* Item gracia generalis, concessa ut valeat in Parlamento et extra. — s. *C* reputatur et sufficiens, secus de gracia extra Parlamentum. — t. *B D E M* pro. — u. *M P* vel extra, secus si extra. *F et L R continuent :* Secus, si gracia esset litigandi extra Parlamentum tantum. *K* vel extra. *S* tantum. — v. *B* Item rei nunquam indigent. — x. *R omet cet alinéa et le suivant. D G ajoutent :* Item procurator actoris non indiget gracia, si reus faciat causam venire in parlamento. Item procurator cujuslibet appellantis non indiget gracia, si reus faciat anticipare adjornamentum appellantis, nec eciam isto casu indiget gracia anticipator, prout in Parlamenti curia communiter tenetur. — y. *C G I N* procurator prioratus conventualis alias recipietur sine gracia, si autem non esset conventualis, indiget gracia. *F* Secus, si non conventualis. Ita dictum... — z. *G met ici la remarque qui termine le § 3, supra :* audivi...

a. *C* de Jugolio. *M P S* de Gugolio. *F L R* de Jargolio. *G* de Gogolio. *K* Roberti de Gergolio. *N* de Gugolis. *O Q omettent* de Gagolio. *T* Gurgolio. — b. *C* judicari utilitatem defectus ipsius rei, cum reus fuerit super hoc adjornatus. *G* ad procedendum ad... — c. *F P* dicti defectus secundum quosdam. — d. *F L P R* sed credo contrarium, eciam de stilo, cum actor. . — e. *D recommence ici la première phrase du* §: Item procurator actoris...

---

1. Cf. P. et G. Maucreux. *Ordonnances de plaidoier* (Bibl. Nat. Ms. fr. 19832, f° 5).

10. Item, procurator actoris sine gracia admittitur in Parlamento[f], ubi petit commissionem renovari[g]. Et ita fuit dictum per curiam, [in] parlamento anni XXV, pro comitissa de Guignis[h][1] contra dominum de Coziaco[i].

11. Item, procurator episcopi vel alterius[k] prelati, vel alterius cappituli seu collegii[l] admittitur in Parlamento sine gracia[m].

12. Item, procurator ville alicujus vel alterius[n] universitatis admittitur sine gracia, sive agat sive defendat. Ita dictum fuit per procuratorem majoris et juratorum Montis Marciani[o][2] in Bearnio pro illis de Longercanha[p], alias Longo Campo, in parlamento anni XXIII[q].

13. Item, procurator actoris indifferenter admittitur in judicio sine gracia post litis contestacionem[r].

f. C G n'ont pas in parlamento.— *g. D* ubi petit, ymo generaliter admittitur post litem contestatam commissionem renovari. — *h. B C I Q* de Guinis. *K L* de Guines. *T* de Garguis. *O* de Guis. — *i. E* de Couciaco. *K L* de Coucy . — *k. L* alicujus. — *l. P* ubi agit conjunctim cum suo collegio. — *m. D ajoute :* Item procurator prelati non admittitur nisi in causis quibus inter prelatum et capitulum seu conventum conjunctim [agitur] contra suos adversarios; sed dum prelatus vellet agere solus vel nomine suo per procuratorem, indiget gracia. *G* et hoc verum ubi de nomine suo et sui capituli conjunctim agit, sed si vellet agere solus nomine suo singulari per procuratorem, indiget gracia. *L* sive defendat sive agat. — *n. C R omettent* alterius. — *o. A* Martimienni, *corrigé* Marciani, *d'après D. C.* Martidon *L* Marcharum alias Martirum. *M* Montis Maceriani. *F K* Montis Martirum. *G* Montis Martis. *S* Martriani. — *p. C* de Longo Johannito. *B E I L N P R n'ont pas* de Longercanha. — *r. C K P n'ont pas ce paragraphe. Q* lite enim contestata, procurator dominus litis efficitur. *D ajoute :* verum est in parlamento, sed non servatur in Pictavia, in curiis, post litem contestatam. *H S* quia tunc est dominus litis. *F L ajoutent :* secundum quosdam, secus in aliis curiis. *L seul en note, après* curiis : Et nota quod homines de jurisdictione et districtu alicujus domini, sive libere sive servilis condicionis fuerint universi, procuratorem non possunt constituere, nisi prius licencia petita a domino illo, cujus sunt homines vel in cujus jurisdictione sunt, et si faciunt sine consensu ipsius domini, non valet, et forte sufficeret dominum competentem requiri et ita fuit pronunciatum per arrestum in anno XLIII°. *F et L ensemble :* Item ubi quis appellavit, eciam est actor, licet fuerit reus in prima causa, indiget gracia; si tamen adversarius faciat eum anticipari,

---

1. La comtesse de Guines était Jeanne, fille de Beaudoin IV ; Guillaume de Coucy était petit-fils d'Arnoul III, comte de Guines. Jeanne épousa Jean de Brienne, comte d'Eu et mourut en 1331. Il est encore question d'un renouvellement de commission dans le procès entre la comtesse de Guines et le sire de Coucy, le 31 mars 1333. Arch. Nat. X[1]a 6, f. 312 v°.

2. Mont-de-Marsan (Landes).

14. Item, excepciones que proponuntur contra adjornamentum omnes alias precedunt, preter superius dictas, et excepta declinatoria fori que ipsas[s] precedit. Et ideo si quis[t] ambas simul proponere velit propter abreviacionem[u], non debet audiri. Ita dictum fuit[x] contra ducem Aquitanie pro domino Gaillardo de Mota[1 y]; et hoc verum, nisi prius adjornamentum approbaret[z]. Sed si curia te velit super pluribus et diversis excepcionibus admittere ad proponendum ipsas simul, ponas[a] cum illa protestacione quod per secundam non intendis recedere a prima, et sic de aliis[b]; et petas tibi jus dici seriatim[c] in quacumque, juxta sui ordinem[d] et naturam. Sed quidam dicunt hoc quod dictum est, declinatoriam fori et excepciones contra adjornamentum simul proponi || non posse, hoc habere locum[e] in illis Fol. 16 r°.

non est necesse ei appellanti habere graciam, quia licet quoad causam appellacionis appellans sit actor originalis, iste tamen anticipans nunc censetur actor effectus, quia ad judicium provocat et primo loquatur et bene; unde eciam in hoc casu (sed ubi appellans anticipatur) non est necesse ei impetrare adjornamentum in causa appellacionis, quia per adversarii diligenciam relevatur. *Les mots entre parenthèses manquent dans L, qui continue ainsi:* Item, post litis contestacionem, in parlamento non est necessaria gracia; alibi sic. Item, cuilibet sine deletu conceditur pro litigando extra parlamentum; sed pro parlamento necessaria est causa, alias tanquam surreptiva argueretur, si concederetur, nisi in casibus hic enunciatis. Item, ubi quis impetraverit causam remitti in parlamento, licet in hoc sit actor, non tamen indiget gracia. Item, heredes actoris non indigent gracia in recipiendo arramenta, cum ita fuerit lis contestata cum defuncto. Item, coram aliquo mere executore non est necessaria gracia, dum tamen procurator actoris eam habeat die assignata ad procedendum super opposicione. Item, marito agenti pro hereditagio uxoris sue cui necessaria est procuracio; in patria juris scripti eciam necessaria erit gracia. *P en note :* Item, regula locum habet in peticione formata, secus si petat inquestam recipi vel arrestum execucioni mandari accessorie, vel eciam articulum expediri incidentem. Item, post litem contestatam non requiritur gracia. Item, ubi ad peticionem rei actor remittitur in parlamento, alias ibi cogitur litigare, sive in causa appellacionis vel alia, nisi uterque hoc impetraverit, actor non tenetur facere fidem de gracia. — *s. A* ipsam, *corrigé* ipsas, *d'après D.* — *t. B C P* si reus. *F L* si reus ambabus ubi velit. — *u. C omet* propter abreviacionem. — *x. N* anno XXIII. — *y. D* Guillardo. *F L* Geraldo. — *z. C D E G H I K L M P R S T* sed secus in aliis excepcionibus, quia ipsas proponendo tacite adjornamentum approbaret. *De même B, sauf :* sed satis *au lieu de* sed secus *et F, sauf :* videtur tacite *et O, sauf :* apponendo.

a. *B F P* debes illas proponere. *E S* proponas illas. — *b. C omet* et sic de aliis. — *c. C omet* in quacumque juxta sui... — *d. G* ordinacionem. — *e. F L R en note:* vel eciam habere locum in aliquibus curiis aliquorum dominorum vel eciam regis possunt declinari, cum non sunt ordinarie

1. Sur Gaillard de la Mote, v. Boutaric, *op. cit.*, n[os] 5526, 5724, 5824.

qui sunt de extra regnum istud ; sed in regnicolis dicunt hoc pati posse, quia hoc non est declinare, sed pocius petere remissionem fieri ; nam cum curia sit superior, non videtur velle[f] occupare vel usurpare jurisdictionem subjectorum pro tam[g] modico. Sed cautela est quod, si[h] primo declinatoriam proponat[i], quod protestetur de dicendo contra adjornamentum[j].

15. Item, si aliquis conveniat reum in actione personali ad debitum, et reus proponat excepcionem de non petendo, vel solucionis, vel similes[k], videtur tacite debitum confiteri. Et de stilo presentis curie[l], licet sit paratus probare ipsas[m], et ad hoc se offerat, tenetur tamen implere manum curie de tanto quantum petit, et alias ad ipsas probandas non admitteretur. Et est modus loquendi in gallico : « Que nantice et emplisse la main »[n] ; et est racio ipsius quia debitores maliciose et causa diffugii hoc proponunt[o], ut res vel bona, de quibus posset[p] incontinenti fieri satisfactio, interim pendente dicta probacione possint elongare vel consumere.

16. Item, sunt quedam excepciones que valde sunt anormale : ut si bona alicujus sint saisita propter crimen sibi impositum et propter ejus contumaciam, quia vocatus ad jura regia noluerit venire incontinenti, dum veniet et offeret[q] se paratum stare juri super sibi impositis, et curia velit quod ipse res-

illorum qui ibidem conveniuntur secundum jus et regias ordinaciones. Sed curia Parlamenti est communis et superior et capitalis omnium regnicolarum. — *f*. *F* acceptare. — *g*. *C K L P* pro causa. *M* tanto modico. — *h*. *C P omettent* si. — *i*. *C* deinde dicendo contra. *P omet* quod protestetur. *O renvoie au chap. IX*, § *2*. — *k*. *F L en note :* stillus plurium locorum est contrarius. — *l*. *P en note :* Idem est si quis excepcionem peremptorie contra litteras baillivie : quare tenetur munire. Secus si per viam opposicionis se opponat antequam creditor suas litteras velit execucioni demandari. — *m*. *C* quod de tanto quantum petitur tenetur implere manum curie, et est racio quia debitores maliciose et causa diffugii hoc proponunt, ut interim res vel bona... — *n*. *F en marge :* excepcio de garnir sa main. *L* Istud pro constanti observatur, ubi essent littere obligatorie sigillo Regis sigillate, et huic bona racio redditur. Sed si quis opponat contra arrestum post annum, numquid facienda est garnisio manus ? Dic quod non, quia tunc presumetur contra creditorem, cum non sit verisimile se tantum expectasse quod ab inicio obtinere potuit. *N* nantisse, alias garnisse et emplisse. — *o*. *K* proponerent. — *p*. *I* que possident de quibus. — *q*. *P* dum nominatur et se offert. *F en marge :* excepcio spoliacionis.

pondeat peticioni seu denunciacioni [r], potest dicere [s] : « bona mea posuistis ad manum vestram, peto ea michi [t] recredi [u] cum ob istam causam ea detineantur [v] occupata » ; et est bona excepcio [x] ; et statim sunt eidem post dictam oblacionem recredenda [y], et alias antea [z] non teneretur [a] respondere. Hoc verum [b], nisi in casu in quo contra ipsum contumacem sentencia lata fuisset, a qua ipse appellasset ad presentem curiam, quia tunc ipse prius causas justas pro se absolvendo [c] deberet proponere ad finem quod contumax non valeat reputari, quo facto ipsi bona [d] ad recredenciam [e] traduntur. Ita dictum fuit in parlamento anni XXV [f] pro procuratore Regis et contra vicecomitem de Meung [g] [1].

17. Item, est alia excepcio similis proxime [h], quod cum agitur contra aliquem [i] super saisina per modum novitatis, et res contenciosa sit posita ad manum judicis coram quo agitur, reus potest excipere quod non tenetur procedere coram eo donec manum suam appositam in ea amoverit, et hoc patet per exemplum quod sequitur. Abbas sancti Benedicti super Ligerim [j] [2] agebat super novo impedimento contra

r. *M* demande. *I* alias demande. *L omet* denunciacioni. — *s*. *B* dare (*sic*). — *t*. *B P* prius: — *u*. *O* traddi. — *v*. *C* teneatis. *L* detineatis. — *x*. *C* et debent prius bona sua recredi, nisi in casu ubi propter contumaciam sentencia contra ipsam lata fuisset. *P* Et est bona recredencia, et alias non tenetur respondere nisi in casu ubi sentencia contra ipsum contumacem lata fuisset. *K* Et est bona recredencia, et statim... *Q omet* et est bona excepcio. — *y*. *I* reddenda alias recredenda. — *z*. *L N omettent* antea.

a. *F L R en note :* pro hoc faciunt jura que dicunt spoliatum ante omnia restituendum. — *b*. *M* nisi ubi sentencia contra ipsum. *K L P R n'ont pas* hoc verum. — *c*. *C omet* pro se absolvendo. — *d*. *P* littere. — *e*. *N* de recredencia tradentur. — *f*. *L* XXVI. — *g*. *B C* de Meons. *D* Demiens. *E* de Mans. F R d'Évreux. *G* Ebroicensem. *I* de Meaux. *K* de Nyors. *L* de Curex. *O* Noyeux. *Q* de Apris. *H N M S T* de Mens. *P* de Meleduno. — *h*. *F L R en note :* Certe hec excepcio hodie locum non haberet, ymo reus litigabit desaisitus et forte fiet recredencia actori si melius sit fundatus et habeat titulum justiorem; et hoc in casu novitatis, sed hoc quod hic dicitur posset habere (*R* esse verum) locum in casu simplicis saisine ubi res non debet aufferri possidenti. — *i*. *C met ici :* reus potest excipere quod non tenetur. — *j*. *A* Legerin, *corrigé* Ligerim.

---

1. S'agit-il de Jean Ier, vicomte de Melun, chambellan du roi en 1318 ? Cf. Le P. Anselme, t. VIII, p. 443. Je ne connais pas de vicomte de Meung.
2. L'abbaye de Saint-Benoit-sur-Loire (Loiret, canton d'Ouzouer-sur-Loire, arrond. de Gien) ou de Fleury eut pour abbé, pendant cette période, Pierre II de Giri, puis Guillaume III (*Gallia*, t. VIII, col. 1540 et 1564).

Fol. 16 v°. dominum de Lineriis [1], qui dicebat || se habere explettam [k] scindendi ligna in quodam nemore dicte abbatie pro quodam furno cujusdam ville sue, coram baillivo Aurelianensi. Dominus [l] de Lineriis dicebat se non teneri procedere in dicta causa, donec dictus baillivus manum regiam in dicta expletta appositam exinde amovisset [m], quod peciit [n] sibi fieri et jus super hiis sibi dici. Ex adverso dicebatur hoc fieri non debere, quia ipse dominus cum abbate per duas vel tres dierum [o] assignaciones processerat, et quod [p] premissa non pecierat. Dictus baillivus pronunciavit quod dictus dominus dicto abbati responderet, et quod dicta manus exinde non amoveretur. A qua sentencia appellavit ad hanc curiam : dictum fuit per arrestum male judicatum et bene appellatum [q].

18. Item, excepcio prescripcionis impedit litis contestacionem, ut apparet per exemplum quod insequitur :

Majores et jurati Sancti Quintini in Viromendia faciebant questionem [r] super proprietate procuratori regio et Quintinio le Cha[m]bellant [s], super vinagio et pedagio burgensium dicte ville [2]. Qui proposuerunt [t] dictos majores et juratos etc. non habere aliquam actionem contra ipsos, pro eo quod, postquam saisina eis super premissis fuisset judicata, ipsis reservato jure super proprietate infra annum, contra ipsos debuerant adjornamentum impetrasse, quod

k. *C* seu potestatem. — *l*. *Q* donec *pour* dominus. — *m*. *C passe à* dicebatur ex adverso quod dictus dominus cum abbate... — *n*. *K* ex inde peciit jus dici super hiis. — *o*. *I L N O Q* per duorum vel trium dierum. — *p*. *C* et tamen hoc non peciit, quare dictus baillivus... — *q*. *F en note :* forte fuit aliud gravamen in sentencia vel aliquis deffectus in appellacione prosequenda et ex parte provocati, propter quod ita fuit pronunciatum, alias non credo, ut supra dixi. — *r*. *N* questum. — *s*. *C* procuratoris regis, Quintini le Chambellanc. — *t*. *L* scilicet procurator regius et Quintinus le Chambellant. *O P Q* homagio *au lieu de* vinagio.

1. Il s'agit d'un procès contre l'abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire à propos des droits d'usage dans les bois de Saint-Benoît. Cf. Arch. Nat., X¹a 5, f. 359 v°, 17 déc. 1323, et f° 521 : *judicata prolata* (1327-1328) *inter religiosos Sancti Benedicti et dominum de Lineriis super possessione cujusdam usagii.*

2. Ce procès est probablement celui qui fut terminé par l'arrêt du 27 février 1326 (n. style) ; v. Arch. Nat. X²a 3, f° 100 v° ; cf. X¹a 5, f. 523 v°, an. 1328.

non fecerant; quare secundum stilum curie ceciderunt a jure quod in ipsis habebant [u]; — item, quod XXX [v] anni elapsi fuerunt quod ipsi habuerant arrestum predictum, et quod ex tunc premissa levaverant [x] continue, et quod [y] sic jus proprietatis acquisierant in premissis, cum [z] decem anni inter presentes, viginti inter absentes, super hoc su[f]fecissent, et [a] excepcio prescripcionis impediebat litis contestacionem [b]. Propositum fuit e contra [c] quod ymo super dicta saisina habuerant arrestum [d] in proximo predicto parlamento, reservato eis jure super proprietate, et quod, considerato dicto arresto, quod in anno proxime preterito non fuerat parlamentum [1] et quod ex tunc nichil eis potuerat imputari, et [e] considerata dicta reservacione, quod excepcio prescripcionis non est de illis que impediunt [f] litis contestacionem, ut patet per l[egem]: ff. ad Tertullianum L. 1, c. fin. [1 § 12, Dig. XXXVIII, 17] et ff. ad exhibendum L. 3, c. ibidem in fine [3 § 13, Dig. X, 4]; et de quibusdam ipsi debebant admitti [g] ad agendum. Curia, considerata negligencia partis actricis triginta annorum a primo arresto, considerato quod arrestum, de quo dicta pars fecerat mencionem, fuit

u. *L en note :* Non debet hic esse articulus, quia est alia excepcio que proponebatur a predicto procuratore Regis et dicto Quintino contra dictos majores et juratos sancti Quintini. Hoc contrarium videtur de jure C. de longi temporis prescripcione L. exemplum (*3*, *Cod. VII*, *22*). De hoc et dic ut notatur per doctores : Extra de litis contestacione, et eodem titulo c. 1, L. VI° (*Decret. Greg. IX*, *lib. II*, *tit. V ; Sext. Decretal. lib. II*, *tit. III*, *c. 1*). Unde si opponeretur in modum vel vim dilatorie, impetretur litem contestari per c. unicum Extra de litis cont. Libro VI° (*Sexti Decretal.*, *lib. II*, *tit. III*). Si autem opponatur in modum peremptorie, non impeditur sic, juxta L exemplum C. de longi temporis prescripcione (*3 Cod. VII. 22.*), si autem opponatur in modum peremptorie vel dilatorie, ex verbis opponentis potest apparere; et forte in predicto arresto vel sentencia fuit aliud gravamen... *comme F supra*, *note q*. — *v*. *Q* XXV. — *x*. *G* abreviaverant. — *y*. *O omet* quod. — *z*. *O* cum tantum.

a. *C* quod. — *b*. *L* litem contestari. — *c*. *B R* ex adverso. *K N P* in contrarium. — *d*. *C abrège :* in quo et non reservabatur jus super proprietate. Item quod excepcio prescripcionis non est de illis que impediunt litis contestacionem. A parte procuratoris Regis fuit dictum quod, considerata negligencia partis actoris, sed quod lapsi erant XXX anni a primo arresto *et la fin du paragraphe*. — *e*. *L* Item dicebant dicti majores contra procuratorem Regis et dictum le Chambellent quod cum excepcio prescripcionis... — *f*. *D* expediunt. — *g*. *E* quare ipsi debebant. *M omet* de quibus. *P* ipsi dicebant.

---

1. Il n'y eut pas de session en 1324. Cf. Boutaric, *op. cit.*, n° 7639, note.

declarativum primi, et quod sic nichil per eum alicui dictarum parcium de novo datum vel diminutum dici debebat [h], dictum fuit per arrestum curie, in parlamento XXV [i] anni, quod dicti majores [j], etc... non admitterentur ad dictam actionem proponendam. Et sic [k] ex causa ista potest notari quod dictum est.

Fol. 17 r°. 19. Item, quod arrestum [l] declarativum alicujus alterius [m], licet aliquam reservacionem retineat [n], errore [o] non litigato super eo, nichil novi tribuit.

20. Item, in parlamento, vel alibi [p] in curia laicali, excepciones heedem seu varie [q] non proponuntur nisi semel ad eumdem finem, sed a diversis [r] plures possunt proponi.

21. Item, ubi pars rea [s] incepit proponere [t] peremptorias excepciones ante dilatorias, facit sibi prejudicium in dilatoriis, quia ex tunc ad aliquam dilatoriam proponendam non admittetur : et hoc propter preposteracionem [u], et est racio quia lis est ita incoata et contestata per preposteracionem peremptorie excepcionis. Et hoc verum, nisi peremptoria in modum dilatorie [x] proposuerit, quod potest cum protestacione quod eas proponit in modum dilatoriarum [y] [1].

22. Item, caveat reus quod omnes excepciones ad unum finem tendentes hoc ordine simul et semel proponende sunt [2], et non debet ultra procedere nisi in casu ubi curia hoc ordi-

h. *A* deserabat, *corrigé* debebat. — *i.* *N* XXVI. — *j.* *F P* major et jurati. — *k.* *C* patet quod excepcio prescripcionis litis contestacionem impedit. — *l.* *F L R* ex eo potest notari quod per arrestum. *R* item notandum est. — *m.* *C abrège :* alterius nichil novi tribuitur. *G* declarativum alicujus alterius arresti, licet. — *n.* *B E P* contineat. — *o.* *H P omettent* errore.— *p.* *C* nec. — *q.* *C omet* seu varie. — *r.* *B E I* ad diversos fines pluries. *C* sed ad diversos sic. *F P* ad diversos fines bene possunt proponi. *K comme F P sauf* bene. *N* bene. — *s.* *K N* rei. — *t.* *C* proponit peremptorias excepciones, lis est contestata et inchoata, nisi proponat in vim declinatoriarum, quod potest cum hac protestacione *et s'arrête là.* —*u.* *G S* protestacionem. *R T* proposicionem.— *x.* *E I Q* declinatoriarum. *H* dilacionis. *R* peremptoriam. — *y.* *E* peremptoriarum. *I* declinatorie. *K L O Q R* dilatorie. *R ajoute :* Hoc de stilo.

1. Cf. Beaumanoir. *Coutumes de Beauvaisis*, éd. Salmon, VII, n° 248.
2. Le Parlement statuait successivement sur chacune des exceptions proposées ainsi ; v. C.-V. Langlois : *Rouleaux d'arrêts de la cour du roi au XIII° s.* an. 1289 (*Bibliothèque de l'École des chartes*, 1889, p. 43).

naret [z], quod dicitur ut supra [a], e[odem] t[itulo], c[ap.] « Item excepciones que proponuntur » [1]; nam [b] si heri unam declinatoriam proposuisset, et [c] post alia die vellet alias proponere, non audiretur [d].

XIV [2]

*RUBRICA DE ADJORNANDIS HEREDIBUS MORTUORUM ET DE RESUMPCIONE ARRAMENTORUM [e].

1. Item, est alia excepcio que est valde anormala [f], sed frequentatur in curia Parlamenti valde : nam si reus mortuus sit in quacumque parte litis et actor non fecerit adjornare [g] ejus successorem ad proximum parlamentum subsequens [h] ad resumendum arramenta, licet successor se presentaverit [i] in dicto parlamento, si actor petat ulterius procedi in causa, poterit excipere : « non adjornasti [k] me ad hoc parlamentum, licet satis haberes de tempore : quare peto congedium. » Et non est dubium quod habebit eum. [l] Ita dictum fuit in causa proprietatis contra Engeran-

z. *C* et si hodie unam proponit dilatoriam et cras vellet aliam proponere, non audietur. *P* quod dat regula. *L s'arrête à* ordinaret.
a. *K termine ici.* — b. *G* que proponuntur una die et eadem proponi debent. — c. *P* et plus vellet alia die.— d. R non admitteretur. — e. *B R S* de readjornandis. *C* de adjornamento heredis mortui. *P ajoute :* et excepcionibus non adjournati. — f. *H* anormalis. — g. *B I O P R* readjornari. — h. *C* de hoc excipiet : non adjornasti me... — i. *P en note :* Talis excepcio ad adjornandum debet impetrari ante parlamentum ; alias, si post inceptum, non valet. Fallit propter justam ignoranciam vel aliam excusacionem. Item, fallit si dicatur : « non obstante quod sedeat », quo casu valet, nisi forte satis de tempore habuerit ante parlamentum : quo casu, cum jam esset reo jus acquisitum, videlicet per negligenciam, lis erat interrupta, commissio videtur subrepticia — k. *B G K P R* readjornasti.— l. *P en note :* nisi partes fuerint in arresto. Item fallit propter brevitatem temporis, quo casu recipiet actor unum comparuit et adjornamentum.

1. Cf. *supra* § 14.
2. Ce chapitre est le XVe dans *C*, qui intervertit ici l'ordre des chapitres XIV et XV. Il est reproduit partiellement en français dans le *Grand Coutumier* de J. d'Ableiges, *ed. cit.*, L. III, chap. 5. *E* rattache ce chapitre au précédent.

dum de Angulo [m] et pro Hospitali Sancti Johannis [1], et in causa possessionis pro dicto Hospitali contra comitem de Pontie [n] [2], in parlamento anni XXVII.

2. Item, si adjornetur successor simpliciter processurus in negocio incepto in curia cum predecessore suo, non contento in adjornamento expresse [o] et per talia verba : « resumpturus arramenta », non tenetur virtute talis adjornamenti procedere in causa [p], sed potest [q] excipere : « adjornasti [r] me simpliciter, et debebas me [s] [adjornare] resumpturus arramenta, quare non teneor procedere, quia minus sufficienter adjornatus sum, ymo peto congedium. » Et habebit eum [3].

Fol. 17 v°. 3. Item, illud quod dictum est [t], quod readjornandi sunt successores [u] rei mortui, dictum est [v] non tantum de heredibus, nam hoc verbum successor non tantum comprehendit heredes, sed eciam quoscumque alios successores in aliqua re [x]. Ideo, sive litigaretur cum privato et singulari, sive cum prelato, sive pro patrimonio ecclesie [y] vel actione personali, locum habet quod dictum est [z].

m. *A* Engarendum Vagula, *corrigé :* Engerandum de Angulo. *BCNQR* de Magula. *G* Nugala. *M* de Vamagula. *P* de Nagula. *H* Margula. *K* de Migula. *L* Anguerrandum de Ungula. *O* de Mangla. *S* Maagula.— *n.* *C* de Plantivi. *N* de Pontico. *O* de Poincteau. *R* de Pantim. *S* Porcien.— *o.* per talia verba *jusqu'à* non tenetur *manque dans O.*— *p.* *C* quia minus sufficienter erat adjornatus, verum habebit congedium.— *q.* *E* reus.— *r.* *B K L N P Q R* readjornasti. — *s.* *B P R* readjornare. *E G* adjornasse resumpturus. *I M* adjornare.— *t.* *H* de readjornandi (*sic*).— *u.* *B* heredes. *P en note :* omnes, si tamen unus solus vel plures valet adjornari, quare causa est divisa et potest actor uni remittere et alteri non.— *v.* *C* intellige.— *x.* *L* alia.— *y.* *B F I N O P* vel de proprio patrimonio, vel de patrimonio ecclesie. *C* de re patrimoniali sive ecclesie. *E* pro proprio patrimonio. *L* sive de proprio patrimonio. *R* super patrimonio vel patrimonio ecclesie. — *z.* *K ajoute* : Idem dico si reus mortuus uxorem dimittat, cui competit pro jure suo dimidia seu aliqua porcio, vel alia defensio cause, ut quia personalis actio ex contractu vel quasi mota erat, vel ex delicto vel quasi, et lis erat contestata, tunc

---

1. Il s'agit d'Enguerrand d'Angle et du procureur des Hospitaliers de Jérusalem. Cf. 12 mai 1324, Arch. Nat., X[1a], 5, f° 401, v° : « *Lite mota coram baillivo nostro Ambianensi inter Angerrannum de Angulo appellantem... et procuratorem Hospitalis appellatum.* »
2. Édouard II et Édouard III, rois d'Angleterre, furent comtes de Ponthieu au début du xiv° siècle.
3. Abrogé par l'ordonnance de décembre 1363, art. 6. Cf. Arch. Nat. X[1]a 8602, f° 54 et *Ordonn.*, t. III, p. 649.

4. Item, si actor mortuus est, numquid reus habet adjornare heredes [a] actoris? Dico quod non, sed ipsi, scilicet heredes actoris [b], sine adjornamento debent et possunt resumere arramenta [c], alias cadunt ab instancia qui non continuaverunt arramenta [d] sua, [e] et posset esse quod amitterent [f] causam in causa novitatis et in causa appellacionis [g].

5. Item, caveat reus ut non faciat adjornari heredes vel successores actoris ad resumendum, etc... quia si hoc fecisset, licet illi essent negligentes [h] in readjornamento [i] faciendo, tamen relevare[n]tur per diligenciam rei super hoc factam [j]. Et [k] idem esset si successor rei actorem fecisset adjornare resumpturum, etc... Et ideo si reus [l] diceret successori actoris vel actori : « non [m] fecisti me adjornari, etc... » repplicaret actor vel ejus successor [n] : « non feci, quia tu super hoc me feceras adjornari ; me in vanum [o] vexassem super hoc » ; et ita vidi consilium prioris Morigniaci [p] [1] concor-

quia uxori competunt jure suo mobilia pro dimidia, honera agnoscere tenetur, ideo non immerito readjornari debet. *L R* vide super hoc C. III cum sua glosa Extra de solucionibus (*c. 3, Decr. Greg. IX, III, 23*).

a. B vel successores actoris ad resumendum... *et passe au § suivant :* quia si hoc fecisset... *La phrase* Dico quod *manque. R omet* actoris. — *b. C omet* scilicet heredes actoris. — *c C I K P suppriment le membre de phrase* : alias cadunt... — *d. F L R* de parlamento in parlamentum sine interrupcione, et posset esse... — *e. P en note :* Item si maritus agit actione personali pro rebus uxoris vel agit de saisina sine uxore, quod potest esse de consuetudine, mortua uxore, heredes ejus, seu omnes, vel primogenitus potest resumere, sine citacione seu presentacione, quamvis eciam solus maritus nomine suo esset in processu, et nichilominus maritus continuabit processum pro fructibus et expensis. Item filius post mortem matris et ejus pater, tanquam legitimus administrator; et si uxor et maritus sunt conjunctim pro re uxoria, mortuo marito, mulier non tenetur resumere. Idem in abbate et conventu, quia rem, mortuo abbate, solus abbas subrogatus resumit. *O* quod intelligerem : nisi resumerent in sequenti parlamento, ut infra. *R L ajoutent :* propter hoc quod dimitterent labi tempus statutum, scilicet annum vel tres menses. — *f. A* admitterent *corrigé* amitterent. — *g. F P Q* si adjornamentum de novo impetrarent, ut in causa novitatis. — *h. N* in negligencia. — *i. K* in adjornamento. — *j. O met ici l'arrêt qui termine le* § 6. — *k. Cette fin de* § *manque dans O.* — *l. C* quod si diceret successor actori : non fecisti me. — *m. E omet la négation Q* tu. — *n. C omet* vel ejus successor. *R* ille replicaret : verum est quia super hoc... quare in vanum... — *o. C* verum. — *p. B* Marciliaci alias Mortignici. *E I* Martigniaci. *F H K M P R S* Montigniaci.

---

1. Morigny, près d'Étampes (Seine-et-Oise). V. sur cette abbaye bénédictine, au XIV[e] s., le *Gallia Christ.*, t. XII, col. 182.

dans[q] contra dictum priorem qui fecerat readjornari dominum Belvaci[r1] ad resumendum[s], etc...

6. [t] Item, quod autem dixi heredes actoris posse et debere resumere arramenta in sequenti parlamento post mortem predecessoris sui, eciam sine adjornamento[u], hoc vèrum si reus[v] sit presens et se presentaverit in dicto parlamento; alias si sit absens[x] et dicat in absencia rei se velle resumere arramenta[y] et petat defectum contra dictum reum, qui se non presentavit, non habebit eum quia non fecit eum de novo adjornari processurum in causa, etc... Ita dictum fuit contra abbatem[2] Sancti Dionisii in Francia et pro Guillelmo de Castro Villani[z3], in parlamento anni XXVII.[a]

7. Item, heredes rei, adjornati[b] ad resumendum[c] arramenta, debent petere arramenta ostendi, et, eis visis[d], possunt incontinenti resumere, si velint, vel petere diem appen-

q. *C omet* concordans. *B K* concordare. — r. *C F L* Belli Loci. *E G H P* Belli Joci . *I* Bellioti. *K* quendam dictum vel? — s. *B C L P Q* arramenta. — t. *Ce § 6 manque dans O. R* quod autem dicitur. — u. *C omet* eciam sine adjornamento. — v. *E* dominus. — x. *C* si in absencia rei dicat se resumere. — y. *L en note :* sed numquid sufficit ultra expletum ostendere, per quod appareat in quo statu causa erat cum defuncto ? Credo quod non ; sed totum processum necesse est exhiberi, alias reus vel heredes habeant licenciam (recedendi) seu congedium. — z. *G T* Castrovillari. *K* contra Guillelmum... *S* de Castrovilla.

a. *C* addicio nova : si autem reus se presentavit contra actorem solum, non contra ejus heredes, vidi dubitari utrum haberet defectum et expensas contra heredes actoris resumentes arramenta, et quidam firme tenebant quod sic in ipso actore et ejus successore ; allegabatur tamen contrarium in alio actore a magistro P. de Foresta et magistro Johanne de Monte contra magistrum Johannem de Châlons, anno XXIX[4]. *N comme* C *sauf qu'après* sic *il passe à* allegabatur *et porte* Johannem de Chalano. — b. *E I* readjornati. — c. *P en note :* De resumpcione qualiter? cum arramentorum exhibicione, cum appensamenti deliberacione. Item per verba expressa et sub modo, puta « si et quantum teneor ». — d. *P en note :* Statim alias dominos requirat quod pars compellatur in hac exhibicione, debet exhibens omnia exhibita signare parti clariter. Et in memoriam per cedulam ponere et tradere curie unam, et apud se aliam retinere ut, si dubium sit de hiis que fuerunt exhibita, fiat fides.

---

1. Il peut s'agir de l'évêque-comte ou du châtelain de Beauvais.
2. Gui de Castres ou de Châtres [*de Castris*], abbé de 1326 à 1343 (*Gallia christ.* t. VII, col. 397 ; Félibien, *Hist. de l'abbaye roy. de Saint-Denis*, p. 369-374).
3. Guillaume de Châteauvillain, seigneur de Pleurre ; v. Le P. Anselme, *op. cit.*, t. II, p. 341 et suiv. et Viard : *Lettres d'état*.... n° 599.
4. Sur Pierre de la Forest, Jean du Mont, Jean de Châlons ou Jean Garnier, v. Delachenal, *op. cit.*, aux notices biographiques.

samenti ad aliud parlamentum, et habebunt[e]; sed[f] utilius est ut petant diem appensamenti[g].

8. Item, licet semel ostensa fuerint eis arramenta, scilicet[h] illo tunc quo[i] pecierunt sibi diem appensamenti dari[j], nichilominus poterunt ea petere sibi ostendi cum venerit dies appensamenti, et debebunt[k] eis || yterato ostendi antequam ultra procedere teneantur. Et ita vidi ordinari per curiam in parlamento anni XXVIII[l], sed nescio si fuit registratum[m] vel non. Fol. 18 r°.

9. Item, ubi plures sunt rei, et unus moritur, nichilominus heredes mortui sunt adjornandi[n] per modum jam dictum ; alias posset cadere [actor] in periculo supradicto[o], cum [causa] sit connexa et dividi non debeat. Ita vidi pronunciari per arrestum curie, in parlamento anni XXVII[p], contra ducem Burgundie[1] et pro priore Martigniaci[q][2] et procuratore regio, quia dictus prior non fuerat post mortem sui predecessoris readjornatus[r].

10. Item, si[s] adjornati sint heredes mortui et petant diem appensamenti ad aliud[t] parlamentum[u], concedetur eis, licet alii conrei[v] veniant[x], et tota causa dormiet usque ad aliud parlamentum, propter illos qui pecierunt diem appensamenti,

e. *I P omettent* habebunt.—*f*. *K* et istud ultimum. — *g*. *D ajoute :* et quod, hoc pendente, ostendantur eis arramenta. *C abrège :* Item heredes rei readjornati, ut supra, possunt petere eis ostendi et incontinenti resumere vel diem appensamenti petere. *Q* et habebunt.— *h*. *A* si, *corrigé* scilicet *d'après K R*. — *i*. *E H M* tunc quo. *K R* tunc cum. — *j*. *C* cum pecierint diem appensamenti, tamen cum venerit dies appensamenti hoc possunt petere et in sacco debet eis ostendi .. — *k*. *B N P R* habebunt. *D* debetur. — *l*. *B C D G I K L M Q R S T* XXVII. — *m*. *E* si fuerit arrestum. — *n*. *B C E K P R* readjornandi. *C omet* per modum jam dictum. — *o*. *P* cum causa sic debeat. — *p*. *B C I K O P* XXV. *N* XXV alias XXVII. — *q*. F *K L* Montigniaci. *O* Montinhacii. *R* Montignac. — *r*. *K* adjornatus. — *s*. *L* heredes rei mortui in casu supra proximo, scilicet ubi plures sunt rei, et unus moritur, et petant diem. — *t*. *R* sequens. — *u*. *P met ici* propter illos qui etc. *et au texte de A ajoute après* diem appensamenti : causa debet supersedere, et hoc debet exprimi in continuacione, quare causa connexa, licet... *Les mots :* concedetur *jusqu'à* propter illos *manquent dans K*. — *v*. *C* alii rei superstites eamdem dilacionem habebunt, quia connexa est... — *x*. *L* vivant.

1. Eudes IV, duc de Bourgogne (1315 à 1349).
2. Probablement Martigny-le-Comte (Saône-et-Loire, arr. de Charolles).

quia causa est connexa [y], licet potuisset eam inicio separare [z] actor. Et ita fuit dictum per arrestum curie in istis duobus casibus, in parlamento anni XXV [a], contra comitissam Attrebatensem [1] et pro heredibus Nicolai de Paciaco [b], civis parisiensis [c], et pro ipsorum heredum conreis [d].

11. Item, ex hiis que supra dicta sunt [d] [apparet] quod, sive reus mortuus sit sive vivat, et actor mortuus sit, semper [e] opporteat [f] actorem vel ejus heredes facere diligenciam ut faciant adjornari [g] reum vel ejus heredes. Estne aliqua differencia [h]? Dico quod sit [i] duplex [j]. Prima est quod, ubi reus mortuus est, opportet ejus heredes adjornari per verba expressa ad resumendum, etc. [k]. Sed ubi vivit reus, actor autem mortuus est, sufficit si [l] ejus heredes reum faciant simpliciter adjornari processurum in causa, licet non per dicta verba; sed tamen bonum est quod semper exprimatur in adjornamento.

y. P en note : nisi dicatur : quantum quemlibet tangit divisim vel separatim vel conjunctim, vel nisi causa erat divisa, ut causa appellacionis contra homines judicantes et partem, qui erant in factis contrariis. — *z. K P R* separari *et suppriment* actor.

a. C F K O P R XXVII. — *b. A* Patriaco, *corrigé* Paciaco, *conformément à l'arrêt du Parlement cité dans la note 1. B Q* de Patriaco alias de Possiaco. *H* de Pasciaco. *I* de Poissiaco. *K L* de Passiaco. *O* de Patraco. — *c. Les mots qui suivent manquent dans C R.— d. B E P R* patet. *D* apparet. *R* ex predictis.— *e. L en note* Immo, in parlamento heredes actoris non habent necesse adjornare reum, quidquid in aliquibus partibus observetur, et eciam in parlamento. — *f. C* semper debent heredes actoris facere diligenciam resumendi arramenta,— *g. D E K en marge:* Hodie servatur contrarium quia, actore mortuo, resumunt heredes ejus prima die omnia, absque adjornamento. *I met cette note dans le texte. — h. G, L* differencia inter ista duo videlicet quando actor mortuus est, et quando reus ? Dico... *K R* est tamen aliqua differencia. — *i. N* sic *R* scilicet. — *j. N* racio. — *k. P* alias heredes possunt petere « comparuit » et adjornamentum ad judicandum utilitatem « comparuit », secus in actore vel ejus herede ; sed ubi reus vivit.. *R* resumpturos, etc... sive sit actor qui eos faciat adjornari, sive sint heredes sui, ipso mortuo; sed ubi reus... — *l. P R* quod simpliciter adjornetur processurus.

---

1. Il s'agit de la comtesse Mahaut (1302-1329), et 1327 semble la vraie date. Cf. Arch. nat. X^{1a} 5, f° 521 v° : « *Inter comitissam Attrebatensem et ejus pedagiarium de Bapalmis et Nicolaum de Paciaco et ejus consortes.* Sur le bureau des douanes de Bapaume (Pas-de-Calais, ch.-l. de canton, arrond. d'Arras), v. Finot : *Etude historique sur les relations commerciales entre la France et la Flandre au moyen âge;* Fagniez: *Documents relatifs à l'histoire de l'industrie et du commerce en France*, t. II, Introd., p. x.

12. Secunda [m] est quia, reo mortuo, ejus heredes adjornati [n] habent diem appensamenti; sed ubi [o] vivit, actore mortuo, et heredes actoris fecissent eum readjornari [p], reus non habet diem appensamenti [q], sed [r] tenetur ultra procedere; et est summa racio quia, cum ipse vivit, ipse s[c]it merita cause quam ejus heredes [s] possunt ignorare.

13. Item, quod dixi quod successores mortui sunt readjornandi [t], verum intelligo, licet sint minores et in baillivia alicujus, et tunc ipsi baillium habentes sunt readjornandi ; quia personalem causam deducunt [u] baillium habentes in judicio [v], || sed realem non [x], quia supersedebitur; et supple hic de materia [y] resumpcionis arramentorum quam videbis infra in titulo de minoribus [z] [1] , et quam causam minores vel eorum habentes baillum [a], etc. Fol. 18 v°.

14. Item, si aliquis fuerit in commissione in curia [b], et defensore mortuo, heredibus readjornatis ad resumendum [c] arramenta, ostensa sunt eis arramenta, quibus nichil tunc objexerunt, sed pecierunt diem appensamenti ad sequens [d] parlamentum et habuerunt eam, ad dictam diem dicant se velle ipsa resumere, et pars agens petat commissionem renovari [e], pars rea dicat ad hoc ipsam non debere admitti nisi ostendat diligenciam suam; licet agens [f] dicat se ad hoc non teneri, quia, cum dicta commissio sit de dictis arramentis et cum ea sibi ostensa fuerint, ipse vidit [g] si fuit

m. K differencia. — *n. L O P* semper. — *o. B E P* reus. — *p. P* citari. — *q. C passe* à racio quia, cum vivit... — *r. R* sed ultra procedere tenebuntur. — *s. B Q* quam heredes si mortuus esset. — *t. R* esse readjornandos. — *u. A* duxerent, *corrigé* deducunt, *d'après B et D. M* dicerent. — *v. K omet* in judicio. — *x. D n'a pas les deux mots qui suivent.* — *y. N* modo. — *z. P s'arrête ici et a en note:* unde, in reali, usque ad tempus etatis non tenetur resumere nec procedere, sed totum debet continuari et quoad alios supersedere, et ita debet continuari in alta curia Regis.

a. D G L ajoutent possunt deducere in judicio. — *b. C* alias in commissariis et reo mortuo. — *c. C omet* ad resumendum. — *d. R* aliud. — *e. C* heredes dicant quod actor ostendat diligenciam suam, verum bene dicunt quod non, quia commissio est de arramento et sic, cum ostensa fuerint heredibus rei arramenta, ipsi viderunt si actor fuit diligens vel non; e contrario objiciebatur quod post diem appensamenti ipsi heredes representant personam mortui qui hoc petere potuisset; dictum fuit... — *f. K R* alia. — *g. N* videbat alias vidit.

---

1. Cf. *infra*, XXXI.

diligens aut non, licet [nichil [h]] contra opposuit [i] ; e contrario obiciebatur quod ymo, quia post diem appensamenti ipse representabit personam mortui qui hoc petere potuisset; dictum fuit per arrestum curie quod debet docere de diligencia et quod alias commissio non renovabitur. Ita dictum fuit contra comitissam Attrebatensem [1] et pro domino Simone de Nigella, filio domini Guidonis [k] [2], in parlamento anni XXVIII [l].

XV [3]

* RUBRICA AN PARS HABEAT FACERE FIDEM DE HIIS QUE PROPONUNTUR ANTEQUAM REUS [m] RESPONDEAT.

1. Ubi aliquis in placitando [n] facit mencionem de aliquibus actis curie vel de litteris regiis, illa tenetur exhibere [o] parti

h. B P et ad hoc. — *i. G* opposuit, tenuit eum pro diligente. — *k. C* Hugonis. *R omet* filio domini Guidonis. — *l. P* XXVII. *D ajoute:* racio fuit quia vidit ad finem advisandi se si resumeret, nunc autem ad finem si debeat renovari vel non. *N ajoute :* et hoc de istis. *P en note :* si aliquis resumpserit in causa appellacionis, non ob hoc videtur causam principalem resumpsisse; quare diverse sunt instancie. Est autem effectus resumpcionis habilitas ad allegandum seu impugnandum, quia antea non potest impugnare arramenta, adjornamentum tamen potest impugnare. Item habilitas ad se juvandum, etc. Autem si velit se juvare allegando aliqua fore attemptata contra processum et litis pendenciam, petens ea revocari, audietur. — *m. B E* sibi. — *n. B P* plediendo. *K* pladiando. *O* plascitando. *R* litigando. — *o. L en note :* Scilicet per manum curie. Idem in adjornamentis vel rescripcionibus seu commissionibus, alias reus haberet congedium; non tamen dare vidi copiam, sed solum exhiberi; nec fieri debet copia, ut in C. contingit de fide instrumentorum (*Code IV, 21*); tamen copia petitur per manum curie et habetur de edicione actoris et instrumentorum ad plenum; C. de edendo (*Code, II 1*). Predicta sunt vera si, statim ut proferuntur, petantur exhiberi : quia si reus ultra procederet, non auditur exhibicionem petens. Fallit in procuracione, quia judici interest ut sit fundacio, ne judicium sit delusorium, et procuracio perpetuo remanet penes curiam, secus in instrumento quod redditur, ut diligenter videat reus instrumentum, an sit in eo aliqua nota suspicionis vel si sit originale, quia eciam copie sub antiquo sigillo confecte non creditur, ut in Authentica si quis in aliquo documento mencio-

1. La comtesse Mahaut. Cf. *supra*, p. 96, note 1.
2. Simon de Nesle, fils du maréchal de France, Guy de Nesles. Cf. Le P. Anselme, t. VI, p. 49, 50.
3. Ce chapitre a été reproduit en français dans le *Grand Coutumier*, L. III, ch. 14. (éd. Laboulaye-Dareste, p. 466).

adverse, antequam teneatur respondere; sed secus [p] de litteris vel instrumentis quibus dicit se velle uti in modum probacionis. Nam illas non tenetur exhibere [q], nisi tunc cum eas producet [r]. *Ita dictum fuit michi [s] pro appellantibus [t] de ducatu Acquitanie contra ducem [1], in parlamento anni XXIV [u], scilicet quod non teneba[n]tur exhibere [v] que in modum probacionis venirent, sed solum adjornamenta et [x] rescripciones.*

2. Item, ubicumque [y] aliquis dicat se saisitum de re que de jure communi in persona sua non potest cadere, et allegat super hoc privilegii titulum, incontinenti debet docere de privilegiis, antequam pars sibi respondeat [z]. *Ita fuit dictum in curia, in parlamento anni XXIV [a], contra procuratorem [b] de Tornaco [2] et pro procuratore Tornacensis ecclesie [c].*

nem (*Nov. CXIX, 3*). Idem in substitucione procuratoris, quia substitutus non admitteretur nisi doceret de originali procuracione in qua fuisset data potestas substituendi. Aliquando tamen copia instrumenti auctorisatur, et hoc fieri vidi per curiam, cum creditor propter adversarii sui personam, vel propter periculum, amissionem timebat : quo casu curia mandabat fieri execucionem ac si originale presens esset in execucione facienda. Sed pone quod videas instrumentum meum muribus corrosum et deterioratum, numquid judex potest reficere, parte non vocata ? Dic quod non : sic fuit dictum contra quemdam qui sub preposito parisiensi requisivit ut predictum instrumentum reficeret ; dictus prepositus videns quod adhuc sensus et veritas haberi poterat, vocavit notarium qui illud fecerat : qui deposuit verum esse, pluribusque fide dignis commisit ut super hoc inquirerent, conjurarent et eciam scriberent et sibi referrent ; quo facto, dictus prepositus decrevit quod reficeretur et quod plena fides adhiberetur transcripto, sicut antiquo, et precepit annecti antiquum cum novo. Demum, cum produceret, pars adversa dicit quod predicta fieri non debuerint, eo non vocato, et quia nunc et de novo ad suam noticiam perveniebat, appellabat. Fuit dictum male judicatum et bene appellatum : et bene quia, si presens fuisset, potuisset proponere excepciones quare refici non debuisset. Ar. pro hoc Extra de fide instrumentorum (*Decr. Greg. IX, II, 22*). — *p. N* est. — *q. P* edere. *Q* edere seu exhibere. — *r. L R citent ici les textes de droit romain et de droit canonique cités par L.* — *s. C D E H n'ont pas* michi. *N* nisi *pour* mihi. — *t. P* pro appellacione. — *u. B E I K P Q R* XXIII. *C sans date. N* XXIII vel XXIV. — *v. L R* appellaciones... — *x. L* relaciones et rescripciones. *O* resumpciones. — *y. I O* ubi. — *z. K O ajoutent :* Hoc verum est si contra superiorem, secus si contra vicinum dicerent habere saisinam, ut habitatores, qui de jure communi non sunt capaces jurisdictionis, si dicerent se habere saisinam alicujus jurisdictionis contra vicinum suum alium a superiore, et ita dictum fuit...

a. Sauf A D G R, tous les mss. ont XXIII. — *b. I K* ville de Tornaco. — *c. C* decani civitatis Tornacensis. *E G H L* capituli. *F K P R* decani. *N* decani

1. En 1324, le duc de Guyenne était Édouard II, roi d'Angleterre.
2. Tournai (Belgique, province de Hainaut).

3. Item plus, cum aliquis, ad fundandum [d] aliquam saisinam talem, de qua proxime dictum est, allegat titulum quod est contra jus commune, et cum hoc [e] privilegium, tenetur docere incontinenti de privilegio et titulo, antequam pars sibi respondeat [f] : et est racio quia, licet aliquis non teneatur dicere titulum sue possessionis, nisi velit, juxta legem cogi C. de peticione hereditatis [11 C. III, 31], tamen ubi actor allegat titulum, tenetur docere, potissime [g] cum esset contra jus commune.

et capituli. *L ajoute :* anno XXVII *et en note* : De jure hoc idem in casu hic posito, scilicet quod opportet titulum allegare ; alias non esset hic admittendus, ut c. ad decimas Extra de restitucione spoliatorum l. vɪ° et c. episcopum de prescripcionibus l. vɪ° (*Sexti Decret. lib. II, tit. V. c. 2 et lib. II, tit. XIII. c. 1*). Et opportet eciam probare, ut instrumentum allegatum, et c. dudum et c. cum contingat De decimis (*Decret. Greg. IX, lib. III, tit. XXX, c. 31 et 29*), cum nota in glosis de prescripcione. Et credo quod pars allegans talem titulum non astringitur ad docendum statim de isto, sed sufficeret dicere post litis contestacionem, juxta c. sub orta Extra de re judicata (*c. 21. Decr. Greg. IX ; II, 27*). — *d. M* fovendum. *P en note* : Secus si secundum jus vel preter jus, quia tunc non tenetur. — *e. P* habet. — *f. L en note :* Quia cum allegaverat privilegium per quod fuerat capax,non erat necesse allegare titulum ; sic non fuisset ipsum necesse allegare, si sine privilegio esset capax ; ubi enim quis eum allegat, licet non tenebatur dicere, ostendere tamen opportet ; sed certe privilegium necesse fuit allegari, alias enim pars non reciperetur ad proponendum saisinam que in ejus personam non caderet, seu ejus rei que a principio non consuevit concedi. [De quo jam scripsi in titulo an appellans teneatur solvere emendam, ubi tractavi de remissione circa finem] [1] Quod est verum nisi allegaretur saisina cujus non obstat originis memoria, quia illa loco constituti haberetur, ff. hoc jure ductus aque, de aqua quotidiana et estiva (*3 § 4 Dig. XLIII, 20*). In prescripcionibus, vide quando necesse sit allegare titulum. Item, ad proponendum saisinam alicujus beneficii nemo admittitur absque titulo, quia sine canonica institucione acquiri non potest. Si autem saisine, de qua contenditur, esset capax, jus tamen resisteret, et esset pro eo contra quem de saisina contenditur (ut in duabus ecclesiasticis personis de decimis in parrochia existentibus ad invicem contendentibus) ; eo enim casu admittitur ille contra quem est jus commune. Secus in prescripcionibus dominii, quia titulum allegari opportet, alias non admitteretur. — *g. D* potissime hoc forsitan habet verum, cum procurator regius hoc petit ; nescio si hoc concederetur privato, cum esset contra jus commune. Ita dictum fuit per dominum Johannem de Serchomonte [2], tunc cancellarium Francie, contra majorem et juratos sancti Quintini in Viromandia in causa monetarum dicte ville, et ideo peccavit advocatus qui talem titulum allegavit. *Tous les mss., sauf A, reproduisent l'arrêt visé par D. H I K L N O Q S T ont* in causa novitatis, *au lieu de* in causa monetarum [3]. *Après l'arrêt,*

1. Cf. *infra* XXIV.
2. On sait que le chancelier Jean de Cherchemont était mort en 1328. (Cf. *supra*, p. 60, note 1.)
3. Il s'agit donc très probablement de l'arrêt de février 1326 (n. st.), cité plus haut, p. 28 (texte et note 3).

XVI[1]

RUBRICA DE MATERIA DUELLI[h 2]. Fol. 19 r°.

1. [Pro evidencia hujus materie sequitur tenor litere Regis][i 3] :

Philippe[k], par la grâce de Dieu roy de France, à tous ceulx qui ces lettres verront, salut. Sçavoir[l] faisons que, comme çà en arrières[m], pour noz guerres et pour aultres justes causes[n] pour le commun prouffit de nostre royaume[o], eussions[p] défendu à tous noz[q] subgiez toutes manières de guerres et tous gaiges de bataille, et plusieurs[r] malfaisans[s] se sont avanciez[t] de faire omecides et autres maléfices, pour ce que quant ilz les ont faiz couvertement et à respost[u], ils ne puent estre convaincuz par tesmoings[v], et pour ce que ce que en avons fait pour le prouffit commun et salut[x], ne donne[y] aux mauvais cause de mal faire, nous avons [pourveu] que là où il apparra[z] évidemment[a] homicide ou aultre maléfice grief[b] — larrecin excepté

F L ajoutent : Item, qui allegat cessionem vel transportum, docere debet et ostendere incontinenti, antequam reus respondeat, secundum aliquos.— *h. D E* de duello. *N* de causa duelli.— *i. Cette phrase est empruntée à D. N* sic evidencia hujus materie. *BC F K Q R ajoutent :* super facto duelli per modum ordinacionis emanate.— *k. D S* Charles. *O donne ce texte sous forme de note et en latin.* — *l. N* savoir vous. — *m. C omet* en arrières. *Entre les lignes M ajoute à Philippe :* le Bel *et après* arrières : 1303. — *n. F omet* justes. — *o. N* réaulme. — *p. G* heussions. — *q. N* justiciers et. — *r. Q* tous. — *s. C* meffesans. *F* malefecteurs. *G* malfaiteurs. *K L* malfaicteurs. — *t. L* efforciez.— *u. E* icelles ont faites. *K* ilz sont fais. *B* couvertement et à requoy. *G* en recoy. *K L* requoy. — *v. C* et nul n'i a estés, il ne puet estre par tesmoings convaincuz. *N* ne preuve.— *x. B L n'ont pas* et salut. — *y. B D E M R T* ne doint. — *z. I* apperra.
a. E evident. *M P* evidanment. — *b. Q* grief ou larreçin excepté, de quoy...

1. Ce chapitre est le dernier du *Stilus* dans *F* et *R*, il manque dans l'édition d'Antoine Robert (an. 1515).
2. Cf. A. Tardif, *La procédure civile et criminelle aux XIII[e] et XIV[e] siècles*, pp. 91 à 99.
3. Le texte de cette ordonnance a été publié par Ch.-V. Langlois, *Textes relatifs à l'histoire du Parlement*, n[os] CXXII et CXXII *bis*. Cf. *Ordonnances des rois de France*, t. II, pp. 435 à 441, où est joint (note A) un formulaire du duel dont Du Breuil s'est inspiré quelquefois.

—, de quoy paine de mort s'en[c] deust[d] ensuir, estre fait en traïson ou en repost[e], et que cellui qui le auroit fait[f] ne peust estre convaincuz par tesmoings ou[g] aultre manière souffisant[h], nous voulons que on puist, en défault de aultre preuve, ceulx qui par induces ou presumpcions semblables[i] à voir seroient de tel faict souspeçonneux, appeller à[j] gaige de bataille, et souffrons quant à cest cas[k] les gages de bataille ; et en tel cas tant seulement nous atrempons[l] nostre défence ès lieux et terres èsquelz les gaiges de bataille avoient[m] l'en acoustumé à recevoir[n] avant ceste défence. Et n'est mie[o] notre entencion que soit rappellée ne atrampée en nulz cas[p] devant la date de ces lettres ; des queles[q] condempnacions et absolucions seront faictes informacions ou enquestes, afin que l'en puisse jugier[r] d'assouldre ou de condempner. Et n'est mie nostre entente[s] que ceste défence soit rappellée ne atrempée en cas nul qui ne apparoit[t] évidemment que le fait feust avenuz. En tesmoing desquelles[u] choses nous avons faict séeller ces présentes lettres de nostre séel. Donné à Paris le mercredi après la Trinité, l'an de grâce[1] mil CCC et VI[v].

2. Ex tenore istius[x] littere nota quod quatuor requiruntur ad hoc quod contra aliquem vadium[y] pro duello judicetur, ad finem quod ostendat[z] quod in facto proposito duellum sequatur : primo[a], quod casus[b] propositus contra aliquem ad finem duelli requirat penam mortis[c]; secundo, quod pro-

c. *L* en. — d. *B K* se doye. — e. *B K* en requoy. — f. *N* qui a le mal fait, alias la mort. — g. *N* ne en. — h. *M I* souffisamment. — i. *C* vraissemblables. *K* voire semblables, sont de tel fait soupeçonnez. — j. *D E K* de. — k. *B* en telz cas. *C* que ce ait lieu seulement ès lieux où il estoit acoustumé avant ceste deffence à recevoir gaige de bataille. — l. *G* atemperons. — m. *N Q* avoient lieu et estre. — n. *I* avoient lieu et estoit accoustumé les recevoir. — o. *C* et n'a pas lieu ce rappel ès cas qui sont avenuz et pendant avant la date de ces lettres, et n'est rappellée la presente ordrenance par ces lettres fors ou cas où il appert évidemment que le fait est advenu. Donné à Paris le mercredi... — p. *B* passé avant la dabte. — q. *K* de quoy. — r. *B* jugier à. — s. *K* entention. — t. *I* il n'appert. u. *B* de ce. — v. *G* XLV (*biffé*) *puis* LXVI (*pour* CCCVI). *L* LXVI. — x. *C* ex hac littera. — y. *C* gadium habeat locus : primo quod ... — z. *E* cadat.

a. *E* primum est quod. — b. *P* casus capitalis. — c. *H* *ajoute :* potest habere locum eciam si mors non sequitur.

1. 1[er] juin 1306,

dicionaliter et in occulto[d] factum fuisse[e] proponatur, et taliter quod [nec] per testes nec alias[f] probari posset quam per duellum ; || tercio, quod ille, qui super dicto casu Fol. 19 v°. provocatur, de casu proposito[g] per indicia[h] vel presumpciones verissimiles habeatur suspectus[i] [1] ; quarto quod evidenter[j] appareat factum, de quo[k] proponitur, contingisse[l].

3. Item[m], ex textu dicte littere nota quod, licet ex latrocinio mortis pena ingeri[n] posset, attamen ob ipsum aliquis non posset provocari ad duellum.

4. Item[o], nota quod ubi aliquis casus, excepto latrocinio, de [quo] pena mortis inferri possit, contra aliquem ad finem duelli proponitur, sufficit, si provocans dicat provocatum dictum maleficium[p] per se vel per alium, licet non nominetur certum[r], commisisse, ad hoc ut, aliis supradictis concurrentibus, ibi cadat duellum. Ita dictum fuit per arrestum curie contra Karolum Artus et pro Rogero de Andusa[s] [2].

5. Item[t], si dictus casus generaliter proponatur dicendo :

d. *N Q omettent* et in occulto. — *e.* *C* fuerit. — *f.* *C* seu alias quam per duellum probari non possit. *B Q* vel alias sufficienter probari non possit, *et omettent* quam per duellum. — *g.* *C omet* de casu proposito — *h.* *B K Q* per indiciales presumpciones. *B* per indicias. — *i.* *H ajoute :* ad hoc de questionibus (*1. Dig. XLVIII, 18*). — *j.* *O omet* evidenter.— *k.* *B G L P* talis provocatur. *C* casus. *F* propter quod provocatur. *R* quod evocatur. — *l.* *H ajoute :* ad hoc [Ad] L. Aquil. L. inde Neracius in fine (*23. Dig. IX, 2*). *K ajoute ce résumé* : En ces cas on peut adjugier gaige de bataille : le cas capital comme multre de adultère ou semblable, et non pas de larrecin, fait en traison et couvertement ; qu'il ne puist estre prouvé par tesmoing, ou autrement par quoy le cas soit ataint ; que cellui qui est accusé soit trouvé souspeçonné pour voirsemblable présumpcion ; que le cas soit avenu certainement. — *m.* *C* Item propter latrocinium aliquis non potest provocari ad duellum. *F en note :* Videtur quod de jure, habitis talibus presumpcionibus, torqueri seu questionari debeat et non admitti ad duellum, per L. maritus ff. de questionibus (*20. Dig. XLVIII, 18*). — *n.* *B G L P Q R* inferri possit. — *o.* *C* Item sufficit, si provocans dicat contra provocatum quod maleficium tale commisit per se vel per alium, licet non nominet certum, per quod, ad hoc super dictis concurrentibus, ibi cadat duellum. — *p.* *B K n'ont pas* dictum maleficium. *P* malefactum.— *r.* *Q* factum sive maleficium. — *s.* *C* Andricia. *D E M T* Andusia. *G* Andasia. *K* Augero (*sic*) de Andusia. — *t.* *C* Item proposicio generalis non sufficit,

1. Ce passage est emprunté au formulaire cité plus haut, note 3 : *Ordonn.*, II, p. 435 : « Quartement... »

2. Sur ce duel, entre Roger d'Anduse et Charles Artus, v. Arch. nat. X¹a 5, f° 226 (juin 1322), X²a, f° 45 (13 septembre 1322), X²a, f° 46 (13 juin 1323). Cf. *infra*, XVI *quater*, § 38.

« talis interfecit vel interfici fecit unum [u] hominem prodicionaliter », talis proposicio esset insufficiens et indigna responsione de stilo hujus curie, sed [v] oportet declarare locum in quo [x] maleficium hujusmodi fuit perpetratum, et tempus in quo fuit perpetratum [y], et eciam persona[m] interfecti [z], non autem oportet declarare diem [a] neque horam. Et ita fuit dictum inter partes predictas et eciam [in] causa duelli pro Armando de Monte Acuto contra Aymericum de Duroforti [1] in presenti curia mota [b].

6. Item, si contra hanc constitucionem judicetur duellum, vel fiat [c], nullum est judicium, vel saltim adnullabitur per hanc curiam, si ad eam fuerit provocatum [d], et revocabitur quicquid deinde contrarium gestum [e] erit super premissis et revocari poterit. Ita dictum fuit in causa episcopi Briocensis [f] [2] qui fuit compulsus [g] restituere [h] equos et arma Guillelmo de Bosco Boisselli [i] et Joanni Jogueti [j], qui inter se duellum fecerant ex sentencia senescalli [k] temporalis dicti episcopi et contra constitucionis predicte tenorem.

sed opportet declarare locum et tempus et personam interfecti, non autem declarare horam. Ita dicta sunt inter partes predictas. — *u. B* talem. — *v. I N* quia. — *x. E R* ubi. — *y. D omet ce membre de phrase.* — *z. B Q* et tempus et personam interfecti. *N O* et tempus et personam interfectam. *R* et tempus et ipsum interfectum.

a. B O Q omettent diem.— *b.* C *omet* mota. *D G L ajoutent:* Hoc fundat lex libellorum ff. de accusacionibus (*3. Dig.* XLVIII, *2*). *G L seuls:* et nota quod duellum fuit judicatum in parlamento anno M° CCC°LXXXV° inter dominum Jo. Carrouget [3], actorem, ex una parte, et Jaquetum le Gras (*sic*), defensorem, ex altera, super eo quod dictus Johannes de Carrouges dicebat uxorem suam fuisse carnaliter cognitam violenter per dictum Jaquetum. In quo litigio fuit allegatum quod proposicio actoris erat insufficiens, ex eo quod dictus miles non declarabat diem maleficii; sed tempus quo non obstante dictum fuit quod demanda dicti militis erat bene formata. — *c. C* omet vel *B P omettent* judicetur.— *d. R* revocari poterit. — *e C* actum. — *f. G* episcopi cujusdam. — *g. P* comprehensus. — *h. E* reddere.— *i F* Bosco Vasselli.— *j. A* Ignoti, *corrigé* Jogueti *d'après R. F* Jean Joguen. *K* Iougoti. *N* Agnati. — *k. C* seneschalli episcopi contra constitucionen predictam.

---

1. Sur ce duel, v. *supra*, IV, 6 (p. 28); *infra*, XVIbis, 9 et 38 (p. 106 et 120).

2. Allusion au procès que l'écuyer Jean Joguet de Pleudrain soutint contre Guillaume du Bois Boissel, écuyer, an. 1312; cf. *Olim*, t. III, p. 679, n° XLV, et Boutaric, *op. cit.*, n° 3905. L'évêque de St Brieuc était Geffroi II. Cf. *Gallia Christiana*, t. XIV, col. 1094.

3. Il s'agit du fameux duel de Jean de Carrouges contre Jacques le Gris. Cf. J. Le Coq, *Quæstiones*, n° 85 (dans : Du Moulin, éd. de 1681, t. II, p. 571) — Froissart, éd. Kervyn de Letthenhove, t. XII, p. 306, et t. XX. — Relig. de Saint-Denis, liv. VII, chap. XI. — Arch. Nat. X²a 11, f°s 206, 211 v°, 212).

XVI *bis*

* RUBRICA DE HIIS QUE RESPICIUNT SOLUM ACTOREM IN CAUSA DUELLI [l]

7. Sciendum est quod advocatus, qui proponere intendit causam vadii pro duello, non properare debet ad hanc [m] proposicionem faciendam, sed mature et cum reverencia debet se super hiis que dicturus est excusare penes [n] partem, et super hiis [o] licenciam curie [p] petere.

8. Item, debet cavere [q] quod, dum [r] concludet, non dicat [s]: « et si predicta negaverit, cum non possit ea probare [per testes] vel alias sufficienter, offert [t] probare [u] de suo || Fol. 20 r°
corpore contra suum vel per suum advocatum [v], in campo clauso, et ipsum reddere mortuum et devictum, facta retenua [x] de equo et armis et aliis decentibus nobili homini et talis qualis [y] ipse est »; si enim concludat per copulativam ad utrumque se obligaret et ad vincendum et interficiendum [z], unde ex multis posset periculari, ut videbitur in tangendo [a] pro reo.

9. Item, debet precavere ut [b] faciat mencionem de advocato [c], quia, nisi faceret, per [d] ipsum oporteret quod duellaret. Et ita fuit objectum magistro Hugoni Fabrefort [1] in causa duelli

l. *E* sequuntur ea que respiciunt... *F* aliqua que solum citacionem respiciunt... *N* in casu. *O* in materia duelli et illius causa. *R* sequntur illa que ... in duello. — *m*. *B* materiam vel. — *n*. *B E G H I K L M N O P Q S* penes curiam et penes partem. *F* erga curiam et erga partem. — *o*. *B E G P* proponendis. — *p*. *L N* a curia. — *q*. *N R* precavere. *Q omet* cavere. — *r*. *E* cum. *R* in concludendo pro actore. — *s*. *C omet* non. *F* conjunctive ista verba: mortuum et devictum. *L* conjunctive : et se offert probaturum per testes, vel alias sufficienter offert se. *R* mortuum et devictum, dicendo sic : et si premissa negaverit... — *t*. *O* ea. — *u*. *B E L O P* se probaturum. — *v*. *R* advoatum. — *x*. *O Q* retenuta. — *y*. *R* sicut. — *z*. *R* quorum tamen alterum sufficit.

a. *C R* in agendis. *K P* infra per agendum pro reo. *O* ex multis tangendis. *L R ajoutent :* dicat ergo distinctive mortuum vel devictum. — *b*. *C* opportet quod. — *c*. *M R* de advoato. — *d*. *N* se.

1. Sur Hugues Fabrefort et cet épisode, v. Delachenal, *op. cit.*, p. 350. Cf. *supra*, IV, 6 (p. 28, note 1); *infra*, XVI *quater*, 38 (p. 120).

quam proposuit pro Armando de Monte Acuto contra Aymericum de Duroforti.

9 *bis*. Item, caveat quod[e] faciat retenuam[f] de equo[g] et armis, ut supra dictum est, quia alias pedes et cum armis unius pugionis[h] oporteret ipsum duellare[i], ut quidam[k] voluit dicere de consuetudine ga[l]licana; sed consuetudo esset nimis aspera, quia[l], licet in talibus nichil exprimeretur, tamen videtur se obligare tacite ad talia peragenda cum armis que ipsum decent[m] secundum ejus statum; sed tamen[n] tucius[o] est quod nichil omittat.

XVI *ter*

* RUBRICA DE MODO EXCUSACIONIS ADVOCATI ET PROPOSICIONE IN GALLICO[p].

10. « Messeigneurs, j'ai emprins[q] à proposer par devant vous contre monseigneur tel que[r] voy là — se la partie est chevalier — pour monseigneur tel, lequel est cy[s], aucunes choses où[t] chiet villenie; et, se Dieux m'aist[u], il m'en poise[v], car, tant comme j'ay vescu, je ne vys[x] oncques oudict tel que bien et honneur. Mais ce que je entens cy à dire[y] contre tel, je le diray[z] comme advocat de céans, et pour tant que

e. *O* ut. — *f*. *R* retenutam. — *g*. *O* equis. — — *h*. *B F G I L*' *O P Q R* pugilli. — *i*. *Q* quo duellaret. *R* debellare. — *k*. *B K L N* sed sunt quidam qui dicunt hoc de consuetudine. — *l*. *B* in talibus minime. *E G omettent* licet. — *m*. *R* ad statum suum decentibus. — *n*. *B O* consilium. *K P* consilium est ut nichil... *R* licet hoc non exprimatur, sed consilium meum est quod... — *o*. *B O Q* securius. — *p*. *D E F* de modo proponendi causam. *F* duelli pro actore. *K* excusandi advocatum in gallico in causa duelli. *L* excusandi advocatum et proposicio in gallico. *N* et proponat. *R* de excusacione advocati. — *q*. *B C F I K N O P Q omettent* emprins. *D M T ajoutent* cy. *E* j'ay ci après à. *L* entrepris. *Après* j'ay à proposer, *O met la suite en note*. *R* j'ay à proposer. — *r*. *B C D E I L N P Q* je. — *s*. *B*. que voiez ci. *D* veez. *E* est cy présens. *G* est chy. *L* ycy. — *t*. *B D E H K M P* èsquelles il chiet. *L* il chet. *N* yl chiet. — *u*. *B* et se Dieu me ayt, il me poise, quar je ne vy onques. *I* Dieu me aid, il me poise. *L* si Dieu me ayde. — *v*. *C* et vraiement il m'en poise, car je ne vis oncques. *R* car oncques mais en ma vie. — *x*. *D E* vy. *L* veiz. *M* vóy. — *y*. *B Q* et proposer contre lui. — *z*. *C* je le di. *B Q* diré.

ma partie le me [a] fait entendant [b] et veult que je le dye et propose [c], et m'en advoura s'il lui plaist, et promis le m'a en présence de vous, et le m'a baillé par escript en substance, et je le tiens [d] en ma main; car jamais par [e] moy je ne le feisse, car ledit tel ne me meffist onques [f], ne je à lui, que je sache [g]; et pour ce le entens à dire, car ce fait à ma querelle, et autrement elle ne se pourroit soustenir [h] à la fin à laquelle je veul tendre [i]; et ainsi que vous, messeigneurs, savez mieulx que moy que chacun advocat doit [j] dire tout ce qui fait à sa querelle [k], espécialement nous de céans y sommes tenus par noz seremens, et, supposé que le serement n'y feust [l], si est-il raison que chascun le face. Pour quoy, messeigneurs, vous supplie [m] qu'il ne vous desplaise, et que vous me veuillez [n] octroyer que je le die || et propose Fol. 20 v°. de votre licence. Et avecques ce je prie [o] à monseigneur tel que il le me pardoint, car, se m'aist Dieux [p], en tout autre cas je le serviroie [r], mais en cestui [s] il convient que je face [t] mon devoir, car je y suis tenus. »

11. Item, [u] la court dira : « Lors [v] proposez vostre querelle, et [x] vous prenez garde que vous ne dites choses en quoy il chée [y] villenie, se non qu'il feist [z] à vostre querelle, car la court le vous deffent. »

12. Item [a], l'advocat doit dire : « Sire [b], se Dieux plaist [c], je ne diray chose de quoy je ne soye bien advouez et qui ne face à mon essiant [d] à ma cause, et, se Dieux plaist, je me [e]

a. *E* le m'a fait. — b. *F M* entendre. — c. *C* et m'a promis qu'il m'en advouera [en] la presence de vous. — d. *C* l'ay cy en ma main. *D* tieng. *R* tien. — e. *N* pour. — f. *B I N* fist oncques mal. *L* le feist. — g. *D* fors que bien et honneur. — h. *G L* ne mener. — i. *B I* je vueil. *D E* je vuil. *E* entendre. *G P R* je doy. *Q* je veulz. — j. *L* est tenu et doit— k. *B Q* à la querelle de son champion fait. — l. *E* que les seremens n'y feussent. *C I* de son client et si est raison. *N* et aussi. *C omet ces mots.* — m. *B* je suppli. *L* supply. — n. *D M* vuilliez. — o. *L* supplie et prie. — p. *C omet* se m'aist Dieux. — r. *B* voulentiers et obbéiroye. *R* je le vouldroye servir. — s. *D* cas cy convient. — t. *L* je serviroie et obéyroye. *N* et obéyroie à son commandement. — u. *F R* tunc. — v. *B.* ore. *C N* or. *Q* ores. — x. *C* si. — y. *B* chouse à la querelle où chiée villenie qui ne face à... *L* dize chose en laquelle chet villainie qu'il ne serve à... — z. *E* fait. *M* qu'elle feist. *Q* qui ne face.

a. *F* et lors là. — b. *S* scire. — c. *C B C G I omettent ces mots.* — d. *B N P Q* escient. *K* esciant. *L* esseant. — e. *B* m'en. *E* m'y.

garderay[f] de mesprendre. » Et ce fait[g], il doit proposer son cas[h] le mieulx qu'il pourra[i] au prouffit de sa querelle, et par belles[j] paroles[k], et ce fait, il devra conclurre ainsi comme il s'ensuit[l] :

13. « Mon[m] fait ainsi proposé comme vous, messeigneurs[n], avez oy[o], je conclus ainsi, que, se le dit tel confesse les choses que j'aye proposées estre vrayes, je requier que vous le condampnez avoir forfait corps et biens au Roy nostre sire pour les choses dessus dictes ; ou que vous le punissiez[p] de tele peine que[q] droit, us et coustumes, ou la nature[r] des cas proposez, desire[s]. Si les[t] nye, je di[u] que monseigneur tel ne[v] les pourroit prouver par tesmoings ou autrement souffisanment ; mais il les prouvera de son corps contre le sien[x], par lui ou par son advoué, en champ clos[y] comme gentilhomme, faite retenue de cheval et d'armes et de toutes autres choses necessaires ou prouffitables et convenables à gaige de bataille. Et en tel cas, selon la noblesce, il en rent[z] son gaige. [a] »

14. Item[b], advocatus ex parte rei debet declinatorias proponere, si quas habet, deinde dilatorias[c], et petere super quibuslibet sibi fieri jus, et protestare[d] de audiendo jus pro proposicione dictarum excepcionum, secundo loco vel tercio.

15. Item, si postea nichil possit obici de premissis, debet[e] proponere quecumque poterit ad finem quod duellum non

f. *L* garderé. — *g*. *N* il dira aussy comme il s'en suit : sequitur... — *h*. *B I P Q* son fait au mielx. — *i*. *R* et après doit conclure en la manière qui s'ensuit. — *j*. *C G I L O* les plus belles. — *k*. *B G I L O P* et mielx ordenées qu'il pourra et au plus entendiblement. — *l*. D *ajoute ici une rubrique :* Sequitur conclusio actoris, O *écrit le* § *qui suit d'une écriture plus fine, comme si c'était une note*. — *m*. *E* son. — *n*. *B* Monseigneur. — *o*. *L N* ouy. — *p*. *B* pugnissiez. — *q*. *B C* comme. — *r*. *N* et se il nye nature. — *s*. *I* le desire — *t*. *Q* le. — *u* *E* dis. *B L* dy. *Q* dys. — *v*. *Q* *abrège :* le prouvera par luy ou par son advoé en champ clos comme... — *x*. *C omet* de son corps contre le sien. — *y*. *C omet* en champ clos. *B* clous. — *z*. *E N* lui tent. *H M T*. l'en tent. *G* luy en tend. *K* rent ou gete. *L* la noblesse de luy et lui entend getter... *O* je luy en ren son gaige. *R* il en gette.

a. *C ajoute ici une rubrique :* modus deffensionis advocati rei. *F L R* de modo proponendi et deffendendi pro reo. — *b*. *B K P n'ont pas ce paragraphe. C Q n'en ont que la deuxième partie*. *F*. *R* sciendum quod advocatus ex parte provocati primitus debet. — *c*. *G* dilatare (*sic*). — *d*. *D* a dicto jure per proposicionem... *F L* protestari a dicto jure nolle recedere propter proponenda primo vel secundo... *O* protestari quod dicat jus super excepcionibus propositis ordine suo... — *e*. *F* reus. *I* per reum.

cadat super propositis ; quo facto, debet concludere ut sequitur :

16. « Et ou[f] cas que la court regarderoit que ou fait de l'adverse partie proposé chiet[g] [1] gaige de bataille, il nye[h] les choses proposées au contraire, || et dit que cellui qui les a faictes[i] proposer ment, et qu'il s'en défendra comme loyaulx[j] et gentilz homes[k] que il est[l], ou[m] son advoé, faicte retenue[n] de, etc. — ut supra in actore[o], — et en baille[p] le gaige. » Et lors le défendeur doit dire à la court, avant ce que il tende[q] son gaige : « Messeigneurs, je diz[r] que tout ce que tel[s] a fait propposer contre moy[t] à tel advocat, et il en a advoé et a tendu[u] son gaige contre moy, il ment, comme mauvais qu'il est du[v] dire[x], et tout ce qu'il a fait dire et proposer contre moy[y], je luy nie[z], et advoe mon advocat de ce qu'il a proposé pour moy, et dy que ou cas que vous regarderez[a] que gaige de bataille y chiet[b], je m'en défendray[c], non contrestant ce que son advocat a dit à l'encontre, comme[d] gentilz homes bons[e] et loyaulx que je suy[f], et comme cellui qui n'a tort[g] en la cause contre moy proposée[h]. » Fol. 21 r°.

17. Item, nota[i] quod, ante predictam oblacionem factam

f. B E en. *D porte en marge une rubrique :* Sequitur conclusio rei. — *g. B F K O P* cherroit. *D E L* cheist. *I* octroit — *h. E Q T* je nye. *K* scilicet reus, il nye. *O* nie... — *i E K* fait. et qu'il se deffendra. — *j. F* bon et léal. — *k. K* gentil home. — *l. Q* ait. — *m. I* ou par. — *n. N* de dire. — *o. B E G L N* dictum est. — *p. B* son. — *q. C F N* rende. *H* baille. — *r. B D* dy. *K* di. — *s. P* que tout cieulx homs a fait proposer. — *t. F K L* par. *O* à tiel. — *u. C K N P* trait. *F R* geté. *Q* baillé. — *v. N* de le. — *x. D* sauf l'onneur de la court. — *y.* contre moy *manque dans K N.* — *z. E* le nie. *D I K M Q R* nie tout.

a. *E* regarderiés. — *b. D* chaist. *E G K M N* cheist. — *c. E* deffendré. *C F K Q* comme gentilz homes. — *d. N* suis. — *e. K omet* bons. — *f. F* et en gete mon gaige. — *g. K* qui n'a coulpe en la chose contre moy. *L* coulpe ne tort. — *h. D G* et veez cy mon gaige, et le doict geter. *G L ajoutent :* Jo. de Carroges et Jaquet le Gris[1] : conclusum fuit per dictum Jaquetum quod dictus Carroge esset compulsus ad faciendum fieri emendam honorabilem et in dampnis, interesse et expensis. Racio est quia oportet concludere ad omnes fines. Nec est locus retenue, ymo in tali casu ad omnes fines placitari debet et eis jus fieri per ordinem; itaque debet simul placitari ad omnes fines, sicut in causa appellacionis. — *i. K N O P* ex hiis. *R* et sic nota.

1. Jean de Carrouges et Jacques le Gris : v. *supra*, p. 104, note 3.

super defensione, debent prius negari ex adverso proposita, et non sine causa [k]: quia sicut prius dictam oblacionem fecisset quam dictam negacionem, omnia [l] contra ipsum proposita videretur confessus [m] fuisse per consuetudinem [n], quod esset valde periculosum, nam [o] puniendus esset ut confessus crimina sibi objecta, nec esset locus duello.

18. Item, caveat reus in concludendo [p] ut non dicat ultra supradicta : « et eum reddam mortuum vel devictum », quia tunc, ut actor, se [q] obligaret ad unum de hiis [r]; quod non faceret, si solum dicat ut supra dixi ; quia si dicat [s] « ego defendi me, » ut supra [t], et ultra non prosiliat [u] ad dicendum illa verba : « et eum reddam, etc. » [v], sufficeret sibi, licet [x] faceret nichil in campo ad lucrandum causam suam, ut si [y] adversarius eum incitaret [z] et dimitteret [a] ; et idem esset si [b] adversarius se non presentasset in campo [c], vel si tarda hora se presentasset, quia in istis tribus casibus lucraretur causam suam, quia non esset in casu quo dicta verba protulisset [d] in primo casu, licet in aliis secus [e].

k. *C* nam alias de consuetudine esset confessus omnia objecta et non esset locus duello. *K P R* nam si. — *l.* *E* premissa. *P omet* omnia. — *m.* *I* viderentur confessa. — *n.* *K R* de consuetudine. — *o.* *A* non, *corrigé* nam, *d'après D.* *K P* si ipse esset confessus omnia sibi objecta non esset locus duello. *Q* si esset ut confessus, *puis comme K P.* — *p.* *C omet* in concludendo. — *q.* *A* sub, *corrigé* se, *d'après D.* — *r.* *E* ad unum quod non faceret. — *s.* *F R* nam si simpliciter dicat : et me defendi.— *t.* *F R* non dicendo : « et reddam eum mortuum », posset tamen suam causam lucrari, licet nichil faceret in campo, nisi adversarius eum incitaret. — *u.* *O* procedat dicere. *P* procedat addendo. — *v.* *Q* posset causam suam lucrari. — *x.* C *K* si nichil. — *y.* *A* nisi, *corrigé* ut si. — *z.* *P* invitaret.

a. *D* devinceret. — *b.* *B* ubi. — *c.* *B O P omettent* in campo. — *d.* *F s'arrête ici.* *R* quare, *etc.*— *e.* *D en note.* Vidi quod dominus J. Ance lucratus fuit causam duelli contra patrem uxoris sue, ex eo quod in crastinum non rediit, licet primo die bene duellasset. *K O ajoutent la formule suivante :* Sequitur defensio rei in causa duelli [*K en marge :* Intendit pro reo in causa duelli]. « Afin etc., soit dit et pronuncié par arrest ou jugement de la court pour monseigneur tel contre tel, etc., qui se dit et maintient chevalier, de quoy touteffois le dit monseigneur tel ne scet riens, que icellui messire tel n'est et ne seroit à oïr ou à recevoir à faire la poursuite que il fait et s'efforce à faire par voye de gaige de bataille contre ledit messire tel, et soit par vous dit, se mestier est, parmi ce que dit sera ci après, que sur le fait ou fais proposez par icellui tel ne peut ou doit par raison cheoir gaige de bataille, et que la matière n'est pas telle que gaige y chée selon raison, la coustume et usaige de la court de France ; maiz, après ce jugement par vous fait, soit ledit tel par vous condempnez â adrecier et amender premièrement à la court, et après au dit messire tel, les paroles injurieuses qu'il a par devant vous proposées contre icelui messire tel de

XVI *quater*

*RUBRICA DE PRESENTACIONE QUE FIT IN CAMPO[f].

19. De consuetudine debet actor[g] se presentare ad campum in meridie[h], ante quam labatur meridies, et reus ante nonam, vel in ipsius principio[i]; alias quicumque deficeret caderet a causa sua[j].

20. Item[k], fit presentacio coram[l] connestabulario Francie ad campum, qui in hoc casu representat personam Regis, et fit die et hora statutis[m]. Et fiet presentacio[n] per verba que secuntur : || « Monseigneur le connestable[1], véez cy[o] tel homme[p], lequel pardevant vous, comme cellui qui en tel cas représentez la personne du Roy mon seigneur, se présente à tout[q] son cheval et ses armes, en l'abit[r] de gentilhomme, et de homme qui doit entrer en champ Fol. 21 v°.

telle amende honorable comme par vous sera regardé, et que par vous lui soit réservé à poursuir ses dictes injures, desquelles poursuir et requérir il fait protestacion et retenue; et aussi soit ledit tel condempnez ès dommaiges et interests et despens dudit messire tel, ou réservacion soit par vous faicte, comme dit est. Et ou cas que par vous seroit dit et regardé que ledit messire tel seroit à oir et à recevoir droit et jugement, premièrement et avant toute euvre soit sur ce dit et proposé; et autres fois a dit et proposé par devant vous ledit messire tel que les choses et paroles proposées par ledit tel ne sont pas vrayes, et inçoiz a menti et ment ledit tel, sauve l'onneur de la court, comme mauvaiz qu'il est de ce dire, et s'en défendra ledit messire tel à l'aide de Dieu, et de son propre corps, cessant loyal essoine, contre le corps de la personne dudit tel, ou autre son advoué, se il estoit par vous regardé qu'il le deust avoir, en gaige de bataille, au jour, lieu et place qui par vous sera assigné. Et fait ledit messire tel retenue et protestacion d'avoir advoué en cas de loyal essoine, de cheval, d'armes et tout harnoys appartenant à chevalier, et généralement toutes les protestacions accoustumées à faire en tel cas » et tunc totum factum seriatim pro veniendo ad fines predictos. — *f*. *R* de proposicione *E ajoute:* in causa duelli. — *g*. *K omet* actor. — *h*. *C Q ont omis* in meridie. *F K ont omis* ad campum in meridie. *L* antequam sit meridies. — *i*. *B Q ont omis* in ipsius principio. — *j*. *Q omet* sua. — *k*. *C Q* si. — *l*. *B Q n'ont pas* coram. — *m*. *Q* status. — *n*. *B omet* presentacio. *K* item fit per verba. — *o*. *E omet* veez ci. *C* veci. *L* vecy. — *p*. *B omet* homme. — *q*. *D* o tout — *r*. *D* abbit *Q R* habit.

1. Le connétable fut, de 1327 à 1345, Raoul de Brienne Ier, comte d'Eu et de Guines (Le P. Anselme, *op. cit.*, t. VI, p. 126 et p. 135). Cf. le formulaire déjà cité (*Ordonn.*, II, p. 437) : « S'ensuivent les requestes et protestations que les deux champions doivent faire à l'entrée du champ. »

pour combatre contre tel[s], ou[t] nom de Dieu et de Madame[u] Saincte Marie, sa mère, et de saint Georges le bon chevalier, au lieu, au jour et à l'eure[v] à lui par le Roy nostre sire[x] ou par sa court assigné[y]; et offre[z] soy à l'ayde de Dieu, etc., appareillez pour faire son devoir, par luy ou par son advoé, des choses qu'il a fait proposer contre[a] tel; par lesquelles gaige de bataille à esté jugiéz entre[b] eulx en parlement par la manière par laquelle la court a ordonné; et vous requiert que vous lui faciez[c] partie et lui baillez[d] du champ et du soleil, et offre soy, par lui ou par son advoué, de faire son devoir à l'aide de Dieu, etc... et proteste[e] etc. » Sequuntur verba protestacionis[f] :

21. « Et proteste de retenue, tant pour lui comme pour son advoé, de muer et changer son cheval et ses armes, tant pour lui et comme[g] pour son cheval, et tant pour son advoé comme pour son cheval, de descendre et remonter, de restraindre[i] son cheval, d'eslargir ou eslacher, de combattre à pié ou à cheval, et de soy aidier de toutes ses armes et de chacune d'icelles, de reprendre[j] celles qu'il auroit laissiées[k] premièrement ou autres[l], et de toutes les choses dessusdictes et chacune d'icelles faire, lui[m] ou son advoué, toutes fois[n] que il lui plaira et que Dieux lui en donra l'aiséement de ce[o] faire. »

s. *B* tel homme. — *t. D E F* en nom. — *u. L* de la Vierge Marie. — *v. B* hore. *D* l'oure. — *x. E* mon seigneur. *Q* par le Roy à luy assigné. — *y. B C F K P Q* et par la coustume, ou au jour continué de par le Roy nostre sire, de tel jour à lui assigné [*B* par la court de Parlement ou par le Roy]. *K au mot* coustume *note en marge* : alias continuacion. — *z. B I Q* et requiert en soy l'aide de Dieu et s'apareille à...

a. Q le dit. — *b. Q* contre. — *c. D E I K M* faites. — *d. B K* baillier de champ et offre. *C Q* baillier partie de champ. — *e. B F G I P* et fait protestacion et retenue. *G L* fait protestacion de retenue. — *f. K ajoute* que fiunt in campo duelli. — *g. B F K* de advouer son advoué, de muer son cheval. *D E I T* de envoier son advohé et de muer ... *L* d'envoyer [alias] advoer son advoé. *N* et fait protestacion et retenue de envoyer son advoé, de muer et de changier. *Q comme N, sauf :* envoyer alias d'avoir son advoé — *i. B* et d'eslargier et lassier. *G* restraindre son cheval, de descendre et remonter, de eslargir ou de laissier. *K* de restraindre et eslargir et de laissier. *N O R* estraindre. *Q* de restraindre et de laissier — *j. N* prandres (*sic*). — *k. B E K* et de laissier celles qu'il avoit prinses. — *l. B* de lassier celles qu'il avoit lessiées premièrement ou aultres... *E* et de prendre autres et laissier celles qu'il avoit prinses nouvellement et de reprendre celles qu'il auroit laissiées premièrement ou autres... — *m. Q* ou par luy ou. — *n. B Q R* et quantes il luy plera. *K N* et quantes foiz que. — *o. O Q* le. *K R T* du faire.

22[p]. « De rechief, fait protestacion[q] que, se ledit tel portoit autres armes[r] qu'il ne pourroit ou devroit porter par la[s] coustume de France, que icelles lui soient ostées, et que en lieu d'icelles nulle autre armeure[t] il n'ait ne ne puisse avoir[u].

23. « Item[v] encore, proteste[x] que, se il plaisoit à Dieu qu'il ne peust desconfire[y] son adversaire de jours, laquelle chose il fera se Dieux plaist[z], que il puisse continuer sa bataille au jour de[a] lendemain, ou tel jour[b] comme le Roy nostre sire ou sa court ordenera[c].

24. « Item encore, fait protestacion[d] expresse et espécialement retenue de dire, de faire et de avoir[e] toutes les choses généralement et espécialement || et chascunes d'icelles, Fol. 22 r°. lesquelles sont neccessaires et prouffitables[f] à gentilhomme en tel cas et qui sont ou pourroient[g] estre à tel besoing[h].

25. « Item encore, fait protestacion expressément[i] et espécialement que la général protestacion et retenue des choses dessusdictes[j], comme dit est faite, lui vaille[k] autant comme se de chascune chose à lui ou à son advoué neccessaire, prouffitable ou convenable en tel cas[l] et besoing, eut faite espéciale protestacion ou retenue, expressément

p. Ce § manque dans G K. — *q. I N O Q R* Item, fait protestacion. *L* il proteste. — *r. Q* au champ. *R* apportoit en champ aucunes armeures autres que il ne peut. — *s. C Q* la constitucion. — *t. B E N O* arme. *F s'arrête après* nulle autre. *Q* nulles aultres armes. *R* il n'en ait nulles autres. — *u. D M* il n'ayt ny ne puisse avoir. — *v. B F I O Q R ont pour ce § une formule différente:* Item s'il avoit armes forgées par mauvais art ou par invocation d'ennemis, que chose qu'il en face ne luy profite ne nuise oudit tel; et vous requier que sur ce vous le facez jurer par especial. Item ou cas que le dit tel ne vendra dedans heure due par la coustume qu'il ne soit plus recheus en champ, mes soit tenus pour convaincus. — *x. N O P Q R* fait protestacion. — *y. G* ne vaincre. *K* ne veincre. — *z. B D E K Q* laquelle chose il fera, si Dieu plest.

a. N à l'endemain. — *b. Q* ou à tel jour que la Court donra. *F* de nuyt ou à l'endemain ou à tel jour. — *c. C F R* regardera. *N* donera ou ordonnera. — *d. K N* de dire, de faire. — *e. C K P* tretous les autres garnemens qui sont nécessaires. — *f. K* et convenables. — *g. N* ne peuvent ou pourroient. *R* et qui lui sont ou pourront estre prouffitables. — *h. C* besoigne. *R* à ceste besoingne. — *i. O* expresse. *R* expresse, espécial. *T omet* espécialement. — *j. K P* en général et en espécial protestacion et retenue, que les causes dessusdites lui vaillent et proufitent comme. — *k. N* lui baille et prouffite en tent. — *l. K* faisoit especial protestacion et diviséement par le nom dessusdit de chascune et les retenues et les protestacions, et ces choses dessus dictes lui octroyez.

ou diviséement [m] et par le nom et seurnom [n] de chascune; et vous requiert que vous l'aiez [o] pour souffisamment présenté, et recevez ses protestacions, et les choses dessusdictes lui ottroyez [p]. »

26. Item, dicunt quidam esse consuetudinem [q] quod provocatus, antequam advocatus suus [r] aliqua proponat, debet dicere que sequuntur [s]:

27. « Salvis retentis racionibus [t] meis et defensionibus per advocatum [u] meum proponendis [v] contra proposita contra me ad finem quod ibi non cadat duellum, dico quod talis [x] mentitur de omnibus que contra me proponi fecit, et quod ego defendam me, etc... », ad hoc: nam, ut quidam [y] dicunt, si non demenciatur eum antequam ipsas proponat vel proponi faciat, haberetur pro convicto [z]; sed hoc [a] non credo verum, nec unquam vidi in curia observari, et credo quod dicta superius sufficerent.

28. Item, dicunt [b] in utroque quod, si post dicti vadii proposiciones recedant a curia sine licencia, quod recedens habetur pro convicto; sed non credo [c] quia pro tam modico tantum [d] periculum curia pateretur [e]. Sed hoc posset habere bene locum [f], si partes essent arrestate per curiam post dicti duelli proposicionem [g], vel si recederent a villa parisiensi ad locum remotum vel ad [h] patriam suam [i].

m. *N* et adviséement. — n. *Q* par le nom et sur le nom. — o. *F R* pour présenté et que vous le recevez *et terminent ici le* §. — p. *B E G N P Q R T ajoutent :* Item reus faciet similes protestaciones superioribus. — q. *B C F* de consuetudine galicana. *Q* de consuetudine quod. — r. *K* ad aliquem finem aliqua. *En note :* non servatur. — s. *A* sequintur *corrigé* sequuntur. — t. *B F N O P* salvis et retentis racionibus. — u. *K O Q* per me vel per advocatum. — v. *C* proponendis ad finem quod. — x. *B I K N O P* dico ego talis quod, in casu in quo curia judicaret super propositis contra me cadere duellum, dico quod talis mentitur... *F R* quod provocans mentitur de omnibus que fecit proponi contra eum et quod defendet se — y. *B I M P Q T* ipsi. — z. *B C F O P Q R* licet retenuam fecisset de se deffendendo.

a. *O* illud. *Q R* illud nunquam. — b. *I O* quidam. — c. *F* verum, quia non. *R* verum, quia non credo quod... *I K O* quia non videtur michi quod pro... — d. *A* tante, *corrigé* tantum. *F R* pro modica causa. — e. *D ajoute :* et est racio quia de consuetudine et stilo curie secularis, qui infringit prisionem, postquam novit casus pro quibus fuit arrestatus, convictus est de omnibus et arrestatus est seu imprisonatus. — f. *B K P* et sustineri. — g. *F* sub pena conviccionis, etc., et pars recederet. — h. *F R* ad partes suas. — i. *O* Adde nec mirum : nam et officiales qui inculpantur de aliquo et se aufugiunt, habentur pro convictis.

29. Item [j], provocans [k] ad duellum debet ipsemet [l] defferre [m] omnes armaturas suas, dum vellet intrare campum, quibus vellet juvare se in campo, et tenere cappellum [n] suum lassatum [o] in capite et viseriam bassatam, et gerere [p] sicut faciet cum certabit cum [q] adversario suo. Si autem faceret in introitu campi vel lanceam, vel scutum, seu galeam, vel alia arma per alium defferre [r] dum intrabit, et ea non accipiet antequam intraret campum, vel viseriam galee levatam deferret, armis sic per alium delatis uti non poterit et eciam [s] opportebit eum sic duellare ut intravit [t] campum, de consuetudine ga[l]licana.

30. Item [u], e contrario reus potest intrare [v] viseria galee levata : et ita consuetum est fieri. Et potest facere per alium defferre, scilicet scutum et lanceam [x], et se potest [y] illis juvare : et ita consuetum est fieri. Sed si fieret per actorem, quid fiat non vidi nec audivi dici; sed, propter periculum evitandum, bonum est fieri ut dictum est. Fol. 22 v°.

31. Et [z] dum fuerint in campo [a], appositis coram eis sacrosanctis evangeliis, provocans arripiet [b] adversarium suum cum [c] manu sinistra, et dexteram tenebit [d] super sancta [e], et dicet verba que sequuntur [f] : « Homme que je tiens [g] par la main, par Dieu et ses sains, je t'ay appellé [h] à bonne cause (ou [i] : j'ay [j] bonne querelle contre toy), et que [k] tu occis tel homme en traïson, dont je t'ay appellé [l], et que ce feiz [m] tu faussement, et que je n'ay pierre, ne brief [n], ne herbe sur moy par quoy je te cuide vaincre [o],

j. *K omet* item *et rattache ce paragraphe au précédent.* — *k. S* provocatus. — *l. O* per se ipsum. — *m. B K P* portare. — *n. B E* lassatum vel baissatum. — *o. F R* et portare bassinetum suum lassatum et... *M* bassatum... — *p. F* et se gerere sicut certabat cum... *K* et se gerere sicut cum certabit... *Q* se. — *q. N* vel in. — *r. B O* deferri. — *s. B* non. — *t. O* intrabit. — *u. F R* sed. — *v. B E* campum. — *x. K omet ce qui suit et passe au § 31 :* cum manu sinistra... — *y. B H P* et post potest se illis juvare reus. — *z. D E ajoutent ici une rubrique :* De modo intrandi campum.

a. B C N O P R Item postquam ingressi sunt campum. *E commence à* provocans. — *b. A* accipiet, *corrigé* arripiet. — *c.* C per manum. — *d. C* ponet. — *e. La plupart des mss. ajoutent* evangelia. — *f. S a ici la rubrique :* le serment. — *g. G L O* je te tiens. *P T* tieng. — *h.* C *L* je t'appelle. — *i. C* comme. *G* quar. *L* car. — *j. K* et ay. — *k. E* car. — *l. C* je t'en appelle et que le fis. — *m. I* tu feis faulsement. *K* faulsement et mauvaisement. — *n. R omet :* ne brief. — *o. E* vainquir.

mais par l'aide de Dieu et de mes armes [p] et pour le droit que j'ay [1] ».

32. Item, fera ainsi le défendeur [q] comme dit est [r], et jurera comme l'autre sur les sains et dira : « Homme que je tiens par la main, par Dieu et par ses sains, j'ay bonne défense contre toy, et tu [s] m'as appellé faussement et mauvaisement, et as mauvaise querelle [t] contre moy ; et que je n'ay brief [v], ne pierre, ne herbe, ne autre chose par quoy [x] je te cuide vaincre, se ce n'est par l'aide de Dieu et de mes armes et pour cause du bon droit que j'ay. [2] »

33. Item, sciendum est quod, licet [y] actor protestatus fuerit de premissis [z] et juxta superius expressata, et licet velit descendere vel mutare equum, vel aliqua [a] alia facere de premissis, licet possit hoc licite facere secundum consuetudinem gallicanam, attamen, si adversarius suus velit et possit, erit licitum [b] ipsum interficere descendendo [c] vel alias quoquo modo poterit [d], non obstantibus protestacionibus suis [e], nec opportet contrarium [f] protestari [g].

34. Dominus Reginaldus de Ponte in curia Francie dominum Bernardum, comitem Convenarum, adjornari fecerat [3] ad

p. *F* et du bon droit. *H* pour le bon droit. *Q* pour la cause du bon droit. — *q*. *C* Item le deffendeur tenra par la main ainsi comme dit est de l'appellant, et dira : par Dieu et par ses sainz. *G n'a pas ce paragraphe.* — *r*. *B F K* de le tenir par la main, et dira. — *s*. *K N omettent* tu. — *t*. *C* et demande... — *v*. *R omet* brief. — *x*. *B Q* pour laquelle je doyve ne cuide vaincre. *K* je te doye vaincre. — *y*. *E omet* licet. — *z*. *C* de et super.

a. *K* aliquid aliud. — *b*. *C F* si velit, poterit ipsum interficere. — *c*. *B omet* descendendo. *E* descendentem. — *d*. *B C G L O Q* et eum gravare prout volet et Deus sibi administrabit. *I* et alias quoquo modo gravare. — *e*. *B C G N P* quibus non tenetur deferre, nisi velit. — *f*. *D M R S* in contrarium. — *g*. *D E ajoutent ici en marge une rubrique :* Sequitur quidam processus in causa duelli. *B Q* et grande exemplum sequitur : quidam

1. Cf. Beaumanoir. *Coutumes de Beauvaisis*, éd. Salmon, LXIV, n[os] 1839, 1840.

2. Le texte du formulaire déjà cité (*Ordonn.*, I, pp. 439-440) « S'ensuivent les trois sermens » est bien plus étendu.

3. Geoffroi de Pons avait eu des démêlés avec Marguerite, vicomtesse de Turenne, fille et héritière de Raymond VII de Turenne (v. Boutaric, *op. cit.*, n[os] 3607, 3609 ; mai 1309). Son fils Renaud eut aussi de longs procès avec Bernard de Comminges (1295-1335), devenu vicomte de Turenne par son mariage avec Marguerite de Turenne. Cf. *Arch. Nat.*, X^{2a} 2, f° 41 v°, 22 avril 1323 ; X^{1a} 8844, f° 245, 5 décembre 1325 ; X^{2a} 3, f° 94, 26 novembre 1327. Sur Bernard de Comminges, v. Le P. Anselme, *op. cit.*, t. II, p. 364. Quant au procès dont il est ici question et qui ne se termina, au plus tôt, qu'en 1330, je n'ai pu le retrouver.

ea que civiliter vel criminaliter vellet proponere contra eum ad certam diem [h], ad quam proponi fecit quod cum quondam controversia fuisset inter dominum Gauffridum ejus patrem Fol. 23 r°. et dominam Margaretam, ejus comitis uxorem, super vicecomitatu Torenne [i], demum mortuo dicto domino Gaufrido [k] et dicto Reginaldo herede suo et filio solo et in solidum relicto, dictus comes [l], ejus uxor[e] in mortis periculo [m] constituta quod evadere non poterat [n], dicte uxori sue [o], que nunquam pregnans fuerat, falsum partum supposuit vel supponi fecit peperisse, ad hoc ut dictum Reginaldum successione et bonis predictis [p] privaret, et natum ex ea dictum partum fore publicavit [q], et post tres dies, mortua dicta Margareta, dictus falsus partus, sicut per incantamentum venerat recessit [r]; et quod [s] hic erat actus qui per, unam personam secretam [t] fieri poterat et qui secrete consueverat fieri, et quod per testes probari non posset; sed si comes [u] premissa fore vera confiteretur, petebat [v] ipsum condempnari [x] forefecisse corpus et bona; si negabat [y], dictus Reginaldus paratus erat probare per se vel per advocatum [z] suum contra dictum comitem, facta retenua.

35. Item, proponi fecit quod post mortem regis Ludovici [1], cogitans quod regina Clemencia [2] remanserat ex eo pregnans,

processus... *I* et gracia exempli sequitur quidam excessus. *L termine ici le chapitre du duel.* — *h. E* responsurum. — *i. A* Turonie, *corrigé* Torenne. *C* Torene. *F P* Torone. *K* Carere alias Cotone, et est proprium nomen ville vel loci. *R* Corare. — *k. B* ad dictam in morte tali periculo constitutam. — *l. C* ad ejus uxorem. — *m. G* quasi articulo. *K N R* in tali periculo. — *n. C R omettent* dicte uxori sue. — *o. R ajoute:* venit. — *p. B* predicte uxoris. *F R* conjugis. *P* predicte. — *q. C Q R S* natum ex ea publicavit. *D E* putavit. — *r. C D E H I K M N O Q T* sic recessit. — *s. K* quia. *N* quod hoc est actus... — *t. N Q* secrete... — *u. N R* predicta confiteretur vera. *O* predicto confitebatur ipsum condempnari... — *v. F* patebat. — *x. B C ajoute* comitem. — *y. N R* negaret. — *z. Q* advoatum.

---

1. Il s'agit de Louis X, mort le 5 juin 1316; les funérailles eurent lieu le 7 juin; v. J. Viard, *Date de la mort de Louis X* (*Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. LX, 1899, p. 415).

2. Clémence de Hongrie, seconde femme de Louis X, morte le 13 octobre 1328; v. l'inventaire et vente après décès des biens de cette reine dans Douët d'Arq, *Nouveau recueil des comptes de l'argenterie des rois de France*, p. 37. — Sur les faits qui suivirent la mort de Louis X, v. P. Lehugeur, *Histoire de Philippe le Long*, t. I, chap. I, n° 1 (règlement de la régence), et n° 4 (fin de la régence), et J. Petit, *Charles de Valois*, t. I, ch. VII.

et quod bonum est piscari in aqua turbida, et quod[a] discencio esset inter[b] fratres ejus[c], si secunda[d] regina pareret filium, super[e] regimine regni, et si filiam, super regno, volens diminuere jura regni et corone que super sunt[f], quibus vassalli debent, Rege mortuo, fidelitatem[g] et ea fideliter custodire, dictus comes contra juramentum suum[h] veniens, prodicionaliter venit ad dictum[i] Reginaldum, et sibi dicit seu dici fecit quod ligaret se per juramentum[k]; quod si faceret, ipsi haberent a futuro principe[l] privillegia et ea que vellent, et quod essent domini ipsius et quod similiter[m] quamplures alii de partibus illis ad hoc possent obligari[n]; et quod ipse Reginaldus, tanquam bonus, ad hoc noluit consentire[o], et quod hoc erat[p] crimen lese[q] magestatis, concludens ut prius; et dictus [Reginaldus] readvoavit[r] eum et projecit vadium; et post hoc advocatus dicti Reginaldi dixit quod premissa faciebat ad hoc[s] quod Regem haberet astrictum[t] quod sibi aliqua non vellet recusare et concedere queque vellet[u].

36. Dictus[v] vero comes ad finem quod[x] ad dictam accusacionem proponendam admitti[y] non deberet, et, si admitteretur, quod[z] peticioni sue non teneretur respondere tanquam inepte et obscure, et, si teneretur, quod in propositis non caderet duellum, et, si non[a] caderet et pars adversa dictum comitem per viam accusacionis insequi[b] vellet, ad finem

a. *N omet* quod.—*b. E omet* inter.— *c. C* Ludovici.—*d. B M* si dicta. *K Q* si dicta filia pareret — *e. K* pro.— *f. G M Q* que semper sunt.— *g. B E K N Q* contra sacramentum et fidelitatem veniens. *C* contra fidelitatem prodicionaliter venit.— *h. B E F K N Q O R* et falso.— *i. N* dominum.— *k. B E O* cum eo, et quod ..— *l. K omet* principe. — *m. F P Q* finaliter. — *n. D* allegari. *E* cum pluribus de partibus illis premissa causavit, ut similiter de partibus illis plures ad hoc possent allegari. *C I R* cum pluribus de partibus aliis premissa fecerat (*I R* tentavit) et quod ipse Reginaldus... *G K* de partibus illis attemptavit premissa et quod dictus Reginaldus.... *N* et pro simili compluribus de partibus illis premissa causavit alias similiter quamplures alii... *O* cum pluribus de partibus illis premissa communicavit et quod dictus Reginaldus... — *o. N* assentire. — *p. K omet* quod erat. — *q. E ajoute* Julie. — *r. B E F O* advoavit. *K N* advocavit. — *s. N* ut. *Q* ut aliqua que sibi peteret, non auderet reffutare. — *t. C F K N O* ad hoc quod aliqua que peteret non audebat (*B P R F* non auderet, non esset ausus) refutare. — *u. B K N P Q R suppriment ces quatre derniers mots.* — *v. N* Contra dictus. *Q* Dicens vero comes — *x. E* proponens dictam accusacionem. — *y. I K* non admitteretur ipsam proponens... — *z. K Q omettent* quod.

a. *G omet* non. — *b. F* posset. si vellet, in quo casu in via erat accusa-

absolucionis et hoc civiliter [c] petendo jus per ordinem [d] sibi reddi et sub protestacione, etc., proponi fecit quod a tempore regis Ludovici [1] usque nunc elapsi erant XIIII anni et ultra, et quod ex tunc fuerant quatuor reges in Francia [2], et quod tanto tempore celasset premissa, et ipse in sua [e] proposicione confiteretur se vassallum et hominem ligium dicti domini Regis [f], et quod talia, dum primum venerant ad ipsius [g] noticiam, teneretur revelare || domino suo [h] cujus Fol. 23 v°. honorem vel statum [i] tangeba[n]t, et [k] non fecerat, proditorem se confitebatur domino nostro Regi esse [l]; et sic non restabat nisi execucio in corpore et bonis, et sic ad equalem accusacionem (ut erat ultima proposita) vel minorem (ut erat prima) admitti non deberet, juxta legem neganda C. qui ac[cusare] non possunt [19, Code IX, 1].

37. Item, quod ipse pro pacificando [m] super hec que proponere intendebat contra ipsum comitem licenciam obtinuerat [n], absque eo quod Regi dixisset quod ipsum tangebat etc., [et]peti[i]t jus sub protestacione [o].

38. Ad finem secundam proposuit [p] quod dictus Reginaldus peticionem suam in utroque de dictis casibus fecerat alternative et non designando tempus nec locum ubi premissa evenerant [q]; quod tamen facere debet [r] juxta L. libellorum ff. de accusacionibus [3 Dig. XLVIII, 2]. Quare non tenebatur eis respondere, tum [s] quia in tantis criminibus non

cionis alias absolucionis, et super propositis per ordinem petebat. *R comme F, sauf :* via erat absolucionis. — *c. M* similiter. *N* civiliter, alias similiter — *d. B D E G I M* super proponendis. *C* super premissis. — *e. A* sui, *corrigé* sua. — *f. T* esse. — *g. K* sui. — *h. C* futuro. — *i. K* suum. — *k. K* et quia. — *l. F O P R* et fuisse. — *m. I* obstabat. *O* in plascitando super hiis que. — *n. K omet* comitem licenciam obtinuerat. — *o. B C G H I M P Q* et peciit jus super premissis. *D E G M O* sicut jus sub protestacione. *K* et peciit super premissis. *T* et peciit jus sibi protestari super premissis. — *p. E* vel proponi fecit. *K O Q* secundo proposuit quod dominus R. *R* secundo proposuit. — *q. K* venerant. — *r. E* deberet. — *s.* C item.

1. Si on se rapporte au § 35, il faut compter « *post mortem Ludovici* »; c'est-à-dire depuis le 5 juin 1316 : le procès ne se termina donc qu'en 1330 au plus tôt.

2. Jean Ier, Philippe V, Charles IV, et Philippe VI qui régnait quand Du Breuil rédigeait son *Stilus*.

erat licitum vagari [u], cum eciam [v] quia premissa declaracione [x] suam defensionem proponere posset magis clare; et sic factum fuerat in vadiis propositis in presenti curia per Rogerium [y] de Andusia contra Karolum Arthus et pro Armando [z] [1] de Monte Acuto contra Aymericum de Duroforti [a].

39. Item, ad tercium [b], contra primam accusacionem quod licet dictum crimen esset commissum per dictum comitem, quod ipse non confitebatur [c], proposuit casus [d] dicte ordinacionis et quod crimen partus suppositi erat species criminis [e]: L. Cornelia de falsis, C. ad legem Corneliam de falsis L. I. et L. cum suppositi [1 et 10 Cod. IX, 22] et ff. eod. tit. [L.] qui falsam [19 Dig. XLVIII, 10], et ex eo [f] pena mortis non ponitur [g] ad litteram; ff. eod. titulo L. I in fine [1 § 13 Dig. XLVIII, 10], et ibi non cadebat duellum [h], juxta dictas ordinaciones.

40. Item, quia veritas falsi partus [i], an esset falsus vel non, per testes possit probari, ut ff. de Carboniano edicto L. III in c. due [3 § 5 Dig. XXXVII, 10], de success. quest. edicto L. tertia [?]. Et sic secundum ordinacionem predictam ibi non cadebat duellum.

41. Item, quia non proposuerat dictum comitem per indicia vel verisimiles [k] presumpciones de premissis suspectum; et sic juxta [l] dictas ordinaciones non cadebat ibi duellum.

u. *C* non erat locus vagacionis. — v. *D* cum et quia. *F* tantum quia. *K* tam quia. — x. *O* Item quia premissa declarata. — y. *C* Reginaldum de Andricia. — z. *E* per Ernaudum.

a. *B E K O P Q R* *ajoutent* peciit jus super premissis. *C* et peciit jus. — b. *B I Q* finem proponi fecit. *E* finem. *K O* Item addidit tercium. *N* ad dictum tercium. — c. *C E K N Q R* fatebatur. *R après* fatebatur *continue :* tam istud crimen scilicet partus.... — d. *K* proposuit in casu dicte accusacionis quod crimen... — e. *R* crimen. — f. *D* adeo — g. *E K* non imponitur. — h. *Q* vadium duelli. — i. *B F K O P Q R* Item, quia si partus esset falsus vel verus, per testes... *I M* an partus esset verus vel falsus. — k. *E* vel verisimiliter de premissis suspectum, sic secundum... — l. *K R* secundum.

1. Sur le duel entre Roger d'Anduse et Charles Artus, v. *supra*, XVI, 5 (p. 103, note 2); sur le duel entre Aimeri de Durfort et Armand de Montaigu (ou Montagut), v. *supra*, IV, 6 (p. 28, note 1) et XVI, 9 (p. 106).

42. Item, quod [m] dicta Margareta fuerat pregnans et pro tali se gesserat [n], et pregnans existens [o] fecerat testamentum suum, in quo partum ex ea nascendum instituerat, et sibi substituerat virum [p] suum [q] predictum [et] peperierat sana existens [r], excepta illa infirmitate quam pro [s] illa habuerat [t], unam filiam vivam et veram [u] et de novo natam, in presencia plurium bonarum mulierum, et fuerat baptisata per tunc episcopum Carcassone [1], et quod post dictum puerperium dicta domina Margareta per sex [v] septimanas vixit et postea [decesserat] [x], dicta filia superstite [y], que post mortem dicte matris sue vixerat per septem septimanas ; et hoc offerebat se probaturum. Fol. 24 r°.

43. Item, [z] ad secundum [a], scilicet crimen de regina, etc. quod dicebat dictum casum evenisse [b] : ymo contrarium scilicet non evenisse, nec ipsum suspectum pro hiis.

44. Item quia, dato [c] sine prejudicio quod ita accidisset ut proposuerat, ibi non erat aliquod crimen, quia ligare se pro habendo libertatem [d] non erat res illicita : ymo sic se ligaverant et ligati venerant ad Regem Campani et Normani [2].

m. *K O omettent* quod. — n. *K* se gerebat. — o. *A* existans, *corrigé* existens. — p. *C* nasciturum. — q. *D omet* suum. — r. Excepta... habuerat *manquent dans K*. — s. *F* pro illo puerperio habuerat. — t. *C* et visa fuerunt signa partus de novo nati ex dicta domina in presencia plurium. — u. *F K R* habentem signum partus de novo editi, et illam habuerat in presencia. *P* vera signa partus de novo partu ex dicta domina habentem in presencia quamplurimarum personarum. *O* vivam, unicam, vera signa partus de novo editi habentem, in presencia... — v. *F* VII. — x. *E M* decessit. *K* vixerat et post decesserat. — y. *N O* viva superstite. — z *Cette phrase manque dans C.*

a. *B E I Q* ad secundum crimen, scilicet de regina. *K* ad secundum quod dicebat casum predictum evenisse, ymo contra...— b. *O* casum predictum non evenisse nec ipsum prout suspectum, et dato absque prejudicio quod ita accidisset ut proposuerat, non comisisse aliquod crimen quia... *R* ymo constabat de contrario... nec eciam de hiis aliqualiter suspectus erat. — c. *A* dico, *corrigé* dato *d'après B D E F G I M P Q R T*. *K* Item posito sine prejudicio quod ita accidisset, non tamen commisisset aliquod crimen, quia... — d. *K Q* pro habendis libertatibus.

---

1. Pierre Rodier, 1323 à 1329. Cf. Le P. Anselme, t. II, p. 310.
2. Sur ces ligues et ces revendications, v. P. Viollet, *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, t. II, liv. IV, § 8, p. 245 à 258, et Ch. Dufayard, *La réaction féodale sous les fils de Philippe le Bel* (*Revue historique*, LIV, p. 241, LV, p. 243), en corrigeant ce dernier par Lehugeur, *op. cit.*, p. 92 à 95, et J. Petit, *op. cit.*, liv. I, ch. 6, n° II.

45. Item, quod non erat crimen lese magestatis : quia non contra principem vel ei assistentem [e] vel rem publicam factum proponeretur, et quia comes post mortem regis [f] Ludovici factus fuit de consilio regis Philippi, primi tunc post eum regem, ubi bene et fideliter se gesserat, et majora que tunc erant in regno Francie eidem commissa fuerant; hoc offerens, prout in facto sunt, se probaturum, negans, etc. Et dictus comes, ultra procedens, salvis protestacionibus [g] pro ipso propositis [h], et reddito jure super utroque per ordinem, ut petitum [i] fuerat per advocatum suum, dixit quod ibi curia videret quod ipse ultra procedere teneretur et quod ibi vadium caderet, facta retenua de equo et armis pro se et advocato suo; dixit quod dictus Reginaldus menciebatur [k] super premissis [l], tanquam falsus [et] malus proditor quod erat de dicendo premissa [m], et quod ipse super premissis se defenderet contra ipsum per se vel advocatum suum, ut bonus et legalis ; et projecit vadium suum. Dupplicatum et tripplicatum fuit hinc inde [n].

46. Item [o], dictum fuit per arrestum quod, non obstantibus propositis, dictus Reginaldus admitteretur ad accusandum, quod peticio erat responsabilis [p].

47. Item [q], de primo casu, quia ad quedam proposita per dictum comitem probacio erat admittenda, licet criminalis esset [r], curia deportavit [s] se. Sed in casu secundo, non obstantibus ex adverso propositis, inspecta natura ipsius, et quod in dictis ordinacionibus de eo expressa mencio [t] non sit, et fuerat arrestum alias datum super hoc, cadebat vadium [u], et eum ibi curia pronunciavit [v].

e. *B K M N O P Q* nec ejus aciem. — *f*. *K P* bene et fideliter se gesserat. — *g*. *F* deffensionibus. — *h*. *I* super utroque jure. — *i*. *K P* ut expeditum fuerat; et advocatus suus dixit quod... — *k*. *N* movebatur (*sic*). — *l*. *K O P* se deffenderet contra ipsum... — *m*. *R* talia. — *n*. *B D H I K M N O Q S T ajoutent :* et eciam ad quatuor fines ad quos premissa proponere debebat. — *o*. *F* finaliter per arrestum curie... — *p*. *B E* racionabilis. *O* responsalis. — *q*. *N R omettent* quod. — *r*. *C K* de se, sed in casu secundo. *O* de se foret criminalis. — *s*. *A* deportabit, *corrigé* deportavit *d'après N R*. *O P Q omettent* curia deportavit se. — *t*. *D E* et arrestum alias datum. *K* mencio fiebat. *N Q* fiebat de eo... et alias fuit datum... — *u*. *C s'arrête ici*. — *v*. *F R* et fieri ordinavit. *T ajoute :* Videas oppositum, ut videtur contra arrestum latum die VIII[a] januarii anno Domini M°CCC°

48. Item [x], nota ergo de stilo personam condempnandam Fol. 24 v°.
de tali [y] crimine ad dictam accusacionem admitti [z]; sed forte ideo hoc fuit factum, quia forte dictus dominus Reginaldus hoc revelaverat regi Philippo et eciam curie [a] tempore dicte licencie impetrande [b]; et hoc dixit [c] advocatus dicti Reginaldi, et forte constabat.

49. Item quod alternacio admittitur, nec declaracio facienda erat. Item quod solus conatus [d] sufficit. Item quod [e] non opportet aliquem dicere suspectum. Item erratum fuit in premissis pro parte dicti comitis : primo, quod advocatus suus non excusavit [f] ipsum pro honore persone ; secundo, quia premissa ad finem absolucionis non proposuit [g], ut supra insertum [h] ; tercio, quia dictus comes vocavit eum [i] proditorem, falsum, et sic quasi actorem se reddiderat [k] [1].

LXXII° pro domino Thoma de Launoy milite contra Griffonem de Melignea, bastardum [2]. — *x*. *N S omettent* item. — *y*. *R* pro aliquo crimine. *z*. *R* pro crimine falsi; sed forte hec fuit racio quia dictus Reginaldus.
a. *A* curia, *corrigé* curie. — *b*. *B E P Q R* impetrate. — *c*. *A* dicit, *corrigé* dixit *d'après D*. — *d*. *C G H K M T* cognatus. *B E Q* licet non sequitur effectus. — *e*. *Q omet* quod. — *f*. *B P* accusavit. — *g*. *F K R s'arrêtent après* proposuit.— *h*. *B C E H Q* licet ipse hoc fecisset. *N S* ut supra inserui. — *i*. *K M N P Q* eum denunciando proditorem. *R* demenciendo. — *k*. *C K O P R* dedit. *F R ajoutent :* hoc de isto. *N* dedit et reddidit *et ajoute :* sed ponamus juxta premissa quod vadium, aliqua de causa, fuerit adnichilatum : Reginaldus vult insequi dictum comitem civiliter, illud potest. Vidi in casu simili allegare quod non, quia sue proprie confessioni obviaret, ex quo dicit se alïas probare posse quam per duellum.

---

1. L'avocat du comte de Comminges fut probablement Guillaume Du Breuil. On sait que, sur la recommandation de ce comte, Philippe V anoblit Du Breuil. Cela explique aussi pourquoi Du Breuil s'étend avec complaisance sur une des plus fameuses causes qu'il ait plaidées.

2. Cet arrêt se trouve à la date indiquée dans Arch. Nat. X^{2a} 8, f°s 319 à 322 : « Comparentibus..... Jacobo dicto Griffon de Morlinguehem appellante in causa duelli ex parte una et Thoma de Alneto milite ex altera... Per arrestum... dictum fuit quod non cadebat duellum neque cadit. ». (8 janvier 1372, vx. st.).

XVII[1]

QUALITER DEBET TRADI LIBELLUS IN JUDICIO PROPRIETATIS[l].

1. Sciendum est quod, in omni proprietatis judicio[m], de stilo curie Francie debet dari peticio in scriptis[n][2], et traditur curie, et debent tradi[o] tres [peticiones][p] ejusdem tenoris[q]: et curia retinebit unam[r] penes se, et due[s] signate per curiam[t] mittuntur cancellario[u], et sigillentur quelibet de[v] contrasigillo, et una reddetur actori in audiencia[x], et alia reo.

2. Item, in causa proprietatis minor vel sub aegio[y] constitutus litigare non tenetur, nec causam inceptam cum predecessore suo tenetur[z] continuare; sed illa dormiet absque prejudicio partis, usquequo dictus minor ad etatem legitimam pervenerit; et si procedat cum[a] eis, non valet[b] processus habitus in dicta causa. *Et ita dictum fuit pro*

l. B D E F H I K L N P R S T. De causa proprietatis. *D en note:* In qua [causa] et in omnibus realibus ac feodalibus viri ecclesiastici subsunt judici temporali et subjiciuntur consuetudinibus et statutis super rebus per laycos generaliter usitatis... — *m. F* Sciendum est quod de stillo curie Francie in causa proprietatis debet dari. *P* quod in causa proprietatis, in judicio.— *n. En note M traduit:* En tout jugement de propriété l'en doibt bailler demande par escript. *P ajoute* nisi in paragio. — *o. F* esse. *N* dari vel tradi. *O* dari. *N T omettent* et traditur curie. — *p. Ce mot omis dans A D L Q R est dans les autres mss.* — *q. F* quarum. — *r. I* scripturam. — *s. C* alie *et omet* signate per curiam. — *t. F R omettent* per curiam. — *u. O Q* Francie. *P* Cancellarie Francie. — *v. B I M* cum. — *x. F R* restituetur. — *y. F* baillio. — *z. N omet* tenetur.
a. F coram. — *b. C après* valet *cite l'arrêt.*

---

1. Dans le *Grand Coutumier*, Jacques d'Ableiges a traduit, en totalité ou en partie, plusieurs paragraphes (1, 2, 3, 4, 10, 11), de ce chapitre; cf. l'édition Laboulaye-Dareste, L. II, chap. 36. *K* classe ce chapitre le XXIVe, et, comme XVIIe, donne le chapitre : *De appellacionibus*, qui est le XXe dans A.

2. La « petitio in scriptis » exigée en cause propriétaire n'apportait aucun trouble au principe de la procédure orale; c'était une complication de plus et voilà tout. V. P. Guilhiermoz : *De la persistance du caractère oral dans la procédure civile française* (*Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, t. XIII, 1889, p. 35-38, et tirage à part, p. 19-22).

domino Karolo de Enroys [c] *contra abbatem Sancti Dionysii* [1] *in parlamento anni XXVII* [d] [2].

3. Item, si minor vel sub aegio [e] vellet movere causam [f] super proprietate et litigare super ea cum aliquo, vel causam motam [g] per predecessorem suum contra aliquem super proprietate vellet continuare, non posset, sed dormiet absque ipsius prejudicio usquequo pervenerit ad legitimam etatem. Racio est quia de consuetudine ipsi [h] nichil circa talia possunt amittere, nec eciam lucrari; quod est contra legem : C. de procuratoribus L. non ideo minus [14 Cod. II, 12] et ff. de jurejurando L. nam postea c. si minor [9 § 4 Dig. XII, 2].

4. Item, reputatur minor pervenisse ad etatem legitimam et perfectam, quoad jam dicta, si sit nobilis et habeat viginti annos complettos et inceperit attingere XXI. Si sit innobilis, sufficit quod habeat XIIII annos complettos et inceperit attingere [i] XV [j].

c. *A* Emoys, *corrigé* Enroys, *d'après B D E I M. K* Enreys. *H* de Curois. *N.* Objectensi. *O* Obiciensi. *R* de Broicis. *C F G L P* de Ebroicis [3]. — *d. G L* XXII. — *e. F* baillio. *E F N Q* constitutus. — *f. R* questionem super proprietate vel causam... *C* Et si contrarium vellet minor, non posset, ymo dormiret. — *g. G passe à :* sed dormiet... — *h. I* ipsi minores. *F L R en note :* si tamen de facto hoc fecerit et sentencia pro eo lata fuerit, valet sentencia et tenet processus; si contra eum fuisset lata, nec valuisset nec tenuisset processus. Sic, non obstante lege hic allegata pro contrario, et sic concordatur illud quod hic habetur in illud quod scribitur infra de minoribus quod, licet fieri non debeat, quidem hic dicitur propter dubium eventum; factum tamen tenet, quando pro minore sentencia vertitur, alias secus est; quia totum est in favore minoris etatis. Vel dic quod hic loquitur de causa proprietatis patrimonii minoris, in qua minor procedere non potest; ibi loquitur in alia causa quam proprietatis, et sic non obstat. — *i. R* et tetigerit. — *j. C P Q n'ont pas cette dernière phrase. O* vicesimum quintum. *S ajoute* annum.

---

1. Il s'agit de l'abbé Gui de Castres ou de Châtres [*de Castris*], abbé de 1326 à 1343 (*Gallia christ.*, t. VII, col. 397; Félibien, *Hist. de l'abbaye roy. de Saint-Denis*, p. 369-374).
2. Ces § 1 et 2 ont encore été utilisés par J. d'Ableiges, *op. cit.*, L. III, chap. 52, p. 529. Cf. *supra*, IV, 8 et *infra*, XXXI, 1, 2. L'ordonnance de 1330, *super modo procedendi in causis minorum* (*Ordonn.*, II, p. 63, et *Arch. Nat.* X¹ A 8602 f° 5), modifia cette jurisprudence.
3. Cette variante pourrait désigner Charles d'Évreux, comte d'Étampes, frère de Philippe le Bon, roi de Navarre.

Fol. 25 r°. 5. Item [k], in causa hereditatis [l] Regis vel proprietatis super patrimonio Regis, nullus potest esse judex, neque se intromittere, nec cognoscere, nisi curia Parlamenti, nec alibi agitari [m] quam in eadem, nisi vel ex commissione Regis [vel] curie, et de speciali mandato, hoc haberetur [n]. Et si aliter fieret quam dictum est, per quemcumque fiat [o], annullabitur per curiam vel pronunciabitur nullum [p] esse quid factum fuerit super premissis, etc. Ita dictum fuit per arrestum [q] in negocio [r] abbatis Montis [s] [1] Olivi contra Regem inchoato [t]. Sed super possessione seneschali et baillivi possunt cognoscere, et ex tunc fuit facta ordinacio per curiam [u] super premissis [2].

6. Item, quod dixi, quod in causa proprietatis datur peticio in scriptis, fallit [v] quod si partagium [x] sit factum cum Rege per aliquem super aliquibus certis rebus, et alius conqueratur dicens de rebus suis dictum partagium factum fuisse; quia, licet causa sit proprietatis, non dabitur peticio in scriptis [y]. Et hoc dictum fuit [z] magistro Guillelmo de Brolio in facto rectoris Insule in Lemovicinio [3].

k. C Item nullus potest cognoscere vel se intromittere super patrimonio Regis in causa hereditagii vel proprietatis, nisi curia Parlamenti, nec per alium quam per procuratorem regium illius curie, nisi ex commissariis regis vel curie, vel et de speciali mandato hoc fieret; et allegaretur quidquid contra premissa factum esse. Ita dictum fuit... — *l. B E I K L O P Q R T* hereditagii. — *m. L* potest praeterquam in ea nisi ex... — *n. F L N O Q* fieret. — *o. F* vel sit factum. — *p. P Q* nullum totum quidquid factum. *F après* nullum *cite l'arrêt.* — *q. N* per registrum, alias arrestum. *G s'arrête après* arrestum. — *r. F L* in negociis... inchoatis. — *s. F* Montissolis. — *t.* A inchoati *corrigé* inchoato — *u. F* per presidentes. *N* per presentem curiam. — *v. C* si paragium sit factum per aliquem cum Rege et aliquis conqueratur dicens de rebus suis dictum paragium factum fuisse... — *x. B C E M N Q* pariagium. *O* parragium. *S* paragium. *H* paragium alias partagium. *P en note :* Item actor debet docere de statu processus per memoriale, nec sufficit se referre ad registrum, nisi status fuerit habitus in eodem parlamento. — *y. O termine ici.* — *z. B C F I P Q R* mihi. *N après* fuit *passe à* in facto.

---

1. Il s'agit de l'abbaye de Montolieu (Aude, arrond. de Carcassonne, canton d'Alzonne). Il y eut, en 1321, un procès entre cette abbaye et le procureur du roi en la sénéchaussée de Carcassonne au sujet de Mallast (Arch. Nat., X[1] A 8844, f° 83, 14 mars 1321, n. st.). L'abbé de Montolieu était « Ozilius de Molone vel Morlone », 1322-1332 (*Gallia Christ.*, t. VI, col. 970 et 991).
2. Ce § 5 a été traduit par J. d'Ableiges, *op. cit.*, l. III, ch. 52, p. 529.
3. L'Isle (Haute Vienne, arrond. et canton de Limoges).

7. Item, ubi pars aliqua [a] agit petitorie in curia [b], fatetur [c] partem adversam saisitam, juxta stilum hujus curie; et concordat C. de alienacione mut[andi] jud[icii] causa facta L. 1 [1 Code II, 54] et Inst. de act[ionibus] c. 1. [Instit. IV, 6, § 1]. Et sic parti ree debet saisina adjudicari [d].

8. Item, si [f] pars que incepit agere in curia petitorie, lite contestata et traditis hinc inde articulis, actor steterit per decem annos quod non processerit in causa, et post impetraverit adjornamentum contra partem ream [g], et in Parlamento dicat actor se saisitum [i] de re de qua actionem super proprietate moverat, et in dicta saisina indebite et de novo perturbatur per partem adversam, et pars adversa, scilicet rea [k], dicat ipsum non posse dicere saisitum, cum alias egerit in presenti curia [l] reivindicacione; sed [m] actor repplicet dictum processum esse interruptum propter lapsum dicti temporis, et ideo sibi eumdem nocere non posse, et se dictam saisinam interim acquirere potuisse [n], potissime cum saisina [o] per annum et diem acquiratur, non audietur actor [p] super dicta saisina. Ita dictum fuit per arrestum curie pro episcopo Noviomensi [1] contra procuratorem regium et majorem et consules [q] ville Noviomensis, in parlamento anni XXV [r].

9 [2]. Item, in realibus habet reus dilaciones tres [s], scilicet:

a. *S* aliquis (*sic*). — b. *B omet* in curia. *P entre parenthèses :* in ypothecario. — c. *I* faceret. — d. *G continue :* contra tamen ff. de reivendicacione L. officium, in fine (*9 Dig. VI, 1*) et per illam dicitur quod possessio cum petitorio potest interpretari de jure. *L* Item licet agens petitorio fateatur partem adversam esse saisitam seu detentatricem rei petite, non sequitur quod propter hoc illi debeat adjudicari possessio, cum possit esse quod agens petitorio non fatetur adversarium possidere; optime facit L. naturaliter § nichil ff. de acquirenda possessione [*12 Dig. XLI, 2*]. *R* Hoc non credo, cum de possessione non fit de presenti questio... *puis comme L :* item licet agens... — *f. L* ubi. — *g. C* in causa novitatis super saisinam illius rei, dicens se indebite et de novo perturbari super eadem et per reum, et reus dicat ipsum non posse... — *i. B F P* habere saisinam. — *k. E G I M n'ont pas* scilicet rea. *B O P R* et pars rea. — *l. R omet* in presenti curia. — *m. N O* si. — *n. M omet* potuisse. — *o. C* etc... Ita fuit dictum... — *p. G* bene replicat et audietur actor. — *q. C* juratos. — *r. H S* XXVI. — *s. note de P :* eciamsi in causa possessionis precedentis dilaciones veute et guarandi fuerant date.

1. Foucault de Rochechouard (1318-1330); cf. *supra*, VIII, 5 (p. 60, note 2). Il s'agit de l'arrêt du 15 février 1326 (n. st.); v. le P. Anselme, t. II, p. 396.
2. J. d'Ableiges a reproduit en partie ce § 8, *loc. cit.*, p. 530.



consilii, veute et garandi. Sed post dilacionem, veute compelletur reus respondere, nisi proponat se habere garandum. Et hoc idem esset post garandi dilacionem et compelletur respondere, sed dilatorias [t] suas poterit proponere, declinatorias [u] non, quia per processum habitum videtur curiam in judicem [v] approbasse [x]. Sed [y] hoc fallit in declinatoriis per quas petit se remitti ad judicem sub quo res
Fol. 25 v°. est, quia illam || posset [z] proponere ; et est racio quia veuta ostendit sibi quem judicem debeat habere pro re illa. Quod verum [a] si immediate post veutam ipsam poneret [b] ; sed secus si post garandum seu processum habitum super garando, quia per dictum processum curiam in suum judicem videtur a[p]probasse.

10. Item, de adjornamento [c] ubi fieri debeat, et quis debeat ipsum facere, et quis [d] adjornari, dictum est supra, in capitulo de adjornamento [1].

11. Item, de contumacia et defectu et eorum utilitate dictum est supra, in capitulo de contumacia [e] [2].

12. Item in causa hereditatis vel realibus [f], fit publicacio inquestarum, licet cause [sint] mote in curia et inqueste facte per commissarium per curiam datum ad inquirendum et referendum. Hoc fallit ubi [g] esset renunciatum et conclusum simpliciter in causa, quia tunc petens publicacionem fieri non audiretur. *Et ita dictum fuit michi pro episcopo Laudunensi* [h] *contra procuratorem regium* [i] *et contra me in causa* [k] *ubi esset renunciatum in causa Galteri* [l] *pro procuratore Regis* [m].

t. *P* dilaciones. — *u*. *G* declaratorias. — *v*. *R* judices. — *x*. *S omet* approbasse. *O renvoie au chap. IX*, § *2*. — *y*. *Cette phrase et la suivante sont omises dans F*. — *z*. *B I N Q* post *au lieu de* posset.

a. *O P R* est ubi. — *b*. *N* peteret. — *c*. *C* Item in adjornamentis dic ut supra in capitulo... — *d*. *I* debeat. — *e*. *B N P* et deffectu et titulo de adjornamentis. — *f*. *B G* in causis hereditagii vel aliis ubi, fit. *E H I L M N P R S T* hereditagii vel alias realibus. — *g*. *C F P R* hoc verum nisi esset renunciatum... — *h*. *B E K* Ludonensi. *C* Lodonensi. *O* Lodounensi. *S* Laudoniensi. — *i*. *B E I Q s'arrêtent ici*. — *k*. *C O*. In casu vero in quo non esset renunciatum in causa, credo debere fieri publicacionem. — *l*. *N* in causa Ga[l]teriorum credo debere fieri publicaciones. — *m*. *F R* et contra procuratorem Regis. *G* per procuratorem Regis.

1. Cf. *supra*, chap. II, p. 5-18.
2. Cf. *supra*, chap. VIII, p. 57-61.

13[1]. Item [n], ubi actum est inter aliquos rei vendicacione, et actor vel reus alienavit rem istam litigiosam [o] vel jus quod habebat in eadem, pendente litigio [p], licet pars alia vicium litigii contra partem aliam potuisset proponere ad finem quod [q] amisisset jus quod habebat in eadem, et pars consentit postea quod inquesta perficiatur et quod, ea perfecta, per curiam [r] recipi et judicari debeat, si post, dum dicta inquesta perfecta curie pro judicando erit per commissarium [s] remissa ad finem quod recipi non debeat, vicium litigii [t] proponere velit, non [u] audietur ; ymo nichilominus inquesta videbitur et judicabitur. *Ita dictum fuit in parlamento anni XXV pro heredibus magistri Petri de Cartula* [v] *et contra quamdam* [x] *dictam la Heraulde* [y] [2].

n. O ubi actor vel reus, cum actum est rei vendicacione... — *o. F omet* litigiosam. — *p. C F G* judicio. *R* vel judicio. — *q. N P* quod universum jus, quod in eadem habebat, perderet. — *r. C* curie per commissarios remittatur pro judicando, si pars ad finem, quod recipi non debeat, proponat vicium litigiosi, audietur. Ita dictum fuit... — *s. L* commissarios. — *t. C F I N O P* litigiosi. — *u. C omet* non. — *v. C* Caulain. *F P* de Curicula. *O* pro Petro de Cartula. — *x. T* mulierem.— *y. B I* lo Hyraude. *D* la Harraude. *E* la Hairaude. *F* la Herende. *G L* Racio autem est quia, quamvis sibi super venerat et maxime ex processu cujus poterat requirere, quoad plus in processu non procederetur, sed sibi racione illius juris de novo creati adjudicaretur res, et hoc non fecit, sed ulterius noluit procedere, illud jus videbatur contempnere, et suo processu et jure super quo procedebat inicio, et ideo de cetero virtute illius juris non poterit aliquid petere. *N ajoute :* Res tamen litigiosa potest alienari sex modis : 1) nomine dotis. 2) per manum in causa donacionis. 3) per transactionem. 4) per divisionem. 5) et hereditatem. 6) propter legati vel fideicommissi causam. Item die sabbati post translacionem Beati Benedicti[3] vidi per arrestum datum in curia per magistrum P. de Meinville[4] quod ubi res litigiosa est, vendens de tanto emendat quantum res litigiosa est vendita ; et tunc res litigiosa fuit vendita VII libras, et de tanto fuit emendatum Regi per venditorem.

---

1. J. d'Ableiges a traduit en partie les §§ 12 et 13 ; *ed. cit.*, p. 530, 531.
2. Il s'agit de Pierre de la Chartre et d'Isabelle la Héraude. Celle-ci fut condamnée, ainsi que son fils Adam, à restituer à Pierre et Raoul, fils de Pierre de la Chartre, et à Oger d'Engaure la moitié des acquêts qu'avait, à sa mort, Jeanne Dougent, mère d'Isabelle et femme de Pierre de la Chartre. Cf. Arch. Nat. X[1]a 5, f° 445, 15 février 1325 (n. st.). « *Isabellim la Heraude et Adam filium suum... et Petrum et Radulphum, filios Petri dicti Cartula, et Ogerium d'Engaure, militem* ». Cf. *supra*, V, 1 *in fine* (p. 32).
3. Le 11 juillet.
4. Pierre de Demeville, 3e président dès 1345, mort en 1369.

XVIII[1]

*[DE CAUSA NOVITATIS.[z]]

1. Qui se contendit impediri indebite et de novo in saisina alicujus rei, impetret litteram justicie a curia sub forma que sequitur : « Philippus etc... [a][2]. Tales, habitatores Insule[3] in Flandria, nobis conquerendo fecerunt exponi quod, licet ipsi eorumque predecessores sint et fuerint ab antiquo, a tanto tempore cujus in contrarium memoria hominum non extitit, in possessione et saisina, seu quasi, libertatis et immunitatis [b] non sol[v]endi vectigal [c] seu pedagium, dum ipsos facere contingit transitum cum mercaturis suis per totam terram [d] consanguinee nostre comitisse Atrebatensis[4] extra locum de Bapaumes[5] et ejus districtum [e]; nichilominus gentes dicte comitisse, seu pedagerii [f] de Bapaumes, talem burgensem dicte ville extra districtum dicti loci cum ejus mercaturis transeuntem per dictam terram dicte comitisse occasione pedagii pignoraverunt, ipsos in ipso-
Fol. 26 r°. rum possessione, seu quasi, impediendo et perturbando indebite et de novo, sicut dicunt. Quare vobis precipimus et mandamus quatenus si, vocatis evocandis, summarie et de plano, vobis constiterit de premissis, impedimentum et novitatem hujusmodi exinde amoveri, et dicta pignora dicto burgensi reddi et restitui [g], et omnia in contrarium

z. *D K ajoutent :* et qua in curia vertitur.
a. *O* Karolus etc... *et ne cite pas la lettre.* — *b. T L* seu libertate et immunitate. — *c. I* vectigale. *K* collectam. — *d. E* karissime. — *e. G L omettent* et ejus districtum.— *f. N* pedagiarii. *S* pedagii.— *g. BE* faciatis.

---

1. Ce chapitre manque dans *CFPRU*; il est le xxve dans *K*.
2. Au L. III, chap. xxxiv, du *Grand Coutumier*, J. d'Ableiges reproduit cette lettre de justice, en mettant au début « Carolus », comme le ms. *O*.
3. Lille, ch.-l. du département du Nord.
4. Il s'agit de la comtesse Mahaut (1302-1329).
5. Bapaume (Pas-de-Calais, arrond. d'Arras, ch.-l. de canton). Le péage de Bapaume était le principal et le plus ancien de l'Artois sur la route des foires de Champagne (v. Giry, *Histoire de la ville de Saint-Omer*, p. 325). Cf. des procès de ce genre dans : *Olim*, II, 455, viii. (an. 1302); III, 524, xxiii (an. 1310) ; 535, xxxiv (an. 1310) ; 861, xxxviii (an. 1313).

acta ad statum pristinum et debitum reduci [h], nobis et dictis conquerentibus pro premissis emendam condignam prestari faciatis indilate ; si vero dicta comitissa et ejus pedagerii [i] in contrarium se opponant, et debatum super hoc oriatur, debato [k], etc. »

2. Item, contra illum qui possedit per annum et diem non potest causa novitatis intentari, sed jure communi [l] et ordinario [m] habebit super saisinam conveniri, et habebit dilacionem pro consilio, veute et garandi, cujus contrarium est in causa novitatis : ut supra capitulo de dilacionibus [1] fuit dictum, ut ff. uti possidetis L. I in principio [n] [1 Dig. XLIII, 17].

3. Item, conquerens in tali casu novitatis caveat ne dicat se spoliatum vel desaisitum, quia in tali casu non posset agere hoc interdicto, quia hoc interdictum nunquam competit nisi illi qui dicit se possidere, ut ff. uti possidetis L. I, c. interdictum autem hoc [o] [1 § 6 Dig. XLIII, 17].

4. Item, dicunt quidam stillum esse quod commissarius datus super dicta littera partibus, in casu opposicionis, alibi non debet assignare diem quam super locum debati, et

h. D omet reduci. — *i. K* pedagiatores. — *k. I* posito ad manum nostram, etc. — *l. I omet* jure communi. — *m. D en note :* Hic pro m[ag.] G. de Tornaco [2] et aliis solempnibus et antiquis dominis de Camera, qui dicebant quod novitas per judicis officium, non per uti possidetis, procedebat, et quod illa via erat extraordinaria, annualis, momentanea, in qua justicia vel injusticia possessionis et cetera, de quibus in dicto interdicto cavetur, non requirebantur necessario ; quin ymo ex parte conquerentis sufficiebat factum et detencio realis, cum turbacione facti indebita a parte opponentis, anno nondum lapso, et dicebant quod alia circa hoc scripta erant contra principia directa ipsius novitatis et magis debebant intelligi esse scripta pro ordinaria saisina. Et pro ipsis videtur facere quod sufficit opponenti annus et dies ad obtinendum, ut hic, et eciam quod in hujusmodi novitate versatur officium in manus Regis apposicione, que manus Regis apposicio forte trahet totum ad unum, et male, ut scriptum est plenius loco suo, et ibi allegaciones reperiuntur super quolibet puncto premissorum. — *n. B E omettent cette citation.* — *o. I ajoute :* sed dicat se turbatum in sua possessione et saisina talis rei.

1. Cf. *supra*, chap. IX.
2. Mention est faite du conseiller Guillaume de Tournai dans un arrêt du 4 mars 1363 (v. Arch. Nat. X[1]a 14, f° 531) et dans l'ordonnance du 28 avril 1364 (*Ordonn.*, t. IV, p. 418).

quod si alibi assignet, non tenet assignacio nec quidquid ibi agatur. Et ideo dicitur quod in causa novitatis non habet locum veuta, quia quidquid ibi agatur in causa novitatis fit in presencia loci et partis. *Ita dictum fuit per arrestum curie in causa novitatis mota in presenti curia per religiosos abbatem et conventum Sancti Eligii*[1] *et eciam contra ipsos et pro episcopo Noviomensi super jurisdictione ville de Vales*[p], *in parlamento anni XXV. Quod verum intelligo*[q] *si ponat locum contenciosum ad manum Regis, vel faciat recredenciam ipsius, non quoad alia*[r].

5. Item, ubi commissarius est datus in hac causa, processum suum debet facere in modum qui sequitur : quia debet vocare partes coram se, et tunc pars agens, si pars rea coram commissario se presentaverit, debebit facere requestam suam coram commissario talem qualis est substancia littere commissionis ; et tunc, cum[s] reus non pretendit se jus habere super rem in cujus saisina actor dicit se impeditum indebite et de novo, et negat ipsum[t] in dicta saisina impedisse, tunc impedimentum factum exinde commissarius debet amovere, vel prisias restituere actori, vel locum resaisire juxta impedimentum factum.

Fol. 26 v°. 6. Item, hoc idem esset si confiteretur se dictum impedimentum prestitisse et se nullum jus habere in re predicta ; sed[u] ulterius deberet[v] ipsum compellere ad emendandum Regi et parti : quod non esset in casu proximo, nisi alias constaret de impedimento[x] commisso[y].

p. D Bolles. *F I N* Boles. *G L* Bole. *K O* Voles. *S* Bales. *T* XXVII. — *q. Q* quod verum est. — *r. G L* illa. *I* aliam. — *s. A D* aut, *corrigé* cum. *G* si reus. *L* et tunc cum reus pretendit hoc fecisse jure suo, contendens se possidere, racione debati ponet rem contenciosam in manu Regis juxta mandatum, et hoc bene convenit juri scripto, ut ff. de usufructu (*Dig. VII, 33*), cum ibi notato. Si vero reus non pretendat se jus habere... — *t. K ajoute :* scilicet reus *et en marge :* Nota indebite et de novo. — *u. A* si ; *corrigé* sed, *d'aprèsD.* — *v. K* debet procedere commissarius. — *x. L* per ipsum facto. — *y. A* commissarii, *corrigé* commisso, *d'après D et S. K* commissario predicto.

---

1. Cf. *supra*, VIII, 5, où le même arrêt est cité comme ayant statué « *super jurisdictione ville de Boles* ».

7. Si autem reus non se presentaverit coram exequtore vel commissario, actor debet facere requestam ut resaisina prius sibi fiat vel alias impedimentum amoveatur : quod facere debet dictus exequtor ex una sola contumacia; quod potest fundari per L. si coloni C. de agricolis et censitis [14 Cod. XI, 48], C. de naufragiis L. de submersis [5 Cod. XI, 6], licet alias tercia contumacia requireretur ad hoc quod contra ipsum procederetur, ut ff. de judiciis L. ad peremptorium [68 Dig. V, 1]. Et hoc est verum si commissarius vel exequtor super hoc habeat potestatem, vel [z] remittere habet partes curie super hoc, juxta tenorem commissionis [a].

8. Sed sciendum est quod commissarii ad hoc dati non libenter amovent impedimentum, nec faciunt premissa, licet super hoc habeant potestatem, sed ponunt rem contenciosam ad manum Regis [b] et adjornant partes ad Parlamentum ; quod [c] tucius est, quia nescitur an pars que fuit contumax possit purgare contumaciam suam. Nam, si posset ipsam in Parlamento purgare, admitteretur ad proponendum de jure suo, et super hinc inde propositis fierent articuli, et inquireretur de saisina utriusque, nec in alio puniretur propter contumaciam suam, nisi quod res contenciosa, pendente dicta inquesta, remaneret ad manum Regis, et, inquesta facta et curie repportata et per eam ad judicandum recepta, amoveretur impedimentum et adjudicaretur saisina justiori et meliori titulo possidenti, juxta L[egem] : ff. de testibus L. ob [hoc] carmen, c. si [21 § 3 Dig. XXII, 5], Extra de probacione, c. licet [9 Greg. IX, II, 19], et ff. de liber[ali] causa [L.]liberis, c. si [7 § 5 Dig. XL, 12], et de cle. vio. pac[is], c. si tres [?] [d].

9. Si autem reus non possit purgare contumaciam suam, tunc removebitur impedimentum et manus regia, et adju-

z. *Q* alias.
a. *D ajoute :* Consuetum est hodie quod remittitur curie, et adjornatur pars visura judicari utilitatem deffectus comparitionis super loco; secus si comparuisset super loco et adjornatus post oppositionem defecisset in curia, quia virtute illius deffectus cadit ab opposicione. — *b. D* regiam. — *c. B N Q et au lieu de* quod. — *d. E G n'ont pas les renvois au droit canonique.*

dicabitur[e] actori saisina. *Ita dictum fuit per arrestum curie pro capitulo Remensi et abbatissa Karre[n]si*[1 f] *contra comitem de Roussiaco.*

10. Item, sciendum est quod ubi commissarii habent potestatem super premissis, et reus non comparet coram commissariis, actor debet petere ipsum poni in defectu et impedimentum amoveri, et si hoc fieri[g] non petat, et interim unus annus labatur a tempore novitatis, cadit a novitate[h]. *Ita dictum fuit per arrestum pro episcopo Noviomensi contra abbatem et conventum Sancti Eligii in causa novitatis, de qua causa est supra mencio*[i 2], *mota in presenti curia*[k].

11. Item[l], quid si actor ad diem assignatam per commissarium coram ipso non compareat? Numquid per unam solam contumaciam cadit a commodo litterarum? Dico quod sic; nec, si[m] amodo pretextu litterarum dictam causam vellet prosequi, quod non posset[n]. Sed si alias impetraverit, eciam
Fol. 27 r°. in meliori forma, per secundas || poterit nichilominus causam prosequi[o], dum tamen non sit elapsus annus.

e. Q adjudicaretur. — *f. D E K L* Karrensi. *I* Quarrensi. *N T* Karesi. *O.* Baresi. *Q* Karenssi. — *g. Q* hoc secundum non petat. — *h. Variante de O* Fallit tamen in jurisdictione, in qua non fit recredentia parti: sed est in manu regia, donec de possessione partis constet, et hoc propter periculum quod posset in jurisdictione esse, et quia proprie est in natura sua, quando est in manu regia; fallit eciam ubi possit esse periculum irreparabile parti alteri, si obtineret[3]. — *i. E* facta. — *k. K ajoute:* scilicet in hoc titulo § item dicunt quidam[4]. — *l. Variante de O :* Item, in curia fit recredencia rei posite ad manum regiam illi qui habet jus commune vel promptiores probationes, vel ostendit titulum, vel summarie de statu vel alias fundat inpromptu intentum suum; et post fit inquesta super possessione; scilicet, ut predictum est, in jurisdictione non fit recredentia, sed remanet ad manum Regis. — *m. B* quod sic, ne sit. *D E* sic. *G* quod si amodo. *K* ut si. — *n. H* vellet prosequi, posset. *K omet* quod. *L ajoute:* pro hoc C. causam quod de dolo et contumacia, c. actore (*3 Decr. Gregor. IX, II, 14*). — *o. K en note :* credo quod non, ymo debet cadere in causa novitatis, cum fortior racio sit in actore quam in reo.

---

1. Est-ce pour Kalensi, de Chelles (Kala) [Seine-et-Marne, canton de Lagny, arr[t] de Meaux]? Cf. *Olim*, t. III, p. 1045, n° XCII, novembre 1315 : *inter abbatissam et conventum de Kala ex una parte et comitem Rouciaci.* Il s'agit de Jean V, comte de Roucy, vidame d'Amiens, seigneur de Picquigny (1304-1346).
2. Cf. *supra*, VIII, 5 et le § 4 du présent chapitre.
3. Les éditions de Descousu et de Dumoulin reproduisent cette variante de *O* et aussi celles que ce ms. donne du § 11 et du § 12.
4. Il s'agit du § 4 du présent chapitre.

12. Item[p], si aliquis in causa novitatis, pretextu littere justicie super dicta novitate impetrate, inceperit procedere contra adversarium suum, et dimittit eam virtute aliarum litterarum impetratarum super dicta causa, et inceperit facere alium processum, cadit a primo processu inchoato[q].

13. Item[r], a novitate, si lapsus fuerit annus a tempore dictarum secundarum litterarum.

14. Item, si commissarius virtute commissionis sue posuerit rem contenciosam ad manum Regis et adjornaverit partes ad Parlamentum super opposicionem processuras, functus est officio suo[s], ita[t] quod aliquo modo super dicta causa non potest se intromittere, et si aliquis ultra faciat, nichil valet, ymo adnullabitur totum[u]. Ita fuit dictum per arrestum curie[v], anno XXV, pro episcopo Laudunensi[1] et contra quemdam de Laon, quia permissio facta[x] de non comparendo per baillivum Viromendensem illi homini de Laon post opposicionem et remissionem fuit adnullata[y].

p. *Note de E :* Statutum Beati Ludovici[2] : Querele super novis dessaisinis in parlamento non veniant, sed quilibet baillivus in baillivia sua, vocatis secum bonis viris, adeat locum, et sine strepitu et scriptura sciat et se informet si sit nova dessaisina, seu impedimentum, seu turbacio. Et si invenerit ita esse : faciat statim locum ressaisiri, et interim arripiat ad manum Regis, et faciat jus partibus coram se vocatis. Actum anno Domini millesimo ducentesimo LXXIX. — q. *Variante de O :* Item, quandoque fit provisio habenti jus naturale pro se, ut in liberis agentibus in casu novitatis pro successione parentum, quando non habent bona parentum ex quibus valeant sustentari ; fit in qualibet alia actione, etiam si recredentia sit facienda alteri parti. — r. *B K* cadit. *Q* et eciam cadit. — s. *G L* processus finitus est quoad ipsum commissarium, cum sit functus officio suo. — t. *E Q* Item. *L* juxta L. judex ff. de rejudicata [55 *Dig. XLII, 1*]. *O* amodo de causa. — u. *O omet l'arrêt.* — v. *K omet* curie. — x. *E* commissio facta. *E G omettent* non. — y. *D ajoute :* et ideo debet ponere rem conten-

1. Albert de Roye (1324-1338).
2. Le copiste attribue par erreur à saint Louis la décision qui forme l'art. 27 de l'ordonnance rendue au mois de janvier 1278 par Philippe le Hardi. Cf. Ch.-V. Langlois : *Textes relatifs à l'histoire du Parlement*, n° LXXII, p. 95-99, et P. Guilhiermoz : *Enquêtes et procès*, Appendice IV, p. 610. Dumoulin, à la suite du Stilus (III. *Ordinaciones regie*, tit. XXII) reproduit ce texte latin d'après un ms. autre que *E*, et plus loin (VII, n° 1 : *Arresta Parlamenti parisiensis*) il en donne un second texte qui diffère encore. Le premier texte de Dumoulin (III, tit. XXII) est celui qu'a commenté Johannes de Balagnerio, et qui est reproduit, avec le commentaire, dans la première édition de Descousu, à la suite du chapitre : *de causa novitatis*.

15. Item, ubi fuit impetratum adjornamentum super novo impedimento, et res[z] contenciosa posita ad manum Regis, si cum[a] fieret peticio in curia, non fiat mencio istius verbi « de novo[b] », sed solum se dicat impeditum in saisina, reus non tenetur ei respondere, quia actor mutat formam actionis, et quia reus non est ad hoc adjornatus[1]; et ideo, si petat congedium, habebit eum, et ultra, si petat impedimentum et manum amoveri, audietur, et fiet sibi, et remanebit saisitus. *Ita fuit dictum per arrestum curie pro archiepiscopo Remensi*[2] *et procuratore regio contra decanum et capitulum Remense et homines banni sui et Sancti Remigii, in causa novitatis mota per dictum decanum et alios contra archiepiscopum, super eo quod dicebant se impeditos in saisina*[c] *libertatis non contribuendi in expensis pro coronacionibus regum*[d] *Francie, racione cujusdam pecunie summe que debebatur ab ipsis per composicionem*[e] *pro coronacionibus regum Ludovici et Philippi*[3].

16. Item, si exequtores[f] adjornamenti in causa novitatis impetrati non possint[g] rem contenciosam ad manum Regis ponere, si reus, dum litigabitur, petat veutam fieri, obtinebit eam; nec propter hoc cadit actor a novitate[h], licet non contestatur infra annum a tempore impedimenti appositi[i].

17. Item, si juxta causam proximam actor, antequam reus contestetur litem, petat ipsam poni ad manum Regis, audie-

ciosam et debatum ad manum regiam, et facere restablire loca, et amovere novitatem, antequam det adjornamentum; quia, dato adjornamento, totum negocium devolutum est ad curiam.— z. *N* et contenciosa re posita.

a. A tamen, *corrigé* cum, *d'après D et Q.* — *b. K en note:* Nota bene istud verbum « de novo. » — *c. Q* super causa. — *d. N O* Ludovici et Philippi *et terminent là le paragraphe.* — *e. D E K Q* per compulsionem exactam. *G* per compulsionem. — *f. L* executor.— *g. M* vel non posuerint rem contençiosam. *I* posuerint. — *h. I laisse en blanc les mots :* actor a novitate. — *i. O* impositi. *D ajoute* : Item aliqui dicunt quod virtute simplicis adjornamenti non tenetur quis procedere in causa novitatis, ymo requiritur quod adjornetur ad procedendum « in causa novitatis. »

---

1. Cf. Arch. Nat. X[1]a 6, f[os] 138 v°, 139 : arrêt du 12 janvier 1331.
2. Robert I[er] de Courtenai (1299-1324).
3. Cf. *supra*, XII, 7. Le procès durait encore en 1331. Cf. Arch. Nat. X[1]a 6, f° 138 v°, 12 janvier.

tur ; quod non fieret, si hoc diceret post litem contestatam, sed lis curreret suo more [k] et reus remaneret in statu in quo erat super saisina rei contenciose.

18. Item, in hac causa non datur dies consilii, nec veuta fit, [nisi] [l] in casu supradicto proximo proposito, nec dilacio pro garando. Et ita dictum fuit connestabulario [1] Francie qui petebat in garandum regem Navarre [2]. Quod intelligo [m] ubi reus contendit se possidere rem contenciosam ut suam, et jure suo, et hec que sibi imponuntur fecisse : secus, si jure alieno, ut baillivi et similes ; et que sit racio, dic ut [n] supra dixi in capitulo de garando [o] [3]. Fol. 27 v°.

19. Item, si impetratum sit adjornamentum in causa novitatis, et coram commissario litigaretur ex tali tempore quod commissarius potuisset partes adjornasse et remisisse ad parlamentum proximum, et non fecit, sed ad aliud, non valet diei [p] assignacio, licet partes acceptant eam, et si constet [q] curie annum et diem esse lapsos a tempore novitatis, ex tunc non audietur conquerens super dicta causa per viam novitatis. Ita dictum fuit per arrestum curie inter procuratorem Sancti Vedasti [4] de Atrebato et comitissam [5]. Et

k. E G H I L M O suo marte. *N* suo marthe (*sic*) alias suo more. *Note de K :* nota bene. — *l. D I* nisi in casu. — *m. D L* intellige. — *n. I* Dic ut in titulo de garando supra dixi. — *o. L ajoute ici les §§ suivants :* Item si res contenciosa non possit poni ad manum Regis, ut supra. § Item, si executor, quia tamen pars fuit adjornata super locum contenciosum, et ibi comparuit, certificata est sufficienter : quod potest habere locum in re una contenciosa et in uno fundo; secus forte ubi locus cum pertinenciis esset contenciosus quia opporteret veutam facere de loco et pertinenciis sigillatim. § Item, in realibus fit veuta; fallit in peticione hereditagii quod est verisimile judicium, et in ea veniunt nedum possessa tempore litis contestate per reum, sed eciam ea que reus cepit postea possidere; ff. de peticione hereditatis L. IV. (*4 Dig. V*, 3). — *p. I omet* diei. *K* non debet dici assignacio. — *q. G L* si viderit.

1. Gaucher de Châtillon, mort en mai 1329 (cf. *Chronique anonyme parisienne*, publiée par A. Hellot, n° 187), ou Raoul de Brienne Ier, comte d'Eu (1327 à 1344).

2. Ce roi de Navarre devait être, ou Charles le Bel, roi de France, ou Philippe le Bon, roi de Navarre par son mariage avec Jeanne II, fille de Louis X.

3. Cf. *supra*, chap. XII.

4. Saint-Waast, monastère bénédictin à Arras. Nicolas le Cordelier en fut abbé de 1308 à 1337 (*Gallia*, t. III. col. 387).

5. Du Breuil fait probablement allusion à l'arrêt du 31 mai 1326, rendu

est racio quia hoc interdictum non datur, nisi illi qui dicit se impeditum ab anno et die citra [r].

20. [s] Item, de deffectu et utilitate ipsius [t] contra non comparentem in curia, dico ut in titulo de deffectu [1], ubi habes super hoc registri curie copiam [u].

21. Item, si adjornatus in causa novitatis proponat lapsum annum et diem a tempore impedimenti, quod actor baptisat in peticione sua, et offert se probaturum, numquid talis excepcio impediret litis contestacionem in tali casu et reus debet admitti ? Videtur quod sic [v], cum alias [x] haberet [y] sibi [z] prejudicium, cum res haberet poni ad manum regis.

22. Item, quia [a] celerius et sine processu ordinario hec causa expedietur, dic [b] contra : et est racio quia, probata dicta excepcione vel non probata, iterato oporteret litigare super dicta saisina per viam ordinariam; nunc vero non agetur nisi semel; et si probet actor novitatem, occumbit [c] reus [d], alias non, licet probaret saisinam.

23. Item, excepcio alterius disaisine [e] admittitur de stilo curie, ut si reus dicat : « non potes te dicere saisitum, quia

r. *D continue :* et in isto casu instancia erat deperdita. — s. *L ajoute avant ce* § *:* Item sciendum est quod in causa novitatis, concessa littera justicie, et per executorem hujusmodi littere, propter opposicionem partis adverse, debato hujusmodi posito ad manum Regis tanquam superiorem, et assignata certa die partibus in parlamento ad procedendum ulterius super dicto debato, si ad dictam diem, parte conquerente comparente, pars que se opposuit non compareat nec excusacionem mittat, dictus opponens ponetur in deffectu; et si ad peticionem actoris reus vocatus fuerit visurus adjudicari utilitatem deffectus, adjudicabitur in hunc modum, scilicet quod res contenciosa, manu regia remota, ponetur in manu conquerentis, et in ejus saisina defendetur, salva questione proprietatis. — t. *I* comparentis.. — u. *D'une autre écriture dans K :* ut supra; et in illa copia vide utilitatem defectus in causa novitatis, *et en marge il renvoie au chapitre* de contumacia et defectu. — v. *I* secum. *S omet* sic. — x. *E* cum talis haberet sibi fieri. — y. *K* fieret. — z. *D* sibi fieri.

a. quia *manque dans K.* — b. *S laisse le mot en blanc.* — c. *K* succumbit. — d. *E M omettent* reus. — e. *L* saisine.

pour faire cesser les troubles que les gens de la comtesse d'Artois apportaient dans l'exercice de la justice de l'abbaye de Saint-Waast d'Arras, sur les terres de l'abbaye. Cf. Arch. nat., X¹a 5, f°s 344 et 471 v°. Voir aussi le 9 décembre 1328 : ibid. X¹a 6, f° 66.

1. V. *supra*, VI 2.

per violenciam dejecisti me de possessione rei ». juxta L. I, c. fi [nali], ff. uti possidetis et L. sequenti et sequenti [1 § 9, 2 et 3 Dig. XLIII, 17] [f].

24. Item, si actor dicat [g] : « non potes te dicere dessaisitum, quia nunquam fuisti saisitus », queritur de utriusque saisina. Ille autem qui dicit se impeditum de novo, probans impedimentum et saisinam, non tamen novitatem [h], et ideo succumbit, iterato posset agere dicendo se dessaisitum vel turbatum, non faciendo mencionem novitatis. Vidi pronunciari per curiam quod non, sed non recordor de casu. Fol. 28 r°.

25. Item, in causa novitatis inter privatos, cognicio pertinet ad Regem, ad presentem curiam specialiter; et ideo si partes petant se remitti ad judicem sub quo sunt cubantes et levantes, non fiet [i]; et est racio quia emenda ob hoc debetur Regi [k].

26. Item, si subjectus conqueratur de domino super novo impedimento, fiet tunc remissio cause domino; et est racio quia sic esset in potestate subjecti auferre [l] juridictionem [m] domino suo proponendo novum impedimentum, et ideo dicitur [n] : « Entre seigneur et subject n'a point de nouvelleté [o] [1]. »

27. Item, opponens se in causa novitatis vel alia simili, si quidem ob certam causam (et ipsam exprimat), ab omnibus aliis excepcionibus suis, dilacionibus vel aliis quibuslibet est exclusus. Ita dictum fuit contra archiepiscopum

f. B E Q n'ont pas ce renvoi au Digeste. — *g. T* reo. — *h. D a barré:* non tamen novitatem. — *i. K M* non remittuntur. *G* non remitteretur. — *k. I* Francie. — *l. S* auferret. — *m. D* suam. — *n. E* Voire qui empesche le renvoy. — *o. H ajoute :* ad hoc C. de servis fugitivis L. I (*1 Code VI, 1*). *L ajoute:* Aliud tenetur hodie in curia, quod subditus potest conqueri super novo impedimento contra dominum in casu novitatis in curia domini, non alibi, ut dictum est; et tunc dominus debet committere ad regimen rei contenciose et ad percipiendum fructus restituendos victori in fine litis; nec dominus potest facere per suos receptores vel officiales, et appropriari sibi, lite pendente; alias subditus potest juste appellare et in hoc casu non fiet recredencia parti, lite pendente, licet alias fiat in aliis causis, quando est petitum a partibus, quia prima facie opportet habere institucionem, causam, et titulum.

---

1. Cf. *Institutes Coutumières* d'Antoine Loysel, avec les notes d'Eusèbe de Laurière; éd. Dupin et Laboulaye, Liv. V, titre IV, § 20, n° 759.

Remensem et pro scabinis banni sui et Sancti Remigii, in causa expensarum coronamenti [p] regum [1].

28. Item, si [q] generaliter se opponat, admittitur ad proponendum declinatorias et dilatorias et alias quascumque excepciones, de stilo Curie [r]. Ita dictum fuit pro abbate Sancti Ademari in [2] Bosco [s] contra dominum de Cellis [t], in parlamento XXVIII anni [3].

XIX [4]

ACTIO PERSONALIS [u].

1. Item, sciendum est quod ubi aliquis movet [v] contra aliquem in hac curia aliquam actionem personalem vel aliam in qua concludit per media actionis personalis, ut in actione ex vendito [x] vel ex testamento vel simili [y], non datur peticio in scriptis curie [z], sed solum proponitur verbo. Quandoque tamen, quando negocium est magnum vel potest longum habere tractum, curia precipit ut tradatur peticio in scriptis per modum memorie, et debet intitulari [a] in peticione [b]. Ita dictum fuit per arrestum curie de facto domini de

p. L coronamentorum. — *q. O* vero. — *r. O omet l'arrêt.* — *s. K* Sancti Dyonisii in Bosco. — *t. I* de Sellis. *K* de Tellis. *K en note :* et ideo opponentes solent dicere coram commissario : « je m'oppose à toutes fins. » — *u. P* de edictione actionis personalis et ejus processu. — *v. C* questionem alicui vel contra aliquem ubi concludit per modum accusacionis non habet peticio fieri seu dari in scriptis. Quandoque tamen... — *x. K* vendicione.— *y. P en note ;* potest autem actionem personalem movere et prosequi maritus pro rebus uxoris non facta mencione de ipsa; ipsa autem mortua, continuare propter fructus et expensam, et idem super saisina.— *z F L en note, R dans le texte :* Verum est si per talem actionem petatur res mobilis; si vero peteretur res immobilis, debetur peticio dari in scriptis, quia stillus vocat actiones reales seu causas proprietarias quando petitur res soli, supposito quod hoc fit per actionem personalem, licet hoc sit contra jus.

a. G ventilari. — *b. D M* intitulari traditum in scriptis per modum memorie. *F G O P Q R* peticio tradita in scriptis per modum memorie. *I omet* in peticione.

1. V. le § 15 du présent chapitre, et *supra*, XII, 7.
2. Probablement Samer-au-bois (Sanctus Ulmarus in Bosco), ch.-l. de canton du Pas-de-Calais, arr^t de Boulogne, ancienne abbaye bénédictine fondée par saint Wulmer.
3. V. *infra*, Appendice I.
4. Ce chapitre est le xxvie dans *K*.

Auffemonte [c] contra dominum [d] de Nigella [1], et ita factum [e] fuit [f].

2. Item, sciendum est quod pro debito [g] quis [h] potest insequi aliquociens per viam actionis personalis [i], quandoque [k] per viam execucionis [l]; quod quando habeat fieri, adverte. Si aliquis alicui se obligaverit pro aliqua re per litteras sigillo aliquo regio [m] sigillatas, et ad cohercionem dicti sigilli [n], quandoque per litteras [o] sigillo proprio sigillatas, primo casu insequitur [p], quamdiu vivet, per modum [q] execucionis; et si ipse aliquam excepcionem justam proponat, non audietur donec [r] muniverit manum [s] curie usque ad summam [t] rei petite; et [u] que sit racio, dic [v] ut supra in capitulo de excepcionibus dixi [x] [2]. Fol. 28 v°.

c. *I* Offemonte. *M* Ausemonte.— d. *C* dominam.— e. *E* dictum. *FGIKP Q R omettent ces derniers mots.* — f. *K en note :* ymo curia solet in isto casu appunctare partes ut tradant et scribant per modum memorie. — g. *I* aliquo.— h. *D* quod. *K* aliquis.— i. *L en note :* per viam actionis personalis : sed numquid caucius ageret creditor contra istos heredes, si peteret ab eis cognosci sigillum defuncti; quo cognito, facienda esset statim execucio? Dic quod illa est via procedendi contra heredes, sed tamen non statim coguntur respondere; sed, sicut in personali actione habent dilacionem ad aliud parlamentum, et tunc si cognoscant; si tamen excepciones proponant, fit garnicio manus, pendente debato, alias non audientur. Item pone quod, habita deliberacione, fateantur heredes obligacionem et sigillum defuncti, numquid condempnandi sunt in expensis per regulam : victus victori, que generaliter loquitur? Credo quod non, et fuit dictum quia non de suo facto insequebantur, eciam divinare non poterant; unde non potest eis obici aliqua mora; sed forte secus in obligato pure, licet non interpellato, quia hoc providere poterat : ideo in expensis esset condempnandus. — k. *R* aliquando. — l. *L ajoute :* in modo exequendi, caveas ne impugnetur execucio et ne forte tenearis injuriarum actione : et primo mobilia, deinde immobilia, finaliter corpus capiatur, si ad id sit obligatus, alias taxari non possit nisi pro debito regio. — m. *F L en note :* vel eciam alio sigillo, dum tamen sit autenticum in se portans vim execucionis, sicut sunt sigilla dominorum ducum et aliquorum aliorum qui tali prerogativa volunt uti quoad hunc articulum, sicut Rex saltem in terris suis et jurisdictionibus, etc. — n. *F R* et se submittit cohercioni istius sigilli. *G K omettent le membre de phrase.* — o. *F R* aliquando sub litteris. — p. *B I O P Q* potest esse insecutus. *F R* potest insequi per modum execucionis. *K ajoute :* ipse.— q. *E G* per viam.— r. *F* nisi prius. *R* nisi. — s. *D H* manum Regis vel... — t. *P* sentenciam. — u. *G L* Dic quia debitores maliciosi et causa diffugii possent proponere aliqua ex quibus retardaretur execucio, ut supra in titulo. — v. *L ajoute :* Intellige quoad mobilia que sunt explectabilia, non que serviendo deteriorantur, ut equi, vina, blada et similia que serviendo servari non possunt.— x. *I omet* dixi.

---

1. Cf. Boutaric, *op. cit.*, n° 7324, an. 1323. S'agit-il de Jean I de Nesle, seigneur d'Offemont ou de Gui de Nesle maréchal de France, morts tous les deux en 1352? Cf. Le P. Anselme, t. VI, pp. 49-50, et VIII, p. 830.

2. Cf. *supra*, chap. XIII.

3. Item [y], hec municio fit de bonis mobilibus de consuetudine [z], si habeat: et si tunc [a] de aliis fieret, non esset manus curie sufficienter munita; sed aliquociens [b] in defectu mobilium munitur de immobilibus. *Adde [c] dicta per arrestum prolata per dictum Symonem de Bucy, in parlamento anni LXVI* [1].

4. Item, hee excepciones juste possent contra talem execucionem opponi [d], videlicet solucio, falsitas litterarum [e] et [exceptio] pacti de non petendo [f]; et alie non [g].

5. Item, si mortuus sit debitor et sub dictis litteris sigillis Regis sigillatis obligatus, creditor non potest insequi heredes ejus per viam execucionis, sed per viam actionis personalis [h]; et est suprema [i] racio quia reus magis debet esse certus de facto sue obligacionis [l] quam ejus heredes, cum ipse pro facto suo insequitur, heredes autem pro alieno.

y. K si quis.— *z. G L* curie.— *a. F* diceretur non manus curie...— *b. C F* aliquando. — *c. B C F I P R n'ont pas cette addition qui figure dans D E G K L M T. D G L ajoutent :* Quicquid fuit dictum per illud arrestum servatur in curia, quod debet fieri ea municio de mobilibus non consumptibilibus, veluti de pecunia numerata, vel auro, argento aut jocalibus, alias non admitteretur ad opposicionem, nisi çorpus suum poneret in prisione. Ita vidi fieri de heremita de Caumont, et est nunc totum notorium. *L ajoute :* Quo casu absque elargicione in prisione detinebitur, ut tedio affectus citius ad satisfactionem perveniat ; sed pone quod persone sint tales quod de propriis corporibus garnire non possunt : quare abbatissa et ejus conventus nec habent mobilia explectabilia, dic tunc execucionem faciendam de immobilibus. *G date l'arrêt de* LXV. *N de* XXVI. — *d. L* proponi. — *e. F ajoute :* novacionis. — *f. E omet* et pacti de non petendo. *F* seu remissionis. — *g. B F K P Q n'ont pas* et alie non. *D ajoute :* nisi essent eis equipollentes, ut multe sunt. *L en note :* Sed quid si opponens sit contumax ad diem opposicionis ? Credo quod statim creditor commodum reportabit, nec est opus adjornamento ad videndum judicari utilitatem defectus sicut in causa novitatis et appellacionis, ut notatur supra de contumacia et defectu : nam proprie de jure creditoris per dictas litteras apparet et semper presumitur pro eo, donec ostendatur contrarium; licet forte in alia execucione aliud esset si predicte execucionis exequatur debitum, sicut sit per consiliarium Regis absque litteris per unum debitum dumtaxat, et in casu opposicionis, eciam adjornamentum ad videndum judicari utilitatem dicti defectus necessarium est, quia dicta execucio non valet, nisi sit simplex adjornamentum. — *h. B C E F I P* et jure ordinario. *F* istud non obtinet in Pictavia et Xantonia. Ibi enim procedi potest via execucionis contra heredem vel successorem, sicut contra principaliter obligatum. *L comme F avec* Picardia *pour* Pictavia. — *i. C O P* summa. — *l. B I* de facto proprio, videlicet de facto dicte obligacionis.

1. Simon de Bucy mourut, premier président du Parlement, le 7 mai 1369.

Et ideo ipse magis precipitetur [m] quam ejus heredes, nec est mirum [n].

6. Item, si sub litteris [o] sigillo proprio sigillatis sit aliquis obligatus, caveat actor quod primo faciat eum adjornari ad recognoscendum sigillum suum, quo facto, sive recognoscat sigillum suum [p], sive negat, [et] probetur, audietur actor per viam execucionis [q]; alias, nisi sic fieret, oporteret eum sequi per viam actionis [r].

7. Item, mortuo reo cujus sigillo littere obligatorie [s] sunt sigillate, nunquam [t] heredes per viam execucionis poterunt insequi, sed oportebit quod per viam actionis prosequatur, ut supra in casu proximo fuit dictum.

8. Item, si contra duos sit facta peticio generaliter [u], ut puta dicendo [v] : « peto talem [x] et talem michi condempnari in decem libras [y] », et postea [z] si causa fuerit propter dilaciones vel excepciones [a] ex adverso propositas per aliqua tempora dilatata, et reus pecierit peticionem verbo factam

m. F et arctetur.— *n. D ajoute :* In Pictavia servatur contrarium, quia contra heredes venitur per viam exequcionis, sicut contra obligatum si viveret. *F L R ajoutent :* Creditor tamen poterit vocare heredes mortui responsuros utrum sint heredes ejus et pro qua parte ; et si confiteantur se heredes, fit execucio in bonis ipsorum pro partibus pro quibus heredes sunt, et de eorum denegacione seu confessione potest creditor et debet accipere litteram a judice. *G L en note :* In casu hujusmodi, quando aliquis adjornatus ad recognoscendum signum suum, si ad diem sibi assignatam defficiat, et iterato adjornetur ad videndum judicari utilitatem deffectus, si ad dictam diem defficiat, habetur signum suum pro verificato et fiet execucio contra eum virtute dicte littere suo sigillo sigillate. Ita vidi pronunciari contra dominum quemdam canonicum Noviomensem in Parlamento anni XXVII et nona die sabbati ante festum beati Andree apostoli [1]. *R date de IIII*[xx]*IX* (1389). *U fait, comme D, allusion au droit poitevin.* — *o. R omet* litteris. — *p. B E F P R* esse. — *q. L ajoute :* et illo casu, scilicet quando negat sigillum, non debet manum garnire, secus tamen si confiteatur ; et imputetur creditori qui tam fragilem caucionem suscepit : ar. ff. de minoribus L. cum mandatu (*23 Dig. IV, 4*). — *r. G L ajoutent :* et antequam reus admittatur ad tales excepciones proponendas, tenetur munire manum curie, ut dictum est, alias non audiretur. — *s. R omet* obligatorie. — *t. C* in casu isto non potest ejus heres insequi per viam execucionis, ut in casu proximo, sed per viam actionis. *G R* heres potest a creditore insequi.— *u. L* scilicet peto talem.— *v.* C verbi gracia. — *x. F* peto illum et illum.— *y. R omet* libras.— *z. O omet* postea. *C plus bref :* et propter dilaciones aliquas peticio seu causa dilatata fuerit et reus pecierit peticionem...

a. L excepcionem propositam.

1. 30 novembre.

repeti, et in repeticione actor petat quemlibet in summa
Fol. 29 r° condempnari dicta [b] in solidum vel in quantum quemlibet || tangit, et reus dicat in substancialibus [c] aliquid ob hoc [d] immutatum, et ideo se non teneri respondere peticioni dicte contendat [e], dictum fuit pro domina Montisfortis [1] contra dominum comitem Convenarum et dominum Guidonem ejus fratrem, in casu simili [f], quod peticioni responderent [g], licet dictam immutacionem fecisset dicta domina. Et est bona racio, quia videtur [h] actioni seu peticioni per ipsam prius facte accumulasse [i], quod a jure permittitur, cum lis nundum fuisset contestata, juxta C. de edendo L. edita [3 Code II, 1] et ff. de noxalibus actionibus L. in delictis, c. si detracta (4 § 3 Dig. IX, 4); vel hoc quia [k], que prius in genere dixerat, nunc in ultima peticione [l] declaravit, et sic nichil novi

b. *F omet* in summa dicta. — c. *L* peticionis. — d. *F L omettent* ob hoc. — e. *C F R* non auditur reus, ut dictum fuit pro... *G L* tenebitur respondere, ut dictum fuit pro. *P* nichilominus respondebit. — f. *B D* in casu civili. — g. *F* peticioni per eam prius facte. — h. *N* summa. — i. *L en note :* De stillo, cumulacione non utimur in partibus que consuetudine reguntur, sed uno actu tota intencio proponi et placitari debet; ita quod statim post advoacionem non potest se corrigere addendo vel diminuendo, cum pro hoc fuerit jus quesitum parti, quia in judicio et unus amittere potest et alius lucrari; et ideo cum quidem omisisset proponere quamdam excepcionem per quam potuisset causam suam lucrari, et impetrasset a Rege quod admitteretur ad proponendum eam, dictum fuit quod hujusmodi littera erat iniqua, et tamen causa erat beneficialis; vidi tamen quod magister Joannes Fournier [2] in causa beneficiali pro filio suo, cum semel contra certam bullam opposuisset falsitatem, et postea alia falsitate eam niteretur improbare, quod admissus fuit per arrestum, quia reprobacionem seu novam falsitatis causam, sub alia qualitate, et propter aliam causam quam a principio, allegabat; fuit tamen sibi dictum quod juraret quod ab inicio non pervenerat ad ejus noticiam. Sed potest dici quod speciale fuit in excepcione falsitatis, que eciam post sentenciam potest opponi, ut C. si ex falso instrumentis L. I et II (*1*, *2*, *Code VII*, *58*). In aliis autem rigor stilli servari debet, et littere super hoc impetrate tanquam inique judicari, quia alias non esset litium finis, quod semper de novo impetrarent, postquam eas proponere possent, unde eis imputetur. Sed contra ea que de excepcione falsitatis dicta sunt adhuc videtur obstare L. ipse significas C. de falsis (*7*, *Code IX*, *22*). Sed dic quod notatur per Chinum [3] in L. si C. de fide instrumentorum (*2*, *Code IV*, *21*). — k. *K C abrègent :* ideo quia peticionem factam in genere non declarat et sic nichil... — l. *B E* repeticione. *G L* repeticione in specie et parcialiter declaravit. *L ajoute :* et nichil novi proponere vel aliquid in prima peticione mutare videbatur.

1. cf. *supra*, II, 6.
2. Probablement M[e] Jean Fournier, cité par E. Coyecque : *L'Hôtel-Dieu de Paris au moyen-âge. Histoire et documents* (t. II, n[os] 1442, 1446, 1447), et qui fut chanoine de Paris à la fin du xv[e] siècle.
3. Cino de Pistoia, célèbre romaniste (1278-1334).

proponere vel aliquid in prima peticione immutare videbatur, juxta l[egem]: ff. de legatis L. si servus plurium [50 Dig. XXX, 1] et ff. de testamento L. [heredes] palam c. scilicet si notam [21 § 1 Dig. XXVIII, 1]; et hec racio melior est.

9. Cum aliquis pro injuriis [m] per ipsum commissis est condempnatus in aliqua summa pecunie Regi et parti, et dicitur quod tenebit prisionem donec parti satisfecerit de parte ipsam contingente, et postea, ipso a prisione deliberato [n], pars conqueratur de ipso, ideo quia exequcio facta non extitit, et quia plures expensas fecit pro petenda execucione ex quo fuit imprisionatus, pars non potest ipsum super principali prosequi, sed illos qui [o] eum deliberaverunt a prisione, donec satisfecisset super expensis [p]. Sic ita dictum fuit per curiam domino de Sorvilari [q], qui super tali casu prosequebatur dominum Johannem de Trosiaco [1] [r].

10. Item, curia non consuevit [s] concedere litteras nec aliquid alicui judicare pro decepcione ultra medietatem justi precii in rebus mobilibus facta ; et talis est consuetudo generalis in tota lingua gallicana.

11. Item, nec [t] pro arrendamento [u] temporali [v] reddituum vel fructuum, sed pro perpetuo sic [x]. Sed stilus iste videtur [y] contra legem : C. de rescindenda vendicione L. rem majoris precii [2 Cod. IV, 44]. Sed potest sustineri per legem : C.

m. F R propter injuriam. — *n. C* antequam satisfaceret, et pars de ipso conqueratur ideo quia satisfactio facta non fuit et multas expensas fecit. *L O Q* liberato. — *o. D I M* eum vel eos qui. *L* sed illum qui. — *p. G* ei sed super expensas. *Ce qui suit manque dans B E O Q.* — *q. A* Sovilari, *corrigé* Sorvilari *d'après C. F* Solovici ? *K* Stillarii ? *N* Sevilia. *P* Sovilan. *R* Somliti ? — *r. A* Tresiaco, *corrigé* Trosiaco *d'après K. C* Caroyssiaco. *F* Crussiaco. *P* Croisiaco. *N* de Treciaco. *L* Terciaco. *R* Craciaco. — *s. C* consuevit dare alicui ut judicaret... — *t. N omet* nec. — *u. E* arramento *F L N* arradamento. *I* vendicione. *S* accordamento. — *v. K omet.* temporali. — *x. F R ajoutent :* in rebus immobilibus, seu pro arradamento perpetuo bene conceditur, et iste stillus est in parte contra legem. — *y. C* Ita statutum videtur contra legem.

---

1. S'agit-il de Renaud Leschans, seigneur de Sorvillier, qui soutint un procès criminel contre Jean de Troci, en 1317, cf. Boutaric (*op. cit.*, n° 5105), ou de Pierre de Sorvilier, qui, en janvier 1313, fut aussi en procès contre le même Jean de Troci (cf. *ibid.*, n° 4027) ?

de usuris L. si ea [14 Cod. IV, 32] et ff. ex quibus causis ma[jores] L. I in fine[z] [1 Dig. II 54].

XX[1]

SEQUITUR MATERIA APPELLACIONIS[a]

1. Circa hanc materiam[b], in qua forma et infra quod tempus habeat adjornamentum impetrari, habuisti[c] in titulo de adjornamentis[2].

2. Item, de defectu et contumacia[d] recurre ad ea que dixi superius, in titulo de contumacia et defectu[3].

Fol. 29 v°. 3. Item, ubi appellatur a sentencia lata per aliquem judicem[e] juris scripti, opportet quod aliquis appellet tanquam

z. *D ajoute :* Vidi bene quod in empcione redditus ad vitam non est locus illi legi, et est racio quia nescitur quantum durabit, quia nil cercius morte vel incercius hora mortis. *L en note :* Pone quod vendidit ad vitam dominorum ; numquid ut in perpetua vendicione locum habebit rescisio, si sit decepcio ultra mediam justi precii, et fiat estimacio quanti communiter ad tales vitas possit valere ? Dico quod non, quia eadem racione qua non auditur ad unam vitam, scilicet quia possibile est emptorem statim mori, eciam nichil percipiet de redditu ; eadem incertitudo est de duobus vitis, cum possibile sit ambos mori antequam capiant redditum emptum ad eorum vitam. Et sic fuit judicatum, et pro hoc optime facit L. si ea lege C. de usuris (*17 Code IV, 32*). Sed queritur utrum accipiens a me rem aliquam perpetuo, post decem quolibet annos, solutis arreragiis, possit, vel ejus heredes, renunciare et dimittere rem ? Dico quod non, quia ad hoc sint, ipse et ejus heredes, personaliter obligati per contractum arrendacionis perpetue inter eos et me tradentem celebratum. Sed certe si ad alium possessorem illa res transferatur, quia dominus rei non tenetur nisi quia rem tenet, renunciando rei se liberat ; quod est notabile.

a. *B C D E G M N* De appellacionibus et emenda et execucione ipsarum. *F K R* de appellacionibus. *L* de appellacione. P de nullitate sentencie. — *b. F* vide quod est supra, titulo de adjornamento, ubi reperies infra quod tempus et in qua forma debeat impetrari adjornamentum in causa appellacionis. — *c. A* habuistis, *corrigé* habuisti. — *d.* F in causa appellacionis; vide supra de contumacia. — *e. B E M* in terra. *L* in patria consuetudinaria. *O* in terra [que jure scripto regitur. *R* patrie.

---

1. Dans son *Grand Coutumier*, J. d'Ableiges a traduit les §§ 3, 7, 8, 9 et 10 de ce chapitre. Cf. l'édition citée, L. II, chap. 72. Dans *K*, ce chapitre est le XVII°.

2. Cf. *supra*, chap. IV.

3. Cf. *supra*, chap. VI. — V. Aubert, *Histoire du Parlement de Paris*, t. II. Introduction : de l'appel.

a nulla ; et, si aliqua esset, tanquam ab iniqua et injusta [f]. Si autem a sentencia lata a judice in terra consuetudinaria [g], tanquam [h] a nulla ; si aliqua [i], tanquam a falsa [k] et prava.

4. Item, si appellacio emittatur in patria consuetudinaria a sentencia lata a judice, opportet statim appellare [l] antequam judex surgat de sede pro [m] recedendo, vel antequam recedat [n]; alias, reputaretur [o] non appellans [p].

5. Item [q], si appellatur a sentencia lata [r] in patria juris scripti, si quidem incontinenti inter acta, sufficit dicere : « appello » [s], eciam sine aliqua alia expressione verborum et sine aliqua scriptura hoc fiat, dum tamen hoc possit constare per acta ; sed [t] secus si post [u], quod potest infra decem dies, quia tunc opportet quod appellet [v] in scriptis [1] et quod [x] causas aliquas legitimas in appellacione [y] inserat, vel que, si vere essent, pro legitimis haberent reputari [z].

6. Item, ubi [a] aliquis non appellavit ab aliqua sentencia lata in patria juris scripti, nichilominus pars, que potuit appellare et non fecit, poterit eam dicere nullam et libellum dare in causa nullitatis [b] coram eodem judice qui eam tulit,

f. *G L* a prava et falsa. — *g*. *O* in patria vero consuetudinaria. *L* in terra juris scripti. — *h*. F tunc appelletur, tanquam... — *i*. *La plupart des mss. ajoutent* esset. — *k*. *B Q* ab iniqua. *L* ab iniqua et injusta. — *l*. *A en marge :* illico appellare. *F R* statim appellandum est. — *m*. *S omet* pro. — *n*. *P en note :* si sit presens ; si vero sit absens, statim cum venerit ad ejus noticiam sentencia. In terra juris scripti infra X dies. In patria consuetudinaria non appellatur in causis criminalibus, et si appelletur de facto, non valet, nec habent locum atemptata ; aliquando tamen fit contra. — *o*. *R* appellacio. — *p*. *G L ajoutent :* verum est si presens sit, secus si absens, quia tunc sufficit quod statim postquam venerit ad noticiam suam. *F en note :* intellige quando pars contra quam fertur sentencia est presens ; alias si absens esset, posset appellare quando ad ejus noticiam pervenerit. — *q*. *R* si autem appellet in terra juris scripti hoc fiat incontinenti et inter acta. — *r*. *O* diffinitiva in terra juris. — *s*. *L* et melius erit ; attamen si sine aliqua... — *t*. *F R* si vero. — *u*. *F* post sentenciam infra X dies appelletur, quod fieri potest, et tunc opportet quod. — *v*. *K* appellans. *R* appelletur. — *x*. *F* cause legitime in ea contineantur. — *y*. *K* in ea. — *z*. *D ajoute :* Hoc forsitan non habet verum, cum appellatur ad diffinitivam, quia, licet tunc non appelletur incontinenti, sufficit quod dicat : appello, dum tamen, etc...

a. *N O P R* item si in terra juris scripti non appelletur ab... — *b*. *G ajoute :* « usque ad XXX annos coram eodem judice » ; verum est si ordinarius, cum semper sibi remaneat potestas, sed secus in delegato, et qui

1. Cf. Ordonnance du 9 mai 1332 (Arch. Nat. X[1]a 8602, f° 6), déjà citée.

et littere per presentem curiam consueverunt concedi judicibus qui tales sentencias tulerunt [c].

7. Item, si appellatum non fuerit [d] a sentencia lata in patria consuetudinaria, licet sentencia esset nulla, attamen pars, contra quam lata est, non poterit agere super nullitate, postquam non appellavit [e]. Fallit in casibus qui sequuntur:

8. Primo, [ubi] de nullitate sentencie tractatur, que [f], ab incompetenti judice lata dicitur, licet illico ab ea non fuerit appellatum [g]. Secundo, ubi sentencia nulla dicitur ideo, quia [h] repente et non servato more dilacionum [i] dicitur lata [k]. Tercio, ubi errore [l] expresso dicitur fuisse lata [m].

9. Et [n] supradicti casus possunt apparere per exemplum [o] quod sequitur. Heredes Roberti de Boscariis [p], quondam civis parisiensis, dicebant in Parlamento contra Johannem Bourges [q] quamdam sentenciam latam [fuisse] contra ipsos pro dicto Johanne per prepositum parisiensem [r] in quadam
Fol. 30 r°. causa pecuniaria; quam sentenciam [s], que || lata fuerat per dictum prepositum racione quatuor defectuum in curia prepositi impetratorum [t], dicebant esse nullam vel falsam: primo quia dicte citaciones [facte] fuerant ad quamdam domum [u]

semel pronunciando, sive bene, sive male; functus est officio suo « qui eam tulit », et littere per presentem curiam concedi consueverint. *L comme G à partir de* verum est si ordinarius... — *c. O* protulerunt. — *d. F* si non appellet quis a sentencia. *L* Item, quod dictum est si appellatum. *R* sed in patria consuetudinaria, si non appellet quis. — *e. F R ajoutent :* et ita de consuetudine non habet locum via nullitatis. *P en note :* scilicet propter defectum jurisdictionis. — *f. K en note :* nota casus in quibus sentencia a qua non extitit appellatum retractatur, eciam lata a judice patrie que regitur jure consuetudinario. *N* primo qui tractatur. *R* a non competenti judice vel non suo judice lata fuerit. — *g. P en note :* puta non erat judex, vel non quoad rem illam. — *h. N* ut. — *i. G K P omettent* dilacionum. *R* juris ordine vel more. — *k. I* esse. *O omet* dicitur lata. — *P en note :* propter deffectum solempnitatis. — *l. O* in eadem. *R* in sentencia. — *m. P en note :* propter expressionem erroris. — *n. K met ici une rubrique :* processus per modum exempli in causa appellacionis. — *o. R* experiencias que sequntur. — *p. C* de Chocavis. *F K N R* de Coronis. *G L* de Bescariis. *O* de Quoquonis(!). *P* Toranis. *L'incunable de Toulouse :* de Bordollis. — *q. B F G K L P Q* de Sains. *C* de Sans. *E T* de Bonillio. *D H S* de Bouchs. *I* de Sannis. *M* de Bourlis. *N O* Seins. *P R* de Sanis. — *r. G R* racione quatuor deffectuum in curia prepositi impetratorum, dicebant esse nullam... — *s. Q omet* quam sentenciam. — *t. F* per dominum Johannem obtentorum. *K P omettent* impetratorum. — *u. B F K N O P Q R* domum que erat extra Parisius per sex leucas, ubi non habitabant, ymo Parisius; que citacio ad ipsum non pervenerat, et tam de consuetudine generali regni

in qua dicti heredes, cum veniebant Parisius, hospitabantur, et ideo citaciones nulle, quia facte non fuerant ad locum de Sadrees [v][1], qui locus distat a villa parisiensi per quinque [x] leucas, in quo ipsi habebant tunc domicilium suum ; et quia dicebant eas ad ipsorum noticiam non pervenisse, et citari debebant ad locum domicilii sui, tam de stilo istius curie quam de consuetudine [y] Francie, cum actio mota contra ipsos esset personalis.

10. Item, quia unus de dictis reis erat tunc et adhuc est clericus ; et sic, tanquam a non suo judice lata [z], non tenebat.

11. Item, quia citacione quarta [a] contra ipsos impetrata, ipsi coram dicto preposito comparuerant et actor non : quod per quoddam memoriale Castelleti [2] ostendebant, et ideo [b] dicebant de stilo curie Castelleti processum dictorum defectuum interruptum, et ideo super ipsis non potuisse ferri [c] sentenciam ; et [d] eciam propter raciones predictas dicebant se tunc [e] a dicta sentencia non appellasse, cum lata fuit. Sed ex post, cum [f] execucio fieret contra ipsos, ipsi venerunt [g] ad dictum prepositum, et [h] ob premissa requisierunt ipsum ut ipse dictam sentenciam adnullaret. Et ideo [i] quia ipse dixit eis quod dicta sentencia teneret et fieret execucio contra ipsos, ipsi ab eo appellaverunt [l].

quam de stilo curie in loco domicilii citari debebant, cum actio contra ipsos proposita esset personalis. Item quia unus... — *v*. *C P n'indiquent pas de lieu*. *D* Sardiers. *E G H L S* Sadiers. *I* Sadreis. *M* Sardies. — *x*. *G L P* sex. — *y*. *G* regni Francie. — *z*. *B* non valet nec tenet sentencia. *I* non valebat nec.

a. *N omet* quarta. — *b*. *C* et ideo de stillo Castelleti predicto defectu processus erat interruptus. — *c*. *N* ferre. — *d*. *C* ob hoc. — *e*. *E* tamen. — *f*. *B C F K N P Q R* priusquam. — *g*. *K R* iverant. *N* ipsi ob hoc ab eo appellaverunt. Dictus vero... — *h*. *C* et supplicando ut ob premissa dictam senteneiam... — *i*. *C L* ipse. — *l*. *Q* ideo ipsi appellabant ab eo.

---

1. Je n'ai pu identifier ce nom de lieu.
2. Le notaire ou greffier du Châtelet prenait des notes concernant les procès et cela probablement sur un registre. Ces notes faisaient foi entre les parties, ainsi que les extraits revêtus du sceau du Châtelet que pouvait délivrer ce notaire. L'ensemble de ces notes et extraits concernant une affaire s'appelait *mémorial*; cela servait encore à fixer la marche de la procédure. Cf. Ch. Mortet, *Le livre des constitucions demenées el Chastelet de Paris*, § 44 (dans : *Mémoires de la Soc. de l'histoire de Paris*, X, 1883) ; Tanon, *L'ordre du procès civil au XIVe siècle*, chap. III (dans : *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, 1885, p. 646, 647).

12. Dictus vero Johannes[m] proposuit[n] contra dictos heredes ad finem quod non deberent recipi ut appellantes, et in casu quod reciperentur, dicebat bene judicatum fuisse per dictum prepositum et male appellatum ex causis que sequuntur :

13. Primo, quia citaciones facte fuerant ipsis orethenus, prout per memoriale[o] et relaciones servientis curie constabat[p]. Secundo, quia[q] sentencia lata fuerat post quatuor defectus[r], quod constabat curie; tercio, quia ab ea, non statim[1], sed post annum ex quo[s] lata fuerat, appellaverant, et ideo[t], licet nulla foret sentencia, ex quo non appellaverant, tenebat de consuetudine generali[u]; et negavit clericatum[v].

14. Ex adverso proponebatur quod[x] proxime allegata consuetudo, videlicet[y] quod nullitas sentencie, non posset tractari ubi non esset appellatum, tunc || locum habere[z]
Fol. 30 v°.
posset quando talis[a] sentencia, que dicitur nulla, lata[b] esset a judice competenti, non ubi[c] esset incompetens, ut in casu presenti.

15. Item[d], cum lata esset nullo errore in ea probato[e], dicta autem sentencia a dicto preposito errore proposito[f] dice-

m. *N omet* Johannes. *O* Dictus vero prepositus. — n. *C abrège* quod non debebant recipi appellantes propter illa que sequntur 1° quia... *N* proponit... — o. *C omet* memoriale. — p. *E* constare dicebant. *F K Q R* prout constat per relacionem servientis curie factam, ut dicebat. — q. *B P* dicebat secundo quod. *N* dicta. — r. *F K L P Q R s'arrêtent ici.* — s. *F L O Q* postquam fuerat lata. — t. A non. *corrigé* ideo, *d'après D.* — u. *F omet* de consuetudine generali. *B G K P F I N Q R* et illum negavit clericum. Ex adverso proponebat. *C L* et negavit clericum et allegavit quod consuetudo erat quod, ex quo non appellaverat, quod non poterat prosequi eas nullitates. — v. *O* illorum alium clericum esse negando. — x. *C* quod illa consuetudo tunc locum habere posset, quando talis sentencia — y. *F* scilicet nullitatem sentencie. — z. *N* haberet alias habere posset.

a. *N omet* talis. — b. *B G* data. — c. *C L* secus ubi. *F* non ubi ab incompetenti. — d. *F R* item hoc obtineret, quando lata esset, nullo errore. — e. *C* errore expresso seu in ea probato, quod fuit in sentencia prepositi suggerendo quatuor defectus... *G* probato sub dicta sentencia a dicto preposito. — f. *I P* probato.

---

1. *Secundum consuetudinem Castelleti nostri Parisius, qui a sentencia dicti prepositi tanquam appellans vult haberi et teneri, ipse ab hujusmodi sentencia, quam cito ad suam devenit noticiam, appellare tenetur* (14 avril 1341, Arch. Nat. X[1]a 9, f[os] 186 v°).

batur lata, suggerendo [g] in ea quatuor defectus continuos rite processisse [h], quod falsum erat juxta superius proposita, tandem per arrestum curie dictum fuit quod dicti heredes reciperentur ut appellantes, et quod, viso memoriali de quo supra est facta mencio, constabat curie dictum processum fuisse interruptum, viso quod dicto processu constitit [i] dictas citaciones fuisse nimis repentine factas, quia prima quadam die martis, secunda die mercurii, tercia die jovis, quarta die sabbati proximis sequentibus, quare dictum fuit male judicatum et bene appellatum ; actum in parlamento anni XXV [l].

16. Item, judex a quo appellatum [m] est non potest partes adjornare ad parlamentum propria auctoritate sine mandato curie vel commissarii ; et si hoc fecerit, quamvis pars appellata [n] se presentaverit [o], tanquam non [p] adjornata [q] procedere non tenetur [r].

g. *B G H L N P Q* fingendo. *F I M* exprimendo. — *h*. *C K omettent* rite processisse. — *i*. *G I K* constabat curie. — *l*. *N* XXVII. — *m*. *N* appellatur. — *n*. *L* pars appellans. — *o*. *F* non videbitur procedere tanquam adjornata, et hoc sufficit de ista materia. — *p*. *R omet* non. — *q*. *K s'arrête ici*. — *r*. *N ajoute :* Et est talis forma commissionis : « Philippus, Dei gracia etc., A tel baillif etc. Comme tel se die avoir appelé de toy, ou à notre court, d'une sentence donnée par toy en cas civil contre luy, et pour tel, etc., comme de nulle, et, se de aucune, comme de faulse et maulvaise, nous te adjornons aus jours de ton bailliage de notre prochain Parlement, à venir pour deffendre ta dicte sentence, et pour aler en la dicte cause d'appel, si comme raison vouldra ; et intime la partie adverse [qu'elle] soit ausdiz jours, se elle cuide que il luy appartiengne en aucune manière ; et pendant la dicte cause d'appel ne souffre aucune chose estre faicte, intenter ou innover ou préjudice dudit appelant, mais se aucune chose y estoit faicte, ramenez-le et restituez en son premier estat dehu. » Et le juge doit ainsi rescrire : « Visis istis litteris, nous vous tenons pour adjornéz par la manière que il est contenu ès dictes lettres roiaulx, et vous mandons de par ledit seigneur que le dit Henry vous intimez comme partie adverse, qu'il soit à la dicte journée, s'il cuide, etc. ». Et si aliter fecerit, vel si judex propria auctoritate se adjornaverit, pars appellata non tenetur procedere, licet se presentaverit, quia non est debite adjornata. Item sciendum est quod a dicto arbitri, tanquam ab iniquo et injusto appellatur ad arbitrium uni... *L'incunable de Toulouse ajoute :* Item si appelletur a judicibus patrie juris scripti sive aliis.

XXI

[QUANDO APPELLANS SIT EXEMPTUS A JURISDICTIONE (ILLIUS) A QUO APPELLAVIT, ET QUANDO NON[s] [1].]

1. Si appelletur [t] a judicibus patrie juris scripti, sive regiis, sive aliis, appellans non est exemptus a jurisdictione [u] eorum [v], nisi pro ea [causa] pro qua appellavit; et ita hoc observat curia juxta l [egem :] ff. eum, qui appellavit, in prov[incia] defendi debere L. 1 [1 Dig. XLIX, 11]. Fallit tamen, ubi quando a paribus Francie vel eorum judicibus appellatur [x] : quia, sive sint de patria juris scripti, sive consuetudinaria, semper appellans est exemptus a jurisdictione paris et omnium judicum suorum [y], in omnibus causis, tam [z] agendo quam defendendo [a].

2. Item [b], si appelletur a judicibus terre consuetudinarie aliis quam regiis, a jurisdictione ipsorum est exemptus appellans in omnibus causis suis [c], pendente appellacione.

3. Item [d], ubi ab hominibus alicujus paris, seu eorum sen-

s. *Cette rubrique, qui manque dans A, est empruntée à D et E. BCGIK MNT* quando quis sit exemptus a jurisdictione illius a quo appellavit, et quando appellans renunciat exempcioni (*T* appellacioni). *FR* quo modo appellans sit exemptus a jurisdictione a qua appellatur (*R* appellaverit). *L comme B C G, sauf :* quis appellans. *O* quomodo quis sit exemptus a jurisdictione illius a quo appellavit. — *t. H* Item si appelles. — *u. C omet* a jurisdictione eorum. — *v. Q* sua. — *x. C* ubi aliquis appellet a paribus Francie, quia in quacumque patria exemptus est a jurisdictione paris... — *y. C omet* in omnibus causis. — *z. F en note :* sed in personalibus, secus in realibus. *D L* ubi appellatur.

a. *K en note :* verum ubi dicti pares non habent homines judicantes, cum eo casu teneas id quod dicitur in §. Item ubi ab hominibus [*§ 3 de ce chapitre*]. — *b. Ce paragraphe manque dans C P.* — *c. F.* scilicet personalibus, tam agendo quam defendendo. — *d. P en note* Item, si appellatur a preposito alicujus domini qui judicat per homines et eos conjurat, non appellatur ad ejus baillivum, sed ad Parlamentum, quia est auditorium ; pro hoc tamen non putamus de consuetudine. Fallit si sint alii homines deputati cum preposito, alii cum baillivo. Nullus tamen potest cognoscere de causis citra parlamentum, nisi hoc habeat per previlegium vel consuetudinem una cum titulo, quia hoc est de causis summitatis Regis et non transit per verba

1. Ce chapitre est le XVIII[e] dans *K*. J. d'Ableiges, *op. cit.* L. III, ch. 72, pp. 585, 587, l'a traduit en partie.

tencia appellatur ad curiam Francie, dum illi homines alios homines super se non habeant in curia paris, est exemptus appellans et [e] in aliis causis, licet, non [f] pro causa paris, sed inter privatos mota [g], hoc evenerit [h] ut ab ipsis fuerit appellatum. Ita fuit dictum per arrestum curie contra comitissam Attrebatensem pro domino Ludovico de Marenhi [i] [1], in parlamento anni XXV. Sed ubi hii, a quibus esset appellatum, haberent super se alios in curia paris [l], non esset exemptus, nisi solum a juridictione eorum a quibus appellavit [m].

4. Item, ubi quis est exemptus a jurisdictione paris Francie propter causam [n] appellacionis in una causa emissa, et super aliqua alia procedat coram ipso, renunciavit exempcioni preterquam [o] pro causa pro qua appellavit. Ita dictum fuit pro dicta comitissa et contra Ludovicum predictum [p], nisi [q] repertum fuisset tunc per curiam [r] quod magister Johannes [s] [2] Anié hoc non proposuerat in litigando antequam [t] esset tunc advocatus, sed post advocacionem, cum pars recessisset. Fol. 31 r°.

5. Item [u], exempto qui appellavit conceditur per curiam gardiator [v] et judex, quamdiu cause sue agitentur pendente exempcione. Ita dictum fuit per curiam, in parlamento anni XXV [x], contra comitem [y] Flandrensem [3] pro abbate de Gandavo [4].

generalia. — e. *R* eciam. — f. *P* nisi. — g. *F* si et ab ipsis. — h. *K L* hoc inveniatur. — i. *B Q* de Luchin, alias de Marigniaco. *C G L* de Luchi. *K* de Luchen. *D* de Marchi. *E* de Marueil. *F R* de Marigny. *H S* Mareul. *I* Marigniaco. *N* de Couchi, alias de Marouchi. *P* de Linheri *Incunable de Toulouse:* de Maranchi. — l. *F* tunc appellans... — m. *N* esset. appelatum. — n. *O* propter appellacionem emissam. — o. A propterquam, *corrigé* preterquam *d'après D.* — p. *F O R s'arrêtent à* Ludovicum. — q. *C* ubi tunc. — r. *E* per procuratorem — s. *C* Johannes Anien ? *I L Q* Johannes Aurelianensis. *K* Johannes advocatus. *S* Amé. — t. *L omet* antequam esset tunc advocatus. — u. *CKP omettent ce* § 5. — v. *Q* garandiator. — x. *B D E F G I M Q R S* XXVII. *L* XXVI. — y. *N* comitissam.

1. La comtesse Mahaut et peut-être Louis de Marigny (cf. Le P. Anselme, VI, p. 313), qui avait été en procès avec Mahaut en 1321 ? Cf. Boutaric, *op. cit.*, n° 6519.

2. Probablement l'avocat bien connu, Jean Hanière.

3. Louis I[er], comte de Flandre, de Nevers et Rethel, tué à Crécy le 26 août 1346.

4. L'abbé de Saint-Pierre de Gand était Foulques de Ricke. Cf. *Gallia christiana*, t. V, col. 186.

XXII[1]

*RUBRICA AN QUI APPELLAVIT AD CURIAM, OMISSO MEDIO, REMITTATUR[a].

1. Ubi[b] quis appellavit ab hominibus alicujus paris qui habent super se in curia dicti paris[c] homines judicantes, qui dicuntur franci[d], sed pars appellata[e] et par Francie petant se remitti super dicta causa ad homines immediate judicantes[f], audientur[g]. Ita dictum fuit per curiam, in parlamento anni XXV[h], pro comitissa Attrebatensi et scabinis de Bethuna[i] contra quosdam homines dicte comitisse[j].

2. Item, vidi observari reginis viduis quod, ubi[k] ab earum baillivis vel commissariis appellatur ad curiam, fit remissio ad dies ipsarum magnos[2]. Ita vidi in parlamento anni XXV pro regina Joanna, uxore regis Philippi[3], contra

a. *P* remitti debeat. — *b. Ce § 1 est omis dans S.* — *c.* *K* alios. — *d.* *C* franchi. *K* homines. — *e. F en note :* Bene dicit « pars appellata », nam ad requestam partis appellate et domini, seu judicis medii, qui est obmissus, consuevit fieri remissio, non autem ad requestam appellantis ; tamen contra curiam semel elegit; et eam approbat appellando ad eam et suam appellacionem ibidem introducendo seu relevando. — *f. B C* in medio judicantes. — *g. F en note :* Hoc est verum quod hoc dicitur, scilicet quod fit remissio ubi obmisso medio est appellatum, nisi quando pars appellans proponit attemptata, quia tunc non fiet remissio si super attemptatis sit adjornamentum impetratum et executatum. Racio : quia attemptata fuerunt in villipendium et contemptum Curie ad quam est appellatum, supposito quod ad eam non debuisset appellari prima fronte ; ideo de illis curia que contempnitur cognoscet et puniet delinquentes, et non alia. — *h. C F G K L N P R* XXVI. — *i. L omet* scabinis de Bethuna. — *j. B E I Q ajoutent :* Quid si una pars petit se remitti et non ambe ? Ego audivi quod non fieret remissio, ymo remanerent in curia parlamenti. *E met en note :* et ita servatur. — *k. K* quod cum baillivo vel commissario

---

1. *H* n'a pas ce chapitre et le note en marge : *Hic deest ista rubrica. scilicet : an appellans ad curiam, omisso medio, remittatur. B C F G L, N O P Q R S U* mettent ici le chapitre « quorum appellaciones non recipiuntur per curiam », le xxve de la présente édition. *I*, bien que dérivant de *B*, suit l'ordre de *A*. Le présent chapitre est le xxe dans *K* et le xxiiie dans *Q R*.

2. Les Grands Jours : assises solennelles que tenaient périodiquement dans les grands fiefs, des délégués de la cour féodale, et dans les provinces réunies à la Couronne, des commissaires du Parlement, pour juger en appel les causes des bailliages et sénéchaussées.

3. Jeanne de Bourgogne, femme de Philippe le Long, morte le 27 octobre 1327 (*Chronique parisienne anonyme*, édit. Hellot, p. 197).

Hugonem de Averiis [l]; sed forte hoc fuerat propter ipsarum privilegium [m].

3. Item, hoc idem vidi pronunciari [n] pro duce Britannie [o] [1] contra dominum de Saint Yon [p] [2], in parlamento anni XXVII.

4. Item [q], de patria juris scripti hoc idem esset : sed non vidi causam [r] accidere, sed hoc consonat legi [s] Imperatores ff. de appellacionibus [21 Dig. XLIX, 1].

5. Item [t], omnes cause appellacionis super condempnacionibus factis Regi, que excedunt [u] L libras monete currentis in patria. habent in curia tractari [v], et aliter non debetur taxacio [x], et alii [y] committi non debent.

6. Item [z], in appellacionibus de [a] patria juris scripti, in causis primarum appellacionum [b] [non] debet vel [non] consuevit concedi adjornamentum ad parlamentum per curiam, sed committitur alicui in partibus ; sed in causis secundarum appellacionum, sic [c].

l. *B C I* de Avenis. *F* Johannem Hugonis — *m.* *B D E I Q ajoutent :* Nota quod audivi posse appellari ad parlamentum obmisso medio, et obtinetur adjornamentum in Cancellaria ; sed curia secundum quod sibi videtur expediens, consuevit aliquando remittere partes ad debitum judicem, aliquando cognicionem cause remittere. — *n.* *G L* et observari. *I* Hoc idem quod dicitur in principio hujus tituli vidi. — *o.* *F ajoute :* Hoc idem servant duces, nam cum ab eorum judicibus appellatur ad curiam petunt remitti ad suos magnos dies. — *p.* *E* Saint Join. *F* Sancti Pauli. *K R* de Saint-Pol. *N* Sarayon. *O* Fanajon. — *q.* *Ce § 4 manque dans S.* — *r.* *D* casum. — *s.* *R* racioni scripte. — *t.* *S qui a débuté par les premières lignes du ch. XXV, continue en donnant ici les §§ 5 et 6 du présent chapitre.* — *u.* *E* summam. — *v*, *K L N O Q R* terminari. — *x.* *F G K R omettent ce membre de phrase.* — *y.* *C* alibi. — *z.* *O* in patria juris scripti per curiam consuevit...

a. *C L P* in. — *b.* non, *qui manque dans A, est restitué d'après B C D K Q. K en note :* non servatur. — *c.* *D ajoute :* Verum quando cause sunt magni ponderis, consuevit curia dare adjornamentum.

---

1. Jean III le Bon (1321-30 avril 1341).
2. S'agit-il du chevalier Geoffroy de Syon qui avait appelé d'une sentence du duc de Bretagne? Cf. Arch. Nat. X[1]a 8844, f° 306 v°, 13 mars 1327

XXIII [1]

Fol. 31 v°. [AN PARS ALIQUA AD PROPONENDUM DE NOVO PROPOSICIONES IN CAUSA APPELLACIONIS AUDIRI DEBEAT VEL NON [d].]

1. Item, si pars appellans a sentencia lata in patria juris scripti vult aliqua [e] de novo proponere, vel alias dicat se aliqua in causa principali proposuisse et non probasse et ea tunc probare velle, audietur [f], dum tamen dependencia sint a primo propositis et conatus [g] suos non fecerit probandi [h] in causa principali [i]. Ita dictum fuit per curiam, in parlamento anni XXVII [j], contra procuratorem Regis [2] et pro quodam alio [k].

2. Item, si [l] appellans de patria [m] consuetudinaria velit proponere aliqua extra processum super [n] principali negocio habitum, per que dicat sentenciam nullam vel falsam, audietur [o]; super contentis in dicto processu, non [p] [3].

d. Cette rubrique, qui manque dans A, est empruntée à D et H. F R an in causa appellacionis possit appellans novum factum proponere. *B C H M* an pars appellans de novo aliquas proposiciones... *L O* an pars appellans de novo aliqua proponens in causa... *N* an appellans ad aliquid proponendum de novo in causa appellacionis admittatur. *P* que in causa appellacionis de novo proponi possint; *et en note* de proposicione appellacionis effectus. *S rattache ce chapitre au précédent. T* an pars appellans si velit aliquid de novo proponere... — *e. R* in ea aliquid. — *f. L* pro hoc L. eos § si in C. de appellacionibus (*6 Code* VII, *62*). — *g. M* cum actus. — *h. C G L P Q omettent* probandi. — *i. O s'arrête ici.* — *j. D Q* XXV. *G* XXII. — *k. B C F G K L P Q R n'ont pas* et pro quodam alio. *S omet* alio. *D ajoute:* Istud est juxta L. per hanc C. de appell. (*4. Code VII, 13*). — *l. L* si pars. — *m. L O* de terra. — *n. L* in. — *o. P en note :* vel si velit proponere raciones quas judex debebat supplere, puta quia dependebant ex actis, vel erant juris, nec requirebatur execucio partis. — *p. C G N P omettent* non. *D* si contenta sint in dicto processu, non audietur. *G L* processu, connexa illis fuerint. *H I O Q* non audietur. *F en note :* Hoc non esset verum si processus in principali causa habitus esset in scriptis ; sed si esset sine scriptis, posset obtinere quod hic dicitur, licet adhuc dubitetur. *R met cette note dans le texte. I K omettent toute la phrase finale.*

---

1. Une grande partie de ce chapitre a été reproduite en français dans le *Grand Coutumier* de J. d'Ableiges, *éd. cit.*, L. III, ch. 73. P. Guilhiermoz, *op. cit.*, p. 623, a publié ce chapitre d'après trois mss. et l'édition Lot. Ce chapitre est le XXIe dans *K* et le XXIVe dans *Q*.

2. Le procureur général était Pierre de Villebresme qui exerçait au moins depuis le 1er mars 1323 (Cf. Arch. Nat. X1a 8844, f° 154) et devint président en 1328. Il mourut en 1331 (cf. Arch. Nat. X1a 7, f°s 57, 65 et Viard. *Documents parisiens du règne de Philippe de Valois*, t. II, n° 435).

3. Ce paragraphe semble peu clair; pour bien le comprendre, voir P. Guilhiermoz, *op. cit.*, pp. 129 et130.

3. Item, si, coram primo judice appellacionum ad quem appellatum est, cause quare judicium pravum vel falsum dici poterat per appellantem [q] proposite non fuerant, et ideo per dictum primum judicem [dictum primum judicium] fuerit confirmatum, et ab ipso fuerit ad presentem curiam appellatum, et ea nunc in Parlamento velit proponere, non audietur [r] in causa, ubi appellans [s] coram primo judice appellacionum fuerit presens, vel ejus procurator instructus; et hoc ubi [t] partes sunt de patria consuetudinaria ; sed secus si sint de patria juris scripti, ut est dictum [u].

4. Item, ubi pars [v] appellans sigillavit vel sigillari fecit processum habitum coram judice a quo appellatur [x], si aliqua vellet proponere [y], non audietur, sed recipietur processus per curiam [z] ad sciendum si bene vel male appellatum fuerit; et processus sic consueverunt sigillari in baillivia [a] Viromandie et Ambianensi ; alias, si non sigillaverit sic [b], vel [si] invita vel compulsa [c] dicat se sigillasse [d]; et hoc observatur [e] in judicibus qui non solvunt [f] emendam [g].

5. Item, sciendum est quod processui facto per judicem a quo appellatum est [h], et qui solveret emendam [i] si sit de patria consuetudinaria, non adhibetur fides [j], si pars appel-

q. *C omet* per appellantem. — r. *R* in casu in quo.— s. *C* ubi fuit presens coram... — t. *C* et hoc in patria consuetudinaria. *L* hoc verum in casu ubi. — u. *F en note :* Idem credo in patria juris scripti, cum modificacione hic posita, scilicet ubi appellans, vel ejus procurator instructus, presens fuit coram primo judice appellacionis et suas raciones non curavit allegare, quia in hoc potest sibi prejudicare et sibi imputetur ; sed, si de novo coram secundo judice appellacionis cause seu raciones bone ad ejus noticiam pervenerint, tunc eas poterit proponere. Ita potest intelligi quod hoc dicitur de patria juris scripti. — v. *L* aliquis. — x. *K L Q* appellavit. — y. *P en note :* Nisi quod videat sentenciam, secundum quosdam ; alii contra, quia in sigillacione et ante eam debebat habere, non enim ponitur in sacco. — z. *C omet* per curiam. *N* per procuratorem.

a. *O* in patria Viromandie et baylivia Ambianensi. — b. *F R* si processus non sit sigillatus. — c. *F I K L Q R* si invitus vel compulsus. — d. *F.* sigillavit. *K R* sigillaverit. *B E F H K M P Q ajoutent :* audietur. *G L ajoutent :* scilicet ad proponendum aliquid de novo audietur. — e. *F* servatur *N* conservatur. — f. *I* solverunt. — g. *O ajoute :* in aliis vero non. — h. *F R* qui est talis judex qui solvit emendam. — i. *F R* si male judicet, nulla fides adhibetur... — j. *F* et hoc in terra consuetudinaria, secus in terra juris scripti : et racio quia primo casu judex tenetur suum judicatum facere bonum et ideo adjornatur suum judicatum defensurus, et si male judicaverit, solvit emendam, ideo etc., secus in secundo casu. *L R comme F mais après* juris scripti : unde in dicto casu nulla fides adhibetur...

lans contradicat, sed totus habebitur suspectus, eciam si sit factus ante appellacionem ; quod videtur mirabile : racio est quia dictus judex debet facere suum judicatum bonum, et ideo adjornatur defensurus judicatum suum [k]. Sed contrarium est in processu facto in patria juris scripti : et est racio quia primus, ideo quod [l] haberet solvere emendam, ejus facta quasi ut partis [m] reputantur, quod non est in secundo [n].

6. Item, ubi pars que appellavit [o] est de patria juris scripti, et in appellacione quam fecit [p] ad fortificandum appellacionem suam aliqua gravamina inseruit [q] in scriptis, non solum illis poterit justificare appellacionem, sed aliis quibuslibet [r] ; et idem esset in patria consuetudinaria [s] : pro hoc facit in argumentum L. scio § fin. ff. de appel[lacionibus] [3 § 2 Dig. XLIX, 1].

XXIV [1]

Fol. 32 r°. [AN APPELLANS VEL JUDEX TENEANTUR SOLVERE EMENDAM [t]].

1. Item [u], cum appellatur a sentencia lata in patria juris

k. C quia solvere debet emendam, ejus facta non reputantur in patria nostra, secus in patria juris scripti. — *l. A* non haberet, *corrigé* quod haberet, *d'après D E I.* — *m. A* ut pars, *corrigé* ut partis, *d'après D, qui ajoute:* suspecta. *B H K* ejus facta suspecta. *I M* quia ut pars reputatur. *K omet* ut partis. — *n. F en note :* Vide in hoc casu nulla fides adhibetur sentencie dictorum judicum sed in sentenciis judicum regiorum a quibus est appellatum adhibetur fides quoad datam, ad videndum an appellacio legitime fuerit prosecuta vel an fuerit deserta, licet aliis in sentencia contentis non adhibeatur fides, nisi quantum per processum potest apparere. Racio diversitatis : quia in judicibus regiis, qui nullam solvunt emendam, nulla cadit suspicio, sed in aliis secus, qui solvunt emendam si male judicaverint, et eis solvitur si male sit appellatum, vel si appellacio sit deserta, vel saltim licet eis non solvatur emenda si appellacio sit deserta, tamen per illam desertionem evitant periculum solvendi dictam emendam, in quo periculo sunt si appellacio legitime prosequatur, et ideo propter hanc suspicionem nulla fides adhibetur sentencie eorum vel eciam processui, nec quoad datam, nec quoad aliquid aliud. *L R ont cette note, mais la rattachent à la note citée plus haut* (*j*). — *o. I O* ubi appellans. *L N R* pars appellans — *p. I n'a pas* quam fecit. — *q. C* expressit, aliis quibuscumque poterit appellacionem justificare in diffinitiva, secus in interlocutoria. *G L P Q* asseruit. — *r. N* quibuscumque in diffinitiva, secus in interlocutoria : de appellacionibus C. in Cle. (*Clementinarum lib II, tit. XII*). — *s. D* in parte patrie consuetudinarie. — *t. Cette rubrique qui manque dans A, est empruntée à D. I ajoute* vel non. — *u. R* quando. *F R en note :* idem, si aliquis veniat contra appunc-

1. Ce chapitre est le xxve dans *Q* et le xxiie dans *K*.

scripti, et per curiam pronunciaretur bene judicatum et male appellatum, appellans non debet[v] aliquam[x] emendam. Sed secus[y], si sic pronunciaretur et lata esset sentencia[z] in patria consuetudinaria, quia appellans compelletur ad solvendum Regi LX libras parisiensium pro emenda[a].

2. Item, ubi pronunciatur bene appellatum[b], si judices sint patrie juris scripti a quibus appellatum est, nulla debetur emenda[c], sive sint regii sive alterius[d]. Sed secus esset si essent patrie consuetudinarie[e], quia tunc[f] judices regii[g], ut baillivi[h] vel senescalli vel prepositi, nullam debent emendam[i], sed secus esset in judicibus regiis aliis[j], ut sunt homines regii judicantes in aliqua curia, quia illi solvunt emendam[k]; et idem esset in judicibus aliis quam regiis. Et

tamentum vel arrestum Curie interlocutorium... quia, si esset diffinitivum pars non admitteretur ad aliquid dicendum contra, nisi per viam supplicacionis impetratam a Rege, quo casu dicta pars debet presentare caucionem de solvendo duplicem emendam, scilicet CXX librarum; in quo casu quo non posset docere de errore proposito contra arrestum dictum arrestum mandaretur execucioni, pendente litigio vel causa dictorum errorum, ut hoc in ordinacionibus Philippi continetur[1]. Quidam eciam volunt dicere quod, si contra sentenciam diffinitivam vel interlocutoriam gencium Requestarum Palacii vel aliorum judicum regiorum, a quibus sentenciis nôn fuit appellatum sed in rem transierunt judicatam, quis velit aliquid proponere, quod debet solvere dictam emendam LX librarum[2]; utrum sit verum, nescio. — *v. I* non tenetur solvere. — *x. N Q omettent* aliquam. — *y. K* si sic. — *z. K omet* sentencia.

a. K en note : nota regulam infallibilem. *P en note :* secus in reclamante ab arbitro, quia non cavetur. — *b. K* male judicatum vel ordinatum et bene appellatum. *O* male judicatum... — *c. H I O P* nullam debent emendam. — *d. E N P Q* judices regii. *G* eciamsi sint de patria consuetudinaria. — *e. K omet* esset *et* essent. — *f. N omet* tunc. — *g. F* et hic est advertendum quod aut sunt judices regii ut... — *h. K* baillivi, vicedomini vel prepositi. — *i. F* et tunc si male judicarent, nullam debent emendam, sicut e contra, si bene judicarent et male ab eis appellaretur, nulla eis debetur emenda, sed Regi. Aut sunt judices alterius quam Regis et si male judicent, debent Regi emendam LX librarum, et contra si bene judicent et male ab eis appellatur, debetur domino eorum, ab eo qui male appellaverit, emenda LX librarum et non Regi. Aut sunt homines judicantes in aliqua curia et tunc, si sunt homines Regis in aliqua curia judicantes, sive homines alterius, si male judicent, debent Regi emendam que arbitraria est secundum locorum consuetudinem ubi appellatur; quod de stillo illo in hoc casu. — *j B P* in aliis judicibus regis. *C G N* aliis puta homines judicantes. *K* regiis aliis puta si. *M* ut sunt homines. — *k. L* quia propter feuda que habent, vel alia jura, tenentur judicia reddere, et reddita suo periculo deffendere.

---

1. Cf. l'édit de 1331 (*Ordonn.*, t. II, p. 80, et Arch. Nat. X[1]a 8602, f° 6 v°, *ordinacio super erroribus proponendis*); cette jurisprudence était en usage au parlement au moins dès 1329, cf. Arch. Nat. X[1]a 6, f° 48 : 18 avril 1329. Sur la proposition d'erreur, v. Aubert, op. cit., t. II, procédure, pp. 161 à 166.
2. Cf. Ordonnance du 12 novembre 1364 (Arch. Nat. X[1]a 1469, f° 1).

si pronunciaretur contra, scilicet bene judicatum, ipsi appellantes, si sint [judices] [l] bailli[vi]e alterius domini quam Regis, domino debent LX libras [m]; si sint homines judicantes, debetur eis emenda juxta consuetudinem locorum unde appellatur [n]; sed de stillo in hoc casu [o], nec alias, per consuetudinem generalem regni Francie non est certa determinata emenda [p].

3. Judicibus regiis nulla solvitur [q] emenda in casu supra dicto, illis qui in casu converso nullam solverunt emendam, sed Regi [r].

4. Item, appellacio ubi est emissa a patria consuetudinaria ad hanc curiam, et pronunciatur in parte bene pronunciatum et in parte male, nullam debet emendam appellans [s].

l. Restitué d'après le sens général. Cf. supra, la variante de F dans la note (*i*). — *m. K* scilicet LX libras parisiensium. — *n. P en note :* et fit remissio coram eis ad emendam. — *o. P* vel aliter. *K* vel alias. — *p. B F G N O P Q* non est certa determinacio. [*I* emende]. *F L R ajoutent :* sed omnibus bene una mulcta imponitur, et contra, si bene judicent et male ab eis appellatur, debetur omnibus una emenda arbitraria secundum quosdam, sed secundum alios debetur emenda X librarum cuilibet homini judicanti. Item ubi est emissa appellacio (cf. § 4). *F en note :* Circa hoc fuit ordinacio regia anno domini M°CCC°LVIII° vel circa, qua cavetur quod homines Regis in aliqua curia judicantes baillive Viromandie[1], si male judicent, non amplius teneantur ad emendam arbitrariam, sed duntaxat ad unam solam emendam LX librarum parisiensium, omnes, simul, et postmodo non solvatur eis, in casu quo judicaverint bene, nec emenda LX librarum; quod est verum si sint plures homines quam VI judicantes, si enim VI vel pauciores essent, debent X libras duntaxat, et contra eis solvitur. — *p. I.* debetur. — *q. K en marge* : scilicet quando judicatum male judicatum vel ordinatum ubi in primo hujus §. — *r. B D E G I M P Q ajoutent* : debetur emenda. *K* debetur emenda solum. *O* et in parte male judicatum, non debet emendam. — *s. F en note :* Secus est in judice : nam licet in parte bene judicaverit et in parte male, tamen solvit emendam, si sit judex qui ad eam teneatur secundum supradicta. Ita vidi pronunciari in curia per arrestum, die sabbati VII Augusti anno domini M°CCC° nonagesimo, contra homines judicantes in curia Belvacensi pro quodam appellante de Silvanecto[2] : racio potest esse quod ubi quis gravatur, potest appellare contra sentenciam si contineat quantumcumque modicum gravamen, verum esset dicere illum contra quem fertur, esse gravatum, ergo... ipsum bene appellasse et per consequens nullam debere emendam; nec potes eum dicere male appellasse ex eo quod simpliciter appellavit et sic a tota sentencia videtur appellasse, que tamen pro parte bona est ; quare dico quod simpliciter appellando videtur dumtaxat appellare in articulo in quo gravatur, et in residuo videtur sentencie acquiescere; sed judex in

1. Cf. l'ordonnance de septembre 1368. (*Ordonn.* t. V, p. 140.)
2. En réalité le 6 août, le 7 étant un dimanche. Cet arrêt est peut-être celui qui se trouve dans Arch. Nat. X¹a 36, f° 202 v°.

5. Item, ubi appellans non impetraverit adjornamentum, vel, si impetraverit, exequtatum [v] non fuit, non tenetur emendare [x] curie, licet judici, a quo appellavit, sic : ita dictum fuit in parlamento anni XXVII [y], in causa scabinorum Cathalaunensium [z] [1] contra Johannem Botafuet [a]; sed judici a quo appellavit, si sit alterius quam Regis [b], ut in dicta causa fuit dictum [c].

toto dicitur bene judicare, et ideo si pro parte male judicetur, pro parte bene, verum tamen esset dicere ipsum male judicasse et per consequens ipsum debere emendam, quia stillus affirmative loquitur dicens : « judex male judicans debet emendam, » non autem negative dicendo : « judex bene judicans non debet emendam », quod forte aliud esset. Nec obstat si dicas : idem debetur esse in appellante, quia stillus eciam affirmative loquitur, dicendo scilicet : « male appellans non solvit emendam, modo quando appellavit a sentencia que est bona in parte, male apparet in hoc esse, etc. », quia dico quod non videtur apparere nisi in quantum gravamen continet et est statim supra explicatum. *R met cette note dans le texte.— v. Q* non tamen est executum.— *x. G L* hodie emendaret nisi renunciat appellacioni infra VIII dies, curie vel judici a quo appellaverit. *P en note* : Ante enim impetracionem et excusacionem potest penitere hodie infra VIII dies, non post, nisi de licencia curie. *R* contrarium habetur in ordinacionibus Philippi, scilicet quod sive pronunciatur male appellatum, sive appellacionem desertam, propter adjornamentum non impetratum vel non exequtum in tempus debitum appellans solvit emendam Regi. Vide ibi, licet judici a quo appellavit teneatur, si sit alterius quam Regis. — *y. E en note :* Hoc falsum, nisi renunciet et infra octo dies ut dictum est supra. *K en note :* sed est hodie falsum nisi appellacioni renunciatur infra VIII dies. — *z. B F I K P Q R s'arrêtent après* Cathalaunensium. *L ajoute :* et in casu quo infra octo dies, fierit renunciacio deberetur per appellantem LX solidos.

a. B I P Q Boucafoventem. *F R* Bouta. *H* Bacasuet. *K* Bota Faventem. *L* Bocafovente. *N* Bouta Foventem. *O* Boti Ferrarium. *T* Moutafuet. — *b. H en note :* hoc est correctum per ordinaciones Regis Philippi. *T* Hodie tenetur ad emendam, nisi renunciabit appellacioni infra octo dies, quod dicitur infra in ordinacionibus factis anno XLV [2] — *c. N ajoute :* Item nota : ubi partes se presentaverint in parlamento, non possunt sine licencia curie concordare. *L cite en note l'arrêt suivant* [3] : L'an mil CCCCXXIIII, le IIe jour de décembre, entre Josserand Freppier qui avoit fait adjourner en la court de parlement, par avant ledit jour, Robert Baudoyn pour monstrer la poursuite de certain appel qu'il avoit faicte d'un sergent de monseigneur de Bourgongne [4], qui, par vertu d'une commission prinse du gouverneur de la chastellerie dudit seigneur, avoit fait exécuter ledit Robert Baudoyn pour la somme de CCC escus à luy deue

1. Châlons-sur-Marne.
2. Les ordonnances visées sont celles de décembre 1344, du 24 novembre 1354 et du 18 novembre 1365 (*Ordonn.*, t. II, pp. 210, IV, p. 318, et 599).
3. Cf. Arch. Nat., X¹a 64, f° 169 r°, 172 v°, 2 décembre 1424, Freppier était bourgeois de Chalon-sur-Saône, et Baudouin, bourgeois de Beaune.
4. Baudoin avait appelé de Thevenot Legras, sergent de la mairie de Beaune. L'affaire plaidée le 20 novembre fut au conseil le 22 et l'arrêt fut rendu le 2 décembre. Cf. Arch. Nat., X¹a 1480, f° 310 v°.

6. Item, si aliquis subjectus alicui domino temporali habenti altam et bassam jurisdictionem citatus fuerit coram aliquo judice regio, super aliqua actione personali, ad instanciam alicujus, et subjectus una cum domino pecierit causam predictam remitti ad dominum, et predictus judex pronunciaverit predictam remissionem non fieri, et ideo predicti dominus et subjectus ab eo appellaverint ad parlamentum, et adjornamentum in dicta causa legitime impetraverint, si dominus ad dictam diem presentationis se in dicta causa non presentaverit, sed subjectus presentaverit se, subjectus reputabitur non appellans per curiam et sine emenda, ideo quia causa principalis remanebit in curia, defectu domini operante. Ita dictum fuit per arrestum curie, in parlamento anni XXV, pro matriculariis Sancte Crucis Aurelianensis et contra quemdam militem et dominum de Valesio ; et que sit racio, dic ut supra, titulo de presentatione facienda [1].

par ledit Robert, de reste de greigneur somme ; ou pour icelluy veoir dire estre desert, pour ce qu'il ne l'avoit aucunement relevé, et ledit Robert qui avoit dit qu'il avoit renoncé à son dit appel dedans la huitaine, et que de ce il avoit lettre, et ladite renunciacion avoit signifiée audit sergent qui avoit faicte ladicte exécution, et qui estoit procureur dudit Freppier, et ce il vouloit prouver par tesmoings ; et par ce devoit ledit Freppier payer les despens de la poursuite de la cause d'appel. Et ledit Freppier et [le] procureur général [2] par leurs répliques disoient que par le stille il falloit signifier ladicte renunciacion *judici a quo vel judici ad quem* et à la partie, ce que n'avoit fait le dit Baudouyn; par quoy disoient ladite appellacion deserte. Dit fut que l'appellacion estoit déserte, et fut condempné ledit Robert en l'amende de LX livres parisis, combien qu'il eust fait apparoir de tout son fait, parce qu'il n'avoit signifiée icelle appellacion *judici a quo vel ad quem et parti. L ajoute :* Anno domini M° CCC° LXXXXVII dictum fuit per arrestum curie quod appellacio illius qui non renunciavit in curia vel coram baillivo regio a quo appellaverat ad curiam, sed coram duobus notariis Castelleti, erat deserta, et emendavit appellans de LX libris [3]. Ordinacio Philippi, data anno Domini M° CCC° XLIIII, prout quod appellans debet habere litteram sue renunciacionis a baillivo a quo appellavit, vel a suo commisso, ad hoc quod dicta renunciacio sit recipienda [4].

---

1. Ce § 6, qui reproduit presque textuellement la première partie du § 8 du chapitre V (*supra*, p. 36-37), se retrouve dans tous les mss., excepté C K L.
2. Guillaume Barthélemy, procureur général depuis le 22 février 1422.
3. Le défaut de date précise et l'absence de noms propres ne permettent pas de retrouver cet arrêt.
4. Cf. l'ordonnance, déjà citée (*supra*, p. 17, 23, 38...), de décembre 1344, art. 3 (*Ordonn.* t. II, p. 210 et Arch. Nat. X[1]a 8602, f° 30).

XXV[1]

[RUBRICA QUORUM APPELLACIONES NON RECIPIUNTUR[d].] Fol. 32 v°.

1. Item, si appelletur[e] de defectu juris a judice regio[f], sive patrie consuetudinarie sive juris scripti, non recipitur appellacio, quoad hoc ut adjornamentum concedi debeat[g].

2. Item, a gravamine reparabili[h] in diffinitiva[i] si appelletur in patria juris scripti, non recipitur appellacio per hanc curiam[i]. Sed in hiis casibus[j] consuevit curia, omisso appellacionis articulo, concedere litteras illis judicibus a quibus quis[k] se dicit gravatus, per quas ipsis mandatur vel quod gravamina revocent[l], vel quod[m] partibus faciant justiciam. Sed si sit a diffinitiva sentencia[n] appellatum[o], vel [a] gravamine[p] quod non posset reparari in diffinitiva, admittitur appellacio[q].

3. Item, in patria consuetudinaria, ab omni gravamine illato per modum sentencie interlocutorie vel diffinitive

d. Cette rubrique, qui manque dans A, est empruntée à H. R ajoute per curiam. — *e. A* si aliquid appelletur, *corrigé* si appelletur, *d'après C D I K L N Q R.— f. K P omettent* a judice regio.— *g. P en note:* Item a requesta non appellatur : puta homines requirebant baillivum et tenent se saisitos de bonis domini de Remi... pro habendo consilio capituli loci in sua causa; idem dominus non potest appellare. Item, si ordinarius requiratur quatinus revocet commissionem torcionariam aut vocet partes, et deneget, appellatur; est enim quoddam dictum vel interlocutum quod ab ipso jus peteretur, licet alii dicunt gravamen. — *h. Q* recuperabili. — *i. S revient au § 3 du chap. XXII. P en note:* Item a gravamine irreparabili, puta carceris, vel questionibus, ubi est dampnum corporale, vel si partes proponant suas raciones, ponentes se in jure, nichilominus procedit, est enim processus in fraudem sentencie. *F en note:* Et maxime in patria juris scripti, sed bene fit intimacio judici.— *j. C omet* in hiis casibus. *F* in hoc casu. *G* in aliis. *L* in talibus. — *k. K omet* quis. — *l. E* revocentur. — *m. N R omettent* quod. — *n. C* ante diffinitivam sentenciam. *K* sed si a diffinitiva appellatur, — *o. C I terminent ici.* — — *p. F R* irreparabili. — *q. E* appellans. *R* tunc bene admittitur.

1. Ce chapitre est le XXII° dans *B C G L N O P Q R U*; le XIX° dans *K.; S* le rattache au précédent. D'Ableiges, *op. cit.*, liv. III, ch. LXXII p. 590, a traduit les §§ 1, 3, 4.

potest appellari. Item, et a[r] defectu juris[s] ab aliis judicibus quam regiis ; et alias[t] subjectus a curia domini sui judiciali aliter[u] quam per viam unam de predictis non potest recedere, de consuetudine generali regni Francie et de stillo ipsius curie. Et ideo in patria consuetudinaria[v], quando quis gravatur in aliquo[x], communiter dicitur : « Le me dictes vous et par droit ? » Et si judex dixerit : « ita », potest appellari, alias[z] non.

4. Item[a], in patria juris scripti, recipitur appellacio a domino alicujus a defectu juris, sed queritur quare melius quam a judicibus regiis : racio est quia Rex potest lucrari et pars, quando[b] ab alio quam ab officiario Regis appellatur, non autem ubi ab officiali Regis, ut de primo infra videbitur.

5. Item, in patria juris scripti, a nullo[c] possessorio[d], prima[e] sentencia lata super eo, non recipitur appellacio ; et racio est quia est momentanee[f] possessionis seu utilitatis est, ut C. si de mom[entanea] possess[ione] fuerit appellatum L. unica [Code VII, 69]. Quod verum intelligo, si rite[g] et juste processum fuerit in causa et deventum ad sentenciam ; alias non, ymo recipitur in presenti curia appellacio ; et est racio quia alias[h] semper esset in potestate judicis dare saisinam cui vellet, eciam injuste[i].

r. K L ex.— *s. Note de P :* Qui est eciam si dicat judex : « non faciam » quia defecit (?) animo jus reddendi nec modo consueto. Item hec verba reservantur ad immediate precedencia, quibus dicitur : « Domine, faciatis, michi jus, licet quidam contra » quia profert per hec verba suam sentenciam. Item si dicat : « ponatur talis in carcere », non appellatur, quia omnis vox judicat. Item datur malis occasio fugiendi, quia post appellacionem legitimam nihi debet attemptari, et ita fugerent si possent appellare. *C* a judicio curie domini sui, quod gravatus dicitur sic : « Le me dictes vous et par droict ? », etc. — *t. K omet* et alias. — *u.* A judicialiter, *corrigé* judiciali aliter. *B E Q* judicialis. *P* pro judicio. *F K* alias quam per unam viam de predictis. — *v. F en note :* Hoc est quod communiter dicitur, quia vassallus a curia domini sui recedere non potest sine summacione quod sibi jus faciat, vel nisi propter judicium falsum, et ita per appellacionem recedere potest, en II cas : c'est assavoir par dénie de droit et par faux jugement, alias non, et [se] certain est cas de dénie de droit, sans appellacion il puet retourner au souverain, affin qu'i[l] ly face droyt ou qu'il mande au seigneur qu'i[l] luy face droyt. *R a mis cette note dans le texte.* — *x. K omet* in aliquo. — *z.* A vel, *corrigé* alias *d'après D.*

a. *C F G K L N P R n'ont pas ce paragraphe* — *b. E Q omettent* quando. — *c. N omet* nullo. — *d. A* professorio, *corrigé* possessorio, *d'après D.* *e. N omet* prima. — *F K P remplacent ce mot par :* hoc est a nulla *et continuent* : sententia... — *f. K* momentanea est possessio seu utilitas. — *g. C P* recte. — *h. M omet* alias. — *i. F R rattachent ce paragraphe*

6. Item, quia ante sentenciam a gravamine irreparabili [k] Fol. 33 r°. potest appellari, ergo multo forcius post. Ita dictum fuit in parlamento anni XIX [l], pro domino Johanne de Maurelhone [m] contra Rater[i]um de Calsiata [n] [1].

7. Item, idem esset in quocumque casu in quo prohibitum esset appellari, vel a jure, vel a principe.

8. Item, in patria consuetudinaria, in quacumque sentencia, eciam si [o] super possessorio [p] lata, recipitur appellacio [q] in curia.

XXVI [2]

* RUBRICA DE MODO PROPONENDI CAUSAM [r] APPELLACIONIS IN CURIA [s].

1. Sciendum est quod ubi aliquis advocatus habet aliquam causam appellacionis proponere in curia, quam juvari posse videt [t] pretextu aliquarum [u] consuetudinum, utpote quia processum [v] est in causa principali contra dictas consuetudines, si sentencia sit lata in patria consuetudinaria, debet sic dicere [x] : « Ad illum finem quod talis [y] sentencia, per [z] talem lata, dicatur et pronuncietur fore nulla ; et si aliqua esset, quod ipsa sit falsa et prava, et quod talis per judi-

au suivant, en ajoutant : quod non est faciendum, quia a gravamine... *N de même:* injuste quia ante....— *k. B E Q* irrecuperabili. — *l. B C F G I K L N O P Q* XXIX. — *m. C O* de Morlhone. *D* Marchene. *F* de Maroliis. *G L* de Maillone. *H S* Mareulhone. *K* Maorlone. *N* Marelen alias de Maurelhone. *P* Macillone. — *n. C* de Calcata. *F R* de Galliata. *G L* de Gallerata. *K* Rocerium de Galiaro. *N* Cacerium de Golica alias de Calsiata. *O* de Galario. *P* de Galeria. *Q* Richerium. — *o. K* et. — *p. E* possessione. — *q. P omet* appellacio. — *r.* P. de proposicione cause apellacionis. — *s. K ajoute :* et forma faciendi libellos, etc., seu intendit. — *t. A* videtur, *corrigé* videt *d'après F G K L Q.* — *u. F R omettent* aliquarum. — *v. P Q* utpote processus in causa. — *x. K ajoute* advocatus, *et en note :* Nota: intendit in causa appellacionis secundum patriam consuetudinariam. — *y. K* illa. — *z. D* contra.

1. A la date du 31 juillet 1332 on lit dans Arch. Nat. X[1a] 6, f° 243, 244 : « *Dudum lite mota coram senescallo et judice majore nostris Ruthenensibus inter Bertrandum et Ratherium de Calciata fratres, et deinceps post mortem dicti Bertrandi cum Raymundo... et Johannem de Maorlione, militem...*

2. D'Ableiges, *op. cit.*, liv. III, ch. 74, a traduit les 2 premiers paragraphes. Ce chapitre est le XXIII[e] dans *K*.

cium presentis curie [a] pronuncietur : ecce quid volo et intendo proponere, et [b] pro evidencia cause mee ego presupono [c] quasdam consuetudines quas pars mea dedit michi intelligi esse in tali [d] patria, ubi processus dicte cause factus extitit et dicta sentencia lata. » Et hoc facto debet eas proponere seriatim, prout ipsis credet [e] se juvare [f]; et cum ipsas sic proposuerit, debet dicere hiis suppositis [g] : « Venio ad causam meam appellacionis et ad factum meum, quod tale est ». Et debet recitare processum suum seriatim, ut evenerit, et, ipso recitato, debet dicere racionem quare dicit processum et sentenciam fore nullos, et post raciones [h] quare, si aliqua esset [i], prava esset et iniqua vel [j] injusta. Quibus peractis, debet sic concludere : « Si pars talis confiteatur factum meum et ea que proposui fore vera, ego dico quod per vos dominos meos debet [sentencia] pronunciari nulla [k] ; si aliqua esset, [ipsam] etc., ut supra. Et dico bene appellatum et male judicatum [l], et si sit talis judex qui ad emendam possit teneri [m], dictos appellatos condempnari et compelli ad emendendum [n] Regi et parti, necnon et in expensis ; et [ita] requiro michi fieri per vos dominos meos supradictos [o]. Si vero negaverit, offero me probaturum ea que michi sufficient de premissis ad fines predictos. »

2. Item, si appellatum sit [p] a defectu juris tantum, vel a

a. *K omet* presentis curie. — b. *B* intellige pro. — c. *I K L R* suppono. — d. *F omet* tali. — e. *F K omettent* credet. — f. *P* juvari intendit. — g. *E* presuppositis. *F R n'ont pas* hiis suppositis. — h. *E K* debet dicere quare. — i. *O* sentencia. — j. *Q* etiam nulla quia falsa sive iniqua et injusta. — k. *P* ipsam esse pravam. — l. *A ajoute ici* et, *qui parait inutile pour le sens. B F G I L P Q* Idcirco bene appellatum et male judicatum, et si sit talis judex qui ad emendam teneatur, dictum (I dictos appellatos) condempnari ad emendam.... — m. *K L* ipsum condempnari in emenda parti et Regi. — n. *F en note* : Contrarium habetur in ordinacionibus Philippi, scilicet quod sive pronunciatur male appellatum, sive appellacio deserta propter adjornamentum non impetratum vel execucioni non demandatum, solvet emendam Regi hoc jure. Et ita observatur si appellans renunciavit appellacioni et parere velit sentencie: non consentit procurator regius quod appellacio ad nichilum poneretur, nisi certificat parti quod appellans bene relevatur et racio propter desercionem, quod si esset deserta, emenda esset quesita Regi. — o. *F I L O P n'ont pas* supradictos. — p. *B P Q* si appelletur de defectu juris vel ob deffectum juris et propter aliquid gravamen, ad illum finem quod talem dominum tali ejus homini vel vassallo vel subjecto... ***F comme B, sauf :*** ad finem quod appareat vobis talem dominum.

defectu gravaminis eciam in jure, [debet dicere : « Intendo[q]] ad illum finem quod vobis talibus appareat talem dominum tali[r] vassallo vel subjecto, licet supponatur sufficienter [requisitus[s],] defecisse [in] jure, ipsum gravasse indebite et injuste, et gravamen et injuriam[t] infra scriptam || intulisse[u] ; et quod ob hoc pronuncietur Fol. 33 v°. dictum dominum dictum feodum, vel jus subjectionis quod in eo habebat, amisisse seu amittere[v] debere, et ipsa applicari debere domino nostro Regi, et quod per vos et judicium curie ad hoc[x] condempnetur[z] ; et quod dictus talis, occasione premissa[a], pro dicto feodo debeat ire ad fidem et homagium Regis pro dicto feodo[b] vel ad subjectiones Regis, et ipsum fore exemptum a jurisdictione ipsius et ejus officialium[c] ; et quod dictus talis[d] condempnetur ad revocandum dicta gravamina[e], necnon et in tali summa pro dictis injuriis et gravaminibus, et in expensis factis et faciendis in prosecucione presentis cause[f], etc... » Et postea debet proponere factum suum ; quo facto, debet dicere : « quas injurias dictus talis statim ad annum revocavit[g] et adhuc revocat, et nollet[h], etc., » ut in conclusione[i] juris, et ex hoc concludere[k] peticionem per ipsum factam et superius insertam, secundum quod dictum est in alia conclusione superius prehabita[m].

3. Item, sciendum est quod, si[n] talis appellacio[o] esset

q. *Ces trois mots sont suppléés d'après G et L :* vel ob deffectum juris et propter aliquod gravamen debet dicere : « domini mei, ea que dicam proponere intendo ad illum finem quod talem dominum tali vassallo... *I* vel ob gravamina et injurias, ad finem quod... — *r. E* ejus. — *s. Ce mot est ajouté d'après F :* sufficienter requisitus defecisse. *G L* sufficienter requisitus fuisse de faciendo justiciam, defecisse in jure et ipsum gravasse indebite. — *t. K en note :* Nota intendit ob deffectum juris. — *u. I K* injurias.— *v. A* admisisse *et* admittere, *corrigé* : amisisse *et* amittere *d'après D.*— *x. K omet.* ad hoc. — *z. I* pronuncietur alias condempnetur.

a. *D* occasione premissorum. — *b. G K P omettent* pro dicto feodo.— *c G P n'ont pas* et ejus officialium. *K* et heredum ejus. *L* heredis. — *d. B E G L O* eidem. — *e. G L Q* gravamen. — *f. F R ajoutent :* « et occasione ipsius dico et propono ea que sequuntur ». Postea debet... — *g. S* renovavit. — *h. B G I Q* et vellet.— *i. K* ut in conclusione injuriarum alias minarum, concludendo juxta peticionem. *L* injuriarum solum ex hiis concludere juxta peticionem. — *k. F R* in jure solet dici. Et ex hoc concludo juxta conclusionem per ipsum factam. *G* conclude. — *m. A* prohabita, *corrigé* prehabita. *B I L N O P* habita. — *n. K N Q omettent* si. — *o. K* scilicet ob deffectum juris.

injusta, non reciperetur per curiam [p], nisi predicte [q] presumpciones [r] processissent, et requiruntur tres [s], et quarta ex habundanti per diversos dies vel horas, et quod de hiis possit doceri [t].

4. Item, ubi, in causa appellacionis a defectu juris emisse pronunciatur dominum defecisse in jure et idcirco talem bene appellasse, dominus privari debet per arrestum curie [u] — et privari debet de stillo hujus curie — hommagio [v] quo sibi tenebatur appellans et feodo pro [x] quo eidem tenebatur vel subjectione; et hec Regi debent applicari. Ita [y] dictum fuit per arrestum curie contra comitissam Atrebatensem [1] et pro domina Auchi [z] [2], sorore domini de Pinquignaco [a] [3]; et pro hoc facit materia in Feodis, qui sit investitura et que sit prima causa beneficium amittendi, [cap.] II°, cum glosis [Libri feudorum, Lib. II, tit. 2 et 24, § 2], et Instit [b]. de hiis que sunt sui vel alieni juris, c[ap.] f[in.] et penultimo [c] [Instit. I, 8 § 2].

5. Item [d], cum [e] contra appellantem pronunciatur, dominus lucratur feodum vel ea que in subjectione sua possidet [f]. Sed cur tam varie [g]? Quare [h] vassallus non lucratur

p. B P cameram. — *q. F* alique. — *r. G L P* requisiciones. *K* alias debite requisiciones *et ajoute* et melius. — *s. F G Q* vel quatuor. — *t. O Q R* docere. *S omet* doceri. — *u. D omet* per arrestum curie. — *v. K en note :* dominus privatur homagio propter defectum juris et justicie. — *x. K omet* pro. — *y. O met l'arrêt à la fin du paragraphe.* — *z. F K L O P R* Auxi. *G* Aussi. *N* Hauxi.

a. B Q de Pinconio, alias de Pinquigniaco. *H I* de Picquigniaco. *M* de Pecuquinaco. *G K* de Pinconio. — *b. A* in istis, *corrigé* Instit[utionibus] *d'après D.* — *c. T en note :* Et efficitur perpetuus exemptus a jurisdictione illius a quo appellavit. — *d. P en note :* Hoc est propter juramentum fidelitatis; jurat enim honeste domino in antea de non forefacienda fide. Videtur tamen distinguendum utrum dominus defecit in instancia, cum agitur de fundo; tunc habet locum quod dictum est in § secus si super alia. — *e. B I L N O P Q R* quando. *H* si. — *f.* A possident *corrigé* possidet, *d'après D.* — *g. B K N P Q* sed quare... — *h. F mettent ici* primo casu.

---

1. La comtesse Mahaut (1302-1329).
2. Cf. Olim, t. III, p. 683, n° XLII, juin 1312 : arrêt admettant l'appel de la dame d'Auchy pour défaut de droit de la comtesse d'Artois. Catherine de Picquigny, dame d'Auchy est citée par Boutaric, *Actes du Parlement de Paris*, n° 7450.
3. Ferry de Picquigny, vidame d'Amiens, seigneur d'Ailly (fils de Jean de Picquigny), ou Gérard de Picquigny, chevalier ? Cf. Arch. Nat., X[1]a 5, f° 523 (1328).

feodum vel alia [i], immo [j] Rex ut dominus facít, in primo [k] casu? Respondendo dico quod [l] non est, quia inferior non habet jus confiscandi; sed e contra fit [m].

6. Item, in modum proponendi et concludendi pro appellato [n] potes [o] sumere advisamentum [p] ex hiis que dixi pro appellante [q], quia non oportet nisi accipere [r] contrarias conclusiones earum quas dixi pro appellante. **Fol. 34 r°.**

7. Item, sciendum est quod [s] oportet, secundum [t] quod quidam dicunt, de stilo istius curie contra [u] appellantes [v] omnes raciones et defensiones sibi competentes simul et semel consequtive [x] proponere [y], licet tendant ad diversos fines; sub protestacione petendi [z] jus super primo proposito [a] et quod non intendit recedere a dicto jure requisito per [b] dicenda; alias, si semel [c] et una vice [d] ipsas non proponeret, et [e] postea aliquid vellet proponere, non audiretur : unde si vellet dicere quod appellans non debeat reputari appellans, nec appellacio ejus recipi, proponat [f] eas raciones que servire [g] possunt ad finem nullitatis sentencie [h] vel falsitatis [i], sub protestacione, si pronunciaretur, ipsum ut appellantem recipi debere [j].

i. E vel ea que habet sub jurisdictione domini defficientis in jure sibi — *j. A* et non, *corrigé d'après G L* immo. *F R* cum dominus contra ea lucratur. In secundo casu dicto quod ideo quod inferior... *G L* ymo Rex ut dominus facit, cum pronunciatur male a vassallo pronunciatum ? dico quod racio est quia inferior... *I M* ut Rex facit, in primo casu. — *k. K* in alio casu. — *l. D E F I K Q* dico quod ideo, quia inferior est... — *m. B D E I F G H I K O P Q R T* sed e contra sic. *E continue :* una, ubi dicitur quod non licet judicibus sine principis auctoritate confiscare bona, ergo nichilominus privato, a contrario. — *n. F* appellante. — *o. E* potest — *p. F R* modum pro appellato, cavendo contrarias conclusiones... — *q. N termine ici.* — *r. Q* recipere. — *s. F R* de stillo hujus curie et in aliquos oportet appellatum omnes raciones et deffensiones sibi competentes... — *t. E omet* secundum. — *u. G K n'ont pas* contra. — *v. K* appellatum. *P* appellantem. — *x. D* et prosequtive — *y. A ajoute ici entre les lignes le mot* debetur, *qui est inutile pour le sens.* — *z. N* de petendo.

a. D omet primo. *K* super propositis per ordinem. — *b. H. Lot, dans son éd. du Stilus, propose de lire:* propter — *c. G* simul. *P* aliter. — *d. P* voce. — *e. F R* et ideo si velit. *N* si autem. — *f. A* proponas, *corrigé* proponat *d'après D.* — *g. K* deservire. — *h. B K L P* ad illum finem et postea ad finem nullitatis et falsitatis. *D I M* ad illum finem et nichilominus eas que facere possunt ad finem... — *i. F passe ici à la fin du § 8 :* dum tamen faciat retenuam suam super aliis proponendis, licet super propositis... — *j. G L* et idem esset ubi aliquis proponeret raciones juris ad finem quod non debeat per curiam reputari appellans, sed iste stilus nimis crude... *K* quia nichilominus appellacio ejus prava esset et iniqua.

8. Sed iste stilus nimis crude proponitur secundum magistrum Guillelmum [k], quia si appellatus velit dicere [l] contra adjornamentum quod non est sufficiens, vel vellet dicere quod causa appellacionis non debet in presenti curia ventilari [m], et ad hos fines proposuit raciones suas, licet nullas alias defensiones proponat, dum tamen faciat retenuam [n] suam super aliis, licet super propositis jus reddatur contra ipsum, nichilominus admitteretur postmodum ad proponendum alias defensiones suas.

9. Item, idem esset ubi quidam [o] proponit [p] raciones juris ad finem quod non debeat per curiam reputari [q] appellans, et sunt bone et efficaces; quia, licet ad finem alium nichil proponat, dum tamen faciat retenuam [r], ut dictum est, licet postea reddatur jus contra ipsum super propositis, nichilominus [s] admitteretur postea ad proponendum ad finem quod [t] pronuncietur bene judicatum et male appellatum [u]. Sed tunc dictus stilus esset verus, ubi [v] appellans [x] aliquod factum proponeret, quia [y] oporteret in patria probari, ad finem quod ut appellans recipi deberet; credo quod [z] pro isto tunc debet esse alias, quia tunc oporteret ipsum omnes alias causas proponere tendentes ad finem nullitatis et falsitatis seu iniquitatis [a]; et, nisi faceret, ulterius ad ipsas proponendum non admitteretur; et est racio tunc quia presumitur quod premissa maliciose et causa diffugii proposuerit.

Fol. 34 v°. 10. Ubi appellatum est ad curiam, ideo quod judex, coram quo aliqua actio personalis [b] mota erat, noluit reum [c] remittere domino suo sub quo dicebat se habere domicilium, et partes cadant in factis contrariis super causa appel-

k. *B E G L N O P Q R* secundum quod michi videtur. — l. *B E G L N O P Q R omettent ce qui suit jusqu'à :* quod causa. — m. *K ajoute :* vel quod non debet admitti. — n. *B* retenutam. — o. *K* aliquis. — p. *N* suas alias. — q. *F* recipi. — r. *F* retenutam suam. — s. *F* posito quod postea reddatur jus contra ipsum. — t. *B G P* non. — u. *E* bene appellatum. *L P ajoutent* scilicet e contra. — v. *K* si. — x. *N* appellatus. — y. *E K* quod. *Q abrège:* quia oporteret omnes alias causas proponere... — z. *B C D E F G I K L M O P R suppriment la phrase* credo quod *et passent à* quia tunc oporteret ipsum.

a. *Q passe à* quia presumitur quod. — b. *P omet les deux mots qui suivent.* — c. *B C E P omettent* reum. *F R* causam.

lacionis in curia [d], [curia] cognoscet de principali causa tanquam superior, ne interim dormire [e] habeat. Ita [f] dictum fuit per curiam, in parlamento anni XXV [g], contra dominum Brunum de Claveriis [h] [1] et pro domino Petro [i] de Via [2], in causa appellacionis in qua ipse petebat remitti se coram domino de Turre [j]. Et si quis dicat : ad quid ergo prosequitur causa appellacionis? Dico quod hoc est propter emendam; item quia, si pro appellante [k] pronuncietur [l], pronunciabitur pro domino ne noceat in similibus casibus.

11. Item, sciendum quod, si dominus temporalis manum suam posuerit in bonis alicujus propter aliquos excessus qui sibi imponuntur, et postea racione eorumdem ipsum condempnavit [m], et ideo ab ipso appellaverit ad parlamentum, et in eo causam appellacionis proponi fecerit, et eadem proposita petat bona sua eidem recredi [n] per presentem curiam tanquam per manum superiorem, quia [o], licet ante dictam appellacionem dicta manus apposita fuisset in premissis, et ideo nichil [p] posset dici innovari [q] contra ipsum appellantem, tamen dicta [r] recredencia fiet per dictam curiam, modo premisso, non [s] plena deliberacio. Ita dictum fuit in parlamento anni XXVII [t] pro abbate et conventu Sancti Petri de Gandavo [3] contra comitem [u] Flandrensem [4] et abbatissam et conventum de [v] Billoqua [5].

d. F G I K L P Q interim. — *e. C* non habeat. *G L* nec interim dominus habeat cognicionem. — *f. O omet l'arrêt.* — *g. D H* XXVI.— *h. A* Branum et, *corrigé* Brunum de, *d'après P* (cf. note 1, *infra*). *D.* Branum de Claveriis. *E* Clameriis. *M* Claviis. — *i. K L* Johanne. — *j. G* de Curia. *K* de Tirone. *S* de Curie. — *k. C E F G K L N O P Q* contra appellantem. — *l. F* in casu proximo dicto. — *m. C* condempnatus ad parlamentum appellavit et in causa appellacionis petat bona sibi recredi. — *n. G L* reddi. — *o. K R n'ont pas* quia *qui fait redondance avec* quod, *au commencement de la phrase.* — *p. C* et sic nil innovandum erat pendente appellacione. — *q. F R* in prejudicium dicte appellacionis. — *r. B P Q* vera. — *s. K ajoute* tamen. *L* omnimoda. — *t. D omet la date. O omet l'arrêt.* — *u. N* comitissam Flandracensem. — *v. D M* de Lilloque. *T* Villoca.

---

1. Brun de Clavers, chevalier. Cf. J. Viard : *Lettres d'état enregistrées au Parlement de Paris...*, n° 74, 29 mars 1335.
2. Cf. Boutaric : *Actes du Parlement de Paris*, n° 7840, 1326 « *Petrus de Via* », et dans Arch. Nat., X¹a 6, f° 261, 23 août 1332 « *Inter Petrum Vie* ».
3. Saint-Pierre de Gand, abbaye bénédictine ; l'abbé était Foulques de Ricke (1320-1337). Cf. *Gallia*, t. V, col. 203.
4. Louis II, comte de Flandre, Nevers et Rethel (1322 à 1346).
5. Bilock (Biloca) ou Port-Sainte-Marie, abbaye de religieuses de l'ordre

12. Item, in causa appellacionis ubi partes sunt de patria consuetudinaria, non possunt inter se alias[x] concordare[y] nisi consenciente procuratore regio vel de licencia curie[z]; et si faciunt, cadunt in emendam. Et ita dictum fuit[a] contra Radulphum de Claromonte[1] et contra quemdam militem vocatum B.[b]; cui Radulpho curia remisit emendam de gracia speciali, racione paupertatis et minoris etatis, et assignavit quemdam diem brevem ad litigandum causam[c][2].

XXVI *bis*.

QUALITER APPELLANS IN PATRIA CONSUETUDINARIA DEBET ADJORNARE JUDICEM.

13. Item, actum et ordinatum fuit[d] per curiam et per arrestum pronunciatum, appellans[e] de patria consuetudinaria[f], qui impetravit adjornamentum suum in forma debita, quod eque bene debet facere diligenciam suam contra eum pro quo lata fuit sentencia, ut intimacio sibi fiat, secundum quod contra judicem, ut adjornetur; vel[g] alia pars haberet utilitatem, ex hoc quod sentencia sua mandaretur execu-
Fol. 35 r°. cioni. Et habitatores ville d'Orchies[i][3] || dederunt causam edicto, qui appellaverant[k] a baillivo Insule in Flandria a[l] sentencia lata per[m] baillivum contra ipsos et pro Egidio Le Camus

x. *N omet* alias. — *y*. *B K* continuare.— *z*. *C omet* vel de licencia curie. *Q omet* curie.

a. *E* in parlamento anni XXVII. — *b*. *E K P R R I* Robertum. *O* Bonerte. — *c*. *I L N O ajoutent* suam. — *d*. *R omet* actum fuit. — *e*. *N* appelletur. — *f*. *C* de consuetudine. — *g*. *I omet* vel. *K L N* alias. — — *i*. *K* Orchières. *N* Orchiers. *O* Orchii. — *k*. *C D M* appellantes. — *l*. *G* pro quadam. — *m*. *I* ipsum.

---

de Cîteaux, à Gand. Cf. *Gallia*, t. V, col. 219 ; l'abbesse était Juta Van der Mude (1323-1329). Cf. Arch. Nat., X[1]a 6, f[os] 59, 60 ; 9 décembre 1329, « ...inter conventum la Biloque ».

1. Raoul de Clermont, seigneur de Tartigny et de Paillart. Cf. Le P. Anselme, t. VI, p. 55.

2. Sur la procédure en cas d'accord au Parlement, v. Aubert : *Histoire du Parlement de Paris*, t. II, pp. 172 à 178.

3. Orchies (Nord, ch. l. de canton, arrond. de Douai). Les actes de la session de 1327-1328 manquent presque tous dans le registre des Arch. Nat., X[1]a 5 ; il n'y en a que 9, alors qu'il devrait y en avoir 179. Cf. *ibid.*, f[os] 521-523. Il est donc impossible de retrouver cet arrêt.

et quodam alio ejus consocio [n] : licet per rescripcionem dicti baillivi non appareret quod intimatum fuisset adjornamentum dictis appellatis [o], tamen, quia dictus Egidius [p] juravit intimacionem factam fuisse socio suo, dicti habitatores a dicta negligencia fuerunt relevati [q]. Actum fuit in parlamento anni XXVIII [r], die festi [s] Beate Katharine virginis ; pro casibus futuris [t] debuit registrari ; datum ut supra [u] [1].

XXVII [2]

DE COMMISSARIIS [x] A CURIA MISSIS.

1. Commissarii dati a [y] curia ad inquirendum et refferendum curie, per omnia inquirendo [z] et in officio inquisicionis sequuntur et sequi debent stilum curie parlamenti [a] a quo [b] missi sunt, — et non loci illius in quo inquirunt, — qui talis est ut sequitur [3].

2. Primo, quod tales commissarii non habent potestatem interloquendi, cognoscendi, pronunciandi vel judicandi in aliquo ; sed [c] raciones parcium et omnia proposita coram

n. C I L N O P socio. *F* suo socio. — *o. B C E F G I K L Q* dicto appellato. *H* appellantibus. — *p. B C G I L P Q* intimavit dicto socio suo. *E* intimavit et juravit. — *q. C passe à* pro casibus futuris. — *r. O* XXVII. — *s. E* post festum... *B G I* die sabbati post festum... — *t. F* pro futuris negociis debuit registrari. — *u. N ajoute :* Et ita fuit ordinatum quod, si non fuit facta intimacio parti que adjornatur in baillivia Viromandensi, in qua fuit appellatum, ipse tamen appellans moraretur in Silvanecto et ibi non fuit intimatum, si habeat graciam ipsum relevantem, bene auditur appellans. Ita vidi contra magistrum R. de Compendio pro Pe. de M [4]. — *x. L* curie Parlamenti. — *y. C F N R* in. — *z. B C P* inquirere.

a. P en note : in citacionibus et aliis actibus.— *b. Q* per quam. — *c. N* secundum.

---

1. V. *infra*, Appendice II, une addition de *K* contenant des formules d'appel.

2. P. Guilhiermoz (*op. cit.*, p. 625) a publié ce chapitre, d'après *A D F*. Dans *F R*, ce chapitre est l'avant-dernier de l'ouvrage. Ici *K* reprend l'ordre ordinaire des chapitres.

3. Cf. Style des Commissaires du Parlement, publié par P. Guilhiermoz *op. cit.*, p. 235 et ss. (nos 37, 38).

4. Regnaut Filleul, ou Regnaud de Compiègne, était un des plus fameux avocats du temps. Connu dès 1332, il mourut avant 1386 (Delachenal, *op. cit.*, pp. 351, 352). P. de M. désigne-t-il Pierre de Maucreux ?

ipsis debent ordinari[d] et in scriptis eis tradi, et ea debent in saco ponere[e] et reservare super hiis partibus curie ordinacionem. Et ideo cautus advocatus semper debet petere ab eis ut super talibus racionibus, etc...[f], dicant sibi jus, si possint et velint, alias quod ei[g] et parti sue reservent[h] super hiis jus[i] sibi dici et curie ordinacionem, et protestetur quod[j], pro aliqua proposicione[k] dicta in dicta causa vel facienda pro ipsis[l], juri petito per ipsos renunciare non intendunt, nec ordinacioni ipsorum vel curie, et hoc[m] petere sibi reservari; quod facere debent commissarii[1].

3. Item, si una vel[n] alia de dictis partibus appellet a dictis commissariis, vel eos[o] recuset, nichilominus debent procedere ultra ad inquisicionem[p] suam faciendam, et appellacionem[q] vel recusacionem ponent[r] in saco, et apperire debent articulos et injungere actori[s] ut eos asserat per suum juramentum, et, dum ipsos asseruit, debent injungere reo quod dictis articulis respondeat et medio[t] juramento; et, si respondeat, bene est[u]; si autem nolit hoc facere[v], non possunt ipsum ad hoc compellere, sed possunt habere pro responso; sed, si reus[x] proponat aliquas raciones propter quas dicat se non teneri ipsis respondere, debent ei injungere quod[y] eas tradat in scriptis, et post ipsas debent ponere[z] in saco[a], et, hoc non obstante[b], possunt procedere ultra ad inquestam suam faciendam, et, ipsa facta, eam remittere debent curie[c]; et, si forte raciones proposite pro parte rei[d] sunt efficaces, curia super hoc providebit, vel

d. *A* ordinare, *corrigé* ordinari, *d'après D.* — e. *A* poni, *corrigé* ponere, *d'après D.* — f. *F R* et aliis. — g. *F R n'ont pas* ei. *Q* sibi. — h. *G I K Q R* reservetur. *O* reserventur. — i. *B I Q* judicium. — j. *C omet* protestetur. *F* quod non intendit renunciare et hoc petere sibi reservari. — k. *P Q* proponenda. — l. *B C I Q* per ipsos. *M omet* pro ipsis. — m. *K* debent. — n. *E omet* vel. — o. *C* judicem. *G I K P n'ont pas* vel eos recuset. — p. *Q* inquestam. — q. *K* sentenciam. — r. *K O Q R* ponant. — s. *H M* reo. — t. *F* prestito. *I* mediante. *R* prefato. — u. *C omet ce membre de phrase.* — v. *C* respondere. — x. *C omet* reus. — y. *N* ut. — z. *F G R* et eas ponant in sacco.

a. *I L* in facto. — b. *Q omet la suite jusqu'à :* forte raciones. — c. *G L* sub sigillis suis interclusam. — d. *C* per reum.

1. Cf. Style des Commissaires, nos 27 à 39, 55, 105.

adnullabit [e] quicquid factum est [f] per commissarios vel alias, secundum [g] quod sibi justum videbitur, et forte ordinabit quod commissio renovetur [h] pro utroque [i] [1].

4. Item, si alique raciones super premissis proposite per reum consistant in facto, curia, tam super hiis quam super principali, renovabit commissionem, nisi in casu ubi raciones proposite e contrario [j] per reum essent prejudiciales cause principali, quia tunc solum super ipsis primo renovaretur commissio, et post, facta inquesta super eis, et ea curie reportata [k] et per eam judicata, super principali [l] curia ordinabit secundum quod sibi videbitur expedire [m]. Fol. 35 v°.

5. Item, cautela est quod pars [n] habeat copiam de racionibus quas tradidit commissariis, sub sigillis commissariorum vel sub instrumento publico, ut [o], si forsan commissarii ob odium [p] non posuissent in saco, ipse possit ipsas ostendere curie, et, si recusaverint [q] dictas raciones recipere, de presentacione et recusacione faciat instrumentum vel habeat [r] testes.

6. Item, ubi datur commissarius [s] a curia ad diffiniendum, sive in terra juris scripti sive in terra consuetudinaria, potest causam [t] alii subdelegare [u], vel unum articulum vel

e. *C E F G I K L M O P Q R* adnullando. *N* curia providebit alias adnullando. *P en note :* hoc verum est si inquesta sit recepta « ad finem debitum » ; si autem sit simpliciter, tenet indivisibiliter pro tota causa et decisione ejusdem. — *f. C* factum erit. — *g. I omet* secundum. — *h. K* renovabitur. *Q* revocetur. — *i. P ajoute :* vel dabit alios commissarios. — *j. F K R n'ont pas* e contrario. — *k. C* aperta et judicata. *D* reportant. *I L Q* apportata. — *l. B P ajoutent :* causa. — *m. B E G I K O P Q n'ont pas* expedire. *D* videtur. — *n. I K N* rei. *L* rea. — *o. C abrège :* ut possit ipsas ostendere curie, et si forte commissarii ob odium ipsas nollent in sacco ponere, et de peticione et recusacione faciat fieri publicum instrumentum... — *p. H* aliquid falsi posuissent. *F I N P Q R* noluissent ponere. — *p. I L* in facto. — *q. G* commissarii dicta racione. — *r. C F G L N O P Q* adhibeat. *G* faciat reus recipi. — *s. B C G I P* commissio. — *t. C* totam causam vel unum articulum alii delegare juxta. — *u. K* delegare.

1. Cf. Style des Commissaires, n°s 39, 42, 48; et aussi Style de la Chambre des Enquêtes (P. Guilhiermoz, *op. cit.*, p. 181 et ss.), *ibid.*, n° 176. — Il est à noter que ce § fut cité, dans le cours d'un procès, le 31 août 1470, d'après le registre du Style déposé au Parlement. La citation est de tous points conforme au texte de *P*, ms. reproduit par M. Lot comme étant celui du registre en question. V. Bibliothèque de l'Arsenal, ms. 6467, n° 164 : Presens clausula extracta est a registro curie Parlamenti ad requestam comitis Dunesii. Actum in Parlamento... Brunat ».

totam causam, juxta c. Extra de officio delegati [v], c. super questionum articulis (c. 27, Decr. Greg. IX, I, 29).

7. Item, si commissarii [x] dentur a [y] curia ad inquirendum et reportandum [z] curie, inquestam non possunt alii committere, et est racio quia ipsorum industria est electa; et, si committant, nullum erit quicquid fiet [a] per commissarios [b]; et ita contingit in causa priorisse de Lisaco [c] [1] contra dominum Arnauldum Barasci [d] [2]; et hoc idem obtentum fuit per arrestum curie contra dominum Almaricum de Marciaco [e] pro Galone de Gaillardo [f]. Et hoc verum quod dixi, nisi commissio contineret [g] « per te vel per alium [h] », quia tunc posset sibi commissa alii committere, et valeret quod faceret subdelegatus [i] [3].

8. [j] Item, tales commissarii reprobaciones parcium [k] contra testes hinc inde productos recipient, et in saco ponere debent, si partes eas ipsis tradent [l], sed ultra procedere non debent [m].

9. Item queritur [n] : numquid curia super racionibus propo-

v. O s'arrête ici.— x. F G I K N Q R gardent le singulier.— y. H M in.— *z. C* referendum.

a. G per ipsos quibus committeret. *O* quicquid faceret delegatus *et termine ici.— b. D ajoute en note*: ad hoc de officio delegati, c. is cui, libro Sexto [12, VI° I, 14]. — *c. C* Lhissaco. *I* Lissaco. — *d. A* Barisii, *corrigé* Barasci (voir note 2, *infra*). *E F* Barras. *I* Beras. *K* Barraz. — *e. B Q* de Baraco. *C* Dalmacum de Varciaco. *E* Delmacum de Narraco. *F R* Almanum de Neraco. *G* Dalmacum Navato. *K* Namerco. *L P* Dalmacium Naciaco — *f. B I* Girardo de Vaillaco. *C* Gerardo de Galhardo. *E F N Q* Gerardo de Galiaco. *G L* Gerardo de Saillaco. *H* Gillardo. *K* Galliaco. — *g. C* et hoc non contineret : « inquiras per te vel alium » *et termine ici. — h. C F s'arrêtent ici. — i. R* delegatus. — *j. Avant le § 8, E porte la rubrique suivante :* De reprobationibus contra testes tradendis. — *k. B* testium vel contra testes a partibus productos. *C* reprobaciones testium recipient, partes eis tradant et in sacco ponant, *puis passe au § 9. — l. B G L P Q s'arrêtent à* tradent. — *m. A ajoute ici une rubrique :* Quem stilum curia debet sequi, vel juris scripti, vel consuetudinis? *qui ne concerne que le § 9 et qui n'est pas, dans le chapitre, une coupure essentielle.— n. B I Q* Item quero. *F* utrum curia.

---

1. Cf. *Olim*, t. III, p. 688, n° 52, juin 1312, et p. 805, n° 91, mai 1313. — Prieuré de Lissac (Haute-Loire, arrond. du Puy, canton de Saint-Paulien).
2. Arnal Barasc, chevalier, commandeur de l'hôpital « de Pejolar », v. Boutaric, *op. cit.*, n° 3981, 28 juin 1312.
3. Cf. le notable publié d'après le ms. 4641A, f° 72 v° : « *Commissarii dati ad inquirendum..* », par Guilhiermoz, *op. cit.*, p. 29, note 2.

sitis coram commissariis ejus ad inquirendum et reportandum [o] deputatis [p], interloquendo debet sequi stilum curie? vel numquid [q] jus scriptum, supposito quod [r] partes et causa sint de patria juris scripti, vel consuetudinem [s], si sint de patria [t] consuetudinaria? Dico [u] quod, si causa exordium sumpsit in curia, stilum habet [v] sequi; si [x] quidem in patria unde partes sunt causa movetur, sed ex [y] causa fuit advocata ad curiam, tunc jus scriptum [z], si partes sint de patria [a] que jure scripto regitur, et ibi [b] fuerat incepta [c]; vel, si de patria [d] consuetudinaria, tunc [e] secundum consuetudinem.

10. Item [f], si tales commissarii receperint [g] reprobaciones testium a partibus [h], numquid super ipsis possunt recipere testes? Et intelligas [i] questionem de commissariis curie quibus presens curia scribit : « ut ipsi super articulis a talibus partibus curie traditis [j], quos curia mittit ipsis sub contrasigillo [k] interclusos [l], inquirant et inquestam perficiant et eam perfectam [m] presenti curie remittant ». Et videtur quod sic, cum aliter [n] inquesta perfecta dici [o] non possit, nisi et super reprobacionibus testium inquisitum fuerit. Dico [p] contra [q] : primo quia super certis articulis eis mandatur inquiri, scilicet super principalibus qui a partibus erant in curia concordati, et fines diligenter sunt [r] mandati observandi, juxta L. ff. mandati, [c.] diligenter [5 Dig. XVII, 1]. Fol. 36 r°.

o. *C* ad refferendum. — *p*. *Q omet* deputatis. — *q*. *N O omettent* numquid — *r*. *F R* si partes sint de terra que regitur jure scripto. — *s*. *H* consuetudinarium. — *t*. *R* terra. — *u*. *C G I L N O P Q R* Dic. *F abrège :* Tunc stillum curie... — *v*. *F* debet. — *x*. *K* mota sit ad locum unde partes. — *y*. *K* et *C omet* sed ex causa *jusqu'à* curiam. — *z*. *F I Q R* habet sequi.

a. *I K O R* juris scripti. — *b*. *G* ubi. *K omet :* et ibi fuerat incepta. *R* vel consuetudinem si partes sint de patria consuetudinaria. — *c*. *E* recepta. *F* alias consuetudinem tunc... — *d*. *I N Q* de terra. — *e*. *G N* consuetudinem sequetur. *I Q ajoutent :* curia. *K* debent sequi. — *f*. *G en note :* Hic vult querere utrum commissarii dati ad inquirendum et referendum possint super reprobacionibus testium inquirere. — *g*. *B C G L N O P Q R* Item numquid tales commissarii, si receperint... — *h*. *D omet* a partibus. *P* a partibus productorum. — *i*. *F* intellige. *R* intelligamus. — *j*. *E* datis et traditis. *L omet* curie. — *k* *G L* regio. — *l*. *R omet*. interclusos. — *m*. C *omet* eam perfectam. *I* et ea perfecta. — *n*. O alias. — *o*. *G I L O* non dicatur. — *p*. *B C F G N O P Q R* Dic. — *q*. *C* Quod non. *I* ontrarium. — *r*. *E M* sint.

11. Item, quia diverse[s] sunt inqueste et super diversis articulis faciende, et sic de inquirendo[t] solum super articulis[u] principalibus videtur mandatum debere intelligi[v], et quod diverse debeant fieri inqueste, sed[x] quia, secundum quod articuli super principali per partes habent concordari vel per curiam, ita et articuli reprobatorii[y] seu super reprobacionibus oportet prius per curiam judicari, sicut et principales concordari[z], igitur super articulis missis[a] tantum inquiri debent, non super articulis reprobacionum[b], qui[c] nec per curiam missi[d], nec per eam adjudicati fuerint ; nec obstat[e] contrarium, quia perfecta est quoad prosecucionem de qua curia intelligit et scribit, non quoad totalitatem perfectionis[f] inqueste tocius negocii, [et] de tali tu loqueris ; quare non obstat[g].

12. Item[h], quia partes ad reprobandum testes[i] non sunt recipiende, nisi tunc demum cum inquesta perfecta erit super principalibus articulis[j], nam[k] aliter si, post aliquorum testium reprobacionem facta inquesta, reciperentur testes super principali, iterato haberet fieri alia inquesta super reprobacionibus testium ultimo[l] productorum[m], quod tamen nunquam[n].

13. Item, si pars produxerit testes suos, et alia pars, con-

s. *A* adverse, *corrigé* diverse, *conformément à B C D E F L M N O P Q R*. — *t*. *D* de inquirendis solum articulis... — *u*. *C* non reprobatoriis quia non per curiam visi nec per eam justificati, fuerant, nec obstat quod de perfectione dicitur ; quod perfectum est quoad prosecutionem de qua curia intelligit... — *v*. *A et les autres mss. ont* inquiri, *que P. Guilhiermoz considère comme un lapsus et corrige avec raison par* intelligi. *F R n'ont que* videtur mandatum. *I omet* mandatum. *M* moniri. — *x*. *A répète inutilement* quod. — *y*. *F G I L P* quamvis sint principales concordati. — *z*. *N* debebitur.

a. *A* missi, *corrigé* missis. — *b*. *B D E P Q R* reprobatoriis. — *c*. *B E G H M P* quia. *D omet* qui. — *d*. *E G L P R* visi nec judicati. *L ajoute :* ad quod facit Extra de officio delegati, c. cum olim abbas, et de rescriptis, cum dilecta, et L. diligenter ff. mandati ; nec obstat... (*c. 32, Decr. Greg. IX, I, 29, et c. 22, I, 35 ; Dig. XVII, 1*). — *e*. *Q* non obstante. — *f*. *C* non quoad totalem esse perfectionem de qua contrarium loquitur. *Q* quoad totalis cause perfectionem. *R* totalem cause perfectionem et inqueste. — *g*. *Q* obstante. — *h*. *B n'a pas ce paragraphe*. — *i*. *G* id est ad producendum testes super reprobacionibus reprobandis non sunt recipiende. *F en note* Id est ad producendum testes super reprobacionibus propositis contra testes principales. *R* nec ad procedendum *et comme F*. — *j*. *N omet* articulis. — *k*. *N* nam si. — *l*. *K* de novo. — *m*. *B G K L P Q n'ont pas* quod tamen nunquam. — *n*. *F R ajoutent* fierent quare, etc.

tra quam producti sunt, velit aliquos ex ipsis reprobare, alios non, si pars que eos produxit [o], dicat curie « ego renuncio testibus quos pars adversa vult reprobare [p], et peto quod curia procedat ad sentenciandum et judicandum per illos quos pars non vult reprobare », audietur. Ita dictum fuit pro [q] procuratore Regis et abbate Fontis Frigidi [r] contra consules burgi Narbone in parlamento anni XXV [s] [1]; et ita fuit obtentum [t] per magistrum Guillelmum de Brolio pro duce Acquitanie [u] [2] et domino Hotone de Leomagnia [v] [3] contra comitissam Ausi [x] et quandam aliam.

14. Item, dato [y] quod commissarii haberent potestatem judicandi [z] reprobaciones, expedit quod non judicent [a], ne forte [b] partes appellent; et ex hoc magis negocium protelaretur [c] quam si reprobaciones in sequenti parlamento apportarentur [d] pro judicando; nam, ubi una pars appellasset a judicio [e] lato [f] super recipiendis reprobacionibus, opporteret litigare super causa appellacionis, et, si partes essent in factis contrariis [g] appunctate, duraret causa incidens [h] per duos vel plures [i] annos, et interim causa principalis dormiret [j]. Fol. 36 v°.

o. B C E F L P si pars producens. *M* si pars que eos dicat. — *p. B C E G K L N O P Q* si pars alia vult reprobare [*Q* renunciare], audietur. Ita dictum fuit... — *q. C* per. — *r.* Et abbate Fontis Frigidi *manque dans H.* — *s. B F I P Q R* XXVI. *G L s'arrêtent après la date.* — *t. I N O P Q R V* Et ita obtinui — *u.* pro duce. *O termine ici le paragraphe.* — *v. A* Horone de Beomagnia, *corrigé* Hotone de Leomagnia. *D H* Beomagnia. *C* Thoma de Lovagnia. *E* Thoma Blangie. *F R V* Thoma de Bolongia. *I Q* Thoma de Bolonia. *K* Thoma Boleng. *P* Houlangia. — *x. D H M T* Ousy. *B C E I P R V* comitem Ause. *F K* Ause. *N* Auge. — *y. C F K L O P Q R* posito. — *z. Q* reprobandi indicaciones.

a. K judicetur. — *b. C F L P* appellaretur. — *c. A* proceleratur, *corrigé* protelaretur, *d'après D.* — *d. B E K* reportarentur. *C Q* reprobarentur. *P* importarentur. — *e. E F K* a judice. — *f. E K P* dato. — *g. C omet* et si partes essent in factis contrariis. — *h. A* insidens, *corrigé* incidens, *d'après B E P Q. F G K L R n'ont pas ce mot.* — *i. C* tres. — *j. G L ajoutent* quod esset absurdum et facere de lite litem contestatam.

---

1. Sur ce procès, v. *supra*, IV § 6 (p. 27, note 1).
2. Édouard II, roi d'Angleterre, duc de Guyenne, 1307-1327.
3. La Lomagne, dont la ville principale était Lectoure. Il s'agit d'Othon IV de Lomagne. Cf. Le P. Anselme, t. II, p. 671.

15. Sed pone [k] quod commissarii sunt dati ad inquirendum [l] et refferendum tam super principali quam super reprobacionibus et habent potestatem judicandi reprobaciones, pone igitur quod tradite sunt reprobaciones hinc et inde : quero numquid sit utilius et magis breve [m] partibus ut commissarii super omnibus reprobacionibus, recipiendis [n] vel non, inquirant, quam si reprobaciones curie pro judicando remittant ? Dico quod non ; ymo esset periculum [o] parti cujus testes reprobarentur, nam posset esse quod inquesta traderetur ad videndum [p] alicui novicio [q] et ignoranti stilum curie, et crederet reprobaciones judicatas [r] per curiam et approbatas [s], et sic forte aliquos [t] testes sufficientes per reprobaciones illegitimas [u] ejiceret [v], et reportaret illos sufficienter reprobatos, cum forte illa insufficiens [x] reprobacio [y] per partem esset sufficienter probata [1].

16. Item [z], numquid hoc idem esset in aliis judicibus ut prius debeant [a] reprobaciones judicare ? Dic [b] quod, si velint, optime hoc facere possunt, sed utilius est quod super omnibus inquirant, ne forte aliqua parcium ex hoc appellare haberet, et ex hoc causa [c] habeat protelari principalis [d] ; sed

k. *C R* posito. *L* pono. — *l*. *C* habeant potestatem judicandi reprobaciones, actori utilius est et parti cujus testes reprobantur quod eas curie mittant pro judicando, nam potest esse quod inquesta traderetur alicui ignoranti stilum curie. — *m*. *G n'a pas* magis breve. — *n*. *A intercale entre* recipiendis *et* vel non *le mot* judicent, *qui obscurcit le sens et qui n'est pas dans D*, *où le texte porte :* recipiendis alias non, inquirant. *K* super omnibus reprobationibus recipiendis inquirent vel judicent. *G L* reprobationibus faciendis vel non, ut sic, quando videbitur processus, capientur ille reprobaciones que receptibiles erant et super eis videatur inquesta, et non curant de aliis non recipiendis, inquirant. — *o*. *B G K L N P Q* periculosum. *T passe ici à* alicui novicio. — *p*. *R omet* ad videndum. — *q*. *L*. *O P Q n'ont pas* novicio. — *r*. *A* reddant *corrigé* crederet, *d'après D*. — *s*. *N* reprobatas. — *t*. *C O P* aliqui. *P* insufficienter reprobati vel una remitterentur et reportarent. — *u*. *B K Q* legitimas. *O* illicitas. — *v*. *K* removeret. — *x*. *K* sufficiens. — *y*. *G continue :* in aliis judicibus.. *rattachant ce paragraphe au suivant.* — *z*. *F* sed utrum idem esset. *L R* sed numquid. *O* Item hoc idem.

a. *L* super. — *b*. *R* dico. — *c*. *D* ex causa illa. *R* sic causa ex hoc.. — *d*. *P R n'ont pas* principalis.

---

1. Cf. Style des Commissaires n°s 31, 109 ; Style de la Chambre des Enquêtes n°s 75, 101, 189 et Supplément au Style de la Chambre des Enquêtes et au Style des Commissaires, I, 5 (P. Guilhermoz, *op. cit.*)

secus in curia presenti, quia ab ipsa non potest appellari, cum ipsa superiorem non habeat.

17. Item[f], si commissarii, dati ad inquirendum et refferendum de consensu parcium, mortui fuerint[g], et una pars procuret, alia absente, alium loco illius[h] mortui vel vacare volentis[i] subrogari[j], quod hic faciet nullum erit, juxta c. insinuante Extra de testibus[k]; quod verum nisi alia pars in eum consenserit tacite vel expresse, vel nisi curia diceret in sua commissione : « non obstante quod tales de consensu parcium dati fuissent », quod vix faceret[l].

18. Item, in casu predicto, si partes sint presentes in Parlamento vel una contumaciter absit, curia ordinat prout vult, dando alios vel compellendo[m] primos ut vadant super commissione sua ; sed de difficili[n] tales commissarii[o] per curiam removentur[p] vel mutantur, nisi causa[q] recusacionis de novo[q] ad audienciam[r] vel noticiam alicujus parcium predictarum pervenerit[1].

19. Item, ubi commissio facta est per curiam et sub certa forma, non est mutanda forma[s]. Fol. 37 r°.

20. Item, datis commissariis[t] per aliquem baillivum ad inquirendum et refferendum sibi de consensu parcium[u], et[v] postea aliqui deffectus reperiuntur in inquesta propter quos[x] non potest judicari, ad supplendum dictos deffectus alios commissarios deputare[y] non potest quam primos, nisi de consensu parcium hoc faceret, et, si aliis[z] hoc com-

f. manque dans G. — *g. L* et unus mortuus fuerit, si una pars. — *h. C omet* illius. — *i. K* nolentis. — *j.* C vel alium subrogari, quod subrogatus faciet nullum erit. — *k. Le renvoi, inexact, doit être corrigé ainsi :* De officio delegati [c. 25 Decr. Greg. IX, I, 29]. — *l. C* fit. *I* concederet. — *m. C* confirmando. — *n. K N O P Q* de facili. — *o. K* commissiones. — *p. A* renoventur, *corrigé* removentur, *d'après D. C* renovantur vel revocantur. *B Q* et remittuntur. *N O P* non renovantur. *K omet* mutantur, nisi causa recusacionis. — *q. F P* aliqua. *L* supervenit ad noticiam partium. — *r.* ad audienciam *manque dans C R.* — *s. B C E K L O P Q R ajoutent :* nisi cum causa. — *t. L* de consensu parcium. — *u. G L passent à la fin du* § et si aliis hoc... — *v. C I* si. *E* sic. — *x. C D H Q* quod. — *y. B C L Q* dare. — *z. C* alii. *I* et si alios mittat. *L* et aliud faceret una parcium. *N* si alteri committit.

1. Cf. le notable du ms. 4641 a, f° 72 (*supra*, p. 176, note 3).

mittatur, una parcium renuente[a], totum quidquid facient adnullabitur per curiam[b]. Ita dictum fuit in parlamento anni XXVII[c] per arrestum curie in tali casu, pro majore et juratis de Dollans[d 1] et contra archidiaconum Ambianensem[e].

21. Item, hoc idem esset ubi inquesta facienda esset commissa per curiam aliquibus de consensu parcium, et in ea reperiretur deffectus, quoad[f] supplendum[g].

XXVII *bis*

[DE DILIGENCIIS FACIENDIS ERGA COMMISSARIOS[h]]

22. Primo, quero quo tempore habeat fieri diligencia coram commissariis ad finem quod in sequenti parlamento renovetur commissio? Dic[i] : aut commissarii sunt de dominis Camerarum[j] majoris et inquestarum[k], aut alii[l]. Primo casu, sunt requirendi ante ingressum novi parlamenti et tali tempore quod ante principium[m] potuerit inquesta perfici; vel[n], si post ingressum parlamenti tales commissarii requisiti fuerint, licet tantum superesset, de tempore requisicionis[o] usque ad diem baillivie ad quam inquesta

a. *F* recusante. — *b.* L *met ici le passage omis au commencement du paragraphe* et si postea aliqui... — *c. B C I P* XXVI. *O omet l'arrêt.* — *d. B C N P* Korbane *ou* Corbane. *E* de Durlendio alias de Corbone. *F R* de Narbone. *G* de Corbone. *I Q* de Barbane. *K* d'Orleans alias de Corbone. — *e. F G L Q* Aurelianensem. *F* archiepiscopum (*sic*) Aurelianensem. *K N* Ambianensem seu Aurelianensem. *L* archidiaconum Aurelianensem. *P* de Aurelianis. — *f. L* quantum. — *g. C Q* implendum. *R* ut dictum est. — *h. Cette rubrique, qui manque dans A, est empruntée à B C D E K L O R. Au lieu de* erga, *M. T portent* circa, *S* contra. — *i. R omet* Dic. — *j. C E M* Camere. — *k. B C E F O P Q R* vel requestarum. *L N O* vel alias. — *l. L N O* vel aliis. *E en note :* Hodie dantur cuilibet quinque septimanas computando a fine parlamenti, hoc est ab eo tempore quo parlamentum fuit totaliter clausum, et si infra id tempus non impetraverit commissionem a commissariis, amplius non renovabitur ad utilitatem ipsius. — *m. C* ipsius parlamenti. *P omet* novi. — *n. P* aliter. — *o.* C *omet* requisicionis. *G K* commissionis. *Q* remissionis.

1. Doullens, chef-lieu d'arr[t] de la Somme.

habet [p] reportari, quod posset perfici inquesta, si ipsi potuissent [q] attendere, non sufficit, nec renovaretur commissio [r]. Et est racio quia domini habent esse in principio parlamenti Parisius, et, eo incepto, perseverare in eodem [s] [1]. Si autem [t] non sunt de dictis dominis, tunc sufficit eos requiri post ingressum parlamenti, dum tamen tantum supersit de tempore, pro facienda [u] dicta inquesta, a tempore requisicionis [v] usque ad diem baillivie ad quam debet reportari, quod potuisset perfici et quod partes, ea perfecta, parasse potuissent sarcinolas [x] suas ad veniendum ad parlamentum [y]; quod verum intelligo [z], nisi in casu ubi tales commissarii haberent reportare [a] ad principium parlamenti [b], quo casu id idem dico ut primo dicitur [c] [2].

23. Item [d], ad quam de dictis partibus spectat facere diligenciam de commissariis adducendis ad locum ubi inquesta fieri debet [e]? Numquid ad reum vel numquid ad actorem? Dic quod ad actorem, et est racio : [quia] ipsius interest casum [f] accelerare, rei autem [g] fugere [h].

24. Item, quid [i] si actor sit inde [j] negligens ? Quid petet [k] reus in sequenti parlamento ? Dico [l] quod ipse poterit petere se ab actoris peticione absolvi. Et hoc verum, ubi [m] actor est, Fol. 37 v°.

p. *R* debet. — q. *G* dicti commissarii. — r. *C n'a pas ces trois derniers mots*. *G* nec renovatur. — s. *B F G I N P Q R* residere. *E* residere et perseverare. *K* residere personaliter. — t. *C* commissarii. — u. *F G Q* perficienda. — v. C *omet* a tempore requisicionis. — x. *I O Q* sarcinulas. — y. *P en note :* Item in tradicione articulorum. Item in impetracione adjornamenti infra quinque septimanas, a tempore finiti parlamenti ex quo potest habere sentenciam commissarii sigillatam, eciam si commissarii non sint de parlamento. — z. *L* credo.

a. *D K L* eam. — b. *C termine ici le paragraphe.* — c. *F* in primo casu. *L omet* dicitur. — d. *B C E F G K L O P* quero. — e. *C P R omettent cette phrase.* — f. *D* causam. — g. *E H K* est. *R* ad reum. — h. *G L ajoutent :* C. de judiciis, L. properandum § et siquidem (13 § 2, Cod. III, 1) et C. de dilacionibus, L. II (2, Cod. III, 11). — i. Quid *manque dans K O R*. — j. *E G P V* vere. — k. *E F G P Q R V* potest petere. *D* poterit petere. — l. *C* Dic. — m. *Q* si.

---

1. Ordonnances du 17 nov. 1318 (art. 9), de décembre 1338 (art. 5, 9). Cf. *Ordonn.*, t. I, p. 674 et 728.
2. Cf. Style des Commissaires, n° 28 ; Style de la Chambre des Enquêtes n° 111, et le notable du ms. 4641 a, f° 83, cité par P. Guilhiermoz, *op. cit.*, p. 43, note 6.

presens et constat de negligencia sua[n]; si autem esset absens, quia se non presentasset, tunc concederetur ei deffectus contra ipsum[o] et adjornamentum in sequenti parlamento ad videndum[p] utilitatem dicti deffectus judicari, et adjudicabitur sibi talis[q] de qua[r] dictum est, si eam petat. Alias, si peteret[s] commissionem renovari, fatue ageret[t], quia tunc pro utroque renovaretur commissio[u], quia rei diligencia compensaretur cum negligencia[v] actoris ; unde[x] reus nunquam in casu premisso premissa petere deberet, nisi condicionaliter[a] dicendo « cum actor sit negligens, etc..., peto me ab ejus peticione absolvi, et, in casu ubi ex dicta negligencia[b] utilitatem habere non possem[c], peto commissionem renovari ».

25. Item, quid si actor adduxerit[d] commissarios ad dictum locum, et non supersit de tempore nisi tantum quod inquesta pro parte sua possit fieri[e] et ejus testes audiri, et reus petat a commissariis[f] ut audiant[g] suos, vel tantum de suis quantum de testibus actoris, numquid reus[h] audiri debet ? Videtur quod non, quia ipse[i] non fuit diligens in ipsos adducendo[j]. Dic contra[k], quia audicio[l] et commissarii sunt communes ; item, quia nichil reus haberet probare, nisi actor probaret ; tamen[m], in isto casu, commissariorum medieta-

n. *L* ipsius. — o. *C K L N n'ont pas* contra ipsum. — p. *D omet* ad videndum. — q. *C* illa. *L* utilitas dicti deffectus, si reus petat. — r. *F ajoute* contra ipsum. — s. *G* reus alias si petat. *N* alias autem si petat. *R* petit. — t. *L* agit. — u. *G L ajoutent* et hoc maxime [ubi eciam reus fuerit negligens, quia... — v. *F R* proderit actori. — x. *C* debebat dicere reus sic cum actor fuerit negligens : peto me...

a. *B G P Q omettent* condicionaliter. — b. *C omet* ex dicta negligencia. — c. *L* utilitatem hanc non importarem. — d. *G L* petat commissionem renovari et adducit commissarios. — e. *C* perfici. — f. *M* ad commissarios. — g. *I Q* testes. — h. *C n'a pas* numquid reus audiri debet. — i. *I Q n'ont pas* ipse. — j. *C* in eis. *G L ajoutent :* Et ita diligencia actoris verteretur in ejus incommodum, quod videtur absurdum. — k. *F P Q* videtur contrarium. — l. *B C E K O P R S* auditores[1]. *G L* Tamen... videtur contra quia auditores hujusmodi et commissarii sunt communes et in isto casu medietatem sumptuum commissariorum tam redeundo quam eundo debet solvere reus. — m. *C* tamen quia medietatem salarii...

---

1. Sur la différence entre les *auditores* et les *commissarii*, v. P. Guilhiermoz, *op. cit.*, p. 27, 28.

tem salarii[o] [1], tam pro eundo quam pro redeundo, debet solvere et sumptuum factorum pro querendis ipsis[p].

26. Item, si[q] commissarii ambo vel unus mortuus sit, et tantum superest de tempore quod dicta inquesta possit perfici, numquid actor haberet[r] facere diligenciam suam[s] de petendo alium vel alios loco mortui vel mortuorum subrogari per curiam[t]? Dic[u] : aut erant[v] dati commissarii[x] de consensu [parcium], per curiam et tunc non, nisi ubi[y] pars esset presens et vellet ad hoc consentire; et si[z] subrogarentur alias, nichil valeret quod agerent[a], ut supra titulo proximo dictum fuit[b]. Si[c] non erant dati de consensu parcium a curia, sed alias, prout communiter fit, tunc potest alios petere subrogari[d], si velit; sed hoc petere[e] non habet de necessitate, nisi velit, et si non faciat, non reputabitur ei ad negligenciam ; quod verum intelligo, nisi in casu ubi esset inquesta perfecta ex parte rei, quia tunc, ne[f] presumeretur contra ipsum quod diffidat[g] de causa sua, tunc[h] super premissis deberet facere diligenciam suam.

27. Item, hoc[i] multo forcius dicerem in reo[j], si inquesta sit perfecta ex parte actoris[k] ; tunc enim, sive commissarii[l] dati fuissent de consensu, sive non, reus teneretur facere Fol. 38 r°.

o. *G* Item sumptuum factorum pro querendo ipsos. — *p*. *P ajoute :* ipse reus. *R ajoute :* et hoc est verum. — *q*. *R* quid si ipsi commissarii, vel unus, vel ambo. — *r*. *K* debet. — *s*. *L omet* suam *et* de. — *t*. *C E N O P R omettent* per curiam. — *u*. *F R* Dico sic. *G O P Q* quod. — *v*. *G n'a pas* erant. — *x*. *F O P n'ont pas* commissarii. *S ajoute* per curiam. — *y*. *C G K P* in casu. — *z*. *A* sic, *corrigé* si. *C omet* et si subrogarentur.
a. *C omet* quod agerent. — *b*. *G termine ici le* § *26 et omet les* §§ *27, 28, 29*. — *c*. *I L* vero. — *d*. *C* si tamen non faciat, non imputabitur ei ad negligenciam, nisi in casu ubi esset inquesta perfecta. — *e*. *B E K L N P* facere. — *f*. *D*. non. *C K O P n'ont pas la négation*. — *g*. *B* diffideretur. *N* diffidebat. — *h*. *I N R* ideo. *P* idcirco. — *i*. *E* est dicere. — *j*. *P Q n'ont pas* in reo. — *k*. *B P Q* completa. — *l*. *B C P Q* item, eciam sive (*P* ubi) commissarii.

---

1. Sur les salaires des commissaires et les frais dans lesquels les commissions entraînaient les plaideurs au XIV[e] s., v. Aubert, *Le Parlement de Paris, de Philippe le Bel à Charles VII : organisation*, chap. VI, § III, pp. 132 à 134.

diligenciam suam, alias poneret se in periculo amittendi[m] causam suam.

28. Item, diligencia actoris proficit reo, ut, in casu superius expresso, quando adduxit commissarios ad locum.

29. Item quando requisivit[n] commissarios[o] ut procederent in inquestam et ipsi responderunt ei quod non poterant attendere ad hoc[p] de toto tempore medio usque ad diem ad quam dictam inquestam habebant[q] reportare curie ; et tunc reum[r] aliquam diligenciam facere non opporteret.

30. Item, ubi commissarii responderent[s] quod non possunt incontinenti attendere[t] ad dictam inquestam faciendam, propter aliquod impedimentum, tunc una diligencia[u] non sufficeret, ubi[v] satis esset[x] de tempore pro ipsa facienda[a], secundum quod supra dictum est, sed tunc secunda vel tercia vel eciam plures secundum distanciam temporis requirerentur[b].

31. Item[c], commissiones sunt renovande de parlamento in parlamentum ; et, ubi partes sunt in commissione, et altera parcium venit cum diligencia sua, in casu in quo requiritur, scilicet ex parte actoris, et alia pars, scilicet reus, defficit sic quod se non presentavit, vel [presentatus[d]] recessit, vel non invenitur ad hostium camere, pars contumax[e] ponitur in deffectu, et datur adjornamentum parti comparenti[f] ad sequens parlamentum, et adjornatur pars defficiens[g] visura judicari utilitatem dicti deffectus[h] ; et quis sit modus procedendi, dic ut supra[i] de « contumacia »[k 1], circa principium[l].

m. *A* admittendi, *corrigé* amittendi. — *n*. *F L R* Item si actor requirat commissarios ut procedant ad inquestam, et ipsi respondeant ei quod ad hoc intendere non possunt de toto tempore. *H S* requirunt. — *o*. *E* commissariis. — *p*. *P Q n'ont pas* ad hoc. — *q*. *A* habebit, *corrigé* habebant. *d'après D*. — *r*. *L* non opportet aliquam diligenciam facere. — *s*. *L* dixerunt quod ad inquestam faciendam non peterant accedere incontinenti propter... — *t*. *C* intendere. — *u*. *B E P* requisicio vel diligencia. *D* diligencia sive requisicio. — *v*. *P* nisi. — *x*. *C I Q R* superesset.

a. *D* prosequenda. *H M* perficienda. — *b*. *Q R* requiri debent. — *c*. *P en note :* De materia inquestarum. — *d*. *A omet* presentatus, *qui est restitué d'après D*. *L* vel esset presentatus, sed recessit. — *e*. *L* pro contumacia. — *f*. *I* apparenti. *K ajoute* et hoc petenti. — *g*. *G L* contumax. — *h*. *G L Q s'arrêtent ici*. — *i*. *D omet* dic ut supra. *R* et hoc commodum datur ut habetur supra. — *k*. *N O* et defectu. — *l*. *N O omettent* circa principium.

1. V. *supra*, chap. VIII.

32. Item, sciendum est quod, ubi commissarii sunt donaturi [m] super causa hic pendente, non est nisi una productio de uno parlamento ad aliud [n], et interim [o], quocienscumque eis placuerit, possunt producere testes coram dictis commissariis, et commissio nundum semel, sed plur[i]es [p], super audicione testium facienda renovabitur, dum tamen partes super hiis non fuerint negligentes, nec pro eis [q] steterit quoniam audicio sit perfecta [r].

XXVII *ter*.

[SEQUITUR ADVISAMENTUM EORUM QUÆ PARS HABET FACERE JUXTA PROCESSUM CORAM COMMISSARIIS] [s]

33. Primo, dum commissarii vellent ire ad patriam pro inquesta facienda, sumat actor adjornamentum contra partem ream sub sigillo commissariorum ad certam diem et certum locum, et contineat in effectu [t] : « Tales, commissarii dati, etc..., in tali causa [a] et ad infrascripta, tali, baillivo [1], salutem. Litteras regias nos recepisse noveritis sub hac

m. *M P Q V* dati. — n. *C P* parlamentum. — o. *C L N Q* partes. — p. *R passe* à renovabitur. — q. *C I* nec per eas. — r. *D ajoute* Nunc autem per ordinacionem noviter factam non renovatur commissio nisi bis, et sic habet tres dilaciones ad perficiendam inquestam, scilicet intervallum primum a parlamento in quo inciditin factis usque ad aliud parlamentum sequens; et in illo renovabitur, si fecit diligenciam, et iterum in alio parlamento, si fecit diligenciam inter duo parlamenta [2]. *P ajoute :* Item postquam commissarii remiserunt partes ad parlamentum non oportet facere diligenciam : ymmo per hoc probatur diligencia. — s. *Rubrique de B C D E G K L O V. H* De advisamento... coram commissariis datis. *F R* Quid habent facere partes coram commissariis. *I M*... eorum et quid (*I* pars) habeat... coram datis commissariis. *N* qualiter partes debeant suos processus facere coram commissariis. *S* sequitur adjornamentum et quid pars habeat facere. — t. *G* hanc formam.
a. *C P Q* in tali causa infrascripta.

---

1. D'après le Style des Commissaires, les lettres d'ajournement sont adressées directement au sergent du bailli. V. Guilhiermoz, *Enquêtes et Procès*, p. 45, note 4.
2. Cf. Ordonnance de décembre 1363, article 15. *Ordonn.*, t. III, p. 649 et X[1a] 8602, f° 54.

Fol. 38 v°. forma[b] : Karolus[c], etc. Quarum auctoritate vobis || mandamus quatinus adjornetis dictas partes[d] ad talem diem et in tali loco, et in domo talis, [ut] tali die et aliis sequentibus compareant coram nobis, ad procedendum in dicta causa juxta commissionis nostre tenorem, necnon et omnes testes quos utraque dictarum parcium vobis nominaverit, ad perhibendum[e] testimonium veritatis super contentis in articulis dictarum parcium ».

34. Item, ad dictam diem et locum comparentibus[f] dictis partibus, actor debet presentare commissariis litteras[g] una cum articulis, et petere ab ipsis[h] ut ipsi dictos articulos apperiant et in dicta causa procedant juxta commissionem eis datam[i]; quo facto et appertis dictis articulis, debet petere ut per partem adversam respondeatur dictis articulis et medio juramento[k], et de responsionibus[l] sibi fieri copiam, ad finem quod scire possit quod sibi de dictis articulis negaverit[m] et [quod confessaverit[n], et super negatis testes producere possit, cum super confessatis] non oporteat[o], cum a probando relevatus fuerit per confessionem[p] partis adverse[q] [1].

35. Item, super unoquoque[r] de dictis articulis potest decem

b. I P Q sub hiis verbis. — *c. D P V* Philippus... *G L* et totus tenor inseratur et postea sequitur : auctoritate quarum... — *d. C* ut in loco tali, die tali et aliis sequentibus, in domo tali, compareant coram nobis ad... — *e. K* coram commissariis. — *f. B D E F O R* commissionis. — *g. L* commissariis. — *h.* A procedent, *corrigé* procedant, *d'après D.* — *i. C E G P Q* factam. — *j. C* quibus apertis articulis tradet et de responsionibus sibi fieri copiam ad finem... — *k. B E G I K L P R V* et medio juramento affirmatis, et, ad ipsos (*G* ab ipsis) responso, de responsionibus... *O* mediante juramento affirmatis. — *l. D V* responsis. — *m. Ce qui suit, entre crochets, est omis dans A, mais restitué d'après D.* — *n. G* et quod sibi concessum seu concessurum fuerit a parte adversa... *N P Q R* sibi concessum fuerit. *I* confessum fuerit. *L* sibi concessum vel confessatum fuerit. — *o. L* immo relevatur a probando primos per confessionem. — *p. M T* per confessata. — *q. G L* adversarii. — *r. G L* quolibet. *H S* utroque. *O* articulo. *K en note :* nota X testes super uno articulo possunt producere, eciam diversi testes, et ad hoc vide ff. de testibus (*Dig.* XXII, 5).

1. Cf. Style des Commissaires, n° 2.

producere testes et non plures. Si super omnibus[s] casibus solum X testes produceret, plures testes[t] producere non posset super eis, unde debet precavere quod[u] super unoquoque articulo X diversos testes producat, si potest; et hoc proficit quoad duo[v] : primo ad id quod dictum est, secundo quod licet X testes producti super primo articulo nichil deponant super eo, poterit esse quod alii X super sequenti articulo deponant super primo[x] et secundo, et valebit eorum testimonium, licet non interrogati respondeant vel deponant super primo et non producti[a], quia articuli vel erunt connexi vel dependentes unus ab alio vel ex eodem facto[1].

36. Item, precaveat actor ut, antequam testes suos producat super negatis articulis, loquatur cum eisdem[b] et quod ipsis legat articulos super quibus ipsos vult producere, et, si videat quod sciant aliquid[c] de contentis in ipsis, tunc ipsos producat super articulis super quibus dicent se aliquid scire, super aliis non[d], ne occupent sibi[e] numerum testium supradictum in proximo articulo[f].

37. Item, precaveat si pars adversa X testes producat[g] uniformiter super omnibus articulis[h] suis vel super uno tantum[i]. Si uniformiter super omnibus[j], et post velit ali-

s. R passe à Unde debet precavere quod... — *t. C omet* testes. — *u. D omet :* super eis, unde debet precavere quod. *C* unde caveat. — *v. G L* quoad productos super primo et secundo articulis, et valebit eorum testimonium. — *x. La leçon d'A :* nichil deponant super ipso, *qui reproduit la formule de la ligne précédente, est contraire au sens général de la phrase et doit être remplacée par la leçon de* D *:* deponant super primo.
a. C omet et non producti. — *b. B Q* cum eisdem de articulis super quibus vult. — *c. P* aliud. — *d. B I L P* autem non occupent.— *e. N* ne occuparent, *omet* sibi. — *f. B C G L N O P Q R n'ont pas :* in proximo articulo. *T* in dicto. *G ajoute :* Nota quod de testibus in turba non loquitur stilus iste. — *g. L* et. — *h. Les mots :* articulis *jusqu'à* et post velit *manquent dans D M.* — *i. B* an super uno. *G L passent à* et si dicent commissarii quod ipsi alios testes non debent recipere.— *j. C :* X testes producat.

1. Cf. Style des Commissaires, n° 61; Style de la Chambre des Enquêtes, n° 17, et Guilhiermoz, *op. cit.*, p. 15 et 79.

quos[k] producere, debet[l] dicere commissariis quod[m] ipsi alios testes non debent recipere super eis de stilo presentis curie. Et super hiis petatis[n] vobis[o] jus dici a dictis commissariis, si velint et possint hoc facere, alias petatis[p]
Fol. 39 r°. vobis[q] super hiis reservari || jus dici per dominos Parlamenti, et, si ultra vellent[r] procedere ad ipsos recipiendos, protestamini[s], dicendo quod est contra[t] consensum[u] vestrum[v] et, pro[x] aliquibus que dicatis[y] vel faciatis in dicta causa, non intenditis[z] premissis consentire nec ipsa approbare, nec renunciatis[a] juri petito vobis[b] reddi[c] super premissis; et hanc requestam et protestacionem et ea que sub hiis reservabuntur[d] ponatis[e] in scriptis, et in saco poni faciatis[f]; petatis[g] eciam copiam vobis fieri sub sigillo commissariorum[h], vel aliter faciatis[i], ut supra in proximo[j] dictum est[1].

38. Item, precaveat quod[k] pars adversa ex nullo[l] actu suo possit advisamentum assumere[m] [2].

39. Item[o], quod, cum producet testes suos, dicat ita : « Ecce testes quos feci citari ad hanc diem ad probandum contenta

k. C alios. — *l. I* habet. — *m. C* hoc non potest de stillo hujus curie, et super hoc petere jus sibi dici per commissarios, si possint, et alias super hiis petere reservari... — *n. G I L M R* petat. — *o. R* sibi. — *p. I K L M R* petat super hiis. — *q. R* sibi. — *r. L* vult. — *s. F I L O R* protestetur. *M* protestet. — *t. D omet* contra. *E* preter et contra. *P* citra et quod per aliqua que dicatis. — *v. I L M O R* suum. — *x. D* quod. *C abrège ainsi :* pro aliqua [causa] non intenditis premissis consentire, et omnia in scriptis ponantur, et in sacco poni faciatis et vobis fieri copiam petatis, ut supra dictum est. — *y. I M* dicant vel faciant. *L R* quod dicat et faciat. — *z. G I R* intendit.

a. B omet ce qui suit jusqu'à hanc requestam. *L P Q R* nec renunciare. — *b. L* sibi. — *c. E L N Q* tradi. — *d.* A reservabitur, *corrigé* reservabuntur *d'après I L.* — *e.* A ponatur, *corrigé* ponatis *d'après K L O Q.* — — *f. B s'arrête ici. G L M O R* faciat. — *g. G I M O* petat sibi. — *h. K P omettent* commissariorum. — *i. I L* faciat. — *j. L Q* titulo. — *k. B I Q R* ne. — *l. F* ex aliquo. — *m. C* capere. *G I P Q* accipere. *G ajoute :* vel habere. — *o. G donne ici la rubrique :* Qualiter debent probari testes ante juramenti rescripcionem et recepcionem. *Ce paragraphe manque dans B C G P Q. L comme G sauf :* reprobari, *et avant la rubrique :* nota quod de testibus in turba non loquitur stillus iste.

---

1. Cf. Style des Commissaires nos 27 à 39 ; 55 ; 105. Style de la Chambre des Enquêtes nos 98, 176 et Supplément à ces Styles, I, 16.
2. Cf. Style des Commissaires, n° 92.

in articulis meis, et ipsos ad probandum ea produco, et peto eorum recipi juramenta et ipsos per vos audiri et examinari; sed, cum ipsos velletis examinare, ego discernam super quo vel quibus volo ipsos producere et examinari [p]. » Et cum ipsos vellent examinare, dicatis [q] super quibus [r].

40. Item, precaveat quod, cum pars [s] producet testes suos, in ipsa productione et ante juramenti recepcionem, si cognoscat ipsos, debet reprobare, et verbo saltim proponere que ad ipsorum reprobacionem probare vult, et offert [t] se ipsa tradere in scriptis, et ea incontinenti tradere [u], si potest, vel dum [v] primum [poterit], et ea offert se probaturum ; si autem essent omnes vel aliqui ignoti, petere [debet] [x] nomina et cognomina illorum sibi tradi, et loci unde dicunt se esse [vel] [y] domicilium habere, et inter juramenti recepcionem et examinacionem dari, vel dilacionem concedi super hoc ad reprobandum ipsos, vel relevari [a] sibi per commissarios, ut eque bene post recepcionem et examinacionem ipsorum possit ipsos reprobare sicut ante [b], et super hiis jus sibi dici, si possint [c] et velint, vel reservari dici sibi per dominos Parlamenti, ut supra dictum est [1].

41. Item, si pars adversa [d] testes vestros [e] non reprobet ut [f] dictum extitit, et post vellet ipsos reprobare, dicatis [g] quod de stilo presentis curie [h] admitti non debet, cum [i] ipsos non

p. *F O R s'arrêtent ici.* — q. A velletis, *corrigé* vellent *d'après D. I M* dicat... *K omet ces derniers mots.* — r. *D ajoute :* articulis, ipsos ac nomina dictorum testium per cedulas tradendo. — s. *F R* adversa. *K* altera. *P* Item quod producet *et en marge :* In testium reprobacione. — t. *F K Q* offerre. *L* et offerre ipsam, et tradere in scriptis ea que incontinenti potest tradere, vel cum primum poterit; et ea offerre se probaturum. — u. *K* tradat. — v. *P* cum. Poterit, *qui manque dans A, est restitué d'après D.* — x. *Restitué d'après C Q.* — y. *Restitué d'après D.*

a. *D ajoute* alias reservari. — b. *F en note :* et si predictam reservacionem fecerunt commissarii, debet petere pars ut hoc scribatur in processu. *Cette note est passée dans le texte de R.* — c. *C* commissarii. — d. *B* actoris. *G* rea. — e. *R* actoris. — f. *C* ante. — g. *C omet* dicatis quod. *G* dicat. *I* dicatur. *O* dicant. — h. *P* ad hoc. — i. *C* saltim post examinacionem, et super hoc petatis jus vobis dici.

1. Avec ces § 39 et 40, cf. les textes cités, p. 190, note 1.

reprobaverit [j] ante, etc..., alias saltim antequam examinare[n]tur, et super hoc petatis [k] jus vobis dici, ut supra.

42. Item, precaveat [l] ut reprobaciones suas [m] faciat et tradat, ut supra dictum est, nisi per commissarios eidem fuisset facta reservacio [n] ut ipsos posset eque bene reprobare post examinacionem sicut ante, et hoc scripserint in processu [o].

43. Item, cautella est ut reprobaciones in saco poni faciat ad hoc ; nam, cum curia videbit eas in saco, non judicabit inquestam, sed judicabit [p] reprobaciones et super eis dabit commissarios [q] ; aliter procederet ad inquestam videndam [r], si vel forte hoc omissum [s] esset proponi in curia vel per notarium registrari [t] super inquesta.

44. Item, caveat si aliquem [a] vult reprobare racione alicujus actus [b] [per] ipsum commissi [c] ; et, ad hoc quod reprobacio de stilo presentis curie sit recipienda, opportebit ipsum super hoc [d] convictum esse et condempnatum vel confessum ; alias non est recipienda [e].

45. Item [f], de stilo hujus curie, si quis velit aliquem testem reprobare, ut quia est de robis [g] partis adverse, non est [h] recipienda, nisi dicat [i] quod est ad potum et cibum [j] ejusdem et ipsius familiaris. Ita dictum fuit per curiam [k] pro domino Anthonio Pisani [l] contra Saonenses [m] [1].

j. *A D* reprobaverint, *corrigé* reprobaverit. — *k.* *F* sibi petat jus. — *l.* *C* cautela est quod. — *m.* *C* in sacco poni. — *n.* *B P Q* *n'ont pas* reservacio. — *o.* *D* *ajoute :* verbali. — *p.* *C* sed super reprobacionibus dabit commissarios. — *q.* *K* si sit opus. — *r.* *C* faciendam. *B E L N P Q* judicandam. — *s.* Omissum esset per notarium registrari super inquesta vel omissum proponi. *G L* poneretur per notarium. — *t.* *O* *s'arrête à* registrari.

a. *B P* aliquis. — *b.* *D* alicujus criminis vel alicujus actus informati *B E K P Q R* infamativi. — *c.* *C* opportet eum fuisse super hoc convictum seu condempnatum. — *d.* *F L* *en note :* fallit hoc in causa lese majestatis, juxta L. famosi ff. ad LegemJuliam majestatis (*7 Dig. XLVIII, 4*). — *e.* *C* audienda. *H* *ajoute :* reprobacio. — *f.* *C* Item, dicere aliquem esse de robis alicujus non, est sufficiens causa reprobacionis de stillo hujus curie, nisi dicat... — *g.* *L* de amicis. — *h.* *G* hujusmodi reprobacio admittenda. — *i.* *C I Q T* ultra. *O* ultra quod est commensalis et ipsius familiaris ad... — *j.* *D* olam. *G L* olera ejusdem sive mensam. — *k.* *C* per arrestum. *L* *s'arrête après* per curiam. — *l.* *K* Pissani. *Q* Tousani. — *m.* *D* *en marge :* alias Savoentes. *I N* Sarnenses. *O* Sarnanses.

1. Cf. *Olim*, t. III, p. 1279, n° LVII, juin 1318 : arrêt en faveur d'Antonio

XXVII *quater.*

[QUALITER[n] COMMISSARII HABEANT REMITTERE CURIE INQUESTAM ET AN PUBLICARI DEBEANT DICTA TESTIUM]

46. Cum[o] mandatur commissariis ut inquirant et referant ad proximum parlamentum, si[p] quidem inquesta fuit inter partes patrie consuetudinarie vel de rebus dicte terre et actibus, commissarii debent remittere inquestam clausam sub sigillis eorum[q]; alias, si apertam et non sigillatam remittant[r], adnullaretur inquesta[s]. Et est racio quia inqueste in dicta[t] patria non tabellionantur[u]; item, quod non[v] fit publicacio testium, nec pars ipsa[x] videre habet, nisi in causis hereditagiorum[y] et eciam quando actum fuit actione reali ad petendum rem aliquam[z], quia tunc fit copia et publicacio[1].

47. Item, si partes vel causa[a] sint de patria[b] juris scripti,

n. Rubrique empruntée à D E G K T. B C R ont : Qualiter curie habeat remittere inquestam et an publicare debeat dicta testium. *H I M* Qualiter debeat remitti inquesta et an habeat curia publicare deposiciones testium. *L comme D E G, sauf :* publicari habeant. *N* qualiter debeant inqueste per commissarios remitti ad curiam et an facienda sit publicacio testium. *S* Qualiter commissarii habeant curie remittere inquestam. —*o*. A Dum, *corrigé* Cum *d'après D*. — *p. B C F G I L N O P Q R commencent seulement ici*. — *q. P en note :* unum non sufficeret. — *r*. A remittent, *corrigé* remittant *d'après D*. — *s. P en note*, Fallit propter casum fortuitum, puta : moritur unus commissarius antequam possit claudere vel sigillare inquestam. — *t. K* in terra consuetudinaria. — *u. E en note :* Item hodie fit de inquestis factis per commissarios [missos] a curia, quia non fiunt per tabelliones nec fit de eis publicacio, eciam in patria juris scripti. *Q met ici :* Racio predictorum. — *v. L* cum. — *x. K P Q* habet dicta eorum, nisi. — *y. B* hereditariis. *R* hereditatis. — *z. C termine ici.*

a. I omet vel causa. — *b K O* terra.

Pezani, de Gênes, chevalier. Dans le Stilus, il s'agirait d'un procès de ce chevalier avec les gens de Savone. Cf. Arch. Nat. X[1]a 6, f. 99 v°, 31 mars 1330, lettre de marque jusqu'à concurrence de 60.000 L. t. accordée à « *Anthonius Pisani, miles, contra procuratorem communitatis Saone... cum per mare olim constitutus fuisset capitaneus et ad partes Saone et Janue cum pluribus galeis...* ».

1. Cf. Style des commissaires, n° 116 et Guilhiermoz, *op. cit.*, p. 37, note 2.

debet mitti clausa sub ipsorum sigillis, ut supra dictum est, maxime quia sic regulariter [c] mandatur fieri. Quia [d] tunc [e] fit ibi in omni casu inquestarum publicacio [f], sicut in senescallia [g] Tholose et in aliis [h] que jure scripto reguntur, et quia fiunt per manum publicam [i] cum signi apposicione, visum [j] est inquestas, missas curie non sigillatas et appertas, tabellionatas et signatas recipi, ubi pars alia habebat tantumdem [k] penes se tabellionatum et sigillatum [l]. Et ita obtinuit [m] magister Guillelmus de Brolio pro consulibus Narbone contra vicecomitem [n] Narbone [o] [1], et hoc ideo forte quia dicta inquesta fuerat facta per senescallum Carcassonensem, judicem ordinarium [p], et mandatum fuerat ei ob causam ut ipsam presenti curie remitteret, et ideo publicata fuerat [q].

48. Item, si ex commissione [r] curie ad inquirendum et refferendum fiat inquesta, publicacio non esset facienda, nisi in causa reali vel hereditagii [s], ut supra dictum est.

Fol. 40 r°. 49. Item, in patria consuetudinaria, extra villam Parisius, non [t] fit publicacio alicujus inqueste ; sed in Castelleto Parisiensi fit [2] civilium [u], non criminalium.

c. *B E G I* realiter. — d. *C* ubi. — e. *D* tantum. *R* et ibi. — f. *L omet le membre de phrase qui suit :* sicut... reguntur. — g. *O* sicut in lingua occitana que jure scripto regitur. — h. *F R* Carcassonie et Bellicadri. *R omet* Tolose. *B E* senescalliis. — i. *E en note :* Sed hodie sufficit inquestas scribi per clericos dominorum a curia missorum. — j. *K* consuetum est. *L* in quibusdam locis, ut in senescallis Carcassone, Bellicadri, bene recipitur inquesta aperta et sigillata, ex quo tabellionata est et signata; et ita consuetum est ibi eas mittere, et ita obtinui pro consulibus Narbone contra comitem Narbonensem. *R comme L à partir de* bene recipitur. — k. *C* habeat tradere. — l. *C E F Q* signatum. — m. *B E F I N O P Q X* obtinui. *G* obtinuerunt consules Narbone contra comitem Narbone. — n. *G N* comitem. *K* communitatem *et en marge :* alias comitem. — o. *F R* Narbonensem *et s'arrête après ce mot.* — p. *D* jure ordinario. — q. *O ajoute :* Adde quod hodie istud non servatur, quin ymo curie transmittuntur clause, eciam in lingua occitana, consiliario; tamen curie vidi quod tradebant inquestam apertam penes grafferium et non solent eas tradere parti, quia tunc sigillarent et clauderent. — r. *I O* commissariis. — s. *I* hereditagiorum. *P* hereditatis et reali, ut supra. — t. *C supprime la négation et dit :* fit publicacio civilium et criminalium. — u. *K* tantum, sed non.

1. Aymeri VI, vicomte de Narbonne de 1298 au 19 juin 1328.
2. Cf. Tanon, *L'ordre du procès civil au XIVe siècle*, chap. II, section 2, § 4. — *Décisions dites de Jean des Marès*, § 262 (dans : J. Brodeau, *Comment. sur la cout. de Paris*, t. II, p. 525 et ss.).

50. Item [v], in patria juris scripti fit publicacio inquestarum, tam in causis civilibus quam in criminalibus, excepto in certis locis senescallie Petragoricensis [x] et Caturcensis [y] que non [z] fuerant ab antiquo de comitatu Tholosano.

51. Item [a], de stilo curie, expense commissariorum, que debentur eis pro eundo et redeundo et alie, communiter faciende [b] sunt, ubi utraque parcium [c] facta affirmativa [d] habet que indigent probacione.

52. Item, ubi partes sunt in commissione, et una ipsarum citius compleverit inquestam [f] suam pro parte sua quam alia, renunciaverit [g] et concluserit in causa, tamen alia [h] non fuit in negligencia quin [i] eque bene comple[re]tur [j] pro parte sua, quia bene fecit citari testes suos et non venerunt [k] et ipsos poni fecit [l] in defectu, et semper in audicione fuerunt [m] expense communes [n], complebitur inquesta et pro alio, communibus expensis [o], non obstante quod pars alia nullos testes producere velit; sed secus esset [p] si per negligenciam partis alterius hoc evenisset, quia tunc solum expensis suis esset complenda [q].

53. Item, si petat aliquis aliquam inquestam recipi et videri et judicari tamquam perfectam, et pars adversa contradicit [r] dicens ipsam non fore perfectam [t], habebitur, quantum ad eum qui dicit perfectam [u], pro perfecta [v]; ita, quod aliquos [x]

---

v. *H S mettent le § 51 avant le § 50.* — x. *D insère ici par erreur les mots* facta affirmativa, *empruntés au § suivant.* — y. *B Q n'ont pas* Caturcencis. — z. *R omet la négation.*

a. *D G L n'ont pas ce paragraphe.* — b. *K P* et solvende. — c. *K* procedit inquesta sua *et en note :* hoc verum est quando inquesta fuerit per judices locorum, secus quando fuerit per commissionem curie parlamenti. — d. *C P Q R* affirmativa indigeret probare. — f. *C* audicionem seu inquestam suam quam alia. — g. *I M n'ont pas* renunciaverit. — h. *R* et alia non, si pars que non compleverit non fuit in negligencia. — i. *B* causa. *E K* quominus compleretur. — j. *L* inquesta. — k. *P* ad propositos. — l. *G* posuit. — m. *C* facte. — n. *L* idem reus tantum debet solvere quantum actor et ideo complebitur inquesta. — o. *E K omettent* communibus expensis. — p. *F R* et fiet hoc expensis communibus, sed secus. — q. *E K* inquesta. — r. *C* altera contradicente... completa habebitur quantum. — t. *B P G I K L O P* completam. — u. *F I K* completa. *N* tanquam pro completa. — v. *D* item. *C* in tantum quod nichil aliud producere poterit, ymo nec testes partis adverse reprobare. — x. *N G O* alios

testes ulterius producere non poterit, nec instrumenta neque aliqua alia, neque testes qui ex tunc producerentur per partem aliam [y] reprobare ; et est racio, quia ipsam tenuit quoad ipsum [z] pro perfecta. Sed pro parte alia complebitur, si reperiatur per curiam ipsam pro parte ipsius non esse perfectam [a]. Et hoc verum [b], quia ille qui tenuit ipsam pro perfecta [c] nichil ultra producere possit [d], nisi retenuam fecerit ita, ut sequitur [e] : « Peto, et ut supra facta retenua, quod, ubi dicta inquesta per curiam perfecta non reperiretur [f], quod eque bene commissio renovaretur ad utilitatem meam sicut partis alterius » ; et est racio, quia tunc non erat intencionis sue renunciare productioni testium vel aliorum [h] que agenda incumbunt in causa.

XXVIII [1]

SEQUITUR MATERIA HOMAGIORUM [i].

1. Item, in causa ubi [j] aliquis subjectus Regi recusat aliquem recipere in fidem suam et homagium pro aliquo feodo quod ab ipso movetur [k], consuevit [l] littera justicie, eciam in Requestis, concedi sub hac forma [m] : « Karolus [n] etc., tali baillivo, salutem. Talis nobis conquerendo monstravit quod, cum tale feodum a tali movere dicatur, quod dictus conquerens ad ipsum pertinere dicit, attamen dictus talis dictum

y. *E* per illam improbarentur. *L Q* per eum reprobabuntur — *z*. *B E I P* quoad se perfectam. *R* quia eàm tenuit semel pro completa quoad se. *a*. *E I P* completam. — *b*. *R* quod dictum est de illo.— *c*. *R* completa. — *d*. *R* est verum. — *e*. *R* hoc modo. — *f*. *C E* reciperetur. — *h*. *C ajoute* pro parte vero contradicente complebitur, si reperiatur per curiam pro parte ipsius non esse completam. — *i*. *B D E F I K P V* de feudis. *C H M N*. de feodis. *G L* de fide et homagio seu feudis. *S* de feudis et eorum natura. — *j*. *F* cum. *R* Quando. — *k*. *C P* tenet. — *l*. *C* fieri. — *m*. *P* talis *au lieu de* sub hac forma. — *n*. *C D E F G H K P R S T V* Philippus.

1. D'Ableiges, *op. cit.*, L. II, chap. xxvi, a reproduit en latin ce chapitre d'après un ms. inconnu. *T* omet ce chapitre. Cf. Maucreux, *loc. cit.*, f° 31 v.

conquerentem in fidem suam et homagium[o] pro predicto feodo recipere recusaverit indebite et injuste[p]. Quocirca[q] tibi auctoritate presencium[r] precipimus et mandamus quatinus, ad requisicionem dicti conquerentis, ad domicilium dicti talis, vel alibi[s] ubi expedire videbis, accedas[t], ut ejus presenciam habere possis ad videndum requestam quam dictus conquerens dicto tali facere intendit super premissis; dictoque tali ex parte nostra precipias ut eumdem conquerentem pro dicto feodo[u] in fidem suam et homagium suum recipiat[v]. Si vero dictus talis[x] ad premissa se opponat, dicens[a] se habere justas causas et raciones propter quas premissa facere non[b] tenetur, adjornes ipsum ad diem baillivie tue[c] proximi parlamenti, coram gentibus[d] nostris dictum parlamentum tenentibus dictas causas propositurum[e] et alias cum dicto tali super premissis processurum ut fuerit racionis, cum intimacione quod, nisi predicta die[f] comparuerit, dictum[g] conquerentem pro dicto feodo ad fidem nostram et homagium recipiemus, dictasque gentes nostras[h], etc. Datum[i], etc. »

2. Item, est notandum quod si partes in Parlamento[j] venerint, et dictus dominus causam predictam petat sibi remitti, quod non fiet sibi remissio predicta. Et est racio quia dictus conquerens non tenetur coram ipso pro dicto feodo litigare, donec per ipsum receptus fuerit ad fidem suam et homagium.

3. Item, si petat se remitti coram baillivo sub quo dictum feodum est, non fiet remissio, sed[l] opportebit quod in Parlamento dictas causas proponat vel alleget[m], et ibi termi-

o. *A* homagio, *corrigé* homagium. — p. *B C E K P Q ajoutent:* sicut dicit. — q. *O R* idcirco. — r. *B C E I N O R* per presentes. — s. *P omet* alibi — t. *A* accedens, *corrigé* accedas *d'après E F O R*. — u. *C omet* pro dicto feodo — v. *R* suscipiat. — x. *D* dicto tali.
a. *C* si autem se opponat dicens. — b. *M* omnino. — c. *I P* nostri futuri proximi. *M* sue. — d. *C I Q* dilectis et fidelibus — e. *A* proposituras, *corrigé* propositurum. — f. *I Q* venerit sive... — g. *F R* premissum. — h. *O* debite certiffices. — i. *N* ut supra. *Q* ut in forma. — j. *B K O P* ad diem assignatam in Parlamento. *K* nota bene. — l. *C* sed in parlamento causa determinabitur. Et est racio quia baillivus... *K* et. — m. *M Q* vel alleguet.

nabitur [n] causa. Et est racio quia baillivus non posset ipsum recipere in fidem Regis [o], etc.

4. Item, [si] [p] cognicio [facta sit] per curiam quod cause [q] proposite per ipsum sunt insufficientes, et quod, hiis non obstantibus, eumdem recipere debet pro dicto feodo in fidem suam et homagium [r], et post hanc cognicionem conquerens [s]
Fol. 41 r° petat se [t] recipi, et dominus petat quod vassallus vadat ad locum unde dictum feodum movetur, ibique paratum [u] recipere se offerat pro dicto feodo ad premissa [v], non fiet remissio, sed ibi [x] ipsum in Parlamento tenetur recipere ; et ita vidi in omnibus predictis [y] casibus pronunciari per arrestum curie, in parlamento anni XXV [z], pro comite Blezenci [a] contra comitem Flandrensem [b] [1].

5. Item [c], quod dixi [d] verum esset, nisi in casu ubi, ex tunc quod dictus dominus primo requisitus fuit per dictum conquerentem super premissis [e], alius contra ejus requestam se opposuisset, dicens quod alium non deberet recipere, sed pocius se pro dicto feodo, ut [f] pocius jus habentem. Si enim dominus obtulit se jus facturum partibus, licet postea requiratur in presencia commissariorum [g] Regis, et sibi assi-

n. F Q R determinabitur. — *o. F* quare, etc., *et en note :* nisi super hoc mandatum a Rege haberet. *O Q R* fidem et homagium. *Q omet* Regis. — *p. B F R* si. *C P Q* cognito per. — *q. C* quod, non obstantibus causis propositis debeat ipsum recipere in fidem suam et homagium, pro dicto feodo, et conquerens petat quod recipiatur, dominus vero dicat quod vadat ad locum unde dictum feodum movetur, et eum ibi recipiet, non fiet illa remissio. — *r. F en note :* Secus forte, si ab inicio non recusasset ad fidem et homagium recipere, quia in loco solum unde feudum movetur tenetur recipere. *K* nota bene. — *s. K omet* conquerens. — *t. N* sibi. — *u. M* partes. — *v. E* et ita vidi. — *x. P omet* ibi. — *y. D* talibus. *M* in omnibus causis. — *z. B E F I K P Q R V* XXVI. *C* XXVII.
a. B C E I K P Q V X comite Liberensi. *D M T* Blerenti. — *b. K L N* Flandrie. — *c. P n'a pas ce paragraphe.* — *d. A* dici *corrigé* dixi, eo tunc *corrigé* ex tunc *d'après D.* — *e. C omet* super premissis. — *f. F* tanquam. — *g. O Q* commissarii.

---

1. Gui de Châtillon, comte de Blois, de Dunois, seigneur d'Avesnes (1307 à 1342) et Louis I, comte de Flandre, Nevers et Rethel (1322-1346).

gnata fuerit dies in Parlamento, nichilominus fiet ei remissio [h].

6. Item [i], quod dixi verum, nisi in casu ubi post primam requestam [j] factam domino forte in presencia commissarii [k] Regis, dum [l] secunda fiet requesta [m], alius se opposuisset; quia [n] licet dominus se obtulit dictis partibus jus facturum et nichilominus adjornatus fuerit ad Parlamentum, et tunc petat causam sibi remitti [o], non audietur, sed utraque in Parlamento decidetur [p] propter suspicionem ne dominus dictum conquerentem [q] falso supposuerit [r].

7. Item, de consuetudine generali [t] in regno Francie, successor [u] extraneus, qui non potest gaudere quoad saisinam de consuetudine per quam « mortuus saisit vivum » [v], non potest ingredi [x] possessionem feodi, nisi per manum domini, per recepcionem ipsius ad fidem et homagium [y]; nec alias contra dominum posset se dicere saisitum, licet contra alios sit [z].

8. Item, successor talis qui potest gaudere dicta [a] consuetudine, ut proximior ab intestato, potest ingredi possessionem et antequam intraret fidem et homagium domini [b]; et habet XL dies ad deliberandum, nisi [c] intret fidem et homagium domini [d] pro dicto feodo : intra quas [e] si non veniat, in nulla est pena; sed post dictum tempus, dominus potest assignare manum suam ad dictum feodum propter defectum hominis, et ex tunc faciet fructus suos; sed cum vassallus veniet pro offerendo debitum [f], quandocumque vene-

h. D F G L R S ajoutent : pro hoc facit (*G L* faciunt) notata Extra de judiciis c. ceterum (*Decret. Greg. IX, lib. II, tit. I, cap. 5*). — *i. N* statim verum. — *j. E F P Q R* requisicionem. — *k. K* domini. — *l. B Q* fieret, alius se opposuisset. — *m.* requesta *manque dans P Q R.* — *n. K* nam tunc. *R* nam licet tunc. — *o. B I P Q R* non fiet remissio. *C* nulla fiet remissio. *H* nec fiet remissio . *Tous ces mss. omettent* non audietur. — *p. G L* residebit. — *q. C* opponentem. *D* opponentem supradictum. — *r. F H R ajoutent :* quod posset presumi propter refutacionem jam semel vassallo factam. — *t. P* regni. — *u.* successor *manque dans B P Q.* — *v. F R* et ideo nec posset ingredi feudum seu possessionem feudi propria auctoritate, virtute dicte commissionis, sed opportet quod per manum domini... — *x. C* saisinam seu. — *y. R* ingrediatur, alias. — *z. F H R ajoutent* secundum quosdam.

a. I K tali. *F* feudi. — *b.* domini *manque dans D. E F Q R ajoutent :* pro dicto feudo. *Q passe à* intra quas... — *c. B C E* (*après grattage*) an. *D* alias ubi non. *F P R* antequam. *G* an si. *M* aut. — *d. P omet* domini — *e. C* quod tempus. — *f. O P R* debito.

rit [g], eciam si post X annos [h], tenetur recipere et restituere [i].

Fol. 41 v°. 9. Item, si vassallus [k] teneat feodum sine domino, id est antequam receptus sit per dominum ad fidem et homagium, nec se [l] pro premissis obtulerit, dominus, si velit, tenebit dictum feodum [m] sine homine per tantum tempus per quantum [n] vassallus tenuit eum sine domino. Et interim faciet fructus suos [o], nec interim tenetur eum recipere ad fidem suam et homagium pro dicto feodo ; nec ad hoc potest compelli per dominum superiorem [p].

10. Item, de consuetudine predicta, aliquis non est sufficiens ad tenendum [q] in feodum, nisi habeat XX annos completos et XXI tetigerit [r], et in censivis, nisi habeat XIIII annos completos et XV tetigerit ; et sic quod in primo casu non intrat in fidem nec homagium alicujus, sed ille qui habet baillum [t] alicujus et ipsius gubernacionem; qui interim facit fructus suos in patria [u] consuetudinaria, sed non in patria juris scripti, nisi esset pater vel avus qui eum habeat in potestate [x].

11. Item, consuetudo per quam [z] « mortuus saisit vivum » non habet locum in successione [a] ex testamento ; sed ab intestato, sic. Et hoc est verum ubi [b] utrique simul concurrent in eadem [c] persona.

g. R quandocumque venientem, eciam venientem post... — *h. C omet* eciam si post X annos. — *i. B C D I M P Q S T ajoutent* feodum. *E G K* ei feudum. *FR* feudum non tamen fructus, *et en note :* de jure scripto tenetur in annum facere fidem et homagium domino, alias privatur feudo. *O* dictum feudum. — *k. C P Q n'ont pas* vassallus. *N omet* vassallus teneat. — *l. B E* se illi. — *m. C omet* dictum feodum. — *n. E* tempus. — *o. Q ajoute :* in patria consuetudinaria, sed non in patria juris scripti, nisi esset pater vel avus qui eum habeat in potestate sua; *le copiste de ce ms a omis la fin du* § 9 *et presque tout le* § 10. —*p. D ajoute :* Hoc non est verum in Pictavia, Xantonia, quod statim quia veniet vassallus tenetur recipere et ei expedire feodum. — *q. B C D E F M N O P* ad terram. — *r. B C E I P* attigerit. *K passe à ce qui suit. C omet :* et sic non intrat in fidem nec homagium alicujus. — *t. E M R* baillium. *F G* gardam seu gubernacionem. *P en note :* Et mulier, vel jure vassali. — *u. O* terra. — *x. B C E I N O* sua. *D continue :* Sed diversificacione patriarum regni diversificatur tempus, quia non est uniforme in tota patria consuetudo regni. — *z. C* quod.

a. In successione *manque dans C.* — *b. B C E K O P Q* ubi duo concurrent simul. *D G M* ubi utreque simul. *F R* nisi simul in eamdem personam ,concurrerent duo jura, scilicet causa testati et causa intestati. *L* ubi utraque, scilicet tam ex testamento quam ab intestato, simul concurrent — *c. B D E G L M N P T* in ejusdem persona.

12. [Item,] ubi[d] plures contendant racione successionis alicujus mortui, quia quilibet contendit[e] se admitti ad fidem et homagium dominorum a quibus moventur feoda que[f] ipse tenebat, si mortuus plura feoda a diversis dominis movencia habebat, inter quos Rex est unus, tota causa pro aliis feodis ventilabitur in Parlamento, licet sit modicum feodum quod a Rege teneri debet; et idem si alias de hereditate illius contendatur. Ita dictum fuit pro domino de Lebreto[g] [1], in parlamento anni XXV[h], qui loci de Villandia[i], qui de feodo suo movetur, cognicionem sibi remitti petebat, cum in curia inter comitem Armaniaci[j] [2] et adversarios de hereditate vicecomitis Leomagnie[k] [3] contendit ad finem recipiendi ad fidem et homagium pro feodo quod[l] dictus vicecomes tenebat.

13. Item cum[m] aliquis se offert Regi pro intrando in fidem et homagium pro aliquo feodo, et alius[n] ejus requeste[o] se opposuit offerendo, etc... et partes ipse per Regem super premissis remisse fuerint ad Parlamentum ad certam diem, et unus ipsorum per procuratorem se presentaverit, fundatus generaliter ad litigandum[p], absque eo quod[q] potestas esset sibi commissa specialiter ut possit petere per dictam curiam declarari dominum suum recipi debere pro dicto feodo[a] in fidem et homagium Regis, sufficit dicta fundacio, Fol. 42 r°.

d. F N R si — *e. C* recipi ad fidem et homagium racione feodorum ipsius, si predicti feudi a diversis moventur... — *f. B P* que a diversis moventibus habebat — *g. F* de Bleto. *I* de Libreto. *L* de Leberto. *N* Dalebreto. — *h. B E K P Q R V* XXVI. — *i. B C F P V* de Vilandrando. *H S* Villendia. *G M* Vilendia. *K* Villanda. *O* Velandra. *P Q* de loco de Vilandrando. *R* Valandrando. — *j. C* Armanhicaensi. — *k. A* Leonagnie. *corrigé* Leomagnie. *O* Vicecomitatus Lomagnie. *R* Leotranie. *V* Leomanie — *l. A* que, *corrigé* quod. — *m. E* si. — *n. C* aliquis. — *o. E* ad ejus requestam. — p. ad litigandum *manque dans B P R*. — *q. O P* esset sibi concessum.

a. P pro domino feudi, *en marge :* alias pro dicto feodo.

---

1. Bernard-Ezi II, sire d'Albret (1324-1358).
2. Jean Ier, comte d'Armagnac (1319-1373).
3. Sur la Lomagne, v. A. Molinier, *Géographie historique de la province de Languedoc au moyen âge*, col. 345. Régine de Goth légua ce vicomté en 1325 à Jean Ier d'Armagnac qu'elle avait épousé.

dum tamen dominus sit presens dum[b] dicta causa litigabitur. Ita dictum fuit pro comite Armaniaci contra suos adversarios[c] in dicto parlamento[d]; alias[e], non sufficeret pro certo[f].

14. Item, ubi plures[g] contendunt, racione successionis alicujus, quis recipi debeat ad fidem et homagium domini pro feodis[h] que defunctus tenebat, et per diversa testamenta veniunt (ut puta quidam ex testamento Ticii patris, quidam ex testamento Ticii filii[i] antedicti, ultimo defuncti), et qui per testamentum ultimo defuncti [venit], contendit et dicat se saisitum[k] fuisse de dictis feodis et ipsa tenuisse per aliquod tempus, et dicat se de ipsis[l] per gentes Regis impediri per manum Regis ibidem appositam, et petat eam exinde amoveri et se reduci in statu in quo prius erat, quo facto petat se admitti[n] ad fidem et homagium, etc.; et pars alia[o] dicat ipsum nullum statum saisine habuisse post mortem defuncti: tamen, quia nondum fuerat lapsus annus[p], item[r] quia non receptus [fuit][s] pro premissis ad fidem et homagium, manus predicta exinde non removebitur, nec ipse remittetur in statu predicto[t], sed partibus injungitur per curiam quod utraque[u] proponat que voluerit, ad finem quod ad fidem et homagium recipi debeat. Ita dictum fuit contra dictum comitem[a] et pro adversariis suis, in dicto parlamento.

15. Item, ubi vassallus alicujus intrat in fidem et homagium Regis pro feodo quod ab ipso[b] teneri[c] debebat, licet postea in parlamento pronuncietur ipsum redire[d] ad fidem et homagium domini sui immediate, dominus non

b. *F R* quando. — *c.* *F O n'ont pas la fin du* §. — *d.* *C I R n'ont pas* in dicto parlamento. — *e.* P aliter. — *f.* *D ajoute :* quia per procuratorem quis non admittitur ad fidem faciendam, nisi de gracia domini feudi. — *g.* *Q omet* plures. — *h.* A feodo, *corrigé* feodis. — *i.* *I N omettent* antedicti. — *k.* *D* desaisitum.— *l.* *R omet* de ipsis. — *n.* *C* recipi. — *o.* Pars *manque dans E.* — *p.* *F en note :* et sic non erat saisitus, cum ad saisinam requirantur annus et dies; intellige hoc verum nisi esset de successionibus ab intestato, in quibus habet locum consuetudo quod mortuus saisit vivum. — *r.* *K N R* tum quia. *P*, tum eciam. *I* cum etiam. — *s.*, *B D I M P* fuit. — *t.* *R* ipso. — *u.* *C* utrique.

a. *A* comitissam, *corrigé* comitem. — *b.* *D* ab alio. *E* ab ipso et alio domino. *G* ab ipso scilicet alio domino. *M P* ab ipso sicut alio domino. *O* ab ipso alio domino. — *c.* *P* tenere — *d.* *C P Q* reddi.

poterit ipsum insequi propter hoc[e], ad finem quod dicto feodo debeat privari, nec[f] aliquod est eidem domino jus acquisitum[g], nec vassallo prejudicium generatum[h]. Ita dictum fuit per arrestum curie, per os domini Joannis de Serchemonte[1], tempore presidentie[i], anno XXVI[j], pro Colardo de Charbona[k] contra comitissam de Castello[l].

16. Item, advocacio[m] facta Regi de aliquo feodo dat saisinam Regi, quoad duo : primo ut capta de loco illo per aliquem, qui dictum locum teneri[n] [ab eo] dicit, debeant resaisiri ad locum ; et quod cognicio debati moti inter dictas partes, scilicet illum qui se dicit dominum et vassallum alium, ad Regem pertinere debeat. Ita dictum fuit in parlamento anni XXVI[o], pro comitissa de Soissons[p] contra dominum de Mailli[q][2].

17. Item, ubi manus regia fuit apposita in feodum alicujus aliqua de causa, dominus[r] immediatus non debet impediri quin possit[s] assignare feodo suo propter defectum hominis vel alia[t] justa de causa justiciare feodo pretextu dicte manus, ut in Feodo[rum libris] « de investi[tura] de re aliena facta » Fol. 42 v°.

e. *Q omet* propter hoc. — *f. K* nec ex hoc. — *g. C* censeat. *F N* quesitum. — *h* generatur. *F en note :* Nota quod per procuratorem homagium presentari non potest, nisi de hoc in procuratorio fiat expressa mencio. — *i. A* precedenti, *corrigé* presidentie, *d'après D. H* presidencium. *K* tunc temporis presidentis. *L* a Pictavia ortus. *O* primi presidentis. *P* tempore presidentis. — *j. H* XXVII. — *k. C* Chauleve. *D F* Carbonae *E I* de Charbonnet. *N O X* Chambona. *P V* Chambena. *R* Cambona. *T* d. Naborna. — *l. C* de Racillo(?). *F N P R V* de Retello. *K* Cassello alias de Retello. *O* Rossello. *D ajoute :* quia dominus Rex est superior, fit quod [qui] adiit ad superiorem, non malefacit, sicut etc. — *m. N* advohatio. *R* adjudicacio. — *n. M* ab eo. — *o. C Q* XXV. — *p.* A Saisos (comme *D H K M T) corrigé* Soissons, *d'après E. C X* Sasses *F R* Faesso. *I P Q* Saisses. *N* Laise. *O* Sayssa. *N* de Saisses. — *q. D* Mailly. *B F I Q R* Merli. *N P R V* Merly. — *r. I E* dictus. — *s. B C D K M N P n'ont pas* quin possit. — *t. F* vel alias feudum suum justiciare.

1. Jean de Cherchemont avait été président au Parlement, mais en 1325 il était déjà chancelier.

2. Si, comme nous le pensons, il faut lire : Soissons, il s'agit de la comtesse Marguerite, fille unique du comte de Soissons, Hugues de Nesles, mariée à Jean de Hainaut ; elle tint le comté de Soissons de 1306 à 1344. Cf. Le P. Anselme, t. III, p. 505.

sanctum fuit[a], et[b] «que sit prima causa bene[ficii] ami[ttendi]» [Libri feudorum, II, 8 et 24]; tamen propter honorem superioritatis non debent hoc facere sine licencia Regis, que de facili obtinet[ur]. Et ideo, cum baillivus Viromandensis apposuisset manum Regis, propter quasdam emendas Regi debitas, in quodam feodo quod ab episcopo Noviomensi movebatur[c], et dictus episcopus assignasset[d] ad eum propter defectum hominis, per arrestum curie dictum fuit quod[e], prius quam dicto episcopo restitueretur feodum, Regi satisfaceret[f] de dicta emenda, et[g] emendaret Regi, quia super manum regiam, et non petita licencia, ipsum justiciaverat[h]; sed quitabatur[i] ei emenda, quia ob bonam causam hoc fecerat[j].

XXIX

[QUORUM COGNICIO SPECIALITER AD REGEM PERTINET, ET QUALITER CONTRA PERSONAS ECCLESIASTICAS ET PRO EISDEM PROCEDATUR[k].]

1. Portacionis[1] armorum[l] contra quemcumque justiciabilem cognicio pertinet ad Regem, licet dominus cui talis

a. A secundum fit, *corrigé* sanctum fuit. — b. B E et in titulo que sit causa beneficii amittendi coll. X. — c. Q tenebatur. — d. E eum; dem. — e. C primo de dicto feodo satisfieret Regi et suis emendis et Regi emandaret, quia non petita licencia super manum Regis justiciaverat, sed quitaverunt emandam, quia... — f. K donec satisfactum esset. N satisfieret. — g. B E et dictus episcopus. — h. D E instituerat. — i. I K Q quitata fuit. — j. B E K L Q *ajoutent :* quo facto data fuit ei potestas instituendi dictum feudum. C F G H R M N O P S T V X *même addition avec la variante :* daretur sibi potestas justiciandi. F R *ajoutent encore :* Consuetudo est secundum quosdam quod, si vassallus derelinquat feudum, non applicatur domino immediato, nisi sit altus justiciarius. P *en note :* Item super impetracione arrestorum curie parlamenti vel dependencium ab eisdem, utrum videlicet jus tercii debeat impedire execucionem, principaliter autem de jure tercii non cognoscunt. Item causa marche. Secus tamen in actione mandati que exinde nascitur inter dominum et suum procuratorem, non super processu nec ejus occasione, quia ista quoad hoc non est privilegiata; secus, si procurator petit salarium. — k. *Rubrique empruntée à* B D E. F R quorum specialiter ad Regem spectat (R pertineat cognicio). G L *comme* B D E, *mais ajoutent :* de delacione armorum. L qualiter cum personis ecclesiasticis est procedendum. N de casibus quorum cognicio spectat ad Regem et qualiter *comme* L. — l. L *en note :* Quando sit permissa de jure pleno, vide per Bartolum in L. 1 ff. ad Legem Juliam de vi publica, (*I Dig. XLVIII, 6*).

---

1. Ce § a été traduit par J. d'Ableiges, *Grand Coutumier* (L. I, chap. III, Des droits royaux), *ed. cit.*, p. 98.

subest [m] omnimodam habeat jurisdictionem in terra sua [n], et ubicumque facta fuerit armorum portacio, maxime [o] si publice et cum multitudine gentium vel in itineribus publicis facta fuerit; et ad nullum alium premissorum cognicio pertinet, nisi vel [p] ex privilegio vel ex concessione [q] Regis hoc habeat [r]. Et est racio quia Rex solus potest [s] prohibere portacionem armorum in toto regno suo, et solus [t] concedere usum armorum [u], [ut] in Aut[hentica] de ar[mis] in rubro et nigro [v] [Nov. LXXXV]. Et ex [x] quo Rex prohibuit portacionem armorum, solus [a] offenditur; quare non miror si ipse habeat solus cognicionem [b].

2. Item, et illorum [c] que cum tali armorum portacione fiunt [cognitio ad solum Regem pertinet [d]], si non possint maleficia separari [e], scilicet portacionis armorum et delicti commissi; alias, si possent separari [f]: Rex solum haberet cognicionem portacionis armorum, et dominus in cujus terra talia [g] commissa forent, si omnimodam jurisdictionem haberet in ea, aliorum cognicionem haberet. Et hoc patet [h] per exemplum quod sequitur [i]. Dominus [de] Pignione [k] [1] caval-

m. P R subjectus est. — *n. I omet* sua. — *o. F R* et hoc maxime ubi. — *p. M* alias. — *q. R n'a pas* vel ex concessione. — *r. N* fuerit. — *s. C passe à* concedere usum. — *t. A* soli *corrigé* solus. — *u. Q passe à:* solus offenditur. — *v. L ajoute:* facit eciam L. 1. C. ut usus armorum (*Code XI, 47*), et ff. L. 1 § 1 de lege Julia majestatis (*1 Dig. XLVIII, 4*). — *x. C* ideo solus principaliter offenditur, quare... *N* ideo ex quo. *R X* racio: ex quo solus Rex.

a. R in hoc. — *b. G en note:* Nota istum titulum, quia in eo multa ponuntur specialia unde in isto titulo ponuntur multi casus, quorum casuum solum cognicio ad Regem spectat, eciam posito quod incidentes in illis casus sint persone ecclesiastice, sicut patet per totum discursum istius tituli. — *c. F R* criminum que fiunt in tali portacione solus habet cognicionem si separari non possint, sed si possint separari, Rex solum haberet. *P en note:* ut furtorum, homicidiorum. — *d. Restitué d'après L.* — *e. C I P X passent à :* si possunt separari. — *f. C omet* separari. *B passe à* et dominus. — *g. I* fierent. *N P* fient. — *h. I Q* et hoc potest petere evidenter per... — *i. F R* sequens. — *k. A* Pugione, *corrigé* Pignione *B E I K N Q* de Pigione. *C* de Prigions. *F R X* de Pino. *O* Pinguione. *P V* de Pinon. *D* Jus de pugnicione (*sic*).

1. Il s'agit probablement des excès commis par Jean de Coucy, sire de Pinon [anciennement Pinum, Pignon] (canton d'Anizy-le-Château, arrond. de Laon) et ses complices. Cf. *Olim*, t. III, p. 889, n° LIX, an. 1314. et Boutaric, *op. cit.*, n° 8000, 15 août 1327.

quatam [l] commiserat in terra comitis Rouciaci [1] cum armis, incendia [l] apposuerat et alia [m] similia. Dicebat Rex quod tam portacionis armorum quam aliorum debebat habere cognicionem [n]. Dicebat comes quod omnis cognicio ad ipsum spectabat, cum ipse haberet omnimodam jurisdictionem in tota terra sua, et, si [o] non portacionis armorum, scilicet cavalgate, saltim [p] aliorum, cum separabilia essent. Dictum fuit per arrestum curie quod solus Rex in portacione armorum fuerat offensus, et illius [q] cognicio ad ipsum pertineret, aliorum autem ad comitem, cum essent diversa [r] delicta.

Fol. 43 r°. 3. Item, de factis super [s] vel contra manum regiam [t] vel contra salvam gardiam [u] de armorum violencia. Et contra vel supra manum regiam Rex solus cognicionem habet, et si quis, super hoc ad presentem curiam vocatus, petat se remitti ad baillivum [v] regium in baillivia sua ubi hec commissa dicuntur, non audietur, ymo compelletur ad respon-

l. G M O n'ont pas cavalcatam. — *m. B Q* plura delicta. *F L* aliqua scelera. *O omet* alia similia. *P Q* et talia. — *n. C termine ainsi :* Dictum fuit per arrestum quod Rex solum haberet cognicionem portacionis, armorum, cum in hoc solus fuerit offensus, et aliorum haberet comes quia delicta sunt separata. *P en note :* maxime si preveniat. — *o. R* et si non haberet cognicionem armorum tamen aliorum criminum habebit. — *p. F R* cum sint diversa. *I L* tamen aliorum cognicionem haberet cum. — *q. D* eorum. — *r. F R* separabilia. *G ajoute à la fin du chapitre l'appendice suivant :* DE COGNICIONE PORTACIONIS ARMORUM. Cum propter portacionem armorum, presertim factam publice et cum multitudine, agitur contra aliquem, cujuscumque sit justiciabilis, Rex habet cognicionem ac punicionem portacionis armorum in toto regno, et nullus alius, quamvis altam justiciam habeat, nisi ex privilegio et concessione Regis; ubicumque est factum habet ejus cognicionem et punicionem maxime ex quo facta est portacio in itineribus publicis ut in titulo que sunt regalia. Unde eciam si quis fecerit armorum portacionem et eciam aliud delictum vel delicta commiserit, quorum delictorum aliorum puniciones seu correctiones ad dominum loci in quo fuerint perpetrati spectant, et si ex sequela quodam modo portacionis armorum punicio ad ipsum dominum pertinere videretur, tamen hujusmodi armorum delacionis punicio ad Regem pertinebit ; aliorum autem delictorum ad dominum loci spectare dignoscitur; nec per hoc videtur inquiri bis de eodem delicto, quia requiratur si duo sunt delicta, unum propter portacionem contra prohibicionem principis, aliud propter factum illicitum. Ita dictum fuit per arrestum pro comite Rouciaci contra dominnm de Pugnione. — *s. N* supra. — *t. B P passe à* Rex solus *et C à* si quis... — *u. K passe à* Rex solus. — *v. D ajoute* suum.

1. Jean V, comte de Roucy et de Braine (1304-1346).

dendum hic [x]. Et ita dictum fuit per arrestum curie pro illis de Longo Ponte[1] contra dominum Radulphum de Claromonte[2]. Item et pro abbate de Jardo[y] [3] contra vicecomitem Thouarcii[a] [4].

4. Item[5], si episcopo, vel alicui persone ecclesiastice, imponerentur proxime dicta in curia, non remittitur[b] super hoc ad suum judicem ecclesiasticum ; sed compelleretur[c] per capcionem temporalitatis ad respondendum in presenti curia. Et ita dictum fuit contra episcopos Baiocensem et de Avrenchis[d] [6], in parlamento anni XXIII[e].

5. Item, novitatis cause[f] solum ad Regem spectat cognicio, et solum in curia ventilatur. Et est racio quia emenda ascenditad LX libras, et ideo baillivi de hiis se intromittere non possent et[g] cognoscere ; quare[h] in presenti curia habent ventilari, et alibi non[i], nisi tantum judicibus regiis.

x. R omet hic. — *y. C* Fordo. *G* Jude. *O* de Gerlo. *V* de Jordo.
a. *A.* Tornarii, *corrigé* Thouarcii *d'après D. C F I P Q R V* Tornacii. *N* Tornacum *O* Thouarensem. — *b. D* dicta curia non remittit. — *c. C* cogeretur. — *d. E F* et Abrincensem. — *e. C* XXXIII. *M omet la date.* — *f. P en note :* scilicet in juribus spiritualibus. Secus in proprietate que debet tractari in curia ecclesiastica, eciam si per arrestum curie fuerit pronunciatum, salvo jure proprietatis. — *g. C Q* et ideo in presencia curie. — *h. F en note :* Item de crimine lese majestatis solus Rex cognoscit et bona condempnati, eciam sub alterius domini jurisdictione sita, fisco applicantur; facit c. que sint regalia (Cf. *Libri Feudorum. Lib. II, tit. 56*). — *i. Ces quatre derniers mots manquent dans D et les autres mss. excepté H.*

---

1. Longpont (Aisne, commune de Villers-Cotterets, arrondissement de Soissons). Dans la première partie du XIV[e] siècle les abbés furent Adam II (1286-1319) ; Jacques (1320-1325) et Nicolas de la Fère (1326-1342). Cf. *Gallia Christ.*, t. IX, col. 476.

2. Raoul III de Clermont, seigneur de Nesle. Cf. le P. Anselme, t. VI, p. 55.

3. Abbaye de Lieu-Dieu du Jard (Charente-Inférieure, canton et arr[t] de Saintes), de l'ordre des Prémontrés.

4. Jean I[er], vicomte de Thouars, mort le 25 mai 1332 ; cf. Le P. Anselme, t. III, p. 195 ; et P. Guérin, *Archives historiques du Poitou*, t. XIII, p. 267. Le vicomte de Thouars avait envahi la terre du Jard, dépendant de l'abbaye de Lieu-Dieu et avait tué et blessé des moines. Cf. Arch. Nat. X[1]a 5, f° 24 v° et X[2]a 1, f° 172, 8 novembre 1316 et Boutaric, n° 7770, 31 janvier 1326; et Lehugeur, *Histoire de Philippe le Long*, t. I, p. 302, an. 1317 et 1320. Sur les différends entre cette abbaye et les vicomtes de Thouars v. *Archives historiques du Poitou* , t. XI, p. 196, 410, 417.

5. J. D'Ableiges, *ed. cit.*, p. 89, s'est inspiré de ce §.

6. Guillaume de Trie, évêque de Bayeux, et Jean de la Mouche, évêque d'Avranches.

6. Item, si persone ecclesiastice [j] aliqua contra salvam gardiam commiserint, vel aliquos excessus contra manum vel supra manum Regis commiserint [k], per inquestam factam contra ipsos de dictis excessibus curia consuevit ipsos sic condempnare [l], quod ipsorum temporalitas ad manum Regis detenebitur, donec [n] talia reintegraverint [o] et donec Rex de ipsa pro emenda levaverit centum libras, vel tantum quantum [p] sibi videbitur [q]. Ita dictum fuit in parlamento anni XXVIII [r], contra magistrum [s] Stephanum Albi, canonicum Lu[g]dunensen [t]; item in parlamento anni XXVIII [u], pro abbate et conventu [v] de Vaucelles [x] [1], pro excessibus commissis, contra Robertum Porceleti [y] [2] et gentes Regis facientes execucionem contra ipsos pro dicto Roberto [z], pro quibusdam redditibus ad vitam dicto Roberto debitis.

7. Item[3], Rex non litigat in aliquo casu in curia [a] alicujus subjecti pro re sibi in totum vel pro parte [b] pertinente. Et hoc patet in casibus superius expressis in matèria de feodo, in X° et XII°, et quorum quilibet incipit « ubi plures » vel « item ubi plures »[4]. Item in exemplis que sequuntur :

j. P en note : secus in laicis qui possunt in personis puniri per Regem. — *k. R* perpetraverint. — *l. P en note :* quia nec condempnatur nec petitur condempnacio, aliter non valet peticio. — *n. D H I M R* ipsi. — *o. R* recognoverint. — *q. P en note :* Item super contentis sub sigillo regio clericus convenitur coram judice seculari et valet convencio in omnibus casibus, licet, si excipiat, habeat locum replicato. — *r. B C E G H I M P S T* XXVII *D L Q ne citent pas cet arrêt.* — *s. F* dominum. — *t. C* Viridunensem. — *u. F G H I K L M R S* XXVII. *O ne cite pas l'arrêt.* — *v. F G* contra abbatem et conventum. — *x. B I K P* de Vassellis. *E* de Vaussellis. *F* de Blauselliis. *L M* de Vencelles. *V* Vasselles. — *y. D* Porteleti. *S V* Proceleti — *z. B C E F P Q R terminent ici le* §.
a. R in terra. — *b.* pro parte *manque dans D.*

1. Abbaye de Vaucelles, au diocèse de Cambrai (commune de Crévecœur canton de Marcoing), à 7 kilom. de Cambrai, abbaye de l'ordre de Cîteaux (*Gallia*, t. III, col. 175); l'abbé était un certain Henri (1325 à 1335), d'origine anglaise.
2. Robert Porcelet est cité au t. XXIII du *Recueil des Historiens des Gaules et de la France*, p. 655 (Feoda que tenentur a domino Rege apud Ribemont).
3. J. D'Ableiges s'est inspiré, en les abrégeant, des §§ 7 et 8 ; *éd. cit.*, p. 99.
4. Cf. *supra*, XXVIII, §§ 12 et 14.

8. Procurator Regis et procurator Sancti Corneli de Compendio[1] in presenti curia dicebant se esse in possessione et saisina, ex prescripcione tanti temporis de cujus contrario[c] non exstabat [memoria], apud Remis, hominum dicti monasterii Sancti Corneli decedencium[d] sine herede bonorum capiendorum propria auctoritate[e]. || Et dicebant se impeditos in saisina predicta[f], ideo quod bonorum duarum mulierum[g] dicti monasterii, que sic decesserant, nanciscendi[h] et occupandi possessionem per[i] archiepiscopum Remensem[2] seu ejus gentes fuerant impediti, procuratore[j] dicti archiepiscopi petente remissionem premissorum fieri, ideo quod dicebat dictum dominum suum habere omnimodam jurisdictionem in dicta villa de Remis. Dictum fuit quod, ideo quod tercia pars bonorum hominum dicti monasterii sine herede decedencium ad Regem pertinebat[l], dicta cognicio ob causam predictam in presenti curia remaneret, nec dicta remissio[m] fieret[n]. Fol. 43 v°.

9. Item, cum episcopus Apamiarum debitum[o] per episcopum Tholosanum[3] eidem (Regi[p]) cessisset in parte, et ob hoc dictus episcopus Tholosanus ad presentem[q] curiam evo-

c. *A* contraria, *corrigé* contrario, *d'après D et P.* — *d D M S* descendencium. — *e. R* quod eorum bona propria auctoritate capere possent. — *f. O R passent ici à* per archiepiscopum Remensem. — *g. B E F I K P Q R X* duorum bonorum hominum. *C* bonorum duorum qui sic... — *h. F L* nanscicendo et occupando. — *i. C* per procuratorem archiepiscopi Remensis. — *j. C passe à* quia dicebat. — *l. R* spectabat. — *m. Q* commissio. — *n. Ce § manque dans O.* — *o. R* sibi. — *p. Le mot* Regi *a été ajouté dans A au-dessus du mot* eidem *et pour l'expliquer. D P n'ont pas* Regi. *K omet* eidem. *N* debitum ei, *omet* Regi. — *q. R* hanc... vocatus fuisset et se peteret.

---

1. L'abbaye de Saint-Corneille de Compiègne. L'abbé était, ou Gassion d'Estrées, mort en 1327, ou son successeur Jean III de Rouvilliers (*Gallia*, t. IX, col. 439).
2. L'archevêque de Reims était, soit Robert de Courtenay (1299 à 1324 ?), soit Guillaume III de Trie (1324 ? à 1334). Cf. le P. Anselme, t. II, p. 10.
3. Le siège épiscopal de Toulouse ayant été érigé en archevêché par le pape Jean XXII en mai 1317, le dernier *évêque* de Toulouse fut Gaillard de Preissac, 1305-1317. Le procès dont il s'agit est donc antérieur à 1317, et l'évêque de Pamiers auquel il est fait allusion doit être Bernard Saisset, 1295-1314, ou Poilfort de Rabastens, 1315-1317.

catus fuisset, et dictus episcopus peteret se remitti ad judicem suum ecclesiasticum [1] ob predictam racionem [r], dictam [s] remissionem facere expresse curia refutavit [t].

10. Item [2], episcopus vel prelatus contra laycum [u] qui alicui intra jurisdictionem suam spiritualem, et intra locum ubi eam exerceret, aliquas injurias [v] quantumcumque graves commiserit, non potest procedere ad ejus persone capcionem nec arrestacionem [a], nisi mortem vel crimen aliud [b] detestabile [c] commisisset; et si aliter [d] procedat contra ipsum, compellitur per temporalitatis sue capcionem ad revocandum omnia que in premissis fecit. Ita dictum fuit in parlamento anni XXVII [e], contra archiepiscopum Remensem [3] et ejus officialem [f] pro majore et juratis [g] dicte ville. Sed monendo et excommunicando contra ipsum potest procedere.

11. Item, jurisdictio temporalis per spiritualem impediri [i] [4] non potest vel debet [j]; et si contra fiat, curia presens consuevit compellere spiritualem ad revocandum [k] impedimenta talia per capcionem temporalitatis sue. Ita factum extitit per arrestum curie, in parlamento anni XXVII [l], contra archiepiscopum Remensem pro capitulo dicte ecclesie [m].

r. *I* causam. *R* premissam. — *s. K omet* dictam *et ajoute* eidem episcopo. — *t. C* denegavit. *G L N R X* recusavit. *P* reservavit. — *u. R passe à* aliquas injurias *et intervertit l'ordre de la phrase.* — *v. C* minas.
a. Q arrestum. — *b. K* aliquod. *R omet* crimen. — *c. A* detestabilem, *corrigé* detestabile. — *d. N* etiam si alias. *O R* alias. — *e. O* XXVIII. — *f. G N* officiarium. *O R* officiarios. *Q* officiales. — *g. G* scabinis. — *i. P en note :* nec juvari. — *j. R.* nec e contra. — *k. R* ad revocandum quod factum est et removendum... — *l. Q* XX. — *m. L ajoute au chapitre :* 1) Item de crimine lese majestatis solus Rex cognoscit, et bona eciam condempnati sub alterius domini jurisdictione confiscan-

1. Il s'agit de l'archevêque de Narbonne, de qui l'évêque de Toulouse fut suffragant jusqu'en 1317.
2. D'Ableiges a traduit ce paragraphe (*op. cit.*, p. 99, 100). Il l'a reproduit, ainsi que le suivant, en latin, au liv. IV, chap. v, *op. cit.* p. 613.
3. Guillaume de Trie (1324-1334). Cf. *supra*, § 8, note 2.
4. V. P. Fournier, *Les conflits de juridiction entre l'Eglise et le pouvoir séculier, de 1080 à 1328* (Revue des Questions historiques, t. XXVII), et F. Aubert, *Le Parlement de Paris* (1314-1422), *Compétence*, chap. III. Cf. dans le registre du Chatelet (Arch. Nat. Y, f° 52, 5 déc. 1327) : Arrest par lequel appert que la justice laye ne doit estre empeschée par celle de l'Eglise.

XXX[1]

[DE CAUSIS PARIUM FRANCIE.]

1. Per quem[n] vel[o] quo modo pares Francie habeant adjornari, dic ut supra in titulo[p] De adjornamentis, c[apitulo][q] Nullus, versu Item fallit, [et] subsequenti[r] c[apitulo] Item pares Francie[2].

2. Item, appellans[s] a pari Francie vel ab hominibus in curia sua judicantibus, qui alios homines super se in eadem vel alia domini curia judicantes non habent[t], est exemptus a jurisdictione paris tam agendo quam defendendo : quod dic ut supra in tractatu de appellacionibus, in titulo Quando[u] appellans sit exemptus[3].

3. Item, an[v] appellans a pari Francie vel ab ejus hominibus sit[x] per presentem curiam[y] remittendus ad curiam paris? Dic quod sit in casu quem habes scilicet in materia appellantis, in titulo An qui appellavit ad curiam omisso me[dio] re[mittatur], c[apitulo] II[4]. Fol. 44 r°.

tur. Facit c. Feud. que sint regalie coll. 1ª Feudorum (*Lib. Feud. II, tit. LVI*). 2) Item solus Rex corpus, communitatem et echevinagium et similia constituere potest per Legem IIIam § in summa ff. de collegiis illicitis [*3 Dig. XLVIII, 22*]. 3) Item Rex de privilegiis clericorum cognoscit solus, et non dominus sub quorum jurisdictione sunt. 4) Item solus Rex constituere potest nundinas vel mercatum, seu concedere[5]; facit pro hoc. L. prima C. de nundinis et mercatibus et ff. l. Iª (*1 Code IV, 60; 1 Dig. L, 11*]. — *n. E* quem modum. — *o. A D* nec, *corrigé* vel. — *p. A* termino, *corrigé* titulo, *d'après D* — *q. G* parium *et passe* au § 2. — *r. N* et in §. — *s. G* appellatur. *P Q RX* appellantes. — *t. A D* sunt, *corrigé* non habent, *d'après I M T P. Cette correction est confirmée par le renvoi que fait le texte au chap. XXI*, § 3. — *u. G* an qui appellans, omisso medio. — *v. Ce § manque dans G L.* — *x. C omet* sit. — *y. C* parisiensem. *E* a curia.

---

1. D'Ableiges, dans le *Grand Coutumier*, éd. cit., liv. III, chap. 20, a traduit ce chapitre, à partir du § 4.
2. Cf. *supra*, ii, § 7 et 9; iii, § 1.
3. Cf. *supra*, xxi, § 3.
4. Cf. *supra*, xxii, § 1 et 2.
5. V. P. Huvelin, *Essai historique sur le droit des marchés et des foires*, chap. vii, pp. 178 à 188.

4. Item,[z] si subjectus paris[a] vocari fecerit parem Francie ad curiam in aliqua causa alia[b] quam in causa appellacionis, si causa non tangat proprietatem suam, an[c] si par requirat causam sibi remitti, audietur[d].

5. Item, pares Francie alibi quam in presenti curia non tenentur litigare. Et hoc verum si hoc petant coram baillivis[e] vel senescallis coram quibus trahuntur in causam, quia ipsis non sunt subjecti nec de ipsorum sunt re[s]sorto, nisi in casibus quos habes[f] notatos in titulo de adjornamentis, c[apitulo] Item pares Francie, in fine c[apituli,] et c[apitulo] sequenti[1]. Sed[g] si voluntarie procedant coram ipsis, tenet processus, [ut apparet[h]] in exemplo quod sequitur :

6. Simon Bie[i], in causa novitatis[j], traxit in causam comitissam Atrebatensem coram baillivo Viromendie, et quemdam processum inchoari[k] fecit et inquestam fieri, et nichilominus in causa litteram justicie a Rege impetravit, que dicto baillivo dirigebatur, virtute cujus dicta comitissa coram dicto baillivo evocata, baillivus ejus de Bapaumes[l 2] dictis litteris se opposuit ; cujus opposicionis pretextu dictus baillivus remisit dictas partes ad Parlamentum et dictam inquestam, et in Parlamento dictus Symon dictam inquestam[m] judicari peciit[n]. Procurator dicte comitisse, ex adverso dicens[o] quod dicta inquesta recipi non deberet,

z. Dans B, ce paragraphe vient aprés le suivant.

a. *K* Francie. — *b.* Alia *manque dans D M.* — *c. I omet* an. *K* nam si. — *d. C* fiet et remissio. — *e. D* coram baillivo vel senescallo. — *f. N* habeo. — *g. B R* pares. — *h. Restitué d'après D M. L s'arrête à* processus. — *i. K* Vis. *VX* Vie. — *j. G* in casu novitatis. — *k. I* intrari. — *l. La leçon de A* : Bapames *est certaine, bien que le copiste ait maladroitement rattaché le premier jambage de l'm à l'a qui précède, de façon à figurer le groupe de lettres* oon ; *B C E F I P Q R V X n'indiquent pas le lieu. D.* Barcaumas. *H M* Bareaumes *N* Bercainas. *O*Bartanias. — *m. E F G K Q* recipi et judicari. — *n. G X* Dictus Symon ex adverso dicebat quod dicta inquesta recipi non debebat et eciam proposuit eam nullam, cum alibi quam in Parlamento facta fuisset. — *o. C* proponebatur. *D omet* dicens. *I M* per procuratorem dicebatur. *F R* pars adversa dicebat ex

1. Cf. *supra*, III, §§ 1, 2.
2. Cf. *supra*, p. 96, note 1.

proposuit et ipsam nullam esse, cum alibi quam in Parlamento [p], cum sit par Francie, non potuisset [q] litigare, nec alius ipsi[u]s esset judex quam presens curia, et quod ideo apparebat a non competenti [r] judice facta, et sic nulla. Ex [s] adverso repplicatum [t] extitit quod hoc erat verum ubi ipsa declinasset forum baillivi, sed, cum ipsa coram ipso voluntarie processisset, processus tenebat. Dictum fuit per arrestum curie quod, ideo quod repertum fuit ipsam [u] coram dicto baillivo processisse, dicta inquesta recipietur, et fuit recepta : verum [a] quia repertum fuit per dictam inquestam litem non fuisse contestatam coram commissariis, dicta inquesta fuit adnullata ; et licet annus tunc a tempore arresti esset lapsus, reservata fuit per dictum arrestum causa novitatis dicto Simoni ; et dictum fuit dictam opposicionem tenere, et quod dicta comitissa procederet in dicta causa in dicto Parlamento ; et ita [b] dictum fuit inter dictas partes in parlamento anni XXV [c].

7. Item, licet pares Francie coram baillivis vel senescallis non sint subjecti, nec sint de ipsorum res[s]orto, tamen in causa novitatis [d], vel aliis ubi opposicio potest cadere, ubi par [e] Fol. 44 v°. ad requestam que fit coram baillivo non se opposuit, vel confitetur factum cujus [f] pretextu requesta fiebat, baillivus vel commissarius ejus poterit [g] amovere impedimentum et alias facere [h] [ad] requestam conquerentis contra parem. Et ita fuit

adverso quod. *N* Dictus Symon dicebat ex adverso per procuratorem comitisse. *P* Procurator ex adverso dicebat. — *p. A porte en interligne, à la suite de* Parlamento, *les mots* facta fuisset, *qui nuisent à la clarté de la phrase et qui ne sont pas dans D.* — *q. E* non potuit alibi litigare, nec alius suus esse judex. — *r. M* non comparente judice facta. — *s. G* et ideo ex adverso. — *t. C* repplicabatur. per procuratorem comitisse quod. — *u. E Q ajoutent* : voluntarie.

a. Ici commence, dans M, une coupure qui va jusqu'aux mots : si executores contendant racione execucionis testamenti *du § 2 du chap. XXXII* De provisione. — *b. B C P* fecit. — *c. B C H I P* XXVI. *F en note* : Dic quod ventilabitur eciam in aliis curiis, verum est tamen quod Rex de casu novitatis cognoscit per prevencionem, et si peterent partes remitti coram judice, non audirentur propter emendam debitam Regi. — *d. H* possunt procedere. — *e. R* et *et omet* ubi par. — *f. R* illius. — *g. D I* potuerunt. — *h. R* et adimplere requestam.

dictum in Parlamento contra episcopum Laudunensem [i] [1] et pro quolibet homine suo [j].

XXXI [2]

[RUBRICA [k] DE MINORIBUS ET QUAM CAUSAM TUTORES VEL BAILLIUM [l] MINORUM HABENTES IPSORUM NOMINE IN JUDICIIS POSSUNT DEDUCERE [l].]

1. Minor viginti annis [m], donec XXI [n] attingerit, non potest causam proprietatis in judicio deducere [o], agendo vel defendendo [p] ; fallit, quando causa est conjuncta majori XXV annis, quia tunc minor tenetur litigare propter con[n]exitatem. Ita dictum fuit inter comitem de Dampmartin [3] et partem suam [q].

i. A Lugdunensem, *corrigé* Laudunensem, *d'après F R T X et le ch. II* § *9 du Stilus* (*supra*, p. 13, note 1). — *j. P en note distingue ainsi les pairs de France* : Sunt autem pares duplices : quidam sunt de jure communi, puta, archiepiscopus Remensis, episcopi Bellovacensis, Noviomensis, comes Attrebatensis, Flandrensis, Campanie ; alii per privilegium Regis, ut comes Ebroicensis, regina Navarre, Johanna comitissa Flandrensis, in omnibus suis terris. Et nota quod si terra parie dividatur, caput tamen habet privilegium paris. Item scilicet bene... terra paris est subjecta judici baillivie. Item dicebatur episcopo Parisiensi erga prepositum. Item paria movet immediate a Rege et tenetur per unam fidem, unum homagium ; nec dividitur ut sint duo pares vel duo privilegiati. — *k. Rubrique empruntée à B D E G. L met ici le chapitre :* de provisione. —*l. K* bailliam habentes et quo nomine possunt *N* de causis minorum et tutorum ac curatorum seu baillorum eorumdem. *R omet* ipsorum nomine in judiciis. — *m. I* MinorXXV. — *n. D* donec viginti primum. — *o. D en note* : hoc verum nobilis ; innobilis, cum habet XIIII annos completos et attingerit XV. De causa possessionis et proprietatis, c. Item reputatur [*supra*, XVII, § 4]. *R* Et hoc verum est nobilibus, innobiles autem possunt postquam XV annum tetigerint. — *p. B E K Q V* volens nec invitus *G L N P T* volens nec invitus, nec agendo nec defendendo. *O* agendo vel defendendo, volens vel invitus. *C F G H L N O P R S T V renvoient, comme D* (*mais dans le texte*), *au chapitre XVII*, § *4* : ut supra de causa possessionis et proprietatis [*ou* saisine]. *K N terminent le paragraphe à* defendendo. *L après* deducere : et hoc habet locum in nobili, ut ibi apparet, fallit quando... — *q. B C E F H I K O P R S V X ne citent pas cet arrêt. D T U*

---

1. Cf. *supra*, II, § 9. L'évêque dont il s'agit peut être Raoul Rousselet (1317-1326) ou Albert de Roye (1326-1336) V. le P. Anselme, t. II, pp. 102, 103.

2. Ce chapitre a été traduit avec quelques modifications par J. d'Ableiges, dans le *Grand Coutumier*. éd. cit., l. II, ch. XLII.

3. C'est l'Ordonnance de 1330 (v. *supra*, XVII, § 2 et 3, p. 124 et 125,

2. Item, nec baillium habentes, nec tutores, ipsorum nomine[r], possunt causam proprietatis dependentem [deducere][s], ut super fructibus qui[t] peterentur racione alicujus rei adjudicate vel petite solum, sed personalem mere, a causa proprietatis separatam, sicut patet per exemplum quod[v] sequitur :

3. Dominus de Aufemonte[x] fecit adjornari heredes domini de Nigella[y] [1] ad resumendum arramenta, in causa mota inter ipsum et dictum dominum, in Parlamento. Tenentes

le citent, en ajoutant : ut hoc recitaverunt domini P. de Semivilla et P. de Ordeomonte, anno LXVII, die XXII novembris, quando litigabatur inter dictum comitem... *L de même, sauf :* P. de Sorbille, *au lieu de* : P. de Semivilla. — *r. P en note :* scilicet tamen major, baillium fratrum suorum minorum habens, eam deducit; nec supersedet causa proprietatis propter eorum minorum etatem. — *s. D porte après grattage :* in judicio deducere agendo vel deffendendo, nec super fructibus. *De même I P, sauf :* ut super fructibus. *F R* et hoc tam agendo quam defendendo, sed personalem actionem a causa proprietatis separatam... *K N O* agendo vel defendendo, nec causam a proprietatis causa dependentem, ut super fructibus. — *t.* A. que, *corrigé* qui. —*v* . *H* dictum per arrestum. — *x. H* de Ausemonte. *O* Aussimonte. — *y. R* de Gelli (*sic*).

---

note 2), qui modifia l'ancienne jurisprudence d'après laquelle, en matière de propriété ou de droits réels, les procès où des héritiers mineurs se trouvaient impliqués, par suite du décès de l'une des parties pendant l'instance, devaient rester en suspens jusqu'à ce que ces mineurs eussent atteint leur majorité; et c'est précisément à l'occasion du procès auquel fait allusion notre texte, que Philippe VI rendit cette ordonnance, ainsi que l'indique le préambule « *prout in causa in curia nostra incepta inter defunctos comitem de Dompno Martino, ex una parte, et Johannem de Tria, militem, ex altera, racione castri de Mouciaco, et inter ipsos defunctorum heredes pendente* ». L'arrêt du Parlement qu'invoque notre texte (*Ita dictum fuit...*) n'a pu être rendu qu'*après* l'ordonnance et en vertu de ses prescriptions, c'est-à-dire au plus tôt dans le courant de l'année 1330 (v. st.). Jean de Trie, seigneur de Moucy, soutint d'importants procès contre son frère Renaud de Trie, comte de Dammartin et contre son neveu appelé aussi Renaud, mineur, mort en 1327; v. Le P. Anselme, t. VI, pp. 668 à 670. — On voit par la variante de *D T U* citée dans la note *q*, que l'arrêt de 1330 fut invoqué et cité (*recitaverunt*) devant la Cour, en 1367, dans un autre procès où était également intéressé un comte de Dammartin. — Pierre de Demeville fut procureur général (1339 à 1345), puis 3e président à la Grand'Chambre en 1345, 2e président vers 1360. Pierre d'Orgemont, plus connu, fut 4e président sous Jean le Bon, 2e président, puis 1er président après Guillaume de Séris, et enfin chancelier (20 nov. 1373).

1. Jean de Nesle, sire d'Offemont, fils de feu de Gui de Nesle, maréchal de France. Cf. Boutaric, *Actes du Parlement*, n° 7324 : mémoire sans date, mais se rapportant au procès visé par le Stilus. Sur les seigneurs de Nesle et d'Offemont, v. Le P. Anselme, t. VI, pp. 49, 50, 55; t. VIII, p. 830.

baillium[z] dictorum heredum pecierunt diem appensamenti ad sequens parlamentum, quod fuit eis concessum ; ad quam[a] dixerunt ea se recipere[b] nolle[c], adicientes causam quia dicebant dicta arramenta esse in et super causa reali quam ipsi non poterant in judicio deducere, sed[d] dictam causam et ejus arramenta dormire debere donec dicti heredes essent[e] etatis sue. Et ex adverso proponebatur dictam actionem fore personalem[f], scilicet ex testamento ; quia cum[g], ut dicebant, dominus Johannes de Flandria [1] ordinasset in suo testamento, in quo dictum dominum de Nigella executorem fecerat, quod solutis legatis et debitis suis[h] infra dictum tempus, residuum conquestuum et mobilium[i] suorum dictus dominus restitueret filie [sue], uxori domini Aufemonte[k], et quod[l] dictus dominus infra dictum tempus potuerat premissa solvisse de fructibus dictarum rerum et aliis emolumentis, et si non fecerat, hoc sibi imputare debebat ; quare petebat[n] ipsum condempnari ad dictos conquestus una cum fructibus[o], si confiteretur premissa vel si negaret, etc..., et quod cum[p] dictum baillium habentes[q] resumere recusassent[r], dicti heredes a defensionibus[s], quas pater ipsorum super premissis proposuerat[t], cecidera[n]t, et ipsius peticio[u] fieri debebat. Ex adverso contrarium[v] dicebatur,

z. *O* baylium.

a. *B E* ad quam diem. — *b. R* suscipere. — *c. O* non teneri. — *d. C* debebat totum dormire donec... — *e. C* legitime. *E F K P* perfecte. — *f. P* principalem. — *g. D N* quod cum. — *h. N O omettent* suis. — *i. P* immobilium suorum bonorum... — *k. C* Hausomonte. — *l. F R n'ont pas* quod.— *n. F O P* ipsum condempnari debere dicebat. — *o. E F I K N O P R* exinde perceptis post dictum tempus et eciam ad dicta mobilia restituenda, si confiteretur premissa... — *p. E* quod si. *N omet* dictum. — *q. K P* cum dicti baillium habentes dicta arramenta. — *r. B E P* hujus (*P* hujusmodi) dicta arramenta resumere recusassent. — *s. A* ad defensionem, *corrigé* a defensionibus, *d'après D. C* a defensionibus suis si quas pater ipsorum. — *t. O* quod cecidissent declarare, et conclusiones sue peticionis sibi adjudicarentur. — *u. L* quod. — *v. Q omet* contrarium.

1. Jean de Flandre, seigneur de Nesle ; v. le mémoire reproduit dans Boutaric, *loc. cit.*

cum causa dicta esset realis, et sic [x] eam deducere non possent in judicio. Ex adverso [y] proponebatur [z] baillium [a] habentes prius arramenta [debere] resumpsisse, supposito quod causa [b] esset realis, et post ipsis resumptis [c] peciisse ipsam poni in suspenso, quod [d] cum non [e] fecissent ad petendum || ipsam suspendi amodo admitti non debebant, Fol. 45 r°. nec ipsius domini de Aufemonte impedire requestam. Ex adverso dicebatur contrarium quod ymo, ante et post, ad hoc debebat admitti. Dictum fuit per arrestum curie quod, ideo [f] quia dicta causa, quoad dictos conquestus [g] et fructus, cum [h] essent sequela dicte cause, dicta causa esset realis [i], dicta arramenta et causa dormirent, non obstantibus propositis ex adverso, et poneretur in suspenso donec heredes esset etatis legitime ; et [j] quia, quoad mobilia, erat personalis, et ideo ipsam poterant in judicio deducere [k] dictum baillium habentes, et periculum dicte cause ad ipsos pertineret, et dicti domini de Aufemonte peticio [l] fieret quoad [m] mobilia. Ita dictum fuit per arrestum curie inter dictas partes in parlamento anni XXVII.

4. Item [n], ex hoc nota tria [o] de stilo curie : quod causa realis non potest agitari contra baillium habentes minoris nomine [p], nec per ipsos [q], nec sequela dicte cause.

5. Item, quod [r] [causa] personalis potest agitari per ipsos, vel contra, quia periculum dicte cause ad ipsos pertinet [s].

x. *C* ipsi. — *y*. *F R* sed iterato proponebat alia pars dictos baillium habentes. — *z*. *O* propositum fuit.

a. *P* non peciisse ipsam poni in suspenso, et ad petendum ipsam suspendi amodo admitti non debebant... — *b*. A cum, *corrigé* causa, *d'après B, D, E*. — *c*. *K* post ipsorum resumpcionem. — *d*. *C* quod quoquo modo non debebant audiri, nec ipsius domini... — *e*. *G n'a pas la négation*. — *f*. *C* quoad conquestus, dicta causa et dicta arramenta dormirent, *F R* quia dicta causa esset realis quoad dictos... — *g*. *G* non. — *h*. *L* dictum fuit quod dicta arramenta... — *i*. *D ajoute en surcharge :* pro hoc De prescriptione XXX vel XL annorum [Cod. VII, 39]. — *j*. *B E* sed. *K N O Q* sed quoad. — *k*. *O* et quod peticio dicti de Aussimonte fieret. — *l*. *B E I* requesta. — *m*. *K* dicta. — *n*. *C* verum ex hiis. *O* ex premissis. — *o*. *K omet* tria. — *p*. *R* minorum nec nomine suo, nec.— *q*. *C omet* nec per ipsos. *L ajoute :* Verum est pro re immobili, secus pro mobili, sicut supra ; bene eciam actio competens pro re mobili, quamvis vere sit realis de jure, tamen de stillo inter personales computatur et potest per baillum habentes intentari. Fallit in actione competente pro fructibus, ut supra, quia quamvis mobiles sunt, tamen sequela rei immobilis. *Q* eciam *au lieu de* nec. — *r*. *K* nota quod. — *s*. *F R* spectat.

6. Item[t], licet baillium habentes refutant[u] minorum nomine resumere[v] arramenta, nichilominus post dictam refutacionem possunt petere dicta arramenta poni in suspenso; quod et possunt petere[x] licet ipsa resumpsissent, [Sequitur] aliud exemplum in presenti materia[a]:

7. Magister Guillelmus de Mefla[b] pecierat quamdam rem ab heredibus Petri de Cartula[1] [c] seu ab ipsorum tutoribus[d], et duas sentencias contra se reportaverat, et late fuerant pro dictis minoribus[e]; demum ab ultima fuit facta appellacio per ipsum ad presentem curiam[f]: dicebat dictas sentencias[g] nullas[h], quia dicebat dictorum heredum tutorem non fuisse[i] fundatum, qui tutor dictas causas duxerat.

8. Item, quia[j] dicebat dictam causam esse realem, que per tutorem, prout contra minorem, non poterat duci[l]. Ex adverso replicabatur[m] quod ad primum proponendum tarde veniebant, et ideo ad hoc audiri[n] non debebant, quia hoc coram primo vel secundo judice non proposuerant[o].

9. Item, nec ad[p] secundum, quia lata sentencia pro minoribus [tenet], licet per personam illegitimam[q] fuerit agitata, ut C. de procuratoribus L. non ideo minus [14 Code II, 13). Dictum fuit per arrestum curie quod, non obstantibus ex adverso propositis, dicta sentencia[r] teneret; et hoc in parlamento anni XXV[s].

t. I K nota quod. — *u. G* refutaverint. — *v. O* reassumere. — *x. P* quod eciam peterant. *R continue :* quod intelligo in reali actione per supradicta et dicenda, alias secus.

a. *P* curia. *R* in tali. — *b. G L* Mesla. *P* de Maffla. — *c. C* Petri Cartula. *F* Particula (*sic*). *O* de Carla. — *d. A D* heredibus, *corrigé* tutoribus, *d'après L F R et le sens général* du § — *e. P* heredidus — *f. B I* in qua. — *g. N* eas fore. *O* fore nullas eo quod tutor non fuisset fundatus, licet causam predictam duxisset, que realis existebat, unde per tutorem... — *h. F R* esse et eos debere condempnari, quia dicebat tutores dictorum heredum non fuisse fundatos. — *i.* A fore, *corrigé* fuisse, *d'après F G L R. L* tutores non fuisse fundatos. — *j. B* et quod. *F R* nam. — *l. F R* agitari. *G* dici. — *m. F N P* proponebatur. *C* proponi debuissent. — *n. C K P* admitti. *C* admitti debebant, quia sentencia lata tenet. — *o. P* X venerat... debebat... proposuerat... quare pro minoribus tenet, licet... — *p. F R* ad aliud quod. — *q. D après grattage :* minus legitimam. — *r. F* dicte sentencie tenerent. — *s. H K L Q* XXVI.

1. Pierre de la Chartre. Cf. *supra*, XVII § 13, p. 129, note 2.

10. Item[t], ex hoc nota quod late sentencie pro minoribus et processus factus super ipsis[u], durante ipsorum minore etate, tene[n]t[v], licet, si contra ipsos lata fuisset[x], [sentencia] esset nulla[y].

11. Item, quod si excepcio fundacionis coram primo vel secundo judice proposita non fuerit[z], ad ipsam proponendam admitti[a] non debet amplius[b]. Fol. 45 v°

12. Item[c], cause minorum et similium personarum, ut viduarum et similium[d], in Parlamento, ipsis volentibus, agitantur[e]; nec aliqua remissio fit, ipsis invitis[f], ut[g] juxta L[egem]: C. quando imperator inter pupillos et viduas vel miserabiles personas cognoscat, ne exhibeantur [Code III, 14], in rubro et in nigro.

13. Item vidi de Beatrice de Sabrano contra Petrum Fredoli[h] et Berengarium[i] de Lauduno et alios eorum[1] consortes[j], licet dicta Beatrix de hereditate paterna, que est situata[k] in senescallia Bellicadri, litigaret.

14. Item, pro domina Margareta de Relengiis[l] super doario suo contra Johannem Cocinelli[m][2], licet dicta actio esset personalis.

t. O n'a pas ce paragraphe. — *u. F en note :* Verum est pro re immobili· secus pro mobili (*cf. L, supra* § 4, *note q.*) — *v. R* et valet si ad eorum utilitatem factus sit; et hoc de jure, contra tamen dictum fuit optime de stilo. Item si minor vel sub agio, etc., licet si contra eos lata esset, non teneret. — *x. C* licet contra ipsos non tenuissent. — *y. F* non teneret. *N* pro nulla fuisset. — *z. C E F P R* ex tunc. *D E P R ajoutent :* quis.

a. C quis non admittitur. *F* admitti non videtur. — *b. K N Q R S omettent* amplius. — *c. K* nota quod. *Q en note :* Nota quod hodie non servatur. — *d. K omet* similium. — *e. F en note :* adversarii igitur istorum minorum non possunt opponere habentibus eorum baillium quod causa est realis, nisi in inicio, et tamen habentes baillium quandocumque possunt, ut supra, hoc est in favore minorum; et hoc nota. — *f. L s'arrête ici. G R passe à :* Item vidi de Beatrice. — *g. D* notatur. — *h.* A. Fredon, *corrigé* Fredoli (*v. note l, infra.*) *B E Q* Freden. *G K* Frederi. *S* Fredum. — *i. P* Roberto. — *k. N* insituata. — *l.* D. Relangis *B E I K* de Relenchis. *C P* de Borollegio. *F* de Barolangiò. *G T* de Relongis. *O* Remigii. *Q* Rechenchis. *R* Varolengio. — *m. B I K Q* Cabonelli. *C P* Colanelli. *E* Carbonelli. *F* Callovelli. *G H S* Cornelli. *N* Cavenelli. *R* Calloelli. *Cf. supra, IV* § 7, *note r*, p. 29).

---

1. Sur ce procès, cf. Arch. nat., X[1]a 8844, f° 288, 4 juin 1328 et X[1]a 8845 f[os] 9 v°, 52, 12 juillet 1329 : *inter Petrum Fredoli... et Berengarium de Lauduno...* — Cf. *supra*, IX § 4, p. 63.

2. Jean Caussinel, seigneur de Gallargues. Cf. *supra*, IV § 7 (p. 29), où l'arrêt est daté de 1327.

15. Item et pro dote [n], pro domina de Marigny [o] contra Ludovicum de Bellomonte [1].

XXXII [2]

[RUBRICA DE PROVISIONE ET MODO FACIENDI EAM [p] [3].]

1. Et est sciendum quod, si mulier agat [q] in Parlamento pro dote vel doario [r], et petat sibi fieri provisionem pendente lite, habebit eam et pro alimentis [s] [et] pro prosequcione cause. Ita fuit in facto domine [t] de Bellavilla [4].

2. Item, idem esset in aliis casibus favorabilibus : ut si executores [u] contendant racione [v] execucionis testamenti alicujus contra ipsius bona detinentes, nam fit eis provisio pro prosequcione cause [x].

3. Item, ubi filius contendit [y] de hereditate paterna contra alium possidentem, nam fit sibi provisio et pro alimentis et prosecucione cause. Ita fuit dictum [z] pro filiabus de

n. *N omet* pro dote. — o. *C* Maranhi. *F* Maranchi. *I* Maregny. *P R* Marenchy. — p. *Rubrique empruntée à D. B C E F I K L O R* faciendi et petendi. *L ajoute :* et quibus casibus. *N* de provisione qualiter et quando fieri debeat. — r. *D* doagerio. *P en note :* de consuetudine secus; si ex consuetudine [agitur] maxime contra extraneam personam vel ejus heredem. Fallit si petatur ab illo qui habet titulum singularem, potissime non lucrativum alii, contra quem ex persona rei privilegium actoris non debet immutari. Fallit eciam propter recredenciam quam habet, que est majus jus. Sed secus, si eam non habeat, immo impediatur. — s. *N* et pro aliis. — t. *C P* domini. *O omet cet arrêt* — u. *F* alicujus testamenti. — v. *N* alicujus. — x. *N ajoute :* et alimentis. — y. *P en note :* contra possidentem sub nomine testamenti; et si negat se possidere, amoveatur possessio ab eodem; eciam si sit filius qui juvetur jure communi, vel procurator Regis qui occupavit bona jure albanagii vel aliter. — z. *L ne cite pas l'arrêt.*

---

1. Louis de Beaumont, écuyer, fils de Gui de Beaumont et d'Isabelle de Marigny; cf. Arch. Nat., X¹a 6, f° 64, 25 novembre 1329, et X¹a 8845, f° 33, 26 déc. 1329.
2. Ce chapitre a été traduit au Liv. II, ch. XLIII du *Grand Coutumier.*
3. *G* reproduit deux fois ce chapitre : f° 235 séparément, et f° 237, en le fondant avec le chapitre *: De minoribus.*
4. Béatrix de Cayeu, veuve du sire de Belleville, réclamait la saisine du tiers des biens de son mari, à titre de douaire ; cf. Boutaric, *op. cit.*, n° 6369 ; 14 avril 1321.

Severaco [a] [1] contra Deodatum de Severaco et pro dicta Beatrice de Sabrano [2] contra suos adversarios ; et pro Jacobo de Monteareno [b] [3] contra Raymundum [c] ejus fratrem. Sed que quantitas [d] taxatur ? Dico quod ubi tales agentes contendunt de dicta hereditate et in totum asserunt ipsam ad se pertinere, consuevit fieri quarte partis reddituum ipsius super quo possidens per juramentum interrogatus est [e]. Ita factum extitit pro dictis Beatrice et Jacobo.

4. Item, dicunt quidam quod tales provisiones habent peti incontinenti apperta peticione [f] per actorem [g], vel saltim habet protestari super hoc in casu [h] ubi dilacionem caperet, et quod alias [i] petere ipsam non posset, vel, || si peteret, Fol. 46 r°.
non fieret sibi. Et ita communiter faciunt advocati [k]. Sed vidi contrarium obtinere, et peti et [l] post litem communiter et post principalem causam in causa appellacionis introductam [m] in curia. Ita vidi [n] obtineri in parlamento anni XXVII, per [o] domicellam Richardam de Sarcinis [p] contra dominum Raymundum de Chancello [q].

a. A et D Semeraco, *corrigé* Severaco. *H* Servato *G* (f° 235) *ne cite pas ce premier arrêt.* — *b.* A Monte acuto, *corrigé* Monteareno *d'après B C D F K M S P V* Monte Hareno [1]. — *c. N R* Robertum. — *d. B E I K Q* sed que erit quantitas provisionis vel (*K* vel que) quantum taxabitur ? *N O* sed que et quanta. — *e. G* (f° 235) interrogari debet. *P* Interrogatur *et en note :* vel facta informacione in casu dubii. *L* interrogabitur *et ne cite pas l'arrêt. O* interrogabitur *et cite l'arrêt.* — *f. F R* post apertam peticionem. — *g. P en note :* scilicet post veutam pocius quam ante non potest pretendere defensiones suas. — *h. F P Q* causa. — *i. E* et aliquis ipsam. *P* alius quis ipsam. — *k. B E F K P R X* et aliqui advocati sic faciunt. *C* et aliqui sic *et s'arrête ici.* — *l. P* et obtinui eciam post litem. — *m. L s'arrête ici.* — *n. G* (f° 235) *K P* in causa. — *o. N V X* de facto Ricarde... *R F* in facto Richardi... — *p. B* de Sarri. *E G* (f° 235) *K N O Q V X* de Saurris. *D* de Sancius. *F* de Simeurs. *G* et Sauturno. *H I M S T* de Santinis. *P* de Sauves. *R* Souriis. — *q. E Q* de Rancello. *F K O P X R* de Ansello. *G* (f° 235 et f° 237) de Sauturno. *H* de Chaussello. *N* de Misello.

1. Cf. Arch. nat., X[1]a 5, f° 444, un arrêt du 15 février 1326 (n. st.), qui concerne les filles de Gui III de Séverac : *inter Richardam et Saurinam de Severaco, domicellas, et Petrum de Casis, maritum ipsius Richarde...* Déodat de Séverac était le deuxième fils de Gui III de Séverac ; il avait épousé Jeanne de Narbonne, fille d'Amaury, vicomte de Narbonne. (Le P. Anselme, t. VII, p. 70). Cf. Arch. nat., X[1]a 8844, f° 300 v°, 22 mai 1327.
2. Cf. *supra*, IX, § 4, p. 63 ; XXXI, § 13, p. 219.
3. Montaren (Gard, c[on] et arr[t] d'Uzès).

5. Item, si colateralis [r] petat hereditatem colateralem, puta fratris vel alterius, et petat in curia provisionem sibi fieri super hereditate predicta, pendente causa, non fiet sibi [s]. Ita dictum fuit per arrestum curie, in parlamento [t] anni XXVIII [u], contra domicellam Mehau des Hostes [v] pro Johanna de Castell[eri]o [x] [1]; et est racio quare secus in descendentibus, quia magis debetur [eis] hereditas quam colateralibus, cum et ipsi in vita quasi domini reputentur [y], juxta L. in suis [ff. de liberis et posthumis [z]] (11 Dig. XXVIII, 2).

XXXIII [2]

[DE ASSECURAMENTIS [a].]

1. Sciendum est quod quicumque [b] inventus in curia tenetur prestare assecuramentum cuicumque [c] petenti [d], licet non alleget seu proponat factum aut minas [e], propter excellenciam curie superioris et capitalis. In aliis autem [f] curiis tenetur [g] probare [h] et proponere, si inventus sit [laycus; si autem esset] [i] clericus ducitur captus per unum de hos-

r. Petat hereditatem collateralem *manque dans D. P en note :* maxime qui non recognoscuntur. — *s. N omet* sibi. — *t. F* secus in descendentibus quia magis. — *u. F* XXVII. *L cesse ici le chapitre.* — *v.* A. Melian, *corrigé* Mehau *d'après D et T* (Mehaut). *B E I K Q* Marchiam. *G* (f° 235) *N R X* Martham. *G.* (f° 237) *H M O P* Machau. — *x. A D* Castello, *corrigé* Castellerio, *d'après G Q R V X* (cf. *la note* 1 *ci-dessous*) *B H K O* Castellario. *F* Ansello. — *y. R* censeantur. — *z. restitué d'après D.*

a. Rubrique empruntée à D. F K L N R S De assecuramento. — *b. P* laycus inventus in curia compellitur. — *c. A* cujuscumque *corrigé* cuicumque, *d'après D.* — *d. P en note :* non tamen communitati; non procuratori, nisi dominus sit presens. Item prestatur presenti, non absenti, licet suscipiatur in gardia cum inhibicione. — *e. B I Q* injurias. *K* seu injuriam... et hoc est propter, — *f. F R* in quibusdam vero aliis curiis. — *g. K* petens. — *h. F L R* probare minas, et hec vera sunt si inventus sit. *B I Q* si sit laycus, licet non alleget... *E V X* si sit laycus; si sit clericus ducitur... *K* si sit laycus ille a quo petitur, licet petens assecuramentum non alleget. — *i. Ces quatre mots, omis dans A, sont suppléés d'après F G D H I L M N O P R S T.*

1. Cf. Arch. nat. X[1]a 8845, f° 29 v°, 30 mars 1329 (n. st.) : « Entre Mathilde de Hostello et Jeanne du Chasteller et ses enfants ».
2. Chapitre traduit en partie dans le *Grand Coutumier*; liv. II, chap. 46.

tiariis [j] parlamenti coram officiali parisiensi, et ibi compellitur sibi dare [k]. Et est tenendum [l] quod [clericus] conjugatus passim et sine delectu [m] tenetur prestare, quia prestacio assecuramenti est civilis, et registrum civile parlamenti inregistrat litteram [n], et facit quia [o] clerici conjugati in casibus civilibus sunt de jurisdictione seculari et temporali [1], de clerico conjugato, titulo unico, L. VI [Sexti Decretal. III, 2].

2. Item, dominus compellitur [p] dare vassallo, licet juramentum fidelitatis ipsum ab [q] hujus prestacione excusare videatur. Ita dictum fuit per arrestum curie contra dominum de Han [r] [2] pro quodam vassallo suo, in parlamento anni XXV [s].

3. Item, dominus [t] homini suo de corpore [u]. Ita fuit dictum in parlamento predicto, contra magistrum Radulphum de Praellis pro quodam homine suo de Veilliaco [v] [3].

4. Item, super prestacione corporali [x], omnibus [y] excepcionibus regectis, non potest [z] [quis] declinare forum [a]. Hoc fallit in casu qui sequitur:

5. Ubi aliquis fecit adjornare aliquem super prestanda sibi

j. *G K omettent* parlamenti. *Q* curie parisiensis. — *k*. *F I* sibi prestare. *Q* coram ipso sibi dare. *Après* sibi dare *P termine le paragraphe.* — *l*. *R* Item clericus conjungatus. — *m*. *G M T* sine delatu. *L O* deletu. — *n*. *F*. pro hoc scilicet quod clerici. — *o*. *R* et per hoc videtur quod. — *p*. *F R* tenetur. — *q*. *P* ab hujusmodi juramento excusare. *En marge F a remis :* assecuramento. — *r*. *B K* de Hen. *L ne cite ni noms ni date. Q omet le nom. G* de Buys. *P* de Ham. — *s*. *D F R* XXVI. — *t*. *B I* tenetur prestare assecuramentum homini suo. — *u*. *R* dare tenetur. — *v*. *E K* de Vailliaco. *G* de Voilliaco. *N* Bailliaco. *O* Bayliaco. *P* de Naylliaco. *R* Vallaco. — *x*. *A* compellitur, *corrigé* corporali *d'après D, qui après avoir effacé* compellitur, *a mis au-dessus* corporali. *B E O R* super prestacione corporali assecuramenti. — *y*. *H* et videlicet omnibus excepcionibus. *R* et cessantibus allegacionibus. — *z*. *suppléé d'après B D*.
a. *M* nec potest declinare hoc forum in casu qui sequitur. *B K Q R X* nisi in casu.

---

1. Au Châtelet, la règle contraire prévalait : « Combien que en parlement ung clerc marié soit tenus de donner asseurement, toutes voyes en Chastellet est gardé le contraire, mais il est renvoyé au juge d'Église pour donner asseurement : *racio potest esse quod Parlamentum est judicium non mere temporale* » (Bibl. Nat., ms. fr. 18110, f° 63 v°).

2. Probablement Jean de Ham, fils d'Oudart, seigneur de Ham. Jean fut maître des requêtes de l'Hôtel, bailli d'Amiens; v. Blanchard, *Généalogies des maîtres des requêtes*, p. 18.

3. Cf. *supra*, x, § 4, p. 64-65, où l'arrêt est daté de 1325.

securitate ad Parlamentum, et tunc ipse petat[b] se remitti ad curiam domini sui superioris[c], et dominus petat etiam dictam remissionem fieri, fiet; sed tamen interim curia providebit, quia faciet eam[d] sibi[e] prestari usquequo alter venerit ad curiam domini, et super hoc prefiget diem. Ita dictum fuit pro domino de Cellis[f] contra abbatem [Sancti] Ademari in Bosco[g 1], in parlamento anni XXVIII[h].

[Explicit tractatus editus super stilo Parlamenti regni Francie a magistro Guillelmo de Brolio[i].][2]

b. *P* impetrat. — c. *D P* super hoc *au lieu de* superioris. *R omet* superioris. — d. *M* id. — e. *B omet* sibi. — f. *A* Soelis, *corrigé* de Cellis (*supra*, XVIII § 28) *B K* de Cellis. *D* de Seelis. *F R V* X de Sellis. *I M* de Soclis. *N* de Cellis... in parlamento supradicto *et ne donne aucune date*. *T* Sollis. — g. *A* Audomarii, *corrigé* Sancti Ademari (*supra*, XVIII § 28) *B F I K Q R V X* Sancti Odomari. *O s'arrête à* in Bosco. — h. *B ajoute* : Clerici conjungati non gaudent privilegio clericali, nisi vestes et tonsuram ducant clericales, *et renvoie au texte déjà cité : Decret. Greg. III, 3. P ajoute* : Prestacio autem assecuramenti ligat et artat potestatem ad non ledendum alterum. Artat eciam consanguineos ejus, non tamen affines, puta : maritos consanguinearum; dum sit publica. — *i. Explicit de B H. H ajoute* : Unus est alter tractatus cujus alibi fit mencio. *D* Explicit stillus curie Parlamenti. *G* Explicit stilus curie Parlamenti editus per magistrum Guillelmum de Brolio, in tempore suo excellentissimum in Parlamento Parisius advocatum. *L*. Explicit stillus curie Parlamenti, finitus anno domini millesimo quadragesimo septuagesimo octavo, die prima mensis Augusti, *O* Explicit stillus curie Parlamenti, Deo gracias. Amen. *Q* Explicit stillus curie Parlamenti, editus seu compositus a magistro Guillelmo de Brolio.

---

1. Cf. l'arrêt cité *supra*, XVIII § 28, p. 140.
2. Les mss. de G et L donnent à la suite, sous forme d'appendice, un chapitre intitulé : *De alta, media et bassa jurisdictione*, dont on trouvera le texte ci-après, APPENDICE III.

APPENDICES

APPENDICE I

Le ms. *G* après avoir donné (f° 217) un chapitre « de causa novitatis » presque conforme à celui de *A* (v. *supra*, p. 130-140), en donne un abrégé (au f° 233 v°), qui forme le 37e chapitre de ce ms.

DE CAUSA NOVITATIS.

1. Notandum quod, ubi aliquis se conqueritur desaisitum vel in saisina impeditum de novo, datur alicui in mandatis ut, si sibi constiterit ita esse, vocatis evocandis, illum resaisiat vel impedimentum removeat.

2. Si vero aliquis se opponat, debato ad manum Regis tanquam superiorem posito, adjornet partes ad proximum parlamentum. Iste cui hoc mandabitur vocabit partes coram se; et si pars confiteatur dessa[is]isse vel impedimentum apposuisse, amovebit impedimentum seu resaisiet partem conquerentem.

3. Si autem altera pars dicat hoc se fecisse jure suo, contendens se possidere, tunc ratione debati ponet rem contenciosam in manu Regis, juxta mandatum. Si vero neget simpliciter se desaisisse vel impedivisse, nec alias diceret se habere jus in re, probato impedimento seu desaisina, amovebitur impedimentum et resaisietur locus de bonis de quibus fuit spoliatus. Sed si non compareat coram commissario, quamvis non fuerit contumax nisi semel, resaisienda est pars conquerens, vel removendum est impedimentum, secundum stilum qui satis potest probari per L. si coloni C. de agricolis et censitis et C. de naufragiis L. de submersis [14, Code XI, 48, et 5, XI, 6], licet generaliter de jure sit vocandus edictis et edicto uno peremptorio pro omnibus, ff. de

judiciis L. ad peremptorium [68 Dig. V, 1] cum ibi notato etc., tamen hoc non faciunt commissarii, sed ponunt rem de qua agitur in manu Regis, ut adjornet partes ad parlamentum. Et tucius est sic fieri, quia nescitur an pars contumax purgare possit suam contumaciam, et, si posset facere, admitteretur ad probandum de jure suo, et fient hinc inde articuli, et, re conteneiosa remanente in manu Regis, inquiretur et fiet jus.

4. Aliquando tamen curia facit recredenciam illi qui de jure communi habet intencionem suam fundatam, et adjudicabitur saisina, amoto impedimento, justiori et meliori titulo possidenti. Sic volunt jura: ff. de liberali causa L. liberis c. si (7 Dig. XL, 12). Si autem possit purgare contumaciam in qua fuit coram commissariis, manus Regis et quodcumque impedimentum admovebitur et saisina pacifica petenti adjudicabitur. Sic fuit judicatum pro capitulo Remensi; sic obtineri vidi pro abbacia Kale[n]si [1] contra comitem Rouciaci.

5. Sed quid erit, si impetrans litteram supradictam non comparet coram commissariis, parte alia comparente? Videtur equum quod, sicut reus pro una contumacia solam causam possessionis amittit, sic iste carere debeat commodo litterarum; tamen dicunt quidam contrarium, et super hoc sunt diverse opiniones advocatorum in curia.

6. Item, nota quod in nova desaisina non datur dies advisamenti seu consilii nec veute; si debatum fuerit appositum ad manum Regis propter opposicionem parcium alicujus, daretur dies inspectionis vel garandi, sicut judicatum fuit contra connestabularium Francie qui petebat in garandum regem Navarre. Et hoc verum si jure suo et in re sua, quam ab illo habuit, velit contendere se fecisse; secus si nomine alieno, ut sequitur [2].

7. Sed, si in causa novitatis littera justicie sit concessa, et mandatum fuerit quod, si partes opponant se, debatum ponatur in manum Regis, et partes adjornantur ad tunc proximum parlamentum, quamvis ille cui mandatum dirigitur fuerit impeditus et quamvis partes coram ipso litigaverint tali tempore quo ad

1. G. Valeri, *corrigé* Kale[n]si. Cf. *supra*, XVIII, § 9 et la note.
2. Ce passage a été utilisé par J. d'Ableiges, *ed. cit.*, p. 252.

illud parlamentum non potuit fieri adjornamentum, sed ad illud sequens est factum, quod est magis proximum inspecto die quo extitit litigatum, licet absque debato diem dixerint acceptandum, non valet adjornamentum, et si constat curie fuisse lapsum annum et diem a tempore novitatis seu novi impedimenti, ex tunc non audietur pars conquerens per causam novitatis. Sic dictum fuit in causa procuratoris sancti Vedasti Atrebatensis contra comitissam Atrebatensem; et hoc satis consonat racioni scripte, quia littera definiat vires littere transacto parlamento post datam illius littere. Ideo adjornamentum factum nullum est. Hoc idem fuit judicatum contra dominam comitissam et ejus novercam.

8. Item [1], si in casu novitatis pars adjornata ad parlamentum non comparuerit, vidi in curia altercari an deberet defectum accipere et adjornamentum super utilitate defectus comparens, vel statim reportare commodum quod impedimentum amoveatur et ipse in saisina deffendatur : diffinitum fuit et registratum, audito advocato, quod statim reportabat commodum hoc, nisi contumax postmodum faciat adjornari illum, volens purgare contumaciam suam et revocare quod factum est, quia tunc audiretur.

Le ms. G place ensuite un nouveau chapitre (le 38ᵉ du ms.), qui se rapporte également à la nouvelleté, et qui se retrouve aussi dans le ms. L (chap. 31).

DE STATUTO TEMPORE NOVE DESAISINE ET DE EXCEPTIONIBUS CONTRA EAM.

Si quis dicat se noviter desaisitum vel in saisina impeditum de novo, id est infra annum et diem, non ultra, sed quod intelligit ff. de variis et extraordinariis cognicionibus [L.] de usu [2 Dig. L. 13], si excipiatur et dicatur quod unus annus et dies transierat, et de hoc facere fidem velit ut alteri non dimittatur per viam novitatis, videtur quod esset recipienda excepcio, alter vero

1. Ce § a été reproduit en français par J. d'Ableiges, *ed. cit.*, p. 243.

dampnificaretur specialiter in duobus, quia res quam tenet ad manum Regis tanquam ad superiorem ponetur racione debati, et in negocio procederetur sceleriter (*sic*) et sine peticione in scriptis, obmissa via ordinaria, et in pluribus que possunt colligi ad novitatem super nova desaisina. Curia tamen favens illi qui spoliatum seu desaisitum se dicit, quod excepcio aliqua, nisi alterius exspoliacionis, ad hoc videlicet quod contra spoliatum non admittitur, et ut lites abbreviantur (L. properandum C. de judiciis [13, Code III, 1]), tamen curia non admisit talem excepcionem, quod non sic litigaretur super illa excepcione, si esset probata, vel non esset probata, per viam novitatis. Nunc vero non litigabitur, nisi semel, super nova desaisina, videlicet si probatur factum infra annum et diem, obtinebit ; nec obstat quod supra dictum est, quia majora inconveniencia sequerentur si admitteretur. Excepcio autem alterius desaisine optime admitteretur de stilo qui concordat juri. Si tamen diceretur « non potest se dicere dissaisitum, quia nunquam fuit saisitus », tunc de saisina utriusque inquireretur. Non bene intelligo predicta ; dico tamen quod, si conqueratur quis per viam novitatis, alius excipiat quod explectaciones similes isti super quam conqueritur vel equivalentes habeant, que fuerunt facte quodam anno jam lapso a tempore quo facte fuerunt usque ad tempus quo conqueritur, ista excepio debebit admitti propter interesse quod in multis utitur, ut supra dictum est. Et ita dictum fuit per arrestum contra religiosos Hospitalis pro domina de Melles (?) in parla mento anno XLVII°[1].

---

1. *L* omet l'arrêt.

APPENDICE II[1].

Libellus appellacionis secundum patriam juris scripti, seu intendit[2].

Ad finem quod per vos magnificos et potentes viros, dominos presens tenentes parlamentum Parisius domini nostri Regis Francorum, dicatur, declaretur et pronuncietur et per arrestum, consules universitatis seu habitatores ville de Besseria[3] bene ac eciam juste appellasse a sentenciis seu sentencia, pronunciacione seu gravaminibus illatis dictis consulibus per senescallum Ruthenensem vel ejus commissarium, ad co[m]modum et utilitatem Guidonis de Convenis[4], militis et suorum complicum et procuratoris regii, in quantum quemlibet tangit seu tangere potest; et per idem judicium pronuncietur seu declaretur dictam sentenciam seu declaracionem fore nullam seu fore nullas, et, si que fuerint, quod saltim injuste et inique pronuncientur et gravamina dictis consulibus illata reparentur, et dictus miles in expensas dictorum consulum seu habitatorum condempnetur dicunt et proponunt dicti consules habitatores, et, si necesse fuerit, probare intendunt contra dictum militem, ejus consortes seu procuratorem regium in quantum quemlibet tangit seu tangere potest, facta et raciones que secuntur; astringentes se solum probaturos de premissis que sibi sufficere poterunt ad suum propositum consequendum; protestantes quod in premissis possint addere, detrahere, corrigere, emendare et diminuere, quoscienscumque eis videbitur expedire...

---

1. Emprunté à *K* (fol. 43). Cf. *supra*, XXVI *bis*, *in fine* (p. 173).
2. Ce texte a été reproduit par P. Guilhiermoz, *op. cit.*, p. 133, n. 4.
3. Est-ce Bessière dans le Tarn (c^ne du canton de Cadalen, arr^t de Gaillac) ou Bessière dans la Haute-Garonne (c^ne du canton de Montastruc, arr^t de Toulouse) ?
4. Gui de Comminges (Cf. *supra*, p. 11 et 144).

Adjournement en cause d'appel secundum patriam consuetudinariam.

Charles, etc... Au bailli de Senlis, ou à son lieutenant, salut. Comme tel se die avoir appellé à nous ou à notre court d'un jugement donné contre lui, et pour tel, par toy et nos hommes jugans en nostre chastel à Pierrefons, comme de nul et, s'il estoit aucun, comme de faulz et de mauvais, nous te adjornons aus jours de ton bailliage de notre prochain parlement venant, et neantmoins te mandons et, pour ce que aucuns de nosdiz hommes qui furent audit jugement sont demourans hors de ta juridiction, commettons que tu adjournes lesditz hommes auzdiz jours pour estre avecques toy, pour defendre et soustenir ledit jugement et pour aler avant et procéder en ladicte cause d'appel, si comme de raison sera ; et intimez la personne qu'elle soit ausditz jours, se elle cuide que en aucune manière lui appartiengne ; et pendant ledit appel ne attemptez ne souffrez attempter, etc.

APPENDICE III

Ce chapitre, ajouté au *Stilus Parlamenti* par les mss. G, L et V, a été reproduit par Dumoulin, qui en fait le chapitre XXXI de son édition, tout en remarquant que : « *istud capitulum non est in registro Curie* ». J. d'Ableiges a traduit en partie les § 1 et 2 dans le chap. VIII du *Grand Coutumier* (*ed. cit.*, p. 637).

DE ALTA, MEDIA ET BASSA JURISDICTIONE

1. Adverte [a] quod in terra consuetudinaria, in terra gallicana, et in aliis partibus regni que reguntur per consuetudines vicecomitatus Parisiensis, aliqui casus non reputantur de alta justicia, nisi tres, videlicet : incendium, raptus et murtrum [b]. Et faciunt differenciam inter murtrum et occisionem, quia *murtrum* dicunt esse quando factum est scienter et pensatis insidiis, *occisionem*, quando factum est sine proposito, sed in rixa que gallice dicitur « chaude mêllée » [c]. Unde talia occidia dicuntur esse de justicia media, et alia quecumque crimina quamvis penam sanguinis ingerant. Jus tamen scriptum hanc differenciam [d] non apponit [e], quia ita est de altiori justicia modicus casus, ex quo pena sanguinis vel fustigacio [f] infertur, sicut murtrum vel raptus : ff. de jurisdictione L. imperium, et ff. de furtis L. vulgaris [3 Dig. II, 1 ; 21 Dig. XLVII, 2] [g].

2. Item, nota quod, quandocumque [h] aliquis fecerit posse suum interficiendi adversarium, si tamen non interficit, non reputatur de casu alte justicie, videlicet murtri. Sic audivi judicari contra baillivum Viromandensem et prepositum de Peronna, pro majore et juratis ejusdem ville, de quodam qui insidiose, quandoque in habitu monachali, quandoque [i] muliebri, fecerat posse suum interficiendi quemdam ; jus tamen prestat argumentum in contrarium [j] : C. ad legem Corneliam de sicariis L. is qui cum telo [7 Code IX, 16].

---

a. *éd. Dumoulin :* Addite ; *éd. Robert :* Audivi .— *b. L termine par* incendium.—*c. Dumoulin :* Chaudecolle. — *d. Dumoulin :* hoc dictum. — *e. Dumoulin* et *L* approbat. — *f. Dumoulin :* fustigacionis. — *g. L ajoute :* cum similibus. — *h. Dumoulin :* quamvis. *L* quando. — *i. Dumoulin :* in habitu. —*j. Dumoulin :* contra.

3. Item, cum dicti prepositus et baillivus [k] assecuramentum dari [l] fecissent per quemdam qui detinebatur in carcere majoris et juratorum de Peronna, pro quibusdam sibi impositis, que essent de bassa justicia, [et] conquesti fuerint dicti major et jurati, quod in eorum prisione dictum assecuramentum prestari fecerant, et quia ad ipsos spectabat [m] facere prestari illud assecuramentum, saltem quoad illa que non sunt de alta justicia, dictum fuit per arrestum quod, quamvis compulsio et assecuramentum [n] prestandum, quando petitur ab aliquo, spectet ad Regem in dicto loco quantum ad casus alte justicie, maxime tamen in dicta prisione dictus prepositus non debuit eum compellere ad dictum assecuramentum prestandum. Ex quo enim habent distinctas curias et distinctas jurisdictiones, quilibet debet uti sua jurisdictione et in sua curia. Ipsi tamen major et jurati, si fuissent advisati, bene potuissent compellere ad assecurandum; assecuramentum tamen eorum non se extenderet ad alia quam ad illa que sunt basse justicie, si aliquid factum esset contra assecuramentum. Et pone: assecuramentum datum est per gentes Regis, ubi [o] Rex tantum altam justiciam habet et ressortum, et alius bassam ; ille qui se assecuravit, facit aliqua contra assecuramentum que de natura sua non sunt de alta justicia ; numquid Rex habebit [p] cognicionem, vel alter dominus ? Videtur quod Rex, nam qui facit contra assecuramentum est ad voluntatem domini, tam de corpore quam de bonis, puniendus [q]. Et sic videtur quod fractio assecuramenti esset de alta justicia. Ex quo ventum est contra assecuramentum Regis, videtur quod ad ipsum pertineat cognicio et punicio [r]; pro hoc ff. quod metus causa [Dig. IV, 2]. [In contrarium] facit quia illa commissa [s] de se non sunt de alta justicia, et Rex non habet nisi altam.

4. Item, si quis insidiose conetur [t] facere murtrum, et non perficiat, propter hoc non videtur com[m]isisse contra causas alte justicie, sicut dictum fuit supra § 2, nec equum videtur quod prestacio assecuramenti facta ad compulsionem Regis auferat [u]

---

k. L dicerent. — *l. L* debere dari et dari fecisse ut per. — *m. Dumoulin :* competebat. — *n. Dumoulin :* compulsio assecuramenti prestandi. — *o. Dumoulin :* in loco ubi. — *p. Dumoulin :* habet. — *q. G omet* puniendus. — *r. Dumoulin :* punicio et correctio. — *s. Dumoulin et L :* In contrarium facit : illa que commissa. — *t. G L* cognetur. — *u. L* aufferret alias.

alii cognicionem criminum que ad ipsum de sui natura spectant, quia [v] sic per quamdam viam obliquam posset Rex auferre suam jurisdictionem pro majori, quod juris racio non suadet. Et sic videtur quod assecuramentum comprehenderet casus alte justicie et non alios, eciam si periculum sit de bonis et corpore; quia multi sunt casus qui secundum consuetudinem de media justicia reputantur, sicut occisio et furtorum multiplicacio [x].

---

v. Dumoulin : quia sequeretur quod per quemdam viam. — *x. Dumoulin et L continuent :* Et tamen in illis amittit quis corpus et, bona, sicut in murtro et raptu.

ADDENDA ET CORRIGENDA

P. xi, l. 10, *au lieu de :* duc d'Aquitaine, *lire :* duc de Guyenne.

P. xii, n. 4, l. 1 : *au lieu de* « *Stilus*, xiv », *lire* « *Stilus*, xvi ».

— — l. 3 : *avant* « Questio 233 », *ajouter* : Questio 129 : « In Stilo nostro, sub titulo de Contumacia et defectu et utilitate ipsorum super actione personali » (Cf. *Stilus*, viii).

P. xiii, n. 1 , *au lieu de* : *Stilus*, xxii, *lire* : *Stilus*, xii.

P. xvii, n. 10, *ajouter* : xiii, § 14.

P. xxxi, l. 17, *au lieu de* : Parlementi, *lire* : Parlamenti.

P. xxxviii, n. 2. Une nécessité typographique a fait mettre aux p. lxx et lxxi de l'*Introduction* la description des mss. de Bruxelles et de Rome, que la note indiquait comme devant se trouver aux *Addenda*.

P. xlix, n. 5, *au lieu de* : Marguaritam, *lire* : Margaritam.

P. lv, l. 1, *au lieu de* : Gllio, *lire* : Galliot Dupré.

P. lxiv, l. 7, *au lieu de* : Mollendinæi, *lire* : Molendinæi.

P. 1, l. 3, *après* : [libello] *ajouter, d'après D* : compilavi et.

— var. *d*, *supprimer* : *D* omet... *inclus*.

P. 2, n. 1, *après* : une traduction, *ajouter* : partielle.

P. 3, var. *t*, *ajouter* : *D* et *X* : Diligencius solito videas puncta arramentorum.

— var. *y*, *rétablir ainsi la leçon de D* : (en marge) pro hoc quod notavit glossa in prohemio Inst[itutionum] super verbo « providentia » et Jo. An[dree] de re judicata li °VI° super verbo prudenter... *Ajouter la leçon donnée par l'éd. de Descousu* (1530), f° 1 : per hoc quod not. in prohe. insti. in ver. providentia et in ca. I. de re judi. lib. VI in versi. prudenter atten.

P. 4, var. *e*, *après* : decenter subdole, *ajouter* : (ce qui est probablement une mauvaise lecture pour : subdole dicentem ; cf. var. *a*).

P. 5, var. *u*, *ajouter* : *X* débute comme *C*, puis, après : « domini de Parlamento », a la variante suivante : « prolongant predictam diem crastinam sive parlamentum usque ad aliam diem. Queritur an dictum adjornamentum videtur bene impetratum ? quidam dicunt quod sic... » et il termine comme *C*, en ajoutant un renvoi au Digeste et au Code.

P. 8, var. *m* in fine, *ajouter* : *X* pro domina de Maure contra Galterum de Villers.

P. 9, var. *r*, *ajouter* : *D* Pargameni.

P. 10, var. *b*, *au lieu de* : supra § 4, n. *m*, *corriger* : § 4, var. *o*.

— var. *g*, *ajouter* : *X* si scriberetur cum clausa « committimus » alicui ordinario.

P. 11, n. 1, X²a, f° 56, *corriger* : X²a 2 f° 56.

P. 13, n. 1, *au lieu de* : 1324-1336, 25 avril 1336, *lire* : 1324-25 avril 1336.

P. 15, n. 1. Jean de Beaumont, chanoine, ne doit pas être identifié avec le chevalier Jean de Beaumont, maître de l'Hôtel du Roi.

P. 20, var. *i* (l. 8), *au lieu de* : in persona, *lire* : in presencia.

P. 21, var. *q*, *ajouter* : *D* (en note). De jure enim ille, a quo appellatur, terminum præfigit parti appellanti : Extra, de appellationibus, C. contra sit et C. oblati ; et sic citatur pars, non judex, et tenentur appellatus et appellans ire ad terminum, ut C. sepe de appellationibus et C. 1 eod. tit. libro VI°.

P. 25, var. *p* (in fine), *au lieu de* : *DEH* ont cette addition... *S.* ajoute... *lire* : *EH* ont cette addition... *DS* ajoutent...

P. 27, l. 3, *au lieu de* : [Fontis Fridi], *lire* : [Fontis Frigidi].

— l. 13, *après* : Henrici de Enclanstra, *noter la var. de V, qui justifie l'interprétation proposée* : Henrici de Lanquastre.

— n. 1, *ajouter* : Archiv. Nat. X¹ᴬ 1ᶜ, n° 133.

P. 28, l. 10, *après* : senescallum Xantonensem, *X met la rubrique*: Quando necesse est adjornare procuratorem Regis generalem in Parlamento.

— n. 1, à X²ᴀ3, f° 95, *ajouter* : et f°ˢ 109, 110, r° et v° ; 28, 29 mars et 26 mai 1328.

P. 29, var. *q*, *au lieu de* : xxxi, 13, *lire* : xxxi, 14.

— n. 1, *supprimer* : probablement.

— n. 2, à xxxi, § 1, 2, *ajouter* xiv, § 13 ; xvii, § 2.

P. 30, l. 11, *au lieu de* : Alnardum, *corriger* : Arnaldum.

P. 32, n. 1, *au lieu de* : xvii, 14, *lire* : xvii, 13.

P. 35, var. *p* , *X comme CF*, *mais après* : in crastinum, *ajouter* : eo sufficienter vocato ut...

P. 36, var *f*, *corriger ainsi la leçon de D* : Istud non est verum, ymo presentatus in persona qualibet die admittitur per procuratorem; perinde est ac si...

P. 40, var. *a*, *ajouter* : *X* débute ainsi : circa contumaciam, defectum et utilitatem ipsorum aliqua precipue sunt consideranda, primo inspice copiam...

P. 44, var. *p*, *ajouter* : *D* (en marge). Illud forsitan non esset servandum, nisi aliquam causam rationabilem prætenderet quare non potuit mittere excusationem, ut quia tam gravi infirmitate detinebatur quod non fuit recordatus diei suæ, etc...

P. 55, var. *x*, *ajouter* : *V* de Blaniaco.

— var. *q*, *corriger aussi la leçon de D :* Hodie autem facta ordinacio quod nisi ter commissio [non] renovatur, eciam si partes diligentes extiterint ; crederem tamen semper salvo juxta essonia impedimento.

P. 58, var. *d*, *ajouter* : *D* intemptantur.

P. 59, n. 1 : *La partie de cette note relative à l'arrêt de règlement du 5 déc. 1327 se rapporte au* § *3 et aurait dû être mise, comme note 2, sous la phrase finale de ce* § *:* Ita dictum extitit et pronunciatum...

P. 59, var. *n*, *ajouter* : *V* et *X* Johannem Jure.

P. 60, var. *l*, *ajouter* : *X* de Bourlabelles.

P. 63, n. 1, xxxi, § 5, *corriger*: § 13 ; *ajouter* : xxxii, 3.

— var. *k*, *ajouter* : *V* et *X* filia domini Gaucelini.

— var. *j*, *ajouter* : *D* (en marge) : Ista ratio non videtur bona, quia libellus principi oblatus in casibus operatur litiscontestationem; verum in causa novitatis est ratio quia sepe partes congregantur super locis et etiam omnia continentur in querimonia.

P. 64, n. 2, *ajouter* : cf. xxxiii § 3.

P. 66, var. *l*, *ajouter* : *D* (en marge) : Hoc hodie est regulare in ordinationibus.

P. 72, var. *z*, *au lieu de* : per constitutionem Philippi, *lire* : per constitutionem determinatam.

P. 73, var. *m*, *rétablir ainsi la leçon de DN* : certus, alias stultus.

P. 75, var. *t*, *ajouter* : *V* tres dilaciones et tres denunciaciones. *D* (en marge) Istud est hodie correctum per constitutionem determinatam, ut supra dictum est.

P. 82, var. *h*, *après la phrase* : « cette observation, qui logiquement devait venir avant la phrase précédente », *ajouter* : comme dans *V* et *X*.

— var. *k*, *X continue* : et ita vidi anno XLIIII quod Rex Francie, quia tenere intendebat Parlamentum, revocavit et revocare fecit omnes gracias super hoc per eum concessas quibuscumque prelatis vel aliis magnatibus; et hoc fecit dicto anno circa festum sancti Andree apostoli. Ad evidenciam autem istorum sciendum est quod quidam sunt qui non indigent gracia.

P. 84, *à la fin du* § *12*, *X ajoute* : sed quid si aliqua villa adjornatur sub tituli forma : adjornamus [coram gentibus] tenentibus nostrum proximum [parlamentum] ad diem inter habitantes talis ville ? Credo quod possit quod non refert utrum dicatur talis communitas vel habitantes talis loci.

P. 87, var. *g*, *ajouter* : *V* de Mons ; *X* de Mes.

P. 92, n. 3, après art. 6, *ajouter* : comme le dit en note *V*, qui précise en renvoyant aux articles 6, 7 et 8 de l'Ordonnance.

P. 96, n. 1, *Après le texte du registre X¹a 5 f° 521 v°*, *ajouter* : voir aussi X¹a 8845 f°s 18 v°, 19 ; 24 nov. 1328.

P. 97, n. 1, *ajouter* : et *supra* IV, § 8; XIV, § 13 et *infra* XVII, § 2.

P. 103, n. 2, *rétablir ainsi* : X²a 2, f° 45 et X²a 2, f° 46.

P. 104, var. *b*, *lire* : Le Gris, *au lieu de* : Le Gras.

P. 106 (chap. XVI *ter*), *ajouter en note* : Les § 10, 11, 12, 13, 16 *in fine* 20, 21 et 31 de ce chapitre ont été reproduits, mais avec de notables différences, par Charondas Le Caron, à la fin de son édition de la *Somme rurale* de Boutillier (1621, in-4°), p. 879 à 884.

P. 119, var. *e*, *la correction* : sua *est confirmée par la leçon de X.*

P. 123, n. *a*, *la correction* : curie *est confirmée par la leçon de X.*

P. 128, *X omet le § 11.*

P. 130, *supprimer les crochets entre lesquels est placée la Rubrique :* * De Causa novitatis.

— n. 1, *ajouter* : il est rejeté à la fin par *U* et *V*.

— n. 5, *ajouter* : Cf. *supra*, p. 96, n. 1.

P. 140, n. 2, *ajouter* : Cf. *infra* XXXIII § 5, p. 224.

P. 145, var. *r*, *ajouter* : *X* de Troisiaco.

P. 152, n. 1, *ajouter* : 589, 590.

P. 154, n. 1, *des mss. cités retrancher S, ajouter X.*

P. 155, n. 2, *ajouter : on lit à la date du 23 déc. 1331, dans X¹a 6 f° 204 v°* : Entre le procureur du Roi, Guillaume du Breuil, avocat au Parlement... et d'autre part Philippe de Saint Yon et Adam Masse, damoiseaux.

P. 162, § 6 *in fine*, *au lieu de* : « de Valesio » *X porte* : de Blesis.

P. 163, n. 1, *aux mss. cités, après U, ajouter X.*

P. 165, var. *l*, *aux mss. cités ajouter X.*

P. 171, var. *j*, *ajouter* : *X* de Curte.

P. 173, n. 1, *avant* « *V infra* », *mettre* : 25 novembre.

— var. *x*, *rubrique de V et de X* : De commissariis et eorum potestate.

P. 174, var. *d*, *à A ajouter X.*

P. 184, var. *j*, *à GL ajouter X.*

— — *l*, *à BC...S ajouter X.*

P. 186, var. *b*, *ajouter : X* Et consulemus quod de requisicione tali reciperetur littera a commissariis, ut facilius posset diligencia probari.

P. 188, var. *n*, *ajouter* : *X* sibi concessum fuerit a parte adversa ut super negatis... cum super confessis...

P. 189, var. *x*, *à la leçon de A ajouter* : et de *X*.

P. 193, var. *p*, *aux mss. cités ajouter X.*

P. 197, l. 15, *lire* : propositurum.

P. 204, var. *j*, *reporter la leçon de P à la suite de la var. l.*

P. 205, var. *t*, *après* : corrigé « solus », *ajouter* : comme dans *X*.

— var. *x*, *ajouter* : *X* (en note) : *ut notat G. de Monte Lauduno*, avec renvois au droit romain et aux Décrétales. Sur le canoniste Guillaume de Montlezun, mort en 1343, voy. A. Tardif : *Histoire des*

sources du droit canonique. Dans ses *Questions* 268 et 301, Jean le Coq cite aussi ce canoniste.

P. 205, var. *e*, *ajouter* : *X* item habet eciam cognicionem omnium illorum qui sumuntur in tali.

P. 221, n. 1, *au lieu de* : Amaury, *lire* : Aimery VI.

P. 222, *à la fin du* § *5 du chap. XXXII*, *X continue* : et inde est quod collaterales non admittuntur ad querelam de inofficioso testamento sicut alii.

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES, DES NOMS DE PERSONNE ET DES NOMS DE LIEU

Les *chiffres romains* renvoient aux pages de l'introduction; les *chiffres arabes* à celles du texte; les abréviations *n.* et *var.* aux notes et aux variantes.

Le *caractère romain espacé* correspond au mot principal désignant chaque matière, le *romain ordinaire* étant réservé aux mots secondaires qui suivent le mot principal ou qui indiquent les subdivisions de la matière, et l'*italique* aux expressions latines consacrées par l'usage juridique ou spéciales au présent texte.

Les *petites capitales* correspondent aux noms de lieu et aux noms de personne.

Les *noms de personne* cités *en latin* dans le *texte* (c'est le plus grand nombre) ont été conservés dans la table sous cette forme : les identifications proposées et les noms de personne cités dans les *notes* figurent au contraire sous la forme *française*. Pour faciliter les recherches, les uns et les autres ont été rangés, dans l'ordre alphabétique, en deux endroits : au nom de baptême et au nom de famille, de terre ou d'origine.

Les *noms de lieu* cités dans le texte ont été transcrits dans la table sous leur *forme usuelle*, quand l'identification était certaine, et la forme latine n'a donné lieu qu'à un renvoi. Quand l'identification était douteuse, ils ont été transcrits sous la forme française ou latine donnée par le texte.

A

B

C

G

H

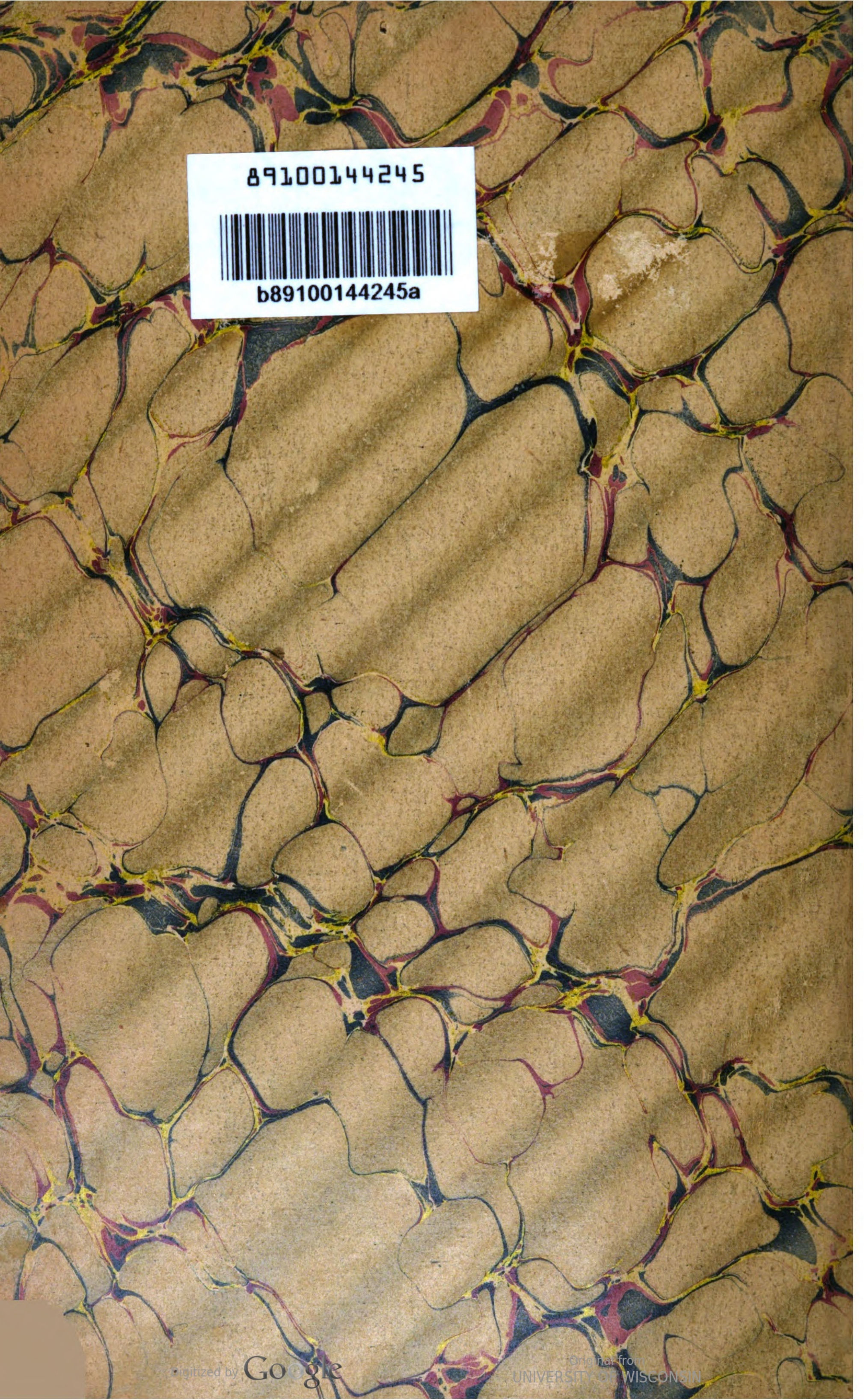
I

O

P

TABLE GÉNÉRALE

MACON, PROTAT FRÈRES, IMPRIMEURS.


89100144245
b89100144245a



